

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CXXXVIII

1933

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

N° 3176. — Norvège et Suède :

Arrangement relatif à l'exemption des marques de franc-bord obligatoires pour les navires
se livrant à la navigation frontalière entre les deux pays. Signé à Oslo, le 10 mars
1933 17

N° 3177. — Irak et Norvège :

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Ankara, les 21 février
et 14 mars 1933 23

N° 3178. — Afghanistan et Lithuanie :

Traité d'amitié. Signé à Kaunas, le 9 décembre 1930 29

N° 3179. — Belgique et Gouvernement chérifien (Zone française) :

Convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail.
Signée à Paris, le 24 juillet 1930 35

N° 3180. — Norvège et Turquie :

Traité d'établissement, de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés
à Ankara, le 16 mars 1931 41

N° 3181. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Inde et Perse :

Accord relatif au retrait hors de Perse de l'« Indo European Telegraph Department ».
Signé à Téhéran, le 17 février 1932 61

N° 3182. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :

Arrangement entre l'Administration des Postes de la colonie et du protectorat de Kenia
et du protectorat de l'Ouganda et l'Administration des Postes de l'Allemagne, concer-
nant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Nairobi,
le 7 septembre 1932, et à Berlin, le 29 octobre 1932 69

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXXXVIII

1933

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 3176. — Norway and Sweden :	
Agreement regarding Exemption from compulsory Load Line Marks for Vessels engaged in Frontier Traffic between the two Countries. Signed at Oslo, March 10, 1933 ...	17
3177. — Iraq and Norway :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Ankara, February 21 and March 14, 1933 ...	23
No. 3178. — Afghanistan and Lithuania :	
Treaty of Friendship. Signed at Kaunas, December 9, 1930 ...	29
No. 3179. — Belgium and Shereefian Government (French Zone) :	
Convention respecting Compensation for Injuries resulting from Industrial Accidents. Signed at Paris, July 24, 1930 ...	35
No. 3180. — Norway and Turkey :	
Treaty of Establishment, Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Ankara, March 16, 1931 ...	41
No. 3181. — Great Britain and Northern Ireland, India and Persia :	
Agreement relating to the Withdrawal of the Indo-European Telegraph Department from Persia. Signed at Teheran, February 17, 1932 ...	61
No. 3182. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement between the Post Office of Kenya Colony and Protectorate and Uganda Protectorate and the Post Office of Germany for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Nairobi, September 7, 1932, and at Berlin, October 29, 1932 ...	69

N° 3183. — Etats-Unis d'Amérique et Panama :

Page

Convention pour le règlement des réclamations, signée à Washington, le 28 juillet 1926; et
Convention modifiant la convention ci-dessus, signée à Panama, le 17 décembre 1932 119

N° 3184. — Espagne et Suède :

Convention relative à la navigation aérienne. Signée à Madrid, le 8 avril 1932 135

N° 3185. — Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Ville libre de Dantzig, Espagne, etc. :

Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers, avec protocole annexe.
Genève, le 30 mars 1931 149

N° 3186. — Allemagne et Norvège :

Echange de notes comportant un accord instituant des facilités en matière de passeports
pour les marins allemands et norvégiens. Oslo, les 9 février et 3 mars 1933... .. 179

N° 3187. — Japon et Pays-Bas :

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque des impôts sur
les revenus et bénéfices découlant du trafic de navigation maritime. Tokio, le 26 janvier
1933 185

N° 3188. — Autriche et Pologne :

Accord concernant les questions d'archives. Signé à Vienne, le 26 octobre 1932

N° 3189. — Brésil et Paraguay :

Traité d'extradition. Signé à Assomption, le 24 février 1922 21

N° 3190. — Espagne et Paraguay :

Convention concernant la propriété littéraire, artistique et scientifique. Signée à
Assomption, le 8 juillet 1925 225

N° 3191. — Italie et Turquie :

Convention pour la délimitation des eaux territoriales entre les côtes d'Anatolie et l'île
de Castellorizo. Signée à Ankara, le 4 janvier 1932 243

N° 3192. — Colombie et Pérou :

Accord relatif aux modalités d'exécution des solutions proposées par le Conseil de la
Société des Nations, dans le rapport qu'il a adopté le 18 mars 1933, signé à Genève,
le 25 mai 1933, et lettre du président du Comité consultatif de la même date; et... 251

Acte de l'évacuation du territoire visé dans l'accord ci-dessus, signé à Leticia, le 23 juin
1933 262

N° 3193. — Roumanie :

Accord instituant une collaboration technique consultative en Roumanie, signé à Genève,
le 28 janvier 1933, avec annexes et notes de la même date, et lettres en dates des
23 mars et 10 avril 1933, avec appendices 271

No. 3183. — United States of America and Panama :

Page

Convention for the Settlement of Claims, signed at Washington, July 28, 1926; and
Convention modifying the above Convention, signed at Panama, December 17, 1932 ... 119

No. 3184. — Spain and Sweden :

Convention regarding Air Navigation. Signed at Madrid, April 8, 1932 ... 135

No. 3185. — Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Free City of Danzig, Spain, etc. :

Convention on the Taxation of Foreign Motor Vehicles, with Protocol-Annex. Geneva,
March 30, 1931 ... 149

No. 3186. — Germany and Norway :

Exchange of Notes constituting an Agreement instituting Passport Facilities for German
and Norwegian Seamen. Oslo, February 9, and March 3, 1933 ... 179

No. 3187. — Japan and the Netherlands :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Exemption
from Taxation of Incomes and Net Profits accruing from the Business of Shipping.
Tokio, January 26, 1933 ... 185

No. 3188. — Austria and Poland :

Agreement regarding Questions of Archives. Signed at Vienna, October 26, 1932 ... 193

No. 3189. — Brazil and Paraguay :

Treaty of Extradition. Signed at Asuncion, February 24, 1922 ... 211

No. 3190. — Spain and Paraguay :

Convention concerning Literary, Artistic and Scientific Property. Signed at Asuncion,
July 8, 1925 ... 225

No. 3191. — Italy and Turkey :

Convention for the Delimitation of the Territorial Waters between the Coasts of Anatolia
and the Island of Castellorizo. Signed at Ankara, January 4, 1932 ... 243

No. 3192. — Colombia and Peru :

Agreement relating to the Procedure for putting into effect the Recommendations
proposed by the Council of the League of Nations in the Report which it adopted on
March 18, 1933, signed at Geneva, May 25, 1933, and Letter from the President of
the Advisory Committee of the same date; and ... 251
Record of the Evacuation of the Territory referred to in the above-mentioned Agreement,
signed at Leticia, June 23, 1933... 263

No. 3193. — Roumania :

Agreement establishing Technical Advisory Co-Operation in Roumania, signed at Geneva,
January 28, 1933, with Annexes and Notes of the same date and Letters dated
March 23 and April 10, 1933, with Appendices ... 271

	Page
N° 3194. — Etats-Unis d'Amérique et Grèce :	
Traité d'extradition, signé à Athènes, le 6 mai 1931, et échange de notes y relatif, de la même date	293
N° 3195. — Tchécoslovaquie et Turquie :	
Convention relative aux relations réciproques en matière judiciaire, civile et commerciale, avec protocole de signature. Signés à Praha, le 22 août 1930	311
N° 3196. — Tchécoslovaquie et Turquie :	
Traité d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, avec protocole de signature. Signés à Praha, le 22 août 1930	325
N° 3197. — Etats-Unis d'Amérique et Turquie :	
Traité d'établissement. Signé à Ankara, le 28 octobre 1931	345
N° 3198. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'interprétation de l'article 7 de la Convention consulaire du 23 février 1853. Paris, les 23 février et 4 mars 1933... ..	349
N° 3199. — Italie et Panama :	
Traité de commerce et de navigation, avec protocole. Signés à Rome, le 16 octobre 1929	355
N° 3200. — Etats-Unis d'Amérique et Panama :	
Convention pour la répression de la contrebande des boissons alcooliques, signée à Washington, le 6 juin 1924 ; et	397
Convention amendant la convention pour la répression de la contrebande des boissons alcooliques, signée à Washington, le 6 juin 1924, et réglementant le transport de ces boissons à travers le territoire de la zone du canal entre deux points de la République de Panama, signée à Panama, le 14 mars 1932	407
 ANNEXE XXXIV. — Signatures, ratifications, adhésions, prolongations, dénonciations, etc.	
N° 222. — Convention internationale de l'Opium. Signée à La Haye, le 23 janvier 1912.	
<i>Signatures et ratification</i>	416
N° 269. — Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants. Signée à Genève, le 30 septembre 1921.	
Entrée en vigueur de la convention pour le Danemark	417
<i>Ratification</i>	417
N° 297. — Convention portant réglementation de la navigation aérienne. Signée à Paris, le 13 octobre 1919.	
Protocole relatif à des amendements aux articles 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42 et aux clauses finales de la convention ci-dessus. Signé à Paris, le 15 juin 1929	418
Protocole relatif à des amendements aux articles 34 et 40 de la Convention portant réglementation de la navigation aérienne du 13 octobre 1919. Signé à Paris, le 11 décembre 1929	427

	Page
No. 3194. — United States of America and Greece :	
Treaty of Extradition, signed at Athens, May 6, 1931, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	293
No. 3195. — Czechoslovakia and Turkey :	
Convention concerning reciprocal Relations in Judicial, Civil and Commercial Matters, with Protocol of Signature. Signed at Prague, August 22, 1930	311
No. 3196. — Czechoslovakia and Turkey :	
Treaty of Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters, with Protocol of Signature. Signed at Prague, August 22, 1930	325
No. 3197. — United States of America and Turkey :	
Treaty of Establishment. Signed at Ankara, October 28, 1931	345
No. 3198. — United States of America and France :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Interpretation of Article 7 of the Consular Convention concluded on February 23, 1853. Paris, February 23 and March 4, 1933	349
No. 3199. — Italy and Panama :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Protocol. Signed at Rome, October 16, 1929	355
. 3200. — United States of America and Panama :	
Convention for the Prevention of Smuggling of Intoxicating Liquors, signed at Washington, June 6, 1924; and	397
Convention modifying the Convention for the Prevention of Smuggling of Intoxicating Liquors, signed at Washington, June 6, 1924, and regulating the Transportation of Alcoholic Liquors through the Territory of the Canal Zone from one Point in the Republic of Panama to another Point in that Republic, signed at Panama, March 14, 1932	407
ANNEXE XXXIV. — Signatures, Ratifications, Accessions, Prolongations, Denunciations, etc.	
No. 222. — International Opium Convention. Signed at The Hague, January 23, 1912.	
<i>Signatures and Ratification</i>	416
No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Signed at Geneva, September 30, 1921.	
Entry into force of the Convention as regards Denmark	417
<i>Ratification</i>	417
No. 297. — Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation. Signed at Paris, October 13, 1919.	
Protocol concerning amendments to Articles 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42 and to the final provisions of the above-mentioned Convention. Signed at Paris, June 15, 1929... ..	418
Protocol concerning amendments to Articles 34 and 40 of the Convention relating to the regulation of aerial navigation of October 13, 1919. Signed at Paris, December 11, 1929	427

	Page
N° 1173. — Convention entre le Royaume-Uni et la République tchécoslovaque, relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 11 novembre 1924.	
Echange de notes relatif à l'application à la Rhodésie du Sud des dispositions de la convention susmentionnée. Prague, les 18 avril et 8 mai 1933	431
N° 1237. — Echange de notes entre les Gouvernements allemand et danois, comportant un accord au sujet de certaines facilités douanières pour l'importation de produits agricoles danois en Allemagne. Berlin, le 20 mars 1926.	
Echange de notes relatif à la dénonciation de certaines dispositions de l'accord susmentionné. Berlin, le 11 avril, et Copenhague, les 26 et 30 mai 1933	433
N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.	
<i>Adhésion</i>	440
N° 1512. — Accord entre la Grande-Bretagne et Mascate prorogeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1927, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891. Signé à Mascate, le 11 février 1927.	
Accord relatif à la prolongation jusqu'au 11 février 1934 du traité du 19 mars 1891 susmentionné. Mascate, le 11 février 1933	440
N° 1743. — Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle. Révisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésion</i>	443
Application de la convention ci-dessus à l'ensemble des possessions françaises d'outre-mer à partir du 20 octobre 1930	444
N° 1744. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises. Révisé à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésion</i>	444
Application de l'arrangement ci-dessus à l'ensemble des possessions françaises d'outre-mer à partir du 20 octobre 1930	444
N° 1745. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce. Révisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
Application de l'arrangement ci-dessus à l'ensemble des possessions françaises d'outre-mer, à partir du 20 octobre 1930	445
N° 1746. — Arrangement de La Haye du 6 novembre 1925, concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels.	
Application de l'arrangement ci-dessus à l'ensemble des possessions françaises d'outre-mer, à partir du 20 octobre 1930	445

No. 1173. — Convention between the United Kingdom and the Czechoslovak Republic relative to Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, November 11, 1924.	Page
Exchange of Notes respecting the extension to Southern Rhodesia of the provisions of the above-mentioned Convention. Prague, April 18, and May 8, 1933	431
No. 1237. — Exchange of Notes between the German and Danish Governments constituting an Agreement with regard to certain Customs Facilities for the importation of Danish Agricultural Products into Germany. Berlin, March 20, 1926.	
Exchange of Notes regarding the denunciation of certain provisions of the above-mentioned Agreement. Berlin, April 11, and Copenhagen, May 26 and 30, 1933	433
No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25, 1926.	
<i>Accession</i>	440
No. 1512. — Agreement between Great Britain and Mascat renewing for a further period of one Year, from February 11, 1927, The Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891. Signed at Mascat, February 11, 1927.	
Agreement respecting the prolongation until February 11, 1934, of the above Treaty of March 19, 1891. Mascat, February 11, 1933	440
No. 1743. — Union Convention of Paris, March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property. Revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accession</i>	443
Application of the above Convention to the whole of the French Overseas Possessions, as from October 20, 1930	444
No. 1744. — Agreement of Madrid of April 14, 1891, for the Prevention of False Indications of Origin on Goods. Revised at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accession</i>	444
Application of the above Agreement to the whole of the French Overseas Possessions, as from October 20, 1930	444
No. 1745. — Agreement concluded at Madrid, April 14, 1891, concerning International Registration of Commercial and Industrial Trade Marks. Revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
Application of the above Agreement to the whole of the French Overseas Possessions, as from October 20, 1930	445
No. 1746. — Agreement concluded at The Hague, November 6, 1925, concerning the International Registration of Industrial Designs or Models.	
Application of the above Agreement to the whole of the French Overseas Possessions, as from October 20, 1930	445

	Page
N° 1757. — Arrangement entre le Danemark et l'Islande relatif à l'allégement des impôts d'Etat sur le revenu et la fortune en cas de double imposition. Signé à Copenhague, le 11 août 1927.	
<i>Prorogation</i>	446
N° 2138. — Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Signé à Genève, le 17 juin 1925.	
<i>Ratification</i>	446
N° 2238. — Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, et protocole, signés à Genève le 8 novembre 1927, et accord complémentaire à cette convention, et protocole, signés à Genève, le 11 juillet 1928.	
Déclaration des Pays-Bas en vue de se délier après le 30 juin 1934, des obligations contractées par la convention et l'accord susmentionnés	447
N° 2368. — Convention postale universelle, avec protocole final, règlement d'exécution et protocole final, et dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne, avec protocole final. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratification</i>	448
N° 2369. — Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final et règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
Application de l'arrangement ci-dessus à Gibraltar	
<i>Ratification</i>	449
N° 2603. — Accord sur les bateaux-feu gardes se trouvant hors de leur poste normal. Signé à Lisbonne, le 23 octobre 1930.	
<i>Ratifications</i>	449
N° 2623. — Convention internationale pour la répression du faux monnayage, et protocole. Signés à Genève, le 20 avril 1929.	
<i>Ratification</i>	450
N° 2652. — Convention entre Sa Majesté pour le Royaume-Uni et Sa Majesté le Roi de Suède, concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 28 août 1930.	
Echange de notes relatif à l'application à la Rhodésie du Sud des dispositions de la convention sus-mentionnée. Stockholm, les 10 et 19 avril 1933	450
N° 2689. — Traité de commerce et de navigation entre le Reich allemand et le Panama. Signé à Panama, le 21 novembre 1927.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	452

	Page
No. 1757. — Arrangement between Denmark and Iceland concerning relief from Government Taxes on Income and Capital in cases of Double Taxation. Signed at Copenhagen, August 11, 1927.	
<i>Prolongation</i>	446
No. 2138. — Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. Signed at Geneva, June 17, 1925.	
<i>Ratification</i>	446
No. 2238. — International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, and Protocol, signed at Geneva, November 8, 1927, and Supplementary Agreement to that Convention, and Protocol. Signed at Geneva, July 11, 1928.	
Declaration by the Netherlands in order to be relieved, after June 30, 1934, of the obligations entered into by the above-mentioned Convention and Agreement	447
No. 2368. — Universal Postal Convention, with Final Protocol, Detailed Regulations and Final Protocol and Provisions relating to the Conveyance of Letter Post by Air, with Final Protocol. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratification</i>	448
No. 2369. — Agreement concerning Insured Letters and Boxes, with Final Protocol and Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
Application of the above Agreement to Gibraltar	449
<i>Ratification</i>	449
No. 2603. — Agreement concerning Manned Lightships not on their Stations. Signed at Lisbon, October 23, 1930.	
<i>Ratifications</i>	449
No. 2623. — International Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency and Protocol. Signed at Geneva, April 20, 1929.	
<i>Ratification</i>	450
No. 2652. — Convention between His Majesty, in respect of the United Kingdom and His Majesty the King of Sweden, concerning Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, August 28, 1930.	
Exchange of Notes respecting the extension to Southern Rhodesia of the provisions of the above-mentioned Convention. Stockholm, April 10 and 19, 1933	450
No. 2689. — Treaty of Commerce and Navigation between the German Reich and Panama. Signed at Panama, November 21, 1927.	
<i>Presentation for registration</i>	452

	Page
N° 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
<i>Ratification</i>	452
N° 2734. — Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
<i>Ratification</i>	452
N° 2816. — Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques, du 9 septembre 1886, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, et à Rome, le 2 juin 1928.	
<i>Adhésions</i>	453
N° 2849. — Accord relatif aux signaux maritimes. Signé à Lisbonne, le 23 octobre 1930.	
<i>Ratifications</i>	453
N° 2875. — Echange de notes entre les Gouvernements italien et néerlandais comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité d'aéronefs et des certificats constatant la bonne qualité des moteurs. Rome, les 2 et 3 octobre 1931.	
<i>Dénonciation</i>	454
N° 2886. — Echange de notes entre les Gouvernements brésilien et finlandais comportant un accord commercial. Rio-de-Janeiro, le 26 novembre 1931.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	454
N° 2934. — Echange de notes entre les Gouvernements brésilien et danois comportant un accord provisoire sur le régime douanier applicable aux marchandises. Rio-de-Janeiro, le 30 novembre 1931.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	454
N° 2942. — Echange de notes entre le Gouvernement brésilien et le Gouvernement danois, au nom de l'Islande, comportant un accord provisoire sur le régime douanier applicable aux marchandises. Rio-de-Janeiro, le 30 novembre 1931.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	455
N° 2975. — Convention entre Sa Majesté pour le Royaume-Uni et le Président de la République portugaise relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres le 9 juillet 1931.	
Echange de notes concernant l'application de la convention ci-dessus à certaines colonies et à certains protectorats et territoires sous mandat britanniques. Lisbonne, les 30 mars et 25 avril 1933	455
N° 2986. — Echange de notes entre les Gouvernements brésilien et néerlandais comportant un accord relatif au protocole d'instruction pour la démarcation de la frontière entre le Brésil et la Guyane néerlandaise. Rio-de-Janeiro, le 22 septembre 1931.	
Texte néerlandais du Protocole d'instructions susmentionné	461

	Page
No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field. Signed in Geneva, July 27, 1929	
<i>Ratification</i>	452
No. 2734. — Convention relative to the Treatment of Prisoners of War. Signed at Geneva, July 27, 1929.	
<i>Ratification</i>	452
No. 2816. — Convention of Berne for the Protection of Literary and Artistic Works, signed on September 9, 1886, revised at Berlin, November 13, 1908, and at Rome, June 2, 1928.	
<i>Accessions</i>	453
No. 2849. — Agreement concerning Maritime Signals. Signed at Lisbon, October 23, 1930.	
<i>Ratifications</i>	453
No. 2875. — Exchange of Notes between the Italian and Netherlands Governments constituting an Agreement regarding the reciprocal Recognition of Certificates of Airworthiness and of Certificates attesting the Good Quality of Engines. Rome, October 2, and 3, 1931.	
<i>Denunciation</i>	454
No. 2886. — Exchange of Notes between the Brazilian and Finnish Governments constituting a Commercial Agreement. Rio de Janeiro, November 26, 1931.	
<i>Presentation for registration</i>	454
No. 2934. — Exchange of Notes between the Brazilian and Danish Governments constituting a Provisional Agreement regarding the Customs Régime to be applied to Goods. Rio de Janeiro, November 30, 1931.	
<i>Presentation for registration</i>	454
No. 2942. — Exchange of Notes between the Brazilian Government and the Danish Government, on behalf of Iceland, constituting a Provisional Agreement regarding the Customs Régime to be applied to Goods. Rio de Janeiro, November 30, 1931.	
<i>Presentation for registration</i>	455
No. 2975. — Convention between His Majesty, in respect of the United Kingdom, and the President of the Portuguese Republic regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, July 9, 1931.	
Exchange of Notes respecting the extension of the above Convention to certain British Colonies, Protectorates and Mandated Territories. Lisbon, March 30 and April 25, 1933	455
No. 2986. — Exchange of Notes between the Brazilian and Netherlands Governments constituting an Agreement regarding the Protocol of Instructions for the Delimitation of the Frontier between Brazil and Dutch Guiana. Rio de Janeiro, September 22, 1931.	
Dutch Text of the above-mentioned Protocol of Instructions	461

	Page
N° 3004. — Convention entre le Royaume-Uni et le Royaume d'Italie, concernant l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 17 décembre 1930.	
Echange de notes relatif à l'application à la Rhodésie du Sud des dispositions de la convention sus mentionnée. Rome, les 18 avril et 5 mai 1933	464
N° 3023. — Convention d'Union postale des Amériques et de l'Espagne. Signée à Madrid, le 10 novembre 1931.	
<i>Ratification</i>	467
N° 3024. — Union postale des Amériques et de l'Espagne. Arrangement relatif aux mandats de poste. Signé à Madrid, le 10 novembre 1931.	
<i>Ratification</i>	467
N° 3025. — Union postale des Amériques et de l'Espagne. Arrangement concernant les colis postaux. Signé à Madrid, le 10 novembre 1931.	
<i>Ratification</i>	467
N° 3041. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Estonie, concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 22 décembre 1931.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement estonien, concernant l'adhésion de la Nouvelle-Zélande à la Convention anglo-estonienne du 22 décembre 1931, concernant la procédure civile. Tallinn, les 14 et 17 février 1933	468
Note du Gouvernement estonien portant amendement à la note du 14 février 1933 mentionnée ci-dessus. Tallinn, le 27 avril 1933	468
N° 3118. — Protocole autrichien. Signé à Genève, le 15 juillet 1932.	
<i>Ratification</i>	469
N° 24 a). — Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes. Signée à Berne, le 26 septembre 1906.	
<i>Adhésion</i>	469

	Page
No. 3004. — Convention between the United Kingdom and the Kingdom of Italy regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, December 17, 1930.	
Exchange of Notes respecting the extension to Southern Rhodesia of the provisions of the above-mentioned Convention. Rome, April 18 and May 5, 1933	464
No. 3023. — Postal Union Convention of the Americas and Spain. Signed at Madrid, November 10, 1931.	
<i>Ratification</i>	467
No. 3024. — Postal Union of the Americas and Spain. Agreement regarding Money Orders. Signed at Madrid, November 10, 1931.	
<i>Ratification</i>	467
No. 3025. — Postal Union of the Americas and Spain. Parcel Post Agreement. Signed at Madrid, November 10, 1931.	
<i>Ratification</i>	467
No. 3041. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Estonia regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, December 22, 1931.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Estonian Government respecting the accession of New Zealand to the Anglo-Estonian Civil Procedure Convention of December 22, 1931. Tallin, February 14, and 17, 1933	468
Note from the Estonian Government regarding an amendment to the note of February 14, 1933, mentioned above. Tallinn, April 27, 1933	468
No. 3118. — Austrian Protocol. Signed at Geneva, July 15, 1932.	
<i>Ratification</i>	469
No. 24 (a). — International Convention prohibiting the Use of White (Yellow) Phosphorus in the Manufacture of Matches. Signed at Berne, September 26, 1906.	
<i>Accession</i>	469

N° 3176.

NORVÈGE ET SUÈDE

Arrangement relatif à l'exemption
des marques de franc-bord obliga-
toires pour les navires se livrant à
la navigation frontalière entre les
deux pays. Signé à Oslo, le 10
mars 1933.

NORWAY AND SWEDEN

Agreement regarding exemption from
Compulsory Load Line Marks for
Vessels engaged in Frontier Traf-
fic between the two Countries.
Signed at Oslo, March 10, 1933.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 3176. — AVTALE ANGÅENDE FRITAGELSE FOR LASTEMERKE-
TVANG FOR FARTØI I GRENSEFARTEN MELLEM NORGE OG
SVERIGE. UNDERTEGNET I OSLO, DEN 10. MARS 1933.

*Textes officiels norvégien et suédois communiqués par le délégué permanent de la Norvège auprès de
la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 28 avril 1933.*

DEN KGL. NORSKE REGJERING og DEN KGL. SVENSKE REGJERING er kommet overens om i anledning av art. 2 punkt 2 i den internasjonale lastelinjekonvensjon¹, av. 5. juli 1930, at ingen av de kontraherende parter kan fordre at fartøi, hjemmehørende i den annen parts område, i fart mellom havn ved Oslofjorden og havn i Göteborgs og Bohus len skal være forsynt med lastemerke og derom utferdiget fribordscertifikat.

Med Oslofjorden forståes i denne avtale alt norsk farvann innenfor linjen Larvik-Strömstad.

Denne avtale trer i kraft den 25. mars 1933 og ophører å gjelde tre måneder efter foretatt opsigelse av nogen av partene.

Til bekreftelse herav har undertegnede, som er behørig bemyndiget til det, undertegnet denne avtale, som er avfattet på norsk og svensk, samt forsynt samme med sine segl.

Utferdiget i Oslo, i to eksemplarer, den 10. mars 1933.

Joh. Ludw. MOWINCKEL.

¹ Vol. CXXXV, page 301, de ce recueil.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 3176. — DEKLARATION ANGÅENDE BEFRIELSE FRÅN LASTMÄRKESVÅNG FÖR FARTYG I GRÄNSTRAFIKEN MELLAN SVERIGE OCH NORGE. UNDERTECKNAD I OSLO, DEN 10 MARS 1933.

Norwegian and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place April 28, 1933.

KUNGL. SVENSKA och KUNGL. NORSKA REGERINGARNA överenskomma i anledning av art. 2 punkt 2 i den internationella lastlinjekonventionen¹ den 5 juli 1930, att ingendera av de fördragslutande parterna äger påfordra, att fartyg, hemmahörande inom den andra partens område, i fart mellan hamn i Göteborgs och Bohus län samt hamn vid Oslofjorden skall vara försett med lastmärke och däröver utfärdat fribordscertifikat.

Med Oslofjorden förstås i denna deklaration allt norskt farvatten innanför linjen Larvik-Strömstad.

Denna deklaration träder i kraft den 25 mars 1933 och upphör att gälla tre månader efter av någondera parten skedd uppsägning.

Till bekräftelse härav hava undertecknade, därtill behörigen bemyndigade, undertecknat denna deklaration, som är avfattad på svenska och norska språken, samt försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Oslo, i två exemplar, den 10 mars 1933.

Torvald HÖJER.

Copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 22 avril 1933.

Rolf Andvord,
Chef de Division.

¹ Vol. CXXXV, page 301, of this Series.

¹ TRADUCTION.

N^o 3176. — ARRANGEMENT ENTRE LA NORVÈGE ET LA SUÈDE
RELATIF A L'EXEMPTION DES MARQUES DE FRANC-BORD
OBLIGATOIRES POUR LES NAVIRES SE LIVRANT A LA NAVI-
GATION FRONTALIÈRE ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A
OSLO, LE 10 MARS 1933.

LE GOUVERNEMENT ROYAL NORVÉGIEN et LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS, en application de l'article 2, alinéa 2, de la Convention¹ internationale sur les lignes de charge du 5 juillet 1930 sont convenus qu'aucune des Parties contractantes ne pourra exiger qu'un navire appartenant au territoire de l'autre Partie et navigant entre un port du fjord d'Oslo et un port de la province de Göteborg et de Bohus soit muni de marques de franc-bord et d'un certificat de franc-bord s'y rapportant.

Par fjord d'Oslo, il faut entendre, dans le présent arrangement, toutes les eaux norvégiennes à l'intérieur de la ligne Larvik-Strömstad.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 25 mars 1933 et cessera d'être applicable trois mois après que l'une ou l'autre des Parties l'aura dénoncé.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé le présent arrangement rédigé en langues norvégienne et suédoise et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Oslo en double exemplaire le 10 mars 1933.

Joh. Ludw. MOWINCKEL.
Torvald HÖJER.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3176. — AGREEMENT BETWEEN NORWAY AND SWEDEN REGARDING EXEMPTION FROM COMPULSORY LOAD LINE MARKS FOR VESSELS ENGAGED IN FRONTIER TRAFFIC BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT OSLO, MARCH 10, 1933.

THE ROYAL SWEDISH and THE ROYAL NORWEGIAN GOVERNMENTS agree, in accordance with Article 2, paragraph 2, of the International Load-Line Convention of July 5, 1930, that neither of the Contracting Parties shall be entitled to demand that vessels belonging to the territory of the other Party and plying between ports in the provinces of Gothenburg and Bohus and ports in the Oslo Fjord shall be provided with load-line marks and load-line certificates in respect thereof.

The Oslo Fjord in this Agreement is understood to mean all the Norwegian waters inside a line from Larvik to Strömstad.

This Agreement shall come into force on March 25, 1933, and shall cease to operate three months after either Party has denounced it.

In faith whereof the undersigned, being duly authorised for the purpose, have signed this Agreement, which is drawn up in the Swedish and Norwegian languages, and have thereto affixed their seals.

Done at Oslo, in duplicate, March 10, 1933.

Joh. Ludw. MOWINCKEL.
Torvald HÖJER.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3177.

IRAK ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un
accord commercial provisoire. An-
kara, les 21 février et 14 mars 1933.

IRAQ AND NORWAY

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Ankara, February 21 and
March 14, 1933.

N° 3177. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE L'IRAK ET DE LA NORVÈGE COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. ANKARA, LES 21 FÉVRIER ET 14 MARS 1933.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 28 avril 1933.

I.

LÉGATION DE NORVÈGE.

ANKARA, le 21 février 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Altesse royale qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un traité de commerce entre nos deux pays, mon gouvernement consent à ce qu'à partir du 1^{er} avril 1933, les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance d'Irak, importés sur le territoire norvégien et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Irak aux produits du sol et de l'industrie originaire et en provenance de Norvège du traitement de la nation la plus favorisée.

Il demeure également entendu que le présent *modus vivendi* restera en vigueur aussi longtemps que l'une des Parties contractantes ne l'a pas dénoncé moyennant un préavis de quatre-vingt-dix jours.

Il cessera *ipso facto* de produire ses effets le jour de la mise en vigueur d'une convention de commerce entre nos deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre de Norvège :
Sigurd BENTZON.

Son Altesse royale El-Emir Zeid,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Irak,
etc., etc., etc.
Ankara.

Copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 22 avril 1933.

Rolf Andvord.
Chef de Division.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3177. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF IRAQ AND NORWAY CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT. ANKARA, FEBRUARY 21, AND MARCH 14, 1933.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place April 28, 1933.

I.

NORWEGIAN LEGATION.

ANKARA, February 21, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Royal Highness that, pending the conclusion and putting into force of a Commercial Treaty between our two countries, my Government agrees that as from April 1st, 1933, products of the soil and industry originating in and coming from Iraq, imported into Norwegian territory for consumption, re-export or transit shall enjoy most-favoured-nation treatment.

It is agreed that the application of this provisional régime shall be conditional upon the application in Iraq of most-favoured-nation treatment for products of the soil and industry originating in and coming from Norway.

It is also agreed that the present *modus vivendi* shall remain in force as long as it has not been denounced by one of the Contracting Parties with ninety days' notice.

It shall cease *ipso facto* to be operative from the day of the putting into force of a commercial convention between our two countries.

Accept, etc.

Sigurd BENTZON.
Norwegian Minister.

To

His Royal Highness the Emir Zeid,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Iraq,
etc., etc., etc.,
Ankara.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LÉGATION ROYALE D'IRAK
EN TURQUIE.

ANKARA, le 14 mars 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre lettre en date du 21 février a. c., j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que mon gouvernement m'a autorisé de lui faire savoir que l'Irak accepte votre proposition d'un arrangement entre nos deux pays quant à un traitement mutuel sur la base de la nation « la plus favorisée ». Il est bien entendu, toutefois, que cet arrangement est fait de la part d'Irak dans les mêmes conditions que celles dont, pendant l'admission de l'Irak à la Société des Nations, mon gouvernement avait expliqué dans le deuxième alinéa de son article sur « la nation la plus favorisée ».

Cet alinéa est rédigé comme suit :

« Sont exceptés de l'engagement formulé au premier alinéa ci-dessus les avantages accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par l'Irak à un pays limitrophe pour faciliter le trafic frontière, ainsi que ceux résultant d'une union douanière qui pourrait être conclue par l'Irak. Il en sera de même en ce qui concerne les avantages spéciaux qu'en matière douanière l'Irak pourrait consentir aux produits naturels ou fabriqués originaires de la Turquie ou d'un pays quelconque dont le territoire, en 1914, faisait intégralement partie de l'Empire ottoman en Asie. »

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

ZEID.

Son Excellence Monsieur Bentzon,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Norvège,
Ankara.

Copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 22 avril 1933.

Rolf Andvord.
Chef de Division.

II.

ROYAL LEGATION OF IRAQ
IN TURKEY.

ANKARA, *March* 14, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your letter of February 21, 1933, I have the honour to inform Your Excellency that my Government has authorised me to state that Iraq agrees to your proposal for an arrangement between our two countries relating to reciprocal most-favoured-nation treatment. It is understood, however, that this arrangement is concluded by Iraq under the same conditions as those which my Government explained in the second paragraph of its Article on most-favoured-nation treatment during the proceedings for the admission of Iraq to the League of Nations.

This paragraph is worded as follows :

“ The undertaking given in the first paragraph above shall not apply to any special privileges granted now or in the future by Iraq to a neighbouring State for the purpose of facilitating frontier traffic, or to any privileges granted under the terms of a Customs Union concluded by Iraq. The same applies to any special privileges in Customs matters which Iraq may grant to natural or manufactured products originating in Turkey or any country whose territory formed, in 1914, an integral part of the Ottoman Empire in Asia. ”

Accept, etc.

ZEID.

To
His Excellency M. Bentzon,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Ankara.

N° 3178.

**AFGHANISTAN
ET LITHUANIE**

Traité d'amitié. Signé à Kaunas, le
9 décembre 1930.

**AFGHANISTAN
AND LITHUANIA**

Treaty of Friendship. Signed at
Kaunas, December 9, 1930.

TEXTE LITHUANIEN.
LITHUANIAN TEXT.

N^o 3178. — LIETUVOS IR AFGANISTANO DRAUGINGUMO SUTARTIS¹. KAUNE, 1930 m. GRUODŽIO, MĖN 9. D.

Textes officiels lithuanien et persan communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 29 avril 1933.

LIETUVOS RESPUBLIKOS VYRIAUSYBĖ iš VIENOS PUSĖS IR KARALIŠKOJI AFGANISTANO Vyriausybė iš antros pusės, siekdamos sustiprinti esamus tarp abiejų Valstybių tikrai draugingus santykius, nutarė pasirašyti šią draugingumo sutartį ir šiam tikslui paskyrė savo Įgaliotinius :

LIETUVOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS :

Jo Ekscelenciją Poną Daktarą Dovą
ZAUNIŲ, Užsienių Reikalų Ministerį ;

JO DIDENYBĖ AFGANISTANO PADIŠACHAS :

Jo Aukštybę Poną Sardar Mohammed AZIZ Khan, Nepaprastą ir Įgaliotąjį Ambasadorių ;

Kurie, patiekę vienas antram savo įgaliotėjimus, rastus gera ir reikiama formą sudarytus, susitarė dėl šių nuostatų :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 12 avril 1933.
Entrée en vigueur le 27 avril 1933.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

N^o 3178. — مساهدہ دوستانہ
لیتوانی افغانستان¹

Lithuanian and Persian official texts communicated by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place April 29, 1933.

رئیس جمهور لیتوانی و اعلیحضرت پادشاه افغانستان نظر به اشتیاق و آرزوی طرفین برای استحکام روابط دوستی میبایست و بین ملکین موجود است تصمیم شده که مساهدہ دوستانہ منعقد نمایند. برای این مقصد نمایندگان خود را تعیین نمودند :
از طرف رئیس جمهور لیتوانی :
ع. ج. دکتر داوازاوونیو - وزیر امور خارجه
از طرف اعلیحضرت پادشاه افغانستان :
والاعلیحضرت سردار محمد عزیز خان - بغیر کبیر و فوق العاده افغانستان
در مسکو
نمایندگان مذکور بعد از ارائه اعتبارنامه های خود که آنها را با این ترتیبات لازم و مقررات مقتضیه تدوین و تنظیم شده یافتند در سرآمد قبل مرافعت نمودند :

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, April 12, 1933.
Came into force April 27, 1933.

1 straipsnis.

Tarp Lietuvos Respublikos ir Afganistano Karalijos, o taip pat tarp abiejų Šalių piliečių, bus nelaužoma taika ir nuoširdus nuolatinis draugingumas.

ماده سوم
طرفین عالین متبادین متفقند بر اینکه هر قدر زودتر صلح باشد
برای عقد مساعدت تجارتی بهتر اثرات اقدام نمایند.

2 straipsnis.

Abi Aukštosios Vyriausybės sutinka nustatyti tarp savęs diplomatinis santykius, einant tarptautinės teisės dėsniais, ir turės teisės pasikeisti tinkamai įgaliotais diplomatiniais atstovais, kurie, savitarpumo pagrindais, naudosis abiejų Šalių sostinėse visomis neliečiamybės teisėmis ir lengvatomis, kuriomis naudojasi trečiųjų valstybių atstovai, einant tarptautinės teisės nuostatais. Kiekiena Aukštųjų Susitariančių Šalių turės teisės paskirti generalinius konsulus ir konsulus, kurie naudosis antros Šalies teritorijoje visomis tarptautinės teisės pripažintomis teisėmis.

ماده دوم
طرفین عالین متبادین حق خواهند داشت انتخاباً در مملکت یکدیگر نمایندگان دیپلماتیک که برترین لازمه اعتبارنامه خواهند داشت و اینان از حق مصونیت و امتیازاتیکه بنامندگاران دول است برهنه
جانی بر اساس حقوق بین المللی داده شود در مملکت طرفین بر اساس
بالکل امتحان خواهند کرد. همچنین طرفین عالین متبادین حق خواهند داشت که در خاک یکدیگر خراج قونسولها و قونسولهای
نمایند و اینان تمام حقوق که متنی بر اساس حقوق بین المللی بوده
باشد استخفا خواهند کرد.

3 straipsnis.

Abi Aukštosios Susitariančios Šalys sutinka galimai greičiau pradėti derybas prekybos sutarčiai sudaryti.

ماده اول
ما بین جمهوریت متواتنی و حکومت شاه افغانستان صلح نمایند
و دوستی را قطع نمینمایند برقرار خواهد بود همچنین ما بین طایف افغان

4 straipsnis.

Šioji sutartis bus ratifikuota ir ratifikacijos raštais galimai greičiau bus pasikeista.

Šioji sutartis įgis galios penkioliką dieną ratifikacijos dokumentais pasikeitus.

ماده چهارم
مساهده مذکوریه خواهد شد و تصدیق نامه با حق الامکان زودتر
در مبادله خواهد شد و از تاریخ مبادله تصدیق نامه نمایید
از پانزده روز مساهده مذکوریه الاجرا خواهد بود.

5 straipsnis.

Šioji sutartis surašyta lietuvių ir persų kalbomis, laikant abudu tekstu autentiškais.

Tai Patvirtindami, abiejų Šalių Įgaliotiniai šią sutartį pasirašė ir pridėjo savo antspaudas.

Pasirašyta Kaune, dviejuose egzemplioriuose, 1930 m. gruodžio mėn. 9. d.

ZAUNIUS.

ماده پنجم
ساده و دوازده بانه های لیتوانی و فارس بر دو نسخه نوشته شد. متن
لیتوانی و فارس هر دو حتی س و ی دارند.
ساده و دوازده را نمایندگان فی طرفین امضا و مهر نمودند
شماره که و نا مورخه ۹ دسبر ۱۳۳۰



Pour copie conforme :

K. Bizauskas,
*Directeur du Département juridique
et administratif.*

¹ TRADUCTION.

N^o 3178. — TRAITÉ D'AMITIÉ
ENTRE L'AFGHANISTAN ET LA
LITHUANIE. SIGNÉ A KAUNAS,
LE 9 DÉCEMBRE 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE
LITHUANIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN,
animés tous deux du désir de renforcer les liens
d'amitié sincère existant entre leurs pays, ont
décidé de conclure un traité d'amitié et ont
désigné à cet effet pour leurs plénipoten-
tiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUA-
NIE :

Son Excellence le D^r Dova ZAUNIUS,
Ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN :

Son Altesse Sardar Mohamed AZIZ Khan,
Ambassadeur et Envoyé extraordinaire
d'Afghanistan à Moscou ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins
pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont
convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura paix inébranlable et amitié sincère
et constante entre la République de Lithuanie
et le Gouvernement royal d'Afghanistan, comme
aussi entre leurs ressortissants respectifs.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes
aura le droit de désigner auprès de l'autre

¹ TRANSLATION.

No. 3178. — TREATY OF FRIEND-
SHIP BETWEEN AFGHANISTAN
AND LITHUANIA. SIGNED AT
KAUNAS, DECEMBER 9, 1930.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF
LITHUANIA and HIS MAJESTY THE KING OF
AFGHANISTAN, being equally desirous of streng-
thening the ties of sincere friendship existing
between the two countries, have decided to
conclude a Treaty of Friendship and have for
that purpose appointed as their Plenipoten-
tiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUA-
NIA :

H. E. Dr. Dova ZAUNIUS, Minister for
Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN :

His Highness Sardar Mohamed AZIZ Khan,
Ambassador and Envoy Extraordinary
of Afghanistan in Moscow ;

Who, after having communicated their full
powers, found in good and due form, have
agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be inviolable peace and sincere
and perpetual friendship between the Republic
of Lithuania and the Royal Government of
Afghanistan and between the nationals of the
two States.

Article 2.

Each High Contracting Party shall be entitled
to send duly accredited diplomatic represen-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

Partie des représentants diplomatiques dûment accrédités qui jouiront, sous réserve de réciprocité, des immunités et privilèges dont bénéficient les représentants des autres Etats, conformément aux règles du droit international. Chacune des deux Parties contractantes aura le droit de désigner sur le territoire de l'autre Partie des consuls généraux et des consuls qui jouiront de tous les droits qui dérivent du droit international.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de commencer le plus tôt possible des négociations en vue de la conclusion d'un traité de commerce.

Article 4.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés dans le plus bref délai possible.

Le traité entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification.

Article 5.

Le présent traité a été établi en deux exemplaires en langue lithuanienne et persane, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Kovno, le 9 décembre 1930.

ZAUNIUS.
Mohamed AZIZ.

tatives to the other Party, which representatives shall, subject to reciprocity, enjoy the immunities and privileges accorded to the representatives of other States in conformity with the principles of international law. Each of the High Contracting Parties shall have the right to appoint Consuls-General and Consuls who shall enjoy in the territory of the other party all the rights conferred by international law.

Article 3.

The High Contracting Parties agree to enter into negotiations as soon as possible with a view to the conclusion of a commercial treaty.

Article 4.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible.

The Treaty shall enter into force fifteen days after the exchange of ratifications.

Article 5.

The present Treaty has been drawn up in duplicate, in Lithuanian and Persian, both texts being equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Kovno, December 9, 1930.

ZAUNIUS.
Mohamed AZIZ.

N° 3179.

**BELGIQUE ET
GOUVERNEMENT CHÉRIFIEN
(Zone française.)**

Convention concernant la réparation
des dommages résultant des acci-
dents du travail. Signée à Paris, le
24 juillet 1930.

**BELGIUM AND
SHEREEFIAN GOVERNMENT
(French Zone).**

Convention respecting Compensation
for Injuries resulting from Indus-
trial Accidents. Signed at Paris,
July 24, 1930.

N° 3179. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE GOUVERNEMENT CHÉRIFIEN CONCERNANT LA RÉPARATION DES DOMMAGES RÉSULTANT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. SIGNÉE A PARIS, LE 24 JUILLET 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} mai 1933.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ CHÉRIFIENNE désirant régler la question de la réparation des dommages résultant des accidents de travail ont décidé de conclure une convention et sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les sujets belges victimes d'accidents du travail en zone française de l'Empire chérifien, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux ouvriers marocains employés chez des patrons étrangers par la législation en vigueur dans ladite zone sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les sujets marocains victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets belges par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Article 2.

L'égalité de traitement prévue à l'article ci-dessus s'appliquera au développement éventuel de la législation de chaque pays.

Article 3.

Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sur les accidents du travail sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi marocaine.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 23 mars 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3179. — CONVENTION ² BETWEEN BELGIUM AND THE
SHEREEFIAN GOVERNMENT RESPECTING COMPENSATION FOR
INJURIES RESULTING FROM INDUSTRIAL ACCIDENTS. SIGNED
AT PARIS, JULY 24, 1930.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place May 1st, 1933.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and the GOVERNMENT OF HIS SHEREEFIAN MAJESTY, being desirous of settling the question of compensation for injuries resulting from industrial accidents, have decided to conclude a Convention and have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Belgian subjects who meet with industrial accidents in the French zone of the Shereefian Empire and their dependants shall be entitled to the compensation and guarantees to which Moroccan workers employed by foreign employers are entitled under the legislation in force in the said Zone respecting liability for industrial accidents.

Reciprocally, Moroccan subjects who meet with industrial accidents in Belgium and their dependants shall be entitled to the compensation and guarantees to which Belgian subjects are entitled under the legislation in force respecting compensation for industrial accidents.

Article 2.

The equality of treatment provided for in the preceding Article shall apply to any subsequent extension of the legislation of either country.

Article 3.

The exemptions with respect to stamp duties, court fees, registration fees and the issue of documents free of charge which are provided for in Belgian legislation respecting industrial accidents shall be extended to the instruments, certificates and documents covered by the said legislation which are drawn up or issued for the purpose of the administration of the Moroccan Act.

¹ Traduction du Bureau International du Travail.

¹ Translation of the International Labour Office.

² The exchange of ratifications took place at Paris, March 23, 1932.

Réciproquement, les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation marocaine sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge.

Article 4.

Les autorités de la zone française de l'Empire chérifien et les autorités belges se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter, de part et d'autre, l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée le plus tôt possible.

Les ratifications seront échangées à Paris.

Elle entrera en vigueur en zone française de l'Empire chérifien et en Belgique le 1^{er} du mois après qu'elle aura été officiellement publiée dans les deux pays suivant les formes prescrites par leurs législations respectives.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention et l'on revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 24 juillet 1930.

(S.) DE GAIFFIER.

(S.) R. DE SAINT-QUENTIN.

Reciprocally, the exemptions and the issue of documents free of charge which are provided for in Moroccan legislation shall be extended to the instruments, certificates and documents covered by the said legislation which are drawn up or issued for the purposes of the administration of the Belgian Act.

Article 4.

The authorities in the French Zone of the Shereefian Empire and the Belgian authorities shall render each other mutual assistance for the purpose of facilitating the administration of the legislation relating to industrial accidents.

Article 5.

This Convention shall be ratified as soon as possible.

Ratifications shall be exchanged in Paris.

The Convention shall come into operation in the French Zone of the Shereefian Empire and in Belgium on the first day of the month after it has been officially published in the two countries in conformity with the formalities prescribed by their respective legislation.

The Convention shall remain in operation until the expiration of a year reckoned from the date on which it has been denounced by one of the two Contracting Parties.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised for the purpose, have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done in Paris, in duplicate, July 24, 1930.

(S.) DE GAIFFIER.

(S.) R. DE SAINT-QUENTIN.

N° 3180.

NORVÈGE ET TURQUIE

Traité d'établissement, de commerce
et de navigation, avec protocole
de signature. Signés à Ankara, le
16 mars 1931.

NORWAY AND TURKEY

Treaty of Establishment, Commerce
and Navigation, with Protocol of
Signature. Signed at Ankara,
March 16, 1931.

N^o 3180. — TRAITÉ¹ D'ÉTABLISSEMENT, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA NORVÈGE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 16 MARS 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} mai 1933.

S. M. LE ROI DE NORVÈGE,
d'une part, et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE,
d'autre part,

Également animés du désir d'affermir et de développer les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure, conformément au Traité² d'amitié entre la Norvège et la Turquie du 2 mai 1925, un traité d'établissement, de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. LE ROI DE NORVÈGE :

M. Sigurd BENTZON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

ZEKÂI Bey, ministre de la Défense nationale ;

Mustafa ŞEREF Bey, ministre de l'Economie nationale ;

Menemenli NUMAN Bey, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve des lois, règlements et ordonnances, portant sur l'admission, la circulation, le séjour et l'établissement des étrangers, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler, ainsi que celui de quitter librement ce territoire, sans préjudice des prescriptions de police dans la matière.

Il est entendu que ces stipulations ne restreignent en rien le droit de chacune des Hautes Parties contractantes de refuser aux ressortissants de l'autre Partie l'autorisation de s'établir

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Ankara, le 1^{er} avril 1933.

Le traité est entré en vigueur le 1^{er} mai 1933.

² Vol. LVI, page 51, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3180. — TREATY² OF ESTABLISHMENT, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN NORWAY AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, MARCH 16, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place May 1, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY,
of the one part, and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC,
of the other part,

Being equally desirous of strengthening and developing the economic relations between the two countries, have decided to conclude, in accordance with the Treaty³ of Friendship between Norway and Turkey of May 2, 1925, a Treaty of Establishment, Commerce and Navigation, and have appointed as their Plenipotentiaries:

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY:

- M. Sigurd BENTZON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC:

- ZEKÂI Bey, Minister of National Defence;
- Mustafa ŞEREF Bey, Minister of National Economy;
- Menemenli NUMAN Bey, Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles:

Article I.

Nationals of either High Contracting Party shall have the right in the territory of the other Party, subject to compliance with the laws, regulations and ordinances relating to the admission, movement, residence and establishment of foreigners, to establish themselves, to reside, to come and go, and to leave that territory freely, without prejudice to the relevant police regulations.

It is understood that these provisions shall in no way restrict the right of either High Contracting Party to refuse nationals of the other Party permission to establish themselves or reside within

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Ankara, April 1st, 1933.
The Treaty came into force May 1st, 1933.

³ Vol. LVI, page 51, of this Series.

ou de séjourner dans le pays et de les expulser ainsi que de réglementer les visas des passeports et la délivrance des permis de séjour conformément aux lois et règlements en vigueur pour tous les étrangers.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve toute liberté d'action en ce qui concerne l'immigration.

Article II:

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront dans le territoire de l'autre la complète liberté d'acquérir et de posséder toute sorte de biens mobiliers et immobiliers dont l'acquisition ou la possession est ou sera permise par les lois de l'autre Haute Partie contractante aux ressortissants du pays le plus favorisé, à l'exception, bien entendu, des cas prévus par les législations respectives. Ils pourront, aux mêmes conditions, en disposer librement par vente, donation, transfert, contrat de mariage, testament, succession *ab intestat* ou par tout autre moyen.

Ils ne seront assujettis, dans aucun des cas susmentionnés, à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée et en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce, ainsi que tout métier et profession dont l'exercice n'est pas ou ne serait pas, suivant la loi du pays, réservé aux nationaux.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes n'auront à payer sur le territoire de l'autre pour leurs personnes et leurs biens, droits et intérêts, y compris leur commerce, industrie, métier et profession, aucun impôt, taxe ou charge, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis les nationaux.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer du chef de séjour et d'établissement, les ressortissants des deux Parties jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Ils seront autorisés à exporter librement le produit de la vente de leurs biens et leurs biens mêmes, sous réserve des dispositions légales en vigueur dans le pays, sans être soumis en cela, en qualité d'étrangers, à des impôts, droits et redevances plus élevés que ceux qu'auraient à payer les nationaux.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire dans l'armée, la marine, les forces aériennes, la garde nationale ou la milice, ainsi que de toute obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Ils ne seront soumis à d'autres prestations ou réquisitions militaires que dans la mesure et aux conditions prévues pour les nationaux.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront aussi exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de toute fonction judiciaire ou administrative, sous réserve des exemptions spécifiques prévues par les lois respectives.

the country, to expel them, and to issue regulations governing passport visas and the issue of residence certificates in accordance with the laws and regulations applicable to all foreigners.

Each of the High Contracting Parties reserves full freedom of action with regard to immigration.

Article II.

Nationals of either High Contracting Party shall have complete freedom in the territory of the other to acquire and possess any kind of movable or immovable property, the acquisition or possession of which is or may hereafter be allowed by the laws of the other High Contracting Party to nationals of the most favoured nation, except of course in the cases laid down in the laws of the respective States. They may, under the same conditions, dispose freely thereof by sale, gift, transfer, marriage settlement, will, succession *ab intestato*, or by any other means.

They shall not in any of the above cases be liable to charges, duties or taxes of any kind whatsoever other or higher than those which are or may hereafter be imposed on nationals of the country.

Article III.

Nationals of either High Contracting Party shall, under the same conditions as nationals of the most favoured nation and subject to compliance with the laws and regulations of the country, have the right, in the territory of the other Party, to carry on any kind of industry or commerce and to engage in any trade or profession the pursuit of which is not at present or may not hereafter be reserved for nationals of the country.

Article IV.

Nationals of either High Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party, as regards their persons, property, rights and interests, including their commerce, industry, trade or profession, to any tax, duty or charge whatsoever other or higher than those levied on nationals.

As regards any duties and charges payable in respect of residence and establishment, the nationals of the two Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

They shall be authorised, subject to compliance with the laws in force in the country, freely to export the proceeds of the sale of their property and the property itself, without thereby being liable as foreigners to higher taxes, dues and charges than those payable by nationals of the country.

Article V.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other Party from any military service in the army, navy or air forces and in the national guard or militia, and from any obligation or charge in lieu of military service.

They shall only be liable to other military contributions and requisitions to the extent and under the conditions laid down for nationals of the country.

Nationals of either High Contracting Party shall also be exempt in the territory of the other Party from any judicial or administrative functions, subject to the specific exemptions provided for in the respective laws.

Article VI.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre Partie, être expropriés de leurs biens que pour des raisons prévues par la loi. Ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par la loi en vigueur dans les pays respectifs.

Aucune expropriation ne pourra avoir lieu sans publicité préalable ni avant que l'indemnité ait été versée ou dûment consignée.

Article VII.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

En conséquence, ils auront libre et facile accès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux. A titre de réciprocité, ils jouiront sur le territoire de l'autre, aux mêmes conditions que les nationaux, de l'assistance judiciaire gratuite et de l'exemption de la caution *judicatum solvi*. L'exemption de la caution *judicatum solvi* ne pourra être demandée que si le demandeur est domicilié dans l'Etat où le procès a été intenté.

Article VIII.

Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, financières, les compagnies d'assurances et de transport, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et qui y existent régulièrement d'après les lois de cette dernière, seront reconnues par l'autre Partie comme existant régulièrement, pourvu qu'elles n'y poursuivent pas un but illicite.

Lesdites sociétés pourront, en se soumettant aux lois et règlements de l'autre pays, qui sont ou seront en vigueur, et lorsque la législation de celui-ci prévoit l'obligation d'une autorisation, après l'obtention de ladite autorisation, s'établir sur le territoire de ce pays, y créer des filiales, succursales ou agences et y ester en justice comme demandeur ou défendeur.

L'activité desdites sociétés constituées sous la législation de l'une des Hautes Parties contractantes, en tant qu'elle s'exerce sur le territoire de l'autre, sera soumise aux lois et règlement de celle-ci. Elles ne seront pas traitées, quant à leur activité, moins favorablement que les sociétés de la nation la plus favorisée.

Pour tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs biens, elles jouiront dans l'autre pays du même traitement que les sociétés nationales. Les dispositions de l'article VI s'appliquent également d'une manière analogue aux sociétés visées au présent article. La disposition de l'article VII sur l'exemption de la caution *judicatum solvi* s'applique également aux sociétés visées au présent article.

Les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes ainsi que leurs filiales, succursales ou agences ne seront pas soumises, sur le territoire de l'autre pays, en ce qui concerne les droits, taxes et impôts, à une charge fiscale plus élevée que celle supportée par les sociétés de la nation la plus favorisée. Il est entendu qu'elles seront astreintes à acquitter les taxes afférentes à l'obtention des actes d'autorisation et d'enregistrement pour les sociétés étrangères et à déposer les cautionnements prévus par la loi. Elles ne seront soumises à d'autres protestations ou à des réquisitions militaires que dans la mesure et aux conditions prévues pour les sociétés nationales.

En ce qui concerne les impôts calculés sur le capital, le revenu ou les bénéfices, chacune des Hautes Parties contractantes ne taxera les sociétés de l'autre selon la nature des impôts, qu'à raison de la part d'actif social qu'elles ont investi sur son territoire, des biens qu'elles y possèdent, des bénéfices qu'elles y réalisent ou des affaires qu'elles y pratiquent.

Article VI.

Nationals of either High Contracting Party may not be expropriated in the territory of the other Party save for reasons laid down by law. They shall be reciprocally entitled to the compensation provided for nationals of the country by the law in force therein.

No expropriation may take place without previous notice and before compensation is paid or duly deposited.

Article VII.

Nationals of either High Contracting Party shall, in the territory of the other Party, enjoy in all matters concerning the legal and judicial protection of their persons and property the same treatment as nationals of the country.

They shall accordingly have free and unhindered access to the Courts, and may appear therein under the same conditions as nationals of the country. Subject to reciprocity, they shall enjoy in the territory of the other Party, under the same conditions as nationals of the country, free legal aid and exemption from security for costs. Exemption from security for costs may only be asked for if the applicant is domiciled in the State in which the proceedings were instituted.

Article VIII.

Limited companies and other commercial companies, including industrial, financial, insurance and transport companies, which have their seat in the territory of either High Contracting Party and are legally constituted therein in accordance with the laws of that Party, shall be recognised by the other Party as being legally constituted, provided they do not pursue any unlawful object in that territory.

The said companies may, subject to compliance with the laws and regulations of the other country which are or may hereafter be in force and on condition that they obtain an authorisation where such authorisation is required by the law of the country, establish themselves in the territory of that country, set up subsidiary undertakings, branches or agencies therein and appear in the courts as plaintiffs or defendants.

The activities of the said companies constituted under the laws of either High Contracting Party shall, in so far as they are pursued in the territory of the other Party, be subject to the laws and regulations of the latter. They shall not be treated in respect of their activities less favourably than companies of the most favoured nation.

As regards the legal and judicial protection of their property, they shall enjoy in the other country the same treatment as national companies. The provisions of Article VI shall also apply *mutatis mutandis* to the companies mentioned in the present Article. The provision of Article VII on the exemption from security for costs shall also apply to the companies mentioned in the present Article.

The companies of either High Contracting Party and their subsidiary undertakings, branches or agencies shall not be liable in the territory of the other Party, as regards duties, imposts and taxes, to a fiscal charge higher than that imposed on companies of the most favoured nation. It is understood that they shall be required to pay the fees for obtaining the documents of authorisation and registration for foreign companies and to deposit the security provided for by law. They shall only be liable to other contributions and to military requisitions to the extent and under the conditions laid down for national companies.

As regards taxes on capital, income or profits, each of the High Contracting Parties shall only assess the companies of the other Party, according to the nature of the taxes, in respect of the portion of their assets which they have invested in its territory and the property they possess, the profits they make or the business they transact therein.

Ces sociétés pourront, aux mêmes conditions que celles de la nation la plus favorisée et en se soumettant aux lois du pays, acquérir toute sorte de biens mobiliers. Il en sera de même, conformément à l'article II, pour l'acquisition des biens immeubles nécessaires au fonctionnement de la société, étant entendu, dans ce cas, que l'acquisition n'est pas l'objet même de la société.

Article IX.

Les produits naturels ou fabriqués originaires de Turquie ne pourront être soumis à leur importation en Norvège, en ce qui concerne les droits de douane, les surtaxes et coefficients de majoration ou tout autre droit ou charge quelconque, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires du pays le plus favorisé.

De même, les produits naturels ou fabriqués originaires de Norvège ne pourront être soumis à leurs importation en Turquie, en ce qui concerne les droits de douane, les surtaxes et coefficients de majoration ou tout autre droit ou charge quelconque, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires du pays le plus favorisé.

Article X.

A l'exportation vers la Turquie il ne sera perçu en Norvège, et à l'exportation vers la Norvège il ne sera perçu en Turquie d'autres droits ni des droits de sortie ou taxes d'autre nature plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus à l'exportation des produits similaires vers le pays le plus favorisé à cet égard.

L'assurance du traitement sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend également à la manière de percevoir les droits d'importation, d'exportation, au dépôt des marchandises dans les entrepôts de douane, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article XI.

Les produits naturels ou fabriqués de l'un des pays contractants, importés dans le territoire de l'autre, après avoir transité par le territoire d'un ou de plusieurs pays tiers, ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou à des redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, remballage ou entreposage.

Article XII.

Les produits naturels ou fabriqués de l'une des Hautes Parties contractantes importés dans le pays de l'autre y jouiront, en ce qui concerne les taxes intérieures, sous quelque dénomination qu'elles soient, du traitement accordé aux produits similaires d'un tiers pays.

Article XIII.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des marchandises importées, la présentation par l'importation d'un certificat d'origine constatant que lesdites marchandises sont des produits naturels ou fabriqués dudit pays, ou qu'elles doivent être, selon la législation du pays importateur, considérées comme telles, étant donné qu'elles y ont subi une transformation ou une opération motivée par des raisons économiques.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les Départements du commerce ou de l'agriculture, soit par les autorités douanières, soit par les Chambres de commerce et d'industrie compétentes, soit par toute autre autorité ou association que le pays destinataire aura agréé. Le gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

These companies may, under the same conditions as companies of the most favoured nation and subject to the laws of the country, acquire any kind of movable property. The same shall apply, in accordance with Article II, to the acquisition of immovable property necessary for the operations of the company, it being understood in this case that the acquisition of such property does not constitute the object of the company's existence.

Article IX.

Natural or manufactured products originating in Turkey shall not be subject, on importation into Norway, as regards Customs duties, surtaxes or coefficients of increase or any other duty or charge whatsoever, to less favourable treatment than that which is or may in future be accorded to similar products of the most favoured country.

Similarly, natural or manufactured products originating in Norway shall not be subject, on importation into Turkey, as regards Customs duties, surtaxes and coefficients of increase or any other duty or charge whatsoever, to less favourable treatment than that which is or may in future be accorded to similar products of the most favoured country.

Article X.

There shall not be levied in Norway upon exports to Turkey or in Turkey upon exports to Norway any duties other than, or any export duties or other taxes higher than, those which are or may in future be levied on the exportation of similar products to the country most favoured in this respect.

Treatment on a footing of equality with third countries shall also extend to the manner of levying import and export duties, to the placing of goods in bonded warehouses, to Customs charges and formalities and to the treatment and handling by the Customs of goods imported, exported or passing through in transit.

Article XI.

Natural or manufactured products of one of the contracting countries imported into the territory of the other after passing in transit through the territory of one or more third countries shall not be subject on importation to Customs duties or charges other or higher than those to which they would have been subject if they had been imported direct from their country of origin.

This provision shall apply to goods in direct transit and to goods conveyed in transit after transshipment, repacking or warehousing.

Article XII.

Natural or manufactured products of one of the High Contracting Parties imported into the territory of the other Party shall be granted therein, as regards internal taxes of any kind whatsoever, the treatment granted to similar products of a third country.

Article XIII.

Either High Contracting Party may, in order to establish the country of origin of the goods imported, require the production by the importer of a certificate of origin stating that the said goods are natural or manufactured products of the said country or that, according to the law of the importing country they must be regarded as such in view of the fact that labour has been expended on them or that they have been subjected to treatment in that country for economic reasons.

The certificates of origin shall be issued by the Departments of Commerce or Agriculture, or by the Customs authorities, or by the competent Chambers of Commerce and Industry, or by any other authority or association which the country of destination may accept. The Government of the country of destination may require certificates of origin to be legalised by its diplomatic or consular representative.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine quand le pays destinataire, selon sa législation, reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement en tout ce qui concerne les certificats d'origine, les faveurs accordées à la nation la plus favorisée.

Article XIV.

Il ne sera maintenu ni établi par l'une des Hautes Parties contractantes aucune prohibition ni restriction relative à l'importation ou à l'exportation d'une marchandise quelconque originaire du territoire de l'autre Partie ou destinée à y être expédiée, si ladite prohibition ou restriction ne s'applique pas dans les mêmes conditions aux marchandises similaires, s'il en existe, en provenance de n'importe quel autre pays ou destinée à y être expédiée. Ne seront pas considérées, toutefois, comme dérogations aux dispositions du présent article, les prohibitions ou restrictions établies ou à établir pour des raisons de sécurité publique, de sécurité de l'Etat ou de santé publique, ou comme mesure de prophylaxie contre les épizooties ou contre les maladies, la dégénérescence ou la disparition de végétaux utiles, ou encore en ce qui concerne les marchandises qui font l'objet d'un monopole d'Etat.

Article XV.

Les négociants, fabricants et autres industriels ou commis voyageurs de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, en tout ce qui concerne leur activité et notamment au sujet des facilités douanières accordées pour les échantillons du même traitement que les négociants, fabricants et autres industriels ou commis voyageurs de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes se rendant aux expositions, foires ou marchés qui ne sont pas réservés aux nationaux à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les dispositions ci-dessus n'étant pas applicables aux industriels ambulants à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni le commerce ni l'industrie, non plus qu'au colportage, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve, à cet égard, l'entière liberté de sa législation.

Article XVI.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté du transit en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée. Elles s'engagent à ne percevoir de ce chef aucun droit de transit à l'exception des droits de statistique et des frais de surveillance et de magasinage.

En général, les Hautes Parties contractantes se conformeront, quant au transit, aux dispositions contenues dans le Statut faisant partie intégrante de la Convention¹ sur la liberté du transit signée à Barcelone le 14 avril 1921, ou dans toutes autres conventions du même ordre qui le régleraient à l'avenir, auxquelles les Hautes Parties contractantes auraient adhéré.

Article XVII.

Relativement au transport par chemin de fer des personnes, bagages et marchandises, les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement, en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport et les taxes et charges publiques relatives au transport, le traitement de la nation la plus favorisée.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; vol. CIV, page 495 ; et vol. CXXXIV, page 393, de ce recueil.

Certificates of origin shall not be required for postal parcels when the country of destination considers that, according to its law, the consignments in question are not of a commercial character.

The High Contracting Parties shall grant one another in all matters relating to certificates of origin the advantages accorded to the most favoured nation.

Article XIV.

No prohibition or restriction on the import or export of any commodity whatsoever, originating in the territory of the other Party or intended for export thereto shall be maintained or imposed by either High Contracting Party unless the said prohibition or restriction applies under the same conditions to similar commodities, if any such exist, coming from any other country or intended for export thereto. Nevertheless, prohibitions or restrictions which have been or may hereafter be imposed for reasons of public safety, the security of the State or public health, or as prophylactic measures against epizooties or diseases, the deterioration or disappearance of useful plants, or in respect of goods which are subject to a State monopoly, shall not be regarded as contrary to the provisions of the present Article.

Article XV.

Merchants, manufacturers, and other business men or commercial travellers belonging to either High Contracting Party shall enjoy the same treatment in the territory of the other Party, in all matters concerning their activities, and more particularly in regard to Customs facilities granted for samples, as the merchants, manufacturers and other business men or commercial travellers belonging to the most favoured nation.

Nationals of either High Contracting Party proceeding to exhibitions, fairs or markets which are not reserved for nationals of the country, in order to carry on their business therein, shall not be treated, in the territory of the other Party less favourably than nationals of the most favoured nation.

As the above provisions are not applicable to itinerant traders soliciting orders from persons not engaged in trade or industry or to hawking, each of the High Contracting Parties reserves complete legislative freedom in regard thereto.

Article XVI.

The High Contracting Parties shall grant each other freedom of transit by guaranteeing each other most-favoured-nation treatment in this respect. They undertake not to levy any transit duty on this account, with the exception of statistical dues and costs of supervision and warehousing.

Generally speaking, the High Contracting Parties shall observe, as regards transit, the provisions contained in the Statute forming an integral part of the Convention¹ on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 14, 1921 or in any other conventions of the same nature which may in future govern transit and to which the High Contracting Parties have acceded.

Article XVII.

As regards the carriage by rail of passengers, baggage and goods, the High Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in respect of consignment, transport rates and public taxes and charges regarding transport.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; Vol. CIV, page 495 ; and Vol. CXXXIV, page 393, of this Series.

Article XVIII.

Les ressortissants et sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre, les mêmes droits que les ressortissants ou sociétés de celle-ci en ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, à condition d'observer les modalités prescrites par la loi.

Article XIX.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la liberté de nommer des consuls généraux, consuls et vice-consuls dans les villes et ports des territoires de l'autre Partie où les gouvernements respectifs admettent des représentants similaires d'une autre nation quelconque. Cependant les consul-généraux, consuls, vice-consuls n'entreront pas en fonction avant d'avoir obtenu, selon la forme usuelle, le consentement du gouvernement auprès duquel ils sont envoyés.

Les officiers consulaires de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits, privilèges et exemptions, à condition de réciprocité, que ceux qui sont ou seront accordés aux officiers similaires d'un pays étranger quelconque.

Article XX.

Les officiers consulaires de l'une des Hautes Parties contractantes résidant dans les territoires de l'autre recevront des autorités locales la mesure d'assistance permise par la loi pour la reprise des marins, autres que les nationaux de celle-ci, déserteurs des vaisseaux de la première Haute Partie contractante.

Article XXI.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage, sous condition de réciprocité, à assurer aux navires de l'autre, un traitement égal à celui de ses propres navires dans ses ports maritimes, en ce qui concerne la liberté d'accès du port, son utilisation et la complète jouissance des commodités qu'elle accorde à la navigation, aux opérations commerciales pour les navires, leurs cargaisons et leurs passagers, aux facilités de chargement et de déchargement, ainsi qu'aux droits et taxes de toute nature perçus au nom et pour le compte du gouvernement, des autorités publiques, des concessionnaires ou établissements de toutes sortes.

Article XXII.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes qui entreront dans un port de l'autre soit pour y composer ou compléter leur chargement pour une destination étrangère, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, pourront, en se conformant aux lois et règlements des pays respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays et la réexporter sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis en pareil cas les navires nationaux.

Article XXIII.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire jouira à tous les égards, autant pour le bâtiment que pour la cargaison et l'équipage, du même traitement que la législation de chacune des Hautes Parties contractantes accorde à ses propres navires en pareilles circonstances. Aide et assistance seront prêtées, dans la même mesure qu'aux nationaux, aux capitaines, à l'équi-

Article XVIII.

Nationals and companies of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other, enjoy the same rights as nationals or companies of the latter as regards patents of invention and trade marks, subject to compliance with the formalities required by law.

Article XIX.

Each High Contracting Party shall be entitled to appoint consuls-general, consuls and vice-consuls in the towns and ports of the territories of the other Party to which the respective Governments admit similar representatives of any other nation. Nevertheless, consuls-general, consuls and vice-consuls shall not take up their duties until they have obtained, in the usual form, the consent of the Government to which they are sent.

Consular officers of either High Contracting Party shall enjoy, in the territory of the other Party, the same rights, privileges and exemptions, subject to reciprocity, as those which are or may in future be accorded to similar officers of any foreign country.

Article XX.

Consular officers of either High Contracting Party residing in the territories of the other Party shall receive from the local authorities all assistance allowed by law for the recapture of seamen, not nationals of the latter, who have deserted from the vessels of the first High Contracting Party.

Article XXI.

Each of the two High Contracting Parties undertakes, subject to reciprocity, to grant to the vessels of the other Party the same treatment as to its own vessels in its seaports as regards freedom of access to the port, use of the port and full enjoyment of the facilities accorded to shipping, commercial operations for ships, their cargoes and passengers, facilities for loading and unloading, and duties and taxes of all kinds collected on behalf of or for account of the Government, the public authorities, concession holders or establishments of all kinds.

Article XXII.

Vessels and boats flying the flag of either High Contracting Party and entering a port of the other Party with the object of taking on board or completing their cargo therein for a destination abroad or of unloading the whole or some portion of their cargo brought from abroad, shall be entitled, provided they observe the laws and regulations of the country concerned, to retain on board the portion of their cargo which is consigned to another port or to another country, and to re-export it without paying any duties other than those which are or may in future be imposed on national vessels in a similar case.

Article XXIII.

Should a vessel of one of the High Contracting Parties be wrecked, stranded, damaged at sea or forced to put into a port on the coast of the other Party, the vessel itself, and the cargo and crew, shall enjoy in all respects the same treatment as is granted by the laws of each of the High Contracting Parties in similar circumstances to its own vessels. Assistance and relief shall be given to the master, crew and passengers both as regards their persons and the vessel and its cargo, to

page et aux passagers, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants droit, et il ne sera pas payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareil cas.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre que les marchandises sauvées ne seront soumises au paiement d'aucun droit de douane à moins qu'on ne les ait destinées à la consommation intérieure.

Article XXIV.

La nationalité des navires sera constatée, d'après les lois de l'Etat auquel le navire en question appartient, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord délivrés par les autorités compétentes de chaque pays. Jusqu'à la conclusion d'un accord spécial pour la reconnaissance respective des certificats de jauge, les navires de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront assujettis, dans les ports de l'autre, à aucune nouvelle opération de jauge, et le montant des droits et taxes de navigation à payer sera établi d'après les certificats de jauge délivrés par les autorités compétentes du pays dont les navires battent le pavillon.

Article XXV.

Les dispositions de ce traité relatives à la concession réciproque du traitement national en matière de navigation ne s'étendent pas aux services et activités ci-dessous mentionnés, lesquels seront régis par les lois et règlements qui sont ou seront en vigueur dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes :

- 1° Au cabotage ;
- 2° A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes ;
- 3° Aux encouragements et avantages accordés ou qui pourraient être accordés à la marine marchande nationale et aux navires de l'Etat exploités en régie ou en participation ;
- 4° Aux privilèges concédés aux sociétés pour les sports nautiques ;
- 5° A l'exercice du service des ports, des rades et des plages, ainsi qu'au pilotage, remorquage, sauvetage et assistance maritime, en tant que ces opérations s'effectuent dans les limites des eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, et dans la mer de Marmara pour la Turquie.

Article XXVI.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un tiers Etat ne sera pas applicable :

- 1° Aux faveurs accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par l'une des Hautes Parties contractantes dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant à quinze kilomètres de chaque côté de la frontière ;
- 2° Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière conclue ou à conclure avec un ou plusieurs pays ;
- 3° Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir en matière de tarif douanier entre la Turquie et les pays qui se sont détachés de l'Empire Ottoman en 1923, tant que lesdits avantages et faveurs ne sont accordés à aucun autre Etat ;
- 4° Aux avantages que la Norvège a accordés ou pourrait à l'avenir accorder au Danemark et à la Suède ou à ces deux pays tant que lesdits avantages ne sont pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà nommés.

the same extent as to nationals of the country. Salvage operations shall be governed by the laws of the country. Everything salvaged from the vessel or its cargo, or the proceeds thereof, if sold, shall be restored to the owners or to the persons entitled, and no salvage costs shall be paid higher than those imposed on nationals of the country in a similar case.

The High Contracting Parties also agree that the goods salvaged shall not be subject to the payment of any Customs duty unless they are intended for consumption within the country.

Article XXIV.

The nationality of vessels shall be established, according to the laws of the State to which the vessel in question belongs, by means of the documents and certificates on board issued by the competent authorities of each country. Pending the conclusion of a special agreement for the mutual recognition of tonnage measurement certificates, the vessels of each of the High Contracting Parties shall not be subject, in the ports of the other, to any fresh tonnage measurement formality, and the amount of the shipping dues and taxes to be paid shall be established in accordance with the tonnage measurement certificates issued by the competent authorities of the country whose flag the vessels are flying.

Article XXV.

The provisions of this Treaty relating to the reciprocal granting of national treatment in the matter of navigation shall not apply to the services and activities specified hereunder, which shall be governed by the laws and regulations that are or may hereafter be in force in the territory of each of the High Contracting Parties :

- (1) The coasting trade ;
- (2) Fishing in the territorial waters of the High Contracting Parties ;
- (3) Facilities and advantages which are or may hereafter be accorded to the merchant fleet of the country and to State vessels operated as a monopoly or with Government participation ;
- (4) Privileges granted to nautical sports clubs ;
- (5) The service of harbours, roadsteads and beaches, and pilotage, towage, salvage and maritime assistance, in so far as these operations are effected within the limits of the territorial waters of the High Contracting Parties and, as regards Turkey, in the Sea of Marmora.

Article XXVI.

Treatment on a footing of equality with a third State shall not apply :

- (1) To any special privileges which are or may subsequently be accorded by one of the High Contracting Parties in the matter of frontier traffic with neighbouring countries within a zone extending to fifteen kilometres on either side of the frontier ;
- (2) To special benefits resulting from a Customs Union already concluded, or to be concluded, with one or more countries ;
- (3) To the special advantages or benefits which at present exist or may subsequently be established in the matter of Customs tariffs between Turkey and the countries which were detached from the Ottoman Empire in 1923, in so far as the said advantages or benefits are not accorded to any other State ;
- (4) To any advantages which Norway has accorded or may in future accord to Denmark and to Sweden, or to both these countries, in so far as the said advantages are not accorded to States other than those already named.

Article XXVII.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les deux Hautes Parties contractantes sur l'interprétation du présent traité et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis d'un commun accord, par voie de compromis, à un arbitrage.

Article XXVIII.

Le présent traité avec le protocole de signature sera ratifié et les lettres de ratification en seront échangées à Ankara aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications et l'arrangement provisoire perdra immédiatement sa force et vigueur.

Le présent traité aura une durée de deux ans à partir du jour de son entrée en vigueur.

Si sa dénonciation par l'une des Hautes Parties contractantes n'a pas eu lieu au moins six mois avant l'expiration dudit délai, le présent traité sera prorogé par tacite reconduction et restera encore en vigueur six mois à partir du jour de sa dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Ankara, le 16 mars 1931.

(s.) Sigurd BENTZON.

(s.) ZEKÂI.

(s.) Mustafa ŞEREF.

(s.) M. NUMAN.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du présent traité conclu à la date de ce jour, les soussignés plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

Ad Article II, deuxième alinéa. — Cette réserve ne se rapporte pas aux impôts ou taxes relatives à l'acquisition ou à l'exploitation des chutes d'eau, d'énergie produite par des chutes d'eau, de mines ou de forêts.

Ad Article III et II. — Il est bien entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne peut pas être invoqué pour demander des faveurs accordées individuellement aux particuliers conformément aux lois en vigueur.

Ad Article III. — Il est bien entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne peut pas être invoqué pour réclamer le bénéfice résultant des droits acquis reconnus par l'article provisoire de la loi sur les droits et obligations des étrangers en Turquie du 23 février 1330 (1914).

Ad Article VIII. — Par les dispositions de cet article les Hautes Parties contractantes n'entendent pas soustraire les sociétés étrangères exerçant leurs opérations principales en Turquie à l'application de l'article 15 de la loi turque du 30 novembre 1330 (1914).

Ad Article IX. — Les raisins secs de Turquie (Sultanines) ne seront pas soumis en Norvège au droit de douane et autre droit, surtaxe et coefficient de majoration, ni au traitement moins favorable que celui qui est accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux raisins de Corinthe (Grèce).

Article XXVII.

Any disputes arising between the two High Contracting Parties with regard to the interpretation of the present Treaty which it has not been possible to settle through the diplomatic channel shall be submitted by common consent to arbitration by means of a special agreement.

Article XXVIII.

The present Treaty, together with the Protocol of Signature, shall be ratified and the letters of ratification shall be exchanged at Ankara as soon as possible.

It shall come into force thirty days after the exchange of ratifications and the Provisional Arrangement shall immediately cease to be operative.

The present Treaty shall be valid for two years as from the date of its coming into force.

If it is not denounced by one of the High Contracting Parties at least six months before the expiration of the said period, the present Treaty shall be prolonged by tacit agreement and shall remain in force for a period of six months as from the date of its denunciation.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Ankara, March 16, 1931.

(S.) Sigurd BENTZON.

(S.) ZEKÂİ.

(S.) Mustafa ŞEREF.

(S.) M. NUMAN.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the present Treaty concluded on this day's date, the undersigned Plenipotentiaries agreed as follows :

Ad Article II, paragraph 2. — This reservation shall not apply to taxes or charges relating to the acquisition or exploitation of waterfalls, power produced by waterfalls, mines or forests.

Ad Articles II and III. — It is understood that most-favoured-nation treatment may not be put forward to support a claim for benefits accorded in individual cases to private persons under the laws in force.

Ad Article III. — It is understood that most-favoured-nation treatment may not be put forward to support a claim to the benefit resulting from the acquired rights recognised by the provisional Article of the Law on the Rights and Obligations of Foreigners in Turkey, of February 23, 1330 (1914).

Ad Article VIII. — The provisions of this Article do not imply that the High Contracting Parties intend to withdraw foreign companies carrying out their main transactions in Turkey from the effects of Article 15 of the Turkish Law of November 30, 1330 (1914).

Ad Article IX. — Dried grapes from Turkey (sultanas) shall not be subject in Norway to Customs duty or any other duty, surtax or coefficient of increase, or to less favourable treatment than that which is accorded or may in future be accorded to currants (Greece).

Ad Article XIV. — Les Hautes Parties contractantes auront toujours le droit de prendre les mesures nécessaires contre le dumping.

Ad Article XXI. — Il est entendu que les dispositions de l'article XXI ne doivent pas être considérées comme atteintes du fait que la Turquie accorde une réduction sur les taxes de phare aux navires battant le pavillon national et faisant régulièrement le service de transport des valises postales turques entre les ports turcs.

Ad article XXVII. — Il est entendu que tous les cas qui ressortent du domaine de la souveraineté ou de la compétence exclusive de l'Etat, conformément aux usages du droit international, ne sauraient faire l'objet d'un arbitrage.

D'autre part, il est entendu que les termes « tout autre droit ou charge quelconque » employés dans le présent traité impliquent aussi les droits perçus par les consuls pour le visa des certificats d'origine des marchandises importées du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre.

Il est convenu, en outre, que le Gouvernement turc appliquera aux poissons nommés « brislings » ou « sild » de l'espèce « *clupea sprattus* » et « *clupea harengus* », en huile ou en tomate, sans têtes, en emballage hermétiques, le traitement douanier et les autres facilités qui sont accordées, à l'importation en Turquie, aux sardines en emballage hermétique de n'importe quel tiers pays.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole de signature.

Fait en double exemplaire, à Ankara, le 16 mars 1931.

(s.) Sigurd BENTZON.

(s.) ZEKÂI.

(s.) Mustafa ŞEREF.

(s.) M. NUMAN.

Copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,

Oslo, le 22 avril 1933.

Rolf Andvord,

Chef de Division.

Ad Article XIV. — The High Contracting Parties shall always have the right to take the necessary measures against dumping.

Ad Article XXI. — It is understood that the provisions of Article XXI shall not be deemed to have been infringed by the fact of Turkey according a reduction of lighthouse charges to vessels flying the national flag and regularly ensuring the transport of Turkish mails between Turkish ports.

Ad Article XXVII. — It is understood that no cases coming under the sovereignty or within the exclusive competence of the State, in accordance with the usages of international law, may be the subject of arbitration.

Moreover, it is understood that the expression “any other duty or charge whatsoever” employed in the present Treaty also comprises the fees collected by consuls for visas on certificates of origin for goods imported from the territory of either High Contracting Party into the territory of the other Party.

It is also agreed that the Turkish Government shall apply to the fish called “brislings” or “sild”, of the species “*clupea sprattus*” and “*clupea harengus*”, in oil or tomato, without heads, in airtight packing, the Customs treatment and other facilities which are accorded to sardines in airtight packing from any third country, on importation into Turkey.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol of Signature.

Done, in duplicate, at Ankara, March 16, 1931.

(s.) Sigurd BENTZON.

(s.) ZEKÂÎ.

(s.) Mustafa ŞEREF.

(s.) M. NUMAN.

N° 3181.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
INDE ET PERSE**

Accord relatif au retrait hors de
Perse de « l'Indo European Tele-
graph Department ». Signé à
Teheran, le 17 février 1932.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
INDIA AND PERSIA**

Agreement relating to the Withdra-
wal of the Indo-European Tele-
graph Department from Persia.
Signed at Teheran, February 17,
1932.

N^o 3181. — ACCORD¹ ENTRE SA MAJESTÉ, POUR LE ROYAUME-UNI ET L'INDE, ET SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH DE PERSE, RELATIF AU RETRAIT HORS DE PERSE DE « L'INDO-EUROPEAN TELEGRAPH DEPARTMENT ». SIGNÉ A TÉHÉРАН, LE 17 FÉVRIER 1932.

Texte officiel français communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 mai 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH DE PERSE, ayant en vue de régler les questions surgies en raison de ce que l'Indo-European Telegraph Department se retire de la Perse, ont résolu de conclure un accord à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Reginald Hervey HOARE, Esquire, Compagnon du très distingué Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Perse;

POUR L'INDE :

Reginald Hervey HOARE, Esquire, Compagnon du très distingué Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Perse ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH DE PERSE :

Son Altesse Moham ad Ali Khan FOROUGHİ, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de l'Inde remettent au Gouvernement persan, à dater du 1^{er} mars 1931, les lignes télégraphiques énumérées ci-après :

Téhéran-Bouchir.
Téhéran-Zahédan (Douzdab).
Robat-Zaboul (Sistan).
Kerman-Bander-Abbas.
Bander-Abbas-Hengam.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 23 janvier 1933.

¹ TRADUCTION. — TEANSLATION.

N^o. 3181. — AGREEMENT ² BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM AND OF INDIA, AND HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA, RELATING TO THE WITHDRAWAL OF THE INDO-EUROPEAN TELEGRAPH DEPARTMENT FROM PERSIA. SIGNED AT TEHERAN, FEBRUARY 17, 1932.

French official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place May 3, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA, with a view to settling questions connected with the withdrawal of the Indo-European Telegraph Department from Persia, have resolved to conclude an agreement for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Reginald Hervey HOARE, Esquire, Companion of the Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Persia ;

FOR INDIA :

Reginald Hervey HOARE, Esquire, Companion of the Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Persia ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Highness Mohamad Ali Khan FOROUGH, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

1. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India hand over the to the Persian Government, as from the 1st March 1931, the following telegraph lines :

Tehran to Bushire.
Tehran to Zahidan (Duzdab).
Robat to Zabul (Seistan).
Kerman to Bandar-Abbas.
Bandar-Abbas to Henjam,

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² The exchange of ratifications took place at Teheran, January 23, 1933.

avec toutes les baraques des «gholams», les stations téléphoniques et l'ensemble du matériel réparti à cette date le long des lignes et destiné à leur entretien.

2. Le Gouvernement du Royaume-Unis et le Gouvernement de l'Inde remettent également au Gouvernement persan tous les appareils télégraphiques, les meubles et le matériel de bureau servant à l'exploitation des lignes.

3. Il est entendu que l'Indo-European Telegraph Department cesse d'être responsable de l'entretien de la ligne du Khuzistan.

Article 2.

1. Les constructions télégraphiques appartenant à l'Indo-European Telegraph Department et situées dans les localités mentionnées ci-après sont remises au Gouvernement persan à dater du 1^{er} mars 1931 :

Subdivision de Téhéran :
Aliabad.
Dehabad.

Subdivision de Chiraz :
Sivand.
Dachtardjin.
Konartakhteh.

Subdivision de Yezd :
Ardékan.
Mehdiabad.

Subdivision de Kerman :
Kamalabad.
Tahroud.
Dolatabad.
Por.

Subdivision de la frontière :
Fahre.
Chourgez.
Kahourak.
Sipeh.
Dahaneh.
Hourmak.
Girdi.

2. L'Indo-European Telegraph Department a la faculté, à dater du 1^{er} mars 1931, de vendre tous les autres bâtiments dont il dispose, à savoir les maisons particulières du directeur, du directeur-adjoint et du surintendant à Téhéran, la propriété du directeur à Gholhak, les habitations du personnel et le club dans le quartier du Tchahar-rah-Seyed Ali à Téhéran, ainsi que les immeubles du Department à Chiraz, Kerman et Ispahan.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes sont convenues d'annuler toutes les dettes et réclamations ayant trait aux questions télégraphiques et non encore résolues entre elles.

Article 4.

1. Le Gouvernement persan permettra à un agent nommé par le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, et cela jusqu'au 1^{er} mars 1945, de procéder à l'entretien et aux opérations des stations assurant le fonctionnement du câble sous-marin à Bouchir, Hengam, Djask et Tcharbar, ainsi que de la section de la ligne Djask-Gwadur qui se trouve en territoire persan.

2. Le Gouvernement persan exemptera des droits de douane et de toutes autres taxes quelconques le matériel et les appareils nécessaires au bon fonctionnement tant de la ligne terrestre que des câbles et stations de câble.

3. L'agent ci-dessus mentionné supportera cependant la totalité des frais encourus du chef de l'entretien et du fonctionnement de la ligne terrestre et des câbles et stations de câble sous son contrôle. Le vaisseau-réparateur de l'agent visitera le golfe Persique de temps à autre selon les

together with all gholams' huts and telephone stations and such line stores as may at present be lying along the lines for the purpose of their maintenance.

2. The Government of the United Kingdom and the Government of India also hand over to the Persian Government all telegraph instruments, office furniture and office stores used for the purpose of working the lines.

3. It is understood that the Indo-European Telegraph Department ceases to be responsible for the maintenance of the Khuzistan line.

Article 2.

1. The telegraph buildings situated at the following places and belonging to the Indo-European Telegraph Department are handed over to the Persian Government as from the 1st March, 1931 :

Tehran sub-division :

Aliabad.
Dehabad.

Shiraz sub-division :

Sivand.
Dasht-i-Arjan.
Konartakhteh.

Yezd sub-division :

Ardakan.
Mehdiabad.

Kerman sub-division :

Kamalabad.
Tahrud.
Daulatabad.
Pur.

Frontier sub-division :

Fahrej.
Shurgaz.
Kahurak.
Sipeh.
Dahaneh.
Hurmuk.
Girdi.

2. The Indo-European Telegraph Department will be free, as from the 1st March 1931, to dispose of all other buildings in its possession, namely, the residences of the director, assistant-director, and superintendent at Tehran, the director's house at Gulhek, and the staff quarters and club in the Chahar-rah-i-Seyyid 'Ali quarter of Tehran, as well as the departmental buildings at Shiraz, Kerman and Isfahan.

Article 3.

The High Contracting Parties mutually agree to cancel all debts and claims existing between them in relation to telegraph matters.

Article 4.

1. The Persian Government will permit an agent appointed by the Government of the United Kingdom and the Government of India to maintain and work until the 1st March 1945, the submarine cable offices at Bushire, Henjam, Jask and Chahbar, as well as the part of the Jask-Gwadur line which is in Persian territory.

2. The Persian Government will allow instruments and stores required for the land-line, cable offices and cables to be admitted free of Customs and all other duties.

3. The above-mentioned agent will, however, be responsible for all expenses of administration and upkeep in connexion with the land-line, cable offices and cables under his control. The agent repair-ship will visit the Persian Gulf from time to time according to the needs of the cables worked

besoins des câbles opérés par celui-ci. Pendant ces visites l'agent fera son possible, avec le personnel et le matériel disponibles, pour venir en aide au Gouvernement persan en effectuant aux frais de ce gouvernement les réparations nécessaires à la section sous-marine de la ligne qui relie Hengam à Bander-Abbas.

4. Il reste entendu que l'administration des câbles s'abstiendra, sur le territoire persan, de recevoir directement des télégrammes à quelque destination que ce soit, ainsi que de remettre des télégrammes directement aux destinataires. De telles opérations seront remplies exclusivement par l'Administration persane des Postes et Télégraphes, laquelle établira à cet effet des stations télégraphiques à Hengam, Djask, Tcharbar et Gwetter. L'Administration persane sera tenue d'assurer la communication entre ses bureaux et le réseau opéré par l'agent.

5. L'agent se chargera de la transmission à titre gratuit des télégrammes échangés entre les autorités locales persanes, et prélèvera sur d'autres communications locales un taux unique pour toute l'étendue du câble Bouchir-Tcharbar de 20 centimes-or par mot. Il partagera ces 20 centimes avec le Gouvernement persan à parts égales.

6. Le trafic international passant dans les deux directions entre le système opéré par l'agent et l'Administration persane des Télégraphes sera soumis aux tarifs internationaux. Toutefois, la Perse n'opérera aucun prélèvement, pour ce qui est de la ligne terrestre et des câbles opérés par l'agent, sur les télégrammes échangés entre l'Irak et l'Inde, que ces télégrammes soient en provenance ou à destination de, ou transitant par, ces deux pays.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes sont convenues d'engager des pourparlers, entre le 1^{er} mars 1943 et le 1^{er} mars 1945, relativement au régime qui entrera en vigueur à partir de cette dernière date.

Article 6.

1. Le présent accord remplacera tous les accords existants relatifs aux affaires télégraphiques entre les Hautes Parties contractantes, sauf les conventions internationales générales auxquelles les Hautes Parties contractantes sont parties.

2. Le présent accord sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Téhéran aussitôt que faire se pourra. Il sera considéré par les Hautes Parties contractantes comme étant entré en vigueur le 1^{er} mars 1931.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent accord et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Téhéran, en double exemplaire, le 17 février 1932.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

R. H. HOARE.

Pour l'Inde :

R. H. HOARE.

M. A. FOROUGHÍ.

by him. During these visits the agent will do everything possible with the staff and material available to assist the Persian Government by effecting at their expense any repairs necessary to the cable portion of the Bandar-Abbas-Henjem line.

4. It is understood that the cable administration will not directly accept in Persia any telegram for any destination and will not deliver telegrams direct to the recipients. Such functions will be performed exclusively by the Persian Telegraph Administration, which will for this purpose establish telegraph stations at Henjam, Jask, Chahbar and Gwatar. The Persian administration shall be responsible for maintaining communication between their offices and the system operated by the agent.

5. The agent will transmit free of charge telegrams between the local Persian authorities, and will charge on other local communications a fixed rate of 20 gold centimes a word over the whole extent of the Bushire-Chahbar cable. He will share the proceeds of such charges equally with the Persian Government.

6. International traffic passing in either direction between the agent's system and that of the Persian Telegraph Administration shall be subject to international rates. Persia will, however, levy no charge on traffic passing between Iraq and India over the land-line and cables operated by the agent, whether such traffic originates in, is destined for, or is in transit through these countries.

Article 5.

The High Contracting Parties agree to engage in discussions between the 1st March 1943, and the 1st March 1945, respecting the régime to come into force on the latter date.

Article 6.

1. The present Agreement shall replace all existing agreements between the High Contracting Parties relating to telegraph questions, except the general International Telegraph Conventions to which the High Contracting Parties are parties.

2. The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be deposited at Teheran as soon as possible. It shall be considered by the High Contracting Parties as having come into force on the 1st March 1931.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Tehran, in duplicate, February 17, 1932.

For Great Britain and Northern Ireland :

R. H. HOARE.

For India :

R. H. HOARE.

M. A. FOROUGHJI.

N° 3182.

**ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Arrangement entre l'Administration des Postes de la colonie et du protectorat de Kenia et du protectorat de l'Ouganda et l'Administration des Postes de l'Allemagne concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Nairobi, le 7 septembre 1932, et à Berlin, le 29 octobre 1932.

**GERMANY
AND GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND**

Agreement between the Post Office of Kenya Colony and Protectorate and Uganda Protectorate and the Post Office of Germany for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Nairobi, September 7, 1932, and at Berlin, October 29, 1932.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nº 3182. — POSTPAKETABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REICHSPOST UND DER POSTVERWALTUNG VON KENYA UND UGANDA. GEZEICHNET IN NAIROBI, AM 7. SEPTEMBER 1932 UND IN BERLIN, AM 29. OCTOBER 1932.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 mai 1933.

Die Postverwaltungen von Deutschland und Kenya und Uganda sind übereingekommen, einen geregelten unmittelbaren Austausch von Postpaketen zwischen den Auswechslungs-Postanstalten in Hamburg 7 und Mombasa auszuführen.

ABKOMMEN.

Artikel 1.

GEWICHTS- UND AUSDEHNUNGSGRENZEN.

1. Das Meistgewicht der in Kenya und Uganda aufgelieferten Pakete nach Deutschland und der in Deutschland aufgelieferten Pakete nach Kenya und Uganda beträgt 10 Kilogramm oder 22 Pfund. Die Höchstmasse der Pakete aus Kenya und Uganda nach Deutschland dürfen 3 Fuss 6 Zoll in der Länge oder 6 Fuss in Länge und Umfang zusammen, die Höchstmasse der Pakete aus Deutschland nach Kenya und Uganda 1,05 Meter in der Länge und 54 Kubikdezimeter im Rauminhalt nicht überschreiten.

2. Für die richtige Berechnung des Gewichts und des Rauminhalts oder der Abmessungen des Pakets ist die Ansicht der Aufgabeverwaltung massgebend, es sei denn, dass offenbar ein Irrtum vorliegt.

Artikel 2.

DURCHGANG DER PAKETE.

Die beiden Verwaltungen gewährleisten das Recht des Durchgangs für Pakete durch ihr Gebiet nach oder von einem Land, mit dem sie Paketpostverbindungen unterhalten.

Die Durchgangspakete unterliegen den Bestimmungen dieses Abkommens und der Vollzugsordnung, soweit sie anwendbar sind.

¹ Entré en vigueur le 2 janvier 1933.

No. 3182. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF KENYA COLONY AND PROTECTORATE AND UGANDA PROTECTORATE AND THE POST OFFICE OF GERMANY FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT NAIROBI, SEPTEMBER 7, 1932, AND AT BERLIN, OCTOBER 29, 1932.

German and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place May 3, 1933.

The Post Offices of Kenya Colony and Protectorate and Uganda Protectorate and Germany agree to effect a regular direct exchange of parcels between Mombasa and Hamburg 7.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Germany posted in Kenya and Uganda shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length and 6 feet in length and girth combined; and a parcel for Kenya and Uganda posted in Germany shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 54 cubic decimetres in volume.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Postal Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have Parcel Post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

¹ Came into force January 2, 1933.

Artikel 3.

FREIMACHUNG, GEBÜHREN.

1. Die Freigebühren für die Pakete müssen ausser bei nachgesandten oder zurückgesandten Paketen vorausbezahlt werden.
2. Die Gebühr setzt sich aus den Anteilen zusammen, die den an der Land- oder Seebeförderung teilnehmenden Verwaltungen zukommen.

Artikel 4.

LANDGEBÜHR.

Für Pakete aus einem der beiden Länder nach dem andern beträgt die deutsche Landgebühr 60 Centimes für ein Paket bis 1 Kilogramm, 1 Franken für ein Paket über 1 bis 5 Kilogramm, 2 Franken für ein Paket über 5 bis 10 Kilogramm; die Landgebühr von Kenya und Uganda beträgt 1 Franken 20 Centimes für ein Paket bis 3 lbs., 2 Franken 10 Centimes für ein Paket über 3 bis 7 lbs., 2 Franken 70 Centimes für ein Paket über 7 bis 11 lbs. und 4 Franken für ein Paket über 11 bis 22 lbs.

Die Deutsche Reichspost hat das Recht, ihre Gebühren anderweitig festzusetzen, sofern Gebührenänderungen durch zwischenstaatliche Abkommen, die dem Londoner Abkommen von 1929 folgen, eingeführt werden.

Wenn die Postverwaltung von Kenya und Uganda ihre Landanteile im Paketverkehr mit andern Ländern ändert, ist sie berechtigt, die gleiche Änderung auch im Verkehr mit Deutschland eintreten zu lassen.

Artikel 5.

SEEGERÜHR.

Jede der beiden Verwaltungen ist berechtigt, die Gebühr für die von ihr besorgte Seebeförderung festzusetzen.

Artikel 6.

ZUSTELL- UND VERZOLLUNGSPOSTGERÜHR.

Die deutsche Postverwaltung kann für die Verzollung und Zustellung eine Gebühr von höchstens 1 Franken für jedes Paket erheben. Diese Gebühr kann in Übereinstimmung mit dem künftigen Weltpostvereinsabkommen anderweitig festgesetzt werden.

Die Postverwaltung von Kenya und Uganda kann eine solche Gebühr erheben, sofern diese für ähnliche Dienstverrichtungen im Verkehr mit allen andern Ländern eingeführt wird.

Artikel 7.

ENTRICHTUNG VON ZOLL- UND SONSTIGEN GEBÜHREN.

Zoll- und sonstige nicht postmässige Gebühren sind von den Empfängern der Pakete zu zahlen, wenn in diesem Abkommen nichts anderes vorgesehen ist.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.
2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of Kenya and Uganda shall be Fr. 1.20, Fr. 2.10, Fr. 2.70 and Fr. 4.— for parcels not exceeding 3, 7, 11 and 22 lbs. respectively ; and the territorial rates of Germany shall be Fr. 0.60, Fr. 1.— Fr. 2.— for parcels not exceeding 1, 5 and 10 kg. respectively.

The Postal Administration of Germany reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international conventions subsequent to the London Agreement of 1929.

The Postal Administration of Kenya and Uganda reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alternations of these charges which may be decided upon in connexion with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Postal Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service, which it provides.

Article 6.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of Germany may collect, in respect of delivery and clearance through the Customs, a fee not exceeding Fr. 1.— per parcel or such other charge as international conventions subsequent to the London Agreement of 1929 shall fix. The Postal Administration of Kenya and Uganda may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 7.

CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges and all other non-postal charges shall be paid by the addresses of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Artikel 8.

LAGERGEBÜHR.

Für ein Paket, das in der vorgeschriebenen Frist nicht abgeholt wird, kann jede der beiden Postverwaltungen eine durch innere Vorschriften festgesetzte Lagergebühr erheben.

Artikel 9.

VERBOTE.

1. Postpakete dürfen keine Briefe, Mitteilungen oder Zettel enthalten, die die Eigenschaft einer wirklichen und persönlichen Mitteilung haben; desgleichen ist die Beifügung von Briefsendungen jeder Art verboten, die eine andere Anschrift als die des Paketempfängers tragen oder an Personen gerichtet sind, die mit dem Paketempfänger zusammen wohnen.

Es ist jedoch gestattet, der Sendung eine offene Rechnung beizufügen, wenn sie nur solche Angaben enthält, die das Wesen einer Rechnung ausmachen.

2. Es ist verboten, in ein Paket einzulegen:

a) Gegenstände, die ihrer Natur oder ihrer Verpackung nach für die Postbeamten Gefahren mit sich bringen oder die andere Sendungen beschmutzen oder verderben können;

b) Explodierbare, entzündliche, oder gefährliche Stoffe (einschliesslich Zündhütchen, Patronen und Streichhölzer);

c) Lebende Tiere (ausgenommen Bienen, die so in Kisten verpackt sein müssen, dass jede Gefahr für die Postbeamten vermieden wird und der Inhalt geprüft werden kann);

d) Gegenstände, deren Zulassung durch die Zoll- oder sonstigen Gesetze und Verordnung nicht gestattet ist;

e) Gegenstände unzuchtiger oder unsittlicher Natur.

Es ist ausserdem verboten, Geldstücke, Platin, Gold oder Silber in verarbeitetem oder nicht verarbeitetem Zustande, Edelsteine, Schmucksachen oder andere kostbare Gegenstände in Paketen ohne Wertangabe nach solchen Ländern zu versenden, die eine Wertangabe zulassen.

3. Pakete, die zu Unrecht zur Beförderung zugelassen worden sind, müssen an die Aufgabeverwaltung zurückgesandt werden, es sei denn, dass die Verwaltung des Bestimmungslandes durch ihre Gesetze ermächtigt ist, anderweit darüber zu verfügen.

Der Umstand, dass ein Paket einen Brief oder Schriftstücke enthält, die die Eigenschaft einer wirklichen oder persönlichen Mitteilung haben, darf indes keinesfalls dazu Anlass geben, dass das Paket nach dem Aufgabeort zurückgesandt wird.

4. Explodierbare, entzündliche oder gefährliche Stoffe und Gegenstände unzuchtiger oder unsittlicher Natur werden nicht nach dem Aufgabeort zurückgesandt, sondern von der Verwaltung, die sie in den Paketposten vorfindet, nach den Vorschriften ihres Landes behandelt.

5. Falls ein Paket, das zu Unrecht zur Beförderung zugelassen worden ist, weder zurückgesandt noch dem Empfänger zugestellt wird, muss die Aufgabeverwaltung von der weiteren Behandlung des Pakets ausführlich benachrichtigt werden, damit sie die etwa erforderlichen Massnahmen treffen kann.

Artikel 10.

RÜCKSCHEIN.

Der Absender kann für ein Paket mit Wertangabe unter den für Postpakete durch das Postpaketabkommen des Weltpostvereins vorgeschriebenen Bedingungen einen Rückschein erhalten. Für Pakete ohne Wertangabe kann ein Rückschein nicht verlangt werden.

Article 8.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Postal Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for every parcel which is not claimed within the prescribed period.

Article 9.

PROHIBITIONS.

1. Postal parcels must not contain any letter, note or document having the character of an actual and personal correspondence nor packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him.

It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice.

2. It is also forbidden to enclose in a parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or soil or damage other parcels ;

(b) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so constructed as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained) ;

(d) Articles the admission of which is forbidden by law or by the Customs or other regulations ;

(e) Articles of an obscene or immoral nature.

It is moreover forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Postal Administration of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin : they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee the Administration of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for Postal Packets by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Artikel II.

NACHSENDUNG.

1. Hat der Empfänger seinen Wohnort im Gebiete des Bestimmungslandes verändert, so kann das Paket nachgesandt werden. Die Verwaltung des Bestimmungslandes kann eine Nachsendungsgebühr gemäss ihren inneren Vorschriften erheben. Ebenso kann ein Paket von einem der beiden Länder, die an diesem Abkommen teilnehmen, nach einem andern Land nachgesandt werden, sofern das Paket den Bedingungen für die neue Beförderung genügt und die Nachsendungskosten entweder, was als Regel zu gelten hat, vorausbezahlt werden oder wenn die Bezahlung dieser Kosten durch den Empfänger einwandfrei sichergestellt ist.

2. Sondergebühren, die bei der Nachsendung entstanden und vom Empfänger oder seinem Vertreter nicht gezahlt worden sind, bleiben im Falle einer weiteren Nachsendung oder der Rücksendung nach dem Aufgabeort auf der Sendung haften und werden von dem Empfänger oder gegebenenfalls vom Absender eingezogen, der auch andere vom Bestimmungslande nicht niedergeschlagene besondere Kosten zu zahlen hat.

Artikel 12.

FEHLGELEITETE UND VORSCHRIFTSWIDRIGE PAKETE.

Fehlgeleitete oder zu Unrecht zur Beförderung zugelassene Pakete unterliegen den Vorschriften des Artikels 16 § 1 und 2 der Vollzugsordnung.

Artikel 13.

UNZUSTELLBARKEIT.

1. Sofern der Absender keine gegenteilige Bestimmung getroffen hat, wird ein Paket, das nicht zugestellt werden kann, ohne vorherige Benachrichtigung nach Ablauf der durch die Vorschriften des Bestimmungslandes festgesetzten Frist auf seine Kosten an ihn zurückgesandt.

Dessenungeachtet wird ein Paket, das vom Empfänger endgültig verweigert worden ist, sogleich zurückgesandt.

2. Der Absender kann bei der Einlieferung verlangen, dass das Paket im Fall der Unzustellbarkeit entweder :

- a) als preisgegeben behandelt oder
- b) an einen andern Empfänger im Bestimmungsland ausgehändigt werde.

Andere Verfügungen sind nicht zulässig. Die auf der Paketkarte und auf dem Paket selbst anzubringenden Vorausverfügungen des Absenders müssen nach Form und Inhalt folgendem Wortlaut gleich oder ähnlich sein :

„Wenn unzustellbar, preisgegeben.“

„Wenn unzustellbar, aushändigen an.....“

3. Die auf zurückgesandten unzustellbaren Paketen lastenden Gebühren sind gemäss den Bestimmungen im Artikel 28 einzuziehen.

Artikel 14.

NIEDERSCHLAGUNG VON ZOLLGEBÜHREN.

Die vertragschliessenden Verwaltungen verpflichten sich, bei ihren Zollverwaltungen auf die Niederschlagung von Zollgebühren für Pakete hinzuwirken, die nach dem Aufgabeland zurückgehen, vom Absender preisgegeben, vernichtet oder nach einem dritten Lande nachgesandt werden.

Article 11.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Postal Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Administration of the country of destination does not agree to cancel.

Article 12.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be transmitted or returned in accordance with the provisions of Article 16, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 13.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Postal Administration of the country of destination.

Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may either be (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon ”.

“ If not deliverable as addressed, deliver to ”. The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undeliverable parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 28.

Article 14.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed or redirected to a third country.

Artikel 15.

VERKAUF, VERNICHTUNG.

Gegenstände, die dem Verderben oder der Fäulnis zu verfallen drohen, aber nur solche, können sofort verkauft werden, auch unterwegs auf dem Hin- oder Rückweg und ohne dass es einer vorgängigen Benachrichtigung und gerichtlicher Förmlichkeiten bedarf. Ist der Verkauf aus irgend einem Grunde nicht möglich, so werden die verdorbenen oder faulenden Sachen vernichtet.

Artikel 16.

PREISGEGEBENE PAKETE.

Pakete, die dem Empfänger nicht haben ausgehändigt werden können und von den Absendern preisgegeben worden sind, werden von der Bestimmungsverwaltung nicht zurückgesandt, sondern nach ihrer Gesetzgebung behandelt. Die Bestimmungsverwaltung kann wegen solcher Pakete keine Forderungen an die Aufgabeverwaltung stellen.

Artikel 17.

NACHFRAGEN.

1. Für jede Nachfrage nach einem Paket kann eine feste Gebühr von höchstens 1 Frank erhoben werden. Eine Gebühr wird nicht erhoben, wenn der Absender schon die besondere Gebühr für einen Rückschein entrichtet hat.

2. Nachfragen sind nur binnen Jahresfrist, vom Tage nach der Auflieferung an gerechnet, zugelassen.

3. Ist eine Nachfrage durch ein dienstliches Verschulden veranlasst worden, so wird die Nachfragegebühr erstattet.

Artikel 18.

WERTPAKETE, GEBÜHREN UND VERSENDUNGSBEDINGUNGEN.

1. Pakete können unter Wertangabe bis zu 3000 Franken versandt werden.

2. Für je 300 Franken der Wertangabe oder eines Teils hiervon wird eine von der Aufgabeverwaltung festgesetzte Versicherungsgebühr erhoben.

3. Die Aufgabeverwaltung kann auch vom Absender eines Wertpakets eine Behandlungsgebühr erheben, die 50 Centimes nicht überschreiten darf.

4. Der Absender eines Wertpakets erhält bei der Einlieferung unentgeltlich einen Einlieferungsschein über seine Sendung.

Artikel 19.

BETRÜGERISCHE WERTANGABE.

Die Wertangabe soll den wirklichen Wert des Inhalts der Sendung und der Verpackung nicht übersteigen; es ist jedoch gestattet, nur einen Teil dieses Wertes anzugeben.

Jede betrügerische Angabe eines höheren als des wirklichen Wertes des Inhalts einer Sendung zieht gegebenenfalls gerichtliche Verfolgung nach der Gesetzgebung des Aufgabelandes nach sich.

Ein Paket, dessen Inhalt keinen eigentlichen Geldwert hat, kann trotzdem unter Wertangabe verschickt werden, um ihm die gesicherte Beförderung der Wertpakete zu verschaffen.

Article 15.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 16.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Postal Administration of the country of destination but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Administration of the country of destination against the Administration of the country of origin in respect of such parcels.

Article 17.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel. No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.
2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting of the parcel.
3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 18.

INSURED PARCELS, RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 3000 francs.
2. An insurance fee, to be fixed by the Postal Administration of the country of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.
3. The Administration of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.
4. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 19.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Artikel 20.

VERANTWORTLICHKEIT FÜR VERLUST, BESCHÄDIGUNG ODER BERAUBUNG.

1. Die beiden Verwaltungen sind vorbehaltlich der Fälle des folgenden Artikels für den Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung der Pakete oder ihres Inhalts oder eines Teiles davon verantwortlich.

Der Absender hat Anspruch auf eine dem wirklichen Betrag des Verlustes, der Beraubung oder Beschädigung entsprechende Entschädigung. Die Entschädigung darf bei Paketen ohne Wertangabe nicht übersteigen : 10 Franken für ein Paket bis zum Gewicht von 1 Kilogramm (oder 3 Pfund), 25 Franken für ein Paket von mehr als 1 bis 5 Kilogramm (11 Pfund) und 40 Franken für ein Paket von mehr als 5 bis 10 Kilogramm (22 Pfund). Bei Wertpaketen darf die Entschädigung nicht über den Betrag der Wertangabe hinausgehen.

Wenn der Verlust, die Beraubung oder Beschädigung sich im Dienst des Bestimmungslandes ereignet hat, kann die Bestimmungsverwaltung auf eigene Kosten und ohne Befragung der Aufgabeverwaltung dem Empfänger Ersatz leisten, wenn dieser nachgewiesen hat, dass zu seinen Gunsten der Absender auf die eigenen Rechte verzichtet hat.

2. Bei der Festsetzung der Entschädigung bleiben mittelbarer Schaden oder entgangener Gewinn ausser Betracht.

3. Die Entschädigung wird nach dem gemeinen Handelswert berechnet, den Waren derselben Art am Tage der Einlieferung am Versandort hatten.

4. Wenn für den Verlust, den völligen Verderb oder die vollständige Beraubung eines Pakets Ersatz zu leisten ist, hat der Absender ausserdem Anspruch auf Erstattung der Beförderungsgebühren.

5. Die Versicherungsgebühren und gegebenenfalls die Behandlungsgebühr verbleiben in allen Fällen den Postverwaltungen.

Artikel 21.

AUSNAHMEN VOM GRUNDSATZ DER VERANTWORTLICHKEIT.

Die beiden Verwaltungen sind von jeder Verantwortlichkeit befreit :

- a) Wenn ein Fall höherer Gewalt vorliegt ;
- b) Wenn sie über den Verbleib von Paketen deshalb keinen Nachweis führen können, weil die Dienstpapiere durch höhere Gewalt vernichtet worden sind ;
- c) Wenn der Schaden durch Schuld oder Fahrlässigkeit des Absenders oder durch die natürliche Beschaffenheit des Gutes herbeigeführt worden ist ;
- d) Wenn der Inhalt der Pakete unter eins der Verbote des Artikels 9 fällt ;
- e) Wenn Pakete betrügerischerweise mit Angabe eines höheren als des wirklichen Wertes des Inhalts und der Verpackung versehen worden sind ;
- f) Wenn nach den Paketen nicht innerhalb der durch Artikel 17 vorgeschriebenen Frist eine Nachfrage gehalten worden ist ;
- g) Wenn Pakete mit Edelsteinen, Schmucksachen oder Gegenständen von Gold, Silber oder Platin, deren Wert 2500 Franken übersteigt, nicht in eine Kiste von der im Artikel 6 § 3 der Vollzugsordnung vorgeschriebenen Ausdehnung verpackt worden sind.

Artikel 22.

ERLÖSCHEN DER VERANTWORTLICHKEIT.

Die beiden Verwaltungen sind nicht mehr für Pakete verantwortlich, die ihren inneren Vorschriften gemäss ausgehändigt worden sind und die die Berechtigten oder ihre Vertreter ohne Vorbehalt angenommen haben.

Article 20.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE, OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Postal Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 Francs for a parcel not exceeding 1 kilogramme (or 3 lbs.), 25 Francs for a parcel exceeding 1 kilogramme but not exceeding 5 kilogrammes (11 lbs.) and 40 Francs for a parcel exceeding 5 kilogrammes but not exceeding 10 kilogrammes (22 lbs.) in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, abstraction or damage occurs in the service of the country of destination, the Administration of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Administration of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases insurance fees and if the case arises the despatch fee shall be retained by the Postal Administrations concerned.

Article 21.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (force majeure) ;
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (force majeure) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 9 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of parcels regarding which the sender has not made enquiry within the period prescribed by Article 17 ;
- (g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2500 francs in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, section 3, of the Detailed Regulations.

Article 22.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Artikel 23.

ZAHLUNG DES ERSATZBETRAGS.

Die Verpflichtung zur Zahlung des Ersatzbetrags liegt der Aufgabeverwaltung ob, abgesehen von den Fällen des Artikels 20 § 1, in denen die Bestimmungsverwaltung den Betrag zahlt. Die Aufgabeverwaltung kann indessen nach Einwilligung des Absenders die Bestimmungsverwaltung ermächtigen, die Angelegenheit mit dem Empfänger zu regeln. Die zahlende Verwaltung behält das Recht des Rückgriffs auf die verantwortliche Verwaltung.

Artikel 24.

FRIST FÜR DIE ZAHLUNG DER ENTSCHÄDIGUNG.

1. Der Ersatzbetrag soll sobald als möglich und spätestens innerhalb eines Jahres vom Tage nach der Nachfrage an gezahlt werden.
2. Die Aufgabeverwaltung kann den Absender für Rechnung der anderen Verwaltung entschädigen, wenn diese neun Monate hat verstreichen lassen, ohne die ordnungsmässig bei ihr anhängig gemachte Sache zu erledigen.
3. Die Aufgabeverwaltung kann die Ersatzleistung ausnahmsweise über ein Jahr hinauschieben, wenn die Frage der Verantwortlichkeit aus Gründen, die nicht in der Macht der betreffenden Verwaltungen liegen, noch nicht hat geklärt werden können.

Artikel 25.

VERANTWORTLICHE VERWALTUNG.

1. Bis zum Nachweis des Gegenteils ist die Verwaltung verantwortlich, die das Paket unbeanstandet übernommen hat, und, nachdem sie alle vorschriftsmässigen Unterlagen für die Nachforschung erhalten hat, weder die Aushändigung an den Empfänger oder seinen Vertreter noch gegebenenfalls die ordnungsmässige Weitergabe an die folgende Verwaltung nachweisen kann.
 2. Die beiden Verwaltungen tragen den Schaden zu gleichen Teilen, wenn sich der Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung eines Pakets, das von einem der beiden Länder zur Auslieferung nach dem andern geschickt worden ist, während der Beförderung ereignet hat und nicht festgestellt werden kann, auf welchem Gebiet dies geschehen ist.
 3. Derselbe Grundsatz soll soweit als möglich angewendet werden, wenn andere Verwaltungen bei der Beförderung eines Pakets beteiligt sind. Jedoch ist für Pakete, die von einem der beiden Länder durch das andere gesandt werden, keine der beiden Verwaltungen verantwortlich, wenn der Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung sich in einem Land ereignet hat, das keinen Ersatz leistet.
 4. Zoll- und andere Gebühren, deren Niederschlagung nicht zu erreichen war, hat die Verwaltung zu tragen, die für den Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung haftbar ist.
 5. Durch Zahlung des Ersatzbetrags tritt die verantwortliche Verwaltung bis zur Höhe dieses Betrags in die Rechte des Entschädigten ein, bezüglich aller Ansprüche gegen den Empfänger, den Absender oder gegen Dritte.
- Wird ein als verloren angesehenes Paket später ganz oder teilweise wiederaufgefunden, so ist der Entschädigte hiervon mit dem Hinweis zu benachrichtigen, dass es ihm freistehe, die Sendung gegen Rückzahlung des Ersatzbetrags in Besitz zu nehmen.

Article 23.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Postal Administration of the country of origin except in the cases indicated in Article 20, section 1, where payment is made by the Postal Administration of the country of destination. The Administration of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the Administration of the country of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 24.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the date following the date of the enquiry.

2. The Postal Administration of the country of origin is authorized to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.

3. The Administration of the country of origin may, exceptionally, postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 25.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Postal Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent, or regular transfer to the following Postal Administration as the case may be.

2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Artikel 26.

ERSTATTUNG DES ERSATZBETRAGS AN DIE AUFGABEVERWALTUNG.

Die verantwortliche oder diejenige Verwaltung, für deren Rechnung gemäss Artikel 23 gezahlt wird, ist verpflichtet, den Ersatzbetrag binnen drei Monaten nach Bekanntgabe der Zahlung zu erstatten. Der Betrag wird von der verantwortlichen Verwaltung durch die in Artikel 22 § 2 der Vollzugsordnung vorgeschriebene Abrechnung eingezogen.

Wenn eine Verwaltung, deren Verantwortlichkeit gehörig festgestellt ist, anfangs die Zahlung des Ersatzbetrags abgelehnt hat, so muss sie ausserdem alle Nebenkosten tragen, die aus der nicht gerechtfertigten Verzögerung der Zahlung entstehen.

Artikel 27.

VERGÜTUNGEN.

Für jedes Paket, das von einem der beiden Länder nach dem andern abgesandt wird, vergütet die Aufgabeverwaltung der Bestimmungsverwaltung die Gebühren, die dieser auf Grund der Bestimmungen der Artikel 4 und 5 zukommen.

Für jedes Paket, das von einem der beiden Länder im Durchgang durch das andere abgesandt wird, vergütet die Aufgabeverwaltung der Zwischenverwaltung die festgesetzten Beförderungs- und Versicherungsgebühren.

Artikel 28.

ANRECHNUNGEN BEI NACH- UND RÜCKSENDUNGEN.

Bei Nach- oder Rücksendung eines Pakets von einem Lande nach dem andern zieht die nach- oder rücksendende Verwaltung von der anderen die ihr und etwa anderen bei der Nach- oder Rücksendung beteiligten Verwaltungen zustehenden Gebühren ein. Die Forderung ist in der Frachtkarte anzusetzen, mit der das Paket weitergeleitet ist.

Artikel 29.

NACHSENDUNGSGEBÜHR IM BESTIMMUNGSLAND.

Im Falle weiterer Nachsendung oder der Rücksendung verbleibt die im Artikel 11 § 2 vorgesehene Nachsendungsgebühr dem Lande, das das Paket innerhalb seines Gebiets nachgesandt hat.

Artikel 30.

VERSCHIEDENE GEBÜHREN.

1. Folgende Gebühren verbleiben ungeteilt der Verwaltung, die sie erhoben hat :

- a) Die Gebühr für den Rückschein (Artikel 10) ;
- b) Die Gebühr für Nachfragen (Artikel 17 § 1) ;
- c) Die Behandlungsgebühr für Wertpakete (Artikel 18 § 3).

2. Die Gebühr für Zustellung und Verzollung (Artikel 6) verbleibt der Bestimmungsverwaltung.

Article 26.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 23 is bound to repay the amount of the compensation within a period of 3 months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the Accounts provided for in Article 22, section 2, of the Detailed Regulations.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 27.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching office shall allow to the office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching office shall allow to the other office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 28.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the Mail in which the parcel is forwarded.

Article 29.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 11, section 2 shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 30.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Postal Administration which has collected them :

- (a) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 10 ;
- (b) The enquiry fee referred to in Article 17, section 1 ;
- (c) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 18, section 3.

2. The fee for delivery and for Customs clearance referred to in Article 6 shall be retained by the Administration of the country of destination.

Artikel 31.

VERSICHERUNGSGEBÜHR.

Für Wertpakete hat die Aufgabeverwaltung an die Bestimmungsverwaltung für die Landbeförderung eine Gebühr von 5 Centimes und, wenn die Bestimmungsverwaltung auch die Seebeförderung besorgt, eine weitere Gebühr von 10 Centimes für je 300 Franken der Wertangabe oder einen Teil davon zu vergüten.

Artikel 32.

VERSCHIEDENE BESTIMMUNGEN.

1. Die in diesem Abkommen erwähnten Franken und Centimes sind Goldfranken und -centimes, wie sie im Weltpostvertrag begrifflich bestimmt worden sind.

2. Für Pakete dürfen ohne gegenseitige Vereinbarung der beiden Verwaltungen andere Postgebühren als die in diesem Abkommen vorgesehenen nicht erhoben werden.

3. Jede Verwaltung kann, wenn sie durch aussergewöhnliche Umstände hierzu gezwungen ist, den Postpaketdienst ganz oder teilweise unter der Bedingung einstellen, dass die andere Verwaltung unverzüglich, nötigenfalls telegraphisch, hiervon benachrichtigt wird.

4. Die beiden Verwaltungen haben die nachstehende Vollzugsordnung festgesetzt, um die Ausführung des vorliegenden Abkommens sicherzustellen. Weitere, den allgemeinen Vorschriften dieses Abkommens nicht entgegenstehende Einzelheiten, die in der Vollzugsordnung nicht vorgesehen sind, können von Zeit zu Zeit gegenseitig vereinbart werden.

5. Die inneren Gesetze Deutschlands und von Kenya und Uganda bleiben in allem anwendbar, was durch die in dem vorliegenden Abkommen und in der Vollzugsordnung enthaltenen Bestimmungen nicht ausdrücklich geregelt ist.

Artikel 33.

INKRAFTTRETEN UND DAUER DES ABKOMMENS.

Dieses Abkommen soll an einem zwischen den beiden Verwaltungen noch zu vereinbarenden Tage in Kraft treten und bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage an gerechnet gelten, an dem es durch eine der beiden Verwaltungen gekündigt wird.

Zu Urkund dessen haben die zu diesem Zweck gehörig Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und ihr Siegel begedrückt.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in Berlin, am 29. Oktober 1932, und in Nairobi, am 7. September 1932.

(Gez.) S. SCHULTZE.
Deutscher Reichspostminister.

Article 31.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the Postal Administration of the country of origin shall allow to the Postal Administration of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Administration of the country of destination provides the sea service, the Administration of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 32.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Postal Administrations.

3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of Kenya and Uganda and Germany shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 33.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual Agreement between the two Postal Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Nairobi on the seventh day of September, 1932 and at Berlin on the twenty-ninth day of October, 1932.

(Signed) T. FITZGERALD,
Postmaster General
Colony and Protectorate of Kenya and
Uganda Protectorate.

VOLLZUGSORDNUNG

ZUM POSTPAKETABKOMMEN ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REICHSPOST UND DER POSTVERWALTUNG
VON KENYA UND UGANDA VOM 7. SEPTEMBER UND 29. OKTOBER 1932.

Artikel 1.

LEITUNG.

1. Jede Verwaltung ist verpflichtet, die Postpakete, die ihr die andere Verwaltung zur Beförderung durch ihr Gebiet übergibt, auf denselben Wegen und mit denselben Mitteln zu befördern, wie ihre eigenen Pakete.

2. Fehlgeleitete Pakete werden dem richtigen Bestimmungsort auf dem kürzesten Wege zugeführt, der der nachsendenden Verwaltung zur Verfügung steht.

Artikel 2.

VERSENDUNGSWEISE, VERWENDUNG VON SÄCKEN.

1. Der Paketaustausch hat zwischen den beiden Ländern durch die Anstalten stattzufinden, die von den beteiligten Verwaltungen hierfür bestimmt werden.

2. Die Pakete sind zwischen den beiden Ländern in gehörig verschlossenen und versiegelten Säcken auszutauschen.

Solange ein Abkommen im gegenteiligen Sinne nicht getroffen worden ist, werden Pakete aus einem der vertragschliessenden Länder im Durchgang durch das andere „offen“ versandt.

3. Eine Fahne mit Angabe der absendenden und der empfangenden Auswechslungspostanstalt ist am Kropf jedes Sackes zu befestigen; auf der Rückseite der Fahne ist die Zahl der in dem Sack enthaltenen Pakete anzugeben.

4. Der die Frachtkarten und anderen Begleitpapiere enthaltene Sack ist besonders zu kennzeichnen.

5. Wertpakete sind in besonderen Säcken zu befördern. Die Fahnen dieser Säcke sind mit einem besonderen Unterscheidungsmerkmal, das zwischen den beiden Verwaltungen von Zeit zu Zeit vereinbart wird, zu kennzeichnen.

6. Das Gewicht eines Paketsackes soll 36 Kilogramm (80 Pfund) nicht überschreiten.

7. Jede Verwaltung ist verpflichtet, für die erforderlichen Säcke zur Versendung ihrer Pakete zu sorgen. Die Säcke sind der absendenden Verwaltung mit nächster Post leer, zu 10 Stück gebündelt (9 Stück in einem versackt), zurückzusenden. Die Gesamtzahl der zurückgesandten Säcke ist in der Frachtkarte zu vermerken.

Die Verantwortlichkeit für den Verlust leerer Säcke soll nach den Vorschriften für den Verlust von Paketen im Artikel 25 des Abkommens festgestellt werden.

Artikel 3.

MITTEILUNGEN.

1. Jede Verwaltung hat der anderen durch eine Übersicht mitzuteilen:

a) Das Verzeichnis der Länder, nach denen sie die ihr übergebenen Pakete weiterleiten kann;

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE KENYA COLONY AND PROTECTORATE AND UGANDA PROTECTORATE AND THE POST OFFICE OF GERMANY.
DATED SEPTEMBER 7/OCTOBER 29, 1932.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Postal Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the Administration for conveyance in transit through its territory.
2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the office re-transmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Postal Administrations.
2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels despatched by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".

3. A label showing the office of exchange of origin and the office of exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the parcel bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. Insured parcels shall be forwarded in separate bags; and the labels of these bags shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

6. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 Pounds avoirdupois).

7. Each Administration shall provide the bags necessary for the despatch of its parcels. The bags shall be returned empty to the country of origin by the next mail. Empty bags shall be made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and the total number of such bags shall be advised on the parcel bill.

Responsibility for the loss of empty bags shall be determined on the principles prescribed for the loss of parcels in Article 25 of the Agreement.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Postal Administration shall communicate to the other by means of a Table :
 - (a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

- b) Die Leitwege, die für die Beförderung solcher Pakete vom Eintritt in ihr Gebiet oder ihren Dienstbereich an zur Verfügung stehen ;
- c) Den Gesamtbetrag der Gebühren, die ihr von der anderen Verwaltung für jedes Bestimmungsland zu vergüten sind ;
- d) Die Zahl der jedem Paket beizufügenden Zollinhaltserklärungen ;
- e) Andere etwa notwendige Angaben.

2. Jede Verwaltung soll der anderen die Namen der Länder bekanntgeben, nach welchen sie ihr Pakete im Durchgang zuzuführen beabsichtigt, es sei denn, dass die Zahl der in Frage kommenden Pakete nur gering ist.

Artikel 4.

FESTSETZUNG DER GEGENWERTE.

Jede Verwaltung ist berechtigt, bei Festsetzung der Gebühren für Pakete einen Gegenwert anzunehmen, der ihr in ihrer eigenen Währung angemessen erscheint.

Artikel 5.

BESCHAFFENHEIT DER PAKETE.

Jedes Paket muss :

- a) Die genaue Anschrift des Empfängers in lateinischen Buchstaben tragen. Aufschriften mit Stift sind unzulässig ; Pakete, deren Aufschrift mit Tintenstift auf vorher angefeuchteter Schreibfläche hergestellt ist, werden jedoch angenommen. Die Anschrift muss auf das Paket selbst oder auf eine Fahne geschrieben werden, die so haltbar an der Sendung befestigt ist, dass sie sich nicht loszulösen vermag. Dem Absender eines Pakets ist zu empfehlen, in die Sendung ein Doppel der Anschrift mit Angabe seiner eigenen Anschrift einzulegen ;
- b) In einer Weise verpackt sein, die der Dauer der Beförderung entspricht und den Inhalt wirksam schützt.

Gegenstände, die die Postbeamten verletzen oder die andere Sendungen beschädigen können, müssen so verpackt sein, dass jede Gefahr ausgeschlossen ist.

Artikel 6.

BESONDERE VERPACKUNG.

1. Flüssigkeiten und leicht schmelzbare Stoffe sind in doppelte Behältnisse zu verpacken. Zwischen dem inneren (Flasche, Fläschchen, Topf, Kästchen usw.) und dem äusseren Behältnis (aus Metall oder widerstandsfähigem Holz) ist ein Raum zu lassen, der mit Sägemehl, Kleie oder einem anderen aufsaugenden Stoff auszufüllen ist ; der Stoff muss ausreichen, um im Falle eines Bruchs die ganze Flüssigkeit aufzusaugen.

2. Trockene, abfärbende Stoffe, z. B. Anilin usw., sind nur in widerstandsfähigen Metallkästen zugelassen, die ihrerseits wieder in Holzkästen verpackt sind. Der Zwischenraum ist mit Sägemehl auszufüllen.

3. Edelsteine, Schmucksachen oder andere Gegenstände von Gold, Silber oder Platin, deren Wert 2500 Franken übersteigt, sind in eine Kiste zu verpacken, deren Masse nicht weniger als 1,5 Meter oder drei Fuss sechs Zoll, Länge und Umfang zusammen genommen, betragen.

- (b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;
- (c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;
- (d) The number of Customs declarations which must accompany each parcel ;
- (e) Any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Postal Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.,) and the second (box of metal or stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2500 francs in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Artikel 7.

PAKETKARTEN UND ZOLLINHALTSERKLÄRUNGEN.

1. Jedes Paket muss von einer Paketkarte und von Zollinhaltserklärungen begleitet sein, die den Vorschriften des Bestimmungslandes entsprechen ; die Zollinhaltserklärungen sind an der Paketkarte haltbar zu befestigen.

2. Jedoch kann eine einzige Paketkarte und ein einziger Satz Zollinhaltserklärungen für mehrere — bis zu drei — gewöhnliche Pakete, dienen, die zu gleicher Zeit von demselben Absender an denselben Empfänger eingeliefert werden. Diese Bestimmung gilt nicht für Wertpakete.

3. Die beiden Verwaltungen übernehmen für die Richtigkeit der Zollinhaltserklärungen keinerlei Verantwortlichkeit.

Artikel 8.

RÜCKSCHEIN.

1. Wertpakete, zu denen der Absender einen Rückschein verlangt, müssen den deutlich hervortretenden Vermerk „Rückschein (Advice of delivery)“ oder „Avis de réception (A. R.)“ tragen. Der gleiche Vermerk ist auf die Paketkarten zu setzen.

2. Diesen Sendungen wird ein Vordruck beigegeben, der dem Muster in der Vollzugsordnung des Weltpostvertrags gleich oder ähnlich ist. Dieser Rückschein wird von der Aufgabe-Postanstalt oder von einer anderen durch die Absendungsverwaltung bestimmten Postanstalt ausgefertigt ; er ist an der zugehörigen Paketkarte zu befestigen. Wenn er nicht an die Bestimmungs-Postanstalt gelangt, so fertigt diese von Amts wegen einen neuen Rückschein aus.

3. Die Bestimmungs-Postanstalt füllt den Vordruck ordnungsmässig aus und sendet ihn dann offen und gebührenfrei an den Absender zurück.

4. Hält der Absender Nachfrage wegen eines nicht in angemessener Frist an ihn zurückgelangten Rückscheins, so wird nach den Vorschriften des folgenden Artikels 9 verfahren. Die Gebühr wird in diesem Falle nicht noch einmal erhoben ; die Aufgabe-Postanstalt versieht vielmehr den Vordruck am Kopfe mit dem Vermerk „Duplicata de l'avis de réception etc.“

Artikel 9.

NACHTRÄGLICHES VERLANGEN EINES RÜCKSCHEINS.

Verlangt der Absender nachträglich einen Rückschein, so füllt die Aufgabe-Postanstalt oder eine andere, von der Aufgabe-Verwaltung bestimmte Postanstalt einen Vordruck aus und fügt ihn einem Laufscheiben bei, auf dem zuvor die im Weltpostvertrag vorgesehene Gebühr in Freimarken zu verrechnen ist.

Das Laufscheiben mit dem Rückscheinvordruck ist nach den Vorschriften des nachstehenden Artikels 10 zu behandeln ; ein Unterschied besteht nur insofern, als die Bestimmungs-Postanstalt im Falle der ordnungsmässigen Zustellung des Pakets das Laufscheiben abnimmt und den Rückscheinvordruck nach der Vorschrift im Paragraph 3 des vorangehenden Artikels nach dem Aufgabeort zurückschickt.

Artikel 10.

WERTANGABE.

Die Wertangabe muss auf den Wertpaketen und den zugehörigen Paketkarten in der Währung des Aufgabelandes angegeben werden. Streichungen oder Änderungen, selbst anerkannte, sind

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by a set of Customs Declarations according to the regulations of the country of destination, and the Customs Declarations shall be firmly attached to the Despatch Note.

2. Nevertheless a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to insured parcels.

3. The two Postal Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an advice of delivery shall be very prominently marked "Rückschein", "Advice of delivery" or "A. R.". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union. This advice of delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Administration of the country of origin and shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new advice of delivery form.

3. The Office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an advice of delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 9 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words "Duplicata de l'avis de réception".

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an advice of delivery after a parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of the country of origin shall fill up an advice of delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Convention of the Postal Union have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the advice of delivery form shall be treated according to the provisions of Article 19 below, with the single exception that, in the case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the advice of delivery form in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 10.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or

nicht zulässig. Der Betrag der Wertangabe ist von der Aufgabeverwaltung in Goldfranken umzurechnen. Das Ergebnis der Umrechnung ist in neuen Ziffern neben oder unter der in der Währung des Aufgabelandes angegebenen Wertangabe deutlich zu vermerken.

Artikel II.

WERTZETTEL USW.

Jedes in Kenya und Uganda aufgelieferte Wertpaket und die zugehörige Paketkarte müssen einen kleinen roten Zettel mit der Angabe „Wertpaket — (Insured)“ oder „Valeur déclarée“ in lateinischen Buchstaben tragen. In Deutschland aufgelieferte Wertpakete (und die zugehörigen Paketkarten) tragen einen gelblichen Zettel, auf dem in Rotdruck der Buchstabe „V“, die Aufgabennummer und der Name der Aufgabe-postanstalt angegeben sind.

Auf Paketen, die gemünztes Geld, Gold- oder Silbersachen oder sonstige kostbare Gegenstände enthalten, müssen sich die Siegel- oder sonstigen Abdrücke, die Zettel jeder Art und die etwaigen Freimarken in einem gewissen Abstand voneinander befinden, damit sie nicht zur Verdeckung von Beschädigungen der Umhüllung dienen können. Auch dürfen die Zettel und die Freimarken nicht von der einen auf die andere Seite der Umhüllung übergreifen und auf diese Weise den Rand verdecken.

Artikel 12.

VERSIEGELUNG DER WERTPAKETE.

Jedes Wertpaket muss durch Siegellack oder Blei oder durch ein anderes Mittel mit besonderem und gleichartigem Gepräge oder Zeichen des Absenders verschlossen sein; die Siegelabdrücke usw. müssen in ausreichender Zahl angebracht sein, so dass dem Inhalt nicht beizukommen ist, ohne eine sichtbare Spur des Eingriffs zu hinterlassen.

Den Absendern solcher Pakete ist eindringlich zu empfehlen, wenn möglich auch die zugehörige Paketkarte mit einer genauen Wiedergabe des Siegelabdrucks oder des oben erwähnten besonderen Zeichens zu versehen.

Artikel 13.

GEWICHTSANGABE BEI WERTPAKETEN.

Die Aufgabeverwaltung hat das genaue Gewicht jedes Wertpakets in Gramm anzugeben :

- a) In der Aufschrift des Pakets ;
- b) Auf der Paketkarte an der dafür vorgesehenen Stelle.

Artikel 14.

AUFGABENUMMER UND AUFGABE-POSTANSTALT.

Jedes Paket und die zugehörige Paketkarte müssen mit einem Zettel, auf dem die Aufgabennummer und der Name der Aufgabe-Postanstalt angegeben sind, beklebt werden. Eine Aufgabe-Postanstalt soll nicht gleichzeitig zwei oder mehrere Reihen von Zetteln ohne Unterscheidungszeichen verwenden.

correction even if certified. The amount of the insured value shall be converted into gold francs by the Postal Administration of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insured value in the currency of the country of origin.

Article 11.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its Despatch Note as well posted in Kenya and Uganda shall bear a small red label with the indication "Insured" or "valeur déclarée" in Roman characters. Insured parcels (and relative Despatch Notes) posted in Germany shall bear yellowish labels with the letter "V", the number and the name of the Office of origin (in red colour).

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 12.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

Article 13.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each Insured parcel shall be entered by the Postal Administration of the country of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 14.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear the name of the Office of posting and a label indicating the serial number. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Artikel 15.

STEMPELABDRUCK.

Die Aufgabe-Postanstalt bedruckt die Paketkarte auf der Aufschriftseite mit einem Stempel, der Ort und Tag der Auflieferung angibt.

Artikel 16.

1. Fehlgeleitete Pakete dürfen von der nachsendenden Verwaltung nicht mit ausserpostmässigen Gebühren belegt werden.

Gibt diese Verwaltung ein solches Paket an die Verwaltung zurück, die es ihr zugeführt hat, so erstattet sie ihr die empfangenen Vergütungen und teilt ihr den Irrtum durch eine Meldung mit.

Reichen in anderen Fällen die ihr vergüteten Gebühren zur Deckung der Kosten für die Weitersendung nicht aus, so vergütet sie der Verwaltung, der sie das Paket zuführt, die ordnungsmässigen Beförderungsgebühren und stellt der Auswechslungs-Postanstalt, die ihr das fehlgeleitete Paket überwiesen hat, den erwachsenden Fehlbetrag in Schuld. Der Grund der Anrechnung wird dieser Postanstalt durch eine Meldung mitgeteilt.

2. Muss ein Paket, das infolge eines Irrtums zu Unrecht angenommen worden ist, aus diesem Grunde nach dem Aufgabeland zurückgesandt werden, so vergütet die Verwaltung, die das Paket zurückgibt, der Verwaltung, die es ihr überwiesen hat, die empfangenen Vergütungen.

3. Die Gebühren, die auf einem Paket lasten, das infolge Veränderung des Wohnorts des Empfängers oder eines Irrtums des Absenders nach einem mit Deutschland oder Kenya und Uganda im Paketaustausch stehendem Lande nachgesandt worden ist, werden von der Verwaltung eingezogen, an die das Paket weitergegeben wird. Wird die Gebühr für die Weiterbeförderung vor der Nachsendung entrichtet, so ist das Paket so zu behandeln, als wenn es unmittelbar aus dem Nachsendungs- nach dem Bestimmungsland gerichtet wäre.

4. Die Pakete werden in ihrer ursprünglichen Verpackung und mit der von der Aufgabe-Postanstalt ausgefertigten Paketkarte nachgesandt. Muss das Paket aus irgendeinem Grunde neuverpackt oder die ursprüngliche Paketkarte durch eine neue ersetzt werden, so ist es unbedingt notwendig, dass der Name der Aufgabe-Postanstalt des Pakets, die ursprüngliche Aufgabennummer und, wenn möglich, der Aufgabetag auf dem Paket und auf der Paketkarte angegeben werden.

Artikel 17.

RÜCKSENDUNG DER UNZUSTELLBAREN PAKETE.

1. Die Bestimmungsanstalt ist nicht verpflichtet, einer im Artikel 13 § 2 des Abkommens nicht vorgesehenen Vorausverfügung, die der Absender eines unzustellbaren Pakets getroffen hat, zu entsprechen; sie kann vielmehr das Paket nach Ablauf der in dem Bestimmungsland vorgeschriebenen Lagerfrist an den Absender zurücksenden.

2. Die Postanstalt, die ein Paket an den Absender zurückschickt, hat den Grund der Unzustellbarkeit auf dem Paket und der zugehörigen Paketkarte klar und bestimmt anzugeben. Diese Angabe kann handschriftlich oder auch durch Stempel oder Klebezettel erfolgen. Die zu einem zurückgehenden Paket gehörige Ursprungs-Paketkarte ist mit dem Paket nach dem Aufgabeland zurückzusenden.

3. Ein an den Absender zurückgehendes Paket ist in die Frachtkarte mit dem Wort „Rebut“ in der Spalte „Bemerkungen“ einzutragen. Es wird wie ein Paket, das infolge Veränderung des Wohnorts des Empfängers nachzusenden ist, behandelt und mit Nachgebühren belegt.

Article 15.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the office of posting on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 16.

1. The Postal Administration retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When an Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a verification note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the re-transmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the Postal Service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel re-directed, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Kenya and Uganda or Germany has parcel post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of re-direction, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is re-directed unpaid shall be re-transmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be re-packed, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, it is essential that the name of the office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that office appear both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 17.

RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 13, section 2, of the Agreement, the Postal Administration of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative Despatch Note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Artikel 18.

VERKAUF. VERNICHTUNG.

1. Ist ein Paket nach Artikel 15 des Abkommens verkauft oder vernichtet worden, so wird über den Verkauf oder die Vernichtung eine Verhandlung aufgenommen.

2. Der Verkaufserlös dient in erster Linie zur Deckung der auf der Sendung haftenden Kosten. Ein Überschuss wird der Aufgabe-Postanstalt zur Aushändigung an den Absender gebührenpflichtig übersandt.

Artikel 19.

NACHFRAGEN NACH PAKETEN.

Zu den Nachfragen nach nicht zurückgesandten Paketen dient ein Vordruck ähnlich dem Muster in der Vollzugsordnung des Postpaketabkommens des Weltpostvereins.

Diese Vordrucke werden an die durch die beiden Verwaltungen hierfür bestimmten Postanstalten übersandt, die sie in der zwischen den beiden Verwaltungen vereinbarten Weise behandeln.

Artikel 20.

FRACHTKARTE.

1. Wertpakete, zurückgesandte und nicht bezahlte nachgesandte Pakete werden durch die absendende Auswechslungsanstalt auf ein besonderes Blatt der Frachtkarte eingetragen, die dem Muster in der Vollzugsordnung des Postpaketabkommens des Weltpostvereins zu entsprechen hat. Andere Pakete, ausgenommen Durchgangspakete, werden der Stückzahl nach in die Frachtkarte eingetragen, wobei die Vergütungsbeträge in einer Summe anzugeben sind. Durchgangspakete werden einzeln eingetragen; indes können beim Vorliegen von zwei oder mehr Durchgangspaketen nach demselben Bestimmungsland, für die der gleiche Gebührenbetrag zu vergüten ist, diese Pakete der Stückzahl nach eingetragen werden. Die Paketkarten, Zollinhaltserklärungen, Rückscheine usw. sind der Frachtkarte beizufügen.

2. Jede absendende Auswechslungs-Postanstalt versieht die Frachtkarten in der linken oberen Ecke mit einer jährlich fortlaufenden Nummer für jede Bestimmungsauswechslungsanstalt und gibt, wenn möglich, unter der Nummer den Namen des die Post befördernden Schiffes an. Die letzte Nummer des alten Jahres muss in der ersten Frachtkarte des neuen Jahres vermerkt werden.

Artikel 21.

ABNAHME DURCH DIE AUSWECHSLUNGSANSTALTEN. FESTSTELLUNG VON UNREGELMÄSSIGKEITEN.

1. Beim Eingang einer Post, sowohl mit Paketen als auch mit leeren Säcken, prüft die empfangende Auswechslungsanstalt die Pakete und die verschiedenen Begleitpapiere oder die etwaigen leeren Säcke auf Grund der Eintragungen in der Frachtkarte und teilt erforderlichenfalls das Fehlen von Gegenständen oder andere Unregelmässigkeiten durch eine Rückmeldung mit.

2. Etwaige Unterschiede in den Vergütungen sind der absendenden Auswechslungsanstalt durch eine Rückmeldung mitzuteilen. Die anerkannten Meldungen werden der Frachtkarte, auf die sie sich beziehen, beigelegt. Berichtigungen in einer Frachtkarte, zu denen keine Belege vorliegen, werden nicht als gültig angesehen.

Article 18.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 15 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Postal Administration of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 19.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning Parcels, which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union.

These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Postal Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 20.

PARCEL BILL.

1. Insured, returned and unpaid redirected parcels shall be entered individually by the despatching office of exchange on a parcel bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. Other parcels, except transit parcels, shall be entered on the Parcel Bills in bulk with a summary statement of the amounts to be credited. Transit parcels shall be entered individually provided that two or more transit parcels, addressed to the same country for which the same amount of credit has to be allowed, may be entered in bulk. The Despatch Notes, Customs Declarations, Advices of Delivery, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each Despatching office of exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each office of exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the Mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill on the following year.

Article 21.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a Mail, whether of Parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the Despatching Office of Exchange by Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate. Corrections made on Parcel Bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Artikel 22.

ABRECHNUNG ÜBER DIE VERGÜTUNGEN.

1. Jede Verwaltung lässt vierteljährlich durch jede ihrer Auswechslungsanstalten für alle von den Auswechslungsanstalten der anderen Verwaltung empfangenen Pakete ein Verzeichnis der Gesamtbeträge aufstellen, die ihr in den Frachtkarten gut- oder zur Last geschrieben sind.

2. Diese Verzeichnisse werden später durch dieselbe Verwaltung in einer Zusammenstellung zusammengefasst, welche mit den vierteljährlichen Verzeichnissen, den Frachtkarten und etwaigen Rückmeldungen an die andere Verwaltung im Laufe des Vierteljahres übersandt wird, das dem Vierteljahr folgt, auf das sich die Zusammenstellung bezieht.

3. Die Vierteljahrszusammenstellungen werden nach Prüfung und beiderseitiger Anerkennung von der mit einem Guthaben abschliessenden Verwaltung in eine jährliche Hauptrechnung übertragen.

Artikel 23.

BEGLEICHUNG DER RECHNUNGEN.

1. Die Restschuld aus der Hauptrechnung zahlt die Schuldnerverwaltung der Gläubigerverwaltung nach den Vorschriften für die Begleichung der Rechnungen über Durchgangskosten im Weltpostvertrag.

2. Die Aufstellung und Übersendung der Hauptrechnung sowie die Begleichung der Restschuld sind möglichst schnell zu bewirken, spätestens aber binnen 6 Monaten nach Ablauf des Zeitraums, auf den sich die Rechnung bezieht.

Artikel 24.

MITTEILUNGEN UND BEKANNTMACHUNGEN.

Jede Verwaltung gibt der anderen jede notwendige Auskunft über Einzelheiten, die sich auf die Abwicklung des Paketdienstes beziehen.

Artikel 25.

INKRAFTTRETEN UND DAUER DER VOLLZUGSORDNUNG.

Diese Vollzugsordnung gelangt mit dem Tage des Inkrafttretens des Paketabkommens zur Ausführung und hat dieselbe Dauer wie dieses Abkommen. Die vertragschliessenden Verwaltungen haben jedoch das Recht, die Einzelheiten von Zeit zu Zeit in gegenseitigem Einvernehmen zu ändern.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in Berlin, am 29. Oktober 1932, und in Nairobi, am 7. September 1932.

(Gez.) S. SCHULTZE.
Deutscher Reichspostminister.

Article 22.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Postal Administration shall cause each of its offices of Exchange to prepare quarterly for all the parcel mails despatched to it during the quarter by each of the offices of Exchange of the other Administration a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarized by the same Administration in an account, which accompanied by the quarterly statements, the Parcel Bills and the Verification Notes, if any, relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the quarter following that to which it relates.

3. The quarterly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarized in a general yearly account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 23.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the account shall be made by the debtor to the creditor Postal Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of transit accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of six months or as soon as reasonably possible thereafter from the end of the period to which the account relates.

Article 24.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Postal Administration shall furnish to the other Administration all necessary information on points of detail in connexion with the working of the Service.

Article 25.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Nairobi on the seventh day of September, 1932, and at Berlin on the twenty-ninth day of October, 1932.

(Signed) T. FITZGERALD,
Postmaster General,
Colony and Protectorate of Kenya
and Uganda Protectorate.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3182. — ARRANGEMENT ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA COLONIE ET DU PROTECTORAT DE KENIA ET DU PROTECTORAT DE L'OUGANDA ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'ALLEMAGNE CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A NAIROBI, LE 7 SEPTEMBRE 1932, ET A BERLIN, LE 29 OCTOBRE 1932.

L'Administration des Postes de la colonie et protectorat du Kenia et du protectorat de l'Ouganda et l'Administration des Postes allemande conviennent d'instituer un service régulier d'échange direct de colis entre Mombasa et Hambourg 7.

ARRANGEMENT.

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis postaux expédiés du Kenia et de l'Ouganda à destination de l'Allemagne ne devront pas peser plus de 22 livres anglaises, ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur et plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis ; les colis postaux expédiés d'Allemagne à destination du Kenia et de l'Ouganda ne devront pas peser plus de 10 kg. ni mesurer plus de 1 m. 05 de longueur et 54 décimètres cubes de volume.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, la manière de voir de l'administration expéditrice prévaudra, sauf erreur évidente.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations postales garantissent sur leur territoire, le droit de transit pour les colis en provenance ou à destination de tous les pays avec lesquels elles échangent respectivement des colis postaux. Les colis en transit seront assujettis aux dispositions du présent arrangement et du règlement d'exécution y afférent, dans la mesure où celles-ci seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. — TAXES.

1. L'affranchissement préalable des colis sera obligatoire, sauf pour les colis réexpédiés ou retournés à l'expéditeur.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. La taxe postale se composera des sommes qui reviennent à chaque administration postale participant au transport par terre ou par mer.

Article 4.

TAXE TERRITORIALE.

Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les taxes territoriales seront, dans le Kenya et l'Ouganda, de 1 fr. 20, 2 fr. 10, 2 fr. 70 et 4 fr., pour les colis ne dépassant pas 3, 7, 11 et 22 livres anglaises, respectivement ; en Allemagne, elles seront de 0 fr. 60, 1 fr. et 2 fr., pour les colis ne dépassant pas 1, 5 et 10 kg., respectivement.

L'Administration des Postes allemande se réserve la faculté d'adapter ses taxes à toutes modifications qui pourront être introduites, en matière de taxes, par des conventions internationales postérieures à l'Arrangement de Londres de 1929.

L'Administration des Postes du Kenya et de l'Ouganda se réserve le droit d'adapter ses taxes territoriales à toutes les modifications ultérieures de ces taxes qui pourront être décidées en matière d'échange de colis postaux avec d'autres pays en général.

Article 5.

TAXE MARITIME.

Chacune des deux administrations postales aura le droit de fixer le tarif de tout service maritime assuré par elle.

Article 6.

DROITS DE REMISE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'administration des postes allemande pourra percevoir, pour la remise des colis et le dédouanement, un droit ne dépassant pas 1 fr. par colis, ou tout autre droit qui pourra être fixé par des conventions internationales postérieures à l'Arrangement de Londres de 1929. L'Administration des Postes du Kenya et de l'Ouganda pourra percevoir le droit qu'elle fixera de temps à autre pour des services similaires, dans ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

Article 7.

DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les droits de douane et autres droits non postaux seront acquittés par les destinataires des colis, sauf disposition contraire du présent arrangement.

Article 8.

DROIT DE MAGASINAGE.

Chacune des deux administrations postales pourra percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis non retirés dans le délai prescrit.

Article 9.

INTERDICTIONS.

1. Les colis postaux ne devront contenir ni lettre, ni note ou document ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, ni paquets quels qu'il soient, portant une autre adresse que celle du destinataire du colis ou de personnes habitant chez lui.

Il est permis, cependant d'insérer dans le colis une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives.

2. Il est également interdit d'insérer dans un colis :

a) Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent constituer une source de danger pour les agents des postes, salir ou détériorer les autres envois ;

b) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches amorcées et les allumettes) ;

c) Des animaux vivants (exception faite des abeilles qui devront être enfermées dans des boîtes de façon à éviter tout risque pour les agents des postes et à permettre la vérification du contenu) ;

d) Des objets dont l'admission est interdite par les lois ou règlements de douane ou autres ;

e) Des objets de caractère obscène ou immoral.

En outre, il est interdit d'expédier des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, travaillé ou non, des pierres précieuses, des bijoux ou d'autres articles précieux dans des colis sans valeur déclarée à destination de pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Tout colis accepté à tort à l'expédition sera retourné au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou des communications ayant le caractère d'une correspondance actuelle ou personnelle n'entraînera en aucun cas le renvoi du colis au pays d'origine.

4. Les explosifs, matières inflammables ou substances dangereuses et les objets de caractères obscène ou immoral ne seront pas retournés au pays d'origine ; l'administration qui les aura trouvés dans les courriers en disposera conformément à son règlement intérieur.

5. Si un colis admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé à l'origine, ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine sera informée d'une manière précise du traitement appliqué au colis, afin qu'elle puisse prendre éventuellement les mesures nécessaires.

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur pourra obtenir un avis de réception des colis avec valeur déclarée dans les conditions fixées pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Il ne pourra être obtenu d'avis de réception pour un colis sans valeur déclarée.

Article 11.

RÉEXPÉDITION.

1. Les colis pourront être réexpédiés en cas de changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination est autorisée à percevoir les frais de réexpédition prévus par son règlement intérieur. De même, un colis pourra être réexpédié de l'un des deux pays Parties au présent arrangement, à destination d'un autre pays, à condition

qu'il remplisse les conditions prévues pour sa réexpédition et, en règle générale, quel'affranchissement supplémentaire ait été acquitté à l'avance, au moment de la réexpédition, ou que soit produite une pièce établissant que le destinataire acquittera cette taxe.

2. Les taxes supplémentaires de réexpédition non acquittées par le destinataire ou par son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de renvoi à l'origine, et seront réclamées au destinataire ou à l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice du paiement de tous frais spéciaux que l'administration du pays de destination ne consentirait pas à annuler.

Article 12.

COLIS PARVENUS EN FAUSSE DIRECTION OU ADMIS À TORT À L'EXPÉDITION.

Les colis reçus à la suite d'une erreur ou admis à tort à l'expédition seront réexpédiés ou retournés conformément aux dispositions de l'article 16, alinéas 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article 13.

REBUTS.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui n'aura pu être remis, sera retourné à l'expéditeur, sans préavis et à ses frais, à l'expiration du délai prescrit par le règlement intérieur du pays de destination.

Toutefois, tout colis définitivement refusé par le destinataire sera immédiatement retourné.

2. L'expéditeur pourra demander, au moment du dépôt, que le colis, s'il n'a pu être remis à l'adresse indiquée, soit :

- a) Traité comme abandonné ;
- b) Délivré à une autre adresse dans le pays de destination.

Aucune autre disposition ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition, libellée de la façon suivante ou en termes analogue :

- « Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, traiter comme abandonné. »
- « Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, livrer à »

Cette demande devra également être inscrite sur l'emballage du colis.

3. Les droits à acquitter pour les colis tombés en rebut qui sont retournés à l'expéditeur seront recouvrés conformément aux dispositions de l'article 28.

Article 14.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent arrangement s'engagent à intervenir auprès de l'administration des douanes de leurs pays respectifs pour que soient annulés les droits de douane sur les colis retournés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits, ou réexpédiés à destination d'un tiers pays.

Article 15.

VENTE. — DESTRUCTION.

Les articles susceptibles de se détériorer ou de se corrompre pourront seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire. Si, pour une raison quelconque, la vente est impossible, les articles détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 16.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'auront pu être remis aux destinataires et dont les expéditeurs auront fait abandons ne seront pas retournés par l'administration du pays de destination, mais seront traités conformément à la législation de ce dernier. Aucune demande d'indemnité ne sera adressée par l'administration du pays de destination à celle du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article 17.

RÉCLAMATIONS.

1. Il pourra être perçu un droit de 1 franc au maximum pour toute réclamation concernant un colis.
Aucun droit ne sera réclamé si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour avis de réception.
2. Les réclamations ne seront admises que pendant le délai d'une année à partir du lendemain du dépôt du colis.
3. Si la réclamation est motivée par une faute de service, le droit de réclamation sera remboursé.

Article 18.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. — TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis pourront comporter une déclaration de valeur jusqu'à concurrence de trois mille francs.
2. Un droit d'assurance, à fixer par l'administration postale du pays d'origine, sera perçu par fraction indivisible de 300 francs de la déclaration de valeur.
3. L'administration du pays d'origine aura la faculté de percevoir également de l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition ne dépassant pas 50 centimes.
4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 19.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE.

La déclaration de valeur ne pourra pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et de l'emballage, mais il sera permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi sera passible des poursuites judiciaires que pourra comporter la législation du pays d'origine.

Toutefois, un colis dont le contenu n'a aucune valeur commerciale peut être assuré pour une somme nominale afin d'obtenir les garanties offertes par le système d'assurance.

Article 20.

RESPONSABILITÉ POUR PERTE, AVARIE OU VOL.

1. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les deux administrations postales seront responsables de la perte de colis ou de la perte, du vol ou de l'avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur aura droit, de ce fait, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, du vol ou de l'avarie. Pour les colis sans déclaration de valeur, cette indemnité ne pourra dépasser, 10 francs, pour un colis ne pesant pas plus de 1 kg. (ou 3 lbs), 25 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 1 kg., mais ne dépasse pas 5 kg. (11 lbs) et 40 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 5 kg. mais ne dépasse pas 10 kg. (22 lbs). Pour les colis avec valeur déclarée, cette indemnité ne pourra dépasser le montant de la valeur déclarée.

Dans les cas où la perte, le vol ou l'avarie se sera produit dans le service du pays de destination, l'administration de ce pays pourra verser l'indemnité au destinataire à ses propres frais, et sans consulter l'administration du pays d'origine, à la condition que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Dans le calcul de l'indemnité, les dommages indirects ou le manque à gagner ne seront pas pris en considération.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix-courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où les marchandises ont été acceptées au transport.

4. Dans les cas où une indemnité est due pour perte, destruction ou avarie complète d'un colis, ou pour vol de la totalité de son contenu, l'expéditeur aura droit également au remboursement de la taxe d'affranchissement.

5. Les droits d'assurance et, le cas échéant, la taxe d'expédition, resteront toujours acquis aux administrations postales intéressées.

Article 21.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales seront dégagées de toute responsabilité :

- a) En cas de force majeure ;
- b) Lorsqu'elles ne pourront rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, ou lorsqu'il provient de la nature de l'article ;
- d) Lorsque le contenu des colis tombe sous le coup d'une des interdictions mentionnées à l'article 9 ;
- e) Lorsque les colis ont fait l'objet d'une déclaration de valeur frauduleuse supérieure à la valeur effective du contenu et de l'emballage ;
- f) Lorsqu'il s'agit de colis pour lesquels l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 17 ;
- g) Lorsque les colis contenant des pierres précieuses, de la joaillerie ou des objets d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 2500 francs n'ont pas été emballés dans une boîte de dimensions prescrites à l'article 6, alinéa 3, du règlement d'exécution.

Article 22.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cesseront d'être responsables des colis qui auront été délivrés conformément à leurs règlements intérieurs et dont les propriétaires ou leurs représentants auront pris livraison sans formuler de réserve.

Article 23.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'indemnité sera versée par l'administration postale du pays d'origine, sauf dans les cas prévus à l'alinéa 1 de l'article 20, où le paiement incombe à l'administration postale du pays de

destination. L'administration du pays d'origine pourra, toutefois, avec le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à indemniser le destinataire. L'administration qui aura effectué le paiement conservera un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 24.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité sera versée le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration postale du pays d'origine pourra indemniser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration, si celle-ci, dûment informée de la réclamation, a laissé s'écouler neuf mois sans prendre de décision en la matière.

3. L'administration du pays d'origine pourra, exceptionnellement, différer le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an lorsque la question de la responsabilité n'aura pu être tranchée par suite de circonstances indépendantes de la volonté des administrations intéressées.

Article 25.

ADMINISTRATION RESPONSABLE.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombera à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans formuler de réserve et mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne pourra établir ni que le colis a été dûment délivré au destinataire ou à son représentant, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration postale suivante.

2. Si, lorsqu'il s'agit d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, la spoliation ou l'avarie est survenue en cours de transport sans qu'il soit possible de déterminer dans le service de quel pays le fait s'est produit, les deux administrations supporteront le dommage par parts égales.

3. Le même principe sera appliqué, dans la mesure du possible, lorsque d'autres administrations auront participé au transport des colis. Toutefois, s'il s'agit de colis expédiés en transit de l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre, ni l'une ni l'autre des deux administrations ne sera responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie sera survenue dans un pays qui n'accepte aucune responsabilité.

4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'aura pu être obtenue seront à la charge de l'administration responsable de la perte, de l'avarie ou du vol.

5. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration intéressée sera subrogée, jusqu'à concurrence de la somme versée dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou des tiers.

Si un colis considéré comme perdu est ultérieurement retrouvé, en totalité ou en partie, la personne qui aura touché l'indemnité sera avisée qu'il lui est loisible de prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 26.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué conformément à l'article 23 est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois

après notification du paiement. Le montant de l'indemnité sera repris par voie de décompte sur l'administration responsable ainsi qu'il est prévu à l'alinéa 2 de l'article 22 du règlement d'exécution.

L'administration dont la responsabilité a été dûment établie et qui a primitivement décliné le paiement de l'indemnité sera tenue de supporter tous les frais additionnels résultant du retard injustifié apporté au paiement.

Article 27.

BONIFICATIONS DES TRANSPORTS.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera au bureau destinataire les droits qui reviennent à ce dernier en vertu des dispositions des articles 4 et 5.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit à par le territoire de l'autre le bureau expéditeur bonifiera à l'autre bureau les droits fixés pour le transport et l'assurance du colis.

Article 28.

REPRISE EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprendra sur l'autre administration le montant des droits revenant à elle-même et à toute autre administration qui a participé à la réexpédition ou au renvoi du colis. La reprise s'effectuera sur la feuille de route relative au courrier dont le colis fait partie.

Article 29.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 11, alinéa 2, sera acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 30.

DROITS DIVERS.

1. Seront acquis en entier à l'administration postale qui les a perçus :
 - a) Le droit appliqué aux avis de réception (article 10) ;
 - b) Le droit appliqué aux réclamations (article 17, alinéa 1) ;
 - c) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée (article 18, alinéa 3).
2. Le droit de remise et de dédouanement prévu à l'article 6 sera acquis à l'administration destinataire.

Article 31.

DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine est redevable envers l'administration destinataire, pour le transport territorial, d'un droit de 5 centimes par 300 fr. ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée. Si l'administration du pays de destination assure le transport maritime, l'administration du pays d'origine lui versera un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 32.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont des francs et des centimes-or tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.
2. Les colis ne pourront être grevés de taxes postales autres que celles qui sont prévues dans le présent arrangement, sauf en cas d'entente réciproque entre les deux administrations postales.
3. En cas de circonstances exceptionnelles, chacune des deux administrations pourra suspendre temporairement, en totalité ou en partie, le service d'échange des colis postaux, à la condition d'en aviser immédiatement l'autre administration, au besoin par télégramme.
4. Les deux administrations ont élaboré le règlement d'exécution ci-après, en vue de l'exécution du présent arrangement. Toutes autres questions de détail qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions générales du présent arrangement et ne sont pas prévues dans le règlement d'exécution pourront de temps à autre être réglées d'un commun accord.
5. La législation intérieure du Kenia et de l'Ouganda et celle de l'Allemagne resteront applicables à tous les points qui n'auraient pas été prévus par les dispositions du présent arrangement et de son règlement d'exécution.

Article 33.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera fixée d'un commun accord par les deux administrations postales et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à dater du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Nairobi, le 7 septembre 1932, et à Berlin, le 29 octobre 1932.

(Signé) S. SCHULTZE,
*Ministre des Postes du Reich
allemand.*

(Signé) T. FITZGERALD,
*Directeur général des Postes de la Colonie et
Protectorat du Kenia et du Protectorat de
l'Ouganda.*

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX ENTRE L'ADMINISTRATION POSTALE DE LA COLONIE ET PROTECTORAT DU KENIA ET DU PROTECTORAT DE L'UGANDA ET L'ADMINISTRATION POSTALE ALLEMANDE, EN DATE DES 7 SEPTEMBRE/29 OCTOBRE 1932.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chacune des deux administrations postales acheminera par les voies et moyens qu'elle utilise pour ses propres colis les colis postaux qui lui seront remis par l'autre administration pour être transportés en transit à travers son territoire.

2. Les colis parvenus en fausse direction seront réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. — FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays sera effectué par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations postales.

2. Les colis seront échangés entre les deux pays en sacs dûment clos et scellés.

En l'absence de toute disposition contraire, la transmission des colis expédiés par l'un des deux pays contractants en transit à travers le territoire de l'autre s'effectuera à découvert.

3. On attachera au col de chaque sac une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange destinataire, le nombre des colis contenus dans le sac sera inscrit au dos de l'étiquette.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents portera une marque distinctive.

5. Les colis avec valeur déclarée seront expédiés dans des sacs distincts ; les étiquettes de ces sacs porteront une marque distinctive dont conviendront, de temps à autre, les deux administrations.

6. Aucun sac de colis postaux ne devra peser plus de 36 kilogrammes (80 livres avoirdupois).

7. Chacune des administrations fournira les sacs dont elle aura besoin pour ses propres courriers. Les sacs vides seront retournés au bureau expéditeur par le courrier suivant, groupés par dix sacs (neuf sacs dans un) et le nombre total de sacs ainsi renvoyés sera indiqué sur la feuille de route.

La responsabilité de la perte des sacs vides sera établie conformément aux règles de l'article 25 de l'arrangement, concernant la perte des colis.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chacune des deux administrations postales notifiera à l'autre, au moyen d'un tableau :

a) La nomenclature des pays à destination desquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;

b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;

c) Le montant total des taxes qui devront être inscrites à son crédit par l'autre administration pour chaque destination ;

d) Le nombre de déclarations en douane qui doivent accompagner chaque colis ;

e) Tous autres renseignements nécessaires.

2. Chacune des deux administrations fera connaître à l'autre les noms des pays à destination desquels elle a l'intention d'expédier des colis en transit à travers le territoire de l'autre, à moins que, dans un cas particulier, le nombre des colis en question ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des taxes afférentes aux colis, chacune des deux administrations postale aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, en sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis devra :

a) Porter l'adresse exacte du destinataire, en caractère latins. Les adresses au crayon ne seront pas admises ; toutefois, les colis portant des adresses écrites au crayon-encre, sur une surface préalablement humectée, seront acceptés. L'adresse sera inscrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée assez solidement à ce dernier pour qu'elle ne puisse s'en détacher. On conseillera à l'expéditeur de tout colis d'insérer dans l'envoi une copie de l'adresse du destinataire, ainsi que l'indication de sa propre adresse ;

b) Etre emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve suffisamment le contenu.

Les articles qui pourraient blesser les agents des postes ou endommager d'autres colis devront être emballés de manière à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

Les liquides et les corps facilement liquéfiables devront être emballés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte métallique ou en bois résistant), sera ménagé un espace qui devra être rempli de sciure, de son ou d'une autre matière absorbante, en quantité suffisante pour pouvoir absorber, en cas de bris, la totalité du contenu liquide.

2. Les poudres colorantes sèches en poudre, telles que l'aniline, etc., ne seront admises que dans des boîtes en métal résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois, avec de la sciure entre les deux récipients.

3. Tout colis renfermant des pierres précieuses, des bijoux ou des articles d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 2500 francs devra être emballé dans une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1,05 m.), longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis devra être accompagné d'un bulletin d'expédition et d'une série de déclarations en douane conformes aux règlements du pays de destination. Les déclarations en douane seront solidement attachées au bulletin d'expédition.

2. Néanmoins, un seul bulletin d'expédition et une seule série de déclarations pourront suffire pour deux ou trois colis ordinaires, au plus, expédiés en même temps par un même expéditeur au même destinataire. Cette disposition ne s'appliquera pas aux colis avec valeur déclarée.

3. Les deux administrations postales n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée pour lesquels les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Rückschein », « Advice of delivery » ou les lettres « A. R. » La même mention sera reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis devront être accompagnés d'une formule conforme à celle qui est annexée au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale universelle. Cette formule sera établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine et devra être jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établira d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renverra à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclamera un avis de réception qui ne lui sera pas parvenu dans un délai raisonnable, il sera procédé conformément aux dispositions prévues à l'article 9 ci-après. Dans ce cas, il ne sera pas perçu de deuxième taxe et le bureau d'origine inscrira en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demandera un avis de réception postérieurement au dépôt d'un colis, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné à cet effet par l'administration du pays d'origine, remplira une formule d'avis de réception qu'il joindra à une formule de réclamation préalablement revêtue de timbres-poste représentant la taxe prévue par la Convention de l'Union postale.

La réclamation accompagnée de l'avis de réception sera traitée selon les prescriptions de l'article 19, ci-après, à la seule exception près que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retirera la formule de réclamation et renverra l'avis de réception de la manière prescrite à l'alinéa 3 de l'article précédent.

Article 10.

INDICATION DU MONTANT DE LA DÉCLARATION.

Les colis avec valeur déclarée et les bulletins d'expédition y afférents, devront porter l'indication du montant de la déclaration de valeur dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication devra être faite sans ratures ni surcharges, même approuvées. Le montant de la valeur déclarée sera converti en franc-or par l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de la conversion sera indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine.

Article 11.

ÉTIQUETTES DE DÉCLARATION DE VALEUR, ETC.

Tout colis avec valeur déclarée, expédié du Kenia et de l'Ouganda, ainsi que son bulletin d'expédition, devront porter une petite étiquette rouge, avec l'indication « Insured », « Wertpaket », ou « valeur déclarée » en caractères latins. Les colis avec valeur déclarée expédiés d'Allemagne, ainsi que leur bulletin d'expédition, devront porter des étiquettes de coloration jaunâtre avec la lettre « V », ainsi que le numéro et le nom du bureau d'expédition (en rouge).

Si le colis contient des espèces monnayées, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets précieux, les cachets ou autres scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur les colis, devront être espacés de façon à ne pouvoir cacher les lésions de l'emballage. De plus, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste, ne devront pas être repliés sur les deux faces de l'emballage, de manière à couvrir la bordure.

Article 12.

APPOSITION DE CACHETS SUR LES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée seront fermés au moyen de cachets de cire, de plomb ou d'autre substance, portant une empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur, et appliqués en nombre suffisant pour qu'on ne puisse porter atteinte au contenu du colis sans laisser de trace apparente de violation.

Il sera instamment recommandé aux expéditeurs de ces colis de porter sur le bulletin d'expédition toutes les fois qu'il est possible, une reproduction exacte de l'empreinte ou de la marque spéciale susmentionnée.

Article 13.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée devra être inscrit par l'administration postale du pays d'origine :

- a) Sur le colis, du côté de l'adresse ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place réservée à cet effet.

Article 14.

NUMÉRO D'ORDRE ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, devra porter le nom du bureau de dépôt ainsi qu'une étiquette indiquant le numéro d'ordre. Le même bureau d'origine ne pourra employer simultanément deux ou plusieurs séries d'étiquettes, à moins que chaque série ne soit pourvue d'une marque distinctive.

Article 15.

EMPREINTE DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition sera frappé par l'office d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 16.

1. L'administration qui réexpédiera un colis parvenu en fausse direction ne percevra, pour ce colis, ni droits de douane ni autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration postale renverra un colis de ce genre au pays dont elle l'a reçu directement, elle restituera les bonifications reçues et signalera l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Dans les autres cas, et si le montant bonifié à l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, cette administration portera au crédit de l'administration à laquelle elle retournera le colis les droits de transport que comporte son acheminement ; elle se créditera ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange dont elle aura directement reçu le colis mal dirigé. Ce bureau sera avisé du motif de cette reprise au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal devra, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui le renvoie allouera à l'administration qui le lui a livré les sommes dont elle a été créditée du chef de ce colis.

3. Les taxes afférentes à un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire ou d'une erreur de la part de l'expéditeur à destination d'un pays avec lequel le Kenya et l'Ouganda, ou l'Allemagne, échangent des colis postaux, seront réclamés à l'administration à laquelle le colis est transmis, à moins que les frais de transport ne soient payés au moment de la réexpédition, auquel cas le colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. Tout colis réexpédié sans nouvel affranchissement sera transmis dans son emballage primitif et accompagné du bulletin d'expédition primitif. Si le colis, pour une raison quelconque, doit être remballé ou si le bulletin d'expédition doit être remplacé par un autre bulletin, le nom du bureau d'origine du colis ainsi que le numéro d'enregistrement primitif devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 17.

RENOI DES COLIS NON REMIS.

1. Si l'expéditeur d'un colis qui n'a pu être remis a formulé une demande non prévue à l'alinéa 2 de l'article 13 de l'arrangement, l'administration postale du pays de destination ne sera pas tenue de donner suite à cette demande et pourra renvoyer le colis au pays d'origine à l'expiration du délai prévu par les règlements du pays de destination.

2. L'administration qui retournera un colis à l'expéditeur indiquera, en termes clairs et concis, sur le colis même et sur le bulletin d'expédition y afférent, la cause de la non-remise. Ce renseignement pourra être inscrit à la main, imprimé à l'aide d'un timbre, ou porté sur une étiquette. Le bulletin d'expédition original afférent au colis retourné devra être renvoyé au pays d'origine, avec le colis.

3. Tout colis destiné à être renvoyé à l'expéditeur sera porté sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Il sera traité et taxé comme un colis réexpédié par suite de changement de domicile du destinataire.

Article 18.

VENTE, DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis aura été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrangement, il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente servira en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. L'excédent éventuel sera transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être versé à l'expéditeur, qui supportera les frais de cette transmission.

Article 19.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES COLIS.

Pour les réclamations concernant des colis qui n'ont pas été retournés, on se servira d'un formulaire conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'arrangement relatif aux colis postaux de l'Union postale universelle.

Ces formulaires seront transmis aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations et seront traités de la manière convenue entre les deux administrations.

Article 20.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée, les colis retournés et les colis réexpédiés pour lesquels les frais de réexpédition n'auront pas été acquittés seront inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle relatif aux colis postaux. Les autres colis sauf les colis en transit, seront inscrits en bloc sur la feuille de route, avec l'indication sommaire des sommes à créditer. Les colis en transit seront inscrits individuellement, étant entendu, toutefois, que deux ou plusieurs colis en transit adressés au même pays et donnant lieu au remboursement du même montant pourront être inscrits en bloc. Les bulletins d'expédition, déclarations en douane, bulletins d'affranchissement, avis de livraison, formules de mandats de remboursement, etc., seront joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur numérottera les feuilles de route, à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chacun des bureaux d'échange de destination et en indiquant, autant que possible, sous le numéro, le nom du navire qui transporte le courrier. Le dernier numéro de l'année devra être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 21.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. Au moment de la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange vérifiera les colis et les divers documents qui les accompagnent ou les sacs vides, suivant le cas, d'après les indications inscrites sur la feuille de route y relative et, le cas échéant, il signalera au moyen d'un bulletin de vérification, les articles manquants ou toutes autres irrégularités.

2. Toute différence relevée quant aux bonifications et aux comptes sera signalée au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Les bulletins de vérification approuvés seront joints aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées de pièces justificatives seront considérées comme nulles.

Article 22.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration postale fera établir trimestriellement, par chacun de ses bureaux d'échange, pour tous les envois de colis reçus pendant le trimestre de chacun des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales inscrites sur les feuilles de route à son crédit ou à son débit.

2. Ces états seront ensuite récapitulés par la même administration dans un compte qui, accompagné des états trimestriels, des feuilles de route et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y relatifs, sera transmis à l'administration correspondante dans le cours du trimestre qui suivra celui auquel il se rapporte.

3. Les états trimestriels, après avoir été vérifiés et approuvés par les deux Parties, seront résumés dans un compte général annuel par l'administration dont le compte est créditeur.

Article 23.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde résultant du compte général sera payé par l'administration postale débitrice à l'administration postale créditrice, selon les modalités prévues par la Convention de l'Union postale universelle pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et la transmission d'un compte général et le paiement du solde de ce compte seront effectués aussitôt que possible et, au plus tard, dans un délai de six mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte.

Article 24.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale fournira à l'autre administration tous les renseignements nécessaires sur les points de détail relatifs au fonctionnement du service.

Article 25.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrangement relatif à l'échange des colis postaux et aura la même durée que l'arrangement lui-même. Les administrations intéressées auront toutefois la faculté d'en modifier les détails de temps à autre d'un commun accord.

Fait en double exemplaire, à Nairobi, le septembre 1932, et à Berlin, le 29 octobre 1932.

(Signé) S. SCHULTZE.
Ministre des Postes du Reich.

(Signé) T. FITZGERALD,
*Directeur général des Postes de la Colonie et
Protectorat du Kenya et Protectorat de
l'Ouganda.*

N° 3183.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET PANAMA**

Convention pour le règlement des
réclamations, signée à Washington,
le 28 juillet 1926 ; et
Convention modifiant la convention
ci-dessus, signée à Panama, le 17
décembre 1932.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND PANAMA**

Convention for the Settlement of
Claims, signed at Washington,
July 28, 1926, and
Convention modifying the above
Convention, signed at Panama,
December 17, 1932.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3183. — CONVENIO¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y LA REPÚBLICA DE PANAMÁ PARA EL ARREGLO DE RECLAMACIONES. FIRMADO EN WASHINGTON, EL 28 DE JULIO DE 1926.

No. 3183. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF PANAMA FOR THE SETTLEMENT OF CLAIMS. SIGNED AT WASHINGTON, JULY 28, 1926.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Panama. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 mai 1933. Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Département of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 26 novembre 1931.

English and Spanish official texts communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Panama. The registration of this Convention took place May 3, 1933. This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, November 26, 1931.

LA REPÚBLICA DE PANAMÁ y LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, deseosos de arreglar y ajustar amigablemente las reclamaciones de los ciudadanos de cada país contra el otro, han convenido en celebrar una Convención con ese objeto, y con tal fin han nombrado como sus plenipotenciarios :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ :

A los Excelentísimos Sres. Doctor Ricardo J. ALFARO, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Panamá en los Estados Unidos ; y
Doctor Eusebio A. MORALES, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Panamá en misión especial ; y

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

A Su Excelencia Frank B. KELLOGG, Secretario de Estado de los Estados Unidos de América ;

THE REPUBLIC OF PANAMA and THE UNITED STATES OF AMERICA, desiring to settle and adjust amicably claims by the citizens of each country against the other, have decided to enter into a Convention with this object, and to this end have nominated as their plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

The Honorable Doctor Ricardo J. ALFARO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Panama to the United States ; and
The Honorable Doctor Eusebio A. MORALES, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Panama on special mission ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

The Honorable Frank B. KELLOGG, Secretary of States of the United States of America ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 3 octobre 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, October 3, 1931.

Quienes después de haberse comunicado mutuamente sus respectivos Plenos Poderes y encontrándolos en buena y debida forma, han convenido en los siguientes artículos :

Artículo I.

Todas las reclamaciones contra la República de Panamá surgidas a partir del 3 de Noviembre de 1903, con excepción de las llamadas Reclamaciones por el Incendio de Colón, que se mencionan más adelante, y que al tiempo de cumplirse los hechos en que se fundan correspondían a ciudadanos de los Estados Unidos, ya sean sociedades anónimas, compañías, asociaciones, sociedades colectivas o bien individuos particulares, por pérdidas o daños causados a sus personas o a sus bienes y todas las reclamaciones contra los Estados Unidos de América, surgidas a partir del 3 de Noviembre de 1903, y que al tiempo de surgir correspondían a ciudadanos de la República de Panamá, ya sean sociedades anónimas, compañías, asociaciones, sociedades colectivas o individuos particulares, por pérdidas o daños causados a sus personas o a sus bienes ; todas las reclamaciones por pérdidas o daños sufridos por los ciudadanos de uno y otro país con motivo de pérdidas o daños sufridos por alguna sociedad anónima, compañía, asociación o sociedad colectiva, en las cuales esos ciudadanos tengan o hayan tenido participación sustancial y *bona fide*, siempre que el reclamante presente a la Comisión constancia de una asignación hecha a su favor por la sociedad anónima, compañía, asociación o sociedad colectiva, de la parte proporcional que le corresponde en la pérdida o daño sufrido ; y todas las reclamaciones por pérdidas o daños provenientes de actos ejecutados por funcionarios o representantes de cualquiera de los dos Gobiernos, de los cuales haya resultado injusticia, y las cuales hayan sido presentadas a uno de los dos Gobiernos, para su consideración por el otro, y que hayan quedado pendientes de arreglo, así como cualesquiera otras reclamaciones que presente cualquiera de los dos Gobiernos dentro del plazo que se establece más adelante, serán sometidas a una Comisión que se compondrá de tres miembros, para ser falladas de conformidad con los principios del Derecho Internacional, de la justicia y de la

Who, after having communicated to each other their respective full powers found to be in due and proper form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All claims against the Republic of Panama arising since November 3, 1903, except the so-called Colon Fire Claims hereafter referred to, and which at the time they arose were those of citizens of the United States of America, whether corporations, companies, associations, partnerships or individuals, for losses or damages suffered by persons or by their properties, and all claims against the United States of America arising since November 3, 1903, and which at the time they arose were those of citizens of the Republic of Panama, whether corporations, companies, associations, partnerships or individuals, for losses or damages suffered by persons or by their properties ; all claims for losses or damages suffered by citizens of either country, by reason of losses or damages suffered by any corporation, company, association or partnership, in which such citizens have or have had, a substantial and *bona fide* interest, provided an allotment to the claimant by the corporation, company, association or partnership, or his proportion of the loss or damage suffered is presented by the claimant to the Commission ; and all claims for losses or damages originating from acts of officials or others acting for either Government, and resulting in injustice, and which claims may have been presented to either Government for its interposition with the other, and which have remained unsettled, as well as any other such claims which may be filed by either Government within the time hereinafter specified, shall be submitted to a Commission consisting of three members for decision in accordance with the principles of international law, justice and equity. As an exception to the claims to be submitted to such Commission, unless by later specific agreement of the two Contracting Parties, are claims for compensation on account of damages caused in the manner set forth in Article VI of the Treaty¹ of November 18, 1903, for the construction of the Panama Canal, which shall continue to be heard and decided

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 599.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 96, page 553.

equidad. Quedan exceptuadas de las reclamaciones que deben someterse a la dicha Comisión, salvo convenio específico que posteriormente celebren las dos Partes Contratantes, las reclamaciones por indemnización de perjuicios causados de la manera que establece el Artículo VI del Tratado¹ de 18 de Noviembre de 1903, sobre construcción del Canal de Panamá, las cuales seguirán siendo oídas y falladas por la Comisión Mixta que estipula dicho Artículo del Tratado. Con relación a la excepción que se hace arriba de las reclamaciones por las pérdidas sufridas por ciudadanos americanos a consecuencia del incendio acaecido en la ciudad de Colón el 31 de Marzo de 1885, el Gobierno de Panamá conviene en principio en el arbitramento de tales reclamaciones de conformidad con una Convención a la cual se invitará a la República de Colombia a hacerse parte y en la cual se estipulará la creación o selección de un Tribunal arbitral que determine las cuestiones siguientes : Primera : Si la República de Colombia incurrió en responsabilidad por las pérdidas sufridas por ciudadanos americanos por razón del incendio que tuvo lugar en la ciudad de Colón el 31 de Marzo de 1885 ; y Segunda : caso de determinarse en el arbitramento que existe una responsabilidad original de parte de Colombia, en qué proporción si alguna cabe, la República de Panamá ha sucedido a Colombia en tal responsabilidad por razón de su separación de Colombia el 3 de Noviembre de 1903, y el Gobierno de Panamá conviene en cooperar con el Gobierno de los Estados Unidos por medio de representaciones amigables a la negociación de tal arbitramento entre los tres países. El juzgamiento y fallo de las reclamaciones particulares de acuerdo con sus méritos, a efecto de determinar la cuantía de los daños, si los hubiere, en caso de decidirse que ha habido responsabilidad, tendrá lugar ante un tribunal especial que se constituirá en la forma que exijan las circunstancias creadas por el arbitramento tripartito. Como excepción específica de la limitación de las reclamaciones contra los Estados Unidos de América que deben ser sometidas a la Comisión, se conviene que se someterán a ésta las reclamaciones Abbondio Caselli, ciudadano suizo, o del Gobierno de Panamá, y de José C. Monteverde, súbdito italiano, o del Gobierno de Panamá, según sea el interés de dichas partes en esos casos, reclamaciones que han surgido de la

by the Joint Commission provided for in that Article of the Treaty.

With regard to the exception above made respecting the claims for losses suffered by American citizens as a result of the fire that occurred in the City of Colon on March 31, 1885, the Government of Panama agrees in principle to the arbitration of such claims under a Convention to which the Republic of Colombia shall be invited to become a party and which shall provide for the creation or selection of an arbitral tribunal to determine the following questions : First, whether the Republic of Colombia incurred any liability for losses sustained by American citizens on account of the fire that took place in the City of Colon on the 31st, of March 1885 ; and, second, in case it should be determined in the arbitration that there is an original liability on the part of Colombia, to what extent, if any, the Republic of Panama has succeeded Colombia in such liability on account of her separation from Colombia on November 3, 1903, and the Government of Panama agrees to cooperate with the Government of the United States by means of amicable representations in the negotiation of such arbitral agreement between the three Countries.

The hearing and adjudication of particular claims in accordance with their merits in order to determine the amount of damages to be paid, if any, in case a liability is found, shall take place before a special tribunal to be constituted in such form as the circumstances created by the tri-partite arbitration shall demand.

As a specific exception to the limitation of the claims to be submitted to the Commission against the United States of America it is agreed that there shall be submitted to the Commissions the claims of Abbondio Caselli, a Swiss citizen, or the Government of Panama, and Jose C. Monteverde, an Italian subject, or the Government of Panama, as their respective interests in such claims may appear, these claims having arisen from land purchased by the Government of Panama from the said Caselli and Monteverde and afterwards expropriated by the Government of the United States, and having formed in each case the subject matter of a decision by the Supreme Court of Panama.

The Commission shall be constituted as follows : One member shall be appointed by the

¹ Voir note à la page précédente.

¹ See note on precedent page.

compra de unos terrenos hecha por el Gobierno de Panamá a dichos señores Caselli y Monteverde, que luego fueron expropiados por el Gobierno de los Estados Unidos, y que en cada caso han sido materia de sentencia proferida por la Corte Suprema de Justicia de Panamá. La comisión será constituida así : un miembro será nombrado por el Presidente de la República de Panamá, otro por el Presidente de los Estados Unidos, y el tercero, quien presidirá la Comisión, será escogido por acuerdo mutuo de los dos Gobiernos. Si los dos Gobiernos no se pusieren de acuerdo en la designación de dicho tercer miembro dentro de los dos meses siguientes al canje de ratificaciones de esta Convención, el nombramiento será hecho por el Presidente del Consejo Administrativo Permanente de la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya, a que se refiere el Artículo 49 de la Convención¹ para el arreglo pacífico de las disputas internacionales concluida en La Haya el 18 de Octubre de 1907. En caso de muerte, ausencia o incapacidad de cualquier miembro de la Comisión, o en caso de que alguno de ellos deje de actuar en ese carácter o cese en el ejercicio de sus funciones, para llenar la vacante se seguirá el mismo procedimiento establecido para el nombramiento.

Artículo II.

La Comisión así nombrada se reunirá en Washington con el fin de organizarse, dentro de los seis meses siguientes al canje de ratificaciones de esta Convención, y cada miembro de la Comisión, antes de comenzar sus labores, hará y suscribirá una declaración solemne en que conste que considerará y fallará cuidadosa e imparcialmente, de acuerdo con su mejor criterio y según los principios del Derecho Internacional, de la justicia y de la equidad, todas las reclamaciones sometidas a su fallo, y de dicha declaración se dejará constancia en las actas de la Comisión. La Comisión podrá fijar el tiempo y lugar de sus reuniones subsiguientes, bien en Panamá o en los Estados Unidos, según convenga, sujeta siempre a las instrucciones especiales de los dos Gobiernos.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

President of the Republic of Panama ; one by the President of the United States ; and the third, who shall preside over the Commission, shall be selected by mutual agreement between the two Governments. If the two Governments shall not agree within two months from the exchange of ratifications of this Convention in naming such a third member, then he shall be designated by the President of the Permanent Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in Article 49 of the Convention¹ for the Pacific Settlement of International Disputes concluded at The Hague October 18, 1907. In case of the death, absence or incapacity of any member of the Commission, or in the event of the member omitting or ceasing to act as such, the same procedure shall be followed for filling the vacancy as was followed in appointing him.

Article II.

The Commissioners so named shall meet at Washington for organization within six months after the exchange of ratifications of this Convention, and each member of the Commission before entering upon his duties, shall make and subscribe a solemn declaration stating that he will carefully and impartially examine and decide according to the best of his judgment and in accordance with the principles of international law, justice and equity, all claims presented for his decision, and such declaration shall be entered upon the Commission.

The Commission may fix the time and place of its subsequent meetings, either in Panama or in the United States as may be convenient, subject always to the special instructions of the two Governments.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Artículo III.

Por resolución de la mayoría de sus miembros la Comisión podrá establecer las reglas de procedimiento que estime convenientes y necesarias, siempre que no estén en pugna con las estipulaciones de esta Convención. Cada Gobierno podrá nombrar representantes o abogados que estarán autorizados para presentar a la Comisión, oralmente o por escrito, los alegatos que estimen oportunos, en pro o en contra de cualquiera reclamación. Los representantes o abogados de cualquiera de los dos Gobiernos podrán presentar a la Comisión los documentos, declaraciones juradas, interrogatorios y demás pruebas que deseen en favor o en contra de cualquiera reclamación y tendrán el derecho de examinar testigos ante la Comisión bajo juramento o promesa de decir verdad, de acuerdo con las reglas de procedimiento que la Comisión adoptare. El fallo de la mayoría de los miembros de la Comisión será el fallo de la Comisión. El idioma de las actuaciones y de los expedientes será el español o el inglés.

Artículo IV.

La Comisión llevará un registro exacto de las reclamaciones y casos presentados, y levantará actas de sus actuaciones en las fechas respectivas. Con tal fin, cada Gobierno podrá nombrar un Secretario; estos Secretarios actuarán conjuntamente como Secretarios de la Comisión y estarán sujetos a sus instrucciones. Cada Gobierno podrá también nombrar y emplear los subsecretarios y demás empleados que se consideren necesarios. La Comisión podrá, igualmente, nombrar y emplear a cualesquiera otras personas que sean necesarias para que la ayuden en el ejercicio de sus funciones.

Artículo V.

Las Altas Partes Contratantes deseadas de ajustar equitativamente las reclamaciones de sus respectivos ciudadanos, acordándoles así compensación justa y adecuada por sus pérdidas y daños, convienen en que ninguna reclamación será negada ni rechazada por la Comisión mediante aplicación del principio general de Derecho Internacional de que han de agotarse los recursos legales como condición previa para la validez y admisión de cualquiera reclamación.

Article III.

The Commission shall have authority by the decision of the majority of its members to adopt such rules for its proceedings as may be deemed expedient and necessary, not in conflict with any of the provisions of this Convention.

Each Government may nominate agents or counsel who will be authorized to present to the Commission orally or in writing, all the arguments deemed expedient in favor of or against any claim. The agents or counsel of either Government may offer to the Commission any documents, affidavits, interrogatories or other evidence desired in favor of or against any claim and shall have the right to examine witnesses under oath or affirmation before the Commission, in accordance with such rules of procedure as the Commission shall adopt.

The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission.

The language in which the proceedings shall be conducted and recorded shall be Spanish or English.

Article IV.

The Commission shall keep an accurate record of the claims and cases submitted, and minutes of its proceedings with the dates thereof. To this end, each Government may appoint a Secretary; those Secretaries shall act as joint Secretaries of the Commission and shall be subject to its instructions. Each Government may also appoint and employ, any necessary assistant secretaries and such other assistants as may be deemed necessary. The Commission may also appoint and employ any other persons necessary to assist in the performance of its duties.

Article V.

The High Contracting Parties being desirous of effecting an equitable settlement of the claims of their respective citizens, thereby affording them just and adequate compensation for their losses or damages, agree that no claim shall be disallowed or rejected by the Commission through the application of the general principle of international law that the legal remedies must be exhausted as a condition precedent to the validity or allowance of any claim.

Artículo VI.

Todas y cada una de las reclamaciones por pérdidas o daños surgidas antes de la firma de esta Convención deberán ser presentadas a la Comisión dentro de los cuatro meses siguientes a la fecha de su primera reunión, salvo los casos en que se aduzcan razones para la demora, que satisfagan a la mayoría de los miembros de la Comisión, y en tales casos el término para presentar la reclamación podrá prorrogarse por un período que no exceda de dos meses. La Comisión estará obligada a oír, sustanciar, y fallar dentro de un año, a partir de la fecha de la primera reunión, todas las reclamaciones que hayan sido presentadas. Tres meses después de la fecha de la primera reunión de los Comisionados y en cada trimestre subsiguiente, la Comisión rendirá a cada Gobierno un informe en que dará cuenta detallada de las labores llevadas a cabo hasta la fecha correspondiente, e incluirá una relación de las reclamaciones presentadas, de las oídas y de las falladas. La Comisión estará obligada a fallar toda reclamación ya oída y sustanciada, dentro de los seis meses siguientes a la terminación de la vista de dicha reclamación, y a dejar constancia de su fallo.

Artículo VII.

Las Altas Partes Contratantes convienen en considerar como definitivos y concluyentes los fallos de la Comisión en cada una de las reclamaciones juzgadas y en dar pleno cumplimiento a esos fallos. Convienen, además, en considerar el resultado de las actuaciones de la Comisión como ajuste pleno, perfecto y final de cada reclamación contra el Gobierno respectivo por pérdidas o daños sufridos antes del canje de ratificaciones de esta Convención. Y convienen, además, que toda reclamación, haya sido o no presentada a la Comisión, llevada a su conocimiento, formulada, propuesta o sometida a su estudio, será considerada y tenida a partir de la fecha en que terminen las actuaciones de la Comisión como plenamente resuelta, excluida e inadmisibles en lo futuro, siempre que las reclamaciones presentadas a la Comisión hayan sido oídas y falladas. Esta estipulación no será aplicable a las llamadas Reclamaciones por el Incendio de Colón, con las cuales se procederá de la manera estipulada en el Artículo I de esta Convención.

Article VI.

Every such claim for loss or damage accruing prior to the signing of this Convention, shall be filed with the Commission within four months from the date of its first meeting, unless in any case reasons for the delay, satisfactory to the majority of the Commissioners, shall be established, and in any such case the period for filing the claim may be extended not to exceed two additional months.

The Commission shall be bound to hear, examine and decide, within one year from the date of its first meeting, all the claims filed.

Three months after the date of the first meeting of the Commissioners and every three months thereafter, the Commission shall submit to each Government a report setting forth in detail its work to date, including a statement of the claims decided. The Commission shall be bound to decide any claim heard and examined, within six months after the conclusion of the hearing of such claim and to record its decision.

Article VII.

The High Contracting Parties agree to consider the decision of the Commission as final and conclusive upon each claim decided, and to give full effect to such decisions. They further agree to consider the result of the proceedings of the Commission as a full, perfect and final settlement of every such claim upon either Government, for loss or damage sustained prior to the exchange of the ratifications of the present Convention. And they further agree that every such claim, whether or not filed and presented to the notice of, made, preferred or submitted to such Commission, shall from and after the conclusion of the proceedings of the Commission, be considered and treated as fully settled, barred, and thenceforth inadmissible, provided in the case of claims filed with the Commission that such claims have been heard and decided.

This provision shall not apply to the so-called Colon Fire Claims, which will be disposed of in the manner provided for in Article I of this Convention.

Artículo VIII.

La cantidad total adjudicada en todos los casos decididos a favor de los ciudadanos de un país será deducida de la cantidad total adjudicada a los ciudadanos del otro país, y el saldo será pagado en la ciudad de Panamá o en Washington, en moneda de oro o su equivalente, dentro del año siguiente a la fecha de la sesión final de la Comisión, al Gobierno del país en favor de cuyos ciudadanos se hayan adjudicado la cantidad mayor.

Artículo IX.

Cada Gobierno pagará su propio Comisionado y sufragará sus propios gastos. Los gastos de la Comisión, inclusive el sueldo del tercer Comisionado, serán cubiertos, por partes iguales, por los dos Gobiernos.

Artículo X.

Esta Convención será ratificada por las Altas Partes Contratantes, de acuerdo con sus respectivas Constituciones. Las ratificaciones serán canjeadas en Washington tan pronto como sea dable y la Convención comenzará a surtir sus efectos desde la fecha en que se verifique el canje. En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos han firmado y sellado esta Convención.

Hecha por duplicado en Washington el día veintiocho de Julio de mil novecientos veintiséis.

R. J. ALFARO.
Eusebio A. MORALES.
Frank B. KELLOGG.

Es copia auténtica :

*El Secretario
de Relaciones Exteriores,*
J. D. Arosemena.

Panamá, Abril 11, de 1933.

Article VIII.

The total amount awarded in all the cases decided in favor of the citizens of one country shall be deducted from the total amount awarded to the citizens of the other country, and the balance shall be paid at the City of Panama or at Washington, in gold coin or its equivalent within one year from the date of the final meeting of the Commission, to the Government of the country in favor of whose citizens the greater amount may have been awarded.

Article IX.

Each Government shall pay its own Commissioner and bear its own expenses. The expenses of the Commission including the salary of the third Commissioner shall be defrayed in equal proportions by the two Governments.

Article X.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective Constitutions. Ratifications of this Convention shall be exchanged in Washington as soon as practicable and the Convention shall take effect on the date of the exchange of ratifications.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed and affixed their seals to this Convention.

Done in duplicate in Washington this twenty-eighth day of July 1926.

R. J. ALFARO.
Eusebio A. MORALES.
Frank B. KELLOGG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3183. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA POUR LE RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 28 JUILLET 1926.

LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de régler et d'ajuster à l'amiable les créances de ressortissants de l'un des deux pays sur des ressortissants de l'autre, sont convenus de conclure une convention à cet effet et, à cette fin, ils ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

M. le D^r Ricardo J. ALFARO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Panama aux États-Unis ; et

M. le D^r Eusebio A. MORALES, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Panama en mission spéciale ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article I.

Toutes les créances sur la République de Panama, nées à partir du 3 novembre 1903, à l'exception des créances dites de l'incendie de Colon visées plus loin, et qui, à la date où elles sont nées, appartenaient à des ressortissants des États-Unis d'Amérique, qu'il s'agit de sociétés anonymes, compagnies, associations, sociétés en nom collectif ou de particuliers, en raison de pertes ou de dommages causés à leurs personnes ou à leurs biens, ainsi que toutes les créances sur les États-Unis d'Amérique, nées à partir du 3 novembre 1903 et qui, à l'époque où elles sont nées, appartenaient à des ressortissants de la République de Panama, qu'il s'agit de sociétés anonymes, compagnies, associations, sociétés en nom collectif ou de particuliers, en raison de pertes ou de dommages causés à leurs personnes ou à leurs biens ; toutes les créances relatives à des pertes ou des dommages subis par des ressortissants de l'un ou l'autre pays, en raison de pertes ou de dommages subis par une société anonyme, une compagnie, une association ou une société en nom collectif dans lesquelles ces ressortissants ont ou avaient une participation effective et *bona fide*, à la condition que le créancier fournisse la preuve d'une assignation faite en sa faveur par la société anonyme, la compagnie, l'association ou la société en nom collectif, sur la part qui lui revient dans la perte ou le dommage subi ; et toutes les créances relatives à des pertes ou à des dommages provenant d'actes accomplis par des fonctionnaires ou d'autres agents de l'un ou l'autre gouvernement, qui ont été présentées à l'un des deux gouvernements pour être soumises à l'autre et qui n'ont pas encore été réglées, ainsi que toute autre créance qui pourrait être présentée par

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'un des deux gouvernements dans le délai fixé ci-après, seront soumises à une commission composée de trois membres pour faire l'objet d'une décision conformément aux principes du droit international, de la justice et de l'équité. Sont exceptées des créances à soumettre à cette commission, sauf accord spécial ultérieur entre les deux Parties contractantes, les demandes d'indemnité pour dommages causés de la manière exposée à l'article VI de la Convention du 18 novembre 1903, concernant la construction du canal de Panama, lesquelles continueront à être examinées et appréciées par la Commission mixte prévue par cet article du traité.

En ce qui concerne l'exception prévue ci-dessus concernant les créances relatives à des pertes subies par des ressortissants américains à la suite de l'incendie survenu dans la ville de Colon le 31 mars 1885, le Gouvernement de Panama accepte en principe que ces créances soient soumises à l'arbitrage, conformément à un compromis auquel la République de Colombie sera invitée à adhérer et qui prévoira la création ou le choix d'un tribunal arbitral chargé de trancher les questions suivantes : premièrement, si la République de Colombie a encouru une responsabilité quelconque à l'égard des pertes subies par des ressortissants américains en raison de l'incendie qui a éclaté dans la ville de Colon le 31 mars 1885 ; et deuxièmement, au cas où il serait déclaré par l'arbitrage qu'il existe une responsabilité originaire de la part de la Colombie, dans quelle mesure, le cas échéant, la République de Panama a succédé à la Colombie dans cette responsabilité en raison de sa séparation de la Colombie le 3 novembre 1903, et le Gouvernement de Panama convient de collaborer avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, par voie de représentations amiables, à la négociation d'un compromis d'arbitrage dans ce sens entre les trois parties.

Les créances individuelles seront examinées et feront l'objet d'une décision quant au fond, en vue de déterminer, éventuellement, le montant des dommages à indemniser, au cas où il serait décidé qu'il y a eu responsabilité, devant un tribunal spécial qui sera constitué dans la forme qu'exigeront les circonstances créées par l'arbitrage tripartite.

A titre d'exception spéciale à la limitation des créances sur les Etats-Unis d'Amérique qui doivent être soumises à la commission, il est convenu que l'on soumettra à cette dernière les créances d'Abbondio Caselli, ressortissant suisse, ou du Gouvernement de Panama, et de José C. Monteverde ressortissant italien, ou du Gouvernement de Panama, comme il appartiendra, créances résultant du fait que des terrains achetés par le Gouvernement de Panama auxdits Caselli et Monteverde ont été par la suite expropriés par le Gouvernement des Etats-Unis, et ayant fait, dans chaque cas, l'objet d'une décision de la Cour suprême de Panama.

La commission sera constituée de la façon suivante : un membre sera nommé par le président des Etats-Unis, un autre par le président de la République de Panama et le troisième, qui, président la commission, sera choisi d'un commun accord par les deux gouvernements. Si les deux gouvernements ne se mettent pas d'accord sur la désignation du troisième membre dans les deux mois qui suivront l'échéance des ratifications de la présente convention, ledit membre sera désigné par le président du Conseil administratif permanent de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye visée à l'article 49 de la Convention pour le règlement pacifique des différends internationaux conclue à La Haye le 18 octobre 1907. En cas de décès, d'absence ou d'incapacité de l'un quelconque des membres de la commission, ou au cas où l'un de ces membres négligerait ou cesserait d'exercer ses fonctions, on suivra, pour remplir la vacance, la même procédure que celle qui a été suivie pour désigner le membre en question.

Article II.

La commission ainsi nommée se réunira à Washington pour s'organiser, dans un délai de six mois après l'échéance des instruments de ratification de la présente convention, et chaque membre de la commission, avant d'entrer en fonctions, devra faire et signer une déclaration solennelle par laquelle il s'engagera à examiner et à juger soigneusement et impartialement, en son âme et conscience, et conformément aux principes du droit international, de la justice et de l'équité, toutes les créances soumises à sa décision, et il sera dressé procès-verbal de cette déclaration afin qu'elle figure dans les actes de la commission.

La commission pourra fixer la date et le lieu de ses réunions ultérieures, soit aux Etats-Unis, soit à Panama, à sa convenance, sauf instructions spéciales des deux gouvernements.

Article III.

La commission pourra, à la majorité de ses membres, adopter les règles de procédure qui lui paraîtront utiles et nécessaires sous réserve que ces règles ne seront pas en opposition avec l'une quelconque des dispositions de la présente convention.

Chaque gouvernement pourra désigner des agents ou des avocats qui seront autorisés à présenter à la commission, de vive voix ou par écrit, tous les arguments qu'ils jugeront nécessaires en faveur d'une créance ou contre cette créance. Les agents ou avocats de chacun des deux gouvernements pourront présenter à la commission toute pièce, attestation, déposition ou autre moyen de preuve qu'ils désireront en faveur d'une créance ou contre cette créance et auront le droit d'interroger des témoins sous serment ou promesse de dire la vérité, conformément aux règles de procédure que la commission adoptera.

La décision de la majorité des membres de la commission sera la décision de la commission.

La langue employée dans les débats et les actes de procédure sera l'espagnol ou l'anglais.

Article IV.

La commission prendra soigneusement note de toutes les créances et cas présentés, et procès-verbal de ses séances sera dressé avec l'indication de la date. A cette fin, chaque gouvernement pourra nommer un secrétaire ; ces secrétaires exerceront leurs fonctions en commun à titre de secrétaires de la commission et devront se conformer à ses instructions. Chaque gouvernement pourra également nommer et employer les secrétaires-adjoints et autres auxiliaires qu'il jugera nécessaires. La commission pourra également nommer et employer toutes autres personnes nécessaires pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes, désireuses de régler de façon équitable les créances de leurs ressortissants respectifs en leur faisant ainsi obtenir une indemnité juste et appropriée pour leurs pertes et dommages, conviennent qu'aucune créance ne sera écartée ou rejetée par la commission en vertu du principe général du droit international suivant lequel les moyens de recours légaux doivent être épuisés avant qu'une créance puisse être reconnue valable ou allouée.

Article VI.

Toute créance au titre de pertes ou de dommages, née avant la signature de la présente convention, devra être présentée à la Commission dans les quatre mois qui suivront la date de sa première réunion, à moins que le retard ne puisse être justifié par des raisons admises par la majorité des membres de la commission ; dans ce dernier cas, le délai de présentation des créances pourra être prolongé d'une période qui ne dépassera pas deux mois.

La commission sera tenue d'entendre, d'examiner et de juger dans le délai d'un an à partir de la date de sa première réunion, toutes les créances qui lui auront été présentées.

Trois mois après la date de la première réunion de la commission, et tous les trois mois par la suite, la commission présentera à chaque gouvernement un rapport exposant en détail les travaux accomplis par elle jusqu'à la date en question et contenant une liste des créances présentées, des créances examinées et des créances ayant fait l'objet d'une décision. La commission sera tenue de prendre une décision sur toutes les créances produites et examinées, dans un délai de six mois après la fin de l'examen de ces créances, et de dresser procès-verbal de sa décision.

Article VII.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de considérer comme définitives et sans appel les décisions de la commission sur les créances examinées, et de donner plein effet à ces décisions.

Elles conviennent en outre de considérer le résultat des délibérations de la commission comme un règlement complet, parfait et définitif de chaque créance sur le gouvernement intéressé, en raison de pertes ou de dommages subis avant l'échange des instruments de ratification de la présente convention. Elles conviennent, en outre, que toute créance, qu'elle ait été ou non présentée à la commission, portée à sa connaissance, formulée, produite ou soumise à son examen, sera considérée et traitée, à partir de la date de la conclusion de la procédure de la commission, comme entièrement réglée, éteinte et désormais irrecevable, à condition que les créances présentées à la commission aient été examinées et aient fait l'objet d'une décision.

Cette décision ne sera pas applicable aux créances dites « de l'incendie de Colón », à l'égard desquelles on procédera de la manière prévue à l'article 1 de la présente convention.

Article VIII.

Le montant total adjugé dans tous les cas décidés en faveur des ressortissants d'un pays sera déduit du montant total adjugé aux ressortissants de l'autre pays, et la différence sera versée dans la ville de Panama ou à Washington, en monnaie or ou dans l'équivalent de cette monnaie, dans le délai d'un an à partir de la date de la dernière réunion de la commission, au gouvernement du pays en faveur des citoyens duquel le montant le plus élevé a été adjugé.

Article IX.

Chaque gouvernement paiera son propre commissaire et supportera ses propres dépenses. Les dépenses de la commission, y compris le traitement du troisième commissaire, seront supportées à parts égales par les deux gouvernements.

Article X.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes conformément à leur constitution respective. Les instruments de ratification seront échangés à Washington aussitôt que possible, et la convention prendra effet à la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double expédition, à Washington, le 28 juillet 1926.

R. J. ALFARO.

Eusebio A. MORALES.

Frank B. KELLOGG.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3183. — CONVENIO¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y LA REPÚBLICA DE PANAMÁ, MODIFICANDO EL CONVENIO DE 28 DE JULIO DE 1926 PARA EL ARREGLO DE RECLAMACIONES. FIRMADO EN PANAMA, EL 17 DE DICIEMBRE DE 1932.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Panama. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 mai 1933.

Cette convention a été transmise au secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 19 mai 1933.

LA REPÚBLICA DE PANAMÁ y LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, deseosos de modificar ciertas estipulaciones de una Convención para el arreglo y ajuste amigable de reclamaciones presentadas por ciudadanos de cada uno de los dos países contra el otro, firmada en Washington el 28 de Julio de 1926, han decidido concluir una Convención a tal propósito y han nombrado como sus plenipotenciarios :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ :

A Su Excelencia el Doctor Don Juan Demóstenes AROSEMENA, Secretario de Relaciones Exteriores de la República de Panamá ; y

No. 3183. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF PANAMA MODIFYING THE CONVENTION OF JULY 28, 1926, FOR THE SETTLEMENT OF CLAIMS. SIGNED AT PANAMA, DECEMBER 17, 1932.

English and Spanish official texts communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Panama. The registration of this Convention took place May 12, 1933.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, May 19, 1933.

THE UNITED STATES OF AMERICA and the REPUBLIC OF PANAMA, desiring to modify certain provisions of a Convention for the settlement and amicable adjustment of claims presented by the citizens of each country against the other, signed at Washington July 28, 1926, have decided to conclude a Convention for that purpose and have nominated as their plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Roy Tasco DAVIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States to Panama ; and

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Panama, le 25 mars 1933.

¹ The exchange of ratifications took place at Panama, March 25, 1933.

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Al señor Roy Tasco DAVIS, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los Estados Unidos en Panamá ;

Quienes, después de haberse comunicado el uno al otro sus respectivos plenos poderes y encontrado que están en forma debida, han convenido en los siguientes artículos :

Artículo I.

El segundo párrafo del artículo VI de la Convención entre la República de Panamá y los Estados Unidos de América para el arreglo y ajuste amigable de las reclamaciones presentadas por ciudadanos de cada uno de los dos países contra el otro, firmada en Washington el 28 de Julio de 1926, queda enmendado como sigue :

La Comisión estará obligada a oír, sustanciar y fallar antes del 1º de Julio de 1933, todas las reclamaciones presentadas el 1º de Octubre de 1932, o antes.

Artículo II.

El Artículo VIII de la Convención de Reclamaciones firmada en Washington el 28 de Julio de 1926 por los Plenipotenciarios de la República de Panamá y de los Estados Unidos de América, queda enmendado como sigue :

La cantidad total adjudicada en todos los casos decididos a favor de ciudadanos de un país será deducida de la cantidad total adjudicada a los ciudadanos del otro país, y el saldo será pagado en la ciudad de Panamá o en Washington, en moneda de oro o su equivalente, el 1º de Julio de 1936 o antes, al Gobierno del país en favor de cuyos ciudadanos se haya adjudicado la cantidad mayor.

Artículo III.

Esta Convención será ratificada por las Altas Partes Contratantes de acuerdo con sus respectivas Constituciones. Las ratificaciones serán canjeadas en la ciudad de Panamá tan

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

His Excellency Dr. J. DEMOSTENES AROSEMENA, Secretary for Foreign Affairs of the Republic of Panama ;

Who after having communicated to each other their respective full powers found to be in due and proper form, have agreed upon the following articles :

Article I.

The second paragraph of Article VI of the Convention between the United States of America and the Republic of Panama for the settlement and amicable adjustment of claims by citizens of each country against the other, signed at Washington July 28, 1926, is amended to read as follows :

The Commission shall be bound to hear, examine and decide, before July 1, 1933, all the claims filed on or before October 1, 1932.

Article II.

Article VIII of the Claims Convention signed at Washington on July 28, 1926, by plenipotentiaries of the United States of America and the Republic of Panama is amended to read as follows :

The total amount awarded in all the cases decided in favor of the citizens of one country shall be deducted from the total amount awarded to the citizens of the other country, and the balance shall be paid at the city of Panama or at Washington, in gold coin or its equivalent, the first of July, 1936, or before, to the Government of the country in favor of whose citizens the greater amount may have been awarded.

Article III.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective Constitutions. Ratifications of this Convention shall be exchanged in Panama

pronto como sea dable y la Convención comenzará a surtir sus efectos desde la fecha en que se verifique el canje.

En testimonio de lo cual, los plenipotenciarios respectivos han firmado y sellado esta Convención.

Hecho en duplicado en Panamá, el día diez y siete de Diciembre de 1932.

(Sello) J. D. AROSEMENA.

Es fiel copia :

Panamá, Abril 21, de 1933.

El Secretario de Relaciones Exteriores :

J. D. Arosemena.

as soon as practicable and the Convention shall take effect on the date of the exchange of ratifications.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed and affixed their seals on this Convention.

Done in duplicate in Panama this seventeenth day of December, 1932.

(Seal) Roy T. DAVIS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Nº 3183. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, MODIFIANT LA CONVENTION DU 28 JUILLET 1926 POUR LE RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS. SIGNÉE A PANAMA, LE 17 DÉCEMBRE 1932.

LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de modifier certaines dispositions d'une Convention pour le règlement et l'arrangement amiable de réclamations présentées par des ressortissants de l'une des Parties contre des ressortissants de l'autre Partie, signée à Washington le 28 juillet 1926, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Son Excellence le D^r Don Juan Demóstenes AROSEMENA, ministre des Affaires étrangères de la République de Panama ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Roy Tasco DAVIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis à Panama :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article premier.

Le deuxième paragraphe de l'article VI de la Convention, signée à Washington, le 28 juillet 1926, entre la République de Panama et les Etats-Unis d'Amérique pour le règlement et l'arrangement amiable des réclamations présentées par des ressortissants de l'une des Parties contre des ressortissants de l'autre Partie, est amendé comme suit :

La Commission sera tenue d'entendre, d'examiner et de trancher avant le 1^{er} juillet 1933 toutes les réclamations présentées le 1^{er} octobre 1933 ou avant cette date.

Article II.

L'article VIII de la Convention des réclamations signée à Washington le 28 juillet 1926 par les plénipotentiaires de la République de Panama et les plénipotentiaires des Etats-Unis d'Amérique, est amendé comme suit :

La somme totale adjugée dans tous les cas tranchés en faveur des ressortissants de l'une des Parties sera déduite de la somme totale adjugée aux ressortissants de l'autre Partie et le solde sera payé, dans la ville de Panama ou à Washington, en monnaie d'or ou son équivalent, le 1^{er} juillet 1936, ou avant cette date, au gouvernement du pays en faveur des ressortissants duquel la somme la plus élevée a été adjugée.

Article III.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes conformément à leurs constitutions respectives. Les instruments de ratification seront échangés dans la ville de Panama aussitôt que possible et la convention entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Panama, le 17 décembre 1932.

(Sceau) J. D. AROSEMENA.

(Sceau) Roy T. DAVIS.

N° 3184.

ESPAGNE ET SUÈDE

Convention relative à la navigation
aérienne. Signée à Madrid, le 8
avril 1932.

SPAIN AND SWEDEN

Convention regarding Air Naviga-
tion. Signed at Madrid, April 8,
1932.

N^o 3184. — CONVENTION¹ ENTRE L'ESPAGNE ET LA SUÈDE
RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A MADRID,
LE 8 AVRIL 1932.

Texte officiel français, communiqué par le chargé d'Affaires d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 5 mai 1933.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, animés du désir de faciliter le développement des communications aériennes entre l'Espagne et la Suède, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

Son Excellence M. Luis DE ZULUETA y ESCOLANO ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence M. Ivan DANIELSSON ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire, pourvu que soient observées les conditions de la présente convention.

Il est entendu, toutefois, que l'établissement ou l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes de lignes aériennes régulières passant au-dessus du territoire de l'autre Haute Partie contractante (avec ou sans escale) sera subordonné à des conventions spéciales à conclure entre les deux gouvernements.

Au sens de la présente convention, le « territoire » signifie le territoire national, métropolitain et colonial, y compris les eaux territoriales.

Au sens de cette convention, on comprend par aéronefs les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat affectés exclusivement à un service commercial ou postal.

Tous les aéronefs autres que ceux mentionnés ci-dessus ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, devront être munis d'une autorisation spéciale, transmise par la voie diplomatique, chaque fois qu'ils survoleront le territoire de l'autre Partie contractante.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 11 mars 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3184. — CONVENTION² BETWEEN SPAIN AND SWEDEN REGARDING AIR NAVIGATION. SIGNED AT MADRID, APRIL 8, 1932.

French official text communicated by the Spanish Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Convention took place May 5, 1933.

THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, being desirous of promoting the development of air communications between Spain and Sweden, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

His Excellency M. Luis DE ZULUETA Y ESCOLANO ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency M. Ivan DANIELSSON,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties shall, in time of peace, accord freedom of innocent passage over its territory to aircraft of the other Contracting Party duly registered therein, provided that the stipulations of the present Convention are observed.

It is understood, however, that the establishment or operation, by an enterprise having the nationality of one of the High Contracting Parties, of regular air lines passing over the territory of the other High Contracting Party (with or without intermediate landing), shall be subject to special agreements to be concluded between the two Governments.

For the purpose of the present Convention, the term " territory " shall be deemed to mean the territory of the mother-country and the colonies, including territorial waters.

For the purpose of the present Convention the term " aircraft " shall be taken to mean private aircraft and State aircraft which are used exclusively for commercial or postal services.

All aircraft other than those mentioned above which have the nationality of one of the High Contracting Parties must be provided with a special permit forwarded through diplomatic channels whenever they fly over the territory of the other Contracting Party.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place March 11, 1933.

Article 2.

Les aéronefs ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, leur équipage, leurs passagers et leur cargaison, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, seront soumis aux obligations résultant des dispositions qui seront en vigueur dans l'Etat survolé, notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général, en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres droits réglementaires, aux interdictions d'exportation et d'importation, au transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et à l'ordre public et aux prescriptions sanitaires. Ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans la présente convention.

Quant aux aéronefs affectés au service des lignes aériennes régulières, des accords spéciaux réglant les matières visées à l'alinéa premier pourront être conclus entre les deux gouvernements.

Le transport commercial de personnes et d'objets entre deux points quelconques du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Le combustible à bord ne sera pas passible de droits de douane, pourvu que la quantité ne dépasse pas celle nécessaire à l'accomplissement du voyage tel qu'il est défini sur le carnet de route.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit d'interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones territoriales, sous réserve qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat, sauf naturellement la réserve de l'usage des droits de souveraineté de chacun des deux Etats sur son territoire quant à l'emploi des aéronefs affectés exclusivement à un service de l'Etat. Chacun des Etats contractants devra faire connaître à l'autre Etat les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne sera interdite.

De plus, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement, en temps de paix, en partie ou complètement, dans des circonstances exceptionnelles et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante et ceux ressortissant à n'importe quel pays étranger.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite serait tenu, dès qu'il s'en apercevrait, de donner le signal de détresse prescrit par le règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé ; il devrait, en outre, atterrir ou amerrir en dehors de la zone interdite, le plus tôt et le plus près possible sur l'un des aérodromes de cet Etat. La même obligation s'appliquera à tout aéronef auquel il serait fait un signal réglementaire spécial l'avertissant qu'il survole une zone interdite.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs nettement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront, en outre, le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Tous les membres de l'équipage qui exerceront dans l'aéronef une activité soumise dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale, devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et, notamment, des brevets et licences réglementaires.

Article 2.

Aircraft of either High Contracting Party, and their crews, passengers and cargo, shall, while in the territory of the other High Contracting Party, be subject to the obligations arising from the regulations in force in the State flown over and especially to the regulations governing air navigation in general in so far as such regulations apply to all foreign aircraft without distinction of nationality, to the regulations concerning Customs duties and other regular duties, import and export prohibitions, the transport of passengers and goods, public security, order and health. They shall further be subject to any other obligations arising from the general legislation currently in force, except as otherwise provided in the present Convention.

In the case of aircraft used for the service of regular air lines, special agreements in respect of the question mentioned in the first paragraph of this Article may be concluded between the two Governments.

The commercial transport of passengers and goods between any two points within the territory of either State may be reserved for the aircraft of that State.

Fuel on board shall not be liable for Customs duty provided that the quantity of such fuel is not in excess of that necessary for the completion of the journey as stated on the way-bill.

Article 3.

Either High Contracting Party shall have the right to prohibit air navigation over certain territorial zones, provided that no distinction is made in this respect between its own aircraft and those of the other State, and subject naturally to the sovereign rights of each of the two States over its own territory in respect of aircraft exclusively used for a State service. Each Contracting State shall notify the other of the territorial zones over which air navigation is prohibited.

Each of the High Contracting Parties further reserves the right, in time of peace, temporarily to restrict or prohibit air navigation over its territory, either in part or wholly, in exceptional circumstances and with immediate effect, provided that no distinction is made in this respect between aircraft having the nationality of the other High Contracting Party and those of any other foreign country.

Article 4.

Any aircraft flying over a prohibited area shall, as soon as it notices the fact, give the signal of distress prescribed by the air regulations of the State flown over, and shall descend to land or on the sea outside the prohibited zone, as soon as possible and as near as possible to one of the aerodromes of the State in question. The same obligation shall apply to any aircraft which has been given a special signal prescribed by regulation to the effect that it is flying over a prohibited zone.

Article 5.

Aircraft must bear distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified in flight (nationality and registration marks). They must also bear the name and address of their owner.

Aircraft must carry certificates of registration and airworthiness, and, in addition, any other documents prescribed for air navigation in their country of origin. All members of the crew performing duties on board for the exercise of which a special licence is required in their country of origin must carry the papers prescribed in their country of origin for air navigation, and in particular the prescribed certificates of proficiency and licences.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces indiquant leur occupation à bord, leur profession, leur nationalité, leur identité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou rendus exécutoires par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage, seront reconnus valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou rendus exécutoires par celui-ci. Toutefois, les brevets d'aptitude et les licences des membres du personnel de conduite d'un aéronef seront reconnus valables uniquement pour le service des aéronefs immatriculés dans leur propre pays. Pour faire exception à cette règle générale, une autorisation de l'autorité supérieure de l'aéronautique de l'autre pays sera nécessaire.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître, pour la navigation aérienne intérieure sur son territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

Article 6.

Il sera interdit à l'aéronef de porter un appareil de radiocommunication, quel qu'il soit, sans une licence spéciale délivrée par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité. L'usage de ces appareils est soumis au-dessus du territoire de chacun des Etats contractants aux prescriptions édictées à cet effet par l'autorité compétente de cet Etat. En outre, ces appareils ne pourront être employés que par les membres de l'équipage munis d'une licence spéciale délivrée à cet effet par le gouvernement de leur pays.

Les deux Etats contractants se réservent d'édicter, pour des raisons de sécurité, des mesures relatives à l'installation obligatoire d'appareils de radiocommunication dans les aéronefs.

Article 7.

Il est interdit aux aéronefs, à leurs équipages et aux passagers de transporter comme cargaison ou d'autre manière des armes, des munitions, des gaz nocifs ou des explosifs. Le transport de pigeons voyageurs et d'appareils photographiques et cinématographiques dans les limites du territoire de l'Etat contractant dont l'aéronef ne possède pas la nationalité, ne s'effectuera pas sans une permission de l'autorité compétente de cet Etat.

Pour des raisons d'ordre public, chacun des Etats contractants pourra soumettre à des restrictions, dans le territoire de sa souveraineté, le transport des objets autres que ceux mentionnés à l'alinéa premier, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat.

Article 8.

Les aéronefs de chacune des Hautes Parties contractantes transportant des voyageurs et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs et, pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et quantité, ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés, les autorités douanières du port d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport d'envois postaux sera réglé directement entre les administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

The other members of the crew must carry documents indicating their duties on board, their occupation, nationality and identity.

Certificates of airworthiness, certificates of proficiency, and licences issued or rendered executory by either of the High Contracting Parties for the crew shall have the same validity in the other State as the corresponding documents issued or rendered executory by the latter State. Nevertheless, certificates of proficiency and licences of members of the navigating crew of an aircraft shall be regarded as valid only for service in aircraft registered in their own country. Exceptions to this general rule may be allowed only by permission of the highest air authority of the other country.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise, for purposes of air navigation over its own territory, certificates of proficiency or licences issued to its nationals by the other Contracting Party.

Except as may be otherwise agreed, the crew and passengers must carry the papers prescribed by the regulations currently in force for international traffic.

Article 6.

Aircraft may not carry apparatus of any kind for wireless communication without a special licence issued by the State whose nationality the aircraft possesses. The use of such apparatus shall be subject over the territory of each Contracting State to the regulations prescribed in that matter by the competent authority of that State. Furthermore, such apparatus may be used only by the members of the crew holding a special licence issued for that purpose by the Government of their respective countries.

Both Contracting States reserve the right, on grounds of safety, to enact measures for the compulsory equipment of aircraft with apparatus for wireless communication.

Article 7.

Aircraft and their crews and passengers may not carry as cargo or in any other manner arms, ammunition, poisonous gases or explosives. The transport of carrier pigeons and of photographic or cinematographic apparatus over the territory of the Contracting State whose nationality the aircraft does not possess shall be forbidden unless a permit has been obtained from the competent authority of the said State.

Either Contracting Party shall be entitled on grounds of public safety to issue rules within the territory under its sovereignty concerning the transport of articles other than those mentioned in the first paragraph of the present Article, provided that no distinction is made in this respect between its own aircraft and those having the nationality of the other State.

Article 8.

Aircraft of either High Contracting Party carrying passengers and goods must be provided with a list of the passengers' names, and a manifest specifying the nature and quantity of the goods carried, and also the necessary Customs declarations.

If on the arrival of an aircraft there is found a discrepancy between the goods carried and the above-mentioned documents, the Customs authorities of the port of arrival shall communicate directly with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

The carriage of postal mails shall be arranged by special direct agreements between the postal administrations of the two Contracting States.

Article 9.

Dans tous les cas de départ ou d'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire par les autorités compétentes les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 10.

Les aérodrômes à la disposition de la navigation aérienne publique seront accessibles aux aéronefs des deux Etats. Ceux-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques, de liaison radioélectrique et de signalisation de jour et de nuit. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat.

Pour les aéronefs affectés au service régulier des lignes aériennes, des facilités spéciales pourront être convenues entre les gouvernements des deux Etats.

Article 11.

A l'entrée et à la sortie, les aéronefs à destination ou en provenance d'un des Etats contractants ne pourront se diriger que sur un aéroport ouvert à la navigation aérienne publique et classé comme aéroport douanier (avec service de contrôle des passeports) et ce, sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aéroport. Dans les cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aérodrômes, où seront effectuées les opérations de dédouanement et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé en dehors des aérodrômes visés à l'alinéa premier, le commandant de bord, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation nationale en vigueur à cet effet, et le commandant sera tenu de donner avis à l'aéroport douanier de la zone fiscale.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodrômes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste définira ceux d'entre eux qui sont classés comme aérodrômes douaniers. Toute modification apportée à cette liste, ainsi que toute restriction même temporaire du droit d'utiliser l'un de ces aérodrômes, devront être immédiatement communiquées à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Les frontières des Hautes Parties contractantes pourront seulement être traversées par les endroits qu'aura déterminés l'Etat intéressé.

Il est d'ores et déjà prévu que toute zone des frontières dans laquelle l'une des Parties contractantes autorise le franchissement par ses aéronefs commerciaux nationaux ou des aéronefs d'une autre nationalité, pourra être utilisée *ipso facto* pour le passage des aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante.

Article 13.

En fait de lest, il ne pourra être jeté que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets ou des matières pour lesquels l'Etat au-dessus du territoire duquel il sera procédé à cette opération, aura accordé une autorisation spéciale.

Article 9.

Either of the Contracting States may, on the departure or arrival of aircraft of the other State, have such aircraft inspected in its own territory by the competent authorities, and the prescribed certificates and other documents verified.

Article 10.

Aerodromes which may be used for public air traffic shall be available to the aircraft of either State. Such aircraft may also use the meteorological information, radiotelegraphic and day and night signalling services. Any charges (for landing, length of stay, etc.) shall be the same for national aircraft and for those having the nationality of the other State.

In the case of aircraft using the regular air line services, special facilities may be arranged between the Governments of the two States.

Article 11.

Aircraft proceeding to or coming from the territory of either of the Contracting States may on entering or leaving, land at or depart from only such aerodromes as are open to public air traffic and are classed as Customs aerodromes (with passport inspection service), and shall make no intermediate landing between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may allow aircraft to depart from or land at other aerodromes, at which the Customs clearance operations and passport inspection will be carried out. The prohibition of intermediate landing shall also apply in these special cases.

In the event of forced landing outside the aerodromes referred to in the first paragraph of this Article, the officer in charge of the aircraft, the crew and the passengers must observe the relevant regulations in force in the country in question, and the officer in charge shall be required to notify the nearest Customs aerodrome in the fiscal area in question.

The High Contracting Parties shall communicate to each other a list of aerodromes open to public air traffic. This list shall specially indicate those classed as Customs aerodromes. Any change in the list, and any restriction, even temporary, of the right to use any such aerodrome, must be notified immediately to the other Contracting Party.

Article 12.

The frontiers of the respective High Contracting Parties may be crossed only at the points prescribed by the State concerned.

It is hereby understood that any frontier zone in which either Contracting State allows the passage of its own commercial aircraft or of aircraft of another nationality may *ipso facto* be used for the passage of aircraft of the other Contracting Party.

Article 13.

No ballast may be dropped other than fine sand or water.

Article 14.

No articles or substances other than ballast may be thrown or dropped from an aircraft in flight unless special permission to throw or drop such articles or substances has been obtained from the State whose territory is flown over.

Article 15.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne pourra être immatriculé dans un des deux Etats contractants que s'il appartient en entier à des ressortissants de cet Etat. Si l'aéronef appartient à une société, quelle qu'elle soit, la forme de celle-ci devra satisfaire à toutes les conditions prescrites par la législation espagnole ou suédoise pour que la société soit considérée comme société espagnole, respectivement suédoise.

Article 16.

Les deux Hautes Parties contractantes échangeront entre elles chaque mois les listes d'inscription sur le registre matricule et de radiation d'inscriptions effectuées au cours du mois précédent.

Article 17.

Tout aéronef passant ou transitant à travers l'atmosphère d'un des deux Etats contractants et n'effectuant que les atterrissages et arrêts raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 18.

Les aéronefs ressortissant à l'un des deux Etats contractants auront droit pour l'atterrissage sur le territoire de l'autre Etat, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des appareils perdus en haute mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des Conventions internationales qui seront en vigueur ou, à leur défaut, des lois nationales des sauveteurs.

Article 19.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions en vigueur dans leur territoire sur la navigation aérienne.

Article 20.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux Parties contractantes (notamment pour les formalités douanières).

Les aéronefs de chacune des Hautes Parties contractantes seront soumis au régime des sanctions en vigueur au pays où ils se trouveront.

Toute contestation au sujet de l'application de la présente convention, qui n'aurait pu être résolue amiablement par la voie diplomatique ordinaire, sera d'abord soumise à l'examen d'une Commission de conciliation constituée par un membre du côté de l'Espagne, un autre membre du côté de la Suède et un président nommé de commun accord. Les membres, ainsi que le président, seront nommés chaque fois qu'un nouveau cas le rendra nécessaire. Si les Hautes Parties

Article 15.

In any questions of nationality which may arise in the execution of the present Convention, it is understood that aircraft shall possess the nationality of the State in which they are duly registered.

No aircraft may be registered in one of the Contracting States unless it belongs wholly to nationals of that State. Should the owner be a corporation of any kind, such corporation must fulfil all the conditions prescribed by Spanish or Swedish law enabling it to be considered a Spanish or a Swedish corporation as the case may be.

Article 16.

The two High Contracting Parties shall communicate to each other monthly lists of registrations entered or cancelled in their aircraft registers during the preceding month.

Article 17.

Aircraft passing over or crossing in transit the territories of either Contracting State, and making only such landings and stops as are reasonably necessary, shall be exempt from seizure on account of infringement of a patent or protected design or model, on depositing security, the amount of which, in default of amicable arrangement, shall be fixed in the shortest possible time by the competent authority of the place of seizure.

Article 18.

Aircraft belonging to either Contracting State shall be entitled, for purposes of landing in the territory of the other State, particularly in the case of forced landing, to the same measures of assistance as the aircraft of such State.

The salvage of aircraft lost on the high sea shall be subject, in the absence of an agreement to the contrary, to the rules of maritime law embodied in the international agreements in force, or, in the absence of such agreements, to the maritime law of the State to which the salvors belong.

Article 19.

The two High Contracting Parties shall notify each other of all regulations for air traffic in force in their respective territories.

Article 20.

The details of the application of the present Convention shall be settled as far as possible by direct agreement between the various competent Administrations of the two Contracting States (particularly as regards Customs formalities).

The aircraft of both Contracting Parties shall be subject to the régime in respect of sanctions in force in the country in which they may happen to be.

Any dispute regarding the application of the present Convention which cannot be settled amicably through the usual diplomatic channel shall in the first place be submitted for consideration to a Conciliation Commission consisting of one member for Spain, one member for Sweden, and a President appointed jointly. The members and the President shall be appointed whenever a fresh case renders it necessary. Should the High Contracting Parties fail to agree upon the choice of

contractantes ne se mettaient pas d'accord au sujet de la nomination du président ou de la sentence prononcée par la commission dont il s'agit, le litige serait soumis à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, dénoncer la présente convention avec un préavis de douze mois. Elle la considérera comme dénoncée, avec effet immédiat, en ce qui la concerne, si les deux Etats viennent à conclure avec d'autres nations une convention aérienne de caractère général.

Article 22.

La présente convention devra être ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt qu'il sera possible. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Madrid, en double expédition, le huit avril mil neuf cent trente-deux.

(L. S.) (*Firmado*) Luis de ZULUETA.

(L. S.) (*Firmado*) DANIELSSON.

Don Justo Gómez Ocerín,
Subsecretario de Estado.

CERTIFICO : Quel el presente ejemplar es copia exacta del Convenio original de Navegación aérea entre España y Suecia, firmado en Madrid el 8 de abril de 1932.

Madrid, 21 de abril de 1933.

the President, or to accept the solution proposed by the said Commission, the dispute shall be referred to the Permanent Court of International Justice at The Hague.

Article 21.

Either of the High Contracting Parties may at any time denounce the present Convention on giving twelve months' notice, and shall regard it as denounced, such denunciation to take immediate effect in respect of the Party in question, should both States conclude a general Air Convention with other nations.

Article 22.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible. It shall come into force on the date on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Madrid, in duplicate, April the eighth, one thousand nine hundred and thirty-two.

(L. S.) Luis DE ZULUETA.

(L. S.) DANIELSSON.

N° 3185.

BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
DENMARK,
VILLE LIBRE DE DANZIG,
ESPAGNE, etc.

Convention sur le régime fiscal des
véhicules automobiles étrangers,
avec protocole annexe. Genève, le
30 mars 1931.

BELGIUM,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
DENMARK,
FREE CITY OF DANZIG,
SPAIN, etc.

Convention on the Taxation of
Foreign Motor Vehicles, with
Protocol-Annex. Geneva, March
30, 1931.

N° 3185. — CONVENTION¹ SUR LE RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES AUTOMOBILES ÉTRANGERS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

Textes officiels français et anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat le 9 mai 1933 par suite de son entrée en vigueur.

Les Hautes Parties contractantes,
Désireuses de faciliter la circulation internationale des automobiles ;
Considérant qu'une exonération fiscale aussi étendue que possible des véhicules automobiles étrangers présenterait à cette fin un intérêt essentiel,
Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. J. DE RUELLE, juriste du Ministère des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD AINSI QUE TOUTES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRES SÉPARÉS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

M. Percival Charles FRANKLIN, du Ministère des Transports.

SA MAJESTÉ LE ROI DU DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. E. SIMONI, sous-chef de Section au Ministère des Travaux publics.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

Le Docteur Władysław RASINSKI, ancien directeur du Département des Douanes au Ministère des Finances.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

M. Carlos RESINES, secrétaire général de l'Automobile-Club royal d'Espagne.

¹ *Dépôt des ratifications :*

DANEMARK	4 décembre 1931.
PORTUGAL	23 janvier 1932.
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	20 avril 1932.
BELGIQUE	9 novembre 1932.
LUXEMBOURG	31 mars 1933.
ESPAGNE	3 juin 1933.
ITALIE	25 septembre 1933.
SUÈDE	9 novembre 1933.

Adhésions :

BULGARIE	5 mars 1932.
RHODÉSIE DU SUD	6 août 1932.
TERRE-NEUVE	9 janvier 1933.
YOUgoslavie	9 mai 1933.
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE	27 novembre 1933.

No. 3185. — CONVENTION¹ ON THE TAXATION OF FOREIGN MOTOR VEHICLES. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30, 1931.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat on May 9, 1933, following its coming into force.

The High Contracting Parties,
Being desirous of facilitating international motor traffic,
Considering that as wide an exemption as possible of foreign motor vehicles from taxation is of essential importance for this purpose,
Have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. J. DE RUELLE, Legal Adviser to the Ministry of Foreign Affairs.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS :

Mr. Percival Charles FRANKLIN, of the Ministry of Transport.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. E. SIMONI, Assistant Chief Inspector at the Ministry of Public Works.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

Dr. Władysław RASINSKI, former Director of the Customs Department in the Ministry of Finance ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

M. Carlos RESINES, Secretary-General of the Royal Automobile Club of Spain ;

¹ *Deposit of ratifications :*

DENMARK	December 4, 1931.
PORTUGAL	January 23, 1932.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	April 20, 1932.
BELGIUM	November 9, 1932.
LUXEMBURG	March 31, 1933.
SPAIN	June 3, 1933.
ITALY	September 25, 1933.
SWEDEN	November 9, 1933.

Accessions :

BULGARIA	March 5, 1932.
SOUTHERN RHODESIA	August 6, 1932.
NEWFOUNDLAND	January 9, 1933.
YUGOSLAVIA	May 9, 1933.
IRISH FREE STATE	November 27, 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. C. DE CONSTANTIN DE CHATEAUNEUF, consul général à Genève.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Charles VERMAIRE, consul à Genève.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. J. F. SCHÖNFELD, administrateur au Ministère du Waterstaat ;

M. I. MEIJERS, administrateur, chef de la Division des Douanes et Accises au Ministère des Finances.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Le Docteur Władysław RASINSKI, ancien directeur du Département des Douanes au Ministère des Finances.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. A. M. FERRAZ DE ANDRADE, chef de la Chancellerie portugaise auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. K. I. WESTMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Henri ROTHMUND, chef de la division de la Police du Département fédéral de Justice et Police ;

M. Samuel HÄUSERMANN, inspecteur général des Douanes et suppléant du directeur général des Douanes ;

M. Max RATZENBERGER, chef adjoint de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Václav ROUBÍK, ingénieur, directeur au Ministère des Travaux publics, ancien ministre.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE :

Cemal HÜSNÜ bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

Article premier.

Les véhicules automobiles immatriculés dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, qui circulent temporairement sur le territoire d'une autre, sont exemptés, dans les conditions précisées par les articles ci-après, des impôts ou taxes qui frappent la circulation ou la détention des automobiles dans tout ou partie du territoire de cette dernière Haute Partie contractante. Cette exemption ne s'étend pas aux impôts ou taxes de consommation.

Sont toutefois exclus de la présente convention les véhicules servant, moyennant rémunération, au transport des personnes, ainsi que les véhicules affectés au transport des marchandises.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. C. DE CONSTANTIN DE CHATEAUNEUF, Consul General at Geneva ;

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Charles VERMAIRE, Consul at Geneva ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. J. F. SCHÖNFELD, Administrator at the Waterstaat ;

M. L. MEIJERS, Administrator, Chief of the Customs and Excise Division at the Ministry of Finance ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

Dr. Władysław RASINSKI, former Director of the Customs Department in the Ministry of Finance ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

M. A. M. FERRAZ DE ANDRADE, Chief of the Portuguese Office accredited to the League of Nations ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. K. I. WESTMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ;

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Henri ROTHMUND, Chief of the Police Division of the Federal Department of Justice and Police ;

M. Samuel HÄUSERMANN, Inspector-General of Customs and Deputy of the Director General of Customs ;

M. Max RATZENBERGER, Assistant Chief of the Foreign Affairs Division of the Federal Political Department ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Václav ROUBÍK, Engineer, Director at the Ministry of Public Works, former Minister ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Cemal HÜSNÜ Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ;

Who, having produced their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

When a motor vehicle registered in the territories of one of the High Contracting Parties circulates temporarily in the territories of another, it shall, under the conditions laid down in the following articles, be exempted from the taxes or charges levied on the circulation or possession of motor vehicles in the territories of that High Contracting Party or in any part of those territories. This exemption shall not include taxes or charges on consumption.

The present Convention shall not, however, apply to vehicles used for the public carriage of passengers for hire or reward, or for the conveyance of goods.

Article 2.

L'exonération établie par l'article premier est accordée, dans le territoire de chaque Haute Partie contractante, pour un ou plusieurs séjours représentant une durée totale de quatre-vingt-dix jours passés dans ce territoire dans le délai d'un an ; ce délai est compté, jour pour jour, à partir de la date de la délivrance du carnet fiscal visé à l'article 3.

Pour le calcul de la durée de l'exonération, le jour est compté de minuit à minuit, toute fraction de jour comptant pour un jour entier. Toutefois, le jour de sortie n'est pas compté lorsque le jour d'entrée et le jour de sortie sont séparés par plus d'un jour intermédiaire.

Pour le calcul des impôts et taxes afférents à la partie du séjour dépassant la durée de l'exonération, le traitement accordé ne sera pas moins favorable que celui appliqué aux véhicules immatriculés dans le territoire où les impôts et taxes sont prélevés.

Article 3.

Pour bénéficier de l'exonération visée aux articles précédents, le véhicule doit être muni d'un carnet fiscal international établi d'après le modèle figurant en annexe à la présente convention et délivré par l'autorité compétente du territoire d'immatriculation ou par un organisme habilité à cet effet par ladite autorité.

Le carnet est présenté pour visa aux bureaux de douane frontières à l'entrée et à la sortie du territoire de la Haute Partie contractante intéressée.

Article 4.

Lorsqu'un véhicule entré dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes sous le couvert d'un carnet fiscal en sort sans que le visa de sortie ait été apposé et sans qu'on puisse établir la date de sortie, ce carnet peut être considéré comme sans valeur dans ledit territoire.

Article 5.

Le carnet fiscal est valable durant un an à partir de la date de sa délivrance. Si le véhicule change de propriétaire ou de détenteur, ou si le numéro d'immatriculation en est changé, les modifications nécessaires sont apportées au carnet par l'autorité compétente ou par l'organisme habilité par celle-ci.

Avant l'expiration de la durée de validité susindiquée, il ne peut pas être délivré, pour le même véhicule, un nouveau carnet, hormis le cas d'immatriculation dans le territoire d'une autre Haute Partie contractante. Il n'est jamais fourni de duplicata d'un carnet fiscal.

Article 6.

En matière de péages ou autres rétributions analogues payables sur place, les véhicules visés au premier alinéa de l'article premier ne seront pas traités moins favorablement que les véhicules immatriculés dans le territoire où ces péages ou rétributions sont perçus.

Article 7.

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente convention et si ce différend ne peut

Article 2.

The exemption provided by Article 1 shall be granted in the territories of each High Contracting Party for one or more periods of stay totalling in all ninety days passed in those territories within a period of one year. This latter period shall be reckoned from the day of the issue of the fiscal permit provided for in Article 3 to the corresponding day in the following year.

In calculating the period of exemption, each day shall be reckoned from midnight to midnight, every fraction of a day counting as a whole day. The day of exit shall, however, not be counted when the day of entry and the day of exit are separated by a period of more than one day.

In calculating the taxes and charges payable for the part of the stay which is in excess of the period of exemption, treatment shall be accorded not less favourable than that granted to vehicles registered in the territories in which the charges and taxes are levied.

Article 3.

In order to claim the benefit of the exemptions provided in the preceding articles, the vehicle must be furnished with a fiscal permit drawn up in the form set out in the Annex to the present Convention and issued by the competent authority of the territory of registration or by some organisation designated for the purpose by that authority.

The permit shall be presented for endorsement at the frontier Customs offices on arrival in and departure from the territories of the High Contracting Party concerned.

Article 4.

When a vehicle which has entered the territories of one of the High Contracting Parties under cover of a fiscal permit leaves those territories without an exit visa having been stamped on the permit and without its being possible to establish the date of exit, that permit may be treated in those territories as having no further validity.

Article 5.

The fiscal permit shall be valid for one year from the date of its issue. Should the vehicle to which the permit relates pass into the hands of a new proprietor or possessor, or should the registration number be changed, the necessary modifications shall be made in the permit by the competent authority or by some organisation designated for the purpose by that authority.

No new permit may be issued for the same vehicle before the expiration of the period of validity indicated above, except in the event of the vehicle's becoming registered in the territories of another High Contracting Party. No duplicate copy of the permit may in any event be issued.

Article 6.

As regards tolls or other similar charges payable on the spot, the vehicles referred to in the first paragraph of Article 1 shall be treated not less favourably than vehicles registered in the territories in which the tolls or charges are levied.

Article 7.

Should a dispute arise between any two or more High Contracting Parties concerning the interpretation or application of the provisions of the present Convention, and should such dispute

être réglé directement entre les Parties, le différend peut être soumis pour avis consultatif à la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations.

Article 8.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que pour son acceptation de la présente convention, elle n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats et territoires d'outre-mer ou des territoires placés sous sa suzeraineté ou sous mandat ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires mentionnés dans ladite déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie des territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification, six mois après réception de cette notification par le secrétaire général.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, après l'expiration du délai de deux ans mentionné dans l'article 17, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats et territoires d'outre-mer, ou des territoires placés sous sa suzeraineté ou sous mandat ; dans ce cas, la convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration un an après réception de cette déclaration par le secrétaire général.

Le secrétaire général communiquera à tous les membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'article 10 les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

Article 9.

Les interprétations et réserves figurant au protocole annexe ci-joint sont adoptées et auront même force, valeur et durée que la présente convention.

Article 10.

La présente convention, dont les textes français et anglais font également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra, jusqu'au 30 septembre 1931, être signée au nom de tout membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre représenté à la Conférence qui a établi cette convention ou à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente convention.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'article 10.

Article 12.

A partir du 1^{er} octobre 1931, il pourra être adhéré à la présente convention au nom de tout membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre visé à l'article 10.

not be settled directly between the Parties, it may be submitted to the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit of the League of Nations for an advisory opinion.

Article 8.

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates and overseas territories, or territories under suzerainty or mandate ; and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of the territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all the territories named in such notice six months after its receipt by the Secretary-General.

Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the period of two years mentioned in Article 17, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates and overseas territories or territories under suzerainty or mandate and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General.

The Secretary-General shall communicate to all the Members of the League of Nations and non-member States mentioned in Article 10 all declarations and notices received in virtue of this article.

Article 9.

The interpretations and reservations set out in the Protocol-Annex attached hereto shall be adopted and shall have the same force, effect and duration as the present Convention.

Article 10.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear this day's date.

Until September 30th, 1931, it may be signed on behalf of any Member of the League of Nations or non-member State represented at the Conference which drew up this Convention or to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 11.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League of Nations and non-member States referred to in Article 10.

Article 12.

As from October 1st, 1931, the present Convention may be acceded to on behalf of any Member of the League of Nations or non-member State referred to in Article 10.

Les instruments d'adhésion seront transmis au secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les membres de la Société et aux Etats non membres visés audit article.

Article 13.

Chaque Haute Partie contractante peut subordonner l'effet de ses ratifications ou de son adhésion aux ratifications ou adhésions d'un ou plusieurs membres de la Société des Nations ou Etats non membres désignés par elle dans l'instrument de ratification ou adhésion.

Article 14.

La présente convention entrera en vigueur six mois après la réception par le secrétaire général de la Société des Nations de ratifications ou adhésions données au nom de cinq membres de la Société des Nations ou Etats non membres. Les ratifications ou adhésions dont l'effet est soumis aux conditions prévues à l'article précédent ne seront pas comptées dans ce nombre jusqu'à ce que ces conditions soient remplies.

Article 15.

Les ratifications ou adhésions qui interviendront après l'entrée en vigueur de la convention produiront leurs effets six mois, soit après la date de leur réception par le secrétaire général de la Société des Nations, soit après la date à laquelle les conditions visées à l'article 13 se trouvent remplies.

Article 16.

Après que la présente convention aura été en vigueur pendant deux ans, la revision pourra en être demandée à toute époque par trois au moins des Hautes Parties contractantes.

La demande visée à l'alinéa précédent serait adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui la notifierait aux autres Hautes Parties contractantes et en informerait le Conseil de la Société des Nations.

Article 17.

Après l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, celle-ci pourra être dénoncée par l'une quelconque des Hautes Parties contractantes.

La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite adressée au secrétaire général de la Société des Nations qui en informera tous les membres de la Société des Nations et les Etats non membres visés à l'article 10.

La dénonciation produira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le secrétaire général et ne sera opérante qu'au regard du membre de la Société ou de l'Etat non membre au nom duquel elle aura été effectuée.

Si, à la suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre des membres de la Société et Etats non membres liés par les dispositions de la présente convention est réduit à un nombre inférieur à cinq, la convention cessera d'être en vigueur.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League and non-member States referred to in that article.

Article 13.

Each High Contracting Party may render his ratification or accession conditional on the ratification or accession of any one or more Members of the League of Nations or non-member States named in the instrument of ratification or accession.

Article 14.

The present Convention shall come into force six months after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of ratifications or accessions on behalf of five Members of the League of Nations or non-member States. No ratification or accession to which any conditions are attached in accordance with the preceding article shall count for this purpose until those conditions are fulfilled.

Article 15.

Each ratification or accession received after the entry into force of the Convention shall take effect six months after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations or six months after the fulfilment of the conditions attached to it in accordance with Article 13, as the case may be.

Article 16.

Revision of the present Convention may be requested by not less than three High Contracting Parties at any moment after it has been in force for a period of two years.

The request mentioned in the preceding paragraph shall be addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the other High Contracting Parties and inform the Council of the League of Nations of the request made.

Article 17.

After the expiration of two years from the date of its entry into force, the present Convention may be denounced by any High Contracting Party.

Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all the Members of the League of Nations and non-member States referred to in Article 10 of the denunciation made.

The denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General and shall operate only in respect of the Member of the League or non-member State on whose behalf it has been made.

If, as the result of simultaneous or successive denunciations, the number of the Members of the League or non-member States which are bound by the provisions of the present Convention is reduced to less than five, the Convention shall cease to be in force.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le trente mars mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont des copies certifiées conformes seront délivrées à tous les membres de la Société et aux Etats non membres mentionnés à l'article 10.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, the thirtieth day of March, nineteen hundred and thirty-one, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and certified true copies of which shall be delivered to all the Members of the League and non-member States referred to in Article 10.

Belgique

J. DE RUELLE

Belgium

Sous réserve d'adhésion ultérieure pour les colonies et territoires sous mandat.¹

Grande-Bretagne et Irlande du Nord,

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

Great Britain and Northern Ireland,

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

I declare that my signature does not include any colonies, protectorates or overseas territories or territories under suzerainty or mandate.²

P. C. FRANKLIN.

Danemark.

E. SIMONI.

Denmark.

Ville libre de Dantzig.

ad referendum
D^r RASINSKI.

Free City of Danzig.

Espagne.

C. RESINES.

Spain.

¹ *Translation* : Subject to subsequent accession on behalf of the colonies and mandated territories.

² *Traduction* : Je déclare que ma signature ne s'applique pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous suzeraineté ou mandat.

*Italie.**Italy.*

C. DE CONSTANTIN.

*Luxembourg.**Luxemburg.*

Ch. G. VERMAIRE.

*Pays-Bas.**The Netherlands.*

J. F. SCHÖNFELD.

M. L. MEIJERS.

*Pologne.**Poland.*D^r RASINSKI.*Portugal.**Portugal.*

Je déclare que, par ma signature, le Portugal n'assume aucune obligation
en ce qui concerne ses colonies.¹

A. M. FERRAZ DE ANDRADE.

*Suède.**Sweden.*

K. I. WESTMAN.

*Suisse.**Switzerland.*

ROTHMUND.

HÄUSERMANN.

RATZENBERGER.

*Tchécoslovaquie.**Czechoslovakia.*

Ing. Václav ROUBÍK.

*Turquie.**Turkey.*

Cemal HÜSNÜ.

¹ *Translation* : I declare that, by my signature, Portugal does not assume any obligations as regards its Colonies.

ANNEXE A LA CONVENTION

SUR LE RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES AUTOMOBILES ÉTRANGERS.

MODÈLE DE CARNET FISCAL INTERNATIONAL

Ce carnet est libellé dans la langue ou les langues officielles du pays qui le délivre. La couverture, de couleur bleu clair, portera traduction, dans chacune des langues des Hautes Parties contractantes, de ces mots : « Carnet fiscal international. »

Les indications manuscrites portées sur ce carnet doivent au moins être écrites en caractères latins ou en cursive, dite anglaise.

Ce carnet contient 48 pages numérotées.

Le format est celui du modèle ci-joint (environ 135 mm. × 218 mm.)

PROTOCOLE ANNEXE

I. Ad *Article 2.*

Il est entendu que la Suisse, tout en laissant aux autres Hautes Parties contractantes la faculté d'appliquer vis-à-vis d'elle le système de la présente convention, pourra continuer à appliquer le système actuellement en vigueur sur son territoire d'une exemption pour quatre-vingt-dix jours consécutifs, renouvelable à chaque entrée. Au cas où cette période d'exonération serait dépassée, l'impôt y afférent pourra être prélevé conformément à la législation suisse.

Si la Suisse était amenée à introduire le système de la présente convention, il serait bien entendu qu'elle serait tenue de prélever l'impôt suivant les dispositions de cette convention.

II. Ad *Article 3.*

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de prescrire l'accomplissement des formalités prévues au dernier de l'article 3 dans un bureau frontière autre que le bureau de douane.

ANNEX TO THE CONVENTION

ON THE TAXATION OF FOREIGN MOTOR VEHICLES.

MODEL OF INTERNATIONAL FISCAL PERMIT.

This permit is drawn up in the official language or languages of the country of issue. The cover, pale blue in colour, shall bear a translation into each of the languages of the High Contracting Parties, of the words : " International Fiscal Permit ".

Entries in writing on the permit shall be written in Latin characters or in English cursive hand, but may, in addition, be written in other characters.

This permit contains 48 numbered pages.

The format is that of the model attached hereto (approximately $5 \frac{5}{16} \times 9 \frac{9}{16}$ inches).

PROTOCOL-ANNEX.

I. *Ad Article 2.*

It is understood that Switzerland may, while recognising the right of the other High Contracting Parties to apply the régime of the present Convention as between themselves and Switzerland, continue the system at present in force on Swiss territory of periods of 90 days' exemption renewable at each separate entry. In the event of this period of exemption being exceeded, the tax in respect of it may be levied in conformity with Swiss law.

Should Switzerland decide to apply the system of the present Convention, it is understood that she will be under an obligation to levy the tax in accordance with its provisions.

II. *Ad Article 3.*

The High Contracting Parties reserve the right to require that the formalities provided for in the last paragraph of Article 3 shall be carried out at some frontier office other than a Customs office.

(Couverture.)

[Nom du pays.]

CARNET FISCAL INTERNATIONAL

N°

CONVENTION INTERNATIONALE DE GENÈVE
DU 30 MARS 1931.

(Cover.)

[Name of Country.]

INTERNATIONAL FISCAL PERMIT

No.

INTERNATIONAL CONVENTION SIGNED AT GENEVA

ON MARCH 30th, 1931.

(Page 1.)

[Nom du pays.]

CARNET FISCAL INTERNATIONAL

N°

CONVENTION INTERNATIONALE DE GENÈVE DU 30 MARS 1931.

Le présent carnet est délivré en vue de l'exemption des impôts ou taxes de circulation ou de détention accordée aux véhicules automobiles pour un ou plusieurs séjours représentant une durée totale de quatre-vingt-dix jours passés dans chacun des pays auxquels s'applique ladite Convention. Ce carnet n'est valable que pendant un an à compter de la date de sa délivrance.

Le présent carnet fiscal a été délivré à *

demeurant à **

pour le véhicule automobile dont le signalement est le suivant :

Genre du véhicule (1)

Marque du châssis (2)

Numéro du châssis (3)

Numéro du moteur (4)

Numéro d'immatriculation figurant sur les plaques du pays
qui délivre le carnet (5)

Lieu et date de délivrance :, le (6)

Cachet de l'autorité

..... ***

..... ****

- * Nom et prénoms du propriétaire ou détenteur.
- ** Ville, rue, numéro.
- *** Signature de l'autorité ou de l'organisme habilité par celle-ci.
- **** Visa de l'autorité.

(Page 1.)

[Name of Country.]

INTERNATIONAL FISCAL PERMIT

No.

INTERNATIONAL CONVENTION SIGNED AT GENEVA
ON MARCH 30th, 1931.

The present permit is issued with a view to the exemption from taxes or charges on the circulation or possession of motor vehicles granted for one or more periods of stay representing a total period of not more than ninety days spent in each of the countries to which the said Convention applies. The permit is only valid for one year from the date of issue.

The present fiscal permit is issued to *

living at **

for the motor vehicle with the following description :

- Type of vehicle (1)
- Make of chassis (2)
- Number of chassis (3)
- Number of engine (4)
- Registration number on the plates of the country issuing the permit (5)
- Place and date of issue (6)

Stamp
of authority

..... ***

..... ****

* Christian names and surname of the owner or possessor.
** Town, street, number.
*** Signature of authority or of the organisation designated for the purpose.
**** Visa of authority.

(Page 2.)

Le présent carnet est valable dans tous les pays mentionnés ci-dessous pendant un an à partir du jour de sa délivrance. *Avant l'expiration de ce délai, il ne peut être délivré, pour le même véhicule, ni nouveau certificat ni duplicata.*

LISTE DES PAYS.

(Page 2.)

The present permit is valid in all the countries mentioned below for one year from the date of its issue. *Before the expiration of this period, no new certificate or duplicate copy can be issued for the same vehicle.*

LIST OF COUNTRIES.

(Page 3.)

CHANGEMENT DE PROPRIÉTAIRE OU DE DÉTENTEUR.

M. (1)
demeurant à (2)
est inscrit comme propriétaire ou détenteur du véhicule pour lequel
le présent carnet a été délivré.

Cachet de l'autorité.

(A), le (3)

..... (4)

M. (1)
demeurant à (2)
est inscrit comme propriétaire ou détenteur du véhicule pour lequel
le présent carnet a été délivré.

Cachet de l'autorité.

(A), le (3)

..... (4)

M. (1)
demeurant à (2)
est inscrit comme propriétaire ou détenteur du véhicule pour lequel
le présent carnet a été délivré.

Cachet de l'autorité.

(A), le (3)

..... (4)

M. (1)
demeurant à (2)
est inscrit comme propriétaire ou détenteur du véhicule pour lequel
le présent carnet a été délivré.

Cachet de l'autorité.

(A), le (3)

..... (4)

- (1) Nom et prénoms du nouveau propriétaire ou détenteur.
(2) Ville, rue, numéro.
(3) Lieu et date.
(4) Signature de l'autorité ou de l'organisme habilité par celle-ci.

(Page 3.)

CHANGE OF OWNER OR POSSESSOR.

M. (1)

living at (2)

is entered as the owner or possessor of the vehicle for which the
present permit has been issued.Stamp of
authority.

(At) (date) (3)

..... (4)

M. (1)

living at (2)

is entered as the owner or possessor of the vehicle for which the
present permit has been issued.Stamp of
authority.

(At) (date) (3)

..... (4)

M. (1)

living at (2)

is entered as the owner or possessor of the vehicle for which the
present permit has been issued.Stamp of
authority.

(At) (date) (3)

..... (4)

M. (1)

living at (2)

is entered as the owner or possessor of the vehicle for which the
present permit has been issued.Stamp of
authority.

(At) (date) (3)

..... (4)

(1) Christian names and surname of the owner or possessor.

(2) Town, street, number.

(3) Place and date.

(4) Signature of authority or of the organisation designated for the purpose.

(Page 4.)

CHANGEMENT DE NUMÉRO D'IMMATRICULATION.

Le véhicule pour lequel le présent carnet a été délivré a reçu
le nouveau numéro d'immatriculation :

Cachet de l'autorité.

(A), le (1)

..... (2)

Le véhicule pour lequel le présent carnet a été délivré a reçu
le nouveau numéro d'immatriculation :

Cachet de l'autorité.

(A), le (1)

..... (2)

Le véhicule pour lequel le présent carnet a été délivré a reçu
le nouveau numéro d'immatriculation :

Cachet de l'autorité.

(A), le (1)

..... (2)

Le véhicule pour lequel le présent carnet a été délivré a reçu
le nouveau numéro d'immatriculation :

Cachet de l'autorité.

(A), le (1)

..... (2)

(1) Lieu et date.

(2) Signature de l'autorité ou de l'organisme habilité par celle-ci.

(Page 4.)

CHANGE OF REGISTRATION NUMBER.

The vehicle in respect of which this permit is issued has received
the following new registration number :

Stamp of authority.	(At) (date) (1)
	 (2)

The vehicle in respect of which this permit is issued has received
the following new registration number :

Stamp of authority.	(At) (date) (1)
	 (2)

The vehicle in respect of which this permit is issued has received
the following new registration number :

Stamp of authority.	(At) (date) (1)
	 (2)

The vehicle in respect of which this permit is issued has received
the following new registration number :

Stamp of authority.	(At) (date) (1)
	 (2)

(1) Place and date.

(2) Signature of authority or of the organisation designated for the purpose.

(Page 5.)

VISAS D'ENTRÉE ET DE SORTIE.

..... (Nom du pays visité.)

Entrée ou sortie	Date	Nombre de jours à décompter	Total des jours à décompter depuis la première entrée	Signature de l'agent qualifié ou cachet du bureau	
				Entrée	Sortie
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					

Voir suite, page N°

Note : Pour le calcul de la durée de l'exonération, le jour est compté de minuit à minuit, toute fraction de jour comptant pour un jour entier. Toutefois, le jour de sortie n'est pas compté lorsque le jour d'entrée et le jour de sortie sont séparés par plus d'un jour d'intermédiaire.

(Page 5.)

ENTRANCE AND EXIT VISAS.

..... (Name of country visited)

Entrance or exit	Date	Number of days to be counted	Total number of days to be counted since first entrance	Signature of competent official or stamp of office	
				Entrance	Exit
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					

For continuation, *vide* page No.

Note : In calculating the period of exemption, each day shall be reckoned from midnight to midnight, every fraction of a day counting as a whole day. The day of exit shall, however, not be counted when the day of entry and the day of exit are separated by a period of more than one day.

(Pages 6 et suivantes.)

VISAS D'ENTRÉE ET DE SORTIE.

..... (Nom du pays visité.)

Entrée ou sortie	Date	Nombre de jours à décompter	Total des jours à décompter depuis la première entrée	Signature de l'agent qualifié ou cachet du bureau	
				Entrée	Sortie
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					

Voir suite, page N°

(Pages 6 and following.)

ENTRANCE AND EXIT VISAS.

..... (Name of country visited)

Entrance or exit	Date	Number of days to be counted	Total number of days to be counted since first entrance	Signature of competent official or stamp of office	
				Entrance	Exit
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					
Entrance					
Exit					

For continuation, *vide* page No.

N° 3186.

ALLEMAGNE ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un accord instituant des facilités en matière de passeports pour les marins allemands et norvégiens. Oslo, les 9 février et 3 mars 1933.

GERMANY AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement instituting Passport Facilities for German and Norwegian Seamen. Oslo, February 9, and March 3, 1933.

N^o 3186. — NOTENWECHSEL¹
ZWISCHEN DER DEUTSCHEN
UND NORWEGISCHEN REGIE-
RUNG ÜBER PASSERLEICHTE-
RUNGEN FÜR DEUTSCHE UND
NORWEGISCHE SEELEUTE.
OSLO, DEN 9. FEBRUAR UND
3. MÄRZ 1933.

N^o 3186. — UTVEKSLING¹ AV
NOTER MELLEM DEN NORSKE
OG TYSKE REGJERING ANGA-
AENDE PASSLETTELSER FOR
NORSKE OG TYSKE SJÖMEN.
OSLO, DEN 9. FEBRUAR OG 3.
MARS 1933.

*Textes officiels allemand et norvégien communiqués
par le délégué permanent de la Norvège auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement de
cet échange de notes a eu lieu le 10 mai 1933.*

*German and Norwegian official texts communicated
by the Permanent Delegate of Norway accredited
to the League of Nations. The registration of
this Exchange of Notes took place May 10, 1933.*

I.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

DET. KGL.

UTENRIKSDEPARTEMENT.

Under henvisning til senest Tysklands Legasjons verbalnote av 25. juli 1932 om passlettelser for norske og tyske sjømenn har Utenriksdepartementet den ære å bringe til Legasjonens kunnskap at den norske Regjering er beredt til med det Tyske Rikes Regjering å avslutte en overenskomst gående ut på følgende :

Under de forutsetninger som nedenfor er nevnt anerkjennes til bruk som pass for sjømenn når skib som de er påmönstret kommer til tysk, henholdsvis norsk havn :

1. *Fra tysk side :*

- a) Norsk sjöfartsbok overensstemmende med et oversendt avtrykk.
- b) Norsk Sjömanns Identitetsbevis overensstemmende med et oversendt avtrykk.

2) *Fra norsk side :*

Tysk Sjöfartsbok (Das Deutsche Seefahrtsbuch) overensstemmende med et mottatt avtrykk.

¹ Entré en vigueur le 12 avril 1933.

¹ Came into force April 12, 1933.

Forutsetningene for anerkjennelse av ovennevnte dokumenter til bruk som pass er følgende :

1. Innehaveren må være norsk eller tysk statsborger ;
2. Innehaverens fotografi må være påklebet vedkommende dokument ;
3. Innehaveren har adgang til å gå iland og opholde sig i vedkommende havn under skibets henliggen i tysk, henholdsvis norsk havn ; derimot har han ikke adgang til efter avmönstring fra skibet å gå iland uten å være i besiddelse av gyldig, vanlig pass.

Den norske Regjering vil ved Utenriksdepartementets mottagelse av en verbalnote fra Tysklands Legasjon av tilsvarende innhold som nærværende verbalnote betrakte ovennevnte overenskomst som avsluttet i og med denne noteveksling, idet overenskomsten forutsettes å tre i kraft fra og med 40. dag efter siste verbalnotes dateringsdag.

OSLO, 9. februar 1933.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

Dem Königlich Norwegischen Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten beehrt sich die Deutsche Gesandtschaft unter Bezugnahme auf die gefällige Verbalnote vom 9. v. M., betreffend Passerleichterungen für deutsche und norwegische Seeleute, zur Kenntnis zu bringen, dass die Deutsche Reichsregierung bereit ist, mit der Königlich Norwegischen Regierung folgendes Übereinkommen zu treffen :

Unter den nachstehend genannten Voraussetzungen werden als Passersatz für deutsche Seeleute auf Schiffen, die norwegische Häfen anlaufen, und für norwegische Seeleute auf Schiffen, die deutsche Häfen anlaufen, anerkannt :

1. *Deutscherseits :*

a) Das norwegische Seefahrtsbuch (Norsk Sjøfartsbok) entsprechend dem übersandten Exemplar,

b) Der für norwegische Seeleute gebräuchliche Identitätsbeweis (Norsk Sjømanns Identitetsbevis) entsprechend dem übersandten Exemplar.

2. *Norwegischerseits :*

Das deutsche Seefahrtsbuch entsprechend dem übersandten Exemplar.

Als Voraussetzung für die Anerkennung der obengenannten Legitimationspapiere als Passersatz gilt folgendes :

1. Der Inhaber muss die deutsche bzw. norwegische Staatsangehörigkeit besitzen.

2. Die Photographie des Inhabers muss auf dem betreffenden Legitimationspapier aufgeklebt sein.

3. Der Inhaber hat das Recht, an Land zu gehen und sich in dem betreffenden deutschen bzw. norwegischen Hafen während der Liegezeit seines Schiffes aufzuhalten. Dagegen hat er nicht das Recht, nach der Abmusterung von seinem Schiff an Land zu gehen, ohne im Besitze eines gültigen gewöhnlichen Passes zu sein.

Mit dem Empfang der vorliegenden Verbalnote durch das Königlich Norwegische Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten wird die deutsche Reichsregierung das in Frage stehende Abkommen als abgeschlossen ansehen. Das Abkommen würde danach mit Beginn des 40. Tages nach dem als Datum der vorliegenden Verbalnote angegebenen Tage in Kraft treten.

OSLO, den 3. März 1933.

Copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 6 mai 1933.

Le Chef de Division :
Rolf Andvord.

¹ TRADUCTION.

N^o 3186. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ACCORD INSTITUANT DES FACILITÉS EN MATIÈRE DE PASSEPORTS POUR LES MARINS ALLEMANDS ET NORVÉGIENS. OSLO, LES 9 FÉVRIER ET 3 MARS 1933.

I.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Le Département des Affaires étrangères, se référant à la dernière note verbale de la Légation d'Allemagne, en date du 25 juillet 1932, concernant les facilités en matière de passeports pour les marins norvégiens et allemands, a l'honneur de porter à la connaissance de la légation que le Gouvernement norvégien est

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3186. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT INSTITUTING PASSPORT FACILITIES FOR GERMAN AND NORWEGIAN SEAMEN. OSLO, FEBRUARY 9, AND MARCH 3, 1933.

I.

DEPARTMENT
FOR FOREIGN AFFAIRS.

With reference to the German Legation's last Note Verbale of July 25, 1932, regarding passport facilities for Norwegian and German seamen, the Department for Foreign Affairs has the honour to inform the Legation that the Norwegian Government is prepared to conclude an agreement with the Government of the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

disposé à conclure avec le Gouvernement du Reich allemand un accord comportant les dispositions suivantes :

Sous réserve des conditions spécifiées ci-après, seront reconnus comme tenant lieu de passeport pour les marins, lorsque le navire sur lequel ils sont embarqués arrive dans un port allemand, ou dans un port norvégien, selon le cas :

1. *Par l'Allemagne :*

a) Le livret de marin norvégien (*Norsk sjøfartsbok*), conforme à l'exemplaire communiqué ;

b) Le certificat d'identité des marins norvégiens (*Norsk Sjømanns Identitetsbevis*), conforme à l'exemplaire communiqué ;

2. *Par la Norvège :*

Le livret de marin allemand (*das Deutsche Seefahrtsbuch*) conforme à l'exemplaire reçu.

Les conditions auxquelles les susdites pièces pourront être reconnues comme tenant lieu de passeport sont les suivantes :

1. Le titulaire devra être ressortissant norvégien ou allemand, selon le cas ;

2. La photographie du titulaire devra être collée sur la pièce en question ;

3. Le titulaire pourra descendre à terre et séjourner dans le port allemand ou norvégien en question pendant que le navire s'y trouvera ; par contre, s'il a été congédié de son navire, il ne pourra débarquer sans être en possession d'un passeport ordinaire valable.

Le Gouvernement norvégien, lorsque le Département des Affaires étrangères aura reçu de la Légation d'Allemagne une note verbale d'une teneur analogue à celle de la présente note verbale, considérera que l'accord précité se trouve conclu par cet échange de notes, cet accord devant entrer en vigueur le quarantième jour après la date de la dernière note verbale.

OSLO, le 9 février 1933.

II.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.

La Légation d'Allemagne, se référant à la note verbale en date du 9 février, concernant

No. 3186

German Reich containing the following provisions :

Subject to the conditions mentioned below, the following documents shall be recognised in lieu of passports for seamen when vessels on which they have embarked arrive at a German port or a Norwegian port respectively :

1. *By Germany :*

(a) The Norwegian Seaman's Discharge Book (*Norsk sjøfartsbok*) in accordance with the specimen enclosed ;

(b) The Norwegian Seaman's Identity Certificate (*Norsk Sjømanns Identitetsbevis*) in accordance with the specimen enclosed.

2. *By Norway :*

The Seaman's Discharge Book (*Das Deutsche Seefahrtsbuch*) in accordance with the specimen received.

The conditions under which the above-mentioned documents are recognised in lieu of passports are as follows :

1. The holder must be a Norwegian or German national ;

2. The holder's photograph must be pasted on the document in question ;

3. The holder may go on land and stay in the German or Norwegian port in question so long as the vessel remains there ; on the other hand, after being paid off he may not disembark unless he is in possession of an ordinary valid passport.

The Norwegian Government, on the receipt by the Department for Foreign Affairs of a Note Verbale from the German Legation of similar tenor to the present Note Verbale, will regard the above-mentioned agreement as having been concluded by this exchange of notes, the agreement to come into force on the fortieth day after the date of the last Note Verbale.

OSLO, February 9, 1933.

II.

GERMAN LEGATION.

With reference to the Note Verbale of February 9 from the Royal Norwegian Ministry

les facilités en matière de passeports pour les marins allemands et norvégiens, a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère norvégien des Affaires étrangères que le Gouvernement du Reich allemand est disposé à conclure avec le Gouvernement norvégien l'accord suivant :

Sous réserve des conditions spécifiées ci-après, seront reconnus comme tenant lieu de passeport, pour les marins allemands, sur les navires relâchant dans les ports norvégiens, et pour les marins norvégiens, sur les navires relâchant dans les ports allemands :

1. *Par l'Allemagne :*

a) Le livret de marin norvégien (*Norsk Sjöfartsbok*) conforme à l'exemplaire communiqué ;

b) Le certificat d'identité des marins norvégiens (*Norsk Sjömanns Identitetsbevis*), conforme à l'exemplaire communiqué ;

2. *Par la Norvège :*

Le livret de marin allemand (*Das Deutsche Seefahrtsbuch*) conforme à l'exemplaire communiqué.

Les conditions auxquelles les susdites pièces pourront être reconnues comme tenant lieu de passeport sont les suivantes :

1. Le titulaire devra être ressortissant norvégien ou allemand selon le cas ;

2. La photographie du titulaire devra être collée sur la pièce en question ;

3. Le titulaire pourra descendre à terre et séjourner dans le port allemand ou norvégien en question pendant que le navire s'y trouvera ; par contre, s'il a été congédié de son navire, il ne pourra débarquer sans être en possession d'un passeport ordinaire valable.

Le Gouvernement du Reich allemand considérera que l'accord en question se trouve conclu lorsque le Ministère norvégien des Affaires étrangères aura reçu la présente note verbale. L'accord entrera alors en vigueur, le quarantième jour après la date de la présente note verbale.

OSLO, le 3 mars 1933.

for Foreign Affairs regarding passport facilities for German and Norwegian seamen, the German Legation has the honour to State that the Government of the German Reich is prepared to enter into the following agreement with the Royal Norwegian Government :

Subject to the conditions mentioned below, the following documents shall be recognised in lieu of passports for German seamen on vessels putting into Norwegian ports and for Norwegian seamen on vessels putting into German ports :

1. *By Germany :*

(a) The Norwegian Seaman's Discharge Book (*Norsk Sjöfartsbok*) in accordance with the specimen communicated ;

(b) The Norwegian Seaman's Identity Certificate (*Norsk Sjömanns Identitetsbevis*) in accordance with the specimen communicated.

2. *By Norway :*

The German Seaman's Discharge Book (*Das Deutsche Seefahrtsbuch*) in accordance with the specimen communicated.

The conditions under which the above-mentioned documents are recognised in lieu of passports are as follows :

1. The holder must be a German or Norwegian national ;

2. The holder's photograph must be pasted on the document in question ;

3. The holder may go on land and stay in the German or Norwegian port in question so long as his vessel remains there. On the other hand, after being paid off he may not go on land unless he is in possession of an ordinary valid passport.

On the receipt of the present Note Verbale by the Royal Norwegian Ministry for Foreign Affairs the Government of the German Reich will regard the agreement in question as having been concluded. The agreement will consequently come into force as from the fortieth day after the date of the present Note Verbale.

OSLO, March 3, 1933.

N° 3187.

JAPON ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque des impôts sur les revenus et bénéfices découlant du trafic de navigation maritime. Tokio, le 26 janvier 1933.

JAPAN AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Exemption from Taxation of Incomes and Net Profits accruing from the Business of Shipping. Tokio, January 26, 1933.

N^o 3187 — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE JAPANESE AND
NETHERLANDS GOVERN-
MENTS CONSTITUTING AN
AGREEMENT REGARDING THE
RECIPROCAL EXEMPTION
FROM TAXATION OF INCOMES
AND NET PROFITS ACCRUING
FROM THE BUSINESS OF
SHIPPING. TOKIO, JANUARY
26, 1933.

N^o 3187. — ÉCHANGE DE NOTES¹
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
JAPONAIS ET NÉERLANDAIS
COMPORTANT UN ACCORD RE-
LATIF A L'EXEMPTION RÉCI-
PROQUE DES IMPOTS SUR LES
REVENUS ET BÉNÉFICES DÉ-
COULANT DU TRAFIC DE NAVI-
GATION MARITIME. TOKIO,
JANUARY 26, 1933.

*Textes officiels anglais et japonais communiqués
par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipo-
tentiaire des Pays-Bas à Berne. L'enregistre-
ment de cet échange de notes a eu lieu le 12 mai
1933.*

*English and Japanese official texts communicated
by the Netherlands Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary at Berne. The regis-
tration of this Exchange of Notes took place
May 12, 1933.*

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

N^o 82.

TOKYO, January 26, 1933.

MONSIEUR LE COMTE,

Regarding the reciprocal exemption, as between the Netherlands and Japan, from taxation of incomes and net profits accruing from the business of shipping, I have the honour, under instructions from my Government, to inform you as follows :

(1) The Netherlands Government declare that they will take the necessary steps in conformity with the Netherlands laws and ordinances concerned to exempt, upon condition of reciprocity, from taxes char-

I.

N^o 82.

TOKIO, le 26 janvier 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En matière d'exemption réciproque, entre les Pays-Bas et le Japon, de l'impôt sur les revenus et sur les bénéfices nets tirés d'entreprises de navigation maritime, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à votre connaissance ce qui suit :

1^o Le Gouvernement néerlandais déclare qu'il prendra les mesures nécessaires, conformément aux lois et ordonnances néerlandaises pertinentes, pour exempter, sous réserve de réciprocité, des impôts à perce-

¹ Entrée en vigueur le 26 février 1933.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Come into force January 26, 1933.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

geable in the Netherlands, all incomes and net profits which accrue from the business of shipping carried on by Japanese subjects resident in Japan or by companies whose principal offices are in Japan, by means of ships whose port of registry is in Japan. It is understood that this exemption shall be applied to such of the incomes and net profits of individuals as will be taxable on and after the 1st day of January 1933 and to such of the incomes and net profits of companies as are or will be made during bookyears ending on the 1st day of July 1932 or thereafter.

(2) It is understood that the terms "the Netherlands" and "Japan" in the present Note include all regions under the rule of the respective countries.

(3) It is understood that the term "business of shipping", as used in the foregoing, means the business carried on by an owner of a ship or ships between Japanese and/or foreign ports and ports in the Netherlands, and that for the purpose of this definition the term "owner" includes any charterer.

(4) It is understood that if and so soon as such exemption as is prescribed under head 1 ceases to be practicable in the Netherlands because of any amendment or repeal of the laws and ordinances concerned, the said exemption shall immediately cease to have effect.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency, Monsieur le Comte, the assurance of my highest consideration.

J. C. PABST.

His Excellency
Count Yasuya Uchida,
Minister for Foreign Affairs,
Tokyo.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général du
Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.
A. M. Snouck Hurgronje.

voir aux Pays-Bas, tous les revenus et bénéfices nets tirés d'entreprises de navigation maritime, exploitées par des sujets japonais résidant au Japon, ou par des sociétés dont le siège central est au Japon, au moyen de navires dont le port d'immatriculation est situé au Japon. Il est entendu que cette exemption s'appliquera aux revenus et bénéfices nets des particuliers qui seront imposables à partir du 1^{er} janvier 1933, ainsi qu'aux revenus et bénéfices nets de sociétés réalisés au cours de l'exercice comptable se terminant le 1^{er} juillet 1932, ou à réaliser au cours d'exercices ultérieurs.

2° Il est entendu que les expressions « les Pays-Bas » et « le Japon » comprennent, aux fins de la présente note, toutes les régions soumises à l'autorité de ces pays.

3° Il est entendu que l'expression « entreprises de navigation maritime », telle qu'elle est employée ci-dessus, signifie l'exploitation par un armateur d'un ou de plusieurs navires entre des ports japonais ou étrangers, et des ports néerlandais, et qu'aux fins de cette définition, le mot « armateur » comprend tout affréteur.

4° Il est entendu que si l'exemption prévue à l'article 1 ci-dessus cesse d'être possible aux Pays-Bas par suite d'amendements aux lois et ordonnances pertinentes, ou d'abrogation de ces lois et ordonnances, cette exemption cessera immédiatement d'avoir effet.

Je saisis cette occasion, etc.

J. C. PABST.

A Son Excellence
le Comte Yasuya Uchida,
Ministre des Affaires étrangères,
Tokio.

ヘキ會社ノ所得及純益ニ適用セラルヘキモノトス
 二、本書翰ニ於ケル日本國及和蘭國トハ夫々兩國ノ管治スル地域
 全部ヲ包含スルモノトス
 三、前記海運業トハ船舶所有者ニ依リ和蘭國ノ港、別國ノ港又ハ
 其ノ雙方ト日本國ノ港トノ間ニ營マルル業務ヲ謂ヒ且右定義中
 船舶所有者トハ傭船者ヲ包含スルモノトス
 四、關係法令ノ改廢ニ依リ前記第一號記載ノ免除ヲ日本國ニ
 於テ實行シ得サルニ至ルトキハ右免除ハ直ニ之ヲ廢止スルモノトス
 右申進旁本大臣ハ茲ニ重ニ閣下ニ向テ敬意ヲ表シ候 敬具
 昭和八年一月二十六日 外務大臣伯爵内田康哉
 和蘭特命全權公使ゼネラルイテ、ヤ、ハバースト閣下

Pour copie conforme :

Tokyo, le 30 juin 1933.

Le Secrétaire-interprète de la Légation royale des Pays-Bas :

Besier.

TEXTE JAPONAIS. — JAPANESE TEXT.

II.

通一普通第四號

以書翰啓上致候陳者日本國及和蘭國間海運業ヨリ生スル所得及純益ニ對スル課税、相互免除方ニ關シ千九百三十三年一月二十六日附貴翰ヲ以テ御申越、趣敬承致候仍テ左記、通通告致候

一日本國政府ハ和蘭國ニ住所、有スル和蘭國人又ハ和蘭國ニ主ル事務所ヲ有スル會社カ和蘭國ニ船籍港ヲ有スル船舶ヲ以テスル海運業ヨリ生スル一切ノ所得及純益ニ付日本國ニ於テ課セラルヘキ所得税及營業收益税ヲ相互條件ノ下ニ免除スル爲昭和三年法律第六號ニ依リ改正セラレタル大正十三年法律第六號及關係命令ノ規定ニ遵ヒ必要ナル措置ヲ執ルトト、聲明ス。前記免除ハ昭和八年一月一日以後ニ課税セラルヘキ個人ノ所得及純益並ニ昭和七年七月一日以後ニ終ル事業年度中ニ生シ又ハ生マルコトアル

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

No. 4/Ci.

TOKIO, le 26 janvier 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date du 26 janvier 1933 concernant l'exemption réciproque entre le Japon et les Pays-Bas de l'impôt sur les revenus et sur les bénéfices nets tirés d'entreprises de navigation maritime, et de porter à votre connaissance ce qui suit :

1^o Le Gouvernement japonais déclare qu'il prendra les mesures nécessaires, conformément à la loi N° 6 de 1924, amendée par la loi N° 6 de 1928, et aux ordonnances pertinentes, pour exempter, sous réserve de réciprocité, de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les bénéfices commerciaux à percevoir au Japon, tous les revenus et bénéfices nets résultant d'entreprises de navigation maritime, exploitées par des sujets néerlandais résidant aux Pays-Bas, ou par des sociétés dont le siège central est situé aux Pays-Bas, au moyen de navires dont le port d'immatriculation est situé aux Pays-Bas. Il est entendu que cette exemption s'appliquera aux revenus et bénéfices nets des particuliers imposables à partir du 1^{er} janvier 1933, et aux revenus et bénéfices nets des sociétés réalisés au cours de l'exercice comptable se terminant le 1^{er} juillet 1932, ou à réaliser au cours d'exercices ultérieurs.

2^o Il est entendu que les expressions « le Japon » et « les Pays-Bas », dont il est fait usage dans la présente note, comprennent toutes les régions soumises aux autorités de ces pays.

3^o Il est entendu que l'expression « entreprises de navigation maritime », telle qu'elle est employée ci-dessus, signifie l'exploitation par un armateur d'un ou de plusieurs navires entre des ports néerlandais ou

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

N° 4/Ci.

TOKYO, January 26th 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In acknowledgment of the receipt of Your Excellency's Note dated the 26th January, 1933, regarding the reciprocal exemption, as between Japan and the Netherlands, from taxation of incomes and net profits accruing from the business of shipping, I have the honour to inform you as follows :

(1) The Japanese Government declare that they will take the necessary steps in conformity with Law n°. 6, 1924, as revised by Law n°. 6, 1928, and the ordinances concerned to exempt, upon condition of reciprocity, from income tax and business profits tax chargeable in Japan, all incomes and net profits which accrue from the business of shipping carried on by Netherlands subjects resident in the Netherlands or by companies whose principal offices are in the Netherlands, by means of ships whose port of registry is in the Netherlands. It is understood that this exemption shall be applied to such of the incomes and net profits of individuals as will be taxable on and after the 1st day of January 1933 and to such of the incomes and net profits of companies as are or will be made during bookyears ending on the 1st day of July 1932 or thereafter.

(2) It is understood that the terms " Japan " and " the Netherlands " in the present Note include all regions under the rule of the respective countries.

(3) It is understood that the term " business of shipping ", as used in the foregoing, means the business carried on by an owner of a ship or ships between Netherlands and/or foreign ports and ports

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Traduction du Gouvernement des Pays-Bas.

¹ Translated by the Secretariat, of the League of Nations, for information.

² Translation of the Netherlands Government.

étrangers, et des ports japonais, et qu'aux fins de définition, le mot « armateur » comprend tout affréteur.

4^o Il est entendu que si l'exemption prévue à l'article 1 ci-dessus cesse d'être possible au Japon par suite d'amendements aux lois et ordonnances pertinentes, ou d'abrogation de ces lois et ordonnances, cette exemption cessera immédiatement d'avoir effet.

Je saisis cette occasion, etc.

Comte Yasuya UCHIDA,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence le Général J. C. Pabst,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire des Pays-Bas.

in Japan, and that for the purpose of this definition the term " owner " includes any charterer.

(4) It is understood that if and so soon as such exemption as is prescribed under head 1 ceases to be practicable in Japan because of any amendment or repeal of the laws and ordinances concerned, the said exemption shall immediately cease to have effect.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurance of my high consideration.

Count Yasuya UCHIDA,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency General J. C. Pabst,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the Netherlands.

N° 3188.

AUTRICHE ET POLOGNE

Accord concernant les questions
d'archives. Signé à Vienne, le 26
octobre 1932.

AUSTRIA AND POLAND

Agreement regarding Questions of
Archives. Signed at Vienna, Octo-
ber 26, 1932.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 3188. — UKŁAD¹ ARCHIWALNY MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ
A REPUBLIKĄ AUSTRJACKĄ. PODPISANY W WIEDNIU, DNIA
26 PAŹDZIERNIKA 1932 r

*Textes officiels allemand et polonais communiqués par le délégué de la Pologne auprès de la Société
des Nations et le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet accord
a eu lieu le 24 mai 1933.*

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ i PREZYDENT ZWIĄZKOWY REPUBLIKI AUSTRJACKIEJ
pragnąc uregulować sprawy archiwalne zamianowali swoimi pełnomocnikami :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Juliusza ŁUKASIEWICZA, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego Rzeczy-
pospolitej Polskiej w Wiedniu ;

Pana d-ra Bronisława DEMBIŃSKIEGO, Profesora Uniwersytetu ;

PREZYDENT ZWIĄZKOWY RZECZYPOSPOLITEJ AUSTRJACKIEJ :

Pana d-ra Engelberta DOLLFUSSA, Kanclerza Związkowego ;

Pana d-ra Ludwika BITTNERA, Profesora Uniwersytetu, Generalnego Archiwarjusza
Państwowego ;

pełnomocnicy ci po wzajemnem okazaniu swoich pełnomocnictw, uznanych za sporządzone
w dobrej i w należytej formie zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł I.

Austrjacki Rząd Związkowy oświadcza gotowość wydania Rządowi Polskiemu na zasadzie
archiwalnej proveniencji wszystkich w jego przechowaniu znajdujących się części składowych
starych archiwów historycznych, wszelkich innych archiwaljów i części składowych nowych
registratur administracyjnych, które powstały na obszarze dzisiejszego Państwa Polskiego. W
to wchodzi także archiwalja, które w swoim czasie były wysłane do Wiednia do wglądu, a które
według swego przeznaczenia należą do archiwów i registratur na obszarze Państwa Polskiego,
a mianowicie : takie akta względnie dokumenty, które władze państwowe, komunalne, kościelne,
fundacje kościelne, związki religijne, szpitale i t. p. jak również osoby prywatne dołączyły jako
dowody do swych pism w toku korespondencji swej z austriackimi władzami centralnemi.

Austrjacki Rząd Związkowy oświadcza gotowość wydania Rządowi Polskiemu bez uprzedniego
żądania z jego strony nowo odnalezionych tego rodzaju archiwaljów i akt.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 23 mars 1933.

L'accord a été publié simultanément par les deux gouvernements, le 10 mai 1933.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3188. — ARCHIVÜBEREINKOMMEN¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK
ÖSTERREICH UND DER REPUBLIK POLEN. GEZEICHNET IN
WIEN, AM 26. OKTOBER 1932.

German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Agreement took place May 24, 1933.

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH und DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK POLEN haben in der Absicht, die archivalischen Fragen zu regeln, zu Bevollmächtigten ernannt :

DER HERR BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Dr. Engelbert DOLLFUSS, Bundeskanzler ;

Herrn Universitätsprofessor Dr. Ludwig BITTNER, Generalstaatsarchivar ;

DER HERR PRÄSIDENT DER REPUBLIK POLEN :

Herrn Juljusz ŁUKASIEWICZ, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Republik Polen in Wien ;

Herrn Universitätsprofessor Dr. Bronisław DEMBIŃSKI ;

Diese haben nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundener Vollmachten folgendes vereinbart :

Artikel I.

Die österreichische Bundesregierung erklärt sich bereit, nach dem archivalischen Provenienzprinzip alle in ihrer Aufbewahrung befindlichen Bestandteile alter historischer Archive, sonstige Archivalien und Bestandteile moderner Verwaltungsregistraturen, die im heute polnischen Staatsgebiete entstanden sind, an die polnische Regierung abzugeben. Dazu gehören auch Archivalien, welche seinerzeit zur Einsicht nach Wien gesendet wurden, bestimmungsgemäss aber Archiven und Registraturen des polnischen Staatsgebietes angehören, und zwar : diejenigen Aktenstücke bzw. Urkunden, die bei dem Schriftwechsel mit österreichischen Zentralstellen von Staats-, Kommunal- und Kirchenbehörden, kirchlichen Stiften, religiösen Korporationen, Spitälern u. ä. sowie von Privatpersonen als Beweisstücke angeschlossen wurden.

Die österreichische Bundesregierung erklärt sich bereit, neuaufgefundene derartige Archivalien und Schriftstücke der polnischen Regierung ohne weitere Anforderung abzugeben.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, March 23, 1933.

The Agreement was published by the two Governments simultaneously, May 10, 1933.

Artykuł II.

Austrjacki Rząd Związkowy oświadcza dalej gotowość wydania Polsce akt byłych c. k. austrjackich władz centralnych i zakładów z czasu od r. 1888 do 3 listopada 1918, potrzebnych do utrzymania ciągłości administracji cywilnej, wojskowej, finansowej, sądowej lub wszelkiej innej na obszarze niegdyś c. k. austrjackim a obecnie polskim i dotyczących wyłącznie tego obszaru oraz wszystkich akt poprzednich odnoszących się do tej samej sprawy (dossier) wstecz aż do r. 1848 włącznie.

Starsze zasoby tego rodzaju, które nie będą wydane, będą udzielone Rządowi Polskiemu do użytku. W wypadkach szczególnych, gdy chodzi o archiwalja, na których podstawie mają być udowodnione prawa albo stosunki prawne, archiwalja takie będą wydane w miarę możliwości Rządowi Polskiemu na osobne żądanie.

Materiał dotyczący wspólnie Galicji i Bukowiny nie podlega wydaniu, lecz ma pozostać do wspólnego użytku w dotychczasowym miejscu przechowania.

Artykuł III.

Przez pojęcie «akta» należy rozumieć akta archiwalne i registraturalne (exhibity, referaty, bruljony, oświadczenia, opinie, protokoły rozpraw, załączniki, korektury, ewentualnie jeszcze nie załatwione względnie niewysłane pisma, dalej drukowane lub innym sposobem powielone akta odnoszące się do tej samej sprawy jak opracowania, zawiadomienia, wykazy, tablice i t. d.), rejestry (księgi publiczne i urzędowe, jak księgi gruntowe, kolejowe, rejestry znaków ochronnych i t. d.), dalej indeksy, protokoły podawcze, elenchy, katalogi, rachunki, pomoce kasowe, tablice statystyczne, wykazy, sprawozdania i publikacje władz państwowych, jako też wojennych central gospodarczych, które pozostawały aż do przewrotu politycznego pod państwowym nadzorem i t. d.), plany, materiały zarządu katastralnego (triangulacja, pomiarowe księgi polowe, mapy, manualy map, sieci punktów trygonometrycznych, akta pomiarowe, jak również kataster wraz z nowymi pomiarami, obliczenia, księgi, akta i mapy, projekty, szkice, studja, programy, opisy, ewentualnie istniejące kopje i matryce do oleatów), tytuły i dokumenty prawne (dokumenty wszelkiego rodzaju, jak akta fundacyjne, kontrakty, koncesje, statuty, oferty i t. p.), wogóle bez względu na materiał, z jakiego są sporządzone lub na jakim są utrwalone (papier, pergamin, skóra, metal, kamień, drzewo i t. p.).

Za plany, operaty katastralno-triangulacyjne i inne projekty, o ile sporządzone zostały przez władze państwowe, które miały swą siedzibę na obszarze Republiki Austrjackiej i o ile dotyczą prac nierozpoczętych jeszcze przed końcem października 1918 r., należy zapłacić Austrjackiemu Rządowi Związkowemu ich obecną wartość. Wartość tę obecną ustali się na podstawie obopólnego porozumienia. O ileby w różnych archiwach znalazły się urzędowo sporządzone wyciągi lub odpisy oryginałów podlegających wydaniu, to wyciągi takie i odpisy pozostają w swych miejscach przechowania.

Nie podlegają wydaniu akta spraw, które w dalszym swym związku odnoszą się do całej byłej Monarchji Austrjacko-Węgierskiej lub do obszarów kilku byłych krajów koronnych tej Monarchji.

Artykuł IV.

Akta określone w artykule II, które wyrażnie dotyczą obszaru niegdyś c. k. austrjackiego, a obecnie polskiego i jednocześnie także obszaru Austrii albo trzeciego państwa i wskutek tego przez Austrjacki Rząd Związkowy nie mogą być wydane, będą udzielone do użytku Rządowi Polskiemu w celu sporządzenia kopij, odpisów, wyciągów i fotografii. Akta te mogą być także wypożyczone na określony czas, o ile pozwoli na to tok służby.

Artikel II.

Die österreichische Bundesregierung erklärt sich ferner bereit, die zur Fortführung der Zivil-, Militär-, Finanz-, Gerichts- oder sonstigen Verwaltungen der ehemals k. k. österreichischen und jetzt polnischen Gebiete notwendigen und diese Gebiete ausschliesslich betreffenden Akten der ehemaligen k. k. österreichischen Zentralbehörden und Anstalten aus der Zeit von 1888 bis 3. November 1918, sowie alle zu derselben Verhandlung (Dossier) gehörenden Vorakten bis einschliesslich 1848 an Polen abzugeben.

Ältere derartige Bestände, welche nicht abgegeben werden, werden der polnischen Regierung zwecks Benützung zur Verfügung gestellt. In besonderen Fällen, wo es sich um Archivalien handelt, durch welche Rechte oder Rechtsverhältnisse bewiesen werden sollen, werden diese Archivalien der polnischen Regierung auf besonderes Ansuchen nach Tunlichkeit abgegeben.

Material, das Galizien und die Bukowina gemeinsam betrifft, ist nicht auszufolgen, sondern zur gemeinsamen Benützung an dem bisherigen Verwahrungsorte zu belassen.

Artikel III.

Unter dem Begriff „Akten“ sind zu verstehen :

Archiv- und Registratsakten (Exhibite, Referate, Konzepte, Äusserungen, Gutachten, Verhandlungsprotokolle, Beilagen, Korrekturen, eventuell noch unerledigte, beziehungsweise nicht expedierte Stücke, ferner im Druck erschienene oder auf andere Weise vervielfältigte, auf den Verhandlungsgegenstand Bezug habende Schriften, wie Abhandlungen, Mitteilungen, Nachweise, Tabellen etc.), Register (öffentliche und Amtsbücher, wie Grundbücher, Eisenbahnbücher, Markenregister etc.), ferner Indizes, Einlaufsprotokolle, Elenche, Kataloge, Rechnungen, Kassa-behelfe, statistische Tabellen, Ausweise, Berichte und Publikationen der Staatsbehörden, sowie der bis zum Umsturz unter Staatsaufsicht gestandenen kriegswirtschaftlichen Zentralen etc.), Pläne, das Material der Katasterverwaltung (Triangulation, Vermessungsfeldbücher, Karten, Manuale der Karten, trigonometrische Netzbilder, Vermessungsakten, sowie auch den Kataster samt neuen Vermessungen, Rechnungen, Bücher, Akten und Karten, Projekte, Skizzen, Studien, Programme, Beschreibungen, etwa vorhandene Kopien und Oleat - Matrizen), Titel und Rechtsurkunden (Dokumente aller Art, wie Stiftsbriefe, Kontrakte, Konzessionsurkunden, Statuten, Übernahmsbedingungen und dgl.), insgesamt ohne Unterschied des Materials, aus welchem sie hergestellt und auf welchem sie festgelegt sind (Papier, Pergament, Leder, Metall, Stein, Holz etc.).

Für Pläne, Katastertriangulierungsoperat und anderes Projektmaterial, soweit solche Behelfe von staatlichen Stellen ausgearbeitet wurden, die auf dem Gebiete der österreichischen Republik ihren Amtssitz hatten, und soweit solche Behelfe Arbeiten betreffen, die vor Ende Oktober 1918 noch nicht in Angriff genommen worden sind, ist der österreichischen Bundesregierung der Gegenwartswert zu vergüten. Dieser Gegenwartswert wird durch gemeinsames Übereinkommen festgestellt. Sollten sich in verschiedenen Archiven Amtlich angefertigte Auszüge und Abschriften der zur Abgabe gelangenden Originale vorfinden, so verbleiben diese Auszüge und Abschriften an ihrem Verwahrungsort.

Von der Abgabe sollen die Schriftbestände über Verhandlungen ausgeschlossen sein, die sich in ihrem weiteren Zusammenhang über die ganze ehemalige österreichisch-ungarische Monarchie oder Gebiete einiger gewesener Kronländer derselben erstrecken.

Artikel IV.

Akten der im Artikel II bezeichneten Art, welche ausdrücklich die ehemals k. k. österreichischen und jetzt polnischen Gebiete, daneben aber noch Österreich oder einen dritten Staat betreffen, und somit von der österreichischen Bundesregierung nicht abgegeben werden können, werden der polnischen Regierung zwecks Anfertigung von Kopien, Abschriften, Auszügen und Photographien zur Verfügung gestellt. Diese Akten können, sofern es der Dienstbetrieb gestattet, auch befristet entlehnt werden.

Koszty połączone z korzystaniem z tych akt ponosi Rząd Polski. Korzystanie samo jest wolne od opłat.

Wydanie akt wspólnych dotyczących wyłącznie Polski i Czechosłowacji nastąpi na podstawie porozumienia Rządów obu tych państw : o porozumieniu tem należy zawiadomić Związkowy Rząd Austriacki.

Artykuł V.

Rząd Polski może zażądać wchodzących w rachubę archiwaljów przez powołanych do tego celu delegatów archiwalnych albo w drodze dyplomatycznej.

Delegatom polskim będzie dana możność określenia w sposób bliższy lub ogólny akt, których ma się zażądać. W tym celu będą oni mogli przeglądać swobodnie w odnośnych lokalach urzędowych podczas godzin służbowych urzędowe księgi pomocnicze (wykazy akt, protokoły podawcze, indeksy i t. p.), dotyczące zasobów archiwalnych i registraturalnych, obejmujących archiwalja określone w art. I — IV. Liczba delegatów polskich nie powinna z reguły przekraczać liczby trzech dla wszystkich wchodzących w rachubę archiwów i registratur austriackich.

Delegaci ci będą przez Rząd Polski zaopatrzeni w urzędowe ligitymacje, które muszą mieć wizę Austriackiego Związkowego Urzędu Kanclerskiego, Sprawy Zagraniczne.

Delegaci ci mogą za uprzednią zgodą Austriackiego Związkowego Urzędu Kanclerskiego, Sprawy Zagraniczne, powoływać dalsze poszczególne polskie organa urzędowe do załatwiania spraw specjalnych. Te organa urzędowe będą mogły na podstawie urzędowych ksiąg pomocniczych współdziałać bez przeszkód przy oznaczaniu akt, których ma się zażądać, oraz przy sprawdzaniu dokonanego wydzielenia akt.

Artykuł VI.

Wyniki czynności tych organów urzędowych, które obowiązane są do zachowania tajemnicy urzędowej, mają służyć jedynie celom urzędowo-administracyjnym, a nie żadnym innym, w szczególności literackim. Inne zużytkowanie tych wyników, w szczególności wyzyskanie ich w celach literackich jakiegokolwiek rodzaju (a więc tak w dziełach naukowych i czasopismach, jako też w dziennikach i t. p.), o ile chodzi o zasoby, które według przepisów obecnie w Austrii obowiązujących do użytku naukowego nie są dostępne, może nastąpić jedynie za zgodą Austriackiego Rządu Związkowego. Co do zużytkowania wyników swych czynności pod względem naukowym i literackim są te organa urzędowe obowiązane przestrzegać przepisów służbowych i postanowień obowiązujących każdorazem w sprawie korzystania z archiwów i registratur austriackich.

Artykuł VII.

Wydobycia i wydzielenia zażądanych zasobów w celu wydania ich lub wypożyczenia dokonują wyłącznie organa Austriackiego Rządu Związkowego. Organa Austriackiego Rządu Związkowego sporządzają wykazy zarówno akt wydawanych, jak i wypożyczanych w trzech równobrzmiących egzemplarzach, które mają być podpisane przez przedstawicieli obu stron przy wydawaniu akt. Jeden egzemplarz pozostaje u Austriackiego Rządu Związkowego jako potwierdzenie odbioru, pozostałe zaś otrzymują polskie organa jako potwierdzenie wydania.

O ile prace organów Austriackiego Rządu Związkowego nad wydzielaniem i wydawaniem akt nie dadzą się dokonać bez uszczerbku dla toku bieżących czynności, Rząd Polski zwróci Austriackiemu Rządowi Związkowemu zwiększone wydatki powstałe wskutek pozasłużbowej

Die aus der Benützung dieser Akten erwachsenen Kosten trägt die polnische Regierung. Die Benützung selbst ist gebührenfrei.

Die Abgabe der Akten, welche ausschliesslich Polen und die Tschechoslovakei gemeinsam betreffen, erfolgt auf Grund eines zwischen den Regierungen dieser beiden Staaten hergestellten Einverständnisses, das der österreichischen Bundesregierung mitzuteilen ist.

Artikel V.

Die Anforderung der in Betracht kommenden Archivalien kann seitens der polnischen Regierung entweder durch die dazu berufenen polnischen archivalischen Delegierten oder auf dem diplomatischen Wege erfolgen.

Den polnischen Delegierten wird die Möglichkeit gewährt werden, die anzufordernden Akten näher oder in allgemeiner Form zu bezeichnen. Zu diesem Zwecke wird ihnen die ungestörte Einsicht in die amtlichen Nachschlagebehelfe (Aktenverzeichnisse, Eingangsbücher, Indizes und dgl.) über die Archiv- und Registraturbestände, welche die in Artikel I — IV bezeichneten Archivalien enthalten, in den betreffenden Amtsräumen während der Amtsstunden gewährt werden. Die Zahl der polnischen Delegierten soll in der Regel die Zahl drei, für sämtliche in Betracht kommenden österreichischen Archive und Registraturen zusammengenommen, nicht überschreiten.

Diese Delegierten werden von der polnischen Regierung mit amtlichen Legitimationen versehen, welche den Sichtvermerk des österreichischen Bundeskanzleramtes, Auswärtige Angelegenheiten, erhalten müssen.

Diese Delegierten können nach vorher eingeholter Zustimmung des österreichischen Bundeskanzleramtes, Auswärtige Angelegenheiten, einzelne weitere polnische Amtsorgane zur Erledigung von Spezialfragen heranziehen. Diesen Amtsorganen wird die ungestörte Mitwirkung bei der Bezeichnung der anzufordernden Akten und bei der Überprüfung der Ausscheidungsarbeiten auf Grund der amtlichen Nachschlagebehelfe gewährt werden.

Artikel VI.

Die Ergebnisse der Tätigkeit dieser Amtsorgane, denen die Pflicht zur Wahrung des Amtsgeheimnisses obliegt, haben bloss amtlich administrativen, nicht aber anderen, insbesondere auch nicht schriftstellerischen Zwecken zu dienen. Die anderweitige insbesondere die schriftstellerische Verwertung dieser Ergebnisse jeglicher Art (also sowohl in wissenschaftlichen Werken und Zeitschriften als auch in Tageszeitungen und dgl.) kann, soweit es sich um Bestände handelt, die nach den in Österreich heute bestehenden Vorschriften der wissenschaftlichen Benutzung nicht freigegeben sind, nur mit Zustimmung der österreichischen Bundesregierung erfolgen. In der wissenschaftlichen und schriftstellerischen Verwertung der Ergebnisse ihrer Tätigkeit sind diese Amtsorgane an die jeweils in Geltung befindlichen Dienstvorschriften und Benutzungsordnungen der österreichischen Archive und Registraturen gebunden.

Artikel VII.

Die Aushebung und Ausscheidung der angeforderten Bestände zwecks Abgabe oder Entlehnung erfolgt ausschliesslich durch Organe der österreichischen Bundesregierung. Sowohl über die entlehnten als auch über die abgegebenen Akten werden seitens der Organe der österreichischen Bundesregierung Konsignationen in dreifacher gleichlautender Ausfertigung verfasst, die bei der Übergabe von den beiderseitigen Vertretern zu unterfertigen sind. Eine Ausfertigung verbleibt als Empfangsbestätigung bei der österreichischen Bundesregierung, die anderen erhalten die polnischen Organe zur Bestätigung der Übergabe.

Falls die Ausscheidungs- und Abgabearbeiten der Organe der österreichischen Bundesregierung sich ohne Störung des laufenden Geschäftsganges nicht durchführen lassen, ersetzt die polnische Regierung die der österreichischen Bundesregierung durch Überstundenarbeit ihrer Beamten

pracy jego urzędników i t. p. Rozmiar pracy pozasłużbowej i wysokość wydatku przypadającego za nią do zwrotu ustali się w każdym poszczególnym wypadku na podstawie wzajemnego porozumienia. Rządowi Polskiemu będzie dana możność sprawdzenia tych prac nad wydzielaniem i wydawaniem akt.

Artykuł VIII.

Rząd Polski dokonuje przewozu akt przejętych przez siebie.

O ile potrzebne będzie pozwolenie na wywóz przejętych akt, to będzie ono wydane bezpłatnie. Od transportów akt przechodzących przez granicę austriacką, nie będą pobierane żadne cła, podatki i opłaty.

Artykuł IX.

Wydanie zażądanych akt następuje w ciągu 8 tygodni licząc od dnia wręczenia żądania Austriackiemu Rządowi Związkowemu.

Artykuł X.

Akta wojskowe treści operacyjnej, administracyjnej i sądowej aż do 3 listopada 1918 włącznie, nie podlegające wydaniu, jako powstałe z czynności władz wojskowych austriacko-węgierskich, będą udzielone Rządowi Polskiemu celem korzystania z nich.

Wyszukania i udzielenia tych akt dokonuje wyłącznie austriacki zarząd archiwalny.

O ile okaże się możliwa wymiana tego rodzaju, to odbędzie się ona na podstawie zasadniczej wzajemności.

Artykuł XI.

Rząd Polski oświadcza ze swej strony gotowość stosowania wobec Austriackiego Rządu Związkowego pełnej wzajemności w zakresie wchodzących w rachubę poprzednich postanowień co do wszystkich akt dotyczących obszaru Republiki Austriackiej, które są lub znajdują się w jego posiadaniu. Wydaniu nie podlegają, te archiwalja, które zostały wydane Polsce albo Wolnemu Miastu Krakowowi przez Cesarstwo Austriackie na podstawie dawniejszych umów międzypaństwowych oraz akta Wojskowego Generalnego Gubernatorstwa w Lublinie i podległych mu władz.

Artykuł XII.

Układ niniejszy będzie ratyfikowany a dokumenty ratyfikacyjne będą w możliwie najkrótszym czasie w Wiedniu wymienione. Wejdzie on w życie w dziesięć dni po jego ogłoszeniu w sposób przepisany przez ustawodawstwo Wysokich Umawiających się Stron.

Na dowód czego pełnomocnicy podpisali niniejszy układ sporządzony w dwóch egzemplarzach w języku polskim i niemieckim i wycisnęli na nim pieczęć urzędową.

Działo się w Wiedniu, dnia dwudziestego szóstego października tysiąc dziewięćset trzydziestego drugiego roku.

J. ŁUKASIEWICZ, *m. p.*
Bronisław DEMBIŃSKI, *m. p.*

DOLLFUSS, *m. p.*
Ludwik BITTNER, *m. p.*

und dgl. entstandenen Mehrkosten. Das Ausmass der Überstundenarbeit und die Höhe des zu leistenden Mehrkostenersatzes wird in jedem Spezialfall im beiderseitigen Einvernehmen festgestellt. Der polnischen Regierung wird die Möglichkeit gewährt werden, eine Überprüfung dieser Ausscheidungs- und Abgabearbeiten vorzunehmen.

Artikel VIII.

Die polnische Regierung bewirkt den Abtransport der von ihr übernommenen Akten.

Soweit eine Ausfuhrbewilligung für übernommene Akten nötig ist, wird sie unentgeltlich erteilt. Die Aktentransporte passieren die österreichische Grenze zoll-, abgabe- und gebührenfrei.

Artikel IX.

Die Abgabe der angeforderten Akten erfolgt binnen 8 Wochen vom Tage der Überlieferung der Anforderung an die österreichische Bundesregierung gerechnet.

Artikel X.

Militärakten operativen, administrativen und gerichtlichen Inhaltes bis einschliesslich 3. November 1918, welche nicht abgegeben werden, weil sie aus dem Geschäftsgang der österreichisch-ungarischen Militärbehörden erwachsen sind, werden der polnischen Regierung zwecks Benutzung zur Verfügung gestellt.

Die Erhebung und Vorlage dieser Akten erfolgt ausschliesslich durch die österreichische Archivverwaltung.

Soweit bei derartigen Akten ein Austausch möglich erscheint, erfolgt er unter dem Gesichtspunkte grundsätzlicher Gegenseitigkeit.

Artikel XI.

Die polnische Regierung erklärt sich ihrerseits bereit, der österreichischen Bundesregierung gegenüber die volle Gegenseitigkeit der in Betracht kommenden vorstehenden Bestimmungen hinsichtlich aller, das Staatsgebiet der Republik Österreich betreffenden Akten zu gewährleisten, die sich in ihrem Besitz befinden oder in ihren Besitz gelangen sollten. Von der Abgabe sind diejenigen Archivalien ausgenommen, welche auf Grund früherer Staatsverträge vom Kaisertum Österreich an Polen oder die Freie Stadt Krakau ausgeliefert wurden, ferner die Akten des Militärgeneralgouvernements Lublin und der ihm unterstellten Dienststellen.

Artikel XII.

Dieses Übereinkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen möglichst bald in Wien ausgetauscht werden. Es wird zehn Tage, nachdem es in der durch die Gesetzgebung der Hohen Vertragschliessenden Teile vorgeschriebenen Form veröffentlicht worden ist, in Kraft treten.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Übereinkommen in doppelter Ausfertigung in deutscher und polnischer Sprache unterzeichnet und mit dem Amtssiegel versehen.

Geschehen zu Wien, am sechsundzwanzigsten Oktober eintausendneunhundertzweiunddreissig.

DOLLFUSS, *m. p.*

Ludwig BITTNER, *m. p.*

J. ŁUKASIEWICZ, *m. p.*

Bronisław DEMBIŃSKI, *m. p.*

¹ TRADUCTION.

N^o 3188. — ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE POLONAISE CONCERNANT LES QUESTIONS D'ARCHIVES. SIGNÉ A VIENNE, LE 26 OCTOBRE 1932.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE, désireux de régler les questions concernant les archives, ont désigné pour plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Engelbert DOLLFUSS, chancelier fédéral ;

M. Ludvig BITTNER, professeur d'université et Archiviste général de l'Etat ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. Juljusz ŁUKASIEWICZ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République polonaise à Vienne ;

M. Bronisław DEMBIŃSKI, professeur d'université ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement fédéral autrichien se déclare prêt à remettre au Gouvernement polonais, conformément au principe de la conservation des archives d'après leur provenance, tous les documents faisant partie des anciennes archives historiques conservés actuellement par lui, ainsi que toutes les autres pièces d'archives et dossiers administratifs modernes, qui ont pris naissance dans le territoire actuel de l'Etat polonais. Cela s'entend également des pièces d'archives qui furent envoyées autrefois à Vienne pour être consultées mais qui, d'après leur destination, appartiennent aux archives et dossiers du territoire polonais et notamment les actes ou documents qui avaient été joints, comme pièces justificatives, à la correspondance échangée avec les administrations centrales autrichiennes par les autorités de l'Etat, et des communes et églises, les fondations ecclésiastiques, les associations religieuses, les hôpitaux, etc., ainsi que par des particuliers.

Le Gouvernement fédéral autrichien se déclare prêt à remettre au Gouvernement polonais, sans y être spécialement invité, les pièces d'archives et documents de cette nature qui pourraient être nouvellement découverts.

Article II.

Le Gouvernement fédéral autrichien se déclare, en outre, prêt à remettre à la Pologne tous les actes des anciennes autorités et institutions impériales et royales autrichiennes datant de 1888 au 3 novembre 1918, nécessaires pour la continuation de l'administration militaire, civile, financière, judiciaire ou autre des territoires autrefois autrichiens et actuellement polonais et concernant

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3188. — AGREEMENT BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC
AND THE POLISH REPUBLIC REGARDING QUESTIONS OF
ARCHIVES. SIGNED AT VIENNA, OCTOBER 26, 1932.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, being desirous of settling outstanding questions relating to archives, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Engelbert DOLLFUS, Federal Chancellor ;

M. Ludwig BITTNER, University Professor, Keeper of the State Archives ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Julius ŁUKASIEWICZ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Polish Republic in Vienna,

M. Bronisław DENBIŃSKI, University Professor ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The Austrian Federal Government declares its readiness, in conformity with the principle of the preservation of records according to their provenance, to hand over to the Polish Government, all documents forming part of the old historical archives in its possession and all other records and documents in modern administrative registries which originated in the present territory of Poland. This also applies to records which were formerly sent to Vienna for inspection, but which according to the directions they bear belong to archives and registries in Polish territory, and in particular, acts or deeds which were attached as evidence to the correspondence exchanged with the central Austrian administrations by the State, communal and church authorities, ecclesiastical foundations, religious associations, hospitals, etc., and private individuals.

The Austrian Federal Government declares its readiness to hand over to the Polish Government, without further request, any records and documents of this kind which may hereafter be discovered.

Article II.

The Austrian Federal Government further declares itself ready to hand over to Poland all records of the former Imperial and Royal Austrian authorities and institutions dating from 1888 to November 3, 1918, which may be necessary for the carrying on of the military, civil, financial, judicial or other administration of the former Imperial and Royal Austrian territories, now Polish,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

exclusivement ces territoires, ainsi que toutes les pièces antérieures remontant jusqu'à 1848 inclusivement et faisant partie des mêmes dossiers.

Les dossiers plus anciens, de même nature, qui ne seront pas remis, seront tenus à la disposition du Gouvernement polonais pour qu'il puisse les utiliser. Dans des cas spéciaux, lorsqu'il s'agira de pièces d'archives devant servir à faire la preuve de droits ou de situations de droit, ces pièces seront remises, dans la mesure du possible, au Gouvernement polonais à la demande spéciale de ce dernier.

Les documents qui ont trait à la fois à la Galicie et à la Bukovine ne seront pas remis, mais seront laissés au lieu où ils sont conservés actuellement pour être utilisés en commun.

Article III.

Par « actes » on doit entendre :

Les documents d'archives et de greffes (dossiers, rapports, brouillons, déclarations, avis, procès-verbaux, annexes, épreuves, pièces éventuellement restées inachevées ou non expédiées, documents imprimés ou reproduits en plusieurs exemplaires ou de toute autre manière et ayant trait à l'objet en question, tels que mémoires, communications, bordereaux, tableaux, etc.), les registres (livres publics et officiels, tels que livres fonciers, registres de chemin de fer, registres de marques, etc., ainsi qu'index, procès-verbaux de réception, listes, catalogues, comptes, pièces de caisse, tableaux statistiques, attestations, rapports et publications des autorités de l'Etat, ainsi que des services centraux économiques de temps de guerre placés jusqu'à la révolution sous le contrôle de l'Etat, etc.), plans, documents de l'administration du cadastre (levés de triangulation, carnets d'arpentage de campagne, cartes, croquis de cartes, réseaux de points trigonométriques, actes d'arpentage, ainsi que le cadastre avec les nouveaux arpentages, calculs, livres, actes et cartes, projets, esquisses, études, programmes, descriptions et les copies et clichés sur papier huilé qui existeraient éventuellement), titres et pièces juridiques (documents de toutes sortes tels que actes de donation, contrats, titres de concession, statuts, offres, etc.) quelle que soit la matière dans laquelle ils ont été établis ou fixés (papier, parchemin, cuir, métal, pierre, bois, etc.).

La valeur actuelle des plans, des levés cadastraux de triangulation et autres projets qui ont été élaborés par des administrations de l'Etat ayant leur siège sur le territoire de la République autrichienne et qui concernent des travaux qui n'avaient pas encore été commencés avant la fin d'octobre 1918, sera remboursée au Gouvernement fédéral autrichien. Cette valeur actuelle sera fixée d'un commun accord. S'il existe dans les différentes archives des extraits ou copies officiellement établis des originaux qui sont à remettre, lesdits extraits et copies resteront aux lieux où ils sont conservés.

Les documents ayant trait, d'une manière générale, à l'ensemble de l'ancienne monarchie austro-hongroise ou aux territoires de certains des anciens pays de la couronne austro-hongroise ne seront pas sujets à remise.

Article IV.

Les actes spécifiés à l'article II qui ont trait expressément à des territoires autrefois austro-hongrois et aujourd'hui polonais, mais qui concernent également l'Autriche ou un Etat tiers et ne sauraient de ce fait être remis par le Gouvernement fédéral autrichien, seront mis à la disposition du Gouvernement polonais afin que ce dernier puisse en faire établir des copies, reproductions, extraits et photographies. Ces actes, pour autant que le permettent les besoins du service, pourront aussi être prêtés pour un laps de temps déterminé.

Les frais résultant de l'utilisation de ces actes seront supportés par le Gouvernement polonais. L'utilisation elle-même sera gratuite.

La remise des actes concernant à la fois et exclusivement la Pologne et la Tchécoslovaquie sera effectuée sur la base d'un accord à intervenir entre les gouvernements de ces deux Etats et à notifier au Gouvernement fédéral autrichien.

and which concern these territories exclusively, as well as all other earlier documents going back to 1848 inclusive and forming part of the same files.

Older documents of the same category which are not handed over will be placed at the Polish Government's disposal for utilisation. In special cases which relate to records required for proving rights or legal relationships, such records shall, so far as possible, be handed over to the Polish Government upon special application being made.

Documents relating to both Galicia and the Bukovina shall not be handed over, but shall be left at the place where they are at present kept with a view to their joint utilisation.

Article III.

As " documents " shall be understood :

Documents contained in archives and registries (reference files, reports, drafts, declarations, opinions, minutes, annexes, proofs, papers not yet completed or not despatched, documents printed or otherwise multigraphed relating to the question at issue, such as memoranda, communications, schedules, tables, etc.), registers (public and official books, such as land registers, railway registers, trademark registers, etc., indexes, registers of entries, lists, catalogues, accounts, cash references, statistical tables, certificates, reports and publications of the State authorities and of the War economic bureaux placed under State control up to the revolution, etc.), plans, material belonging to the Land survey Administration (triangulation surveys, field survey books, maps, sketch maps, trigonometric plottings, survey records, as well as the cadastral registers with new surveys, calculations, books, records and maps, designs, sketches, studies, programmes, descriptions and any existing copies and originals on tracing paper), title deeds and legal documents (documents of every kind, such as foundation deeds, contracts, deeds of concession, statutes, deeds of transfer and the like), irrespective of the material with and upon which they have been drawn up (paper, parchment, leather, metal, stone, wood, etc.).

The present value of the plans, cadastral triangulation surveys and other material relating to draft schemes, in so far as such documents were prepared by State offices which had their seat in the territory of the Austrian Republic and in so far as these documents relate to work not begun before the end of October 1918, shall be refunded to the Austrian Federal Government. Such value shall be fixed by common agreement. If there are in the different archives official extracts or copies of originals which have to be handed over, such extracts and copies shall remain where they are.

Documents concerning transactions relating in general to the whole of the former Austro-Hungarian Monarchy or to territories of certain of the former provinces of the Crown, shall not be handed over.

Article IV.

The documents specified in Article II which specifically relate to former Imperial and Royal Austrian territories, now Polish, but which also concern Austria or a third State, and consequently cannot be handed over by the Austrian Federal Government, shall be placed at the Polish Government's disposal in order that the latter may make copies, transcriptions, extracts and photographs thereof. In so far as the exigencies of the service permit, such documents may also be lent for a specified period.

The costs arising out of the utilisation of these documents shall be defrayed by the Polish Government. No charge shall be made for their actual use.

Documents which concern both Poland and Czechoslovakia and them alone shall be handed over on the basis of an agreement to be concluded between the Governments of these two States. This agreement shall be communicated to the Austrian Federal Government.

Article V.

Le Gouvernement polonais peut demander les pièces d'archives en question soit par l'entremise de délégués polonais spécialement désignés à cet effet, soit par la voie diplomatique.

Les délégués polonais auront la faculté de désigner les actes dont ils demanderont la remise soit d'une manière précise, soit en termes généraux. A cette fin, il leur sera donné la possibilité d'examiner librement, dans les locaux administratifs concernés, pendant les heures de service, les registres auxiliaires officiels (listes des documents, registres d'entrée, index, etc.) concernant les dossiers contenant les pièces d'archives visées aux articles I à IV. Les délégués polonais ne seront pas en général plus de trois pour l'ensemble des archives et greffes autrichiens entrant en ligne de compte.

Le Gouvernement polonais délivrera à ces délégués des attestations officielles qui devront être visées par le Bureau des affaires étrangères de la Chancellerie fédérale autrichienne.

Lesdits délégués pourront, avec le consentement préalable du Bureau des affaires étrangères de la Chancellerie fédérale autrichienne, appeler d'autres organes officiels polonais à régler des questions spéciales. Il sera donné à ces organes officiels la possibilité de collaborer librement à la désignation des actes dont la remise doit être demandée et au contrôle des opérations de triage sur la base des livres auxiliaires officiels.

Article VI.

Les résultats de l'activité de ces organes officiels, auxquels incombe l'obligation de garder le secret professionnel, ne devront être utilisés qu'à des fins administratives officielles, à l'exclusion de toutes autres et notamment des fins littéraires. L'utilisation à d'autres fins, et en particulier à des fins littéraires, de ces résultats, quelle qu'en soit la nature (par conséquent, aussi bien dans des ouvrages scientifiques et des périodiques que dans des quotidiens, etc.) ne pourra avoir lieu — pour autant qu'il s'agit de documents qui, aux termes des prescriptions actuellement en vigueur en Autriche, ne sont pas accessibles pour être utilisés à des fins scientifiques — qu'avec l'assentiment du Gouvernement fédéral autrichien. En ce qui concerne l'utilisation à des fins scientifiques et littéraires des résultats de leur activité, lesdits organes officiels seront liés par les prescriptions de service et les règlements d'utilisation en vigueur concernant les archives et greffes autrichiens.

Article VII.

Le prélèvement et le triage des dossiers faisant l'objet d'une demande de remise définitive ou de prêt seront effectués exclusivement par les organes du Gouvernement fédéral autrichien. Pour les documents prêtés, comme aussi pour les documents remis, il sera rédigé, par les organes du Gouvernement fédéral autrichien, des procès-verbaux de remise établis en trois exemplaires identiques qui devront être signés, au moment de la remise, par les représentants des deux Parties. Un exemplaire sera conservé comme récépissé par le Gouvernement fédéral autrichien et les deux autres seront délivrés aux organes du Gouvernement polonais en confirmation de la remise.

Au cas où les travaux de triage et de remise ne pourraient pas être effectués par les organes du Gouvernement fédéral autrichien sans qu'il en résulte un dérangement des affaires courantes, le Gouvernement polonais rembourserait au Gouvernement fédéral autrichien l'excédent de dépenses résultant des heures de travail supplémentaire faites par ses fonctionnaires, etc. Le nombre des heures supplémentaires et le montant de l'excédent de dépenses seront fixés d'un commun accord par les deux Parties dans chaque cas d'espèce. Il sera donné au Gouvernement polonais la possibilité de contrôler ces travaux de triage et de remise.

Article V.

Applications for the records in question may be made by the Polish Government either through the delegates of the Polish Archives specially appointed for the purpose or through the diplomatic channel.

It shall be optional for the Polish delegates to describe the documents to be handed over either in detail or in general terms. For this purpose, they shall be given an opportunity, to examine without disturbance, in the administrative premises concerned and during office hours the official reference catalogues (lists of documents, registers of entries, indexes and the like) relating to the files containing the documents referred to in Articles I to IV. The number of Polish delegates shall not, as a rule, exceed three for the whole of the various Austrian archives and registries in question.

The Polish Government shall supply these delegates with official credentials, which must be endorsed by the Foreign Affairs Department of the Austrian Federal Chancellery.

These delegates may, with the previous consent of the Foreign Affairs Department of the Austrian Federal Chancellery, request the assistance of other Polish official organs to settle particular questions. These official organs shall be allowed to co-operate freely in the designation of the documents to be handed over and in the supervision of the work of sorting on the basis of the official reference catalogues.

Article VI.

The results of the activities of these official organs, which shall be under an obligation to maintain official secrecy, may only be utilised for purely official administrative purposes and not for any other, more especially for literary, purposes. These results, whatever their nature, may only be utilised for other, in particular for literary, purposes (and therefore in scientific works and periodicals as well as in daily newspapers and the like) with the consent of the Austrian Federal Government, in so far as this involves files which, according to the provisions at present in force in Austria, are not available for use for scientific purposes. In utilising the results of their activities for scientific and literary purposes, the said official organs shall be bound by the service rules and the regulations of the Austrian archives and registries governing the utilisation of official documents.

Article VII.

Files in regard to which an application for handing over or loan is made shall be taken out and sorted solely by organs of the Austrian Federal Government. Both as regards documents lent and as regards those handed over, the organs of the Austrian Federal Government shall draw up delivery vouchers in three identical copies, which must be signed by the representatives of the two Parties at the time of delivery. One copy shall be retained as a receipt by the Austrian Federal Government and the two others shall be delivered to the Polish organs as certificates of the delivery.

Should it prove impossible for the work of sorting and handing over to be carried out by the organs of the Austrian Federal Government without disturbing current work, the Polish Government shall refund to the Austrian Federal Government the extra expense resulting from the overtime worked by its officials, etc. The number of hours overtime and the amount of the extra expenditure shall be fixed by common agreement between the two Parties in each particular case. The Polish Government shall be given an opportunity of verifying the work of sorting and handing over.

Article VIII.

Le Gouvernement polonais se chargera du transport des actes qui lui seront remis.

Au cas où une autorisation d'exportation serait nécessaire pour les actes remis, cette autorisation serait délivrée sans frais. Les envois d'actes passeront la frontière autrichienne en franchise de tous droits de douane, impôts et taxes.

Article IX.

La remise des actes demandés sera effectuée dans un délai de huit semaines, calculé à partir de la date à laquelle la demande aura été transmise au Gouvernement fédéral autrichien.

Article X.

Les documents militaires de caractère tactique, administratif et judiciaire, jusqu'au 3 novembre 1918 inclus, qui ne sont pas sujets à livraison parce qu'ils résultent de la gestion des autorités militaires austro-hongroises, seront mis à la disposition du Gouvernement polonais aux fins d'utilisation.

Le prélèvement et la production de ces documents seront effectués exclusivement par l'administration autrichienne des archives.

Dans la mesure où un échange de ces documents s'avérera possible, il aura lieu sur la base du principe de la réciprocité.

Article XI.

Le Gouvernement polonais se déclare prêt à accorder au Gouvernement fédéral autrichien la pleine réciprocité dans l'application des dispositions ci-dessus en ce qui concerne tous les actes ayant trait au territoire de la République autrichienne, qui se trouvent en sa possession ou qui parviendront en sa possession par la suite. Sont exclues de la remise les pièces d'archives qui, en vertu de traités antérieurs, ont été livrées par l'Empire d'Autriche à la Pologne ou à la ville libre de Cracovie, ainsi que les actes du Gouvernement général militaire de Lublin et des services qui en dépendent.

Article XII.

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Vienne dans le plus bref délai possible. Il entrera en vigueur dans les dix jours qui suivront sa publication dans la forme prescrite par la législation de chacune des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord établi en double expédition, en langues allemande et polonaise, et y ont apposé leurs sceaux officiels.

Fait à Vienne le 26 octobre 1932.

DOLLFUSS, *m. p.*
Ludwig BITTNER, *m. p.*

J. ŁUKASIEWICZ, *m. p.*
Bronisław DEMBIŃSKI, *m. p.*

Article VIII.

The Polish Government shall be responsible for the conveyance of the documents handed over to it.

In the case of an export licence being necessary for the documents taken over, it shall be delivered free of charge. Consignments of documents shall cross the Austrian frontier free of all Customs duties, taxes and charges.

Article IX.

The handing over of the documents applied for shall take place within eight weeks from the date on which application is made to the Austrian Federal Government.

Article X.

Military documents relating to operations and to administrative and judicial matters, up to November 3, 1918, inclusive, which are not to be handed over inasmuch as they arise out of the administration of the Austro-Hungarian military authorities, shall be placed at the Polish Government's disposal for utilisation.

Such documents shall be taken out and exhibited solely by the Austrian archives administration.

In so far as an exchange of such documents is considered possible, it shall take place on the basis of the principle of reciprocity.

Article XI.

The Polish Government declares its readiness to grant the Austrian Federal Government full reciprocity in the application of the foregoing provisions as regards all documents relating to the territory of the Austrian Republic which are in its possession or which may hereafter come into its possession. Records which in virtue of previous treaties were delivered by the Austrian Empire to Poland or to the Free City of Cracow, as well as the documents of the Military General Governorship of Lublin and of the services subordinate thereto, shall be exempt from delivery.

Article XII.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Vienna as soon as possible. It shall come into force within ten days after its publication in the form prescribed by the legislation of each of the High Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement in duplicate in German and Polish and have thereto affixed their seals.

Done in Vienna, October 26, 1932.

DOLLFUSS, *m. p.*

Ludwig BITTNER, *m. p.*

J. ŁUKASIEWICZ, *m. p.*

Bronisław DEMBIŃSKI, *m. p.*

N° 3189.

BRÉSIL ET PARAGUAY

Traité d'extradition. Signé à Assomp-
tion, le 24 février 1922.

BRAZIL AND PARAGUAY

Treaty of Extradition. Signed at
Asuncion, February 24, 1922.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3189. — TRATADO¹ DE EXTRADICION ENTRE LA REPUBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL Y LA REPUBLICA DEL PARAGUAY. FIRMADO EN ASUNCION, EL 24 DE FEBRERO DE 1922.

*Texte officiel espagnol communiqué par le délégué du Paraguay auprès de la Société des Nations.
Texte officiel portugais communiqué par le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 24 mai 1933.*

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DEL PARAGUAY y EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL, animados del deseo de amparar la causa de la justicia por una asistencia legal y recíproca, han resuelto firmar el presente Tratado de Extradición y han nombrado a ese fin sus Plenipotenciarios a saber :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DEL PARAGUAY :

Al señor Doctor Alejandro ARCE, Ministro de Relaciones Exteriores ;

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL :

Al señor Doctor José de Paula RODRÍGUEZ ALVES, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario.

Quienes, después de haberse comunicado sus plenos poderes, que hallaron en buena y debida forma, han convenido en las estipulaciones siguientes :

Artículo I.

Las Repúblicas del Paraguay y de los Estados Unidos del Brasil, de acuerdo con las formalidades legales adoptadas en cada país y con las de este Tratado, y salvando la competencia constitucional del Poder Judicial, se obligan a entregarse recíprocamente los individuos que cometieren delitos en uno de los dos países y se refugiaren o estuvieren de tránsito en el otro.

Artículo II.

La extradición de nacionales y extranjeros será solicitada por vía diplomática, debiendo ir el pedido acompañado de copia autenticada de la sentencia de condenación o de las decisiones de pronunciamiento o de la orden de prisión preventiva dictadas por jueces competentes. Estos documentos deberán contener : la indicación precisa del hecho imputado, el lugar y la fecha en que fué cometido, las señas características del individuo cuya extradición se pide, la transcripción de la sentencia, y el texto de la ley aplicable al caso, a más de otros datos e indicaciones que fuese posible dar :

1º La tramitación, por vía diplomática, del pedido de extradición, constituye prueba bastante de autenticidad de los documentos presentados, como si fuesen legalizados.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rio-de-Janeiro, le 22 mai 1925.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3189. — TRATADO¹ DE EXTRADIÇÃO DE CRIMINOSOS ENTRE O BRASIL E O PARAGUAY. ASSIGNADO EM ASSUMPCÃO EM 24 DE FEVEREIRO DE 1922.

*Spanish official text communicated by the Delegate of Paraguay accredited to the League of Nations.
Portuguese official text communicated by the Government of the United States of Brazil.
The registration of this Treaty took place May 24, 1933.*

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e o PRESIDENTE DA REPUBLICA DO PARAGUAY, animados do desejo de amparar a causa da justiça por uma assistencia legal e reciproca entre os dois paizes, resolveram assignar o presente Tratado de Extradicação e nomearam para este fim os seus Plenipotenciarios a saber :

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

O Senhor Doutor José de Paula RODRIGUES ALVES, Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario ; e

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DO PARAGUAY :

O Senhor Doutor Alejandro ARCE, Ministro de Estado das Relações Exteriores.

Os quaes, depois de se communicarem os seus plenos poderes, que acharem em boa a devida forma, convieram nas estipulações seguintes :

Artigo 1º.

As Republicas dos Estados Unidos do Brasil e do Paraguay, de accordo com as formalidades legais adoptadas em cada paiz e as deste Tratado, e resalvada a competencia constitucional do Poder judiciario, obrigam-se a entrega reciproca dos individuos que commetterem crimes num dos dois paizes e se refugiarem ou estiverem em transito no outro.

Artigo 2º.

A extradicação de nacionaes e estrangeiros será solicitada por via diplomatica, sendo o pedido acompanhado de copia authentica da sentença de condemnação, ou das decisões de pronuncia ou de prisão preventiva, proferidas por juizes competentes. Estes documentos deverão conter : a indicação precisa do facto incriminado, o logar, e data em que foi praticado, os signaes característicos do criminoso, a transcripção das decisões e dos textos da lei applicavel ao caso, além de outros esclarecimentos ou indicações possiveis :

Paragrapho primeiro. — O tramite pela via diplomatica do pedido de extradicação constitue prova bastante da authenticidade dos documentos apresentados, como se legalizados fossem.

¹ The exchange of ratifications took place at Rio de Janeiro, May 22, 1925.

2º El delincuente así entregado, sólo podrá ser juzgado por el delito que motivase el pedido de extradición; salvo si, puesto en libertad, permaneciese en el territorio del país requeriente más de treinta días, después de los cuales podrá ser juzgado por otro delito que allí hubiese cometido.

Artículo III.

Concedida la extradición, y comunicada al Estado requeriente o a su Agente Diplomático, aquél providenciará para que el delincuente sea retirado del Estado requerido dentro del plazo de veinte días, a contar de aquella comunicación, so pena de ser puesto en libertad y de no poder ser preso nuevamente por el acto que motivó la extradición.

Artículo IV.

Si el individuo cuya extradición es pedida estuviere procesado o cumpliendo sentencia en el Estado requerido, por otro delito, su entrega al Estado requeriente sólo se efectuará después de solucionado el proceso a que estuviere sometido, o de extinguida la pena que estuviere cumpliendo.

Artículo V.

En los casos urgentes, las autoridades policiales o judiciales, invocando sentencia de condenación o de pronunciamiento, auto de prisión en flagrante o orden de prisión preventiva, o, finalmente, fuga del sindicado después del delito, podrán requerirse recíproca y directamente la detención provisoria de sus nacionales, independientemente de la vía diplomática, declarando la naturaleza de la infracción y los motivos que determinan el pedido de detención, debiendo después, el Estado requeriente en el plazo de sesenta días a contar de aquella requisición, ratificar por vía diplomática el pedido, que entonces deberá ser debidamente documentado :

1º Tratándose de extranjeros o de nacionales del país requerido, solamente por vía diplomática será concedida la detención provisoria en los casos de este artículo.

2º Tratándose de prófugos de cárcel bastará un documento de la autoridad administrativa o judicial reproduciendo la sentencia, con declaración del tiempo de la pena que falta aún para ser cumplida, fecha y circunstancias de la fuga, y datos relativos a la identidad del prófugo.

Artículo VI.

Si en la legislación de una o de ambas Partes Contratantes hubieran actualmente o en el futuro penas corporales o de muerte, el país requerido se reserva el derecho de no entregar el individuo cuya extradición se pide por delitos castigados con tales penas, salvo que el país requeriente asumiese, por vía diplomática, el compromiso de conmutar dichas penas por la de penitenciaría.

Artículo VII.

Los gastos de prisión, sustento y viaje del individuo cuya extradición hubiese sido concedida, inclusive los de transporte de los objetos encontrados en su poder, quedarán a cargo del Estado requeriente, a partir de la fecha de entrega del delincuente al Agente Diplomático, o en su defecto al Consular del mismo Estado.

Paragrapho segundo. — O criminoso assim entregue só poderá ser julgado pelo crime que motivar o pedido el extradição ; salvo se, posto em liberdade, permanecer no territorio do Estado requerente mais de treinta dias, após os quaes poderá ser julgado por outro crime que haja ali commettido.

Artigo 3º.

Concedida a extradição e communicada ao Estado requerente ou ao seu Agente Diplomatico, aquelle providenciará para que o criminoso seja retirado do Estado requerido dentro do prazo de vinte dias, a contar daquelle communicação, sob pena de ser posto em liberdade e de não poder ser preso novamente pelo acto que motivou a extradição.

Artigo 4º.

Se o individuo cuja extradição é pedida já estiver sendo processado ou cumprindo sentença do Estado requerido, por outro crime, a sua entrega ao Estado requerente só se effectuará depois de solucionado o processo a que estava respondendo ou de extincta a pena que estava cumprindo.

Artigo 5º.

Nos casos urgentes as autoridades policiaes ou judiciais invocando sentença de condemnação, pronuncia auto de prisão em flagrante ou mandado de prisão preventiva, ou, finalmente, fuga do indiciado logo após o crime, poderão requisitar, reciproca e directamente, a detenção provisoria de seus nacionaes independentemente da vida diplomatica declarando a natureza da infracção e os motivos que determinam o pedido de detenção; devendo, porém, o Estado requerente, no prazo de sessenta dias, a contar daquella requisição, ratificar por via diplomatica o pedido, que então será completamente instruido.

Paragrapho primeiro. — Tratando-se, porém, de estrangeiros, ou de nacionaes do paiz requerido, sómente por via diplomatica será concedida a detenção provisoria nos casos deste artigo ;

Paragrapho segundo. — Tratando-se de prófugos do carcere bastará um documento da autoridade administrativa ou judiciaria reproduzindo a sentença, com declaração do tempo da pena ainda a ser cumprida, data e circumstancias da fuga e dados relativos á identidade do detendo.

Artigo 6º.

Se na legislação de uma ou de ambas as Partes Contractantes houver, actual ou futuremente, penas corporaes ou de morte, o paiz requerido reserva-se o direito de não entregar o extraditando incurso em taes penas, salvo se o paiz requerente assumir, por via diplomatica, o compromisso de commutar-as em prisão.

Artigo 7º.

As despesas com a prisão, sustento e viagem do individuo cuja extradição houver sido concedida, inclusivé as de transporte dos objectos encontrados em seu poder, ficarão a cargo do Estado requerente a partir da data da entrega do extraditando ao Representante Diplomatico ou, em sua falta, ao Representante Consular do mesmo Estado.

Artículo VIII.

Si una de las Altas Partes Contratantes recibiere de la otra Parte Contratante pedidos de extradición y, al mismo tiempo, otros Estados la pidieran para el mismo individuo se procederá de la siguiente forma :

a) Si se tratase del mismo hecho, será preferido el pedido del país en cuyo territorio la infracción hubiere sido cometida.

b) Si se tratase de hechos diversos, tendrá preferencia el pedido que versare sobre la infracción punible con pena más grave.

c) En caso de delitos cuyas penas fuesen iguales o equivalentes, será preferido el pedido que hubiese sido primeramente recibido.

Artículo IX.

Cuando conviniese, se podrá enviar de un país a otro, con previo permiso, agentes debidamente autorizados para auxiliar al reconocimiento de la identidad del delincuente, quedando esos agentes subordinados a las autoridades del territorio en que fuesen comisionados.

Artículo X.

La extradición o la detención provisoria no tendrá lugar :

1º Cuando la pena máxima aplicable o ya aplicada fuese menor de un año, comprendidas la tentativa y la complicidad ;

2º Cuando por el mismo hecho, el individuo cuya extradición se pide se hallase procesado, o ya hubiese sido condenado o absuelto en el país requerido ;

3º Cuando la infracción o pena estuviese prescrita según la ley del país requeriente ;

4º Cuando el inculpado tuviese que responder en el país requeriente, ante el tribunal o juicio de excepción ;

5º Cuando la infracción fuese de naturaleza militar o política o contra la religión o de imprenta. Sin embargo, la alegación de fin o motivo político no impedirá la extradición si el hecho constituyese un delito común ; pero el fin o motivo político no concurrirá a agravar la pena.

Artículo XI.

El presente Tratado permanecerá en vigor hasta seis meses después de que una de las Altas Partes Contratantes lo denuncie, y, luego que sea aprobado en la forma legal establecida en cada uno de los países, será ratificado por ambos Gobiernos, debiendo procederse en Río de Janeiro, en el más breve plazo posible, al canje de los respectivos Instrumentos de Ratificación.

En testimonio de lo cual los respectivos Plenipotenciarios firman el presente Tratado y ponen en él sus sellos.

Hecho en duplicado en Asunción en las lenguas castellana y portuguesa, a veinte y cuatro de febrero de mil novecientos veinte y dos.

(L. S.) José de Paula RODRIGUEZ ALVES.

Es copia :

(L. S.) Alejandro ARCE.

E. Egusquiza.

Sub-secretario de Relaciones Exteriores.

Artigo 8º.

Se uma das Altas Partes Contractantes receber da outra Parte Contractante pedidos de extradição e, ao mesmo tempo, outros Estados lh'a pedirem para o mesmo individuo, proceder-se-a da forma seguinte :

- a) Se se tratar do mesmo facto, será preferido o pedido do paiz em cujo territorio a infracção tenha sido commettida ;
- b) Se se tratar de facto diverso, terá preferencia o pedido que versar sobre a infracção punivel com pena mais grave ;
- c) No caso de crimes cujas penas sejam iguaes ou equivalentes, será preferido o pedido que em primeiro logar tiver sido recebido.

Artigo 9º.

Quando convier poder-se-á enviar de um paiz ao outro, com prévia permissão, agentes devidamente autorisados para auxiliarem o reconhecimento da identidade do criminoso, ficando esses agentes subordinados ás autoridades do territorio em que agirem.

Artigo 10º.

A extradição ou a detenção provisoria não terá lugar :

- 1º Quando a pena maxima a comminar ou já comminada fôr menor de um anno, comprehendida a tentativa e a cumplicidade ;
- 2º Quando pelo mesmo facto o extraditando estiver sendo processado, ou já tiver sido condemnado ou absolvido no paiz requerido ;
- 3º Quando a infracção ou pena estiver prescripta segundo a lei do paiz requerente ;
- 4º Quando o inculpado tiver do responder, no paiz requerente, perante Tribunal ou juiz de excepção ;
- 5º Quando a infracção for de natureza militar ou politica, ou contra a religião e a imprensa. Entretanto a allegação de fim ou motivo politico não impedirá a extradição, se o facto constituir um crime commum ; assim como o fim ou motivo politico não concorrerá para aggravar a penalidade.

Artigo 11º.

O presente Tratado vigorará até seis mezes depois que uma das Altas Partes Contratantes o tiver denunciado. Outrosim, depois de approvado, pela fórma legal usada em cada um dos dois paizes, será ratificado por ambos os Governos, effectuando-se no Rio de Janeiro, no mais breve prazo possivel, a troca dos respectivos Instrumentos de Ratificação.

Em testemunho do que os respectivos Plenipotenciarios assignaram o presente Tratado e nelle appuzeram os seus sellos.

Feito em duplicata em Assumpção, nas linguas portugueza e castelhana, aos vinte e quatro de Fevereiro de mil novecentos. e vinte e dois.

(L. S.) José de Paula RODRIGUES ALVES.

E copia authentica :

(L. S.) Alejandro ARCE.

Secretaria de Estado das Relações Exteriores.

Rio de Janeiro D.F., em 20 de Outubro 1933.

C. de Freitas Valle,

Chefe do Serviço dos Limites e Actos Internacionais.

¹ TRADUCTION.

N^o 3189. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL ET LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY. SIGNÉ A ASSOMPTION, LE 24 FÉVRIER 1922.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL, désireux d'assurer une meilleure administration de la justice par voie d'assistance juridique réciproque, ont résolu de conclure le présent traité d'extradition et, à cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY :

Le D^r Alejandro ARCE, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

Le D^r José de Paula RODRÍGUEZ ALVES, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La République du Paraguay et la République des Etats-Unis du Brésil s'engagent, en se conformant aux règles de procédure en vigueur dans chacun des deux pays et aux dispositions du présent traité, et sans préjudice de la compétence constitutionnelle du pouvoir judiciaire, à se livrer réciproquement les individus ayant commis un délit dans l'un des deux pays et qui se réfugieraient ou se trouveraient de passage dans l'autre pays.

Article II.

L'extradition de nationaux et d'étrangers sera demandée par la voie diplomatique. A cet effet, la demande devra être accompagnée d'une copie authentique de la sentence condamnatoire ou de la décision de mise en accusation ou de l'ordre de prison préventive, émanant des autorités compétentes. Ces documents devront contenir : l'indication précise du fait imputé ainsi que du lieu et de la date de sa perpétration, le signalement de l'individu dont l'extradition est demandée, une copie du jugement et le texte des dispositions pénales applicables au cas visé, ainsi que tous autres renseignements qu'il sera possible de fournir.

1^o La transmission par voie diplomatique de la demande d'extradition constitue une preuve suffisante d'authenticité des documents présentés et équivaut à une légalisation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3189. — TREATY OF EXTRADITION BETWEEN THE UNITED STATES OF BRAZIL AND THE REPUBLIC OF PARAGUAY.
SIGNED AT ASUNCION, FEBRUARY 24, 1922.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, desirous of promoting the cause of justice by reciprocal legal assistance, have resolved to sign the present treaty of extradition, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY :

Dr. Alejandro ARCE, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Dr. José de Paula RODRÍGUEZ ALVES, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The Republic of Paraguay and the Republic of the United States of Brazil, subject to compliance with the legal formalities in force in each country and with the provisions of the present Treaty, and without prejudice to the competence of the judicial authorities under the constitution, undertake to surrender to each other persons who have committed an offence in one of the two countries and have taken refuge in the other country or are passing through the same.

Article II.

The extradition both of nationals and of aliens shall be applied for through the diplomatic channel, and the application shall be accompanied by a certified copy of the sentence or of the decision to take proceedings against the person in question or of the order for detention pending trial issued by competent magistrates. These documents shall contain an exact definition of the charge, the place and date on which the alleged offence was committed, the distinguishing marks by which the person whose extradition is applied for can be identified, a copy of the sentence, and the text of the law applicable to the case, together with any other data and information that it may be possible to supply.

(1) The transmission, through the diplomatic channel, of the application for extradition shall be held to be adequate proof of the authenticity of the documents presented, and to be equivalent to legalisation.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2° Le délinquant ainsi livré ne pourra être jugé que pour le délit motivant la demande d'extradition à moins que, une fois mis en liberté, il ne demeure plus de trente jours sur le territoire du pays requérant, auquel cas il pourra être jugé pour un autre délit commis sur ce territoire.

Article III.

Une fois l'extradition accordée et notifiée à l'Etat requérant ou à son agent diplomatique, celui-ci veillera à ce que le délinquant soit retiré de l'Etat requis dans un délai de vingt jours à compter de la date de la notification, faute de quoi la personne en question sera relâchée et ne pourra être arrêtée à nouveau pour le délit ayant motivé l'extradition.

Article IV.

Si l'individu réclamé se trouve poursuivi ou en train de purger une peine pour un autre délit dans l'Etat requis, il ne sera livré à l'Etat requérant que lorsqu'un jugement définitif aura été rendu ou qu'il aura purgé toute sa peine.

Article V.

Dans les cas urgents, les autorités policières ou judiciaires, invoquant une sentence condamnatoire ou une ordonnance de renvoi, un acte d'incarcération en flagrant délit et un ordre de prison préventive ou, enfin, la fuite de l'inculpé après le délit, pourront réciproquement et directement demander l'arrestation provisoire de leurs ressortissants, sans passer par la voie diplomatique. Elles devront à cet effet indiquer la nature du délit et les motifs justifiant la demande d'arrestation. L'Etat requérant devra ensuite, dans un délai de soixante jours à compter de cette demande, la ratifier par la voie diplomatique en appuyant cette ratification de la documentation nécessaire.

1° S'il s'agit d'étrangers ou de ressortissants du pays requis, c'est seulement par la voie diplomatique que sera accordée la détention provisoire dans les cas prévus au présent article.

2° S'il s'agit d'évadés, il suffira que l'autorité administrative ou judiciaire compétente délivre un document reproduisant la sentence et indiquant le temps qu'il reste encore à courir pour purger la peine, la date et les circonstances de l'évasion, ainsi que les données relatives à l'identité du fugitif.

Article VI.

Si la législation de l'une des Parties contractantes ou des deux comporte actuellement ou à l'avenir des peines corporelles ou la peine de mort, le pays requis se réserve le droit de ne pas livrer l'individu dont l'extradition est demandée pour des délits passibles de ces peines, à moins que le pays requérant ne s'engage, par la voie diplomatique, à commuer lesdites peines en travaux forcés.

Article VII.

Les dépenses occasionnées par la détention, l'entretien et le voyage de l'individu dont l'extradition aura été accordée, y compris les frais de transport des objets trouvés en sa possession, seront à la charge de l'Etat requérant à partir de la date à laquelle le délinquant aura été livré à l'agent diplomatique ou, à son défaut, à l'agent consulaire dudit Etat.

(2) The offender thus handed over may only be tried for the offence in respect of which extradition was applied for, unless, once released, he remains in the territory of the applicant country more than thirty days, whereafter he may be tried for another offence committed in the said territory.

Article III.

Once extradition has been granted and notice thereof given to the applicant State or its diplomatic representative, the said State or representative shall ensure that the offender be removed from the territory of the State applied to within twenty days from the date of the said notification, failing which the person in question shall be set at liberty and may not be arrested again for the offence for which extradition was granted.

Article IV.

Should the person whose extradition is applied for have proceedings taken against him or be serving a sentence in the State applied to, in respect of some other offence, the surrender of the said person to the applicant State shall only take place after the proceedings have terminated or he has completed the sentence which he was serving.

Article V.

In urgent cases, the police or judicial authorities, in virtue of a penal sentence or order of remand, arrest and incarceration when taken in the act and order for detention pending trial or, lastly, escape of the accused after the offence, may reciprocally and directly require the provisional detention of their nationals otherwise than through the diplomatic channel. In that case, they must state the nature of the offence and the reasons for the application for detention. The applicant State must then, within a period of sixty days, dating from the said request, confirm it through the diplomatic channel, which confirmation must be accompanied by the necessary documents.

(1) In the case of aliens or nationals of the country applied to, provisional detention, as provided for in the present Article, shall only be granted when applied for through the diplomatic channel.

(2) In the case of persons who have escaped from prison, it shall be sufficient for the administrative or judicial authority to issue a document quoting the sentence in full and stating the time still to be served to complete the sentence, the date and circumstances of the escape, and particulars regarding the identity of the escaped prisoner.

Article VI.

Should the legislation of either or both of the Contracting Parties now or hereafter provide for corporal punishment or the death penalty, the country applied to reserves the right not to surrender the person whose extradition is requested for offences which would make him liable to the said penalties, unless the applicant country undertakes, through the diplomatic channel, to commute the said penalties to penal servitude.

Article VII.

Expenditure arising out of the detention, subsistence, and transport of the person whose extradition has been granted, including the transport of articles found in his possession, shall be chargeable to the applicant State from the date on which the offender is handed over to the diplomatic representative, or, failing him, to the consular agent, of the same State.

Article VIII.

Lorsqu'un même individu aura été réclamé en même temps par l'une des Hautes Parties contractantes et par d'autres Etats, il sera procédé de la façon suivante :

- a)* S'il s'agit du même délit, l'Etat requis devra donner la préférence à la demande émanant du pays sur le territoire duquel le délit aura été commis ;
- b)* S'il s'agit de délits différents, la préférence sera donnée à la demande visant le délit passible de la peine la plus grave ;
- c)* En cas de délits passibles de peines égales ou équivalentes, l'Etat requis donnera la préférence à la demande qu'il aura reçue en premier lieu.

Article IX.

En cas de nécessité, les Parties contractantes pourront envoyer d'un pays dans l'autre, moyennant autorisation préalable, des agents dûment qualifiés, pour aider à déterminer l'identité du délinquant ; ces agents seront sous les ordres des autorités du territoire où il auront été envoyés.

Article X.

Il ne sera pas procédé à l'extradition ou à la détention préventive :

1° Lorsque le maximum de la peine applicable ou déjà appliquée aux délits commis, y compris le délit de tentative et de complicité, est inférieur à un an ;

2° Lorsque, pour le même délit, l'individu réclamé se trouve poursuivi ou a déjà été condamné ou acquitté dans le pays requis ;

3° Lorsque l'infraction ou la peine se trouve prescrite en vertu des lois du pays requérant ;

4° Lorsque l'inculpé doit être traduit, dans le pays requérant, devant un tribunal d'exception ;

5° Lorsqu'il s'agit d'un délit militaire, politique, contre la religion ou de presse. Toutefois, l'extradition sera accordée même lorsque le coupable alléguera une fin ou un motif politique, si l'acte pour lequel l'extradition a été demandée constitue un délit de droit commun ; mais la fin ou le motif politique ne devra pas justifier une aggravation de la peine.

Article XI.

Le présent traité restera en vigueur jusqu'à expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé. Lorsqu'il aura été approuvé selon la législation en vigueur dans chacun des deux pays, il sera ratifié par les deux gouvernements et les instruments de ratification seront échangés à Rio-de-Janeiro dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire dans la ville d'Assomption, en langue espagnole et en langue portugaise, le vingt-quatre février mil neuf cent vingt-deux.

(L. S.) José de Paula RODRÍGUEZ ALVES.
Alejandro ARCE.

Article VIII.

Should one of the High Contracting Parties simultaneously receive applications for extradition from the other Contracting Party and from other States in respect of the same person, the following procedure shall be adopted :

(a) If it is for the same offence, preference shall be given to the application of the country in whose territory the offence was committed.

(b) If application is made in respect of different offences, preference shall be given to the application in respect of the offence that carries the most serious penalty.

(c) In the case of offences the penalties for which are the same or equivalent, preference shall be given to the application first received.

Article IX.

Should it be necessary, the Contracting Parties may, provided that previous permission is obtained, send duly-qualified agents from one country to the other to assist in identifying the offender, such agents being under the orders of the authorities of the territory in which they are appointed.

Article X.

Extradition or detention pending trial shall not take place :

(1) When the maximum penalties applicable or already inflicted in respect of the offences committed, including attempts to commit the offence and being accessory to the same, are less than one year ;

(2) When the person whose extradition is applied for has already had proceedings brought against him or been sentenced or acquitted in respect of the same offence in the country applied to ;

(3) When there is prescription in respect of the offence or penalty according to the laws of the applicant country ;

(4) When the accused has to be brought before a special court in the applicant country.

(5) When the offence is of a military or political character, or is an offence against religion or the press laws. Nevertheless, an allegation of political ends or motives shall not prevent extradition should the act constitute an offence against the ordinary law ; but political ends or motions shall not cause the penalty to be increased.

Article XI.

The present Treaty shall remain in force for six months after one of the High Contracting Parties has denounced it. When it has been sanctioned in the legal form obtaining in each of the two countries, it shall be ratified by both Governments, and the instruments of ratification shall be exchanged at Rio de Janeiro as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Asuncion, in Spanish and Portuguese, the twenty-fourth day of February, one thousand nine hundred and twenty-two.

(L. S.) José de Paula RODRÍGUEZ ALVES.
Alejandro ARCE.

N° 3190.

ESPAGNE ET PARAGUAY

Convention concernant la propriété
littéraire, artistique et scientifique.
Signée à Assomption, le 8 juillet
1925.

SPAIN AND PARAGUAY

Convention concerning Literary,
Artistic and Scientific Property.
Signed at Asuncion, July 8, 1925.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3190. — CONVENIO¹ ENTRE ESPAÑA Y PARAGUAY RELATIVO A LA PROPIEDAD LITERARIA, ARTISTICA Y CIENTIFICA. FIRMADO EN ASUNCION EL 8 DE JULIO DE 1925.

Texte officiel espagnol communiqué par le délégué du Paraguay auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 mai 1933.

Spanish official text communicated by the Delegate of Paraguay accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 24, 1933.

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DEL PARAGUAY y SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA en el deseo de garantizar la propiedad literaria, artística y científica de los autores en sus respectivos países, han resuelto firmar el presente Convenio y al efecto han nombrado sus Plenipotenciarios a saber :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DEL PARAGUAY :

Al doctor don Enrique BORDENAVE, Ministro de Relaciones Exteriores ;

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA :

A don Felipe GARCIA ONTIVEROS Y LAPLANA, Comendador con Placa de la Real Orden de Isabel la Católica, Caballero de la Real y Distinguida de Carlos III, Cruz de Tercera Clase del Mérito Naval con distintivo blanco, Comendador con placa del Busto de Bolívar de Venezuela, Comendador de la Orden Pontificia de San Gregorio el Magno, y de la Corona de Italia, Caballero del Cristo de Portugal, Encardado de Negocios de España en el Paraguay.

Quienes, después de haberse comunicado sus plenos poderes y hallados en buena y debida forma, han convenido en las capitulaciones siguientes :

Artículo I.

A. Los autores de obras literarias, científicas o artísticas de cualquiera de las dos naciones, que aseguren con los requisitos legales su derecho de propiedad en uno de los dos países contratantes, lo tendrán asegurado en el otro, sin nuevas formalidades, y gozarán en cada uno de los dos países, recíprocamente, de las ventajas que se estipulan en el presente convenio, así como todas las que

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Asomption, le 15 septembre 1926.

¹ The exchange of ratifications took place at Asuncion, September 15, 1926.

estén concedidas o se concedieren en adelante por ley del uno o del otro Estado para la protección de las obras de literatura, ciencia o arte.

B. Para la garantía de esas ventajas, la obtención de daños y perjuicios y la persecución de los falsificadores, tendrán la misma protección y los mismos recursos legales que estén concedidos o se concedieren a los autores nacionales, en cada uno de los países por las legislaciones respectivas.

C. A los efectos de este Tratado se considera que son autores españoles los de nacionalidad española o paraguaya, que habiten en los dominios de la Monarquía española o en ellos escriban, ejecuten, o den al teatro sus obras ; y son autores paraguayos los de nacionalidad paraguaya o española que habiten en la República del Paraguay o en ella escriban, ejecuten, publiquen o den al teatro sus obras.

Artículo II.

Se entiende por obras literarias, científicas y artísticas toda producción del dominio literario, científico y artístico, cualquiera que sea la manera o forma otorgada para reproducirla como los libros, folletos o cualesquiera otros escritos ; las composiciones dramáticas o lírico-dramáticas con letra o sin ella ; las composiciones musicales o arreglos de música con o sin palabras, canciones o tonadillas ; y las pantomimas cuya representación en escena esté fijada por escrito o de otra manera, las obras cinematográficas o de procedimientos semejantes ; las obras de dibujo, pintura, escultura, arquitectura ; los grabados, fotografías, fotograbados, litografías y cromolitografías o ilustraciones y demás obtenidos por medios parecidos, las cartas y esferas geográficas, planos, croquis, y obras plásticas relativas a la Geografía, Topografía, Arquitectura, Fisiología, u otras ciencias, y en general toda producción del dominio literario, científico y artístico que pudiera ser publicada por cualquier medio de impresión, reproducción o ejecución por cualquier medio conocido o que se invente con posterioridad.

Artículo III.

El derecho de propiedad de una obra literaria, artística o científica, comprende para su autor o sus derechos habientes o mandatarios, la facultad exclusiva de disponer de ella, de publicarla, de enajenarla, de traducirla o de autorizar su traducción y reproducirla en cualquier forma.

Artículo IV.

Se considera autor de una obra protegida, salvo prueba en contra, aquel cuyo nombre o pseudónimo esté indicado en ella.

Artículo V.

Las Altas Partes Contratantes se obligan a entregarse, por conducto de sus Legaciones u otro autorizado, el periódico oficial en que se publique la lista de las obras a favor de las cuales los autores y editores hayan asegurado, en cada trimestre, mediante las formalidades prescriptas por la ley, sus propios derechos en el país respectivo. Si no existiere periódico oficial para la publicación de la lista mencionada será suficiente que el Director de la oficina correspondiente lo haga por correspondencia al Ministerio de Relaciones Exteriores, quien a su vez se encargará de trasmitirla donde corresponda.

Artículo VI.

A. Se prohíbe en ambos países la impresión, reproducción, publicación, traducción, adaptación, representación, ejecución, instrumentación y reinstrumentación de obras musicales, arreglos de música de cualquiera clase que sean, venta o exposición, transformación a la cinematografía u otro procedimiento de adaptación a instrumentos mecánicos, de las obras literarias, científicas y artísticas, hechas sin el consentimiento del autor español o paraguayo que se haya reservado sus derechos de propiedad ya sea que las reproducciones no autorizadas provengan de uno de los dos países contratantes o de cualquiera otro extranjero.

B. Será lícita, recíprocamente, la publicación en cada uno de los dos países de extractos o fragmentos enteros, acompañados de notas explicativas de las obras de un autor del otro país, siempre que se indique su procedencia y estén destinados a la enseñanza o al estudio o crestomatías compuestas de fragmentos de obras de diversos autores.

C. Los escritos insertos en diarios o publicaciones análogas no podrán ser reproducidos si se consigna expresamente al pie de los mismos que queda prohibida su reproducción. Los escritos e ilustraciones insertos en semanarios o revistas científicas, políticas, literarias, artísticas o de cualquier clase, no podrán ser reproducidos si en el encabezamiento de las mismas se consigna que queda prohibida la reproducción. Cuando no se hagan las declaraciones antecedentes, los escritos podrán ser reproducidos, con sus ilustraciones si las tuvieren por cualquiera otra publicación de la misma clase, a condición de que se indique el original de donde se copia.

D. No será lícita en ningún caso la reproducción de trozos musicales sin el permiso del autor de las obras.

E. Se prohíbe igualmente la publicación en folletos u hojas sueltas de argumentos de obras teatrales, sin permiso de sus autores.

Artículo VII.

Los nacionales de uno de los dos países, autores de obras originales, tendrán el derecho de oponerse a la traducción de sus obras no autorizada por ellos mismos, y esto, durante todo el tiempo que se les haya concedido para el goce del derecho de propiedad literaria, científica y artística sobre su obra original.

Artículo VIII.

Las traducciones gozarán de la protección estipulada en el presente Convenio para las obras originales. Debe entenderse que el presente artículo protege al traductor en lo relativo a la versión que haya hecho de la obra original y no confiere derecho exclusivo de traducción al primer traductor de cualquiera obra escrita en lengua muerta o viva, cuando estas obras se hallen en el dominio público. En las traducciones autorizadas de obras con derechos internacionales, el registro confirma la protección de la obra original.

Artículo IX.

Los derechos de propiedad literaria, científica y artística reconocidos por el presente Convenio les serán garantizados a los autores, traductores, compositores y artistas o a sus derecho habientes en cada uno de los países durante todo el tiempo que les conceda la propiedad, la legislación del

país de origen. Igualmente se garantizarán los derechos de propiedad a los editores de las obras publicadas en cualquiera de los países contratantes, cuyos autores pertenezcan a Estados extraños al Convenio.

Artículo X.

El país de origen de una obra será el de su primera publicación en cualquiera de las Partes Contratantes, y si ella se ha verificado simultáneamente, en ambas, será país de origen aquél que acuerde un término más corto de protección.

Artículo XI.

Cuando en uno de los dos países se deba presentar judicialmente la prueba de que el autor, traductor, o editor ha asegurado sus derechos mediante las formalidades prescriptas por la ley de su país, bastará para esa prueba con el certificado expedido por el Jefe del Registro general de la Propiedad si se trata de España o en su defecto la comunicación del Director de la Oficina correspondiente a que alude el artículo 5º será suficiente. Sin embargo, el hecho de constar la obra en el periódico oficial a que alude el artículo quinto será suficiente sin necesidad de presentar el mencionado certificado cuando medie queja o demanda de persona autorizada contra el carácter fraudulento de una publicación para detener la circulación de ésta mientras se esclarezcan los hechos.

Artículo XII.

La disposiciones del presente Convenio no perjudicarán en manera alguna el derecho que corresponde a ambos Estados para vigilar o prohibir por medio de medidas de legislación o de policía interior la circulación, la representación o la exposición de cualquier obra o producción con la cual las autoridades competentes pueden ejercer sus derechos por razones que atañen a la moral y al orden público.

Artículo XIII.

Los autores de obras dramáticas y lírico-dramáticas fijarán la tarifa exigible por la representación de las mismas y cuando no la hubieren fijado al conceder el permiso, se aplicará la siguiente : Para obras en un acto, el 3 %. Para obras en dos actos, 7 %. Para obras en tres actos o más, el 10 %. En las tres primeras representaciones de estreno en el país se cobrará el doble de estos derechos. Este tanto por ciento se exigirá sobre el total producto de cada representación, incluyendo el abono y el aumento de precios por contaduría u otro concepto, sin tener en cuenta cualquier arreglo o convenio particular que las Empresas puedan hacer vendiendo billetes o precios menores que los anunciados ; pero descontando la rebaja concedida a los abonados. En las obras lírico-dramáticas estos derechos se dividirán por mitad entre el autor de la música y el del libro. En las obras puramente musicales estos derechos se reducirán a la mitad.

Artículo XIV.

A. Los mandatarios legales o representantes de autores, compositores o artistas gozarán recíprocamente y bajo todos respectos los mismos derechos que los que la presente Convención concede a los mismos autores, traductores, compositores y artistas.

B. Se autoriza y faculta también a los agentes consulares en ambos países contratantes para procurar de oficio, administrativa y judicialmente, en el país donde se hallan acreditados, la aplicación de la legislación interna para la protección de la propiedad literaria, científica o artística de conformidad con los preceptos establecidos en el presente Convenio, o que en adelante se concedieren por la ley del uno o del otro Estado.

Artículo XV.

A. La prohibición de reimprimir, publicar, introducir, representar, exhibir, vender o ejecutar en cualquiera de los dos países, obras que no hayan sido publicadas por sus autores, o con autorización de los mismos, no impone a los dos Estados la obligación de vigilar oficiosamente el que estos hechos no se verifiquen, sino que es deber de los interesados o de sus representantes debidamente autorizados, así como facultad de los cónsules respectivamente, el denunciar a las autoridades las infracciones que estén por hacerse o se hayan ejecutado, para que por la vía y procedimientos legales se impida o castigue a los infractores.

B. Toda edición o reproducción de una obra literaria, científica o artística hecha sin ajustarse a las disposiciones del presente Convenio será considerada como falsificación. Es circunstancia agravante en la defraudación la variación del título de una obra o la alteración de su texto para publicarla.

Artículo XVI.

No son objeto de este Convenio las obras que hayan entrado en el dominio público cuando éste deba ponerse en vigor. Serán del dominio público las obras consideradas como tales por la legislación de cualquiera de los dos países que sea más favorable a los intereses de los autores.

Artículo XVII.

Ambos Estados se aseguran mutuamente el trato de la nación más favorecida, es decir que si en cualquier convenio para proteger la propiedad intelectual se concedieren mayores ventajas por uno de ellos a una tercera potencia el otro disfrutará también de iguales ventajas bajo las mismas condiciones.

Artículo XVIII.

A. El presente Convenio se pondrá en vigor desde el día en que fuesen canjeadas sus ratificaciones. Su duración será de cinco años, contados desde ese día, pero aún entonces continuará en vigor hasta que sea denunciado por una u otra parte de los contratantes, y un año después de la denuncia.

B. Ambas partes se reservan, sin embargo, la facultad de introducir en él, de común acuerdo, cualquiera modificación o mejora que la experiencia demuestre ser conveniente.

Artículo XIX.

Las ratificaciones del presente Convenio se canjearán en Asunción, tan pronto como sea posible.

En testimonio de lo cual los infrascriptos Plenipotenciarios firman por duplicado la presente Convención y ponen en ella sus sellos.

Hecho en duplicado en Asunción, a los ocho días del mes de Julio de mil novecientos veinte y cinco.

(Firmado) Enrique BORDENAVE.

(Firmado) Felipe G. ONTIVEROS.

Es copia :

E. Egusquiza.

Sub-secretario de Relaciones exteriores.

¹ TRADUCTION.

N^o 3190. — CONVENTION ENTRE L'ESPAGNE ET LE PARAGUAY
CONCERNANT LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE, ARTISTIQUE ET
SCIENTIFIQUE. SIGNÉE A ASSOMPTION, LE 8 JUILLET 1925.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, désireux de garantir la propriété littéraire, artistique et scientifique des auteurs dans leurs pays respectifs, ont résolu de signer la présente convention et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY :

M. le D^r Enrique BORDENAVE, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Don Felipe GARCIA-ONTIVEROS y LAPLANA, commandeur de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, chevalier de l'Ordre de Charles III, etc., etc., etc., chargé d'Affaires d'Espagne au Paraguay ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

A. Les auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques de l'un des deux pays, qui auront assuré, en se conformant aux prescriptions légales, leur droit de propriété dans l'un des deux pays contractants, se verront également reconnaître ce droit dans l'autre pays, sans nouvelles formalités, et jouiront dans chacun des deux pays, réciproquement, des avantages stipulés dans la présente convention ainsi que de tous ceux qui sont accordés ou qui le seraient ultérieurement par la législation de l'un ou de l'autre Etat pour la protection des œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques.

B. En ce qui concerne la garantie de ces avantages, l'obtention de dommages et intérêts et la poursuite des faulxicateurs, ils jouiront de la même protection et des mêmes moyens de droit que ceux qui sont accordés ou qui le seraient ultérieurement aux auteurs nationaux, dans chacun des deux pays, par la législation respective de ces derniers.

C. Aux effets de la présente convention, sont réputés auteurs espagnols les auteurs de nationalité espagnole ou paraguayenne qui habitent dans les territoires de la monarchie espagnole ou qui écrivent, exécutent ou donnent au théâtre leurs œuvres dans ces territoires, et auteurs paraguayens les auteurs de nationalité paraguayenne ou espagnole qui résident dans la République du Paraguay ou qui écrivent, exécutent, publient ou donnent au théâtre leurs œuvres dans cette République.

Article II.

On entend par œuvres littéraires, scientifiques et artistiques toute production du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme de reproduction, telle que :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3190. — CONVENTION BETWEEN SPAIN AND PARAGUAY
CONCERNING LITERARY, ARTISTIC AND SCIENTIFIC PROPERTY.
SIGNED AT ASUNCION, JULY 8, 1925.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of safeguarding the literary, artistic, and scientific property of authors in their respective countries, have resolved to sign the present Convention, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY :

Dr. Enrique BORDENAVE, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Don Felipe GARCÍA ONTIVEROS y LAPLANA, Commander of the Royal Order of Isabel the Catholic, Knight of the Order of Carlos III, etc., etc., etc., Spanish Chargé d'Affaires in Paraguay ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

A. The authors of literary, scientific, or artistic works of either of the two countries, who, by complying with the requisite legal formalities, secure the right of ownership thereof in either of the contracting countries, shall have it secured in the other without further formalities, and shall reciprocally enjoy, in each of the two countries, the advantages stipulated in the present Convention, as also those that are or may hereafter be granted by the laws of either State for the protection of literary, scientific, or artistic works.

B. As regards the safeguarding of these advantages, the obtaining of damages, and the prosecution of forgers, they shall have the same protection and the same legal remedies as are or may hereafter be granted to native authors in either country by their respective laws.

C. For the purposes of this Treaty, Spanish authors are deemed to be those of Spanish or Paraguayan nationality who reside in the dominions of the Spanish Monarchy or write or execute their works or have them performed in the theatres therein ; and Paraguayan authors are deemed to be those of Paraguayan or Spanish nationality who reside in the Republic of Paraguay or write, execute, or publish their works or have them performed in the theatres therein.

Article II.

By literary, scientific, and artistic works are meant any production in the literary, scientific, and artistic domain, whatever may be the mode or form of its reproduction, such as books,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

les livres, brochures et autres écrits ; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, avec ou sans livrets ; les compositions musicales et arrangements de musique, avec ou sans paroles, chansons et vaudevilles ; les pantomimes dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement ; les œuvres cinématographiques ou similaires ; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture et d'architecture ; les gravures, photographies, lithographies et chromolithographies ou illustrations et autres œuvres obtenues par des moyens analogues ; les cartes et globes géographiques ; les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture, à la physiologie et autres sciences et, d'une façon générale, toute production du domaine littéraire, scientifique et artistique qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression, de reproduction ou exécutée par un moyen quelconque connu ou découvert ultérieurement.

Article III.

Le droit de propriété sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique comprend pour son auteur ou ses ayants droit ou mandataires, la faculté exclusive d'en disposer, de la publier, de l'aliéner, de la traduire ou d'en autoriser la traduction et de la reproduire sous une forme quelconque.

Article IV.

Est réputé auteur d'une œuvre protégée, sauf preuve du contraire, celui dont le nom ou le pseudonyme figure sur cette œuvre.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se remettre, par l'intermédiaire de leurs légations ou par quelque autre intermédiaire autorisé, le journal officiel dans lequel est publiée la liste des œuvres en faveur desquelles les auteurs et éditeurs ont assuré, chaque trimestre, en se conformant aux formalités prescrites par la loi, leurs propres droits dans le pays intéressé. S'il n'existe pas de journal officiel pour la publication de la liste en question, il suffira que le directeur du bureau compétent fasse parvenir cette liste par correspondance au Ministre des Affaires étrangères qui, à son tour, se chargera de la transmettre à qui de droit.

Article VI.

A. Sont interdites dans les deux pays l'impression, la reproduction, la publication, la traduction, l'adaptation, la représentation, l'exécution, l'instrumentation et la réinstrumentation d'œuvres musicales, arrangements de musique, de quelle nature que ce soit, la vente ou l'exposition, la transformation pour la cinématographie ou tout autre procédé d'adaptation à des instruments mécaniques, des œuvres littéraires, scientifiques et artistiques, sans le consentement de l'auteur espagnol ou paraguayen qui a réservé ses droits de propriété, que les reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays contractants ou d'un autre pays étranger quelconque.

B. Sera réciproquement autorisée, la publication, dans chacun des deux pays, d'extraits ou de fragments entiers, accompagnés de notes explicatives, des œuvres d'un auteur de l'autre pays, à condition que leur provenance soit indiquée et qu'il soient destinés à l'enseignement ou à l'étude, ou constituent des chrestomathies composées de fragments d'œuvres de divers auteurs.

C. Les écrits insérés dans des quotidiens et publications analogues ne pourront être reproduits s'il est expressément mentionné au bas de ces écrits que leur reproduction est interdite. Les écrits et illustrations insérés dans des hebdomadaires ou des revues scientifiques, politiques, littéraires, artistiques ou de toute autre catégorie, ne pourront être reproduits s'il est indiqué dans l'entête que la reproduction est interdite. Si les déclarations susvisées font défaut, les écrits pourront être

pamphlets, or any other writings ; dramatic or dramatico-musical works, with or without libretti ; musical compositions or arrangements, with or without words, songs or interludes ; entertainments in dumb show, the acting form of which is fixed in writing or otherwise, cinematographic or similar works ; works of drawing, painting, sculpture, architecture ; engravings, photographs, photo-gravures, lithographs, and chromo-lithographs or illustrations, and other works obtained by similar means ; geographical maps and globes, plans, sketches, and plastic works relative to geography, topography, architecture, physiology, or other sciences, and, in general, any production in the literary, scientific, and artistic domain which may be published by any method of printing or reproduction or executed by any means already known or hereafter invented.

Article III.

The copyright of a literary, artistic, or scientific work shall include for its author or his heirs or assigns or representatives the exclusive right to dispose of it, publish it, alienate it, translate it or authorise its translation, and reproduce it in any form.

Article IV.

In the absence of proof to the contrary, the author of a protected work shall be deemed to be the person whose name or pseudonym appears on it.

Article V.

The High Contracting Parties undertake to furnish each other, through their legations or some other authorised channel, with the official periodical containing the list of works of which during each quarter, the authors and publishers have secured the copyright in their respective countries by complying with the formalities required by law. Should there be no official periodical in which that list can be published, it shall be sufficient for the director of the appropriate office to send the list by post to the Ministry of Foreign Affairs, which shall be responsible for its transmission to the proper quarter.

Article VI.

A. The printing, reproduction, publication, translation, adaptation, representation, performance, instrumentation and re-instrumentation (of musical works), musical arrangement of any kind, sale, exhibition or adaptation to the cinematograph or other mechanical instruments, of literary, scientific, and artistic works, without the consent of the Spanish or Paraguayan author who has secured the copyright thereof, whether the unauthorised reproductions come from either of the two contracting countries or from any other country, shall be prohibited in both countries.

B. The publication in each of the two countries of extracts or entire fragments, accompanied by explanatory notes, from the works of an author of the other country, shall be reciprocally allowed, provided that their origin is indicated and that they are intended for purposes of instruction or study or the formation of anthologies consisting of fragments of the works of various authors.

C. Writings in newspapers or similar publications may not be reproduced if it is expressly stated at the foot thereof that their reproduction is prohibited. Writings and illustrations in weekly publications or scientific, political, literary, artistic, or other reviews, may not be reproduced if a statement to the effect that reproduction is prohibited appears at the top. In the absence of such statement, the writings may be reproduced, together with the illustrations, if any, by any

reproduits, avec leurs illustrations s'il y en a, par toute autre publication du même ordre, à condition que l'on indique l'original auquel l'emprunt a été fait.

D. En aucun cas la reproduction de fragments musicaux ne sera autorisée sans la permission de l'auteur des œuvres.

E. Est également interdite la publication, sous forme de brochures ou de feuilles détachées, des sujets des pièces de théâtre sans la permission de l'auteur.

Article VII.

Les ressortissants de l'un des deux pays, auteurs d'œuvres originales, auront le droit de s'opposer à la traduction de leurs œuvres sans leur autorisation, pendant toute la durée de la protection du droit de propriété littéraire, scientifique et artistique qui leur a été accordée pour l'œuvre originale.

Article VIII.

Les traductions jouiront de la protection prévue par la présente convention pour les œuvres originales. Il doit être entendu que le présent article protège le traducteur en ce qui concerne la traduction qu'il a donnée de l'œuvre originale et ne confère pas un droit exclusif de traduction au premier traducteur d'une œuvre quelconque écrite dans une langue morte ou vivante, lorsque ces œuvres sont tombées dans le domaine public. Pour les traductions autorisées d'œuvres jouissant de droits internationaux, le registre confirme la protection de l'œuvre originale.

Article IX.

Les droits de propriété littéraire, scientifique et artistique reconnus par la présente convention seront également garantis aux auteurs, traducteurs, compositeurs et artistes et à leurs ayants-droit, dans chacun des pays, pour toute la durée pendant laquelle la législation du pays d'origine leur concède la propriété. De même, les droits de propriété seront garantis aux éditeurs des œuvres publiées dans l'un quelconque des pays contractants dont les auteurs sont des ressortissants de pays étrangers à la convention.

Article X.

Le pays d'origine d'une œuvre sera celui de sa première publication dans l'un quelconque des Etats contractants, et si cette publication a eu lieu simultanément dans les deux pays, le pays d'origine sera celui qui accorde la durée de protection la plus courte.

Article XI.

Lorsque, dans l'un des deux pays, il y aura lieu d'établir en justice que l'auteur, le traducteur ou l'éditeur a assuré ses droits en accomplissant les formalités prescrites par la législation de son pays, il suffira, à cet effet, de présenter un certificat délivré par le chef du registre général de la propriété, s'il s'agit de l'Espagne, ou à son défaut, la communication du directeur du bureau correspondant, à laquelle il est fait allusion à l'article V, sera suffisante. Néanmoins, lorsqu'une personne autorisée porte plainte ou intente une action en justice en alléguant le caractère frauduleux d'une publication, le fait que l'œuvre figure dans le journal officiel visé à l'article V sera suffisant, sans qu'il soit nécessaire de présenter le certificat susmentionné, pour arrêter la circulation de l'œuvre en question jusqu'à ce que les faits soient élucidés.

other publication of the same kind, provided that mention is made of the original from which they have been taken.

D. The reproduction of musical pieces shall in no case be allowed without the permission of the composer.

E. The publication of the plots of plays in the form of pamphlets or loose sheets without the author's permission shall also be forbidden.

Article VII.

The nationals of either country who are the authors of original works may refuse, during the whole of the period for which the literary, scientific, or artistic copyright of such works has been granted to them, to allow the translation thereof without their permission.

Article VIII.

Translations shall enjoy the protection provided in the present Convention for original works. The present Article must be understood to protect the translator's version of the original work, but not to confer the exclusive right of translation on the first translator of any work written in a dead or living language, when such work has become common property. In the case of the authorised translations of works with international rights, the protection of the original work is confirmed by registration.

Article IX.

The literary, scientific, and artistic copyright recognised by the present Convention shall be secured to authors, translators, composers, and artists, or their heirs and assigns, in each of the two countries, for the whole period for which that right is accorded to them by the laws of the country of origin. The publishers of works issued in either of the contracting countries whose authors are nationals of States not parties to the Convention shall also be secured the copyright of such works.

Article X.

The country of origin of a work shall be that of either of the Contracting Parties in which it is first published, and if it is published simultaneously in both, the country of origin shall be that which grants the shorter period of protection.

Article XI.

Whenever, in either of the two countries, evidence has to be produced in court that the author, translator, or publisher has secured his rights by complying with the formalities laid down by the law of his country, the certificate issued by the Chief of the General Property Register or, failing this, the communication from the Director of the competent office referred to in Article V, shall suffice in the case of Spain. Nevertheless, should an authorised person lodge a complaint or bring an action in respect of the fraudulent nature of a publication, the fact that the work is listed in the official periodical referred to in Article V shall be sufficient to enable its circulation to be suspended until the facts have been elucidated, and the production of the above-mentioned certificate shall not be required.

Article XII.

Les dispositions de la présente convention n'affecteront en aucune manière le droit qui appartient aux deux Etats de contrôler ou d'interdire, par des mesures législatives ou des mesures de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de toute œuvre ou production à l'égard de laquelle les autorités compétentes peuvent exercer ce droit pour des raisons touchant à la morale et à l'ordre public.

Article XIII.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales fixeront le montant des droits exigibles pour la représentation de ces œuvres, et s'ils ne l'ont pas fixé en accordant l'autorisation, on appliquera le taux suivant : pour des œuvres en un acte 3 %, pour des œuvres en deux actes 7 %, pour des œuvres en trois actes et plus 10 %. Pour les trois premières représentations d'une œuvre nouvelle dans le pays, on percevra le double de ces droits. Ce tant pour cent sera prélevé sur le produit total de chaque représentation, y compris l'abonnement et le supplément pour la location ou pour tout autre motif, sans qu'il soit tenu compte de tout arrangement ou convention particulière que les entreprises peuvent faire en vendant des billets à des prix inférieurs aux prix annoncés, mais déduction faite de la réduction accordée aux abonnés. Pour les œuvres dramatico-musicales, les droits seront partagés également entre l'auteur de la musique et celui du livret. Pour les œuvres purement musicales, ces droits seront réduits de moitié.

Article XIV.

A. Les mandataires légaux ou représentants des auteurs, compositeurs ou artistes, jouiront réciproquement et à tous égards des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs et artistes eux-mêmes.

B. Les agents consulaires auront également le droit et la faculté, dans les deux pays contractants, d'obtenir d'office, administrativement et judiciairement, dans le pays où ils sont accrédités, l'application de la législation interne pour la protection de la propriété littéraire, scientifique ou artistique, conformément aux principes établis par la présente convention ou à ceux qui seraient ultérieurement établis par la législation de l'un ou de l'autre Etat.

Article XV.

A. L'interdiction de réimprimer, de publier, d'introduire, de représenter, d'exposer, de vendre ou d'exécuter, dans l'un quelconque des deux pays, des œuvres qui n'ont pas été publiées par leurs auteurs ou avec l'autorisation de leurs auteurs, n'impose pas aux deux Etats l'obligation de veiller d'office à ce que ces faits ne se produisent pas, mais les intéressés ou leurs représentants dûment autorisés devront, et les consuls respectifs pourront dénoncer aux autorités les infractions qui se préparent ou qui ont déjà eu lieu, afin que l'on empêche ou que l'on réprime ces infractions par la voie et les moyens légaux.

B. Toute édition ou reproduction d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique faite contrairement aux dispositions de la présente convention, sera considérée comme une falsification. Une modification du titre d'un ouvrage ou l'altération de son texte, pour le publier, sera considérée comme une circonstance aggravante de la fraude.

Article XVI.

Ne sont pas visées par la présente convention les œuvres qui étaient tombées dans le domaine public au moment de sa mise en vigueur. Seront tombées dans le domaine public les œuvres considérées comme telles par la législation de celui des deux pays qui est le plus favorable aux intérêts des auteurs.

Article XII.

The provisions of the present Convention shall in no wise impair the right of both States to supervise or prohibit, by legislation or internal regulations, the circulation, performance or exhibition of any work or production in respect of which the competent authorities may exercise that right for moral reasons or in the interests of public order.

Article XIII.

The authors of dramatic or dramatico-musical works shall fix the fee payable for the performance thereof ; should they omit to do so when granting permission to perform the work, the following fees shall be chargeable : for works in one act, 3% ; for works in two acts, 7% ; for works in three or more acts, 10%. For the first three performances of a new work in the country, twice these rates, shall be charged. This percentage shall be levied on the total proceeds of each performance, including subscriptions and booking-fees or other additional charges, irrespective of any special arrangement or agreement which the management may make to sell tickets at prices lower than those announced ; the rebate granted to subscribers shall, however, be deducted. In the case of dramatico-musical works, these fees shall be divided equally between the composer and the librettist. In the case of purely musical works, these fees shall be halved.

Article XIV.

A. The legal assignees or representatives of authors, composers, or artists, shall reciprocally enjoy in every respect the same rights as are granted by the present Convention to the authors, translators, composers, and artists themselves.

B. The consular agents in both contracting countries shall also be authorised and empowered *ex officio* to ensure by administrative and judicial means, in the country to which they are accredited, the application of the internal laws for the protection of literary, scientific, and artistic property, in accordance with the principles laid down in the present Convention or those which may hereafter be established by the laws of either State.

Article XV.

A. The prohibition to reprint, publish, import, represent, exhibit, sell, or perform, in either of the two countries, works which have not been published by or with the permission of their authors, does not oblige the two States to take steps of their own accord to prevent the occurrence of such acts ; it is the duty of the interested parties, or their duly-authorised representatives, and the right of the respective consuls, to report to the authorities any infringements which may be about to occur or may have occurred, with a view to the prevention or punishment of the offence through the legal channel and by legal procedure.

B. The publication or reproduction of a literary, scientific, or artistic work in breach of the provisions of the present Convention shall be regarded as forgery. The alteration of the title of a work or its text for the purpose of publication shall be regarded as a circumstance aggravating the fraud.

Article XVI.

This Convention does not apply to works which may have become common property at the time of their entry into force. Such works shall be those so regarded by whichever country's laws are more favourable to the authors' interests.

Article XVII.

Les deux Etats s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire que si, dans une convention quelconque pour la protection de la propriété intellectuelle, il était accordé des avantages plus grands par l'un d'eux à une tierce Puissance, l'autre bénéficiera également de ces avantages aux mêmes conditions.

Article XVIII.

A. La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification. Sa durée sera de cinq ans à compter de ce jour, mais même alors, elle restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par l'une ou l'autre des Parties contractantes, et pendant un an après la dénonciation.

B. Les deux Parties se réservent néanmoins la faculté d'y introduire, d'un commun accord, toute modification ou amélioration que l'expérience pourrait leur suggérer.

Article XIX.

Les instruments de ratification de la présente convention seront échangés à Assomption, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention, en double expédition, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Assomption, le 8 juillet 1925.

(Signé) Enrique BORDENAVE

(Signé) Felipe G. ONTIVEROS.

Article XVII.

Each State shall grant the other most-favoured-nation treatment; i. e., if, in any agreement for the protection of intellectual property, greater advantages are granted by either of them to a third Power, the other shall also enjoy the like advantages under the same conditions.

Article XVIII.

A. The present Convention shall come into force on the day of the exchange of ratifications. It shall be concluded for a period of five years from that date, but shall remain in force thereafter until it is denounced by either of the Contracting Parties, the denunciation to take effect one year later.

B. Nevertheless, both Parties reserve the right to introduce therein, by common consent, such amendments or improvements as experience may show to be expedient.

Article XIX.

The instruments of ratification of the present Convention shall be exchanged at Asunción as soon as possible.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Asunción on the eighth day of July, one thousand nine hundred and twenty-five.

(Signed) Enrique BORDENAVE.

(Signed) Felipe G. ONTIVEROS.

N° 3191.

ITALIE ET TURQUIE

Convention pour la délimitation des
eaux territoriales entre les côtes
d'Anatolie et l'île de Castellorizo.
Signée à Ankara, le 4 janvier 1932.

ITALY AND TURKEY

Convention for the Delimitation of
the Territorial Waters between
the Coasts of Anatolia and the
Island of Castellorizo. Signed at
Ankara, January 4, 1932.

N^o 3191. — CONVENTION¹ ENTRE L'ITALIE ET LA TURQUIE POUR LA DÉLIMITATION DES EAUX TERRITORIALES ENTRE LES CÔTES D'ANATOLIE ET L'ÎLE DE CASTELLORIZO. SIGNÉE A ANKARA, LE 4 JANVIER 1932.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Italie et de Turquie.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 mai 1933.*

LE GOUVERNEMENT ROYAL D'ITALIE représenté par Son Excellence le baron Pompeo ALOISI ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Turquie, d'une part ; et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE représenté par Son Excellence Monsieur le docteur Tevfik RÜSTÜ Bey, ministre des Affaires étrangères, député d'Izmir, d'autre part ;

Animés du désir de maintenir et de consolider davantage les relations de sincère amitié qui fort heureusement existent entre eux, ont décidé de régler par un arrangement direct le différend surgi entre l'Italie et la Turquie au sujet de la souveraineté sur les îlots situés entre les côtes d'Anatolie et l'île de Castellorizo, ainsi que sur l'îlot de Kara-Ada et de procéder à la délimitation des eaux territoriales environnant lesdits îlots dont l'appartenance a fait l'objet d'une contestation entre eux, à la suite de l'interprétation des dispositions y relatives du Traité de Lausanne.

Les soussignés, après avoir exhibé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les points suivants :

Article premier.

Le Gouvernement italien reconnaît la souveraineté de la Turquie sur les îlots ci-dessous dénommés :

Volo (Çatal-Ada), Ochendra (Uvendire), Fournachia (Furnakya), Kato Volo (Katovolo), Prassoudi (Prasudi) (au sud-est de Catovolo). Les îlots de Tchatalleta, Pighi, Nissi-Tis-Pighi, Recif Agricelia, Proussecliss (Rocher), Pano Makri, Kato Makri (et les rochers compris), Marathi, Roccie Voutzaky (Rocci Vutchaki), Dacia (Dasya), Nissi-Tis Dacia, Prassoudi (au N. de Dacia), Alimentarya (Alimentaria), Caravola (Karavola).

Article 2.

L'îlot de Kara-Ada, situé dans la baie de Bodrum, appartiendra également à la Turquie.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 25 avril 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3191. — CONVENTION ² BETWEEN ITALY AND TURKEY FOR THE DELIMITATION OF THE TERRITORIAL WATERS BETWEEN THE COASTS OF ANATOLIA AND THE ISLAND OF CASTELLORIZO. SIGNED AT ANKARA, JANUARY 4, 1932.

French official text communicated by the Italian and Turkish Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place May 24, 1933.

THE ROYAL GOVERNMENT OF ITALY represented by His Excellency Baron Pompeo ALOISI, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in Turkey, of the one part; and

THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC represented by His Excellency Dr. Tevfik RÜSTÜ Bey, Minister for Foreign Affairs, Deputy for Izmir, of the other part;

Being desirous of maintaining and strengthening still further the relations of sincere friendship which happily exist between them, have decided to settle by a direct agreement the dispute which has arisen between Italy and Turkey concerning the sovereignty over the islets situated between the Anatolian coast and the island of Castellorizo and also over the island of Kara-Ada, and to delimit the territorial waters surrounding the said islets, the ownership of which has given rise to a dispute between them in consequence of the interpretation of the provisions of the Treaty of Lausanne relevant thereto.

The undersigned, having shown their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following points:

Article 1.

The Italian Government recognises the sovereignty of Turkey over the following islets:

Volo (Çatal-Ada), Ochendra (Uvendire), Fournachia (Furnakya), Kato Volo (Kato-volo), Prassoudi (Prasudi) (south-east of Catovolo). The islets of Tchatalleta, Pighi, Nissi-Tis-Pighi, Agricelia reef, Proussecliss (rock), Pano Makri, Kato Makri (including the rocks), Marathi, Roccie Voutzakys (Rocci Vutchaki), Dacia (Dasya), Nissi-Tis Dacia, Prassoudi (north of Dacia), Alimentarya (Alimentaria), Caravola (Karavola).

Article 2.

The islet of Kara-Ada, situated in the Bay of Bodrum, shall likewise belong to Turkey.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, April 25, 1933.

Article 3.

Par contre, le Gouvernement turc reconnaît la souveraineté de l'Italie sur les îlots situés dans la zone délimitée par une circonférence qui aura pour centre le dôme de l'Eglise de la ville de Castellorizo et pour rayon la distance entre ledit centre et le Cap San Stephano (pointe du vent) à savoir : Psoradia, Polyphados, St. Georges (deux îles dénommées dans la carte anglaise n. 236 : Saint Georges celle du sud et Agrielaia celle du Nord).

Psomi (Strongylo, carte anglaise 236), Cutsumbora (Koutsoumbas) (Rochers), Mavro Poinaki (Mavro Poinachi), Mavro Poinis (Mavro Poini).

En dehors de ces îlots compris dans la circonférence précitée les îlots de St. Georges (Rho) Dragonera, Ross et Hypsili (Stronghyli) appartiendront également à l'Italie.

Article 4.

Il est bien entendu que toutes les îles et toutes les îlots et rochers se trouvant des deux côtés de la ligne de délimitation des eaux définie par la présente convention, que leurs noms y aient été mentionnés ou non, appartiennent à l'Etat sous la souveraineté duquel se trouve placée la zone où lesdites îles et lesdits îlots et rochers sont situés.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes sont également tombées d'accord pour fixer la délimitation des eaux territoriales comme suit :

A l'Est :

D'un point situé à moitié distance entre le cap San Stephano (pointe du vent) et le cap Gata ;

De là, en ligne droite jusqu'à un point situé à moitié distance entre Psomi et Proussecliss (Prussekli) ;

De ce point, en ligne droite sur un point situé à moitié distance entre Mavro-Poinis et Proussecliss ;

De ce point, en ligne droite sur un point situé à moitié distance entre la pointe Niphtis et le rocher Proussecliss ;

De ce dernier point, en ligne droite sur un point situé à moitié distance entre la côte Nord-Est de l'île d'Hypsili (Stronghyli) et la côte Sud-Ouest de l'île de Nissi-Tis Dacia ;

De ce point, en ligne droite, jusqu'à un point qui se trouve à trois milles au Sud de Tugh-Burnu.

Au Sud :

De ce dernier point, la ligne passe jusqu'à un point situé à trois milles au sud de la pointe Sud Hypsili pour se joindre à la frontière maritime qui ne rentre pas en discussion.

Au Nord :

Du point situé à moitié distance entre le cap San Stephano (pointe du vent) et Cap Gata, la ligne va en ligne droite à un point situé à moitié distance entre le cap San Stephano (pointe du vent) et le cap Vathy ;

De ce point en ligne droite jusqu'à un point situé à moitié distance entre le cap du Limenari et les rochers Voutzaki (Rocci Vutzaki) ;

De ce dernier point, jusqu'à un point situé à moitié distance entre l'île Dragonera et les rochers Voutzaki (Rocci Vutchaki) ;

Article 3.

On the other hand, the Turkish Government recognises Italian sovereignty over the islets situated in the zone delimited by a circle having for its centre the dome of the Church of the town of Castellorizo and for its radius the distance between that centre and Cape San Stephano (windward side), namely : Psoradia, Polyphados, St. George (two islands included in the English map No. 236 : St. George being the island to the south and Agrielaia the island to the north).

Psomi (Strongylo, English map 236), Cutsumbora (Koutsoumbas) (Rocks), Mavro Poinaki (Mavro Poinachi), Mavro Poinis (Mavro Poini).

In addition to these islets included in the above-mentioned circle, the islets of St. George (Rho) Dragonera, Ross and Hypsili (Stronghyli) shall likewise belong to Italy.

Article 4.

It is clearly understood that all the islands and all the islets and rocks on both sides of the line of demarcation of the waters laid down in the present Convention, whether their names are mentioned therein or not, shall belong to the State under whose sovereignty the zone in which the said islands and islets and rocks are situated is placed.

Article 5.

The High Contracting Parties have also agreed to delimit the territorial waters as follows :

To the East :

From a point situated halfway between Cape San Stephano (windward side) and Cape Gata ;

Thence in a straight line to a point situated halfway between Psomi and Proussecliss (Prussekli) ;

From this point in a straight line to a point situated halfway between Mavro Points and Proussecliss ;

From this point in a straight line to a point situated halfway between the Niphtis Promontory and the Proussecliss Rock ;

From this latter point in a straight line to a point situated halfway between the north-east coast of the island of Hypsili (Stronghyli) and the south-west coast of the island of Nissi-Tis Dacia ;

From this point, in a straight line, to a point three miles south of Tugh-Burnu.

To the South :

From this latter point the line runs to a point situated three miles south of the South Hypsili promontory where it joins the maritime frontier which is not under discussion.

To the North :

From the point situated halfway between Cape San Stephano (windward side) and Cape Gata the line of demarcation runs in a straight line to a point situated halfway between Cape San Stephano (windward side) and Cape Vathy ;

From this point in a straight line to a point situated halfway between the Cape of Limenari and the Voutzaki rocks (Rocci Vutzaki) ;

From this latter point to a point situated halfway between the Dragonera island and the Voutzaki rocks (Rocci Vutchaki) ;

De ce dernier point, la ligne passe vers le Nord jusqu'à un point situé à moitié distance entre le point Nord-Est de l'île St. Georges (Rho) et le point le plus proche de la côte d'Anatolie au Nord du point de l'île ;

De ce point, jusqu'à un point situé à moitié distance entre Prassoudi et le point Sud-Ouest de l'île St. Georges (Rho) ;

De ce dernier point, la ligne droite jusqu'à un point situé à trois milles au Sud de l'île de Volo pour se joindre à la frontière maritime qui ne rentre pas en discussion.

La ligne de démarcation, telle qu'elle est décrite dans le présent article, fixée par les Hautes Parties contractantes en vue de déterminer l'appartenance des îles et îlots se trouvant de part et d'autre de cette ligne, rejoint à l'est à un point situé à 3 milles de distance au sud de Tugh Burnu, et à l'Ouest à un point situé à 3 milles de distance au Sud de l'île de Volo, la frontière maritime générale qui n'est point en discussion entre la Turquie et l'Italie.

Article 6.

Les noms des localités susmentionnées sont empruntés aux cartes italiennes (624) française (555¹) et anglaise (236).

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord qu'en cas de divergence entre le texte de la présente convention et les cartes¹ y annexées, c'est le texte qui fera foi.

Article 7.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur quinze jours après la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Ankara, le 4 janvier 1932.

(L. S.) ALOISI.

(L. S.) T. RÜSRÜ.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

Aslina mutabik oldugu tasdik olümür.

13. V. 1933.

Sevket Fuat.

¹ Non reproduites.

From this latter point the line runs northwards to a point situated halfway between the north-east point of the St. George island (Rho) and the nearest point of the Anatolian coast north of that island ;

From this point to a point situated halfway between Prassoudi and the south-west point of the St. George island (Rho) ;

From the latter point in a straight line to a point situated three miles south of the island of Volo where it joins the maritime frontier which is not under discussion.

The line of demarcation described in the present Article, which has been fixed by the High Contracting Parties with a view to determining the ownership of the islands and islets on either side of that line, joins in an easterly direction at a point situated three miles south of Tugh Burnu, and in a westerly direction at a point situated three miles south of the island of Volo, the general maritime frontier which is not under discussion between Turkey and Italy.

Article 6.

The names of the places mentioned have been taken from the Italian map (624), the French map (5551) and the English map (236).

The High Contracting Parties agree that in case of divergence between the text of the present Convention and the maps¹ annexed thereto, the text shall prevail.

Article 7.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Ankara, June 4, 1932.

(L. S.) ALOISI.

(L. S.) T. RÜSTRÜ.

¹ Not reproduced here.

COLOMBIE ET PÉROU

Accord relatif aux modalités d'exécution des solutions proposées par le Conseil de la Société des Nations dans le rapport qu'il a adopté le 18 mars 1933, signé à Genève, le 25 mai 1933, et lettre du président du Comité consultatif de la même date; et
Acte de l'évacuation du territoire visé dans l'accord ci-dessus, signé à Leticia, le 23 juin 1933.

COLOMBIA AND PERU

Agreement relating to the Procedure for Putting into Effect the Recommendations proposed by the Council of the League of Nations in the Report which it adopted on March 18, 1933, signed at Geneva, May 25, 1933, and Letter from the President of the Advisory Committee of the same date; and
Record of the Evacuation of the Territory referred to in the above-mentioned Agreement, signed at Leticia, June 23, 1933.

N° 3192. — ACCORD ENTRE LA COLOMBIE ET LE PÉROU RELATIF AUX MODALITÉS D'EXÉCUTION DES SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS DANS LE RAPPORT QU'IL A ADOPTÉ LE 18 MARS 1933. SIGNÉ A GENÈVE, LE 25 MAI 1933.

Textes officiels français et anglais. Cet accord a été enregistré par le Secrétariat le 25 mai 1933, date de son entrée en vigueur.

Le Comité consultatif recommande aux Gouvernements de la Colombie et du Pérou d'adopter les modalités suivantes d'exécution des solutions contenues dans le rapport adopté le 18 mars par le Conseil de la Société des Nations¹ dans le but d'éviter tout incident susceptible d'aggraver les relations entre ces deux pays :

1° Les Gouvernements de la République de la Colombie et de la République du Pérou acceptent les recommandations approuvées par le Conseil de la Société des Nations à

¹ Les dispositions ci-après constituent les solutions recommandées par le Conseil au sens du paragraphe 4 de l'article 15 du Pacte.

Le Conseil considérant :

1. Que la situation résultant de la présence de forces péruviennes en territoire colombien est incompatible avec les principes du droit international ainsi qu'avec ceux du Pacte de la Société des Nations et du Pacte de Paris, qui lient les deux Parties et auxquels doit se conformer la solution du différend ;

Qu'il est nécessaire d'établir, au plus vite, un état de fait en harmonie avec ces principes ;

Que d'ailleurs le Gouvernement de la Colombie a accepté les propositions faites par le Conseil dans son télégramme en date du 26 janvier 1933, tendant à ce que les précautions les plus rigoureuses soient prises pour éviter la violation du territoire péruvien et à ce que, en procédant au rétablissement de l'ordre, les autorités colombiennes fassent preuve de toute la modération désirable :

Recommande l'évacuation complète par les forces péruviennes du territoire compris dans le trapèze de Leticia ainsi que le retrait de tout appui aux éléments péruviens qui ont occupé cette région.

2. Considérant que le Conseil a reconnu la nécessité de procéder, sur la base des traités en vigueur, à des négociations entre les Parties afin de discuter l'ensemble des problèmes pendants et la meilleure manière de leur donner une solution juste, durable et satisfaisante, et que la discussion de ces problèmes comprendra l'examen de tout intérêt légitime du Pérou :

Recommande que les négociations soient entamées et poursuivies avec la plus grande diligence, dès que les mesures utiles auront été prises en vue de l'exécution de la première recommandation.

No. 3192. — AGREEMENT BETWEEN COLOMBIA AND PERU RELATING TO THE PROCEDURE FOR PUTTING INTO EFFECT THE RECOMMENDATIONS PROPOSED BY THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS IN THE REPORT WHICH IT ADOPTED ON MARCH 18TH, 1933. SIGNED AT GENEVA, MAY 25, 1933.

French and English official texts. This Agreement was registered with the Secretariat on May 25, 1933, the date of its entry into force.

The Advisory Committee recommends the Governments of Colombia and Peru to adopt the following procedure for putting into effect the recommendations embodied in the report adopted by the Council of the League of Nations¹ on March 18th in order to avoid any incident that might aggravate the relations between the two countries :

(1) The Governments of the Republic of Colombia and the Republic of Peru accept the recommendations approved by the Council of the League of Nations at its meeting

¹ The provisions hereunder constitute the recommendations made by the Council in accordance with Article 15, paragraph 4, of the Covenant :

The Council,

1. Seeing that the situation resulting from the presence of Peruvian forces in Colombian territory is incompatible with the principles of international law, with those of the Covenant of the League of Nations and of the Pact of Paris, which are binding on the two Parties, and to which the settlement of the dispute must conform ;

And that it is necessary to establish as speedily as possible a situation in harmony with those principles ;

And that, moreover, the Government of Colombia has accepted the proposals made by the Council in its telegram dated January 26th, 1933, to the effect that the strictest precautions should be taken to avoid any violation of Peruvian territory and, in proceeding to the re-establishment of order, the Colombian authorities should show the requisite moderation :

Recommends the complete evacuation by the Peruvian Forces of the territory contained in the Leticia Trapezium, and the withdrawal of all support from the Peruvians who have occupied that area.

2. Seeing that the Council has recognised the necessity for negotiations on the basis of the Treaties in force between the Parties for the purpose of discussing all the problems outstanding and the best manner of reaching a solution of them which shall be just, lasting and satisfactory ;

And that the discussion of these problems will include the examination of any legitimate Peruvian interests :

Recommends that the negotiations be begun and carried out with all expedition, as soon as suitable measures shall have been taken to carry out the first recommendation.

sa séance du 18 mars 1933, aux termes du paragraphe 4 de l'article 15 du Pacte, et déclarent leur volonté de s'y conformer.

2° Le Conseil nommera une commission qui devra se trouver à Leticia dans un délai maximum de trente jours. Dès l'arrivée de cette commission, les forces péruviennes qui se trouvent sur ce territoire se retireront immédiatement et la commission, au nom du Gouvernement de la Colombie, prendra en charge l'administration du territoire évacué par ces forces.

3° La commission, pour maintenir l'ordre dans le territoire qu'elle aura à administrer, fera appel à des forces militaires de son choix et pourra s'attacher les autres éléments qu'elle jugera nécessaires.

4° La commission aura le droit de décider de toute question concernant l'exécution de son mandat. La durée maximum des fonctions de la commission sera d'une année.

5° Les parties informeront le Comité consultatif du Conseil de la Société des Nations de la méthode suivant laquelle elles entendent procéder aux négociations prévues au N° 2 des recommandations du 18 mars 1933 et le comité en fera rapport au Conseil.

6° Le Conseil de la Société des Nations rappelle aux Parties qu'il s'est déclaré disposé à prêter ses bons offices à la demande de l'une ou de l'autre des Parties en cas de désaccord, soit sur la procédure à suivre, soit sur toute question de fond susceptible de se présenter. Le Conseil a considéré qu'il ne saurait cesser de se préoccuper du développement du différend.

7° Le Gouvernement de la République de Colombie prendra à sa charge les frais qu'occasionnera le fonctionnement de la commission et l'administration du territoire auquel se rapporte le mandat conféré à ladite commission.

8° Comme conséquence de l'acceptation des propositions qui précèdent, les Gouvernements de la Colombie et du Pérou donneront les ordres nécessaires pour que tout acte d'hostilité cesse, de part et d'autre, et pour que les forces militaires de chaque pays restent strictement à l'intérieur de leurs frontières.

Les soussignés, représentants des Gouvernements de la Colombie et du Pérou, acceptent, au nom de leurs gouvernements, les modalités d'exécution des solutions proposées par le Conseil dans le rapport qu'il a adopté le 18 mars 1933, telles qu'elles lui ont été recommandées par le Comité consultatif et approuvées par le Conseil à sa séance du 25 mai 1933. Ils reconnaissent que le sens de certaines de ces modalités se trouve précisé dans les lettres ci-annexées, en date du 25 mai 1933 ; adressées par le président du Comité consultatif aux deux gouvernements prémentionnés avec l'approbation du Conseil.

on March 18th, 1933, under the terms of Article 15, paragraph 4. of the Covenant, and declare their intention to comply with those recommendations.

(2) The Council shall appoint a Commission which is to be at Leticia within a period not exceeding thirty days. The Peruvian forces in that territory shall withdraw immediately upon the Commission's arrival, and the Commission, in the name of the Government of Colombia, shall take charge of the administration of the territory evacuated by those forces.

(3) For the purpose of maintaining order in the territory which it is to administer, the Commission shall call upon military forces of its own selection, and may attach to itself any other elements it may deem necessary.

(4) The Commission shall have the right to decide all questions relating to the performance of its mandate. The Commission's term of office shall not exceed one year.

(5) The Parties shall inform the Advisory Committee of the Council of the League of Nations of the method whereby they propose to proceed to the negotiations contemplated in No. 2 of the recommendations of March 18th, 1933, and the Committee shall report to the Council accordingly.

(6) The Council of the League of Nations reminds the Parties that it has declared itself ready to lend its good offices at the request of either Party in case of disagreement as to any point either of procedure or of substance which may arise. The Council considers that it cannot withhold its attention from developments in the dispute.

(7) The Government of the Republic of Colombia will take upon itself the expenses involved by the working of the Commission and the administration of the territory to which the mandate conferred on the Commission relates.

(8) In consequence of the acceptance of the foregoing proposals, the Governments of Colombia and Peru shall give the necessary orders for all acts of hostility to cease on either side and for the military forces of each country to remain strictly within its frontiers.

The undersigned, Representatives of the Governments of Colombia and Peru, accept, on behalf of their Governments, the procedure for putting into effect the recommendations proposed by the Council in the report which it adopted on March 18th, 1933, in the form proposed by the Advisory Committee and approved by the Council at its meeting of May 25th, 1933. They recognise that the meaning of certain points in this procedure is defined in the annexed letters dated May 25th, 1933, addressed by the President of the Advisory Committee, with the approval of the Council, to the two above-mentioned Governments.

En foi de quoi le présent instrument a été dressé en trois exemplaires, l'un destiné au Gouvernement de la Colombie, l'autre au Gouvernement du Pérou, et le troisième devant être déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations.

In faith whereof the present instrument has been drawn up in three copies, one for the Government of Colombia, another for the Government of Peru, and the third to be deposited with the Secretariat of the League of Nations.

Fait à Genève, le 25 mai 1933.

Done at Geneva, May 25th, 1933.

L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Colombie, délégué permanent a. i. auprès de la Société des Nations :

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Colombia, Permanent Delegate a. i. to the League of Nations :

Eduardo SANTOS.

L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Pérou, délégué permanent auprès de la Société des Nations :

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Peru, Permanent Delegate to the League of Nations :

F. GARCÍA CALDERÓN.

Le Président du Conseil de la Société des Nations :

The President of the Council of the League of Nations :

J. CASTILLO NÁJERA.

LETTER FROM THE CHAIRMAN OF THE ADVISORY COMMITTEE
TO THE REPRESENTATIVES OF COLOMBIA AND PERU.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

GENEVA, May 25th, 1933.

SIR,

The Committee of which I have the honour to be Chairman desires me to place on record for the information of your Government certain commentaries on the agreement which has now happily been come to between the Governments of Peru and Colombia.

In paragraph 2 of that agreement it is stated that the Peruvian forces which are at Leticia will evacuate that territory as soon as the Commission arrives on the spot. The Committee understands that the Colombian forces which have occupied Guepi and other posts on the Peruvian bank of the Putumayo will evacuate those posts simultaneously with the evacuation by the Peruvian forces of Leticia and will hand them over to the Peruvian Government.

Article 3. — The Commission shall call upon military forces of its own selection, and may attach to itself any other elements it may deem necessary for the purpose of maintaining order in the territory which it is to administer. The Committee understands that the Commission will itself be judge of the number of forces required for this purpose, but it will not ask for any further forces than may, in its judgment, be required for the maintenance of order.

Article 5. — In order that there may be no misunderstanding as to the exact scope of the negotiations, the Committee thinks it well to quote in full the text of the recommendation of the Council on this point :

“ Seeing that the Council has recognised the necessity for negotiations on the basis of the Treaties in force between the Parties for the purpose of discussing all the problems outstanding and the best manner of reaching a solution of them which shall be just, lasting and satisfactory ;

“ And that the discussion of these problems will include the examination of any legitimate Peruvian interests ;

“ Recommends that the negotiations be begun and carried out with all expedition, as soon as suitable measures shall have been taken to carry out the first recommendation.”

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant

(Signed) Sean LESTER,
President of the Advisory Committee.

His Excellency Dr. Santos,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Permanent Delegate a.i. to the
League of Nations,
Hôtel des Bergues,
Genève.

His Excellency Dr. F. García Calderón,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Permanent Delegate to the
League of Nations,
Hôtel Richemond,
Genève.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LETTRE DE M. LE PRÉSIDENT DU COMITÉ CONSULTATIF A MM. LES REPRÉSENTANTS DE
LA COLOMBIE ET DU PÉROU.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

GENÈVE, le 25 mai 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le comité que j'ai l'honneur de présider me charge de consigner par écrit, pour l'information de votre gouvernement, certaines observations relatives à l'accord qui vient, si heureusement, d'intervenir entre les Gouvernements de la Colombie et du Pérou.

Au paragraphe 2 de cet accord, il est dit que les forces péruviennes qui se trouvent à Leticia évacueront ce territoire dès l'arrivée de la commission sur les lieux. Selon le comité, cette disposition signifie que les forces colombiennes qui ont occupé Guepi ainsi que d'autres postes sur la rive péruvienne du Putumayo évacueront ces postes au même moment que les forces péruviennes évacueront Leticia et les remettront au Gouvernement péruvien.

Article 3. — La commission, pour maintenir l'ordre dans le territoire qu'elle aura à administrer, fera appel à des forces militaires de son choix et pourra s'attacher les autres éléments qu'elle jugera nécessaires. Selon le comité, cet article signifie que la commission déterminera elle-même l'effectif des forces dont elle aura besoin à cet effet, mais qu'elle ne demandera pas des effectifs supérieurs à ceux qu'elle jugera nécessaires pour le maintien de l'ordre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5. — Afin d'éviter tout malentendu quant à la portée exacte des négociations, le comité croit utile de citer intégralement le texte de la recommandation du conseil sur ce point :

« Considérant que le Conseil a reconnu la nécessité de procéder, sur la base des traités en vigueur, à des négociations entre les Parties afin de discuter l'ensemble des problèmes pendants et la meilleure manière de leur donner une solution juste, durable et satisfaisante ;

» Et que la discussion de ces problèmes comprendra l'examen de tout intérêt légitime du Pérou ;

» Recommande que les négociations soient entamées et poursuivies avec la plus grande diligence, dès que les mesures utiles auront été prises en vue de l'exécution de la première recommandation. »

Veuillez agréer, etc.

Le président du Comité consultatif :

(Signé) Sean LESTER.

Son Excellence

le docteur Santos,

Envoyé extraordinaire et

Ministre plénipotentiaire,

Délégué permanent a.i. auprès de la

Société des Nations,

Hôtel des Bergues,

Genève.

Son Excellence

le docteur F. Garcia Calderón,

Envoyé extraordinaire et

Ministre plénipotentiaire,

Délégué permanent auprès de la

Société des Nations,

Hôtel Richemond,

Genève.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

ACTA DE LA EVACUACION

DEL TERRITORIO A QUE SE REFIERE EL ACUERDO FIRMADO EN GINEBRA EL DIA 25 DE MAYO DE 1933 POR LOS REPRESENTANTES DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA Y DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ ASI COMO POR EL PRESIDENTE DEL CONSEJO DE LA SOCIEDAD DE LAS NACIONES.

Texte officiel espagnol. Cet acte a été enregistré par le Secrétariat le 1er août 1933. *Spanish official text. This act was registered with the Secretariat on August 1st, 1933.*

En Leticia a las tres de la tarde del día veintitrés de junio de mil novecientos treinta y tres, reunidos a bordo del B. A. P. *Morona* surto en dicha bahía, por una parte :

El señor Cesar A. VELARDE MAS, Prefecto del Departamento de Loreto de la República del Perú, nombrado por el Gobierno del Perú para dar cumplimiento, en representación del Perú, al artículo segundo del Acuerdo firmado en Ginebra el día 25 de mayo de 1933 entre los Representantes del Gobierno de la República de Colombia y de la República del Perú ; y por otra parte ;

Los señores Comisario Coronel Arthur W. BROWN, Comisario Capitán Alberto de LEMOS BASTO, Comisario Capitán Francisco YGLESIAS, Secretario general Armando MENCIA, miembros de la Comisión de Administración del Territorio de Leticia nombrada por la Sociedad de las Naciones en virtud del Acuerdo firmado en Ginebra el día 25 de mayo de 1933 ;

Los cuales después de examinar sus respectivas credenciales y hallarlas conformes, procedieron ;

Primero : El señor Cesar A. VELARDE MAS en declarar a la Comisión de Administración del Territorio de Leticia que el Territorio a que se refiere el Acuerdo firmado en Ginebra el día 25 de

mayo de 1933 del cual se acompaña un ejemplar en anexo, ha sido totalmente evacuado por las fuerzas peruanas.

Segundo : La Comisión de Administración del Territorio de Leticia a partir de este momento se hace cargo de la Administración en nombre del Gobierno de Colombia del territorio a que se refiere el acuerdo firmado en Ginebra el día 25 de mayo de 1933 evacuado por las fuerzas peruanas.

Tercero : La Comisión ha recibido con fecha 20 de junio de 1933 un telegrama del Ministro de Relaciones exteriores de Colombia cuyo texto dice : Stop. Quote.

Coronel Arthur W. BROWN. Uno. Tenemos honor de acusar recibo de su atenta comunicación en la cual se sirve informarme que la Comisión de Administración del Territorio de Leticia nombrada por la Sociedad de las Naciones e integrada por los señores Comisarios Coronel Arthur W. Brown, Capitán Alberto de Lemos Basto, Capitán Francisco Yglesias, doctor Armando Mencía Secretario general, ha sido constituida el día diez y nueve de junio de mil novecientos treinta y tres al celebrar su primera sesión plenaria en Teffé (Brasil) con la presencia de todos sus miembros a bordo del vapor colombiano *Mosquera*. Stop. Mi gobierno ha tomado atenta nota de que la Comisión ha adoptado como distintivo pabellón compuesto de un rectángulo blanco con la inscripción en azul oscuro « Sociedad de Naciones comisión de Leticia » pabellón que será enarbolado junto con la bandera de Colombia una vez evacuado el Territorio de Leticia. Stop. El gobierno de Colombia se congratula por la constitución de la Comisión de Administración de Leticia y debidamente advertido de que ella tiene acordado presentarse en Leticia el día 23 de junio por la mañana ha impartido las órdenes del caso a fin de que las tropas colombianas que ocupan territorios peruanos sean retiradas el mismo día 23 de conformidad con el artículo segundo del Acuerdo de 25 de mayo de 1933.

(f) R. URDANETA ARBELAEZ.

Ministro de Relaciones Exteriores de Colombia.

Stop. Unquote.

La Comisión dio cuenta de todo el párrafo final de este telegrama dirigiendo al Señor Ministro de Relaciones Exteriores del Perú el telegrama número 29 de 20 de junio de 1933 firmado por el Presidente de la Comisión.

Cuarto : Declarado por el señor Cesar A. VELARDE MAS que las fuerzas peruanas que deben evacuar Buenos Aires sobre el río Cotuhé, necesitan salir al río Putumayo en dirección al Amazonas peruano pasando por Tarapacá se han enviado los telegramas siguientes : Stop.

Quote. Expreso. Urgente. — Leticia, junio 23 de 1933. General ROJAS. — Tarapacá. — 37. — Señor Prefecto Loreto nombrado por Gobierno Peruano para hacer entrega a la Comisión de Administración del Territorio de Leticia de la parte del territorio del trapecio de Leticia ocupado por las fuerzas peruanas, ruega a la Comisión nos dirijamos a usted para solicitar sírvese dar paso salida del trapecio de Leticia por el río Cotuhé con destino al Putumayo en dirección al Amazonas peruano a embarcación peruana llamada Estefita con fuerzas peruanas que evacúan dicho territorio. Stop. Con objeto de poner en ejecución Acuerdo 25 mayo 1933 rogámosle dé las órdenes oportunas y comuníquenos acuse recibo este telegrama dirigiéndolo a Arthur W. Brown, Presidente Comisión de Administración del Territorio de Leticia (Tabatinga). Stop. Actualmente Comisión encuéntrase a bordo B. A. P. *Morona* surto en Leticia. Stop. Arthur W. BROWN, *Presidente de la Comisión*. Stop. Unquote.

Quote : Múltiple. — Urgentísimo. — Ministro Relaciones Exteriores. — Lima. — General SARMIENTO. — Iquitos. — Coronel Brown dirigido siguiente radio : « Leticia, 23 de junio de 1933. — General Rojas. — Tarapacá. — Señor Prefecto Loreto nombrado por Gobierno peruano para hacer entrega a la Comisión de Administración del Territorio de Leticia de la parte del territorio del trapecio de Leticia ocupado por las fuerzas peruanas, ruega a la Comisión nos dirijamos a usted para solicitar sírvase dar pase salida del trapecio de Leticia por el río Cotuhé con destino al Putumayo en dirección al Amazonas peruano a embarcación llamada Estefita con fuerzas peruanas que evacúan dicho territorio. Con objeto poner en ejecución Acuerdo 25 mayo 1933 rogámosle dé las órdenes oportunas y comuniquenos acuse recibo este telegrama dirigiéndolo a Arthur W. Brown, Presidente Comisión de Administración del Territorio de Leticia, Tabatinga. Punto. — Actualmente Comisión encuéntrase a bordo B. A. P. *Morona* surto en Leticia. — Arthur W. Brown Stop. Consecuencia y para dejar respectiva constancia en acta entrega Leticia conviene disponga que lancha Estefita y tropa peruana existentes en Cotuhé salgan rumbo Amazonas peruano. — Prefecto VELARDE MAS. Bordo B. A. P. *Morona*, 23 junio 1933. — Stop. Unquote.

Quinto : Fue entregado por el señor Cesar A VELARDE MAS un telegrama dirigido al Coronel Arthur W. Brown, Presidente de la Comisión, firmado por el Excmo. Sr. J. M. Manzanilla, Ministro de Relaciones Exteriores del Perú, cuyo texto dice : Stop. Quote.

Quote. — Coronel Arthur W. BROWN, Presidente Comisión Internacional Administradora Leticia. — Leticia. — Ayer veintiuno tuve la oportunidad de hacer un cable que temo haya sufrido retardo en su transmisión, por lo que me permito reiterarlo. El cable dice : Stop. 3. — Después expedidos mis telegramas 1 y 2 he recibido a las 3 de la tarde de hoy el telegrama de usted N° 21, con una explicación que All América Cables nos trasmite como enviada de Bogotá, según la cual el Telegrafista del Palacio de Gobierno en Bogotá avisa que el telegrama número 21 fue demorado debido a dificultad para transmitir mensaje del vapor *Mosquera* a Bogotá. Stop. Mi gobierno toma nota, con satisfacción, que la Comisión Administradora Territorio Leticia nombrada por la Liga de las Naciones e integrada por los señores Comisarios Coronel Arthur W. Brown, Capitán Alberto de Lemos Basto, Capitán Francisco Yglesias, doctor Armando Mencia, Secretario general, se constituyó en Teffé el 19 del presente, celebrando allí su primera sesión plenaria con la presencia de todos sus miembros a bordo del vapor colombiano *Mosquera* y que durante el primer mes la comisión será presidida por usted, habiendo adoptado un pabellón cuyas características se sirve describirme y que será enarbolado en Leticia después de la evacuación de ese territorio junto con la bandera colombiana, y habiendo acordado presentarse en Leticia el 23 del presente por la mañana para los efectos del artículo segundo del Acuerdo del 25 de mayo último a cuyos fines se comunica a los gobiernos del Perú y Colombia para que tomen las medidas necesarias a este respecto. Stop. Impuesto de las informaciones precedentes y confirmando mis anteriores despachos, mi gobierno espera que sólo se enarbolará el pabellón de la Comisión, símbolo de paz y de buena voluntad sin considerar precedente que se enarbole también la bandera colombiana, pues Leticia es entregada por el Perú a la Liga de las Naciones, la cual en el Acuerdo del 25 de mayo se produjo claramente sobre todos puntos absteniéndose de declarar que flamearía en Leticia la bandera de Colombia. Además mi gobierno considera como fundamento esencial que Leticia está internacionalizada y que tal condición excluye que flamee conjuntamente con la bandera internacional el pabellón de una determinada nación. Stop. En este concepto reitero en nombre de mi gobierno su propósito de dar a la comisión que usted preside todas las facilidades que de él dependan para el mejor desempeño de las altas funciones que le están encomendadas y le renueva por su digno intermedio de usted los cordiales saludos y votos que ya me ha sido grato expresarle. (F.) J. M. MANZANILLA, *Ministro de Relaciones exteriores*. Stop. Unquote.

La Comisión expuso al señor Cesar A. VELARDE MAS las razones por las cuales no puede la comisión dejar de enarbolar la bandera colombiana en el Territorio de Leticia una vez evacuado

éste por las fuerzas peruanas, en virtud de la recomendación adoptada por el Consejo de la Sociedad de las Naciones, con fecha 18 de marzo de 1933, y del acuerdo sobre modalidades de aplicación de dicha recomendación firmado en Ginebra el día 25 de mayo de 1933 por los representantes del gobierno de Colombia y del gobierno del Perú, que estipula en sus dos primeros artículos que la Comisión administra dicho territorio en nombre del gobierno de Colombia, lo que implica como consecuencia el tener que enarbolar la bandera colombiana en el territorio de Leticia sin que pueda ser este extremo motivo de discusión alguna.

El señor Cesar A. Velarde Mas, después de escuchada esta recta interpretación de la Comisión ha tomado nota y ha rogado al señor Presidente de la Comisión notifique al excelentísimo señor Ministro de Relaciones Exteriores del Perú las razones que han guiado a la Comisión en su modo de ver.

La Comisión aceptó la sugestión de la notificación y de acuerdo con el señor Cesar A. Velarde Mas quedó establecido que la comunicación de estas actas al excelentísimo señor Ministro de Relaciones Exteriores del Perú servirá de notificación oficial. Hace constar además que cumpliendo las instrucciones de su gobierno deja constancia de su protesta por el acuerdo de la comisión de enarbolar en Leticia la bandera colombiana, pues, reputa que para los fines que persigue la Comisión bastaría el distintivo de la Comisión. O que de enarbolar la bandera colombiana se enarbole también la bandera peruana.

Sexto: En vista del tiempo tomado en la preparación del acta de evacuación y de la imposibilidad material para preparar alojamiento en la villa de Leticia por la falta de habitabilidad que presenta en sus condiciones actuales, la Comisión ha aceptado la hospitalidad ofrecida por el señor Cesar A. Velarde Mas y el comandante del B. A. P. *Morona* para pasar la noche en este buque y en consecuencia ha autorizado la permanencia del B. A. P. *Morona* en aguas de Leticia hasta el día veinticuatro de junio de mil novecientos treintitrés a las once de la mañana, considerándose por ambas partes que la presencia del citado buque peruano en estas aguas y bajo estas condiciones no afecta en nada al cumplimiento del artículo segundo del acuerdo de veinticinco de mayo de mil novecientos treintitrés.

Para dar fé de lo cual suscriben la presente acta de evacuación en cuatro ejemplares originales idénticos de los cuales uno será remitido al Gobierno de Colombia, otro será remitido al Gobierno del Perú, otro será remitido a la Sociedad de las Naciones por intermedio de la Comisión y otro quedará en los archivos de la Comisión de Administración del Territorio de Leticia para los usos que les convenga, a bordo del B. A. P. *Morona* surto en aguas de Leticia a las veintidós horas del día veintitrés de junio de mil novecientos treintitrés.

César A. VELARDE Y MÁS.

A. W. BROWN.

Alberto DE LEMOS BASTO.

Francisco YGLESIAS.

Armando MENCÍA.

¹ TRADUCTION.

ACTE DE L'ÉVACUATION DU TERRITOIRE

VISÉ DANS L'ACCORD SIGNÉ A GENÈVE, LE 25 MAI 1933, PAR LES REPRÉSENTANTS DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ET DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU AINSI QUE PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Le vendredi vingt-trois juin mil neuf cent trente-trois, à quinze heures, se sont réunis à bord du B. A. P. *Morona*, mouillé dans la baie de Leticia, d'une part :

M. Cesar A. VELARDE MAS, préfet du Département de Loreto, de la République du Pérou, désigné par le Gouvernement péruvien pour donner effet, au nom du Pérou, à l'article deux de l'Accord signé à Genève le 25 mai 1933 entre les représentants du Gouvernement de la République de Colombie et du Gouvernement de la République du Pérou ; d'autre part :

Les commissaires : le colonel Arthur W. BROWN, le capitaine Alberto DE LEMOS BASTO, le capitaine Francisco YGLESIAS, et le secrétaire général de la Commission : M. Armando MENCIA, constituant la Commission d'administration du territoire de Leticia, nommée par la Société des Nations en vertu de l'Accord signé à Genève le 25 mai 1933 ;

Lesquels, après avoir examiné leurs lettres de créance respectives et les avoir trouvées en bonne et due forme, ont procédé comme suit :

Premièrement : M. Cesar A. VELARDE MAS a déclaré à la Commission d'administration du territoire de Leticia que le territoire visé dans l'Accord signé à Genève le 25 mai 1933 dont un exemplaire est annexé au présent document, a été totalement évacué par les forces péruviennes ;

Deuxièmement : La Commission d'administration du territoire de Leticia prend en charge, à partir de ce jour, l'administration, au nom du Gouvernement colombien, du territoire visé dans l'accord signé à Genève le 25 mai 1933, évacué par les forces péruviennes ;

Troisièmement : La commission a reçu en date du 20 juin 1933 un télégramme du Ministre des Affaires étrangères de Colombie, dont le texte est ainsi conçu :

Colonel Arthur W. BROWN. Un. Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre communication par laquelle vous m'informez que la Commission d'administration du territoire de Leticia nommée par la Société des Nations et composée du colonel Arthur W. Brown, du capitaine Alberto de Lemos Basto, du capitaine Francisco Yglesias, membres, et de M. Armando Mencia, secrétaire général, a été constituée le dix-neuf juin mil neuf cent trente-trois, jour où elle a tenu sa première séance plénière à Teffé (Brésil), à bord du vapeur colombien *Mosquera*, tous ses membres étant présents. Mon Gouvernement a pris bonne note du fait que la commission a adopté comme signe distinctif un pavillon formé d'un rectangle blanc portant en caractères bleu foncé l'inscription « Société des Nations Commission de Leticia », pavillon qui sera arboré conjointement avec le drapeau colombien, une fois le territoire de Leticia évacué. Le Gouvernement colombien se félicite de la constitution de la Commission d'administration de Leticia et, dûment prévenu qu'elle avait décidé de se présenter à Leticia le 23 juin dans la matinée, il a donné les

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

RECORD OF THE EVACUATION

OF THE TERRITORY REFERRED TO IN THE AGREEMENT SIGNED AT GENEVA ON MAY 25TH, 1933,
BY THE REPRESENTATIVES OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA AND THE REPUBLIC OF PERU AND
BY THE PRESIDENT OF THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS.

In Leticia at 3 p. m. on the twenty-third day of June, one thousand nine hundred and thirty-three, on board the B. A. P. *Morona* anchored in that bay, of the one part :

M. Cesar A. VELARDE MAS, Prefect of the Department of Loreto of the Republic of Peru, appointed by the Peruvian Government to give effect on behalf of Peru to Article 2 of the Agreement signed at Geneva on May 25th, 1933, between the representatives of the Government of the Republic of Colombia and of the Republic of Peru ; and Colonel Arthur W. BROWN, Captain Alberto DE LEMOS BASTO, Captain Francisco YGLESIAS, Commissioners, and M. Armando MENCIA, Secretary-General, constituting the Administrative Commission for the Territory of Leticia appointed by the League of Nations under the Agreement signed at Geneva on May 25th, 1933, of the other part ;

Who, having exchanged their respective credentials, found in good and due form, proceeded as follows :

First : M. Cesar A. VELARDE MAS informed the Administrative Commission for the Territory of Leticia that the territory referred to in the Agreement signed at Geneva on May 25th, 1933, of which a copy is attached, has been entirely evacuated by the Peruvian forces ;

Secondly : As from this moment the Administrative Commission for the Territory of Leticia takes over the administration on behalf of the Colombian Government of the territory referred to in the Agreement signed at Geneva on May 25th, 1933, evacuated by the Peruvian forces ;

Thirdly : On June 20th, 1933, the Commission received a telegram from the Colombian Minister for Foreign Affairs reading as follows. Stop. Quote.

Colonel Arthur W. BROWN. We have the honour to acknowledge receipt of your communication informing us that the Administrative Commission for the Territory of Leticia appointed by the League of Nations and consisting of the Commissioners Colonel Arthur W. Brown, Captain Alberto de Lemos Basto, Captain Francisco Yglesias and Doctor Armando Mencia, Secretary-General, was constituted on the nineteenth day of June one thousand nine hundred and thirty-three, when it held its first plenary meeting at Teffé (Brazil), all its members being present on board the Colombian steamship *Mosquera*. Stop. My Government has noted that the Commission has adopted a flag consisting of a white rectangle with the inscription in dark blue " League of Nations Commission, Leticia ", which it will use to distinguish it, and which will be flown side by side with the Colombian flag once the territory of Leticia has been evacuated. The Colombian Government is gratified by the appointment of the Commission for the Administration of Leticia and has duly noted that the Commission has arranged to be at Leticia on the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

instructions nécessaires pour que les troupes colombiennes occupant des territoires péruviens soient retirées le même jour conformément à l'article deux de l'Accord du 25 mai 1933.

(Signé) R. URDANETA ARBELAEZ,
Ministre des Affaires étrangères de Colombie.

La commission a rendu compte de tout le dernier paragraphe de ce télégramme en adressant au Ministre des Affaires étrangères du Pérou le télégramme N° 29, en date du 20 juin 1933, signé du président de la commission.

Quatrièmement: M. César A. VELARDE MAS ayant déclaré que les forces péruviennes qui doivent évacuer Buenos Aires, sur la rivière Cotuhé, ont besoin d'emprunter la rivière Putumayo, en direction de l'Amazone péruvien, en passant par Tarapacá, les télégrammes suivants ont été envoyés :

1° Exprès. — Urgent. — Leticia le 23 juin 1933.

Général ROJAS. — Tarapacá. — 37. — Le préfet de Loreto nommé par le Gouvernement péruvien pour remettre à la Commission d'administration du territoire de Leticia la partie du territoire du trapèze de Leticia occupé par les forces péruviennes, prie la Commission de s'adresser à vous pour vous demander de bien vouloir autoriser l'embarcation péruvienne *Estefita* transportant des forces péruviennes qui évacuent ledit territoire à sortir du trapèze de Leticia par la rivière Cotuhé, à destination du Putumayo et en direction de l'Amazone péruvien. En vue de mettre à exécution l'Accord du 25 mai 1933, nous vous prions de bien vouloir donner les ordres nécessaires et adresser un accusé de réception du présent télégramme à Arthur W. BROWN, président de la Commission d'administration du Territoire de Leticia (Tabatinga). Actuellement la Commission se trouve à bord du B. A. P. *Morona*, mouillé à Leticia. Arthur W. BROWN, *Président de la Commission*.

2° Multiple. — Très urgent. — Ministre Affaires étrangères. — Lima. — Général SARMIENTO. — *Iquitos*. — Le colonel Brown a envoyé le radiogramme suivant : « Leticia le 23 juin 1933. Général Rojas. — Tarapacá. — Le Préfet de Loreto nommé par le Gouvernement péruvien pour remettre à la Commission d'administration du territoire de Leticia la partie du territoire du trapèze de Leticia occupé par les forces péruviennes, prie la Commission de s'adresser à vous pour vous demander de bien vouloir autoriser l'embarcation péruvienne *Estefita* transportant des forces péruviennes qui évacuent ledit territoire à sortir du trapèze de Leticia par la rivière Cotuhé, à destination du Putumayo et en direction de l'Amazone péruvien. En vue de mettre à exécution l'Accord du 25 mai 1933, nous vous prions de bien vouloir donner les ordres nécessaires et adresser un accusé de réception du présent télégramme à Arthur W. Brown, président de la Commission d'administration du Territoire de Leticia (Tabatinga). Actuellement la Commission se trouve à bord du B. A. P. *Morona*, mouillé à Leticia. Arthur W. Brown. » En conséquence et pour qu'il en soit fait mention dans l'acte de remise de Leticia, il convient de prendre des dispositions pour que l'embarcation *Estefita* et la troupe péruvienne se trouvant sur le Cotuhé sortent en direction de l'Amazone péruvien. Préfet VELARDE MAS. A bord du B. A. P. *Morona*, 23 juin 1933.

Cinquièmement : Il a été remis par M. César A. VELARDE MAS un télégramme adressé au colonel Arthur W. BROWN président de la Commission, signé de M. J. M. MANZANILLA, ministre des Affaires étrangères du Pérou, et dont le texte est ainsi conçu :

Colonel Arthur W. BROWN, président de la Commission internationale d'administration de Leticia. *Leticia*. — Hier vingt-et-un j'ai eu l'occasion d'envoyer un câblogramme, mais, craignant qu'il n'ait subi un retard dans sa transmission, je me permets de le réitérer. Ce câblogramme est ainsi conçu : 3. — Après avoir expédié mes télégrammes 1 et 2 j'ai reçu aujourd'hui à 15 heures votre télégramme N° 21 accompagné d'une explication que

morning of June 23rd. It has accordingly given the necessary instructions for the Colombian troops which are occupying Peruvian territory to be withdrawn on that day in accordance with Article 2 of the Agreement of May 25th, 1933.

(Signed) R. URDANETA ARBELAEZ,
Colombian Minister for Foreign Affairs.

Stop. Unquote.

The Commission communicated the whole of the last paragraph of this telegram to the Peruvian Minister for Foreign Affairs in telegram No. 29 of June 20th, 1933, signed by the President of the Commission.

Fourthly: M. Cesar A. VELARDE MAS having stated that the Peruvian forces which are to evacuate Buenos Aires on the River Cotuhé will be obliged to proceed along the River Putumayo in the direction of the Peruvian Amazon, passing through Tarapacá, the following telegrams were sent. Stop.

Quote Express, Urgent, Leticia, June 23rd, 1933. General ROJAS, Tarapacá, 37. The Prefect of Loreto appointed by the Peruvian Government to hand over to the Administrative Commission for the Territory of Leticia the portion of the territory of the Leticia trapezium occupied by the Peruvian forces, has asked the Commission to request you to be good enough to allow the Peruvian vessel *Estefita* carrying the Peruvian forces who are evacuating the said territory to leave the Leticia trapezium by the River Cotuhé for the Putumayo in the direction of the Peruvian Amazon. Stop. With a view to carrying out the Agreement of May 25th, 1933, we request you to give the necessary instructions and to acknowledge receipt of this telegram to Arthur W. Brown, President of the Administrative Commission for the Territory of Leticia (Tabatinga). Stop. Commission is at present on board B. A. P. *Morona* anchored off Leticia. Arthur W. BROWN, *President of the Commission*. Stop. Unquote.

Quote. Multiple. Very urgent. Minister for Foreign Affairs. Lima. General SARMIENTO, Iquitos. Colonel Brown has despatched the following radiogram: "Leticia, June 23rd, 1933. General Rojas. Tarapacá. The Prefect of Loreto appointed by the Peruvian Government to hand over to the Administrative Commission for the Territory of Leticia the portion of the territory of the Leticia trapezium occupied by the Peruvian forces, has asked the Commission to request you to be good enough to allow the Peruvian vessel *Estefita* carrying the Peruvian forces who are evacuating the said territory to leave the Leticia trapezium by the River Cotuhé for the Putumayo in the direction of the Peruvian Amazon. With a view to carrying out the Agreement of May 25th, 1933, we request you to give the necessary instructions and to acknowledge receipt of this telegram to Arthur W. Brown, President of the Administrative Commission for the Territory of Leticia, Tabatinga. Commission is at present on board B. A. P. *Morona* anchored off Leticia. Arthur W. Brown. Stop.

Consequently and in order to place this on record in the act relating to the handing over of Leticia, it is advisable to arrange for the launch *Estifeta* and the Peruvian troops on the Cotuhé to leave in the direction of the Peruvian Amazon. Prefect VELARDE MAS. On board B. A. P. *Morona*, June 23rd, 1933. Stop. Unquote.

Fifthly: A telegram sent to Colonel Arthur W. Brown, President of the Commission and signed by His Excellency M. J. M. Manzanilla, Peruvian Minister for Foreign Affairs, was submitted by M. César A. Velarde Mas. This reads as follows: Stop.

Quote. Colonel Arthur W. BROWN, President, International Commission for administering Leticia. Leticia. Yesterday the 21st I sent a cable which I fear may have been delayed in transmission and I therefore beg to repeat it. The cable reads: Stop 3. After despatching my telegrams 1 and 2, I received at 3 p. m. to-day your telegram No. 21 with an explanation transmitted to us by All America Cables as having been sent from

« All America Cables » nous transmet comme étant envoyée de Bogotá, d'après laquelle le télégraphiste du Palais du Gouvernement à Bogotá avise que le télégramme N° 21 a subi un retard en raison de la difficulté qu'il y a à transmettre des messages du vapeur *Mosquera* à Bogotá. Mon Gouvernement note avec satisfaction que la Commission d'administration du territoire de Leticia nommée par la Société des Nations et composée du colonel Arthur W. Brown, du capitaine Alberto de Lemos Basto, du capitaine Francisco Yglesias, membres, et de M. Armando Mencia, secrétaire général, s'est constituée le 19 courant à Taffé, où elle a tenu, à bord du vapeur colombien *Mosquera*, sa première séance plénière à laquelle assistaient tous ses membres ; que, pendant le premier mois, la Commission sera présidée par vous et qu'elle a adopté un pavillon dont vous me décrivez les caractéristiques et qui sera arboré à Leticia conjointement avec le drapeau colombien, après l'évacuation de ce territoire ; enfin, que la Commission a décidé de se présenter à Leticia le 23 courant au matin aux fins d'application de l'article deux de l'Accord du 25 mai dernier et qu'à cet effet les gouvernements du Pérou et de la Colombie en sont informés afin qu'ils prennent les mesures nécessaires à cet égard. Saisi des renseignements qui précèdent et confirmant mes dépêches antérieures, mon Gouvernement espère que seul sera arboré le pavillon de la Commission, symbole de paix et de bonne volonté, sans prendre en considération le fait que serait également arboré le drapeau colombien, étant donné que Leticia est livrée par le Pérou à la Société des Nations, laquelle dans l'accord du 25 mai s'est exprimée nettement sur tous les points, s'abstenant de déclarer que le drapeau de la Colombie flotterait à Leticia. En outre, mon Gouvernement considère comme essentiel le fait que Leticia est internationalisée et que, dans ces conditions, le pavillon d'une nation déterminée ne saurait flotter conjointement avec le drapeau international. Dans cette pensée je réitère au nom de mon Gouvernement son intention de donner à la Commission que vous présidez toutes les facilités qui peuvent dépendre de lui pour qu'elle puisse s'acquitter le mieux possible de la haute mission qui lui a été confiée et mon Gouvernement lui renouvelle par votre intermédiaire les saluts et vœux cordiaux que j'ai déjà eu l'honneur de lui exprimer. (*Signé*) J. M. MANZANILLA, *Ministre des Affaires étrangères*.

La Commission a exposé à M. César A. VELARDE MAS les raisons pour lesquelles elle ne peut s'abstenir d'arborer le drapeau colombien sur le territoire de Leticia après l'évacuation de ce dernier par les forces péruviennes, en vertu de la recommandation adoptée le 18 mars 1933 par le Conseil de la Société des Nations et de l'Accord sur les modalités d'application de cette recommandation signé à Genève le 25 mai 1933 par les représentants du Gouvernement colombien et du Gouvernement péruvien, accord qui stipule dans ses deux premiers articles que la Commission administre ledit territoire au nom du Gouvernement colombien, ce qui implique par voie de conséquence la nécessité d'arborer le drapeau colombien sur le territoire de Leticia sans que ce point puisse donner lieu à une discussion quelconque.

M. Cesar A. VELARDE MAS, après avoir écouté cette interprétation correcte de la Commission, en a pris note et a prié le Président de la Commission de notifier au ministre des Affaires étrangères du Pérou les raisons qui ont inspiré la Commission dans sa manière de voir.

La Commission a accepté cette suggestion et, d'accord avec M. Cesar A. Velarde Mas, il a été établi que la communication de ces actes au ministre des Affaires étrangères du Pérou servirait de notification officielle. Il a fait, en outre, prendre acte du fait qu'en exécution des instructions de son Gouvernement il fait enregistrer sa protestation contre la décision de la Commission d'arborer à Leticia le drapeau colombien, étant donné qu'il estime que, pour les fins que poursuit la Commission, le pavillon de cette dernière suffirait ou alors, si l'on arbore le drapeau colombien, il convient d'arborer également le drapeau péruvien.

Sixièmement. — En raison du temps consacré à la préparation de l'acte d'évacuation et de l'impossibilité matérielle qu'il y avait à préparer un logement dans le bourg de Leticia qui, dans les conditions actuelles, ne dispose pas de locaux adéquats, la Commission a accepté l'hospitalité qui lui a été offerte par M. Cesar A. Velarde Mas et par le commandant du B. A. P. *Morona*, l'invitant à passer la nuit à bord de ce bâtiment.

Bogotá, to the effect that the telegraphist of Government House at Bogotá states the telegram No. 21 was delayed owing to the difficulty of transmitting the message from the S. S. *Mosquera* to Bogotá. Stop. My Government is gratified to note that the Administrative Commission for the Territory of Leticia appointed by the League of Nations and consisting of the Commissioners Colonel Arthur W. Brown, Captain Alberto de Lemos Basto, Captain Francisco Yglesias, Dr. Armando Mencia, Secretary-General, was constituted on June 19th, at Teffé, where it held its first plenary meeting, all its members being present on board the Colombian steamship *Mosquera* and that during the first month the Commission will be presided over by you.

It has adopted a flag the nature of which you have kindly described and which will be flown in Leticia after the evacuation of that territory side by side with the Colombian flag. You also inform me that the Commission has arranged to arrive at Leticia on the morning of the 23rd instant for the purposes of Article 2 of the Agreement of May 25th last, and accordingly request the Governments of Peru and Colombia to take the necessary steps in this connection. My Government has noted the foregoing information and confirms my previous telegrams; it hopes that only the Commission's flag, the symbol of peace and good will, will be flown and does not consider it advisable that the Colombian flag should also be flown, since Leticia has been handed over by Peru to the League of Nations. This was clearly stated in the Agreement of May 25th in which there was no suggestion that the Colombian flag should be flown in Leticia. My Government also considers it a fundamental principle that Leticia has been internationalised and that under these conditions it is not possible for the flag of any particular national to be flown side by side with the international flag. Stop. In this connection I would repeat on behalf of my Government its proposal to afford the Commission over which you preside every possible facility in carrying out the important duties with which it has been entrusted. I have the honour, etc., (Signed) J. M. MANZANILLA, *Minister for Foreign Affairs*. Stop. Unquote.

The Commission explained to M. César A. VELARDE MAS the reasons why the Commission cannot refrain from hoisting the Colombian flag in the territory of Leticia as soon as this has been evacuated by the Peruvian forces, in view of the recommendation adopted by the Council of the League of Nations on March 18th, 1933, and the Agreement relating to the conditions of application of that recommendation signed at Geneva on May 25th, 1933, by the representatives of the Colombian and Peruvian Governments, the first two articles of which stipulate that the Commission shall administer the territory on behalf of the Colombian Government, which consequently implies the necessity to fly the Colombian flag in the territory of Leticia a point which cannot be disputed.

M. Cesar A. Velarde Mas, after hearing this correct interpretation by the Commission took note of it and requested the President of the Commission to inform the Peruvian Minister for Foreign Affairs of the reasons which had led the Commission to take this view.

The Commission accepted the suggestion to notify the Peruvian Government, and with the approval of M. Cesar A. Velarde Mas, it was decided that the communication of the record of these proceedings to His Excellency the Peruvian Minister for Foreign Affairs should serve as official notification. M. Cesar A. Velarde Mas also stated that acting on the instructions of his Government, he wished to place on record his protest in respect of the Commission's decision to fly the Colombian flag in Leticia, as that Government considers that for the purposes of the Commission, the latter's flag would be sufficient, or that if the Colombian flag is hoisted the Peruvian flag should also be flown.

Sixthly. In view of the time taken in preparing the record of the evacuation and the material impossibility of obtaining accommodation in the township of Leticia, which is at present uninhabitable, the Commission accepted the hospitality of M. Cesar A. Velarde Mas and the Commander of the B. A. P. *Morona* to spend the night on this vessel and accordingly authorised the B. A. P. *Morona* to remain in the waters of Leticia until 11 a. m. on the twenty-fourth day of June one

En conséquence, elle a autorisé le B. A. P. Morona à séjourner dans les eaux de Leticia jusqu'au vingt-quatre juin mil neuf cent trente-trois à onze heures, étant entendu par les deux Parties que la présence dudit bâtiment péruvien dans ces eaux et sous ces conditions n'affecte en rien l'exécution de l'article deux de l'accord du vingt-cinq mai mil neuf cent trente-trois.

En foi de quoi le présent acte d'évacuation a été signé en quatre exemplaires originaux et identiques dont un sera remis au Gouvernement colombien, un autre au Gouvernement péruvien, un autre à la Société des Nations par l'intermédiaire de la Commission, et dont le dernier restera dans les archives de la Commission d'administration du territoire de Leticia, pour l'usage qu'il leur conviendra d'en faire. Fait à bord du B. A. P. « Morona » mouillé dans les eaux de Leticia, le vingt-trois juin mil neuf cent trente-trois, à vingt-deux heures.

César A. VELARDE Y MÁS.

A. W. BROWN.

Alberto de LEMOS BASTO.

Francisco YGLESIAS.

Armando MENCÍA.

thousand nine hundred and thirty-three, as both Parties consider that the presence of the said Peruvian vessel in these waters under these conditions does not in any way affect the execution of Article 2 of the Agreement of the twenty-fifth day of May, one thousand nine hundred and thirty-three.

In faith whereof they have signed the present record of evacuation in four original copies of like tenor, of which one will be sent to the Colombian Government, another to the Peruvian Government, another to the League of Nations through the Commission, while another will remain in the archives of the Administrative Commission for the Territory of Leticia for the purposes for which it may be required, on board the B. A. P. *Morona* anchored in the waters of Leticia at ten p. m. on the twenty-third day of June one thousand nine hundred and thirty-three.

César A. VELARDE Y MAS.

A. W. BROWN.

Alberto DE LEMOS BASTO.

Francisco YGLESIAS.

Armando MENCÍA.

N° 3193.

ROUMANIE

Accord instituant une collaboration technique consultative en Roumanie, signé à Genève, le 28 janvier 1933, avec annexes et notes de la même date, et lettres en dates des 23 mars et 10 avril 1933, avec appendices.

ROUMANIA

Agreement establishing Technical Advisory Co-Operation in Roumania, signed at Geneva, January 28, 1933, with Annexes and Notes of the same date and Letters dated March 23 and April 10, 1933, with Appendices.

N° 3193. — ACCORD¹ INSTITUANT UNE COLLABORATION TECHNIQUE CONSULTATIVE EN ROUMANIE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 28 JANVIER 1933.

Textes officiels français et anglais. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 mai 1933 par suite de son entrée en vigueur.

Considérant que le Gouvernement roumain, après avoir, par la loi du 7 février 1929, rétabli la monnaie sur la base de l'or et ensuite introduit diverses améliorations dans son organisation financière, tendant à adapter l'organisme administratif de la Roumanie aux présentes conditions économiques, désire obtenir la collaboration technique de la Société des Nations en vue de la restauration générale économique du pays,

Et considérant que le conseil a approuvé les dispositions du présent accord,

Le soussigné, dûment autorisé à cet effet, accepte, au nom du Gouvernement royal de Roumanie, les dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement roumain prendra toutes les mesures possibles pour restaurer l'équilibre budgétaire et effectuer une réforme financière étendue comportant aussi un plan pour le règlement des arriérés.

Article 2.

Le Conseil de la Société des Nations organisera, par son Comité financier, une collaboration technique consultative avec le Gouvernement roumain en vue de l'établissement d'un programme de restauration économique et financière et de l'application de ce programme. A cet effet, le Conseil de la Société des Nations recommandera et le Gouvernement roumain nommera, pour une période couvrant quatre budgets annuels votés et exécutés, sous réserve des dispositions de l'article 3, les experts dont les fonctions sont définies dans l'annexe II.

Le Gouvernement roumain les assistera de toute façon dans l'exécution de leurs fonctions.

Pour la même période, le Conseil de la Société des Nations nommera, d'accord avec le Gouvernement roumain, un conseiller financier qui coordonnera les travaux des experts et qui assurera la collaboration technique entre la Société des Nations et le Gouvernement roumain.

Le Gouvernement roumain préparera, en collaboration avec lui, le programme de réformes envisagé à l'article 1 et à l'annexe I.

Le Gouvernement roumain aura le droit de désigner un représentant qui discutera avec le Comité financier les questions roumaines.

¹ L'instrument de ratification par la Roumanie a été déposé le 18 mai 1933. Cette ratification a été donnée dans les conditions qu'implique l'échange de lettres entre le Ministre des Finances de Roumanie et le Gouverneur de la Banque Nationale, en date du 23 mai et du 10 avril 1933, publié ci-après :

Par une résolution en date du 26 mai 1933, le Conseil de la Société des Nations a décidé de considérer la ratification du Gouvernement roumain comme valable et de lui reconnaître les effets prévus à l'article 4, alinéa premier, de l'accord.

No. 3193. — AGREEMENT¹ ESTABLISHING TECHNICAL ADVISORY
CO-OPERATION IN ROUMANIA. SIGNED AT GENEVA, JANUARY
28, 1933.

French and English official texts. The registration of this Agreement took place May 26, 1933, following its coming into force.

Whereas the Roumanian Government, after having, by the Law of February 7th, 1929, re-established its currency on a gold basis and subsequently introduced various improvements into its financial organisation tending to adapt Roumania's administrative organisation to existing economic conditions, desires to obtain the technical co-operation of the League of Nations with a view to the general economic restoration of the country,

And whereas the Council has approved the provisions of the present Agreement,

The undersigned, duly authorised, accepts on behalf of the Royal Roumanian Government the following provisions :

Article 1.

The Roumanian Government shall take all possible steps to restore budgetary equilibrium and effect a far-reaching financial reform including a plan for the settlement of arrears.

Article 2.

The Council of the League of Nations will organise, through its Financial Committee, an advisory technical co-operation with the Roumanian Government with a view to the establishment of a programme of economic and financial restoration and to the application of this programme. For this purpose, the Council of the League of Nations shall recommend and the Roumanian Government shall appoint for a period covering four voted and executed annual budgets, subject to the provisions of Article 3, the experts whose functions are defined in Annex II.

The Roumanian Government shall assist them in every way in the execution of their functions.

For the same period, the Council of the League of Nations shall appoint, in agreement with the Roumanian Government, a Financial Adviser, who shall co-ordinate the work of the experts and assure the technical co-operation between the League of Nations and the Roumanian Government.

The Roumanian Government shall draw up, in agreement with him, the programme of reforms contemplated in Article 1 and Annex I.

The Roumanian Government shall have the right to appoint a representative to discuss Roumanian questions with the Financial Committee.

¹ The instrument of ratification by Roumania was deposited on May 18, 1933. This ratification has been given under the conditions implied in the letters exchanged between the Roumanian Minister of Finance and the Governor of the National Bank on March 23rd and April 10th, 1933, published hereafter :

By a Resolution dated May 26, 1933, the Council of the League of Nations decided to regard the ratification of the Roumanian Government as valid and to recognise it as having the effects contemplated in Article 4, first paragraph, of the Agreement.

Article 3.

Le Conseil de la Société des Nations, statuant à la majorité des voix, pourra rappeler le conseiller financier ou l'un quelconque des experts si, à un moment donné, après consultation du Comité financier, il considère que leur maintien n'est plus utile.

Article 4.

Cet accord, dont les textes français et anglais font également foi, entrera en vigueur dès sa ratification par la Roumanie. L'instrument de ratification sera déposé au Secrétariat de la Société des Nations aussitôt que possible.

Pour que le présent accord puisse entrer en vigueur, l'instrument de ratification devra être déposé au plus tard le 30 avril 1933.

En foi de quoi le soussigné, dûment autorisé à cet effet, a signé le présent accord.

Fait à Genève, le 28 janvier 1933, en un seul exemplaire, qui sera déposé au Secrétariat de la Société des Nations et enregistré dès son entrée en vigueur.

I. LUGOȘIANU.

ANNEXE I

1. Le Gouvernement roumain déclare :

- 1° Qu'il établira et mettra à exécution les réformes fiscales nécessaires ;
- 2° Qu'il établira et mettra à exécution une réforme générale de l'administration et du recouvrement des impôts ;
- 3° Qu'il établira et mettra à exécution un système de contrôle des dépenses publiques plus efficace, et en particulier qu'il assurera un contrôle financier effectif dans les divers départements, une consultation préalable effective du ministre des Finances avant toute autorisation de nouvelles dépenses et la stricte observation des prévisions budgétaires. En vue de sauvegarder l'unité budgétaire et de simplifier la présentation des finances publiques au parlement et au public, il prendra les mesures nécessaires pour la liquidation des fonds spéciaux existant actuellement. Il réalisera ensuite une revision des régies autonomes (Chemins de fer et Caisse autonome des monopoles exceptés), de façon à maintenir seulement les régies ayant un caractère économique, les autres étant incorporées dans le budget général ;
- 4° Qu'il maintiendra le système des budgets mensuels suivant lequel les dépenses et engagements contractés au cours d'un mois donné sont strictement limités aux recettes disponibles ;
- 5° Qu'il maintiendra la suppression de la période complémentaire du budget et du budget par exercice et qu'il adoptera le budget par gestion suivant lequel tous revenus effectifs encaissés et toutes dépenses effectives payées en numéraire au cours d'une année financière, à l'exclusion de toutes autres recettes ou dépenses, sont attribués exclusivement à l'année dans laquelle ces opérations sont effectuées, et continuera d'exécuter la revision du système de la comptabilité publique en conformité avec tous ces principes.
- 6° Qu'il maintiendra et appliquera la loi suivant laquelle tous les deniers publics reçus sont déposés à la Banque nationale et tous les paiements sont exécutés, soit en espèces, soit par chèque ou mandat à vue sur la Banque nationale, et abolira totalement la pratique des récépissés de dépôts provisoires ;

Article 3.

The Council of the League of Nations may — by a majority vote — recall the Financial Adviser or any one of the experts if, at any time, after consultation with the Financial Committee, it considers that their maintenance is no longer likely to serve a useful purpose.

Article 4.

This Agreement of which the English and French texts are both authentic, shall enter into force immediately upon its ratification by Roumania. The instrument of ratification shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations as soon as possible.

In order that the present Agreement may enter into force, the instrument of ratification must be deposited by April 30th, 1933, at latest.

In faith whereof the undersigned, duly authorised, has signed the present Agreement.

Done at Geneva on January 28th, 1933, in a single copy, which shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations and registered immediately upon its entry into force.

I. LUGOȘIANU.

ANNEX I.

I. The Roumanian Government declares :

- (1) That it will establish and carry out the necessary fiscal reforms ;
- (2) That it will establish and carry out a general reform of the administration and collection of taxes ;
- (3) That it will establish and carry out a system of more efficient control of public expenditure, and, in particular, will secure effective financial control in the various departments, an effective prior consultation of the Ministry of Finance before any new expenditure is authorised, and the strict observance of the budget estimates. With a view to preserving budgetary unity and simplifying the presentation of the public finances to Parliament and the public, it will take the necessary measures for the abolition of the special funds at present existing. It will then put into effect a re-organisation of the autonomous *régies* (with the exception of the railways and the Caisse autonome des monopoles), maintaining only those which are economic in character and incorporating the others in the general budget ;
- (4) That it will maintain the system of monthly budgets according to which the expenditure and commitments of each month are strictly limited to the available receipts.
- (5) That it will maintain the suppression of the supplementary budget period and the budget *par exercice* and will adopt the budget *par gestion*, under which all revenue actually received in cash and all expenditure actually paid in cash during a financial year, to the exclusion of all other receipts and expenditure, are allocated solely to the year in which those operations are effected, and will continue to carry out a revision of the system of public accounts in accordance with these principles ;
- (6) That it will maintain and apply the law under which all public monies received are deposited in the National Bank and all payments are made either in cash or by cheques or orders on the National Bank for payment at sight, and will totally abolish the practice of provisional deposit receipts ;

7° Qu'il prendra des mesures administratives immédiates pour hâter le recouvrement des arriérés de taxation en souffrance ;

8° Qu'il élaborera, aussitôt assuré l'équilibre des dépenses et recettes mensuelles, un plan pour le règlement graduel des arriérés de paiement du gouvernement ;

9° Qu'il procédera à une étude approfondie sur l'organisation, le statut, les effectifs et les méthodes de recrutement des fonctionnaires ;

10° Qu'il établira les estimations du projet de budget à déposer au parlement de telle façon qu'on puisse raisonnablement attendre que les estimations des recettes soient réalisées et, s'il apparaît que les recettes ne doivent pas être suffisantes pour couvrir les dépenses, se concertera avec le conseiller financier pour assurer l'équilibre.

2. Dans la préparation et l'exécution de toutes les mesures et réformes ci-dessus indiquées, le Gouvernement roumain collaborera étroitement avec les experts respectivement compétents et avec le conseiller financier, qu'il consultera sur tout projet financier.

ANNEXE II

Article premier.

Les experts visés dans le présent accord seront : un expert des questions fiscales, un expert de trésorerie et du budget, un expert en comptabilité (Accountancy and Audit).

Sauf changements d'attributions que pourra décider le conseiller financier :

a) *L'expert de trésorerie et du budget* sera chargé notamment de donner son avis au ministre des Finances roumain dans la préparation des prévisions budgétaires de recettes et de dépenses ;

Dans l'établissement et l'exécution des mesures détaillées de contrôle du trésor ;

Dans l'examen de toutes mesures impliquant des dépenses additionnelles, examen à faire par le ministre des Finances préalablement à la présentation de ces mesures au cabinet ;

Dans le contrôle de tous les engagements futurs et dans la préparation et l'exécution des budgets mensuels ;

b) *L'expert de comptabilité* sera chargé notamment de donner ses avis sur toutes les questions comptables pouvant résulter de l'application du système du budget de gestion ;

Dans l'organisation et l'application d'un système uniforme de comptabilité publique comprenant la préparation mensuelle de comptes de caisse pour vérification ; et,

Dans l'établissement de règles comptables générales pour tous les départements des services publics, pour les instructions à donner aux services qui manient les deniers publics, pour le contrôle des disponibilités du trésor et sur toutes matières relatives à la vérification et à la concentration du mouvement des deniers publics à la Banque nationale ;

c) *L'expert des questions fiscales* sera chargé de donner ses avis sur les méthodes de recouvrement des impôts ;

Sur l'organisation d'un corps supérieur d'inspecteurs et dans la préparation et l'exécution des lois fiscales.

(7) That it will take immediate administrative measures to hasten the recovery of outstanding arrears of taxation ;

(8) That it will, as soon as the equilibrium between monthly revenue and expenditure has been secured, elaborate a plan for the gradual liquidation of the Government's arrears of payments ;

(9) That it will proceed to make a comprehensive enquiry into the organisation, status, *cadre* and method of recruitment of the Civil Service ;

(10) That it will so frame the budget estimates for submission to Parliament that the realisation of the estimated receipts may reasonably be expected and that, if it appears that the receipts will not be sufficient to cover the expenditure, it will concert measures with the Financial Adviser to ensure the equilibrium of the budget.

2. In the preparation and execution of all the above-mentioned reforms, the Roumanian Government will act in close co-operation with the experts respectively concerned, and with the Financial Adviser, whom it will consult on any financial project.

ANNEX II.

Article I.

The experts referred to in the Agreement shall be : a revenue expert, a Treasury and budget expert and an accountancy and audit expert.

Except for such changes in their duties as may be decided upon by the Financial Adviser :

(a) It shall be the duty of the *Treasury and budget expert* in particular to give his advice to the Roumanian Finance Minister in the preparation of the budgetary estimates of revenue and expenditure :

In the establishment and execution of detailed measures for the supervision of the Treasury ;

In the examination of all measures involving additional expenditure, which examination shall be made by the Finance Minister prior to the presentation of such measures to the Cabinet ;

In the supervision of all future engagements and in the preparation and execution of the monthly budgets.

(b) It shall be the duty of the *accountancy and audit expert* in particular to give his advice in all questions of accountancy which may result from the application of the system of the *budget de gestion* :

In the creation and execution of a uniform system of public accounting, including the rendering of monthly cash accounts for audit, and,

In the establishment of general rules of accountancy for all public departments, on the instructions to be given to services which handle public funds, on the supervision of the balances of the Treasury, and on all matters relating to audit and to the concentration of public funds in the National Bank.

(c) It shall be the duty of the *revenue expert* to give his advice on the methods of collection of revenue ;

The organisation of a body of higher inspectors and on the preparation and execution of fiscal laws.

Article 2.

Le conseiller financier aura pour tâche de s'efforcer d'assister le Gouvernement roumain de toutes façons possibles dans l'élaboration et l'exécution de son plan de réformes financières et économiques.

Le conseiller financier aura la charge de la direction générale de tous experts étrangers et autre personnel que le Gouvernement roumain pourra engager aux termes du présent accord.

Il soumettra un rapport trimestriel au Conseil de la Société des Nations sur la situation financière et la situation économique générale de la Roumanie.

Article 3.

Le Gouvernement roumain pourvoira aux dépenses résultant du présent accord.

Article 4.

Le Gouvernement roumain assurera au conseiller financier et aux experts toutes facilités pour l'exécution de leur tâche et leur fournira toutes informations dont ils pourront avoir besoin à cet effet.

Article 5.

1. Le Gouvernement roumain prendra les dispositions nécessaires pour que le conseiller auprès de la Banque nationale, après avoir reçu l'agrément du Conseil de la Société des Nations, soit invité à prêter son concours à l'application du présent accord.

Les rapports du conseiller seront communiqués au conseiller financier.

2. Le Gouvernement roumain invitera l'expert constitué auprès de l'administration autonome des chemins de fer, après qu'il aura reçu l'agrément du Conseil de la Société des Nations, à prêter son concours au plan de réformes qui fait l'objet du présent accord.

LETTRES COMPLÉTANT L'ACCORD

I.

LETTRE DU GOUVERNEMENT ROUMAIN AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

GENÈVE, le 28 janvier 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En vue de donner effet aux dispositions de l'article 3 de l'annexe II de l'accord du 28 janvier 1933, sur la collaboration technique entre la Société des Nations et le Gouvernement roumain, j'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement roumain sur les points suivants :

Le Gouvernement roumain pourvoira aux salaires, indemnités et frais de déplacement du conseiller financier et des experts dont la nomination est prévue dans l'accord. Le montant total de ces charges sera fixé d'accord entre le Gouvernement roumain et le Conseil de la Société des Nations.

Article 2.

The Financial Adviser shall have as his task to assist the Roumanian Government in every possible way in the elaboration and execution of its plan of financial and economic reforms.

The Financial Adviser shall be responsible for the general direction of all foreign experts and other personnel whom the Roumanian Government may appoint under the terms of the present Agreement.

He shall submit a quarterly report to the Council of the League of Nations on the financial and general economic situation of Roumania.

Article 3.

The Roumanian Government shall provide for the expenditure resulting from the present Agreement.

Article 4.

The Roumanian Government shall afford to the Financial Adviser and the experts all facilities for the execution of their duties and shall furnish them with all information necessary for this purpose.

Article 5.

1. The Roumanian Government shall make all the necessary arrangements to ensure that the Adviser to the National Bank, if approved for this purpose by the Council of the League of Nations, shall be invited to give his collaboration in the application of the present Agreement.

The reports of the Adviser shall be communicated to the Financial Adviser.

2. The Roumanian Government shall invite the expert attached to the autonomous railway administration, if approved for this purpose by the Council of the League of Nations, to give his collaboration in the plan of reform which constitutes the aim of the present Agreement.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LETTERS COMPLEMENTARY TO THE AGREEMENT.

I.

LETTER FROM THE ROUMANIAN GOVERNMENT TO THE PRESIDENT OF THE COUNCIL
OF THE LEAGUE OF NATIONS.

GENEVA, *January 28, 1933.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

With a view to putting into effect the provisions of Article 3 of Annex II of the Agreement of January 28th, 1933, on technical co-operation between the League of Nations and the Roumanian Government, I have the honour to confirm the agreement of the Roumanian Government on the following points :

The Roumanian Government shall provide for the salaries, allowances and travelling expenses of the Financial Adviser and the experts to be appointed under the Agreement. The total amount of these charges shall be fixed by agreement between the Roumanian Government and the Council of the League of Nations.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le Gouvernement roumain mettra à la disposition du conseiller financier et des experts les bureaux nécessaires au Ministère des Finances et leur assurera le personnel national qui paraîtra utile.

Les contrats du conseiller financier et des experts seront approuvés par le Conseil de la Société des Nations.

Le conseiller financier nommera, d'accord avec le Gouvernement roumain, pour lui et pour ses collègues, tel personnel étranger de secrétariat ou autre qui peut lui paraître nécessaire, pourvu que la dépense totale de ce personnel n'excède pas une somme à fixer entre le Gouvernement roumain, d'une part, et le Conseil de la Société des Nations, de l'autre.

Les ressources prévues à l'alinéa précédent devront être suffisantes pour couvrir aussi les sommes totales qui peuvent être requises pour une étude à faire à une date prochaine sur l'organisation administrative de la Roumanie, en conformité avec le désir exprimé dans la lettre du Gouvernement royal roumain au Secrétaire général de la Société des Nations du 18 juin 1932.

Ladite disposition pourvoira, en outre, à toutes études sur la situation économique de la Roumanie qu'il pourra paraître de temps à autre utile d'effectuer.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

I. LUGOȘIANU,

*Ministre du Commerce et de l'Industrie,
de Roumanie.*

II.

LETTRE DU PRÉSIDENT DU COMITÉ FINANCIER AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ROUMAINE.

GENÈVE, le 28 janvier 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Comité financier désire prendre acte des déclarations que vous avez bien voulu lui faire en votre qualité de représentant du Gouvernement roumain et aux termes desquelles il est bien entendu que, pendant la durée où il exercera ses fonctions, le Conseiller financier résidera à Bucarest. Il en sera de même du Conseiller près la Banque nationale.

Il est bien entendu, d'autre part, que le Conseiller financier assistera aux discussions du Comité financier sur les questions roumaines.

Nous vous serions obligés de vouloir bien nous confirmer votre accord sur ces points.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de notre haute considération.

Alb. JANSSEN,

Président du Comité financier.

III.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT ROUMAIN.

GENÈVE, le 28 janvier 1933.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 28 janvier 1933, m'informant que le Comité financier désire prendre acte que, pendant la durée où il exercera ses fonctions, le Conseiller financier,

The Roumanian Government shall place at the disposal of the Financial Adviser and the experts the necessary office rooms in the Ministry of Finance, and shall provide them with any national staff which may appear necessary.

The contracts of the Financial Adviser and the experts shall be approved by the Council of the League of Nations.

The Financial Adviser, in agreement with the Roumanian Government, shall appoint for himself and his colleagues such foreign secretarial or other staff as he may think necessary, provided the total expenditure on such staff does not exceed an amount to be fixed between the Roumanian Government on the one hand and the Council of the League of Nations on the other hand.

The funds provided for in the previous paragraph must be sufficient to cover also the total sums which may be required for an investigation to be made at an early date into the administrative organisation of Roumania, in accordance with the desire expressed in the letter of June 18th, 1932, from the Royal Roumanian Government to the Secretary-General of the League of Nations.

The said provision shall also cover any enquiries into the economic position of Roumania which may from time to time appear to be necessary.

I have, etc.

I. LUGOȘIANU,
*Minister of Commerce and Industry,
of Roumania.*

II.

LETTER FROM THE CHAIRMAN OF THE FINANCIAL COMMITTEE TO THE PRESIDENT OF THE ROUMANIAN DELEGATION.

GENEVA, *January 28, 1933.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

The Financial Committee takes note of the statements which you have been good enough to make as representative of the Roumanian Government, and according to which it is understood that the Financial Adviser will reside at Bucharest so long as he exercises his functions. The same applies to the Adviser to the National Bank of Roumania.

It is, moreover, understood that the Financial Adviser will take part in the discussions of the Financial Committee on Roumanian questions.

We should be obliged if you would kindly confirm your agreement on these points.

I have, etc.

Alb. JANSSEN,
Chairman of the Financial Committee.

III.

REPLY FROM THE ROUMANIAN GOVERNMENT.

GENEVA, *January 28, 1933.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of January 28, 1933, informing me that the Financial Committee desires to note that, so long as the Financial Adviser and the Adviser

de même que le Conseiller près la Banque nationale résideront à Bucarest ; il est bien entendu, d'autre part, que le Conseiller financier assistera aux discussions du Comité financier sur les questions roumaines.

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement roumain sur ces points.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

Monsieur le Président
du Comité financier
de la Société des Nations.

I. LUGOȘIANU,
*Ministre du Commerce et de l'Industrie
de Roumanie.*

IV.

LETTRE DU GOUVERNEMENT ROUMAIN AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

GENÈVE, le 28 janvier 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me référant à l'alinéa 1 de l'article 5 de l'annexe II de l'Accord du 28 janvier 1933, relatif à la collaboration technique entre la Société des Nations et le Gouvernement roumain, j'ai l'honneur de vous confirmer, au nom du Gouvernement roumain, qu'il est entendu que le conseiller auprès de la Banque nationale sera invité à collaborer pendant la durée dudit accord avec la Banque nationale de Roumanie. Il est bien entendu qu'à cet effet, le conseiller sera consulté par la banque sur toutes les questions concernant la politique monétaire afin d'être à même de lui donner utilement son avis. Il en sera de même sur tout projet d'emprunt extérieur dont la Banque sera saisie.

Si le conseiller agréé par le Conseil de la Société des Nations vient à cesser ses fonctions, la Banque nommera un conseiller qui aura reçu l'agrément du Conseil de la Société des Nations, de manière que la Banque nationale conserve pendant toute la durée d'application du présent accord la collaboration d'un conseiller ayant les mêmes attributions.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

I. LUGOȘIANU,
*Ministre du Commerce et de l'Industrie
de Roumanie.*

Monsieur le Président du Conseil
de la Société des Nations.

LETTRES ÉCHANGÉES

ENTRE LE MINISTRE DES FINANCES DE ROUMANIE ET LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE NATIONALE DE ROUMANIE.

I.

N° 476372 du 23 mars 1933.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint le texte de l'Accord de collaboration technique consultative et de ses annexes, signées à Genève le 28 janvier 1933 par le président du comité

to the National Bank exercise their functions,, they will reside at Bucharest ; it is moreover understood that the Financial Adviser will take part in the discussions of the Financial Committee on Roumanian questions.

I have the honour to confirm the agreement of the Roumanian Government on these points.
I have, etc.

The Chairman
of the Financial Committee.

I. LUGOȘIANU,
*Minister of Commerce and Industry
of Roumania.*

IV.

LETTER FROM THE ROUMANIAN GOVERNMENT TO THE PRESIDENT OF THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS.

GENEVA, January 28, 1933.

SIR,

With reference to the Agreement of January 28, 1933, Annex II, Article 5, paragraph 1, regarding the technical co-operation between the League of Nations and the Roumanian Government, I have the honour to confirm, on behalf of the Roumanian Government, that it is understood that the Adviser to the National Bank will be requested to co-operate with the National Bank of Roumania during the period of the said Agreement. It is understood that, for this purpose, the Adviser will be consulted by the Bank on all questions relating to monetary policy, so that he may be in a position to give useful advice. The same applies to any schemes regarding external loans submitted to the Bank.

Should the Adviser approved by the Council of the League of Nations relinquish his duties, the Bank shall appoint an adviser approved by the Council of the League of Nations so that the National Bank shall retain the co-operation of an adviser with the same functions for the entire duration of the present Agreement.

I have, etc.

I. LUGOȘIANU,
*Minister of Commerce and Industry
of Roumania.*

To the President of the
Council of the League of Nations.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

LETTERS EXCHANGED

BETWEEN THE ROUMANIAN MINISTER OF FINANCE AND THE GOVERNOR OF THE NATIONAL BANK OF ROUMANIA.

I.

No. 476372 of March 23, 1933.

SIR,

I have the honour to enclose the text of the Agreement for consultative technical co-operation and the annexes thereto signed at Geneva on January 28th, 1933, by the Chairman of the Financial

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

financier et par le représentant du Gouvernement roumain, après son approbation par le Conseil de la Société des Nations.

A cette occasion, le gouvernement tient à assurer la Banque Nationale que les légères modifications survenues au cours des négociations à Genève n'apportent aucun changement à la situation du conseiller technique auprès de la Banque Nationale, telle qu'elle a été établie par l'Arrangement du 8 avril 1931, qui reste en vigueur pour l'avenir.

Veuillez accepter, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma haute considération.

Ministre des Finances,
(ss) MADGEARU.

Banque Nationale de Roumanie,
Bucarest.

p. conformité :

Rud. Ulrich.

II.

BANQUE NATIONALE DE ROUMANIE.

N° 25407, le 10 avril 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons reçu votre lettre N° 476372 du 23 mars 1933, par laquelle vous nous avez remis l'accord de collaboration technique consultative signé le 28 janvier 1933 à Genève en nous faisant savoir que le gouvernement tient à assurer la Banque Nationale que les modifications survenues au cours des négociations de Genève ne modifient en rien la situation du conseiller auprès de la Banque Nationale telle qu'elle a été établie par le texte de l'Arrangement du 8 avril 1931, qui reste en vigueur aussi dans l'avenir.

Du contenu de l'accord, auquel la Banque Nationale n'a pas pris part, on constate que le gouvernement a pris l'engagement :

1° Par l'article 5 de l'annexe 2, de prendre « les dispositions nécessaires pour que le conseiller auprès de la Banque Nationale, après avoir reçu l'agrément du Conseil de la Société des Nations, soit invité à prêter son concours à l'application de l'accord. Les rapports du conseiller seront communiqués au conseiller financier. »

2° Dans la lettre au président du conseil de la Société des Nations il est dit que « il est entendu que le conseiller auprès de la Banque Nationale sera invité à collaborer pendant la durée dudit accord avec la Banque Nationale de Roumanie et qu'à cet effet le conseiller sera consulté par la Banque sur toutes les questions concernant la politique monétaire, afin d'être à même de lui donner utilement son avis. Il en sera de même pour tout projet d'emprunt extérieur dont la banque sera saisie. »

Comme suite à votre communication faite par la lettre que vous nous avez fait parvenir, suivant laquelle tous ces actes ne changent en rien la situation actuelle de l'expert technique auprès de la Banque Nationale, telle qu'elle a été établie par l'arrangement conclu entre le conseiller technique, le Gouvernement roumain et la Banque Nationale, par les lettres du 4 mars 1931, 10 mars 1931 et 8 avril 1931, dont nous joignons les textes, j'ai soumis le 5 avril 1933 au conseil général de la Banque la proposition concernant la continuation du mandat actuel de l'expert technique auprès de la Banque Nationale, pour la durée de l'accord de Genève prévu dans l'acte signé le 28 janvier 1933 et comme suite aux délibérations du conseil, la décision suivante a été prise :

1° Le conseil général constate que suivant les statuts de la Banque Nationale et la loi monétaire du 7 février 1929, les fonctions du conseiller technique auprès de la Banque

Committee and the representative of the Roumanian Government, after approval by the Council of the League of Nations.

In this connection the Government desires to assure the National Bank that the slight alteration made in the course of the negotiations at Geneva involve no change in the position of the Technical Adviser to the National Bank as established by the Arrangement of April 8th, 1931, which remains in force for the future.

I have the honour, etc.

(Signed) MADGEARU,
Minister of Finance.

To the National Bank of Roumania,
Bucharest.

II.

NATIONAL BANK OF ROUMANIA.

No. 25407, April 10, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

We have received your letter, No. 476372 of March 23rd, 1933, in which you enclosed the Agreement for consultative technical co-operation signed at Geneva on January 28th, 1933, and informed us that the Government desired to assure the National Bank that the alterations made in the course of the negotiations at Geneva involved no change in the position of the Adviser to the National Bank as established by the Arrangement of April 8th, 1931, which also remains in force for the future.

It appears from the Agreement, to which the National Bank was not a party, that the Government has undertaken :

(1) By Article 5 of Annex II, to " make all the necessary arrangements to ensure that the Adviser to the National Bank, if approved for this purpose by the Council of the League of Nations, shall be invited to give his collaboration in the application of the Agreement. The reports of the Adviser shall be communicated to the Financial Adviser."

(2) In the letter to the President of the Council of the League of Nations it is stated that " it is understood that the Adviser to the National Bank will be requested to co-operate with the National Bank of Roumania during the period of the said Agreement ", and that " for this purpose the Adviser will be consulted by the Bank on all questions relating to monetary policy so that he may be in a position to give useful advice. The same applies to any scheme regarding external loans submitted to the Bank."

In view of your statement in your letter to us that all these acts involve no change in the present position of the Technical Expert attached to the National Bank, as established by the Arrangement concluded between the Technical Adviser, the Roumanian Government and the National Bank by the letters of March 4th, 1931, March 10th, 1931, and April 8th, 1931, the texts of which are attached hereto, I laid before the Governing Body of the Bank on April 5th, 1933, a proposal for the extension of the present term of office of the Technical Expert attached to the National Bank to cover the duration of the Geneva Agreement contemplated in the Act signed on January 28th, 1933, and as the outcome of the Governing Body's deliberations the following decision was reached :

(1) The Governing Body finds that, according to the Statutes of the National Bank and the Currency Act of February 7th, 1929, the duties of the Technical Adviser to the

nationale ayant pris fin le 7 février 1932, l'acceptation d'une telle fonction de conseiller technique après cette date serait contraire aux statuts et à la loi monétaire.

C'est pourquoi par les lettres échangées à la suite de l'emprunt de développement et mentionnées ci-dessus, la Banque Nationale a accepté la présence d'un expert technique avec des attributions bien définies et qui ont été exercées du 7 février 1932 et qui continueront jusqu'au 7 février 1934.

2° Dans cette situation, le conseil a pris acte que le Gouvernement roumain interprète que la situation auprès de la Banque Nationale telle qu'elle a été établie par l'arrangement par lequel on a fixé l'exécution du mandat de l'expert technique, n'est en rien modifiée.

3° Le conseil accepte donc que le mandat actuel de l'expert technique prévu dans les Arrangements des 4 mars et 8 avril 1931 soit maintenu après le 7 février 1934 et que le mandat ait la même durée que l'Accord conclu le 28 janvier 1933, par le Gouvernement roumain avec le comité financier de la Société des Nations.

En même temps, nous portons à votre connaissance que nous avons pris acte des déclarations faites au nom du gouvernement par le commissaire du gouvernement, dans la séance de notre conseil général; en vue d'éviter d'éventuelles discussions sur l'interprétation donnée à notre adhésion, que le gouvernement entend que cette collaboration se fasse ainsi sans changement de régime actuel du conseiller technique c'est-à-dire comme ce régime a été établi par l'échange des lettres des 4 et 10 mars et 8 avril 1931, entre le Ministère des Finances, la Banque Nationale et le conseiller technique. En dehors de cette précision qui est faite dans l'exposé des motifs accompagnant le texte de l'accord, le Ministre des Finances fera au parlement une déclaration dans le même sens, présentant aussi la réponse qui sera faite par la Banque Nationale de Roumanie dans une lettre qui précisera le sens de la décision prise dans la séance d'aujourd'hui du conseil général de la banque.

Recevez, etc.

Gouverneur :

(ss) ANGELESCU.

Secrétaire général :

(ss) CRISTESCU.

A Monsieur le Ministre des Finances.

p. conformité :

Rud. Ulrich.

APPENDICE I.

LÉTRE ADRESSÉE, EN DATE DU 4 MARS 1931, PAR LA DIRECTION DE LA BANQUE NATIONALE DE ROUMANIE AU CONSEILLER AUPRÈS DE CETTE BANQUE.

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-contre, copie de notre accord avec le Gouvernement roumain sur la proposition qu'il vous a faite en ce qui concerne une enquête bisannuelle de la situation économique et financière de notre pays et notamment des résultats du programme de développement au cours des années 1932 et 1933.

Comme nous apprécions à leur juste valeur les excellents résultats de notre féconde collaboration, nous sommes très heureux d'apprendre que vous avez bien voulu accepter cette charge et vous assurons que vous trouverez chez nous un concours des plus cordial.

(ss) D. M. BURILEANU.

National Bank having terminated on February 7th, 1932, the acceptance of such a post of technical adviser after that date would be an infringement of the Statutes and the Currency Act.

Accordingly the National Bank has accepted, by the letters exchanged in consequence of the development loan and referred to above, the presence of a technical expert with specified powers which have been exercised from February 7th, 1932, and will continue until February 7th, 1934.

(2) In these circumstances, the Governing Body notes that, according to the Roumanian Government's understanding, the position at the National Bank, as established by the Arrangement by which the duties of the Technical Expert were defined, is in no way changed.

(3) The Governing Body accordingly agrees that the present term of office of the Technical Expert, as provided for in the Arrangements of March 4th and April 8th, 1931, shall be continued after February 7th, 1934, and shall have the same duration as the Agreement concluded on January 28th, 1933, between the Roumanian Government and the Financial Committee of the League of Nations.

At the same time we would inform you that we have taken note of the statements made on behalf of the Government by the Government Commissioner at the meeting of our Governing Body in order to avoid any discussion as to the interpretation of our agreement ; from which statements it appears that the Government intends this co-operation to be effected without any change in the present position of the Technical Adviser, that is to say, in his position as established by the correspondence of March 4th and 10th and April 8th, 1931, between the Ministry of Finance, the National Bank and the Technical Adviser. In addition to specifying this point, which is embodied in the explanatory statement accompanying the text of the Agreement, the Minister of Finance will make a statement to the same effect in Parliament and will also produce the reply that will be made by the Roumanian National Bank in a letter which will define the significance of the decision reached at to-day's meeting of the Governing Body of the Bank.

I have the honour, etc.

(Signed) ANGELESCU,
Governor.

(Signed) CRISTESCU,
General Secretary.

To the Minister of Finance.

APPENDIX I.

LETTER DATED MARCH 4TH, 1931, FROM THE GOVERNING BODY OF THE NATIONAL BANK OF ROUMANIA TO THE ADVISER TO THE BANK.

I have the honour to communicate to you herewith a copy of our agreement with the Roumanian Government regarding the proposal it has made to you with reference to a biennial enquiry into the economic and financial situation of our country and, in particular, the results of the programme of development during 1932 and 1933.

We fully appreciate the excellent results of our fruitful collaboration, and are therefore very glad to learn that you have been good enough to undertake this duty and to assure you that you will receive our most cordial assistance.

(Signed) D. M. BURILEANU.

APPENDICE 2.

LETTRÉ ADRESSÉE, EN DATE DU 4 MARS 1931, PAR LA DIRECTION DE LA BANQUE NATIONALE DE ROUMANIE AU MINISTRE DES FINANCES.

J'ai l'honneur de vous confirmer que la Banque Nationale a pris connaissance du programme de développement de 1931, auquel elle donne son accord ainsi que nous vous l'avons déjà exprimé dans notre lettre N° 11233 du 17 février 1931.

La Banque Nationale est également d'accord qu'afin de donner une publicité internationale plus étendue aux résultats du programme de développement, le gouvernement invite une des personnalités qui ont déjà collaboré avec le gouvernement et nous-même, soit M. Rist ou M. Auboin, à se rendre en Roumanie deux ou trois fois par an pour rédiger un ou deux rapports pour chacune des années 1932 et 1933.

A cette fin, la Banque Nationale entend fournir à M. Rist ou à M. Auboin ainsi qu'à leur collaborateur adjoint toutes les communications et informations utiles. Attendu que le bureau de Monsieur le Conseiller technique qui existe actuellement à la Banque cessera de fonctionner à partir du 7 février 1932, la Banque Nationale mettra à leur disposition ses services et notamment le service des études qui leur procureront toutes les données dont ils pourraient avoir besoin pour remplir leur mission.

La Banque Nationale fera le meilleur accueil au collaborateur adjoint, lequel éventuellement pourrait être obligé de précéder les arrivées en Roumanie de M. Rist et de M. Auboin.

Il est bien entendu, Monsieur le Ministre, qu'en ce qui la concerne et dans les limites qui lui sont assignées par ses statuts et son fonctionnement normal, la Banque Nationale prêterait tout son concours pour la réussite du plan de développement ; elle poursuivra notamment comme elle l'a d'ailleurs fait jusqu'ici et avec la même énergie l'application intégrale des obligations qu'elle a assumées en vertu du plan et du programme de stabilisation de 1929.

(ss) D. M. BURILEANU.

APPENDICE 3.

LETTRÉ ADRESSÉE, EN DATE DU 10 MARS 1931, PAR LE CONSEILLER AUPRÈS DE LA BANQUE NATIONALE AU MINISTRE DES FINANCES DE ROUMANIE.

Afin de continuer à constater et à publier les progrès de la restauration monétaire et financière du pays, vous avez bien voulu me demander, au nom du gouvernement et d'accord avec la Banque Nationale, de vous donner ma collaboration après l'expiration de la période de trois ans prévue au programme de stabilisation, dans les conditions suivantes :

Après avoir constaté dans mon douzième rapport trimestriel comme conseiller technique, l'application de toutes les mesures prévues au programme de stabilisation j'accepterai de rédiger, encore pendant deux années, un ou deux rapports par an. Ces rapports, que je rédigerai à titre d'expert désigné par le gouvernement et la Banque Nationale, permettront de constater l'application et l'exécution, tant des mesures permanentes contenues dans le programme de stabilisation de 1929, que des dispositions du programme de développement de 1931 et seront publiées, comme précédemment, dans le bulletin de la Banque.

La Banque Nationale mettra, comme précédemment, à ma disposition, tous les moyens matériels de remplir ma mission et le service d'études de la Banque qui a été mis sous mon autorité pendant les trois premières années d'application du programme de stabilisation, restera à ma disposition dans les conditions dont je conviendrai avec la Banque.

APPENDIX 2.

LETTER DATED MARCH 4TH, 1931, FROM THE GOVERNING BODY OF THE NATIONAL BANK
OF ROUMANIA TO THE MINISTER OF FINANCE.

I have the honour to confirm that, the National Bank has noted the programme of development for 1931, with which it is in agreement, as we have already informed you in our letter No. 11233 of February 17th, 1931.

The National Bank also agrees that in order to give wider international publicity to the results of the programme of development, the Government should invite one of the persons who have already collaborated with the Government and ourselves — M. Rist or M. Auboin — to come to Roumania two or three times a year to prepare one or two reports for each of the years 1932 and 1933.

For this purpose the National Bank undertakes to supply M. Rist or M. Auboin and their assistant with all useful documents and information. As the Bureau of the Technical Adviser, which at present exists at the Bank, will cease working from February 7th, 1932, the National Bank will place its services at their disposal, and in particular the Investigation Service, which will obtain for them any data they may require for their work.

The National Bank will accord a sincere welcome to the assistant, who may have to take up his duties before the arrival in Roumania of M. Rist or M. Auboin.

As far as it is concerned and within the limits permitted by its statutes and its normal working, the National Bank will afford every assistance to promote the success of the plan of development. In particular, it will continue to carry out as zealously as in the past all the obligations it has assumed under the plan and the programme of stabilisation of 1929.

(Signed) D. M. BURILEANU.

APPENDIX 3.

LETTER DATED MARCH 10TH, 1931, FROM THE ADVISER TO THE NATIONAL BANK
TO THE ROUMANIAN MINISTER OF FINANCE.

With a view to continuing to ascertain and publish the progress made in the monetary and financial restoration of the country, you were good enough to request me, on behalf of the Government and in agreement with the National Bank, to afford you my assistance after the expiration of the period of three years, contemplated in the programme of stabilisation, on the following conditions :

After noting in my twelfth quarterly report as Technical Adviser the application of all the measures provided for in the programme of stabilisation, I shall undertake to draw up one or two reports a year for two years more. These reports, which I shall prepare as the expert appointed by the Government and the National Bank, will show the application and execution both of the permanent measures contained in the 1929 programme of stabilisation and of the provisions of the 1931 programme of development, and will be published as heretofore in the Bank's Bulletin.

The National Bank will, as before, furnish me with all material means of fulfilling my mission, and the Investigation Service of the Bank, which was placed under my authority during the first three years of the application of the stabilisation programme, will remain at my disposal on terms to be arranged by me with the Bank.

Le gouvernement et la Banque Nationale me donneront ainsi qu'au collaborateur adjoint que je désignerai pour m'aider dans ma mission, toutes communications et informations utiles. Je viendrai moi-même à Bucarest aussi souvent qu'il sera nécessaire pour me tenir en liaison avec le comité de direction de la Banque et le gouvernement et me mettre à même de rédiger utilement mes rapports.

Puisque vous estimez, Monsieur le Ministre, d'accord avec la Banque Nationale, qu'une collaboration ainsi définie peut être utile à l'œuvre de restauration monétaire et financière à laquelle le Gouvernement roumain et la Banque Nationale m'ont fait l'honneur de m'associer depuis 1929, je considère comme de mon devoir de vous donner, dans les conditions nouvelles définies ci-dessus et comme précédemment, tout mon concours.

Je serais heureux si je pouvais ainsi aider dans quelque mesure au développement de votre pays auquel m'attachent des liens de deux années de travail commun et de confiante collaboration.

(s) AUBOIN.

APPENDICE 4.

LETTRE ADRESSÉE, EN DATE DU 8 AVRIL 1931, PAR LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE NATIONALE
AU CONSEILLER AUPRÈS DE CETTE BANQUE.

Nous référant à nos lettres des 4 et 6 mars derniers, relatives à l'invitation que vous a adressée le gouvernement de venir en Roumanie de temps à autre après l'expiration de votre mandat de Conseiller technique pour rédiger pendant deux ans un ou deux rapports par an, et à la lettre du 10 mars dernier par laquelle le gouvernement vous a adressé cette invitation, nous avons l'honneur de vous confirmer que nous vous donnerons toutes facilités pour l'accomplissement de votre mission.

Il est entendu notamment que le service des études de la Banque, qui a été mis sous votre autorité pendant votre mission comme conseiller technique, restera à votre disposition et continuera à tenir les registres, à réunir les documents et à vous envoyer les informations que vous jugerez utiles.

Lorsque vous viendrez à Bucarest, ainsi que le collaborateur adjoint qui pourra vous accompagner ou vous précéder, nous vous donnerons toutes facilités matérielles et les locaux nécessaires.

Enfin, nous prenons envers vous, d'accord avec le gouvernement, pendant cette période de deux ans, les mêmes engagements financiers que nous avons pris par notre lettre du 18 février 1929 pendant votre mission de conseiller technique pour vous couvrir tant de vos honoraires et frais de séjours personnels, que de vos frais de voyage et de Secrétariat.

(s) C. ANGELESCU.

The Government and the National Bank will provide myself and the assistant whom I shall appoint to help me in my mission with all useful documents and information. I shall myself come to Bucharest as often as is necessary to keep in touch with the Governing Body of the Bank and the Government and to facilitate the preparation of my reports.

As you and the National Bank agree that the assistance thus specified may be useful for the work of monetary and financial restoration, with which the Roumanian Government and the National Bank have done me the honour of associating me since 1929, I feel it my duty to render you all the assistance in my power in these new conditions as in the past.

I should be glad if I could thus help to some degree in the development of your country to which I am bound by the ties of two years of work in common and of trusted collaboration.

(Signed) AUBOIN.

APPENDIX 4.

LETTER DATED APRIL 8TH, 1931, FROM THE GOVERNOR OF THE NATIONAL BANK TO THE ADVISER TO THE BANK.

With reference to our letters of March 4th and 6th last, relating to the Government's invitation to you to come to Roumania from time to time after the expiration of your term as Technical Adviser, to prepare one or two reports a year for two years, and to the letter of March 10th last in which the Government sent you this invitation, we have the honour to confirm that we will give you every facility in the performance of your work.

It is understood in particular that the Bank's Research Service, which was placed under your authority during your mission as Technical Adviser, will remain at your disposal and will continue to keep such registers, collect such documents and send you such information as you may deem desirable.

When you and the assistant who may accompany or precede you come to Bucharest, we will give you all material facilities and such office accommodation as you may require.

Lastly, during this period of two years, we will, in agreement with the Government, enter into the same financial engagements with you as in our letter of February 18th, 1929, during your mission as Technical Adviser, in order to cover both your personal fees and subsistence allowance and your travelling and secretarial expenses.

(Signed) C. ANGELESCU.

N° 3194.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET GRÈCE**

Traité d'extradition, signé à Athènes,
le 6 mai 1931, et échange de notes
y relatif, de la même date.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND GREECE**

Treaty of Extradition, signed at
Athens, May 6, 1931, and Ex-
change of Notes relating thereto
of the same date.

TEXTE GREC. — GREEK TEXTE.

Νº 3194. — ΣΥΝΘΗΚΗ ¹ ΕΚΔΟΣΕΩΣ
ΕΓΚΛΗΜΑΤΙΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙ-
ΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΚΑΙ ΤΩΝ ΗΝΩΜΕ-
ΝΩΝ ΠΟΛΙΤΕΙΩΝ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ, ΥΠΟ-
ΓΡΑΦΕΙΣΑ ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ, ΤΗΝ 6^{ην} ΜΑΙΟΥ,
1931.

*Textes officiels grec, anglais et français, com-
muniés par le délégué permanent de la
République hellénique auprès de la Société des
Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu
le 27 mai 1933.*

*Ce traité a été transmis au Secrétariat par le
« Department of State » du Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique, le 15 février 1933.*

Ἡ Ἑλλάς καὶ αἱ Ἠνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμε-
ρικῆς ἐπιθυμοῦσαι νὰ ἐξυπηρετήσωσι τὴν ἐννοίαν
τῆς Δικαιοσύνης, ἀπεφάσισαν ὅπως συνάψωσι
Συνθήκην περὶ ἐκδόσεως τῶν διαφυγόντων τὴν
ἀσχητὴν τῆς ποινικῆς Δικαιοσύνης προσώπων καὶ
πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον διώρισαν τοὺς κάτωθι
πληρεξουσίους.

Οὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας :

Τὸν Κύριον Ἀνδρέαν Μιχαλακόπουλον, Ἀντι-
πρόεδρον τῆς Κυβερνήσεως, Ὑπουργὸν ἐπὶ
τῶν Ἐξωτερικῶν.

Οὁ Πρόεδρος τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμε-
ρικῆς :

Τὸν Κύριον Ρόμπερτ Πέετ Σκίννερ, Ἐκτακτον
ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργὸν
τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς,
ἐν Αἰθῆραις,

οἵτινες, ἀνακοινώσαντες ἀλλήλοις τὰ πληρεξού-
σια αὐτῶν ἔγγραφα, εὗρεθέντα ἐν τάξει καὶ κατὰ

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washing-
ton, le 1^{er} novembre 1932.

No. 3194. — TREATY ¹ OF EXTRA-
DITION BETWEEN THE UNI-
TED STATES OF AMERICA AND
THE HELLENIC REPUBLIC.
SIGNED AT ATHENS, MAY 6,
1931.

*Greek, English and French official texts com-
municated by the Permanent Delegate of the
Hellenic Republic accredited to the League of
Nations. The registration of this Treaty took
place May 27, 1933.*

*This Treaty was transmitted to the Secretariat
by the Department of State of the Government
of the United States of America, February 15,
1933.*

THE UNITED STATES OF AMERICA and GREECE,
desiring to promote the cause of justice, have
resolved to conclude a treaty for the extradition
of fugitives from justice between the two
countries and have appointed for that purpose
the following Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF
AMERICA :

Mr. Robert Peet SKINNER ; Envoy Extra-
ordinary and Minister Plenipotentiary of the
United States of America at Athens ;
and

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

Mr. Andreas MICHALAKOPOULOS, Vice Pre-
sident of the Government, Minister for
Foreign Affairs ;

Who, having communicated to each other
their respective full powers, found to be in

¹ The exchange of ratifications took place at
Washington, November 1st, 1932.

τοὺς ἀπαιτούμενους τύπους, συμφώνησαν ἐπὶ τῶν ἐπομένων ἀρθρῶν :

good and due form, have agreed upon and concluded the following articles :

Ἄρθρον 1.

Article 1.

Συμφωνεῖται ὅπως ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Κυβέρνησις τῶν Ἑνωμένων Πολιτειῶν παραδίδωσιν, κατ' αἴτησιν ὑποβαλλομένην συμφώνως πρὸς τὰς ὑπὸ τῆς παρουσίας Συνθήκης ὀριζόμενας διατυπώσεις, πᾶν πρόσωπον κατηγορούμενον ἢ καταδικασθέν ἐπὶ τινι τῶν ἐν τῷ ἀρθρῷ 2 τῆς παρουσίας Συνθήκης εἰδικῶς ὀριζομένων ἐγκλημάτων ἢ πλημμελημάτων, τελεσθέντι ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς δικαιοκρατικῆς ἀρμοδιότητος ἐνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καὶ καταφυγόν ἢ ἀναζαλυφθέν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου. Ἡ ἐκδοσις ἐν τοῦτοις δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιηθῇ παρὰ ἐφ' ὅσον κατὰ τοὺς νόμους τῆς χώρας εἰς ἣν ἀνεκαλύφθη ὁ διωκόμενος, ὀφίστανται ἀρκεταὶ ἀποδείξεις ἐνοχῆς δικαιολογεῖσθαι τὴν σύλληψιν καὶ τὴν εἰς δικὴν παραιπομπὴν αὐτοῦ εἰς τὴν περίπτωσιν κατ' ἣν τὸ ἐγκλημα ἢ πλημμέλημα διεπράττετο ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς χώρας ταύτης.

It is agreed that the Government of the United States and the Government of Greece shall, upon requisition duly made as herein provided, deliver up to justice any person, who may be charged with, or may have been convicted of, any of the crimes or offences specified in Article II of the present Treaty, committed within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties, and who shall seek an asylum or shall be found within the territories of the other; provided that such surrender shall take place only upon such evidence of criminality, as according to the laws of the place where the fugitive or person so charged shall be found, would justify his apprehension and commitment for trial if the crime or offence had been there committed.

Ἄρθρον 2.

Article 2.

Ἐκδίδονται, κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρουσίας Συνθήκης, τὰ άτομα τὰ διωκόμενα ἢ καταδικασθέντα δι' ἓν τῶν ἐπομένων ἐγκλημάτων ἢ πλημμελημάτων :

Persons shall be delivered up according to the provisions of the present Treaty, who shall have been charged with or convicted of any of the following crimes or offences :

(1) Φόνον (τοῦ ὅρου συμπεριλαμβανόντος καὶ τὰ ἐγκλήματα τῆς πυτροκτονίας, φαρμακείας καὶ παιδοκτονίας), ἀναίρεσιν.

(1) Murder, (including crimes designated by the terms parricide, poisoning, infanticide, manslaughter when voluntary).

(2) Τραύματα καὶ σωματικὰς βλάβας ἐκ προθέσεως καὶ προμελέτης.

(2) Malicious wounding or inflicting grievous bodily harm with premeditation.

(3) Βιαισμὸν, ἀμβλωσιν, ἐνόχους σχέσεις μετὰ παιδίων κάτω τῶν δέκα πέντε ἐτῶν.

(3) Rape, abortion, carnal knowledge of children under the age of fifteen years.

(4) Ἀπαγωγὴν καὶ παράνομον κατακράτησιν γυναικῶν ἢ νεανίδων ἐπ' ἀνηθικῇ σκοπῇ.

(4) Abduction or detention of women or girls for immoral purposes.

(5) Διγαμίαν.

(5) Bigamy.

(6) Ἐμπρησμὸν ἐκ προθέσεως.

(6) Arson.

(7) Παράνομον καὶ ἐκ προθέσεως καταστροφὴν ἢ ἔμφραξιν σιδηροδρομικῶν γραμμῶν συνεπαγομένης κίνδυνον θανάτου.

(7) Wilful and unlawful destruction or obstruction of railroads, which endangers human life.

(8) Ἐγκλήματα τελεσθέντα κατὰ θάλασσαν :

(α') Πειρατείαν, ὡς αὕτη κοινῶς ἀναγνωρίζεται καὶ καθορίζεται ἀπὸ τὰ διεθνῆ νόμιμα ἢ τοὺς νόμους.

(β') Ἐκ προθέσεως καταβύθυσιν ἢ καταστροφήν πλοίου ἐν θαλάσῃ ἢ ἐπὶ τούτοις ἀπόπειραν.

(γ') Ἐξέγερσιν, συννομασίαν δύο ἢ πλειοτέρων μελῶν τοῦ πληρώματος ἢ ἄλλων ἐπιβατῶν πλοίου ἐν ἀνοικτῇ θαλάσῃ, ἀποσκοποῦσαν εἰς στάσιν κατὰ τοῦ πλοιάρχου ἢ διοικητοῦ τοῦ πλοίου ἢ εἰς κατὰληψιν τοῦ πλοίου δόλῳ ἢ βίᾳ.

(δ') Ἐπίθεσιν ἐπὶ πλοίου ἐν ἀνοικτῇ θαλάσῃ ἐπὶ τῷ σκοπῷ βιαιοπραγίας καὶ τραυματίων.

(9) Κλοπὴν διὰ ῥήξεως.

(10) Ἐξοδὸν διὰ ῥήξεως ἐντὸς γραφείων ἀνηκόντων εἰς τὸ Κράτος καὶ δημοσίας ἀρχὰς ἢ ἀνηκόντων εἰς τραπεζάς, πιστωτικὰ ἰδρύματα, ταμιευτήρια, ταμεία παρακαταθηκῶν, ασφαλιστικὰς ἢ ἄλλας ἐταρείας, ὡς ἐτίσης καὶ ἐντὸς ἄλλων κτιρίων μὴ χρησιμοποιοιμένων πρὸς κατοικίαν, ἐπὶ τῷ σκοπῷ διαπράξεως ἀξιοποιῶντων πράξεων.

(11) Κλοπὴν.

(12) Πλαστογραφίαν καὶ ἐν γνώσει χρῆσιν πλαστῶν ἐγγράφων.

(13) Παραποίησιν ἢ πλαστογραφίαν ἐπισημῶν πράξεων (ἐγγράφων) τῶν Κυβερνήσεων ἢ τῶν δημοσίων ἀρχῶν, συμπεριλαμβανομένων τῶν δικαιοτηρίων, ὡς ἐπίσης καὶ ἔκδοσιν ἢ δολίαν χρῆσιν τοιούτων ἐγγράφων.

(14) Παραχάραξιν ἢ κιβδηλείαν μεταλλικῶν χαρτίνων νομισμάτων, κατασκευὴν ψευδῶν τίτλων ἢ μερισματαποδείξεων δημοσίου χρέους ἐκδοθέντων ὑπὸ τῆς Κεντρικῆς Κυβερνήσεως, τῶν πολιτειακῶν, ἐπαρχιακῶν, διαμερισματικῶν, τοπικῶν ἢ δημοτικῶν Κυβερνήσεων, τραπεζογραμματίων ἢ ἄλλων μέσων δημοσίας πίστεως, παραποίησιν σφραγίδων, ἐνσήμων, μητρῶν, καὶ σημάτων τοῦ Κράτους ἢ τῆς Διοικήσεως καὶ ἔκδοσιν, θέσιν εἰς κυκλοφορίαν καὶ δολίαν χρῆσιν τῶν προαναφερθέντων ἀντικειμένων.

(8) Crimes committed at sea :

(a) Piracy, as commonly known and defined by the law of nations, or by statute ;

(b) Wrongfully sinking or destroying a vessel at sea or attempting to do so ;

(c) Mutiny or conspiracy by two or more members of the crew or other persons on board of a vessel on the high seas, for the purpose of rebelling against the authority of the Captain or Commander of such vessel, or by fraud or violence taking possession of such vessel ;

(d) Assault on board ship upon the high seas with intent to do bodily harm.

(9) Burglary.

(10) The act of breaking into and entering the offices of the Government and public authorities, or the offices of banks, banking houses, savings banks, trust companies, insurance, and other companies, or other buildings not dwellings with intent to commit a felony therein.

(11) Robbery.

(12) Forgery or the utterance of forged papers.

(13) The forgery or falsification of the official acts of the Government or public authority, including Courts of Justice, or the uttering or fraudulent use of any of the same.

(14) The fabrication of counterfeit money, whether coin or paper, counterfeit titles or coupons of public debt, created by National, State, Provincial, Territorial, Local or Municipal Governments, bank notes or other instruments of public credit, counterfeit seals, stamps, dies and marks of State or public administrations, and the utterance, circulation or fraudulent use of the above-mentioned objects.

(15) Ἰδιοποιήσιν ἢ ἐγκληματικὴν διασπάθισιν χρημάτων διαπραχθεῖσαν ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς δικαστηριακῆς ἀρμοδιότητος τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν ὑπὸ δημοσίων ὑπαλλήλων ἢ θεματοφυλάκων ὡσάκως τὸ ποσὸν ὑπερβαίνει τὰ διακόσια δολλάρια ἢ ἀνάλογον ποσὸν εἰς ἑλληνικὸν νόμισμα.

(16) Ἰδιοποιήσιν διαπραχθεῖσαν παρ' ἐνὸς ἢ πλειόνων μισθωτῶν ἢ ἡμερομισθίων προσώπων ἢ ὑπαλλήλων ἐπὶ ζημίᾳ τῶν ἐργοδοτῶν ἢ προέσταμένων αὐτῶν, εἰς ἃς περιπτώσεις ἢ πράξεις ἐπισύρει φυλάκισιν ἢ ἄλλην στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας ποινὴν κατὰ τοῦ νόμου τῶν δύο χωρῶν καὶ ὡσάκως τὸ ποσὸν τῆς ιδιοποιήσεως ὑπερβαίνει τὰ διακόσια δολλάρια ἢ ἀνάλογον ποσὸν εἰς ἑλληνικὸν νόμισμα.

(17) Ἀπαγωγὴν ἀνηλίκων ἢ ἐνηλίκων, τοῦ ὅρου ὑποδηλοῦντος τὸ γεγονός τῆς ἀπομαχρύνσεως ἢ ἀποκρύψεως ἐνὸς ἢ πλειόνων προσώπων ἐπὶ τῶν σκοπῶν ὅπως ἀποσπασθῶσιν χρήματα ἢ ἀξίαι εἴτε παρὰ τῶν προσώπων τούτων εἴτε παρὰ τῶν οἰκογενειῶν αὐτῶν εἴτε παρ' οἰουδήποτε ἄλλου προσώπου ἢ προσώπων, ἢ ἐπὶ οἰαδήποτε ἄλλῃ παρανόμῳ προθέσει.

(18) Μικροκλοπὰς, τοῦ ὅρου περιλαμβανοντος ἰδίως τὴν κλοπὴν ἀντικειμένων, κινητῶν πραγμάτων ἢ εἰδῶν, ἀξίας κατ' ἐλάχιστον ὅριον εἴκοσι πέντε δολλαρίων ἢ ἀναλόγου ἀξίας εἰς ἑλληνικὸν νόμισμα.

(19) Τὸ γεγονός τοῦ ἐπιτυγχάνειν, ὑπὸ ψευδῇ προσήματι τὴν παράδοσιν εἰδῶν, ἀξιῶν, τίτλων ἢ ἄλλων ἀντικειμένων ἐν γνώσει ὅτι ταῦτα ἐκτήθησαν παρανόμως, ἐφ' ὅσον τὸ χρηματικὸν ποσὸν ἢ ἡ ἀξία τῶν οὕτω κτηθέντων ἢ ληφθέντων ὑπερβαίνει διακόσια δολλάρια ἢ ἀνάλογον ποσὸν εἰς ἑλληνικὸν νόμισμα.

(20) Ψευδομαρτυρίαν.

(21) Ἀπάτην ἢ ὑπεξαίρεσιν ἐκ μέρους θεματοφύλακος, τραπεζίτου, πράκτορος, κομιστοῦ, καταπιστευματοδόχου, ἐκτελεστοῦ, διαχειριστοῦ, ἐπιτρόπου, διευθυντοῦ ἢ ἀξιωματοῦχου ἐταιρείας ἢ ἐνώσεως ἢ ἐκ μέρους πρὸς αὐτοῦ κατέχοντος θέσιν καταπιστευμα-

(15) Embezzlement or criminal malversation committed within the jurisdiction of one or the other party by public officers or depositaries, where the amount embezzled exceeds two hundred dollars or Greek equivalent.

(16) Embezzlement by any persons hired salaried, or employed to the detriment of their employers or principals, when the crime or offence is punishable by imprisonment or other corporal punishment by the laws of both countries, and where the amount embezzled exceeds two hundred dollars or Greek equivalent.

(17) Kidnapping of minors or adults, defined to be the abduction or detention of a person or persons, in order to exact money from them, their families or any other person or persons or for any other unlawful end.

(18) Larceny, defined to be the theft of effects, personal property, or money, of the value of twenty-five dollars or more, or Greek equivalent.

(19) Obtaining money, valuable securities or other property by false pretenses, or receiving any money, valuable securities or other property knowing the same to have been unlawfully obtained, where the amount of money or the value of the property so obtained, or received exceeds two hundred dollars or Greek equivalent.

(20) Perjury.

(21) Fraud or breach of trust by a bailee, banker, agent, factor, trustee, executor, administrator, guardian, director or officer of any company or corporation, or by any one in any fiduciary position, where the amount of money or the value of the

τιχοῦ χαρακτήρος, ἐφ' ὅσον τὸ μέγεθος τοῦ ποσοῦ ἢ ἡ ἀξία τῶν ιδιοποιηθευσάντων ἀντικειμένων ὑπερβαίνει διακόσια δολλάρια ἢ ἀνάλογον ποσόν εἰς ἑλληνικὸν νόμισμα.

(22) Ἐγκλημα ἢ πλημμέλημα διὰ παράβασιν τῶν νόμων ἀμφοτέρων τῶν χωρῶν, τῶν ἀφορώντων τὴν κατάργησιν δουλείας καὶ τῆς σωματεμπορίας.

(23) Ἐκουσίαν ἐγκατάλειψιν (ἐκθεσιν ἢ ἄρνησιν ἱκανοποιήσεως τῶν ἀναγκῶν παίδων ἀνηλίκων ἢ ἀνατεθειμένων τῷ ἐγκληματίᾳ, ἢ ἄλλων προσώπων ἀνατεθειμένων αὐτῷ, ἐφ' ὅσον τὸ ἐγκλημα ἢ ἡ παράβασις τιμωρεῖται ὑπο τῶν νόμων ἀμφοτέρων τῶν χωρῶν.

(24) Δωροδοκίαν.

(25) Ἐγκλήματα ἢ πλημμελήματα ἐκ τῶν περὶ χρεωκοπίας νόμων.

(26) Ἐγκλήματα ἢ πλημμελήματα ἐκ τῶν περὶ ἐμπορίου τῶν ναρκωτικῶν νόμων.

(27) Ἡ ἐκδοσις παρέχεται ἐπίσης διὰ συνεργεῖαν πρὸ ἢ μετὰ τὴν πρᾶξιν ἐπὶ τινε τῶν προαναφερθέντων ἐγκλημάτων ἢ πλημμελημάτων ἢ ἐπὶ οἰαδήποτε ἀποπειρᾷ ἐκτελέσεως ἐνὸς ἐκ τῶν εἰρηγμένων ἐγκλημάτων ἢ πλημμελημάτων. Ἐν τούτοις, ἡ ἐκδοσις διὰ συνεργεῖαν ἢ ἀπόπειραν θὰ παρέχεται εἰς ἣν περίπτωσιν πρόκειται περὶ διωχομένου προσώπου, μόνον ἐάν τὸ ἀνώτατον ὄριον τῆς προβλεπομένης ποινῆς εἴναι δύο ἔτη ἢ πλεόν καὶ εἰς ἣν περίπτωσιν πρόκειται περὶ καταδίκου, μόνον ἐάν ἡ ἀπαγγελλοῦσα ποινὴ ὑπὸ τῶν δικαστηρίων τοῦ ἐκζητοῦντος Κράτους εἶναι ἑξ μηνῶν ἢ πλεόν.

* Ἀρθρον 3.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συνθήκης δὲν συνἐπάγονται το δικαίωμα, ὅπως ζητεῖται ἡ ἐκδοσις δι' ἐγκλήματα ἢ πλημμελήματα πολιτικοῦ χαρακτήρος ἢ συναφεῖς πρὸς τοιούτα πράξεις οὐδὲν δὲ πρόσωπον ἐκδοθῆν ὑφ' ἑκατέρου ἢ πρὸς ἑκάτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, δυνάμει τῆς παρούσης Συνθήκης, θὰ δύναται νὰ δικαιοσύνη ἢ τιμωρηθῇ δι' ἐγκλημα ἢ πλημμέλημα πολιτικῆς φύσεως ἐπιτελεσθῆν πρὸ τῆς ἐκδόσεως αὐτοῦ. Τὸ ἐκδίδον Κράτος καὶ τὰ δικαστήρια τοῦ Κράτους τούτου ἀποφαίνονται ἐάν τὸ ἐγκλημα ἢ

property misappropriated exceeds two hundred dollars or Greek equivalent.

(22) Crimes and offences against the laws of both countries for the suppression of slavery and slave trading.

(23) Wilful desertion or wilful non-support of minor or dependent children, or of other dependent persons, provided that the crime or offence is punishable by the laws of both countries.

(24) Bribery.

(25) Crimes or offences against the bankruptcy laws.

(26) Crimes or offences against the laws for the suppression of traffic in narcotics.

(27) Extradition shall also take place for participation in any of the crimes or offences before mentioned as an accessory before or after the fact, or in any attempt to commit any of the aforesaid crimes or offences. However, extradition for participation or attempt will be accorded in the case of a suspected person only if the maximum of the possible punishment is two years or more, and, in the case of one condemned only if the sentence pronounced by the jurisdiction of the demanding State is six months or more.

Article 3.

The provisions of the present Treaty shall not import a claim of extradition for any crime or offence of a political character, nor for acts connected with such crimes or offences and no person surrendered by or to either of the High Contracting Parties in virtue of this Treaty shall be tried or punished for a political crime or offence committed before his extradition. The State applied to, or courts of such State, shall decide whether the crime or offence is of a political character. When the offence charged comprises the act either of murder or assassina-

τὸ πλημμέλημα εἶναι ἢ ὄχι πολιτικοῦ χαρακτήρος. Ἐὰν ἡ κατηγορία ἀφορᾷ φόνον, ἀναίρεσιν ἢ φαρμακείαν τετελεσμένα ἢ ἀποπειρουθέντα, τὸ γεγινὸς ὅτι τὸ ἐγκλημα ἐστρέφεται κατὰ τῆς ζωῆς τοῦ ἀνωτάτου Ἀρχοντος ἢ τοῦ Ἀρχηγοῦ ξένου Κράτους ἢ κατὰ τῆς ζωῆς ἐνὸς οἰουδήποτε ἐκ τῶν μελῶν τῆς οἰκογενείας τοῦ δὲν θέλει θεωρηθῆαι ἐπαρκὲς διὰ τὸν χαρακτήρισμόν τοῦ ἐγκλήματος ἢ πλημμελήματος τούτου. ὡς ἔχοντος πολιτικὸν χαρακτήρα, ἢ ὡς πράξεως συναφούς πρὸς ἐγκλημα ἢ πλημμέλημα πολιτικοῦ χαρακτήρος.

Ἄρθρον 4.

Οὐδεὶς δύναται νὰ δικασθῇ δι' ἐγκλημα ἢ πλημμέλημα διαπραχθὲν πρὸ τῆς ἐκδόσεως, ἄλλο ἀπὸ ἐκεῖνο τὸ ὁποῖον ἐδικαιολόγησε τὴν ἐκδοσίν του, ἐκ-ὅς ἐάν ἦτο ἐλεύθερος ἐπὶ ἓνα μῆνα νὰ κατ-λίπῃ τὴν χώραν, μετὰ τὴν ἐκδίχασιν ἢ, ἐν περιπτώσει καταδίκης, μετὰ τὴν ἐκτίσιν τῆς ποινῆς ἢ τὴν παροχὴν χάριτος.

Ἄρθρον 5.

Ἐγκληματίας φυγὰς δὲν δύναται νὰ ἐκδοθῇ ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συνθήκης, ἐὰν λόγῳ παραγραφῆς ἢ δι' οἰονδήποτε ἄλλην νόμιμον αἰτίαν, κατὰ τοὺς νόμους εἴτε τοῦ εἰς ἐκδοσὶν καλουμένου εἴτε τοῦ ἐκζητούντος Κράτους, διαφεύγῃ τὴν δίωξιν ἢ τὴν ποινὴν τὴν ὁποίαν ἐπισύρει τὸ ἐγκλημα διὰ τὸ ὁποῖον ζητεῖται ἡ ἐκδοσις.

Ἄρθρον 6.

Ἐὰν ὁ φυγὰς ἐγκληματίας οὕτως ζητεῖται ἢ ἐκδοσις συμφώνως πρὸς τὰς προηγουμένας διατάξεις, διατελεῖ ὑπὸ δίωξιν δι' ἐγκλημα ἢ πλημμέλημα τελεσθὲν ἐν τῇ χώρᾳ ὅπου κατέφυγεν, εἴτε ἀποφυλακισμένος ἐπὶ ἐγγυήσει εὐρίσκειται εἴτε ἐν τῇ φυλακῇ, ἢ ἐὰν κατεδικάσθῃ ἤδη διὰ τὴν ἀνωτέρω αἰτίαν, ἡ ἐκδοσις αὐτοῦ δύναται νὰ ἀναβληθῇ μέχρι πέρατος τῆς διεξαγομένης δίχης καὶ μέχρις ὅτου ἀπολυθῇ τῶν φυλακῶν συμφώνως τῷ νόμῳ.

Ἄρθρον 7.

Ἐὰν ὁ φυγὰς ἐγκληματίας ὁ ἐκζητούμενος ὑφ' ἐνὸς τῶν μερῶν τῆς παρούσης Συνθήκης, ἐκζητεῖται ἐπίσης ὑφ' ἐνὸς ἢ πλείονων ἄλλων Κρατῶν δύναται διατάξεων συνθηκῶν δι' ἐγκλήματα ἢ

tion or of poisoning, either consummated or attempted, the fact that the offence was committed or attempted against the life of the Sovereign or Head of a foreign State, or against the life of any member of his family, shall not be deemed sufficient to sustain that such crime or offence was of a political character, or was an act connected with crimes or offences of a political character.

Article 4.

No person shall be tried for any crime or offence committed prior to his extradition, other than that for which he was surrendered, unless he has been at liberty for one month after having been tried, to leave the country, or, in case of conviction, for one month after having suffered his punishment or having been pardoned.

Article 5.

A fugitive criminal shall not be surrendered under the provisions hereof, when, from lapse of time or other lawful cause, according to the laws of either the surrendering or the demanding country, the criminal is exempt from prosecution or punishment for the offence for which the surrender is asked.

Article 6.

If a fugitive criminal whose surrender may be claimed pursuant to the stipulations hereof be actually under prosecution, out on bail or in custody, for a crime or offence committed in the country where he has sought asylum, or shall have been convicted thereof, his extradition may be deferred until such proceedings be determined, and until he shall have been set at liberty in due course of law.

Article 7.

If a fugitive criminal claimed by one of the two parties hereto, shall be also claimed by one or more powers pursuant to treaty provisions, on account of crimes or offences committed

πλημμελήματα τελεσθέντα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς δικαστηριακῆς ἀρμοδιότητος αὐτῶν, θὰ παραδοθῇ οὗτος εἰς τὸ Κράτος ἐκεῖνο τοῦ ὁποίου ἐφθασεν πρώτη ἢ αἰτήσεις, ἐκτὸς ἐὰν αὕτη ἀποσυρθῇ. Τὸ παρὸν ἄρθρον δὲν ἐπηρεάζει τὰς ὑπὸ τινος τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἐχούσας πρότερον συν-αφθῇ συνθήκας μετ' ἄλλων Κρατῶν.

Ἄρθρον 8.

Ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παρουσῆς Συνθήκης οὐδὲν τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὑποχρεοῦται νὰ ἐκδίδῃ τοὺς ἰδίους αὐτοῦ ὑπηκόους, πλὴν τῆς περιπτώσεως κατ' ἣν ἡ ὑπηκοότης κτᾶται μετὰ τὴν τέλεσιν τοῦ ἐγκλήματος διὰ τὸ ὁποῖον ζητεῖται ἡ ἐκδοσις. Τὸ εἰς ἐκδοσιν καλούμενον Κράτος ἀποφασίζει περὶ τοῦ ἐὰν τὸ ἐκζητούμενον πρόσωπον εἶναι ὑπηκοὸς αὐτοῦ.

Ἄρθρον 9.

Τὰ ἐξοδα μεταφορᾶς τοῦ ἐκζητουμένου βαρύνουσι τὴν αἰτουμένην τὴν ἐκδοσιν Κυβέρνησιν. Οἱ ἀρμόδιοι δικαστικοὶ ὑπάλληλοι τῆς χώρας ἐν τῇ ὁποίᾳ διενεργεῖται ἡ διαδικασία τῆς ἐκδόσεως ὑποχρεοῦνται ὅπως βοηθῶσιν διὰ πάντων τῶν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῶν νομίμων μέσων, τοὺς ὑπαλλήλους τῆς αἰτουμένης τὴν ἐκδοσιν Κυβερνήσεως ἐνώπιον τῶν οἰκείων δικαστῶν καὶ δικαστικῶν ὑπαλλήλων. Ἀπὸ τὴν αἰτουμένην τὴν ἐκδοσιν Κυβέρνησιν οὐδὲν ἄλλο θέλει ζη-εῖσθαι πλὴν τῶν προ τῆς ἐκδόσεως ἐξόδων διατροφῆς καὶ οἰκήσεως τοῦ φυγάδος, τῶν προκληθέντων ἐκ τῆς συλλήψεως, κρατήσεως, ἀνακρίσεως, καὶ παραδόσεως αὐτοῦ, συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Συνθήκην. Ὑπονοεῖται μὲν ὅλα ταῦτα ὅτι πᾶς ὑπάλληλος τοῦ εἰς ἐκδοτὴν καλουμένου Κράτους, ὅστις παρέσχε τὴν συνδρομὴν του καὶ ὁ ὁποῖος κατὰ τὴν συνήθη ἀσχασιν τῶν καθηκόντων του δὲν λαμβάνει μισθὸν ἢ ἀμοιβὴν ἄλλην ἐξαιρέσει τῶν καθοριζομένων δικαιωμάτων διὰ προσενηχεθείσας ὑπηρεσίας, θὰ ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ παρὰ τῆς ἐκζητούσης Κυβερνήσεως τὰ συνήθη δικαιώματα διὰ τὰς πράξεις ἢ ὑπηρεσίας παρασχεθείσας ὑπ' αὐτοῦ, ὑπὸ τοὺς ἰδίους ὅρους καὶ εἰς τὸ ἴδιον ποσὸν ὥσάν αἱ πράξεις ἢ ὑπηρεσίαι νὰ παρεσχέθησαν κατὰ τὴν διάρκειαν συνήθους ποινικῆς διώξεως ἰσχυομένης συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους τῆς χώρας τῆς ὁποίας εἶναι ὑπάλληλος.

within their jurisdiction, such criminal shall be delivered to that State whose demand is first received unless the demand is waived. This article shall not affect such treaties as have previously been concluded by one of the contracting parties with other States.

Article 8.

Under the stipulations of this Treaty, neither of the High Contracting Parties shall be bound to deliver up its own citizens, except in cases where such citizenship has been obtained after the perpetration of the crime for which extradition is sought. The State appealed to shall decide whether the person claimed is its own citizen.

Article 9.

The expense of transportation of the fugitive shall be borne by the government which has preferred the demand for extradition. The appropriate legal officers of the country where the proceedings of extradition are had, shall assist the officers of the government demanding the extradition before the respective judges and magistrates, by every legal means within their power; and no claim other than for the board and lodging of a fugitive prior to his surrender, arising out of the arrest, detention, examination and surrender of fugitives under this treaty, shall be made against the government demanding the extradition; provided, however, that any officer or officers of the surrendering government giving assistance, who shall, in the usual course of their duty receive no salary or compensation other than specific fees for services performed, shall be entitled to receive from the government demanding the extradition the customary fees for the acts or services performed by them in the same manner and to the same amount as though such acts or services had been performed in ordinary criminal proceedings under the laws of the country of which they are officers.

Ἀρθρον ΙΟ.

Article 10.

Πάν ἀντικείμενον εὑρεθὲν κατὰ τὴν στιγμήν τῆς συλλήψεως εἰς τὴν κατοχὴν τοῦ φυγάδος ἐγκληματίου, εἴτε τοῦτο εἶναι προῖον τοῦ ἐγκλήματος ἢ πλημμελήματος εἴτε δύναται νὰ χρησιμεύσῃ ὡς πειστήριον, θα παραδοθῇ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ θύνατοῦ συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἐτέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ταυτοχρόνως μετὰ τοῦ ἐνόχου κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐκδόσεως. Τὰ δικαιώματα ἐν τούτοις τὰ ὁποῖα ἠδύναντο νὰ ἔχῃσι τριτοὶ ἐπὶ τῶν ἐν λόγῳ ἀντικειμένων θὰ παραμένωσι δεόντως σεβαστά.

Everything found in the possession of the fugitive criminal at the time of his arrest, whether being the proceeds of the crime or offence, or which may be material as evidence in making proof of the crime, shall so far as practicable according to the laws of either of the High Contracting Parties, be delivered up with his person at the time of surrender. Nevertheless, the rights of a third party with regard to the articles referred to, shall be duly respected.

Ἀρθρον ΙΙ.

Article 11.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συνθήκης ἀφαρμόζονται ἐφ' ὅλων τῶν ἐδαφῶν, οἰκισθέντων καὶ ἂν εἶναι ἡ γεωγραφικὴ αὐτῶν θέσις, τὰ ὁποῖα ἀνήκουσιν εἰς τὸ ἐν ἢ τὸ ἕτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἢ ἔχουσι καταληφθῇ ὑπ' αὐτῶν ἢ διατελοῦσιν ὑπὸ τὸν ἑλεγχον αὐτῶν, ἐφ' ὅσον διαρκεῖ ἡ κατοχὴ αὐτῇ ἢ ὁ ἑλεγχος.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to all territory wherever situated, belonging to either of the High Contracting Parties or in the occupancy and under the control of either of them, during such occupancy or control.

Αἱ αἰτήσεις ἐκδόσεως φυγάδων ἐγκληματιῶν θὰ γίνωνται ὑπὸ τῶν οἰκείων διπλωματικῶν πρακτόρων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, εἰς ἃς δὲ περιπτώσεις οἱ πράκτορες οὗτοι ἀπουσιάζουσιν ἐκ τῆς χώρας ἢ ἡ αἴτησις ἐκδόσεως ἀφορᾷ πρόσωπον εὐνοσκόμενον εἰς τι ἐκ τῶν ἐδαφῶν τῆς προηγουμένης παραγράφου ἄλλο ἢ ἡ Ἑλλάς ἢ αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι, αἱ αἰτήσεις θὰ γίνωνται ὑπὸ ἀνωτέρων προξενικῶν ὑπαλλήλων.

Requisitions for the surrender of fugitives from justice shall be made by the respective diplomatic agents of the High Contracting Parties. In the event of the absence of such agents from the country or where extradition is sought from territory included in the preceding paragraphs, other than the United States or Greece, requisitions may be made by superior consular officers.

Ἡ σύλληψις τοῦ φυγάδος ἐγκληματίου πραγματοποιεῖται συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους τοῦ εἰς ἐκδοσιν καλουμένου Κράτους, ἐὰν δὲ μετ' ἐξέτασιν ἀποφασισθῇ συμφώνως τῷ νόμῳ καὶ ταῖς ἀποδείξεσιν ὅτι ἡ ἐκδοσις πρέπει νὰ παρασχεθῇ, κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συνθήκης ὁ φυγάς ἐγκληματίας ἐκδίδεται συμφώνως πρὸς τὰς διατυπώσεις τὰς ὀριζόμενας ὑπὸ τοῦ οἰκείου νόμου ἐν προκειμένῳ.

The arrest of the fugitive shall be brought about in accordance with the laws of the respective countries, and if after an examination, it shall be decided, according to the law and the evidence, that extradition is due pursuant to this treaty the fugitive shall be surrendered in conformity to the forms of law prescribed in such cases.

Τὸ προσωρινῶς συλληφθὲν πρόσωπον θέλει ἀπολύεσθαι ἐὰν ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς συλλήψεώς του ἐν Ἑλλάδι, ἢ τῆς φυλακισέως του ἐν ταῖς Ἡνωμέναις Πολιτεῖαις δὲν γίνῃ ὑπὸ τοῦ ὡς εἴρηται διπλωματικοῦ πράκτορος τοῦ ἐκζητούντος Κράτους ἢ ἐν ἀπουσίᾳ τούτου ὑπὸ τοῦ προξενικοῦ ὑπαλλήλου τοῦ εἰρημένου Κράτους ἢ ἐπίσημος αἴτησις ἐκδόσεως

The person provisionally arrested shall be released, unless within two months from the date of arrest in Greece, or from the date of commitment in the United States, the formal requisition for surrender with the documentary proofs hereinafter prescribed be made as aforesaid by the diplomatic agent of the demanding Government, or, in his absence, by a consular officer thereof.

συνοδοευομένη ὑπὸ τῶν κάτωθι ὀριζομένων ἀποδεικτικῶν ἐγγράφων.

Ἐάν ὁ φυγὰς ἐγκληματίας κατεδικάσθῃ ἐπὶ τῷ ἐγκλήματι ἢ πλημμελήματι ὅπερ ἀποτελεῖ ἀντικείμενον τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως δέον νὰ προσαχθῇ δεόντως κεχυρωμένον ἀντίγραφον τῆς ἀποφάσεως τοῦ ἀπαγγέλαντος τὴν καταδίκην δικαστηρίου. Ἐάν ὅμως ὁ φυγὰς εἶναι ἀπλῶς κατηγορούμενος ἐπὶ τινι ἐγκλήματι δέον νὰ προσαχθῇ δεόντως κεχυρωμένον ἀντίγραφον τοῦ ἐντάλματος συλλήψεως τοῦ ἐκδοθέντος ἐν ᾧ τόπω τὸ ἐγκλημα ἔλαβε χώραν, ὡς ἐπίσης καὶ τῶν καταθέσεων ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ὁποίων ἐξεδόθη τὸ ἐντάλμα συλλήψεως ὁμοῦ μετὰ πάσης ἄλλης μαρτυρίας ἢ ἀποδείξεως χρησίμου εἰς τὴν περίπτωσιν.

Ἄρθρον 12.

Ἡ παρούσα Συνθήκη, τῆς ὁποίας τὸ Ἑλληνικὸν καὶ Ἀγγλικὸν κείμενον ἰσχύουσιν ἐξ ἴσου, θέλει κυρωθῇ παρὰ τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, συμφώνως πρὸς τὰς οἰκείας αὐτῶν συνταγματικὰς διατάξεις καὶ θέλει ἰσχύσει ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀντυλλαγῆς τῶν ἐκπιυρώσεων ἢ ὁποία θὰ λάβῃ χώραν ἐν Οὐασινγκτῶνι τὸ ταχύτερον.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παρούσα Συνθήκη θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ διὰ περίοδον πέντε ἐτῶν, εἰς ἣν δὲ περιέπτωσιν οὐδέτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν γνωστοποίησιν ἐν ἔτος πρὸ τῆς λήξεως τῆς εἰρημένης περιόδου τὴν πρόθεσιν αὐτοῦ ὅπως καταργεῖται ταύτην θὰ ἐξακολουθήσῃ παραμένουσα ἐν ἰσχύϊ ἐπὶ ἐν εἰσέτι ἔτος ἀφ' ἧς ἡμέρας ἢ τοιαύτη γνωστοποίησις ἐκ μέρους τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἠθελὲ γίνῃ.

Εἰς πίστιωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὡς ἄνω πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν Συνθήκην καὶ ἐπέθεσαν τὰς ἐνωτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Ἀθήναις τῇ 6 Μαΐου, τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ τριακοστοῦ πρώτου ἔτους.

(Τ.Σ.) Ἀνδρ. ΜΙΧΑΛΑΚΟΠΟΥΛΟΣ.

(Τ.Σ.) Ρόμπερτ Πέετ ΣΚΙΝΝΕΡ.

If the fugitive criminal shall have been convicted of the crime or offence for which his surrender is asked, a copy of the sentence of the court before which such conviction took place, duly authenticated, shall be produced. If, however, the fugitive is merely charged with crime, a duly authenticated copy of the warrant of arrest in the country where the crime was committed and of the depositions upon which such warrant may have been issued, shall be produced, with such other evidence or proof as may be deemed competent in the case.

Article 12.

The present Treaty, of which the English and Greek texts are equally authentic, shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods, and shall take effect on the date of the exchange of ratifications which shall take place at Washington as soon as possible.

Article 13.

The present Treaty shall remain in force for a period of five years, and in case neither of the High Contracting Parties shall have given notice one year before the expiration of that period of its intention to terminate the Treaty, it shall continue in force until the expiration of one year from the date on which such notice of termination shall be given by either of the High Contracting Parties.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Athens this 6th day of May, nineteen hundred and thirty-one.

(L. S.) A. MICHALAKOPOULOS.

(L. S.) Robert Peet SKINNER.

ÉCHANGE DE NOTES — EXCHANGE OF NOTES

I.

LEGATION OF THE
UNITED STATE OF AMERICA.

ATHENS, *May 6, 1931.*

SIR,

In signing to-day the treaty of extradition between the United States of America and the Hellenic Republic, I have the honor to declare to your Excellency, under the authority and in the name of my Government, that the Government of the United States will extend to Greece the most favorable treatment now accorded, or which may hereafter be accorded by the United States to a third Power with respect to matters dealt with in Articles 9 and 11 of the above mentioned treaty, particularly in that which concerns expenses of every nature including the usual charges, and the procedure to be followed after the demand for extradition

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

Robert P. SKINNER.

His Excellency
the Minister of Foreign Affairs,
Athens.

II.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ATHÈNES, *le 6 mai 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre en date d'aujourd'hui. rédigée dans les termes suivants :

" In signing today the treaty of extradition between the United States of America and the Hellenic Republic, I have the honor to declare to your Excellency under the authority and in the name of my Government, that the Government of the United States will extend to Greece the most favorable treatment now accorded, or which may hereafter be accorded, by the United States to a third Power, with respect to matters dealt with in Articles 9 and 11 of the above mentioned treaty, particularly in that which concerns expenses of every nature, including the usual charges and the procedure to be followed after the demand for extradition."

En prenant acte de cette communication sur le contenu de laquelle le Gouvernement Hellénique est d'accord, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. MICHALAKOPOULOS.

Son Excellence M. Robert Peet Skinner,
Envoyé Extraordinaire et ministre
plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique
En Ville.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3194. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 6 MAI 1931.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LA GRÈCE, désireux de servir la cause de la justice, ont décidé de conclure entre eux un traité pour l'extradition des personnes qui se sont dérobées à l'action de la justice, et ont désigné à cet effet les plénipotentiaires ci-après :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Robert Peet SKINNER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique à Athènes ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Andreas MICHALAKOPOULOS, vice-président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et adopté les articles suivants :

Article premier.

Il est convenu que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement hellénique livreront à la justice, sur réquisition qui en sera faite dans les formes prescrites par le présent traité, toute personne accusée ou reconnue coupable de l'un des crimes ou délits spécifiés à l'article 2 du présent traité, commis dans le ressort judiciaire de l'une des Hautes Parties contractantes, si ladite personne cherche un refuge ou est découverte sur le territoire de l'autre Partie. Cette extradition ne pourra toutefois avoir lieu que s'il existe des preuves de culpabilité suffisantes, selon la législation du lieu où le fugitif ou l'inculpé aura été découvert, pour motiver son arrestation et sa mise en jugement au cas où le crime ou délit aurait été commis dans ledit pays.

Article 2.

Aux termes du présent traité, il sera procédé à l'extradition des personnes accusées ou reconnues coupables de l'un des actes délictueux suivants :

1. Meurtre (y compris les crimes qualifiés de parricide, empoisonnement, infanticide, homicide volontaire) ;
2. Coups et blessures ayant causé une lésion corporelle grave avec préméditation ;
3. Viol, avortement et rapports sexuels avec des enfants de moins de quinze ans ;
4. Enlèvement ou séquestration de femmes ou de filles pour des fins immorales ;
5. Bigamie ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

6. Incendie volontaire ;
7. Destruction ou obstruction volontaire et illicite des voies ferrées, entraînant un danger de mort ;
8. Crimes commis en mer :
 - a) Piraterie dans l'acception courante du terme, et tel qu'il est défini par le droit international ou par la loi ;
 - b) Envoi par le fond ou destruction illicite d'un navire en mer ou tentative de ce délit ;
 - c) Mutinerie ou entente délictueuse de deux ou plusieurs membres de l'équipage ou autres personnes à bord d'un navire en haute mer, en vue de provoquer une révolte contre l'autorité du capitaine ou commandant de ce navire, ou de s'emparer dudit navire par ruse ou par force ;
 - d) Agression commise à bord d'un navire en haute mer avec l'intention de causer un dommage corporel ;
9. Vol avec effraction ;
10. Pénétration, avec effraction, dans les locaux administratifs du gouvernement et des autorités publiques, ou dans les locaux de banques, maisons de banque, caisses d'épargne, sociétés de dépôts, compagnies d'assurance et autres sociétés, ou dans d'autres édifices qui ne sont pas utilisés pour l'habitation, avec l'intention d'y commettre un acte criminel ;
11. Vol à main armée ;
12. Faux ou émission de faux ;
13. Contrefaçon ou falsification des documents officiels du gouvernement ou des autorités publiques, y compris les tribunaux, ou émission ou usage frauduleux desdits documents ;
14. Fabrication de fausse monnaie de métal ou de papier, de faux titres ou coupons de la dette publique, émis par le gouvernement central, par celui d'un état, par des autorités provinciales, territoriales, locales ou municipales, de billets de banque ou autres instruments de crédit public, de faux sceaux, timbres, poinçons et marques des administrations de l'Etat ou des services publics, et émission, mise en circulation ou usage frauduleux des objets mentionnés ci-dessus ;
15. Détournement de fonds ou malversation criminelle commis par des fonctionnaires ou des dépositaires de deniers publics dans le ressort judiciaire de l'une ou de l'autre Partie, si le montant du détournement dépasse deux cents dollars ou l'équivalent en monnaie grecque ;
16. Détournement commis par une ou plusieurs personnes à gages, salariées ou employées, au détriment de leurs employeurs ou chefs, lorsque le crime ou délit est passible d'emprisonnement ou d'autres peines corporelles d'après les lois des deux pays, et lorsque le montant détourné dépasse deux cents dollars ou l'équivalent en monnaie grecque ;
17. Enlèvement de mineurs ou d'adultes, ce terme étant défini comme le fait d'enlever ou de séquestrer une ou plusieurs personnes en vue de leur extorquer des fonds ou d'en extorquer à leur famille ou à toute autre personne ou personnes, ou dans toute autre intention illicite ;
18. Vol simple, défini comme vol d'effets, meubles ou espèces, d'une valeur d'au moins vingt-cinq dollars ou de l'équivalent en monnaie grecque ;
19. Le fait d'obtenir la remise d'espèces, valeurs, titres, ou autres biens sous de faux prétextes, ou de recevoir des espèces, valeurs, titres ou autres biens, sachant qu'ils ont été obtenus d'une manière illicite, si la somme d'argent ou la valeur des objets ainsi obtenus ou reçus dépasse deux cents dollars ou l'équivalent en monnaie grecque ;
20. Faux témoignage ;

21. Manœuvres frauduleuses ou abus de confiance commis par un dépositaire, banquier agent, commissionnaire, curateur, exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, directeur ou employé d'une société ou personne morale, ou par toute autre personne occupant un poste de confiance, si le montant ou la valeur des sommes ou des biens appropriés d'une manière illicite dépasse deux cents dollars ou l'équivalent en monnaie grecque ;

22. Crimes et délits commis contre les lois des deux Etats relatives à l'abolition de l'esclavage et de la traite des esclaves ;

23. Abandon volontaire ou refus de pourvoir à l'entretien d'enfants mineurs ou incapables de subvenir à leurs besoins, ou d'autres personnes à charge, lorsque ce crime ou délit est punissable en vertu des lois des deux pays ;

24. Corruption ;

25. Crimes ou délits en infraction aux lois sur les faillites ;

26. Crimes ou délits en infraction aux lois visant la répression du trafic des stupéfiants ;

27. L'extradition sera également accordée pour complicité dans l'un des crimes et délits susmentionnés avant ou après leur perpétration, ou pour tentative de perpétration de l'un de ces crimes ou délits. Toutefois, l'extradition pour complicité ou tentative ne sera accordée, dans le cas de personnes suspectes, que si la peine maximum dont elle est passible est de deux ans ou plus, et, dans le cas d'une personne condamnée, si la sentence prononcée par la juridiction de l'Etat requérant est de six mois ou plus.

Article 3.

Les dispositions du présent traité n'impliquent pas le droit de réclamer l'extradition pour un crime ou délit de caractère politique ou pour des actes connexes à un délit de ce genre ; de plus, aucune personne livrée en vertu du présent traité par ou à une des Hautes Parties contractantes ne pourra être jugée ou punie pour un délit politique commis avant son extradition. L'Etat requis ou ses tribunaux décideront si le délit a ou non un caractère politique. Si le délit imputé comporte un acte ou une tentative de meurtre, d'assassinat, ou d'empoisonnement, le fait qu'il aura été commis ou tenté contre la vie du souverain ou du chef d'un Etat étranger, ou contre la vie d'un membre quelconque de sa famille, ne sera pas jugé suffisant pour établir que ce crime ou délit a un caractère politique ou est connexe à un crime ou délit de caractère politique.

Article 4.

Aucune personne ne pourra être mise en jugement pour un crime ou délit commis avant l'extradition, autre que celui pour lequel elle aura été extradée, à moins que ladite personne, à partir de la date à laquelle elle a été jugée, ou, en cas de condamnation, à partir de la date à laquelle elle a fini de purger sa peine ou de la date à laquelle elle a été graciée, n'ait eu pendant un mois la faculté de quitter le pays.

Article 5.

Un criminel en fuite ne pourra être extradé en vertu des présentes dispositions si, en raison de la prescription ou pour tout autre motif légal, selon les lois de l'Etat requis ou de l'Etat requérant, il échappe aux poursuites ou à la peine qu'entraîne le délit pour lequel l'extradition est demandée.

Article 6.

Si la personne dont l'extradition est demandée en vertu des dispositions du présent traité se trouve, au moment où la demande d'extradition est formulée, sous le coup de poursuites, en liberté

sous caution ou en prison, pour délit commis dans l'Etat où elle s'est réfugiée, ou si elle a été condamnée pour un délit de ce genre, son extradition pourra être différée jusqu'à l'achèvement de la procédure en cours ou jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa liberté conformément à la loi.

Article 7.

Si l'extradition d'un criminel en fuite, requise par l'une des Parties au présent traité, est également requise par une ou plusieurs Puissances, en vertu de dispositions contractuelles, pour des délits commis dans le ressort de leur juridiction, le criminel sera livré à l'Etat dont la demande sera parvenue la première, à moins que cette demande ait été retirée. Le présent article n'affecte pas les traités déjà conclus par l'une des Parties contractantes avec d'autres Etats.

Article 8.

Aux termes du présent traité, aucune des Hautes Parties contractantes ne sera tenue d'extrader ses propres ressortissants, sauf dans les cas où cette nationalité a été obtenue postérieurement à la perpétration du crime pour lequel l'extradition est réclamée. L'Etat requis décidera si la personne réclamée est un de ses ressortissants.

Article 9.

Les frais de transport des inculpés sont à la charge du gouvernement requérant. Les officiers de police judiciaire compétents du pays où doit s'accomplir la procédure d'extradition devront aider leurs collègues du gouvernement requérant par tous les moyens légaux en leur pouvoir devant leurs juges et magistrats respectifs. Aucune demande d'indemnité, si ce n'est pour la nourriture et le logement de l'inculpé avant son extradition, ne sera adressée au gouvernement requérant du fait de l'arrestation, de l'incarcération, de l'interrogatoire et de la remise d'un fugitif en vertu du présent traité. Il est entendu, toutefois, que le ou les officiers de police du gouvernement livrant le criminel, qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ne reçoivent pas d'émoluments ou d'indemnités autres que les taxes spéciales afférentes aux services rendus, auront le droit de recevoir du gouvernement requérant les taxes d'usage pour les actes ou services exécutés par eux, dans les mêmes conditions et au même taux que si ces actes ou services avaient été exécutés au cours de poursuites criminelles ordinaires en vertu des lois du pays dont ils sont fonctionnaires.

Article 10.

Tout objet trouvé en la possession du criminel en fuite au moment de son arrestation, que cet objet soit le fruit du crime ou délit ou qu'il puisse servir de pièce à conviction, sera remis en même temps que la personne du coupable au moment de l'extradition, dans la mesure où cela est possible suivant la législation des deux Hautes Parties contractantes. Néanmoins, les droits des tiers sur les objets en question seront dûment respectés.

Article 11.

Les stipulations du présent traité seront applicables à tous les territoires, quelle que soit leur situation géographique, appartenant à l'une des deux Parties contractantes ou occupés par elle et placés sous son contrôle, pendant toute la durée de cette occupation ou de ce contrôle.

Les demandes d'extradition de criminels en fuite seront présentées par les agents diplomatiques respectifs des Hautes Parties contractantes. Au cas où ces agents seraient absents du pays, ou lorsque l'extradition est demandée d'un des territoires mentionnés aux paragraphes précédents

autres que les Etats-Unis ou la Grèce, les demandes pourront être présentées par des fonctionnaires consulaires supérieurs.

L'arrestation du fugitif sera opérée conformément aux lois des Etats respectifs. S'il résulte des dispositions légales et des témoignages que l'extradition doit être accordée aux termes du présent traité, l'individu réclamé sera livré selon la procédure prescrite en pareil cas.

Toute personne arrêtée provisoirement sera relâchée si, dans les trois mois qui suivront la date de l'arrestation en Grèce ou la date de l'emprisonnement aux Etats-Unis, la demande régulière d'extradition, accompagnée des pièces justificatives spécifiées ci-après, n'a pas été présentée, comme il est dit ci-dessus, par l'agent diplomatique du gouvernement requérant ou, en son absence par un agent consulaire de ce gouvernement.

Si le criminel en fuite a été condamné pour le crime ou délit à raison duquel son extradition est demandée, il sera produit une copie, dûment certifiée conforme, du jugement du tribunal qui a prononcé cette condamnation. Si, par contre, le criminel en fuite est simplement accusé d'un crime, il sera produit une copie, dûment certifiée conforme, du mandat d'arrêt délivré dans le pays où le crime a été commis et des dépositions qui auront motivé ce mandat d'arrêt, en même temps que tous les autres témoignages ou preuves jugés pertinents.

Article 12.

Le présent traité, dont les textes anglais et grec font également foi, sera ratifié par les Hautes Parties contractantes dans les formes prévues par leurs constitutions respectives, et prendra effet à partir de la date de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Washington aussitôt que possible.

Article 13.

Le présent traité restera en vigueur pendant cinq ans et si aucune des Hautes Parties contractantes ne l'a dénoncé un an avant l'expiration de cette période, il continuera à avoir effet jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Athènes, le 6 mai 1931.

(L. S.) A. MICHALAKOPOULOS.

(L. S.) Robert Peet SKINNER.

ÉCHANGES DE NOTES — EXCHANGE OF NOTES

I.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

ATHÈNES, le 6 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En signant ce jour le traité d'extradition entre les Etats-Unis d'Amérique et la République hellénique, j'ai l'honneur de vous déclarer, d'ordre et au nom de mon gouvernement, que le Gouvernement des Etats-Unis fera bénéficier la Grèce du traitement le plus favorable accordé actuellement, ou qui pourrait ultérieurement être accordé par les Etats-Unis à une tierce

Puissance dans les matières visées aux articles 9 et 11 du traité sus-mentionné, notamment en ce qui concerne les dépenses de toute nature, y compris les taxes d'usage, et la procédure à suivre après la demande d'extradition.

Veuillez agréer, etc.

Robert Peet SKINNER.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

ATHENS, May 6, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note dated to day, reading as follows :

(See text of original Note No. II. Voir page 303.)

I have taken due note of this communication, with the contents of which the Hellenic Government is in agreement.

I have the honour, etc.

A. MICHALAKOPOULOS.

His Excellency
M. Robert Peet Skinner,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the United States
of America.

N° 3195.

**TCHÉCOSLOVAQUIE
ET TURQUIE**

Convention relative aux relations
réciproques en matière judiciaire,
civile et commerciale, avec proto-
cole et signature. Signés à Praha,
le 22 août 1930.

**CZECHOSLOVAKIA
AND TURKEY**

Convention concerning reciprocal
Relations in Judicial, Civil and
Commercial Matters, with Protocol
of Signature. Signed at Prague,
August 22, 1930.

N° 3195. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE RELATIVE AUX RELATIONS RÉCIPROQUES EN MATIÈRE JUDICIAIRE, CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A PRAHA, LE 22 AOÛT 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 juin 1933.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE TURQUE, animées du désir de régler en matière civile et commerciale la protection judiciaire des ressortissants tchécoslovaques en Turquie et des ressortissants turques en Tchécoslovaquie ainsi que le concours réciproque que doivent se prêter les autorités judiciaires des deux pays, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Pavel WELLNER, docteur en droit, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire au Ministère des Affaires étrangères et
M. Antonín KOUKAL, docteur en droit, conseiller supérieur au Ministère de la Justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. Menemenli Numan BEY, ministre plénipotentiaire de première classe, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

PROTECTION JUDICIAIRE.

Article premier.

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT.

1. Les ressortissants de chacun des Etats contractants jouiront, sur le territoire de l'autre, du même traitement que les nationaux, en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Ankara, le 6 mars 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3195. — CONVENTION² BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC
AND THE TURKISH REPUBLIC CONCERNING RECIPROCAL
RELATIONS IN JUDICIAL, CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS.
SIGNED AT PRAGUE, AUGUST 22, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 6, 1933.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE TURKISH REPUBLIC, animated by the desire to regulate the judicial protection of Czechoslovak nationals in Turkey and Turkish nationals in Czechoslovakia in matters civil and commercial, as also the reciprocal support to be lent by the judicial authorities of the two countries to one another, have resolved to conclude a Convention to this effect, and have appointed their Plenipotentiaries, namely :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Pavel WELLNER, Doctor of Laws, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary of the Ministry of Foreign Affairs, and
Dr. Antonín KOUKAL, Doctor of Laws, Senior Counsellor of the Ministry of Justice ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Menemenli NUMAN Bey, Minister Plenipotentiary of the First Class, Under-Secretary of State of the Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CHAPTER I.

JUDICIAL PROTECTION.

Article I.

EQUALITY OF TREATMENT.

1. Nationals of either Contracting State shall enjoy the same treatment in the territory of the other Contracting State as the nationals of the latter in respect of the legal and judicial protection of their person and property.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Ankara, March 6, 1933.

2. Ils auront à cet effet libre accès aux tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions et avec les mêmes formalités que les nationaux.

Article 2.

EXEMPTION DE CAUTIONS ET DE DÉPÔTS.

1. Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être imposé, soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux de l'un des Etats contractants, ayant leur domicile dans un de ces Etats, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre Etat.

2. La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Article 3.

1. Les condamnations aux frais et dépens du procès prononcées dans le territoire de l'un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution du dépôt ou du versement en vertu, soit de l'article 2, soit des lois du pays où l'action est intentée, seront rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente de l'autre Etat.

2. La demande pourra être faite par voie diplomatique ou être adressée directement à l'autorité compétente de la Partie intéressée.

3. La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

Article 4.

1. Les décisions relatives aux frais et dépens visées à l'article 3 seront déclarées exécutoires, sans entendre les Parties, mais sauf recours ultérieur de la Partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.

2. L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur se bornera à examiner :

a) Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, la décision est passée en force de chose jugée ;

b) Si le dispositif de la décision est accompagné d'une traduction qui sera faite dans la langue de l'Etat requis ou en français et certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou requis.

3. Pour satisfaire à la condition prescrite à l'alinéa 2 *a)*, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée. La compétence de cette autorité sera certifiée par le plus haut fonctionnaire de l'administration de la justice dudit Etat. La déclaration et le certificat dont il vient d'être parlé, doivent être traduits conformément à la règle contenue à l'alinéa 2 *b)*.

4. L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur évaluera, pourvu que la Partie le demande en même temps, le montant des frais d'attestation, de traduction et de légalisation visés à l'alinéa 2 *b)*. Ces frais seront considérés comme des frais et dépens du procès.

Article 5.

ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE.

Les ressortissants de l'un des Etats contractants seront admis, sur le territoire de l'autre Etat, au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite dans les mêmes conditions que les nationaux.

2. To this end, they shall have free access to the Courts, and shall be entitled to sue or be sued on the same terms and in the same manner as nationals.

Article 2.

EXEMPTION FROM SURETIES AND DEPOSITS.

1. Nationals of one Contracting State, domiciled in one Contracting State, who come as plaintiffs or interveners before the Courts of the other Contracting State, may not be required on the ground of being aliens, or not being domiciled or resident in the country, to give sureties or deposits of any description.

2. The same rule shall apply to payments required of plaintiffs or interveners as a guarantee of judicial costs.

Article 3.

1. Orders to pay judicial costs and charges made in the territory of one of the Contracting States against a plaintiff or intervener who is exempted from sureties or deposits or payments under Article 2, or under the laws of the country in which the case is brought, shall be made enforceable free of charge by the competent authority of the other State.

2. Application may be made through the diplomatic channel, or may be addressed direct to the competent authority of the party concerned.

3. The same rule shall apply to judicial decisions under which the amount of the costs is left to be fixed at a later date.

Article 4.

1. Decisions with regard to the costs and charges mentioned under Article 3 shall be declared enforceable without hearing the parties to the case, subject to subsequent appeal by the party mulcted in the costs, in conformity with the law of the country in which the order of the Court is enforceable.

2. The authority vested with the decision as to an application for enforcement shall consider solely :

(a) Whether the order has become legally binding under the law of the country in which it is made ;

(b) Whether the material part of the order is accompanied by a translation in the language of the State applied to or in French, certified by a diplomatic or consular officer of the State applying or by a sworn translator of the State applying or of the State applied to.

3. A declaration by the competent authority of the State applying to the effect that the order has become legally binding shall constitute sufficient compliance with the condition laid down in paragraph 2 (a). The competence of such authority shall be certified by the highest official of the Administration of Justice of the State applying. The declaration and certificate in such case must be translated in conformity with the stipulations contained in paragraph 2 (b).

4. The authority vested with the decision as to an application for enforcement shall decide, if the party so requests at the time, the amount of the costs of attestation, translation and legalisation for which paragraph 2 (b) provides. Such costs shall be regarded as part of the judicial costs and charges of the case.

Article 5.

FREE JUDICIAL ASSISTANCE FOR POOR PERSONS.

Nationals of one Contracting State shall be entitled in the territory of the other Contracting State to free judicial assistance for poor persons on the same terms as nationals.

Article 6.

1. Le certificat d'indigence doit être délivré par les autorités de la résidence habituelle de requérant ou, à défaut d'une telle résidence par les autorités de sa résidence actuelle.
2. Si le requérant ne réside pas dans un pays, où la demande d'assistance gratuite est formée, le certificat d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.
3. Si le requérant ne réside pas dans le territoire d'un des Etats contractants, il suffira d'un certificat délivré par l'agent diplomatique ou consulaire compétent de l'Etat auquel il appartient.

Article 7.

1. Si le requérant réside dans le pays où la demande d'assistance judiciaire gratuite est formée, l'autorité compétente pour délivrer le certificat d'indigence pourra prendre les informations nécessaires sur sa situation pécuniaire auprès des autorités du pays auquel il appartient.
2. L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats et renseignements qui lui ont été fournis et de se faire donner, pour s'éclairer suffisamment, des informations complémentaires.

Article 8.

La partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire par l'autorité compétente d'un des Etats contractants jouira également de ce bénéfice pour tous les actes de procédure, se référant à la même cause, qui sont effectués devant les autorités judiciaires de l'autre Etat conformément aux dispositions de cette convention.

CHAPITRE II

ASSISTANCE RÉCIPROQUE DES AUTORITÉS JUDICIAIRES.

Article 9.

SIGNIFICATION D'ACTES.

1. En matière civile ou commerciale, les significations d'actes émanant des autorités judiciaires de l'un des Etats contractants et destinés à des personnes qui résident dans le territoire de l'autre, se feront sur une demande du consul de l'Etat requérant adressée à l'autorité qui sera désignée par l'Etat requis. La demande contenant l'indication de l'autorité d'où émane l'acte transmis, le nom, et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte dont il s'agit devra être rédigée dans la langue de l'Etat requis. Une traduction de l'acte à signifier, légalisée conformément à la règle contenue à l'article 4, alinéa 2 b), sera annexée à cette demande.
2. L'autorité à laquelle la demande est adressée enverra au consul la pièce prouvant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée. En cas d'incompétence *ratione loci*, elle transmettra d'office la demande à l'autorité compétente et en informera immédiatement le consul.

Article 6.

1. The certificate of indigence shall be issued by the authorities of the habitual place of residence of the applicant or, in default of an habitual place of residence, by the authorities of his place of residence at the time of applying.

2. If the applicant does not reside in the country in which the application for free assistance is drawn up, the certificate of indigence shall be legalised free of charge by a diplomatic or consular officer of the State in which the document has to be produced.

3. If the applicant does not reside in the territory of one of the Contracting States, a certificate issued by the competent diplomatic or consular officer of the State to which he belongs shall suffice.

Article 7.

1. If the applicant resides in the country in which the application for free judicial assistance is drawn up, the competent authority for the issue of the certificate of indigence may procure the necessary information as to his financial position from the authorities of the country to which the applicant belongs.

2. The authority vested with the decision as to an application for free judicial assistance shall be entitled, within the limit of his powers, to verify the certificates and particulars supplied to him, and to require such further particulars as he may need for his information.

Article 8.

A party granted free judicial assistance by the competent authority of one Contracting State shall enjoy the same privilege for all proceedings in connection with the case transacted before the judicial authorities of the other State in conformity with the provisions of this Convention.

CHAPTER II.

CO-OPERATION OF JUDICIAL AUTHORITIES.

Article 9.

SERVICE OF DOCUMENTS.

1. In matters civil and commercial, the service of documents issued by the judicial authorities of one Contracting State and addressed to persons residing in the territory of the other Contracting State shall be effected on the request of the Consul of the State applying addressed to such authority as may be designated by the State applied to. The request, which shall contain the designation of the authority by which the document transmitted is issued, together with the names and descriptions of the parties, the address of the recipient and the nature of the document, shall be drawn up in the language of the State applied to. A translation of the document for service, legalised in conformity with the stipulations contained in Article 4, paragraph 2 (*b*), shall be attached to the request.

2. The authority to whom the request is addressed shall forward to the consul the papers proving service or indicating the circumstances preventing service. If he is not himself the authority locally competent to deal with the request, he shall transmit it of his own motion to the proper authority, at the same time informing the Consul of the action taken.

Article 10.

1. La signification se fera par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. Sauf les cas prévus à l'alinéa 2, cette autorité pourra se borner à effectuer la signification par la remise de l'acte au destinataire, s'il se déclare prêt à l'accepter.

2. Sur la demande l'autorité requérante, la signification sera effectuée par l'Autorité requise dans les formes prescrites par sa législation intérieure pour les significations analogues ou dans une forme spéciale en tant que celle-ci n'est pas contraire à sa législation.

Article 11.

La preuve de la signification se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et légalisé du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Article 12.

EXÉCUTION DES COMMISSIONS ROGATOIRES.

1. En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un des Etats contractants pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente de l'autre Etat pour lui demander de faire dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

2. La commission rogatoire sera transmise par le consul de l'Etat requérant à l'autorité qui sera désignée par l'Etat requis. Elle devra être accompagnée d'une traduction qui sera faite dans la langue de l'Etat requis et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou requis.

3. L'autorité à laquelle la commission rogatoire est adressée enverra au consul la pièce constatant l'exécution de la commission ou indiquant le fait qui en a empêché l'exécution. En cas d'incompétence *ratione loci*, elle transmettra d'office la commission à l'autorité compétente et en informera immédiatement le consul.

Article 13.

1. L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes sanctions que pour l'exécution d'une commission des autorités de son pays. L'application de ces sanctions n'est pas obligatoire s'il s'agit de la comparution personnelle des Parties en litige.

2. En ce qui concerne le procédé à suivre, l'autorité requise, en effectuant la commission rogatoire, appliquera les lois de son pays ; toutefois, il sera déféré à la demande de l'Etat requérant, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

3. L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire afin que la Partie intéressée soit à même d'y assister.

Article 10.

1. Service shall be effected by the competent authority of the State applied to. Save in the cases for which provision is made in paragraph 2, it shall be sufficient for the competent authority to serve the document by delivery to the recipient, provided the latter declares his willingness to receive it.

2. If the authority applying so requests, service shall be effected by the authority applied to in the manner laid down for such service by the municipal law of the State applied to or in any special manner not incompatible with such law.

Article 11.

Proof of service shall be furnished either by a dated and legalised receipt from the recipient, or by an attestation of the authority of the State applied to, stating the fact, manner and date of the service.

Article 12.

EXECUTION OF LETTERS OF REQUEST.

1. In matters civil and commercial, the judicial authority of one Contracting State may apply, in conformity with the law of his own State, by letter of request to the competent authority of the other State for the institution by the latter within his own jurisdiction of preliminary or other judicial proceedings.

2. The letter of request shall be transmitted by the Consul of the State applying to such authority as may be designated by the State applied to. It must be accompanied by a translation in the language of the State applied to, certified by a diplomatic or consular agent of the State applying or by a sworn translator of the State applying or of the State applied to.

3. The authority to which the letter of request is addressed shall forward to the Consul the papers proving execution of the letter or indicating the circumstances preventing it. If he is not himself the authority locally competent to deal with the letter of request, he shall transmit it of his own motion to the proper authority, at the same time informing the Consul of the action taken.

Article 13.

1. The judicial authority to which the letter of request is addressed shall be under obligation to comply therewith, and to resort to the same measures of compulsion as would be employed in the execution of requests by the authorities of his own country. Such resort to compulsion shall not be obligatory where the appearance in person of the parties to the dispute is concerned.

2. In the matter of procedure, the authority applied to shall follow the law of his own country in executing the letter of request, but shall comply with a request for special procedure from the State applying, provided such procedure is not incompatible with the law of the State applied to.

3. The authority applying shall be informed, if he so request, as to the date and place of execution of the letter of request, in order that the party concerned may be enabled to be present at the proceedings.

Article 14.

Toutes les difficultés qui pourraient résulter d'une signification demandée par le consul ou de l'exécution d'une commission rogatoire transmise par lui seront réglées par la voie diplomatique.

Article 15.

REFUS DE SIGNIFICATION D'ACTES OU D'EXÉCUTION DE COMMISSIONS ROGATOIRES.

L'exécution ou d'une signification ou d'une commission rogatoire peut être refusée, si l'Etat sur le territoire duquel elle devait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité ou à l'ordre public. L'exécution d'une commission rogatoire peut être refusée, en outre, si l'authenticité du document n'est pas établie ou si, dans le territoire de l'Etat requis, cette exécution ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

Article 16.

FRAIS DE SIGNIFICATION D'ACTES ET D'EXÉCUTION DE COMMISSIONS ROGATOIRES.

1. L'exécution des significations et des commissions rogatoires ne pourra donner lieu à aucun paiement de frais ou de taxes, de quelque nature que ce soit.
2. Toutefois l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins et aux experts, ainsi que les frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel rendue nécessaire par le fait que les témoins n'ont pas comparu volontairement, ou des frais résultant de l'application éventuelle d'une forme spéciale d'exécution des significations ou des commissions rogatoires.

*Article 17.*SIGNIFICATION D'ACTES ET EXÉCUTION DES COMMISSIONS ROGATOIRES
PAR L'AGENT DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE.

1. Chacun des Etats contractants a le droit de faire effectuer des significations par des agents diplomatiques ou consulaires, directement et sans contrainte à ses ressortissants qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat.
2. Il en est de même en ce qui concerne l'exécution des commissions rogatoires.
3. En cas de difficulté dans l'application de cet article, il sera procédé selon les dispositions des articles 9 et 12 de la présente convention.

Article 18.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES ET ATTESTATIONS DES DISPOSITIONS LÉGALES.

Chaque Partie contractante, sur la requête d'une autorité judiciaire de l'autre Partie, remise par voie diplomatique, fournira le texte des lois en vigueur sur son territoire, et, le cas échéant, toute autre information juridique nécessaire.

La requête doit préciser la question de droit sur laquelle doivent être données les informations.

Article 14.

Any difficulties arising in connection with an application by a Consul for service of a document, or execution of a letter of request transmitted by him, shall be settled through the diplomatic channel.

Article 15.

REFUSAL OF SERVICE OF DOCUMENTS OR EXECUTION OF LETTERS OF REQUEST.

The service of a document or execution of a letter of request may be refused, if the State in whose territory it is to take place considers that it might compromise its sovereignty or security or public order. The execution of a letter of request may also be refused, if the authenticity of the document is not established, or if the execution does not come within the powers of the judicial authority within the territory of the State applied to.

Article 16.

COSTS OF SERVICE OF DOCUMENTS OR EXECUTION OF LETTERS OF REQUEST.

1. No costs or fees of any description may be exacted in respect of the service of documents or execution of letters of request.

2. Nevertheless the State applied to shall have the right to require the State applying to refund allowances paid to witnesses or experts, or costs occasioned by resort to official summons to secure the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, or costs arising out of the recourse to special procedure for the service of documents or execution of letters of request.

Article 17.

SERVICE OF DOCUMENTS AND EXECUTION OF LETTERS OF REQUEST BY DIPLOMATIC OR CONSULAR AGENTS.

1. Either of the Contracting States shall be entitled to have the service of documents effected by diplomatic or consular agents on its own nationals within the territory of the other State directly and without resort to compulsion.

2. The same shall apply to the execution of letters of request.

3. In the event of difficulties arising in the application of this Article, recourse shall be had to the procedure laid down in Articles 9 and 12 of the present Convention.

Article 18.

LEGAL INFORMATION AND ATTESTATION OF PROVISIONS OF LAW.

Each Contracting Party shall supply the text of the laws in force in its own territory, together with any other such legal information as may be required, on the request of a judicial authority of the other Party transmitted through the diplomatic channel.

The request must specify the point of law on which information is required.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINALES.

Article 19.

1. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Ankara aussitôt que possible.

2. La convention entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications. Elle peut être dénoncée par l'un ou l'autre Etat ; elle restera toutefois en vigueur six mois à partir du jour où elle aura été dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait en double exemplaire à Praha, le vingt-deux août mil neuf cent trente.

(L. S.) D^r WELLNER.

(L. S.) D^r KOUKAL.

(L. S.) M. NUMAN.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention entre la République tchécoslovaque et la République turque relative aux relations réciproques en matière judiciaire, civile et commerciale en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont convenu ce qui suit :

Les deux Parties sont d'accord pour convenir que la suppression des formalités de légalisation des pièces judiciaires pourra, si elle est jugée utile, faire l'objet d'un accord spécial entre les deux gouvernements.

Elles conviennent d'autre part, que la force probante des actes publics rédigés sur le territoire de l'une des Parties contractantes sera jugée sur le territoire de l'autre Partie d'après les lois de l'Etat où ils ont été rédigés sans toutefois que cette force puisse leur être reconnue dans une plus large mesure que d'après les lois de la Partie où la procédure est pendante.

Fait en double exemplaire à Praha, le vingt-deux août mil neuf cent trente.

D^r WELLNER.

D^r KOUKAL.

M. NUMAN.

Copie certifiée conforme.

Praha, le 22 juin 1931.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

CHAPTER III.

FINAL PROVISIONS.

Article 19.

1. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Ankara as soon as possible.

2. The Convention shall enter into force three months after the exchange of ratifications. It may be denounced by either State, but shall remain in force for six months from the date of its denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Prague, August 22, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) Dr. WELLNER.

(L. S.) Dr. KOUKAL.

(L. S.) M. NUMAN.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of proceeding to the signature of the Convention of this day's date between the Czechoslovak Republic and the Turkish Republic concerning Reciprocal Relations in Judicial, Civil and Commercial Matters, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

The two Parties are in accord as to the possibility of a special agreement being concluded, if thought fit, between the two Governments concerning the abolition of the formalities of legalisation in the case of judicial documents.

They are furthermore agreed that the value as evidence of public documents drawn up in the territory of one of the Contracting Parties shall be determined in the territory of the other Party by the law of the State in which they are drawn up, provided always that such value shall in no case be greater than it would be under the laws of the Party in which the proceedings are pending.

Done in duplicate at Prague, August 22, one thousand nine hundred and thirty.

Dr. WELLNER.

Dr. KOUKAL.

M. NUMAN.

N° 3196.

**TCHÉCOSLOVAQUIE
ET TURQUIE**

Traité d'extradition et d'assistance
judiciaire en matière pénale, avec
protocole de signature. Signés à
Praha, le 22 août 1930.

**CZECHOSLOVAKIA
AND TURKEY**

Treaty of Extradition and Judicial
Assistance in Criminal Matters,
with Protocol of Signature. Signed
at Prague, August 22, 1930.

N° 3196. — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE
EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA
TURQUIE. SIGNÉ A PRAHA, LE 22 AOÛT 1930.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 6 juin 1933.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE TURQUE d'autre part désirant conclure un traité à l'effet de régler l'extradition des
infracteurs et l'assistance judiciaire en matière pénale, ont nommé pour leurs plénipotentiaires
respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Pavel WELLNER, docteur en droit, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire
au Ministère des Affaires étrangères; et

M. Antonín KOUKAL, docteur en droit, conseiller supérieur au Ministère de la Justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. Menemenli NUMAN BEY, ministre plénipotentiaire de première classe, sous-secrétaire
d'Etat au Ministère des Affaires étrangères,

Lesquels après s'être communiqué leur pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont
convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

EXTRADITION ET EXTRADITION EN TRANSIT.

Article premier.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, en
vertu des dispositions de la présente convention et, à l'exception de leurs nationaux, les individus,
poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'une d'elles et qui se trouvent sur le
territoire de l'autre.

L'extradition n'aura lieu qu'en cas de poursuite ou de condamnation pour une infraction
commise hors du territoire de l'Etat, auquel l'extradition est demandée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Ankara, le 6 mars 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3196. — TREATY² OF EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE
IN CRIMINAL MATTERS BETWEEN CZECHOSLOVAKIA AND
TURKEY. SIGNED AT PRAGUE, AUGUST 22, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place June 6, 1933.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of concluding a treaty for regulating the extradition of offenders and judicial assistance in criminal matters, have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Pavel WELLNER, Doctor of Laws, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary at the Ministry of Foreign Affairs, and
M. Antonín KOUKAL, Doctor of Laws, Senior Consellor at the Ministry of Justice ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

M. Menemenli NUMAN Bey, Minister Plenipotentiary of the First Class, under Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

EXTRADITION AND EXTRADITION IN TRANSIT.

Article I.

GENERAL PROVISIONS.

The High Contracting Parties undertake, upon requisition being made, to deliver up to one another under the terms of the present Convention, all persons other than their own nationals who are being proceeded against or have been convicted by the judicial authorities of the one Party and who shall be found within the territory of the other Party.

Extradition shall be granted only in the case of prosecution or conviction for an offence committed outside the territory of the State from which extradition is requested.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Ankara, March 6, 1933.

Article 2.

En cas de demande concernant une personne poursuivie, l'extradition ne sera accordée que si l'acte incriminé peut être puni, d'après la législation des deux pays, d'une peine d'au moins un an d'emprisonnement ou d'une peine plus grave.

Lorsque l'extradition sera demandée en vue de l'exécution d'un jugement ayant la force de chose jugée, elle ne sera accordée que si l'infracteur a été condamné définitivement à une peine non inférieure à six mois d'emprisonnement, pour un fait punissable d'après la législation des deux pays, d'une peine d'au moins un an d'emprisonnement ou d'une peine plus grave.

Article 3.

L'extradition sera accordée également en cas de tentative ou de participation, sous n'importe quelle forme et de n'importe quelle nature, au cas où la tentative ou la participation seraient punies conformément aux dispositions de l'article 2, par les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis.

Article 4.

INFRACTIONS NE DONNANT PAS LIEU A L'EXTRADITION.

L'extradition ne sera pas accordée :

1^o Pour les délits politiques ou connexes à de tels délits, sauf le cas où le délit commun connexe au délit politique soit tellement grave qu'il constitue le délit principal. Ne sera pas réputé de nature politique l'attentat contre la vie du chef d'Etat ou bien contre la vie du chef du gouvernement, y compris la tentative ou la complicité dans ces délits.

2^o Pour les infractions d'ordre exclusivement militaire, lorsque le fait ne sera pas autrement punissable que par les lois militaires.

3^o Pour les infractions prévues exclusivement dans les lois sur la presse.

Dans les cas prévus dans les numéros précédents, toute appréciation sur la nature des faits est exclusivement réservée aux autorités de l'Etat requis.

Article 5.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à ne pas accorder à un Etat tiers l'extradition des sujets de l'autre Partie qui sont poursuivis ou condamnés pour un des délits indiqués par l'article précédent.

Article 6.

L'extradition n'aura également pas lieu :

1^o Si d'après une procédure pour le même fait devant les autorités de la Partie requise, le prévenu a été mis hors de cause, ou si la procédure a abouti à un jugement définitif sauf le cas où pour les faits nouveaux allégués par la Partie requérante, la législation de la Partie requise permet la reprise de la procédure pénale.

2^o Si les autorités de la Partie requise sont, d'après les lois de celle-ci compétentes à juger le délit.

Article 2.

In the case of a requisition for a person who is being proceeded against, extradition shall only be granted if the offence in question is punishable under the laws of both countries with at least one year's imprisonment or some heavier penalty.

Extradition applied for with a view to the execution of a judgment having the force of *res judicata* shall only be granted if the offender has been finally sentenced to a penalty of not less than six months' imprisonment for an offence punishable, under the laws of both countries, with not less than one year's imprisonment or some heavier penalty.

Article 3.

Extradition shall also be granted in respect of an attempt or of complicity in any form or of any nature whatsoever, provided such attempt or complicity be punishable in accordance with Article 2 under the laws of both the applicant State and the State applied to.

Article 4.

NON-EXTRADITABLE OFFENCES.

Extradition shall not be granted :

(1) For political offences or offences connected therewith, unless the common offence connected with the political offence be so serious as to constitute the principal offence. An attack on the life of the Head of the State or of the Head of the Government, including an attempt or complicity in such an offence, shall not be deemed to be of a political nature ;

(2) For purely military offences, when the act is punishable only under military law ;

(3) For offences covered only by the laws relating to the press.

In cases falling under the preceding numbers, the authorities of the State applied to shall have sole power to decide as to the nature of the acts committed.

Article 5.

The two High Contracting Parties undertake not to grant to a third State the extradition of subjects of the other Party who are being prosecuted or who have been sentenced for any of the offences mentioned in the preceding Article.

Article 6.

Extradition shall also not take place :

(1) If the accused has been discharged after proceedings for the same offence before the authorities of the Party applied to, or if proceedings led to a final judgment, save where the law of the Party applied to permits criminal proceedings to be re-opened on the production of new facts by the applicant Party ;

(2) If the authorities of the Party applied to are, under the laws of that Party, competent to try the offence ;

3° Si le fait a été commis sur le territoire d'un Etat tiers, et les lois de la Partie requise n'admettent pas la poursuite pour un pareil fait commis à l'étranger.

4° Si, d'après les lois de l'une des Parties contractantes, le fait incriminé ou la peine prononcée est considéré comme prescrit ou éteint au moment où la demande d'extradition a été présentée ou si d'autres motifs légaux s'opposent à ce moment à ce que la personne réclamée soit poursuivie.

5° Si la plainte ou la proposition de la partie lésée, nécessaire d'après la législation d'une des Parties contractantes pour la poursuite du délit, n'a pas été formée ou a été retirée.

Article 7.

DEMANDE D'EXTRADITION.

La demande d'extradition devra être présentée par la voie diplomatique. Seront produits simultanément avec la demande d'extradition soit un jugement, soit un acte de mise en accusation, soit un mandat d'arrêt ou tout autre acte judiciaire ayant la même force et qui indiquera la nature et la gravité du fait incriminé, ainsi que sa dénomination, et le texte de la loi pénale, en vigueur dans le pays requérant, qui est applicable à l'infraction, dont il s'agit et qui contient la peine qu'elle entraîne.

Au cas où les pièces judiciaires produites à l'appui de la demande d'extradition ne seraient pas conformes aux dispositions de l'alinéa précédent, la Partie requérante y ajoutera un document judiciaire contenant les indications nécessaires, et le texte de la loi visée ci-dessus, reproduit *in extenso*.

Lorsqu'il s'agit de délits contre la propriété, il sera indiqué toujours le montant du dommage réel ou de celui que le malfaiteur a voulu causer.

Les pièces à produire seront dressées dans la forme prescrite par les lois de la Partie requérante. Elles devront être légalisées par l'agent diplomatique de la Partie requérante et accompagnées d'une traduction dans la langue de la Partie requise ou dans la langue française, certifiée conforme par l'agent diplomatique de la Partie requérante ou par un traducteur assermenté de la Partie requérante ou requise.

Si les renseignements fournis par les pièces produites ne suffisent pas pour rendre possible un jugement d'après les lois de la Partie requise, ils seront complétés sur demande.

De même, en cas de doute sur l'identité de l'individu, les preuves en seront fournies.

Article 8.

MESURES EN VUE D'ASSURER L'EXTRADITION.

Dès que la demande d'extradition aura été faite et si l'extradition ne paraît pas *a priori* inadmissible, il conviendra de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. La personne arrêtée devra être détenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'extradition, et au cas où l'extradition serait accordée, jusqu'à son exécution, à moins que la demande ne soit retirée par voie diplomatique. Si pour découvrir une personne à arrêter, il est besoin de saisir des envois postaux ou des télégrammes ou d'obtenir des renseignements sur leur expédition et sur leur contenu, il y aura lieu de prendre d'office les mesures nécessaires conformément à la législation de la Partie requise.

L'individu, dont l'extradition est demandée, pourra être élargi au cas où les renseignements complémentaires prévus à l'article 7, n'auront pas été donnés au gouvernement requis dans le délai de deux mois à partir du jour où la demande en sera transmise au représentant diplomatique de l'Etat requérant.

(3) If the offence was committed in the territory of a third State and the laws of the Party applied to do not permit prosecution for such an offence committed abroad ;

(4) If, by the law of one of the Contracting Parties, the offence alleged or the sentence passed is deemed to be barred by limitation or to have lapsed at the time of presentation of the requisition for extradition, or if at the moment in question there are other legal grounds which prevent the prosecution of the person claimed ;

(5) If the complaint or motion of the injured Party, being by the law of one Contracting Party required for the prosecution of the offence, has not been submitted or has been withdrawn.

Article 7.

REQUISITION FOR EXTRADITION.

The requisition for extradition shall be submitted through the diplomatic channel and shall be accompanied by a judgment, or a charge or a warrant of arrest, or any other judicial document having the same authority and stating the nature and gravity of the offence, its title and the provisions of the criminal law in force in the applicant State that are relevant to the offence and mention the penalty involved.

If the judicial documents in support of the requisition for extradition do not conform to the provisions of the preceding paragraph, the applicant Party shall add thereto a judicial document giving the necessary information and the full text of the law referred to above.

In the case of offences against property, the amount of the actual damage done, or of that which the offender desired to cause, shall always be mentioned.

The necessary documents shall be drawn up in the form prescribed by the law of the applicant Party. They must be legalised by the diplomatic agent of the applicant Party and must be accompanied by a translation in the language of the Party applied to, or in French, certified correct by the diplomatic agent of the applicant Party or by a sworn translator of the applicant Party or the Party applied to.

If the information contained in the documents produced is not sufficient to allow of judgment in accordance with the laws of the Party applied to, the documents shall be completed on request.

Similarly, where the identity of the person is doubtful, proof shall be furnished.

Article 8.

STEPS TO CARRY OUT EXTRADITION.

When a requisition for extradition has been made, steps shall at once be taken if extradition does not appear *a priori* inadmissible, to provide for its execution. The person arrested shall be detained until a decision has been taken on the requisition for extradition, and if extradition be granted, until its execution, unless the requisition is withdrawn through the diplomatic channel. If it be necessary, with a view to discovering a person to be arrested, to seize postal matter or telegrams or to obtain information as to their despatch or contents, the required steps shall be taken without further formality in accordance with the law of the Party applied to.

A person whose extradition is applied for may be set at liberty if the additional information referred to in Article 7 is not furnished to the Government applied to within two months of the date on which application therefore is made to the diplomatic representative of the applicant State.

Article 9.

ARRESTATION PROVISOIRE.

L'individu dont l'extradition sera requise devra être arrêté provisoirement avant que la demande d'extradition ait été présentée, si l'arrestation provisoire en est demandée et à moins que l'extradition ne paraisse *a priori* inadmissible. La demande d'arrestation provisoire sera présentée par la voie diplomatique, ou en cas d'extrême urgence adressée directement aux autorités de l'autre Partie compétente pour l'arrestation, par le consul compétent *ratione loci* de la Partie requérante.

En cas d'urgence on pourra accorder l'arrêt provisoire à la suite d'une déclaration, même par télégraphe, de l'existence d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte équivalent au mandat, qui devra indiquer la nature et la gravité du fait imputé. Cette déclaration devra être confirmée dans les quinze jours par l'autorité diplomatique ou consulaire de la Partie requérante.

L'individu arrêté provisoirement pourra être remis en liberté si la demande d'extradition n'a pas été présentée dans un délai de deux mois après l'arrestation, le jour de l'arrestation non compris.

*Article 10.*AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.
REMISE TEMPORAIRE DE L'INDIVIDU RÉCLAMÉ.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il est condamné par les autorités de la Partie requise, pour un autre fait que celui pour lequel l'extradition est demandée, l'extradition sans préjudice de la décision à prendre immédiatement à l'égard de la demande, pourra être différée jusqu'à ce que la procédure pénale soit terminée et que la peine prononcée soit exécutée ou remise.

De même, en cas de procédure en cours devant les autorités de la Partie requise pour un autre motif que celui d'une infraction aux lois pénales et entraînant la comparution forcée ou la détention de l'individu réclamé, l'extradition pourra être différée jusqu'à ce que la procédure soit terminée ou que la détention ait pris fin.

Néanmoins, si d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription ou d'autres difficultés importantes, en ce qui concerne la poursuite de l'inculpé, pouvaient résulter de cet ajournement, sa remise temporaire sera accordée, à moins de considérations spéciales qui s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer l'extradé, aussitôt que la poursuite dans le pays requérant sera terminée.

Dans le cas où l'individu réclamé serait empêché, par l'extradition, de remplir les obligations contractées par lui envers des particuliers, son extradition aura tout de même lieu, sauf à ces derniers à faire valoir leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 11.

CONCOURS DE DEMANDE D'EXTRADITION.

Si l'individu, dont l'extradition est demandée par l'une des Parties contractantes, est réclamé également par un ou plusieurs autres Etats, pour le même fait, il sera livré à l'Etat dont il est le sujet.

Si l'individu, dont l'extradition est demandée par l'une des Parties contractantes, est réclamé également par un ou plusieurs autres Etats, en raison d'autres infractions, il sera d'abord livré à l'Etat sur le territoire duquel a été commise l'infraction la plus grave, et, en cas de gravité égale à l'Etat dont il est le sujet.

Lorsque l'individu poursuivi n'est sujet d'aucun des Etats requérants, il sera livré, en cas d'infraction de gravité égale, à celui dont la demande est parvenue la première à l'Etat requis. Il est entendu que la gravité de l'infraction sera déterminée par les lois de l'Etat requis.

Article 9.

PROVISIONAL ARREST.

A person whose extradition is applied for shall be provisionally arrested before the presentation of the requisition for extradition if provisional arrest is asked for and unless extradition appears *a priori* inadmissible. The application for provisional arrest shall be submitted through the diplomatic channel or, in cases of extreme urgency, addressed direct by the consul of the applicant Party having competence *ratione loci*, to the authorities of the other Party having power to arrest.

In urgent cases, provisional arrest may be granted on a declaration, even by telegraph, of the existence of a sentence or of a warrant of arrest or any other document equivalent to a warrant, which shall mention the nature and gravity of the offence charged. This declaration must be confirmed within fifteen days by the diplomatic or consular authority of the applicant Party.

Persons provisionally arrested may be set at liberty if the requisition for extradition has not been submitted within two months of the arrest, not including the day of arrest.

*Article 10.*POSTPONEMENT OF EXTRADITION.
TEMPORARY SURRENDER OF A PERSON CLAIMED.

If the person claimed is being prosecuted or has been convicted by the authorities of the Party applied to in respect of an act other than that for which extradition is demanded, extradition may, without prejudice to the immediate decision to be given on the application, be postponed until criminal proceedings are concluded and the sentence pronounced has been carried out or remitted.

Similarly, when proceedings other than criminal proceedings involving the compulsory appearance or the detention of the person claimed are pending before the authorities of the Party applied to, extradition may be postponed until the proceedings are concluded or the person is set at liberty.

Nevertheless, if such postponement might, under the law of the Party applying for extradition, lead to prescription or other serious difficulties as regards the prosecution of the offender, the person may, failing special reasons to the contrary, be temporarily handed over, provided he is sent back as soon as proceedings in the applicant State have terminated.

If the person applied for is prevented by reason of his extradition from fulfilling obligations entered into by him towards individuals, his extradition shall nevertheless take place, and the latter may bring their claims before the competent authority.

Article 11.

REQUISITIONS FROM MORE THAN ONE STATE.

If the person whose extradition is applied for by one of the Contracting Parties is also claimed by one or more other States in respect of the same act, he shall be delivered up to the State of which he is a national.

If the person whose extradition is applied for by one of the Contracting Parties is also claimed by one or more other States for other offences, he shall be delivered up first to the State in whose territory the most serious offence was committed, and in cases of equal gravity, to the State of which he is a national.

When the person claimed is not a subject of any of the applicant States, he shall, in case of offences of equal gravity, be delivered up to that State whose requisition first reached the State applied to. It is agreed that the law of the State applied to shall determine the gravity of the offence.

Article 12.

MODE D'EXÉCUTION.

Si l'extradition est accordée, l'individu à extraditer, s'il doit être transporté par terre hors du territoire de la Partie requise, sera amené au point frontière, fixé par un accord préalable avec l'Etat tiers qui se charge du transit, dès que la réception y sera assurée. Si le transport doit s'effectuer par mer, l'extradé sera amené au port de la Partie requise où l'embarquement doit avoir lieu.

Si l'Etat requérant ne pourvoit pas, pour ce qui le concerne, à l'exécution de l'extradition dans le délai de trois mois à partir du jour de la notification de la concession de l'extradition, l'individu dont il a demandé l'extradition, pourra être remis en liberté.

Article 13.

REMISE DES PIÈCES A CONVICTION.

Les objets dans la possession desquels l'inculpé est entré par suite de l'infraction, ou ceux qui ont été saisis sur lui, les moyens et instruments ayant servi à commettre l'infraction, ainsi que toute autre pièce à conviction, seront, sous réserve de droits de tiers et, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis au gouvernement réclamant l'extradition, en même temps que l'inculpé et même dans le cas où l'extradition admissible ne pourra être effectuée par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Cette remise comprendra également tous les objets de même nature que l'inculpé aurait cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

L'Etat auquel la remise de ces objets aura été demandée pourra les retenir provisoirement s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle ; il pourra de même, en les transmettant, se réserver leur restitution pour le même but, en s'obligeant de les retourner à son tour dès que faire se pourra.

Article 14.

EXTRADITION EN TRANSIT.

Les dispositions prévues pour l'extradition aux articles 1 à 7, 10 et 13 s'appliquent à l'extradition par la voie de transit des individus qui sont extradés à l'une des Parties contractantes par un Etat tiers, ou qui sont à réextrader ou à extraditer à cet Etat à travers le territoire de l'autre Partie, ainsi qu'au transit par mer et par navire de cette Partie.

L'extradition par voie de transit sera effectuée par les autorités de la Partie requise par la voie qui lui convient le mieux.

Article 15.

LIMITES AU DROIT DE POURSUITE DE L'EXTRADÉ.

L'extradé ne pourra être poursuivi, ni puni dans le pays auquel l'extradition a été accordée, ni extradé à un Etat tiers, à raison d'une infraction commise antérieurement à l'extradition, que si l'extradition a été accordée pour cette infraction, ou que si la Partie requise donne son consentement à la poursuite ou à la condamnation.

Si, dans le cas de l'alinéa premier, l'individu extradé déclare qu'il consent à la continuation de la poursuite et à sa condamnation, le consentement de la Partie requise pourra être demandé, en ajoutant à cette demande la communication de cette déclaration. Si, dans ce dernier cas, la

Article 12.

METHOD OF EXECUTION.

When extradition is granted, if the person to be surrendered is to be conveyed by land out of the territory of the Party applied to, he shall be brought to the point on the frontier determined by previous agreement with the third State undertaking the transit as soon as arrangements have been made there for his reception. In the case of transport by sea, the person surrendered shall be brought to the port of the Party applied to at which embarkation is to take place.

If the applicant State does not, for its part, provide for the carrying out of extradition within three months of the day of notification that extradition is granted, the person applied for may be set at liberty.

Article 13.

HANDING OVER OF ARTICLES SERVING AS PROOF OF THE OFFENCE.

Objects obtained by the offender as the result of the offence or seized on his person, appliances and instruments used in the commission of the offence, and any other article which may serve as proof of the offence, shall, subject to the rights of third parties and at the discretion of the competent authority, be handed over to the Government applying for extradition at the same time as the offender, and even when extradition, though allowable, cannot take place owing to his death or escape.

Any such objects hidden or deposited by the offender in the country granting extradition and subsequently discovered shall also be handed over.

The State requested to hand over such objects may retain them provisionally if it considers them necessary for criminal proceedings; it may also in forwarding them require their return for the same purpose, on undertaking, for its part, to send them back as soon as possible.

Article 14.

EXTRADITION IN TRANSIT.

The provisions for extradition contained in Articles 1 to 7, 10 and 13 shall apply to the extradition in transit of persons extradited to one of the Contracting Parties by a third State or to be re-extradited or extradited to that State across the territory of the other Party, and also to transit by sea or by ship of the latter Party.

Extradition in transit shall be carried out by the authorities of the Party applied to by the method which they judge most convenient.

Article 15.

LIMITS TO THE RIGHT OF PROCEEDING AGAINST A SURRENDERED PERSON.

A person who has been surrendered may not be proceeded against or punished in the country to which he has been surrendered, nor surrendered to a third State, for an offence committed previous to extradition, unless extradition has been granted for such offence or unless the Party applied to gives its consent to the proceedings or the conviction.

In cases referred to in paragraph 1, if the person surrendered states that he agrees to the continuation of the proceedings and to his conviction, the consent of the Party applied to may be requested, the statement in question being attached to the request. In the latter case, if the Party

Partie requise ne donne pas son consentement, ou si pareille déclaration n'a pas été communiquée, la demande de consentement devra être présentée avec la même formalité que la demande d'extradition elle-même, et elle pourra être refusée pour les mêmes raisons que l'extradition elle-même.

Article 16.

Les limitations de la poursuite ou de la condamnation de l'individu extradé prévues à l'article précédent n'ont pas lieu, si l'individu extradé n'a pas quitté de son propre gré le territoire de l'autre Partie dans les trente jours qui suivent son élargissement définitif, ou s'il y revient, ou s'il y est extradé de nouveau après avoir quitté le susdit territoire ou si l'individu extradé a déclaré aux autorités compétentes de la Partie requise, avant sa première extradition, qu'il consent à être extradé sans l'accomplissement de la formalité de l'extradition, et si la Partie requise en fait communication à la Partie requérante.

Article 17.

LES FRAIS DE L'EXTRADITION ET DE L'EXTRADITION EN TRANSIT.

Les frais d'arrestation, de détention et d'entretien de l'individu dont l'extradition ou l'arrestation provisoire aura été demandée et les frais de transport de l'individu à la station frontière d'un Etat tiers désigné pour sa réception ou jusqu'à son embarquement, sont à la charge de la Partie requise. Il en est de même des frais de saisie et de conservation des objets saisis au moment de l'arrestation et des frais de l'expédition des objets à remettre avec l'individu réclamé.

S'il s'agit soit d'une extradition par voie de transit, soit d'une remise temporaire, les frais de détention, d'entretien et de transport de l'individu et ceux du transport des objets qui seront remis avec lui, seront remboursés par la Partie requérante.

CHAPITRE II

ASSISTANCE RÉCIPROQUE DES AUTORITÉS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE.

Article 18.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Les Parties contractantes s'engagent, quand elles en sont requises, à se prêter, aussi en dehors des cas d'extradition, une assistance réciproque en toute affaire pénale en cours devant les autorités judiciaires de l'autre Partie.

Article 19.

NOTIFICATION D'ACTES ET EXÉCUTION DES COMMISSIONS ROGATOIRES EN MATIÈRE PÉNALE.

Les autorités judiciaires des Parties contractantes correspondront entre elles par la voie diplomatique pour tout ce qui concerne la signification d'actes et la transmission de commission rogatoire en matière pénale.

Article 20.

Les pièces à signifier et les commissions rogatoires devront être accompagnées d'une traduction ou dans la langue de la Partie requise, ou en français, certifiée conforme par l'agent diplomatique de la Partie requérante ou par un traducteur assermenté de la Partie requérante ou requise.

applied to does not give its consent, or failing the communication of such a statement, the request for consent must be submitted with the same formality as the requisition for extradition itself, and may be refused for the same reasons as extradition itself.

Article 16.

The limitations, referred to in the previous Article, on the prosecution or sentencing of persons who have been surrendered shall not apply if the person surrendered does not of his own accord leave the territory of the other Party within thirty days of his final release, or if he returns thereto or is again surrendered thereto after leaving the said territory, or if the person surrendered has, before his first extradition, declared to the competent authorities of the Party applied to that he consents to be surrendered without the fulfilment of the extradition formalities, and if the Party applied to informs the applicant Party accordingly.

Article 17.

COSTS OF EXTRADITION AND OF EXTRADITION IN TRANSIT.

The costs of arrest, detention and maintenance of the person whose extradition or provisional arrest has been applied for, and the costs of his transport to the frontier station of a third State appointed to receive him, or until his embarkation, shall be borne by the Party applied to, and likewise the costs of the seizure and safekeeping of objects seized at the time of arrest and the costs of forwarding objects to be handed over with the person applied for.

In the case of extradition in transit, or of temporary surrender, the costs of detention, maintenance and transport of the person and of the transport of the objects to be handed over with him shall be repaid by the applicant Party.

CHAPTER II.

RECIPROCAL ASSISTANCE OF JUDICIAL AUTHORITIES IN CRIMINAL MATTERS.

Article 18.

GENERAL PROVISIONS.

Apart from extradition cases, the Contracting Parties also undertake, when requested to do so, to render one another assistance in all criminal matters pending before the judicial authorities of the other Party.

Article 19.

NOTIFICATION OF DOCUMENTS AND EXECUTION OF LETTERS OF REQUEST IN CRIMINAL MATTERS.

The judicial authorities of the Contracting Parties shall correspond with one another through the diplomatic channel as regards everything relating to the service of documents and the forwarding of letters of request in criminal matters.

Article 20.

Documents for service and letters of request shall be accompanied by a translation, either in the language of the Party applied to or in French, certified correct by the diplomatic agent of the applicant Party or by a sworn translator of the applicant Party or of the Party applied to.

Article 21.

On donnera exécution aux significations, citations et aux commissions rogatoires en conformité des lois du pays requis.

L'Etat requis enverra par la voie diplomatique les actes qui prouvent l'accomplissement des significations et ceux qui constituent l'exécution des commissions rogatoires ou fera connaître les motifs qui s'y opposent.

Article 22.

L'exécution d'une signification et d'une commission rogatoire ne pourra être refusée que :

1^o Si l'authenticité du document n'est pas établie.

2^o Si dans l'Etat requis l'exécution de la signification ou de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

3^o Si l'Etat sur le territoire duquel l'exécution devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à l'ordre public ou au droit public intérieur.

4^o S'il s'agit de la poursuite d'un sujet de l'Etat requis qui ne se trouve pas sur le territoire de l'Etat requérant.

5^o Si l'infraction faisant l'objet de la poursuite, n'est pas punissable d'après les lois de l'Etat requis ou si elle a un caractère politique ou militaire, ou pour laquelle l'extradition n'est pas admise.

6^o Si le jugement de condamnation à signifier a été rendu contre un sujet de l'Etat requis.

7^o Si la citation à signifier menace le prévenu, en cas de non-comparution, d'être l'objet d'un mandat d'amener ou d'arrêt, ou si la citation d'un témoin ou d'un expert fait prévoir les conséquences légales de la non-comparution, consistant en une peine ou une imposition de frais ou bien en un mandat d'amener, ou d'arrêt.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Article 23.

L'assistance judiciaire prévue par l'article 18 comprend la signification de tout acte de procédure ou de jugement et l'exécution des commissions rogatoires aux fins d'audition de prévenus, de témoins ou d'experts, ainsi qu'aux fins de constatation sur les lieux.

Elle comprend de même les décisions à prendre sur demande par les tribunaux de l'Etat requis en vue de faire opérer sur le territoire de l'Etat requis soit une perquisition personnelle, soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps de délit ou de pièces de conviction.

Elle comprend également la communication sur demande des pièces à conviction ou des documents qui se trouvent en possession des autorités de l'Etat requis, avec engagement de les restituer dans le plus bref délai possible.

On donnera suite aux demandes d'assistance susmentionnées, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent et sous réserve des dispositions de l'article 2.

*Article 24.***CITATION ET COMPARUTION DE PERSONNES RÉSIDANT DANS L'AUTRE ETAT.**

Si pour un procès pénal est rendue nécessaire la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert, l'acte de citation de l'autorité judiciaire sera transmis par la voie diplomatique et

Article 21.

Procedure as regards service of notices and summonses, and as regards letters of request, shall conform to the laws of the country applied to.

The State applied to shall forward through the diplomatic channel documents showing that service has been effected and that letters of request have been executed, or shall state the reasons which prevented action from being taken.

Article 22.

The execution of a request for service of or letters of request may not be refused unless :

- (1) The authenticity of the document is not established ;
- (2) The execution of the request for service or of the letters of request is not within the powers of the judiciary in the State applied to ;
- (3) The State within whose territory execution was to have taken place considers it such as to affect public order or municipal public law ;
- (4) A national of the State applied to, not being in the territory of the applicant State, is being proceeded against ;
- (5) The offence forming the grounds for the prosecution is not punishable by the law of the State applied to, or is of a political or military character, or one for which extradition is not allowed ;
- (6) The sentence to be notified has been passed on a national of the State applied to ;
- (7) The notice to be served threatens the accused in case of non-appearance with the issue of a warrant or with arrest, or if the subpoena addressed to a witness or an expert refers to the legal consequences of non-appearance, such as a penalty or liability for costs or the issue of a warrant, or arrest.

If the authority applied to is without jurisdiction, the letters of request shall be forwarded without any further request to the competent judicial authority of the same State, in accordance with the rules laid down by the laws of the latter.

Article 23.

The judicial assistance referred to in Article 18 includes the service of writs, the notification of judgments and the execution of letters of request for the hearing of accused, of witnesses or of experts, and for the taking of evidence on the spot.

It also includes decisions by the Courts of the State applied to, on application being made, to authorise, in the territory of the State applied to, either a personal search of the inspection of premises, or the seizure of the *corpus delicti* or evidence which may serve as proof of the offence.

It likewise includes the forwarding, on application being made, of articles serving as proof of the offence or documents in possession of the authorities of the State applied to, subject to the undertaking to return them as quickly as possible.

Such applications for assistance shall be complied with, failing special reasons to the contrary and subject to Article 2.

Article 24.

SUBPOENA AND ATTENDANCE OF PERSONS RESIDING IN THE OTHER STATE.

If the appearance in person of a witness or an expert is necessary in criminal proceedings, the subpoena of the judicial authority shall be forwarded through the diplomatic channel and shall

sera notifié par les soins de l'Etat requis, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent. Ces autorités demanderont à la personne citée si elle est disposée à se conformer à la décision.

L'acte de citation devra indiquer la somme qui sera payée à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'anticipation sur la somme totale que l'Etat requis pourra faire au témoin ou à l'expert, quitte à se faire rembourser par l'Etat requérant.

Le témoin ou l'expert, quelle que soit sa nationalité, qui voudra comparaître devant l'autorité judiciaire de l'Etat requérant, ne pourra être poursuivi ou arrêté ni pour faits et condamnations antérieurs, ni à aucun titre pour participation aux faits qui forment l'objet du procès, dans lequel a été ordonné son témoignage ou son expertise. Celui-ci perdra l'avantage de l'immunité dont il s'agit si dans un délai de huit jours à partir du moment où, d'après la déclaration des tribunaux sa présence devant les instances judiciaires n'est plus nécessaire et où son départ peut s'effectuer librement.

Si l'individu dont on demande la comparution est détenu par l'autre Etat, on pourra demander à celui-ci sa remise provisoire, quitte à le renvoyer dans le plus bref délai possible. Dans ce cas aussi le consentement de cet individu sera nécessaire s'il n'est pas sujet de l'Etat requérant.

Article 25.

FRAIS DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

Les frais de l'assistance ainsi que les frais de retour des individus et des objets qui ont été remis provisoirement, seront à la charge de la Partie requise, en tant qu'ils se sont produits dans son territoire.

Les frais occasionnés par l'exécution des expertises et les sommes versées aux témoins cités en vertu de l'article 24 seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 26.

COMMUNICATION DES JUGEMENTS DE CONDAMNATION.

Si un sujet d'une des Parties contractantes est condamné pour délit puni de peine restrictive de la liberté personnelle dans le territoire de l'autre Partie, celle-ci s'engage à communiquer dans un délai de six mois, à compter de la date de la chose jugée, l'extrait de la décision à l'autorité judiciaire du pays auquel appartient le condamné.

CHAPITRE III

Article 27.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES ET ATTESTATIONS DE DISPOSITIONS LÉGALES.

Chaque Partie contractante, sur la requête d'une autorité judiciaire de l'autre Partie, remise par voie diplomatique, fournira le texte des lois en vigueur sur son territoire, et, le cas échéant, toute autre information juridique nécessaire.

La requête doit préciser la question de droit sur laquelle doivent être données les informations.

be served by the State applied to, failing special reasons to the contrary. The authorities in question shall ask the person subpoenaed whither he is prepared to comply with the decision.

The subpoena shall mention the sum to be paid for travelling expenses and subsistence and the amount of advance out of the total sum which the State applied to may make to the witness or expert, subject to repayment by the applicant State.

A witness or expert of whatever nationality who consents to appear before a judicial authority of the applicant State may not be prosecuted or arrested either for previous offences or convictions or, under any circumstances, for participation in acts forming the subject of the proceedings in which he has been ordered to appear as witness or expert. He shall lose the advantage of such immunity after eight days from the moment when the Courts have declared that his presence is no longer necessary, and from the moment when he is free to depart.

If the person for whose attendance an application has been made is under detention in the other State, such State may be asked to hand him over provisionally, but he must be sent back as soon as possible. In this case also the consent of such person will be necessary if he is not a national of the applicant State.

Article 25.

COSTS OF JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

The costs of assistance and of the return of persons and objects provisionally handed over shall be borne by the Party applied, to in so far as they are incurred in its territory.

The costs of the taking of expert evidence and sums paid to witnesses subpoenaed in virtue of Article 24 shall be borne by the applicant State.

Article 26.

NOTIFICATION OF SENTENCES.

If a national of one of the Contracting Parties is sentenced for an offence punishable by deprivation of personal liberty in the territory of the other Party, the latter undertakes to forward, within six months of the date of the judgment, an extract from the decision to the judicial authority of the country to which the convicted person belongs.

CHAPTER III.

Article 27.

LEGAL INFORMATION AND CERTIFICATES AS TO LAWS IN FORCE.

Each High Contracting Party shall, on application being made through the diplomatic channel by a judicial authority, of the other Party, supply the text of the laws in force within its territory and any other legal information that may be necessary.

The application shall mention the point of law on which information is to be given.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES.

Article 28.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Ankara aussitôt que possible. Il entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur six mois après le jour de la dénonciation de la part d'une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait en double exemplaire, à Praha, le 22 août 1930.

(L. S.) D^r WELLNER.

(L. S.) D^r KOUKAL.

(L. S.) M. NUMAN.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du Traité d'extradition tchécoslovaque-turc en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont convenu les dispositions suivantes :

Ad article 2. — Il est entendu que la recherche des concordances entre les législations des deux Parties contractantes pour la fixation des conditions de l'extradition devra s'effectuer, en ce qui concerne la Tchécoslovaquie, en conformité de la législation en vigueur sur le territoire de la République tchécoslovaque, où la procédure d'extradition devra avoir lieu.

Il en sera de même pour tout ce qui se rapporte dans le Traité à la compétence de la législation de la République tchécoslovaque.

Ad article 7, troisième alinéa. — Les deux Parties sont d'accord pour convenir que la suppression des formalités de légalisation des pièces judiciaires pourra, si elle est jugée utile, faire l'objet d'un accord spécial entre les deux gouvernements.

Ad article 9. — Il est convenu que pour les demandes d'arrestation provisoire, une des Hautes Parties contractantes pourra, si elle le juge opportun, demander la suppression de la compétence des consuls et le principe de droit commun consistant en l'entremise exclusive de la voie diplomatique serait dès lors rétabli.

Ad article 11. — Les dispositions de cet article ne porteront pas atteinte aux engagements pris antérieurement à la signature du traité en date de ce jour par l'une des Hautes Parties contractantes vis-à-vis d'autres Etats.

Fait en double exemplaire, à Praha, le vingt-deux août mil neuf cent trente.

D^r WELLNER.

D^r KOUKAL.

M. NUMAN.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 2 juin 1931.

D^r Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

CHAPTER IV.

FINAL PROVISIONS.

Article 28.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Angora as soon as possible. It shall come into force three months after the exchange of ratifications and shall remain in force until six months after the date of its denunciation by either High Contracting Party.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate at Prague, August 22, 1930.

(L. S.) Dr. WELLNER.

(L. S.) Dr. KOUKAL.

(L. S.) M. NUMAN.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Extradition Treaty between Czechoslovakia and Turkey of to-day's date, the undersigned Plenipotentiaries have agreed on the following provisions :

Ad Article 2. — It is understood that the endeavour to harmonise the laws of the two Contracting Parties with a view to determining the conditions of extradition shall, as regards Czechoslovakia, be made in conformity with the laws in force in the territory of the Czechoslovak Republic in which extradition proceedings are to take place.

The same shall apply as regards anything in this Treaty which concerns the applicability of the laws of the Czechoslovak Republic.

Ad Article 7, third paragraph. — The two Parties agree that the abolition of the formalities relating to the legalisation of judicial documents may, if this is deemed to be desirable, form the subject of a special agreement between the two Governments.

Ad Article 9. — It is agreed that, in respect of applications for provisional arrest, either High Contracting Party, if it thinks fit, may ask for the abolition of the consular jurisdiction ; the principle of ordinary law, consisting in the exclusive employment of the diplomatic channel, would then again apply.

Ad Article 11. — Nothing in this Article shall affect undertakings entered into prior to the signature of the Treaty of this day's date between one of the High Contracting Parties and other States.

Done in duplicate at Prague, August 22, one thousand nine hundred and thirty.

Dr. WELLNER.

Dr. KOUKAL.

M. NUMAN.

N° 3197.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET TURQUIE**

Traité d'établissement. Signé à Ankara, le 28 octobre 1931.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND TURKEY**

Treaty of Establishment. Signed at Ankara, October 28, 1931.

TEXTE TURC. — TURKISH TEXT.

Nº 3197. — TÜRKİYE CÜMHURİYETİ İLE AMERİKA MÜTTEHİT DEVLETLERİ ARASINDA İKAMET MUAHEDENAMESİ¹.
28 TESRİNİ EVVEL 1931 DE ANKARA DA İMZA EDİLMİŞTİR.

No. 3197. — TREATY¹ OF ESTABLISHMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF TURKEY. SIGNED AT ANKARA, OCTOBER 28, 1931.

Textes officiels anglais et turc communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Turquie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 7 juin 1933.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 7 avril 1933.

English and Turkish official texts communicated by the Turkish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place June 7, 1933.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, April 7, 1933.

TÜRKİYE CÜMHURİYETİLE AMERİKA MÜTTEHİT DEVLETLERİ, Yüksek Akitlerden her birinin tebaasının ve şirketlerinin diğer taraf ülkesinde ikamet ve icrayı ticaret edebilmeleri şartlarının asrı hukuku düvele mutabık surette tesbitini arzu ederek ve kazaî umura ve malî tekâlife müteallik mesaili buna tevfikân tanzim etmek maksadile bir muahede aktine karar vermişler ve murahhasları olmak üzere :

TÜRKİYE CÜMHURİYETİ REİSİ :

Millî Müdafaa Vekili ZEKÂİ Beyfendi ;

AMERİKA MÜTTEHİT DEVLETLERİ REİSİ :

Türkiyede Büyük Elçisi ve fevkalâde mu-
rahhası Joseph C. GREW'YU ; tayin
buyurmuşlardır.

Müşarileyhim, usulüne muvafık görülen salâ-
hiyetnamelerini yekdiğerine tebliğ ettikten sonra
atideki ahkâmı kararlaştırmışlardır :

THE REPUBLIC OF TURKEY and THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of prescribing, in accordance with modern international law, the conditions under which the nationals and corporation of each of the High Contracting Parties may settle and carry on business in the territory of the other Party, and with a view to regulating accordingly questions relating to jurisdiction and fiscal charges, have decided to conclude a treaty for that purpose and have appointed their plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :
ZEKÂİ Bey, Minister for National Defence,
and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Joseph C. GREW, Ambassador Extraordin-
ary and Plenipotentiary of the United
States of America to the Turkish Re-
public,

Who, having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washing-
ton, le 15 février 1933.

¹ The exchange of ratifications took place at
Washington, February 15, 1933.

Madde 1.

Her iki memleket tebaasına ve şirketlerine diğer memleket arazisinde tatbik edilebilecek ikamet ve meksü âram şartları ve kezalik malî tekâlif ve kazaî salâhiyet noktai nazarından Türkiye, Amerika Müttehit Devletlerine ve Amerika Müttehit Devletleri, Türkiyeye en ziyade mazharı müsaade üçüncü memlekete bahşedilmiş veya edilecek olan aynı muameleyi, kâffei ahvalde bahşedecektir.

İşbu Muahedede münderiç hükümlerden hiç biri iki memlekettten her birinin ecebilerin muhaceretine müteallik kavanin ve nizamâtı mevcudesini yahut iki memlekettten her birinin bu gibi kavanin neşretmek hakkını ihlâl edecek surette tefsir olunmıyacaktır.

Madde 2.

İşbu muahede tasdik edilecek ve tasdiknameler mümkün olduğu kadar süratle Vaşingtonda teati edilecektir.

Bu muahede tasdiknamelerin teatisinden itibaren mevkii mer'iyete girecek ve üç sene müddetle mer'i kalacaktır.

Bu tarihten sonra muahede, inkızası Yüksek Akitlerden biri tarafından diğerine tebliğ edildiği tarihten itibaren geçecek on iki ayın hitamına kadar mer'iyette kalacaktır.

Tasdiklanılmakal muralhaslar işbu muahedeyi imza etmiş ve mühürlemişlerdir.

Ankarada 1931 senesi birinci teşrin ayının 28 inci çarşamba günü türkçe ve ingilizce iki nüsha olarak tanzim edilmiştir.

ZEKÂİ.

Joseph C. GREW.

ZEKÂİ.

Joseph C. GREW.

Pour copie conforme :

Le Directeur général du Protocole :

Sevket Fuat

Article 1.

With reference to the conditions of establishment and sojourn which shall be applicable to the nationals and corporations of either country in the territories of the other, as well as to fiscal charges and judicial competence, Turkey will accord to the United States of America and the United States of America will accord to Turkey the same treatment in all cases as that which is accorded or shall, be accorded to the most favoured third country.

Nothing contained in this treaty shall be construed to affect existing statutes and regulations of either country in relation to the immigration of aliens or the right of either country to enact such statutes.

Article 2.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Washington as soon as possible.

It shall take effect at the instant of the exchange of ratifications and shall remain in effect for three years.

After this date it shall remain in effect until the expiration of twelve months from the date on which notice of its termination shall have been given by either High Contracting Party to the other.

In witness whereof the plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate in the Turkish and English languages at Ankara this 28th day of October nineteen hundred and thirty one.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3197. — TRAITÉ D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE. SIGNÉ A ANKARA, LE 28 OCTOBRE 1931.

LA RÉPUBLIQUE TURQUE et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de formuler, conformément au droit international moderne, les conditions dans lesquelles les particuliers et les sociétés ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes sont autorisés à s'établir et à exercer une activité commerciale dans le territoire de l'autre Partie, et de régler en conséquence les questions relatives à la juridiction et aux charges fiscales, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

ZEKÂI Bey, ministre de la Défense nationale ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Joseph C. GREW, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique auprès de la République turque,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

En ce qui concerne les conditions d'établissement et de séjour qui seront applicables aux ressortissants et aux sociétés de l'une des Parties sur les territoires de l'autre, ainsi qu'en ce qui concerne les charges fiscales et la compétence judiciaire, la Turquie accordera aux États-Unis d'Amérique et les États-Unis d'Amérique accorderont à la Turquie le même traitement, dans tous les cas, que celui qui est accordé ou pourra être accordé ultérieurement au pays tiers bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée :

Aucune disposition du présent traité ne sera interprétée comme affectant les lois et règlements existants de l'un ou de l'autre des deux pays en matière d'immigration des étrangers ou le droit, pour l'un ou l'autre de ces pays, de promulguer de telles lois.

Article 2.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Washington aussitôt que possible.

Elle prendra effet au moment de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant une période de trois années.

Passé cette date, elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à partir de la date à laquelle l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre Partie son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition, en langue turque et anglaise, à Ankara, le vingt-huit octobre mil neuf cent trente et un.

ZEKÂI.

Joseph C. GREW.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3198.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE

Echange de notes comportant un
arrangement relatif à l'interpréta-
tion de l'article 7 de la Convention
consulaire du 23 février 1853.
Paris, les 23 février et 4 mars 1933.

UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE

Exchange of Notes constituting an
Agreement regarding the Inter-
pretation of Article 7 of the
Consular Convention concluded
on February 23, 1853. Paris,
February 23 and March 4, 1933.

No. 3198. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE FRENCH GOVERNMENT, CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE INTERPRETATION OF ARTICLE 7 OF THE CONSULAR CONVENTION CONCLUDED ON FEBRUARY 23, 1853. PARIS, FEBRUARY 23 AND MARCH 4, 1933.

Nº 3198. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 7 DE LA CONVENTION CONSULAIRE DU 23 FÉVRIER 1853. PARIS, LES 23 FÉVRIER ET 4 MARS 1933.

Textes officiels anglais et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 juin 1933.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 19 mai 1933.

English and French official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Exchange of Notes took place June 8, 1933.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, May 19, 1933.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

No 2246.

PARIS, February 23, 1933.

EXCELLENCY,

I have the honour to communicate to Your Excellency my Government's interpretation of Article 7 of the Consular Convention³ between the United States of America and France concluded February 23, 1853, in relation to the rights of American citizens in France in connection with the French rent laws. It is my understanding that the following interpretation which has prevailed in the past is concurred

I.

No 2246.

PARIS, le 23 février 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence l'interprétation que mon gouvernement donne à l'article 7 de la Convention³ consulaire conclue le 23 février 1853 entre les Etats-Unis d'Amérique et la France au sujet des droits des citoyens américains en France, relativement à la loi française sur les loyers. J'apprends que l'interprétation suivante, déjà valable dans le passé, est acceptée par votre

¹ En vigueur à partir du 4 mars 1933.

² Traduction du Gouvernement de la République française.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 55, page 718.

¹ In force as from March 4, 1933.

² Translation of the Government of the French Republic.

in by your Government for the future application of the convention.

The effect of the provisions of Article 7 is to establish the right of citizens of the United States in France to enjoy the same treatment as French citizens in matters relating to the ownership, possession and disposal of property. Accordingly, citizens of the United States are entitled, to enjoy in France the benefit of all the provisions, whether applicable to owners or tenants, contained in the French law of April 1, 1926, as amended by the law of June 29, 1929, governing the relations between lessors and lessees of premises used for residential purposes, and in the law of June 30, 1926, as amended by the law of April 22, 1927, governing the relations between tenants and landlords of premises used for commercial or industrial purposes, notwithstanding Article 11 of the Civil Code and the exceptions or restrictions applicable to foreigners under the aforesaid laws.

I may add that, under the laws of the states of the United States and the District of Columbia, French citizens in the United States enjoy the same treatment as American citizens with regard to the leasing and renting of real property.

I shall be glad to have your confirmation of the agreement thus reached.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration,

(Signed) Walter E. EDGE.

His Excellency,
Monsieur Paul-Boncour,
Minister For Foreign Affairs,
Paris.

Pour copie certifiée conforme :

Paris, le 2 juin 1933.

Pour le Ministre et par autorisation :
le Sous-Directeur,
Navailles.

gouvernement pour l'application future de la convention.

Les dispositions de l'article 7 ont pour effet d'assurer aux citoyens des Etats-Unis résidant en France le droit de jouir du même traitement que les citoyens français en matière de propriété, de possession et de disposition de biens immeubles. En conséquence, les citoyens des Etats-Unis jouiront en France du bénéfice de toutes les dispositions applicables soit aux propriétaires, soit aux locataires, de la loi française du 1^{er} avril 1926, modifiée par celle du 29 juin 1929, régissant les relations entre bailleurs et preneurs de locaux à usage d'habitation, et de la loi du 30 juin 1926, modifiée par celle du 22 avril 1927, régissant les relations entre locataires et propriétaires de locaux à usage commercial ou industriel, nonobstant l'article 11 du code civil et les exceptions ou restrictions applicables aux étrangers en vertu des lois précitées.

Je puis ajouter que, suivant les lois des différents Etats de l'Union et du district de Columbia, les citoyens français résidant aux Etats-Unis jouissent du même traitement que les citoyens américains lorsqu'il s'agit de donner ou de prendre à bail des propriétés immobilières.

Je serais très heureux de recevoir de Votre Excellence confirmation de l'accord ainsi réalisé.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) Walter E. EDGE.

A Son Excellence,
M. Paul-Boncour,
Ministre des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Sous-Direction des Chanceries
et du Contentieux.
CONTENTIEUX.
Loyers.

PARIS, le 4 mars 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par la lettre du 23 du mois dernier, vous m'avez fait connaître l'interprétation que votre gouvernement donne de l'article 7 de la Convention consulaire conclue le 23 février 1853 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, au sujet des droits des citoyens américains en France, relativement à la loi française sur les loyers.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement français accepte, pour l'application future de la convention, l'interprétation suivante, déjà valable dans le passé.

Les dispositions de l'article 7 ont pour effet d'assurer aux citoyens des Etats-Unis résidant en France le droit de jouir du même traitement que les citoyens en matière de propriété, de possession et de disposition de biens immeubles. En conséquence, les citoyens des Etats-Unis jouiront en France du bénéfice de toutes les dispositions, applicables soit aux propriétaires soit aux locataires, de la loi française du 1^{er} avril 1926, modifiée par celle du 29 juin 1929, régissant les relations entre bailleurs et preneurs de locaux à usage d'habitation, et de la loi du 30 juin 1926, modifiée par celle du 22 avril 1927, régissant les relations entre locataires et propriétaires de locaux à usage commercial ou industriel, nonobstant l'article 11 du code civil et les exceptions ou restrictions applicables aux étrangers en vertu des lois précitées.

Je prends acte de ce que, suivant les lois des différents Etats de l'Union et du district

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
Sub-Division of Chanceries
and Legal Matters.
LEGAL MATTERS.
Rents.

PARIS, March 4, 1933.

MR. AMBASSADOR,

By a letter of the 23rd of last month you acquainted me with your Government's interpretation of Article 7 of the Consular Convention concluded on February 23, 1853, between France and the United States of America, dealing with the rights of American citizens in France in relation to the French rent law. I have the honor to inform Your Excellency that the French Government accepts, for the future application of the convention, the following interpretation, already valid in the past.

The effect of the provisions of article 7 is to secure for citizens of the United States residing in France the right to enjoy the same treatment as French citizens in matters relating to the ownership, possession, and disposal of real property. Consequently, citizens of the United States will enjoy in France the benefit of all the provisions whether applicable to owners or tenants, of the French law of April 1, 1926, amended by the law of June 29, 1929, governing the relations between lessors and lessees of premises used for residential purposes, and the law of June 30, 1926, amended by the law of April 22, 1927, governing the relations between tenants and landlords of premises used for commercial and industrial purposes, notwithstanding article 11 of the Civil Code and the exceptions or restrictions applicable to foreigners under the aforesaid laws.

I take note that, under the laws of the different States of the United States and of the

¹ Traduction extraite du « Executive Agreement Series » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, N° 44, 1933.

¹ Translation extracted from the Executive Agreement Series of the Government of the United States of America, No. 44, 1933.

de Columbia, les citoyens français résidant aux Etats-Unis jouissent du même traitement que les citoyens américains lorsqu'il s'agit de donner ou de prendre à bail des propriétés immobilières.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) PAUL-BONCOUR.

A Son Excellence,
M. Walter E. Edge,
Ambassadeur des Etats-Unis
d'Amérique à Paris.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.*

District of Columbia, French citizens residing in the United States enjoy the same treatment as American citizens in regard to the leasing or renting of real property.

Kindly accept, Mr. Ambassador, the assurances of my very high consideration.

(Signed) PAUL-BONCOUR.

His Excellency,
Mr. Walter Evans Edge,
Ambassador of the United States
of America, Paris.

N° 3199.

ITALIE ET PANAMA

Traité de commerce et de navigation,
avec protocole. Signés à Rome, le
16 octobre 1929.

ITALY AND PANAMA

Treaty of Commerce and Navigation,
with Protocol. Signed at Rome,
October 16, 1929.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3199. — TRATTATO¹ DI COMMERCIO E NAVIGAZIONE TRA IL REGNO D'ITALIA E LA REPUBBLICA DI PANAMA. FIRMATO A ROMA, IL 16 OTTOBRE 1929.

Textes officiels espagnol, italien et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Panama. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 12 juin 1933.

SUA MAESTA' IL RE D'ITALIA e SUA ECCELLENZA IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI PANAMA, desiderosi di dare incremento alle relazioni economiche fra i due Paesi, hanno deciso di concludere un Trattato di commercio e di navigazione, e, a tal fine, hanno nominato quali loro Plenipotenziari :

SUA MAESTA' IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza l'Avv. Dino GRANDI Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri ;

SUA ECCELLENZA IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI PANAMA :

Sua Eccellenza il Dottor Juan Demóstenes AROSEMENA, Segretario di Stato per gli Affari Esteri ;

I quali, comunicatisi i rispettivi pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

Articolo 1.

Vi sarà amicizia e piena ed intera libertà di commercio e di navigazione fra i due Stati e fra i loro cittadini rispettivi.

Articolo 2.

I cittadini di ciascuna delle due Alte Parti contraenti saranno, in conformità delle leggi locali liberi di entrare, viaggiare, soggiornare e stabilirsi in qualsiasi parte del territorio dell'altra e vi godranno completa protezione delle loro persone, dei loro beni e dei loro interessi, in perfetta uguaglianza con i nazionali. In ogni caso saranno trattati in maniera non meno favorevole dei cittadini della nazione più favorita e non saranno soggetti, per l'esercizio del commercio, della industria e dei mestieri, a diritti, imposte, tasse o patenti diversi o più onerosi di quelli che sono o saranno pagati dai nazionali.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 3 décembre 1932.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3199. — TRATADO¹ DE COMERCIO Y DE NAVIGACION ENTRE EL REINO DE ITALIA Y LA REPUBLICA DE PANAMA. FIRMADO EN ROMA, EL 16 DE OCTUBRE DE 1929.

Spanish, Italian and French official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Panama. The registration of this Treaty took place June 12, 1933.

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ, deseosos de dar incremento a las relaciones económicas entre los dos países, han decidido concluir un Tratado de Comercio y de Navegación, y, con tal fin, han nombrado como sus Plenipotenciarios :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ :

A Su Excelencia el Doctor Juan Demóstenes AROSEMENA, Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores ;

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA :

A Su Excelencia el Abogado Dino GRANDI, Ministro Secretario de Estado de Relaciones Exteriores ; y

Quienes, habiéndose comunicado los respectivos Plenos Poderes, reconocidos en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo 1.

Habrá amistad y plena y entera libertad de comercio y de navegación entre los dos Estados y entre sus ciudadanos respectivos.

Artículo 2.

Los ciudadanos de cada una de las dos Altas Partes contratantes serán, de acuerdo con las leyes locales, libres de entrar, viajar, permanecer y establecerse en cualquiera parte del territorio de la otra, y allí gozarán de completa protección a sus personas, a sus bienes y a sus intereses, en perfecta igualdad con los nacionales. En cada caso serán tratados de manera no menos favorable que los súbditos de la Nación más favorecida, y no estarán sujetos, en el ejercicio del comercio, de la industria y de los oficios, a derechos, impuestos, tasas o patentes diversas o más onerosas de aquellos que son o sean pagados por los nacionales.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, December 3, 1932.

I diritti, i privilegi, le esenzioni, immunità e altri favori di qualsiasi natura di cui godessero, in materia di commercio, di industria, di mestieri, i cittadini di una delle Alte Parti contraenti, saranno comuni a quelli dell'altra Parte.

Per l'esercizio delle professioni, tanto i cittadini italiani nel Panama che i cittadini panamensi in Italia godranno del trattamento della nazione più favorita. Sono per altro eccettuate le particolari concessioni fatte o che saranno fatte ad altri Stati mediante accordi di reciprocità.

Articolo 3.

Per quanto concerne il diritto di acquistare, di possedere o di alienare beni mobili od immobili, di riceverli o trasmetterli per successione sia *ab intestato* o per testamento, di dare o prendere in fitto terreni, case, botteghe, magazzini, i cittadini di ognuna delle Alte Parti contraenti godranno nel territorio dell'altra Parte, del trattamento dei nazionali o dei cittadini della nazione più favorita e non saranno assoggettati a tasse, imposte od oneri, diversi o maggiori di quelli che sono o saranno stabiliti per i nazionali.

Sono tuttavia riservate, in quanto all'acquisto, al possesso e all'uso dei beni immobili, le eccezioni e le restrizioni che fossero stabilite per i sudditi stranieri dalla legislazione dei due Paesi per riguardo alla sicurezza dello Stato, nonchè le limitazioni previste dalle leggi nazionali per quanto riguarda le navi e le aeronavi.

Il prodotto ricavato dalla vendita delle proprietà e dei beni in generale potrà essere liberamente esportato dai cittadini di entrambi i Paesi senza che essi siano costretti a pagare diritti diversi o più onerosi di quelli che i nazionali fossero tenuti a pagare in simili casi.

Articolo 4.

I cittadini di ognuna delle Alte Parti contraenti saranno dispensati da qualsiasi funzione ufficiale obbligatoria, giudiziaria, amministrativa o municipale; da qualsiasi requisizione o prestazione militare, come da prestiti forzosi o da ogni speciale contribuzione straordinaria, imposta in tempo di guerra o per altre circostanze eccezionali. Sono eccettuati gli oneri connessi al possesso o alla locazione di beni immobili, come pure le prestazioni e le requisizioni militari alle quali i nazionali e i cittadini della nazione più favorita possono essere assoggettati come proprietari, affittuari o locatari di beni immobili.

Le questioni concernenti la prestazione del servizio militare dei rispettivi cittadini saranno regolate in seguito con uno speciale Protocollo.

Articolo 5.

I cittadini di ognuna delle due Alte Parti contraenti, saranno, sul territorio dell'altra Parte, interamente liberi di regolare i loro affari come i nazionali, sia personalmente, sia per mezzo d'intermediari da loro scelti, senza essere tenuti a pagare remunerazioni o indennità ad agenti, commissionari, ecc. di cui non intendessero valersi e avranno libero e facile accesso presso i tribunali di ogni grado e di ogni giurisdizione per far valere i loro diritti e per difendersi. Potranno a tale effetto servirsi di mandatari e di professionisti legali, in quanto lo consentano le leggi locali e con l'osservanza delle condizioni e formalità da queste stabilite, e godranno in generale, rispetto ai rapporti giudiziari, degli stessi diritti e degli stessi privilegi che sono e saranno accordati in avvenire ai nazionali.

Los derechos, los privilegios, las exenciones, las inmunidades y los otros favores de cualquiera naturaleza de que gozaren en materia de comercio, de industria y de oficios, los ciudadanos de una de las Partes contratantes, serán comunes a aquellos de la otra Parte.

Para el ejercicio de las profesiones, tanto los ciudadanos italianos en Panamá cuanto los ciudadanos panameños en Italia, gozarán del trato de la Nación más favorecida. Quedan exceptuadas, no obstante, las concesiones particulares hechas o que llegaren hacerse a otros Estados mediante acuerdos de reciprocidad.

Artículo 3.

En cuanto concierne al derecho de adquirir, de poseer o de enajenar bienes muebles o inmuebles, de recibirlos o de traspasarlos por sucesión, sea ab-intestato o por testamento, de dar o tomar en arrendamiento terrenos, casas, bodegas, almacenes, los ciudadanos de cada una de las Altas Partes contratantes gozarán en el territorio de la otra Parte del trato de los nacionales o de los ciudadanos de la Nación más favorecida, y no quedarán sujetos a tasas, impuestos o gravámenes distintos o mayores de aquellos establecidos o que se establecieren para los nacionales.

Quedan, sin embargo, reservadas, en cuanto a la adquisición, a la posesión y al uso de los bienes inmuebles, las excepciones y las restricciones que hubiesen sido establecidas para los súbditos extranjeros por la legislación de los dos países, en guarda de la seguridad del Estado, así como las limitaciones previstas por las leyes nacionales, en lo que se refiere a las naves y a las aeronaves.

El producto obtenido por la venta de las propiedades y de los bienes en general, podrá ser libremente exportado por los ciudadanos de entrambos países, sin que ellos se vean obligados a pagar derechos distintos o más onerosos de aquellos que los nacionales estuviesen obligados a pagar en casos semejantes.

Artículo 4.

Los ciudadanos de cada una de las Altas Partes contratantes quedarán dispensados de cualquiera función oficial obligatoria, judicial, administrativa o municipal; de cualquiera requisición o prestación militar, así como de préstamos forzosos, o de cualquiera contribución especial extraordinaria impuesta en tiempo de guerra o por otras circunstancias excepcionales. Quedan exceptuados los gravámenes conexos a la posesión o a la locación de bienes inmuebles, como también los préstamos y las requisiciones militares a que los nacionales y los ciudadanos de la nación más favorecida puedan hallarse sujetos como propietarios, arrendatarios o locatarios de bienes inmuebles.

Las cuestiones concernientes a la prestación del servicio militar de los respectivos ciudadanos, serán reguladas posteriormente por medio de un Protocolo especial.

Artículo 5.

Los ciudadanos de cada una de las Partes contratantes gozarán, en el territorio de la otra Parte, de libertad completa para arreglar sus negocios a igual de los nacionales, sea personalmente, sea por medio de intermediarios escogidos por ellos, sin verse obligados a pagar remuneraciones o indemnizaciones a agentes, comisionistas, etc., de los cuales no quieran valerse, y tendrán libre y fácil acceso cerca de los tribunales, de cualquier grado o de cualquiera jurisdicción, para hacer valer sus derechos y para defenderse. A tal efecto podrán servirse de mandatarios y de profesionales legales, en cuanto lo permitan las leyes locales y con la observancia de las condiciones y formalidades establecidas por dichas leyes, y gozarán en general, respecto de las relaciones judiciales, de los mismos derechos y de los mismos privilegios acordados o que se acordaren en lo porvenir a los nacionales.

Articolo 6.

I cittadini di ciascuna delle due Alte Parti contraenti godranno nel territorio dell'altra della più completa libertà di coscienza e di culto. Potranno costruire e possedere chiese, esercitare privatamente e pubblicamente il loro culto, come pure fondare stabilimenti religiosi, ospedali istituzioni di beneficenza e d'educazione, osservando le modalità e condizioni stabilite dalle disposizioni in vigore nel Paese.

Articolo 7.

I commercianti e i fabbricanti e gli altri produttori di uno dei due Paesi tanto in persona quanto per mezzo di viaggiatori di commercio potranno, nel territorio dell'altro, fare acquisti e raccogliere ordinazioni senza essere sottoposti, per questa ragione, ad alcun diritto o tassa. Potranno avere seco campioni o modelli, ma non merci, e saranno muniti di una carta di legittimazione conforme al modello allegato al presente Trattato e da rilasciarsi nei due Paesi dalle autorità competenti che saranno ulteriormente indicate dai rispettivi Governi.

Gli oggetti importati come campioni ai fini suaccennati saranno, in ognuno dei due Paesi, ammessi temporaneamente in esenzione di dazio, conformemente ai regolamenti o alle formalità doganali stabilite per assicurare la riesportazione e il pagamento dei diritti fissati, qualora non fossero riesportati nel termine contemplato dalla legge.

I contrassegni, timbri o suggelli apposti su detti campioni dalle autorità doganali di una delle Alte Parti contraenti, a scopo di identificazione, saranno riconosciuti sufficienti dalle autorità dell'altra Parte. Però, se i campioni mancassero al loro arrivo dei suindicati contrassegni di identificazione, o se questi contrassegni non apparissero sufficienti all'Amministrazione interessata, questa potrà applicare ai detti campioni un contrassegno supplementare, qualora ciò fosse ritenuto necessario, senza danneggiare i campioni e gratuitamente.

Il privilegio dell'ammissione temporanea in franchigia non potrà essere esteso agli oggetti che, per il loro numero e il loro valore, non possono essere considerati come campioni, o che per la loro natura, non potrebbero essere comunque identificati al momento della riesportazione. La soluzione delle questioni intese ad appurare se i campioni sono tali da poter essere ammessi in franchigia, spetta, in ogni modo, alle autorità competenti del paese nel quale la introduzione ha uogo.

Articolo 8.

Le società civili e commerciali (industriali, finanziarie, di trasporto, di assicurazione ecc.) compresi gli istituti pubblici di assicurazione e altri comunque aventi un'attività di carattere commerciale, domiciliate nei territori dell'una delle Alte Parti contraenti e ivi legalmente costituite in conformità alle leggi rispettive, saranno riconosciute come aventi l'esistenza legale nel territorio dell'altra, e potranno ivi esercitare la loro attività con le modalità e salvo le limitazioni stabilite dalle leggi in vigore. Esse potranno, inoltre, stabilire delle succursali e far valere tutti i loro diritti, ivi compreso quello di adire i tribunali sia per intentare un'azione sia per difendersi.

In ogni caso le dette società e i detti istituti godranno nel territorio dell'altra Parte contraente, sotto ogni riguardo, del trattamento fatto alla nazione più favorita.

Le dette società e istituti non dovranno essere sottoposti per l'esercizio della loro attività, nel territorio dell'altra Parte, ad imposte, diritti o tasse non corrispondenti o più elevate in confronto di quelle che sono o saranno percepite sulle società o istituti del Paese.

Artículo 6.

Los ciudadanos de cada una de las dos Altas Partes contratantes gozarán en el territorio de la otra de la más completa libertad de conciencia y de culto. Podrán construir y poseer iglesias, ejercer privada y públicamente su culto, como también fundar establecimientos religiosos, hospitales, instituciones de beneficencia y de educación, observando las modalidades y condiciones establecidas por las disposiciones vigentes en el país.

Artículo 7.

Los comerciantes y los fabricantes y los demás productores de uno de los dos países podrán, en el territorio del otro, tanto en persona como por medio de agentes viajeros, hacer adquisiciones y recoger ordenes sin ser sometidos por tal razón a algun derecho o a alguna tasa. Podrán llevar consigo muestrarios o modelos, pero no mercancías, y estarán provistos de una carta que compruebe su calidad conforme al modelo agregado al presente Tratado, la que debe ser extendida en los dos Países por las autoridades competentes que serán indicadas ulteriormente por los Gobiernos respectivos.

Los objetos importados como muestrarios, con los fines señalados arriba, serán, en cada uno de los dos Países, admitidos temporalmente libres de impuestos de introducción, de acuerdo con los reglamentos y las formalidades aduaneros establecidos para asegurar la reexportación y el pago de los derechos fijados, en el caso de que no fueren reexportados en el término contemplado por la ley.

Las contraseñas, timbres o sellos colocados sobre dichos muestrarios, con el objeto de identificarlos por las autoridades aduaneras de una de las Altas Partes contratantes, serán reconocidos como suficientes por las autoridades de la otra Parte. Sin embargo, si a la llegada de los muestrarios faltaren las indicadas contraseñas de identificación, o si estas contraseñas no parecieren suficientes a la Administración interesada, ésta podrá aplicar a dichos muestrarios una contraseña suplementaria, siempre que se considere necesario, sin dañar los muestrarios y gratuitamente.

El privilegio de la admisión temporal, exenta de derechos de importación, no podrá extenderse a los objetos que, por su número y su valor, no puedan ser considerados como muestrarios, o que, por su naturaleza, no pudiesen ser de alguna manera identificados en el momento de la reexportación. La solución de las cuestiones tendientes a juzgar si los muestrarios son tales que puedan ser admitidos exentos de derechos de importación, corresponde en todo caso a las autoridades competentes del país en que tiene lugar la introducción.

Artículo 8.

Las sociedades civiles y comerciales (industriales, financieras, de transporte, de seguros, etc.), comprendidos los institutos públicos de seguros y cualesquiera otros que tengan actividad de carácter comercial, domiciliadas en los territorios de una de las Altas Partes contratantes, y, por lo tanto, legalmente constituídas de conformidad con las leyes respectivas, serán reconocidas como si tuvieran existencia legal en el territorio de la otra, y podrán por supuesto ejercer sus actividades dentro de las modalidades y con las limitaciones establecidas por las leyes en vigor. Podrán, además, establecer sucursales y hacer valer todos sus derechos, inclusive los de dirigirse a los tribunales, sea para intentar una acción, sea para defenderse.

En todo caso, dichas sociedades y dichos institutos gozarán en el territorio de la otra Parte contratante, en todo respecto, del trato acordado a la Nación más favorecida.

Dichas sociedades y dichos institutos no deberán ser sometidos, en el territorio de la otra Parte, en el ejercicio de sus actividades, a impuestos, derechos o tasas no correspondientes o más elevados de aquellos que son o que fueren percibidos de las sociedades o instituciones del País.

Articolo 9.

I prodotti naturali e fabbricati d'uno dei due Paesi, siano essi trasportati da navi delle due Parti contraenti o da navi di qualsiasi altra nazionalità, saranno trattati all'importazione nell'altro alla parità con quelli della nazione più favorita, tanto per ciò che riguarda la misura dei dazi e di ogni altra tassa o diritto, qualunque ne sia il titolo, quanto per ciò che riguarda le formalità doganali.

All'esportazione verso l'Italia non saranno riscossi nel Panama e all'esportazione verso il Panama non saranno riscossi in Italia dazi di uscita e tasse o diritti d'altro genere, diversi o più elevati di quelli riscossi all'esportazione dei medesimi prodotti verso il Paese per tale rispetto più favorito.

Le merci d'ogni specie, in transito a traverso il territorio delle due Alte Parti contraenti, saranno reciprocamente esenti da qualsiasi diritto di transito, sia ch'esse transitino direttamente sia che, durante il transito, debbano essere trasbordate o scaricate, depositate e ricaricate. Esse non potranno, in ogni caso, essere, per qualsiasi motivo, sottoposte ad un trattamento meno favorevole di quello consentito per le merci in transito provenienti da qualsiasi terzo Stato.

Articolo 10.

Le disposizioni del primo e secondo comma dell'articolo precedente non sono applicabili:

a) Ai favori che ciascuna delle Alte Parti contraenti abbia accordato o sia per accordare eccezionalmente a Paesi limitrofi, per facilitare il traffico di frontiera;

b) Alle obbligazioni imposte all'una o all'altra Parte in seguito agli impegni di un'unione doganale stipulata o da stipulare in avvenire;

c) Ai privilegi preferenziali che le due Alte Parti contraenti abbiano accordato o potranno accordare alle loro Colonie, Protettorati e Possedimenti rispettivi.

Articolo 11.

Le Alte Parti contraenti si impegnano a non ostacolare in alcun modo il commercio reciproco dei due Paesi con proibizioni o restrizioni d'importazione, di esportazione o di transito.

Eccezioni a questa regola, in quanto siano applicabili a tutti i Paesi o ai Paesi che si trovino in identiche condizioni, non potranno aver luogo che nei casi seguenti:

1. In circostanze eccezionali per riguardo alle provviste di guerra;

2. Per ragioni di sicurezza pubblica;

3. Per monopoli di Stato attualmente in vigore e che potranno essere stabiliti in avvenire;

4. In vista dell'applicazione alle merci estere di proibizioni o restrizioni stabilite da disposizioni interne nei riguardi della produzione interna delle merci similari o della vendita o del trasporto all'interno delle merci similari di produzione nazionale;

5. Nei riguardi della polizia sanitaria e in vista della protezione degli animali e delle piante utili, contro le malattie, e gli insetti e i parassiti nocivi e soprattutto nell'interesse della sanità pubblica e conformemente ai principi internazionali adottati a tale riguardo.

Allo scopo di realizzare al più presto nella sua integrità il principio stabilito al primo comma del presente articolo, le Alte Parti contraenti s'impegnano a non mantenere alcuna proibizione

Artículo 9.

Los productos naturales y los fabricados por uno de los dos Países, sean ellos trasportados por naves de las dos Partes contratantes o por naves de cualquiera otra nacionalidad, serán tratados, al importarse en el otro, del mismo modo que aquellos de la Nación más favorecida, tanto en lo que se refiere a la medida de los derechos de Aduana o de cualquiera otra tasa o derecho, cualquiera que sea el título, cuanto en lo que se refiere a las formalidades de Aduana.

Sobre la exportación hacia Italia no serán cobrados en Panamá, y sobre la exportación hacia Panamá no serán cobrados en Italia, derechos de salida y tasas o derechos de otro género distintos o más elevados de aquellos cobrados sobre la exportación de los mismos productos hacia el país más favorecido en este respecto.

Las mercancías de toda especie, en tránsito a través del territorio de las dos Partes contratantes, estarán recíprocamente exentas de cualquier derecho de tránsito, sea que ellas transiten directamente, sea que durante el tránsito deban ser trasbordadas o descargadas, depositadas o vueltas a cargar. En todo caso y por ningún motivo, no podrán ser sometidas a un trato menos favorable del establecido para las mercancías de tránsito provenientes de un tercer Estado cualquiera.

Artículo 10.

Las disposiciones del primero y segundo párrafos del artículo anterior no son aplicables :

- a) A los favores que cada una de las Altas Partes contratantes haya acordado o esté por acordar excepcionalmente a países limítrofes, con el fin de facilitar el tráfico fronterizo ;
- b) A las obligaciones impuestas a la una o a la otra Parte como consecuencia de los compromisos de una unión aduanera estipulada o por estipular en lo porvenir ; y
- c) A los privilegios preferentes que las dos Partes contratantes hayan acordado o puedan acordar a sus Colonias, Protectorados y Posesiones respectivos.

Artículo 11.

Las Altas Partes contratantes se comprometen a no obstaculizar en modo alguno el comercio recíproco de los dos Países, con prohibiciones o restricciones de importación, de exportación o de tránsito.

Excepciones a esta regla, en cuanto sean aplicables a todos los países y a los países que se encuentren en idénticas condiciones, no podrán tener lugar sino en los casos siguientes :

1. En circunstancias excepcionales, por consideración a los aprovisionamientos de guerra ;
2. Por razones de seguridad pública ;
3. Por monopolios de Estado, actualmente en vigor o que puedan establecerse en lo porvenir ;
4. En vista de la aplicación a las mercancías extranjeras de prohibiciones y restricciones establecidas por disposiciones internas, en lo que concierne a la producción interna de las mercancías similares o de la venta o del transporte en el interior de las mercancías similares de producción nacional ; y
5. En resguardo de la policía sanitaria y en vista de la protección a los animales y a las plantas útiles contra las enfermedades, los insectos y los parásitos nocivos y, sobre todo, en el interés de la sanidad pública y de acuerdo con los principios internacionales adoptados sobre el particular.

Con el objeto de realizar lo más pronto en su integridad el principio establecido en el primer párrafo del presente artículo, las Altas Partes contratantes se comprometen a no mantener

o restrizione all'importazione o all'esportazione, a meno che non sia assolutamente necessario in vista di circostanze eccezionali e per il tempo in cui tali circostanze sussistono.

Articolo 12.

Per stabilire l'origine dei prodotti importati, ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà esigere la presentazione di un certificato di origine attestante che l'articolo importato è di produzione o fabbricazione nazionale, e che esso deve essere considerato come tale in vista della trasformazione che esso ha subito nel Paese donde proviene.

I certificati di origine saranno rilasciati per l'Italia dagli Uffici provinciali dell'economia e per il Panama dalle Camere di commercio e industria, come pure dall'Ufficio della dogana di spedizione, all'interno o alla frontiera di ciascuno dei due Paesi e da ogni altro organo o ente che il Paese destinatario abbia gradito.

Tali certificati saranno, a titolo di reciprocità, esentati dal visto dell'autorità consolare o diplomatica.

In ogni caso i pacchi postali saranno dispensati dal certificato d'origine.

Articolo 13.

Nessun diritto interno riscosso per conto dello Stato, di autorità locali o di corporazioni, il quale gravi, o possa gravare in avvenire, sulla produzione, la fabbricazione, la vendita o il consumo di un prodotto qualsiasi nel territorio d'una delle Alte Parti contraenti, sarà per alcuna ragione più elevato o più oneroso per i prodotti originari o in provenienza dal territorio dell'Altra di quel che non sia per i prodotti similari indigeni.

Articolo 14.

Le navi dell'una delle due Alte Parti contraenti, nei porti dell'altra, saranno trattate, sia nell'entrata sia durante il loro soggiorno, sia all'uscita, come navi nazionali ed in ogni caso non meno favorevolmente delle navi di ogni altro Paese, e ciò tanto rispetto ai diritti e alle tasse, qualunque ne sia la natura e il titolo, riscossi a profitto dello Stato, dei Comuni, delle Corporazioni, dei funzionari pubblici e di Istituti di qualsiasi specie, quanto rispetto all'ancoraggio, al caricamento e allo scarico nei porti, rade, baie, seni, bacini e banchine e, in generale, a ogni formalità e prescrizione alla quale possano essere sottoposte le navi, i loro equipaggi e il carico.

Il trattamento di cui al precedente comma non si estende :

1. Al cabotaggio, il quale continua ad essere regolato dalle leggi che sono e saranno in seguito in vigore in ciascuno dei due Paesi, salvo ulteriori accordi sulla base della reciprocità di trattamento. In ogni caso le navi d'Italia e del Panama potranno passare da un porto dell'uno dei due Paesi contraenti in uno o più porti del medesimo Paese, sia per depositarvi tutto o parte del loro carico proveniente dall'estero, sia per formare o completare il loro carico destinato all'estero, senza pagare in ogni porto altro più elevati diritti che quelli pagati in simili casi dalle navi nazionali ;

2. Agli incoraggiamenti accordati e che potranno essere accordati alla marina mercantile nazionale ;

3. Alle concessioni speciali accordate alle Società di Sport nautico e alle navi da diporto ;

4. All'esercizio della pesca nelle acque territoriali delle Alte Parti contraenti, nè all'esercizio del servizio dei porti, delle rade e delle spiagge. Il servizio marittimo comprende l'esercizio del rimorchio, l'assistenza e il salvataggio marittimo.

prohibición alguna o restricción a la importación o a la exportación, salvo el caso de que sea absolutamente necesario, en vista de circunstancias excepcionales y por el tiempo en que tales circunstancias subsistan.

Artículo 12.

Para establecer el origen de los productos importados, cada una de las Altas Partes contratantes podrá exigir la presentación de un certificado de origen que compruebe que el artículo importado es de producción o de fabricación nacional y que debe ser considerado como tal en vista de la transformación que ha sufrido en el país de donde proviene.

Los certificados de origen serán otorgados, de parte de Italia, por las Oficinas provinciales de Economía, y de parte de Panamá, por las Cámaras de comercio o industria, así como también por la Oficina de la Aduana de expedición, en el interior o en la frontera de cada uno de los dos Países, y también por cualquier otro órgano o entidad satisfactoria al país destinatario.

Tales certificados serán, a título de reciprocidad, exentos de visación consular o diplomática.

En todo caso, los paquetes postales quedarán dispensados del certificado de origen.

Artículo 13.

Ningún derecho interno cobrado por cuenta del Estado de parte de las autoridades locales o de las corporaciones, que grave o pueda gravar en lo porvenir la producción, la fabricación, la venta o el consumo de un producto cualquiera en el territorio de una de las Altas Partes contratantes, podrá ser, por razón alguna, más elevado o más oneroso, para los productos originarios o provenientes del territorio de la otra, de cuanto lo sea para los productos similares indígenas.

Artículo 14.

Las naves de una de las dos Altas Partes contratantes serán tratadas en los puertos de la otra, sea a la entrada, sea durante su permanencia, sea a la salida, como naves nacionales, y en todo caso no menos favorablemente que las naves de cualquier otro país, tanto respecto de los derechos y de las tasas, cualquiera que sea la naturaleza y el título, cobrados en provecho del Estado, de los distritos, de las corporaciones, de los funcionarios públicos y de los institutos de cualquier especie, cuanto respecto del anclaje, de la carga y de la descarga en los puertos, radas, bahías, ensenadas, cuencas, orillas y en general, a cualesquiera formalidades y prescripciones a las cuales puedan ser sometidas las naves, sus tripulaciones y la carga.

El tratamiento de que habla el párrafo anterior no se extiende :

1. Al cabotaje, el cual continuará siendo reglamentado por las leyes que se hallen o se hallaren vigentes en cada uno de los dos Países, salvo acuerdos ulteriores sobre la base de reciprocidad de trato. En todo caso las naves de Italia y de Panamá podrán pasar de un puerto de uno de los dos Países contratantes, a uno o más puertos del mismo País, sea para depositar toda o parte de su carga proveniente del extranjero, sea para formar o completar su carga destinada al extranjero, sin pagar en cada puerto otros o más elevados derechos de los pagados en semejantes casos por las naves nacionales ;

2. A los estímulos acordados o que podrán ser acordados a la marina mercante nacional;

3. A las concesiones especiales acordadas a las sociedades de deporte náutico y a las naves de paseo ; y

4. Al ejercicio de la pesca en las aguas territoriales de las Altas Partes contratantes ni al ejercicio del servicio de los puertos, de las radas o de las playas. El servicio marítimo comprende el ejercicio del remolque, la asistencia y el salvamento marítimos.

Articolo 15.

Saranno completamente esonerati dal pagamento dei diritti di tonnellaggio e di spedizione, nei porti di ognuna delle due Alte Parti contraenti :

1. Le navi che, entrate in zavorra da qualsiasi provenienza, ripartiranno in zavorra ;
2. Le navi che, passando da un porto di uno dei due Stati a uno o più porti dello stesso Stato, giustificheranno di aver già pagato tali diritti in un altro porto dello stesso Stato, nel limite di tempo consentito dalle rispettive leggi nazionali per le navi della propria bandiera ;
3. Le navi che, entrate con carico in un porto, sia volontariamente, sia in rilascio forzato, ne sortiranno senza aver compiuto alcuna operazione di commercio.

In caso di rilascio forzato, non saranno considerate come operazioni di commercio lo sbarco o il rimbarco delle merci per la riparazione della nave, il trasbordo su un'altra nave in conseguenza di innavigabilità della prima, il vettovagliamento dell'equipaggio e la vendita delle merci avariate, quando l'Amministrazione doganale ne abbia data autorizzazione.

Rimane inteso che le stipulazioni del presente articolo non riguardano i diritti sanitari, la cui riscossione sarà regolata in base alle rispettive legislazioni.

Articolo 16.

La nazionalità delle navi verrà constatata secondo le leggi dello Stato al quale le navi appartengono.

I certificati di stazza rilasciati da una delle Alte Parti contraenti saranno valevoli anche nel territorio dell'altra per stabilire la capacità delle navi, senza che abbia a procedersi alla revisione del tonnellaggio.

Salvo il caso di vendita giudiziaria, le navi dell'una delle Alte Parti contraenti non potranno essere nazionalizzate nell'altra, senza una dichiarazione di dismissione di bandiera, rilasciata dall'autorità dello Stato cui le navi stesse appartengono.

Articolo 17.

In caso di investimento, di naufragio o di altro sinistro di una nave delle Alte Parti contraenti sulle coste o rive dell'altra Parte, la nave ed il suo carico godranno delle stesse facilitazioni, immunità e favori che le leggi ed i regolamenti del rispettivo Paese accordano in circostanze analoghe alle navi nazionali o a quelle della nazione più favorita.

Soccorso ed assistenza saranno portati nello stesso modo che ai nazionali al capitano, all'equipaggio e ai passeggeri, sia per quanto riguarda le loro persone, sia per quanto riguarda la nave ed il suo carico.

Le merci salvate non saranno assoggettate al pagamento di alcun diritto di dogana, a meno che esse non siano destinate al consumo interno.

Articolo 18.

I cittadini dell'una delle Alte Parti contraenti saranno liberi di far uso, nel territorio dell'altra, alle stesse condizioni e col pagamento delle medesime tasse imposte ai nazionali, delle strade o altri luoghi di passaggio, canali, chiuse, chiatte, ponti e ponti girevoli, porti e luoghi di sbarco, segnali e fuochi indicatori delle acque navigabili, del pilotaggio, delle gru e dei pesi pubblici, dei magazzini e stabilimenti per il salvataggio e il magazzinaggio del carico, delle navi e degli altri

Artículo 15.

Serán completamente exonerados del pago de los derechos de tonelaje y de expedición en los puertos de cada una de las Altas Partes Contratantes :

1. Las naves de cualquiera procedencia que, entradas en lastre, vuelvan a salir en lastre ;

2. Las naves que, pasando de un puerto de uno de los dos Estados a uno o más puertos del mismo Estado, justificaren el haber pagado ya los derechos correspondientes en otro puerto del mismo Estado, dentro del límite de tiempo consentido por las respectivas leyes nacionales para las naves de la propia bandera ;

3. Las naves que, entradas con carga en un puerto, sea voluntariamente, sea en arribada forzosa, salgan del puerto sin haber realizado operación alguna de comercio.

En caso de arribada forzosa, no serán consideradas como operaciones de comercio el desembarque o el reembarque de mercancías para la reparación de la nave, el trasbordo a otra nave a causa de la imposibilidad de navegar de la primera, el aprovisionamiento de la tripulación y la venta de las mercancías averiadas, siempre que la Administración de Aduana lo haya autorizado.

Queda entendido que las estipulaciones del presente artículo no se refieren a los derechos sanitarios, cuyo cobro será arreglado sobre la base de las legislaciones respectivas.

Artículo 16.

La nacionalidad de las naves vendrá constatada según las leyes del Estado al que pertenezcan las naves.

Los certificados de arqueo, extendidos por una de las Altas Partes contratantes, serán valederos también en el territorio de la otra, con el fin de establecer la capacidad de las naves, sin necesidad de proceder a la revisión de tonelaje.

Salvo en caso de venta judicial, las naves de una y otra de las Altas Partes contratantes no podrán ser nacionalizadas en la otra sin una declaración de cambio de bandera, extendida por la autoridad del Estado al cual pertenezcan las mismas naves.

Artículo 17.

En caso de encalladura, de naufragio o de otro siniestro de una nave de las Altas Partes contratantes, en costas u orillas de la otra Parte, la nave y su cargamento gozarán de las mismas facilidades, inmunidades y favores que las leyes y los reglamentos del respectivo País acuerdan en circunstancias análogas a las naves nacionales o a aquellas de la Nación más favorecida.

Socorro y asistencia serán prestados, del mismo modo que a los nacionales, al capitán, a la tripulación y a los pasajeros, sea en cuanto se refiera a sus personas, sea en cuanto se refiera a la nave y a su cargamento.

Las mercancías salvadas no quedarán sujetas al pago de derecho alguno, a no ser que vayan destinadas al consumo interno.

Artículo 18.

Los ciudadanos de una de las Altas Partes contratantes quedan en libertad de hacer uso, en el territorio de la otra, en las mismas condiciones y mediante el pago de las mismas tasas impuestas a los nacionales, de los caminos u otros lugares de pasaje, de los canales, las esclusas, los pontones, los puentes y puentes giratorios, los puertos y lugares de desembarque, de la señales y focos indicadores de las aguas navegables, del pilotaje, de las grúas y de los pesos públicos, de los

oggetti, in quanto tali stabilimenti e istituzioni siano destinati all'uso pubblico, siano essi amministrati dallo Stato o da privati.

Salvo i regolamenti particolari sui fari e fanali e sul pilotaggio, non sarà percepita alcuna tassa se non sia stato fatto realmente uso degli stabilimenti e delle istituzioni suddette.

Articolo 19.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti avrà diritto di istituire sul territorio dell'altra, uffici consolari e vi potrà destinare consoli generali, consoli, vice consoli e agenti consolari in conformità delle proprie leggi. Ognuna peraltro delle Alte Parti contraenti si riserva la facoltà di determinare la località ove non desideri siano istituiti uffici consolari esteri.

I titolari degli uffici consolari saranno reciprocamente ammessi e riconosciuti alla presentazione delle loro patenti, secondo le regole e formalità stabilite nei Paesi rispettivi.

Se fosse necessario l'*exequatur* per il libero esercizio delle loro funzioni, esso sarà rilasciato ai medesimi in base alle rispettive patenti di nomina senza spese e al più presto possibile; alla presentazione di detto *exequatur* l'autorità competente del luogo prenderà immediatamente le misure necessarie, perchè essi possano esercitare le loro funzioni e perchè siano ammessi al godimento delle esenzioni, prerogative, immunità, onori e privilegi inerenti a tali funzioni.

Articolo 20.

Gli ufficiali consolari italiani nella Repubblica di Panama e gli ufficiali consolari della Repubblica di Panama in Italia eserciteranno i poteri e le funzioni della loro carica e godranno sia per la loro persona, sia per l'esercizio del loro ufficio, degli stessi onori, privilegi, immunità ed esenzioni che sono generalmente ammessi dal diritto internazionale e di cui godono e godranno in avvenire gli ufficiali consolari dello stesso grado della nazione più favorita.

È tuttavia convenuto che nessuna delle Alte Parti contraenti potrà invocare, in base al trattamento della nazione più favorita, per i propri funzionari consolari, diritti, facoltà, esenzioni, immunità, onori e privilegi più estesi di quelli da essa accordati ai funzionari consolari dell'altra Parte contraente.

Articolo 21.

Le Alte Parti contraenti si riservano di iniziare, al più presto possibile, negoziati per la stipulazione di una Convenzione consolare intesa a regolare più compiutamente la materia.

Articolo 22.

Le imprese ed i lavoratori emigrati da uno qualsiasi dei due Paesi nell'altro vi godranno tutti i benefici, le facilitazioni ed i privilegi che siano o saranno accordati alle imprese e agli emigrati di un terzo Paese qualsiasi.

Articolo 23.

Qualora sull'interpretazione e l'applicazione di questo Trattato sorgesse una controversia e una delle Alte Parti contraenti domandasse che essa fosse sottoposta alla decisione di un Tribunale arbitrale, l'altra Parte dovrà consentirvi, e ciò anche riguardo alla questione pregiudiziale se la controversia sia di tal natura da dovere essere deferita al Tribunale arbitrale.

almacenes y establecimientos para el salvamento y para el almacenaje de la carga, de las naves y de los otros objetos, siempre que tales establecimientos e instituciones estén destinados al uso público, sean ellos administrados por el Estado o por particulares.

Salvo los reglamentos particulares sobre faros y fanales y sobre el pilotaje, no será percibida tasa alguna cuando realmente no se haya hecho uso de los establecimientos y de las instituciones arriba dichos.

Artículo 19.

Cada una de las Altas Partes contratantes tendrá derecho a instituir en el territorio de la otra oficinas consulares, y allí podrá destinar cónsules generales, cónsules, vicecónsules y agentes consulares, de conformidad con las propias leyes. Sin embargo, cada una de las Altas Partes contratantes se reserva la facultad de determinar la localidad en donde no desee que sean instituidas oficinas consulares extranjeras.

Los titulares de las oficinas consulares serán admitidos recíprocamente y reconocidos a la presentación de sus patentes, según las reglas y las formalidades establecidas en los Países respectivos.

Si fuere necesario el exequatur para el libre ejercicio de sus funciones, éste será extendido a los mismos sobre la base de las respectivas patentes de nombramiento, sin gastos y a la mayor brevedad posible; a la presentación de dicho exequatur, la autoridad competente del lugar tomará inmediatamente las medidas necesarias para que puedan ejercer sus funciones y para que sean admitidos en el goce de las exenciones, prerrogativas, inmunidades, honores y privilegios inherentes a tales funciones.

Artículo 20.

Los empleados consulares italianos en la República de Panamá y los oficiales consulares panameños en Italia ejercerán los poderes y las funciones de sus cargos, y gozarán, sea para sus personas, sea para el ejercicio de su oficio, de los mismos honores, privilegios, inmunidades y exenciones que son generalmente admitidos por el derecho internacional y de los cuales gozan y gozaren en lo porvenir los empleados consulares del mismo grado de la Nación más favorecida.

Queda sin embargo convenido que ninguna de las Altas Partes contratantes podrá invocar, sobre la base de la Nación más favorecida, para los propios funcionarios consulares, derechos, facultades, exenciones, inmunidades, honores y privilegios más amplios de aquellos por ella acordados a los funcionarios consulares de la otra Parte contratante.

Artículo 21.

Las Altas Partes contratantes se reservan iniciar, lo más pronto posible, negociaciones para la estipulación de una Convención consular dirigida a regular más cumplidamente la materia.

Artículo 22.

Las empresas y los trabajadores de uno cualquiera de los dos Países emigrados al otro gozarán allí de todos los beneficios, las facilidades y los privilegios que son o que fueren acordados a las empresas y a los emigrados de un tercer país cualquiera.

Artículo 23.

Siempre que sobre la interpretación y la aplicación de este Tratado surgiere una controversia, y que una de las Altas Partes contratantes pidiere que ella fuere sometida a la decisión de un Tribunal arbitral, la otra Parte deberá consentir en ello; lo mismo ocurrirá respecto de la cuestión prejudicial, si la controversia fuere de tal naturaleza que hubiere de ser diferida al Tribunal arbitral.

Il Tribunale arbitrale sarà costituito, per ogni controversia, in modo che ognuna delle Parti nomini arbitro uno dei suoi cittadini e che le due Parti scelgano per terzo arbitro un cittadino d'un terzo Stato amico. Se le Parti contraenti non si accordassero sulla scelta del terzo arbitro, esse chiederanno concordemente al Presidente della Corte permanente di Giustizia internazionale dell'Aja di nominarlo.

Le Alte Parti contraenti si riservano di intendersi, anticipatamente, e per un determinato periodo di tempo, intorno alla persona da designare come terzo arbitro.

Le decisioni degli arbitri avranno forza obbligatoria.

Articolo 24.

Riguardo alla procedura, nel caso in cui l'arbitrato ha luogo secondo l'articolo precedente, le Alte Parti contraenti convengono quanto segue :

Il luogo in cui siederà il Tribunale arbitrale sarà designato di accordo fra i due Governi.

Il Tribunale sarà presieduto dal superarbitro. Le decisioni saranno prese a maggioranza di voti.

Le Alte Parti contraenti si accorderanno, o ad ogni caso o una volta per sempre, intorno alla procedura del Tribunale arbitrale. In mancanza di tale intesa, la procedura sarà regolata dal Tribunale stesso. La procedura potrà farsi per iscritto, qualora nessuna delle Parti contraenti sollevi obiezioni : in questo caso si potrà dipartirsi dalle disposizioni del primo alinea di questo articolo.

Per la citazione o l'audizione dei testi e dei periti, le autorità di ognuna delle Alte Parti contraenti, su richiesta del Tribunale arbitrale da indirizzare al Governo rispettivo, presteranno la loro assistenza allo stesso modo che per le richieste dei Tribunali civili del Paese.

Le Alte Parti contraenti si accorderanno intorno alla ripartizione delle spese, sia in occasione di ogni arbitrato, sia con una disposizione applicabile a tutti i casi.

In mancanza d'intesa, sarà applicato l'art. 57 della Convenzione¹ dell'Aja del 29 luglio 1899.

Articolo 25.

Il presente Trattato sarà ratificato e le ratifiche saranno scambiate a Roma non appena compiuto da una parte e dall'altra le formalità stabilite dalle leggi rispettive.

Esso entrerà in vigore 15 giorni dopo lo scambio delle ratifiche e non potrà essere denunziato se non allo spirare di 5 anni. Dopo tale termine potrà essere denunziato in qualunque tempo, restando tuttavia in vigore durante il periodo di sei mesi a partire dal giorno della denunzia.

In fede di che i Plenipotenziari l'hanno firmato e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Roma in doppio esemplare, in lingua italiana e spagnola il sedici ottobre millenovecentoventinove.

(L. S.) Dino GRANDI.

(L. S.) J. D. AROSEMENA.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXVI, page 920.

El Tribunal arbitral será constituido, en toda controversia, de manera que cada una de las Partes nombre árbitro a uno de sus ciudadanos y que las dos Partes escojan para tercer árbitro a un ciudadano de un tercer Estado amigo. Si las Partes Contratantes no se pusieren de acuerdo en la escogencia del tercer árbitro, pedirán concordemente al Presidente de la Corte permanente de Justicia Internacional de La Haya que lo nombre.

Las Altas Partes contratantes se reservan el entenderse, anticipadamente y por un determinado período de tiempo, acerca de la persona a designar como tercer árbitro.

Las decisiones de los árbitros tendrán fuerza obligatoria.

Artículo 24.

Respecto del procedimiento, en caso de que el arbitraje tenga efecto de conformidad con el artículo anterior, las Altas Partes contratantes convienen en lo que sigue :

El lugar en que residirá el Tribunal arbitral será designado de acuerdo entre los dos Gobiernos.

El Tribunal será presidido por el superárbitro. Las decisiones serán tomadas por mayoría de votos.

Las Altas Partes contratantes se pondrán de acuerdo, en cada caso o una vez por siempre, acerca del procedimiento del Tribunal arbitral. A falta de tal inteligencia, el procedimiento será regulado por el mismo Tribunal. El procedimiento podrá seguirse por escrito, siempre y cuando ninguna de las Partes haga objeciones ; en este caso podrán aplicarse disposiciones distintas de las previstas en el primer inciso de este artículo.

Para la citación o audiencia de los testigos y de los peritos, las autoridades de cada una de las Altas Partes contratantes, a petición del Tribunal arbitral, que deberá dirigirse al Gobierno respectivo, prestarán su ayuda de la misma manera que para las peticiones de los Tribunales civiles del país.

Las Altas Partes contratantes se pondrán de acuerdo acerca de la repartición de los gastos, sea con ocasión de cada arbitraje, sea por medio de una disposición aplicable a todos los casos.

A falta de inteligencia, será aplicado el artículo 57 de la Convención¹ de La Haya del 29 de julio de 1899.

Artículo 25.

El presente Tratado será ratificado y las ratificaciones serán canjeadas en Roma, apenas cumplidas por una Parte y por la otra las formalidades establecidas por las leyes respectivas.

Entrará en vigor quince días después del canje de las ratificaciones, y no podrá ser denunciado sino a la expiración de cinco años. Después de este término podrá ser denunciado en cualquier tiempo, quedando todavía en vigor durante el período de seis meses, a partir de la fecha de la denuncia.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios lo han firmado y en él han puesto sus sellos.

Hecho en Roma en doble ejemplar, en las lenguas española y italiana, el día dieciseis de Octubre de mil novecientos veintinueve.

(L.S.) J. D. AROSEMENA.

(L. S.) DINO GRANDI.

Es fiel copia :

Panama, Mayo 17 de 1933.

El Secretario de Relaciones Exteriores,

J. D. Arosemena.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 91, page 970.

NOM DE L'ÉTAT.

.....
(Autorité de délivrance)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

Valable pendant douze mois à compter de la date de la délivrance.

Bon pour N° de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte, M.
..... né à demeurant à
rue N° possède ¹
..... à
sous la raison de commerce
.....
(ou) est commis voyageur au service de la maison (des maisons)
à
qui possède ¹ (possèdent)

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maisons (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à (.....) et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

(.....), le 19...

Signature du chef de la (des) maison (s)

Signalement du porteur :

Age
Taille
Cheveux
Signes particuliers

Signature du porteur :

¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique I du formulaire lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

NOM DE L'ÉTAT.

(Autorité de délivrance)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

Valable pendant douze mois à compter de la date de la délivrance.

Bon pour N° de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte, M.
 né à demeurant à
 rue N° possède¹
 à
 sous la raison de commerce

 (ou) est commis voyageur au service de la maison (des maisons)
 à
 qui possède¹ (possèdent)

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maisons (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

(.....), le 19...

Signature du chef de la (des) maison (s)

Signalement du porteur :

Age

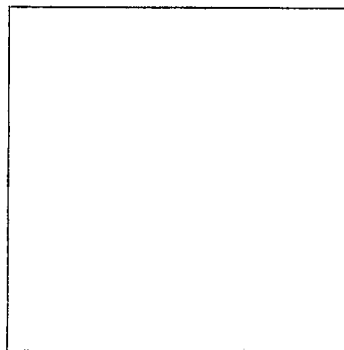
Taille

Cheveux

Signes particuliers.....

Signature du porteur :

.....



¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique I du formulaire lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

PROTOCOLLO.

Al momento di firmare il Trattato di commercio e di navigazione in data di oggi, i sottoscritti Plenipotenziari del Regno d'Italia e della Repubblica di Panama hanno convenuto che il presente Trattato non avrà applicazione alla Zona del Canale di Panama e che gli Accordi già conclusi che potranno essere conclusi tra il Panama e gli Stati Uniti per la costruzione, il mantenimento, il funzionamento, il risanamento e la protezione del Canale del Panama, non saranno invocati dall'Italia in virtù della clausola della nazione più favorita.

Il presente Protocollo forma parte integrante del Trattato suddetto ed entrerà in vigore contemporaneamente ad esso.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziari hanno firmato il presente Protocollo e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Roma il sedici ottobre millenovecentoventinove.

(L. S.) Dino GRANDI.

(L. S.) J. D. AROSEMENA.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

PROTOCOLO.

Al momento de firmar el Tratado de comercio y de navegación con fecha de hoy, los suscritos Plenipotenciarios del Reino de Italia y de la República de Panamá han convenido en que el presente Tratado no tendrá aplicación en la Zona del Canal de Panamá, así como tampoco las estipulaciones convenidas o que se convengan en lo futuro entre Panamá y los Estados Unidos de América para la construcción, el mantenimiento, el funcionamiento, el saneamiento y la protección del Canal de Panamá, podrán ser invocadas por Italia en virtud de la cláusula de la Nación más favorecida.

El presente Protocolo forma parte integrante del Tratado susodicho y entrará en vigor contemporaneamente a él.

En fe lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado el presente Protocolo y en él han colocado sus sellos.

Hecho en Roma, el día dieciseis de Octubre de mil novecientos veintinueve.

(L. S.) J. D. AROSEMENA.

(L. S.) Dino GRANDI.

Secretaria de Relaciones Exteriores.

Es copia auténtica :

Panamá, Julio 8 de 1933.

El Subsecretario de Relaciones Exteriores,
Raúl de Roux.

¹ TRADUCTION.

N^o 3199. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA. SIGNÉ A ROME, LE 16 OCTOBRE 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, désireux de développer les relations économiques entre les deux pays, ont décidé de conclure un traité de commerce et de navigation et, à cette fin, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence M. Dino GRANDI, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Son Excellence le D^r Juan Demóstenes AROSEMENA, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Il y aura amitié et liberté pleine et entière de commerce et de navigation entre les deux Etats et entre leurs citoyens respectifs.

Article 2.

Les citoyens de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront, en se conformant aux lois locales, libres d'entrer, de voyager, de séjourner et de s'établir dans toute partie du territoire de l'autre et y jouiront d'une complète protection pour leur personne, leurs biens et leurs intérêts, sur un pied d'égalité parfaite avec les nationaux. En aucun cas, ils ne seront traités d'une manière moins favorable que les citoyens de la nation la plus favorisée et ils ne seront pas assujettis, pour l'exercice du commerce, de l'industrie et des métiers, à des droits, impôts, taxes ou patentes autres ou plus lourds que ceux qui sont ou seront payés par les nationaux.

Les droits, les privilèges, les exemptions, immunités et autres faveurs de toute nature, dont jouiraient, en matière de commerce, d'industrie et de métiers, les citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes, seront étendus à ceux de l'autre Partie.

Pour l'exercice des professions, tant les citoyens italiens à Panama, que les citoyens panamais en Italie, jouiront du traitement de la nation la plus favorisée. Sont toutefois exceptées les concessions particulières qui ont été faites ou qui seront faites à d'autres Etats, en vertu d'accords de réciprocité.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3199. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN
THE KINGDOM OF ITALY AND THE REPUBLIC OF PANAMA.
SIGNED AT ROME, OCTOBER 16, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA, being desirous of developing the economic relations between the two countries, have decided to conclude a Treaty of Commerce and Navigation, and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency M. Dino GRANDI, Minister Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

His Excellency Dr. Juan Demóstenes AROSEMENA, Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

There shall be friendship and full and entire freedom of commerce and navigation as between the two countries and as between their respective nationals.

Article 2.

The nationals of either High Contracting Party shall, in conformity with the laws of the country, be free to enter and travel, reside, and settle in any part of the territory of the other Party, and shall enjoy therein complete protection of their persons, property, and interests, on a footing of perfect equality with nationals of the country. They shall not, in any case, be treated less favourably than nationals of the most favoured nation, and may carry on their trade, industry, or other business without being subject to any duties, imposts, taxes, or licence-fees, other or higher than those to which nationals are or may hereafter be liable.

The rights, privileges, exemptions, immunities, and other advantages of whatever kind enjoyed in respect of commerce, industry, or other business, by nationals of one of the High Contracting Parties, shall be enjoyed by the nationals of the other.

With regard to the practice of professions, both Italian nationals in Panama and Panamanian nationals in Italy shall enjoy most-favoured-nation treatment. An exception shall, however, be made in regard to special concessions that have been or may hereafter be granted to other States by means of agreements for reciprocal treatment.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

En ce qui concerne le droit d'acquérir, de posséder ou d'aliéner des biens mobiliers ou immobiliers de les recevoir ou de les transmettre par voie de succession, soit ab intestat, soit par testament, de donner ou de prendre à bail des terrains, des maisons, des boutiques, des magasins, les citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, du traitement des nationaux ou des citoyens de la nation la plus favorisée et ne seront pas assujettis à des taxes, impôts ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront établis pour les nationaux.

Sont toutefois réservées, en ce qui concerne l'acquisition, la possession et l'usage des biens immobiliers, les exceptions et les restrictions qui seraient établies pour les sujets étrangers par la législation des deux pays dans l'intérêt de la sûreté de l'Etat, ainsi que les limitations prévues par les lois nationales en ce qui concerne les navires et les aéronefs.

Le produit de la vente des propriétés et des biens en général pourra être librement exporté par les citoyens des deux pays, sans que ceux-ci soient contraints de payer des droits autres ou plus lourds que ceux que les nationaux seraient tenus de payer dans des cas similaires.

Article 4.

Les citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes seront dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale ; de toute réquisition ou prestation militaire, ainsi que des emprunts forcés et de toute contribution spéciale extraordinaire, imposée en temps de guerre ou en raison d'autres circonstances exceptionnelles. Sont exceptées les charges liées à la possession ou à la location de biens immobiliers, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles les nationaux et les citoyens de la nation la plus favorisée peuvent être assujettis en qualité de propriétaires, de fermiers ou de locataires de biens immobiliers.

Les questions relatives à la prestation du service militaire des citoyens respectifs seront réglées plus tard par un protocole spécial.

Article 5.

Les citoyens de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront, sur le territoire de l'autre Partie, entièrement libres de régler leurs affaires comme les nationaux, soit personnellement, soit par des intermédiaires choisis par eux, sans être tenus de payer des rémunérations ou des indemnités à des agents, commissionnaires, etc., aux services desquels ils n'auraient pas l'intention de recourir et auront libre et facile accès auprès des tribunaux de tout ordre et de toute juridiction pour faire valoir leurs droits et pour se défendre. A cet effet, ils pourront se servir de mandataires et de conseillers juridiques, lorsque les lois locales le permettent et en se conformant aux conditions et aux formalités prévues par ces lois, et ils jouiront, d'une façon générale, en matière judiciaire, des mêmes droits et des mêmes privilèges que ceux qui sont ou qui seront accordés à l'avenir aux nationaux.

Article 6.

Les citoyens de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de la plus entière liberté de conscience et de culte. Ils pourront construire et posséder des églises, exercer en privé et publiquement leur culte, ainsi que fonder des établissements religieux, des hôpitaux, des institutions de bienfaisance et d'éducation, en se conformant aux modalités et aux conditions fixées par les dispositions en vigueur dans le pays.

Article 3.

As regards the right of acquiring, possessing, or disposing of movable or immovable property, receiving or assigning such property by succession, whether *ab intestato* or by testament, and granting or acquiring leases of land, horses, shops, or warehouses, the nationals of either High Contracting Party shall enjoy, in the territory of the other Party, the treatment extended to nationals of the country or to nationals of the most favoured nation, and shall not be liable to any taxes, imposts, or charges, other or higher than those which are or may hereafter be imposed upon nationals.

Nevertheless, so far as concerns the right of acquiring, possessing, and making use of immovable property, this provision shall not affect the exceptions and restrictions which the laws of the two countries may apply to foreign nationals with a view to the safety of the State, nor the limitations prescribed in the national laws with regard to ships and aircraft.

The proceeds of the sale of property and personal possessions in general may be freely exported by the nationals of either country without their being required to pay any duties other or higher than those to which nationals would be liable in similar cases.

Article 4.

The nationals of either High Contracting Party shall be exempt from all compulsory judicial, administrative, and municipal functions, from all military requisitions and contributions, and from all forced loans and other special and extraordinary contributions exacted in time of war or on account of other exceptional circumstances. This provision shall not apply, however, to charges connected with the possession or leasing of immovable property, or to military contributions or requisitions which may be imposed on nationals of the country and nationals of the most favoured nation in their capacity as owners, lessees, or occupiers of immovable property.

Questions relating to the performance of military service by the nationals of the respective countries shall be settled subsequently by a special Protocol.

Article 5.

The nationals of either High Contracting Party shall be entirely free, in the territory of the other, to conduct their business on the same footing as nationals, either personally or through intermediaries of their own choosing, without being required to pay any remuneration or fee to representatives, commission agents, etc., whom they may not choose to employ, and they shall have free and unhindered access, as plaintiffs and as defendants, to the courts of every kind and degree of jurisdiction. For this purpose, they may, so far as the laws of the country permit, and subject to the observance of the conditions and formalities prescribed in those laws, employ representatives and members of the legal profession, and shall, in regard to judicial relations generally, enjoy the same rights and the same privileges as are or may hereafter be granted to nationals.

Article 6.

The nationals of either High Contracting Party shall, in the territory of the other, enjoy the fullest freedom of conscience and worship. Subject to the observance of the regulations and conditions prescribed in the provisions in force in the country, they may build and own churches, practise their religion in private and in public, and also found religious establishments, hospitals, and charitable and educational institutions.

Article 7.

Les commerçants, les fabricants et les autres producteurs de l'un des deux pays, aussi bien en personne que par l'entremise de voyageurs de commerce, pourront, sur le territoire de l'autre, procéder à des achats et recueillir des ordres sans être assujettis pour cette raison à aucun droit ou taxe. Ils pourront être porteurs d'échantillons ou de modèles, mais non de marchandises, et seront pourvus d'une carte de légitimation conforme au modèle annexé au présent traité et délivrée dans les deux pays par les autorités compétentes qui seront ultérieurement indiquées par les gouvernements intéressés.

Les objets importés comme échantillons aux fins susvisées seront, dans chacun des deux pays, admis temporairement en franchise, conformément aux règlements et aux formalités douanières destinées à assurer la ré-exportation et le paiement des droits fixés s'ils n'étaient pas réexportés dans le délai prévu par la loi.

Les marques, timbres ou sceaux apposés sur lesdits échantillons par les autorités douanières d'une des Hautes Parties contractantes aux fins d'identification seront reconnues suffisantes par les autorités de l'autre Partie. Toutefois, si les échantillons n'étaient pas pourvus à leur arrivée des marques d'identification susvisées ou si ces marques ne paraissaient pas suffisantes à l'administration intéressée, celle-ci pourra apposer sur lesdits échantillons une marque supplémentaire, si la chose est jugée nécessaire, sans endommager les échantillons et gratuitement.

Le privilège de l'admission temporaire en franchise ne pourra être étendu aux objets qui, en raison de leur nombre et de leur valeur, ne peuvent être considérés comme des échantillons, ou qui, en raison de leur nature, ne pourraient être identifiés au moment de la réexportation. En cas de doute, il appartiendra, dans tous les cas, aux autorités compétentes du pays dans lequel l'introduction a lieu de décider si les échantillons peuvent être admis en franchise.

Article 8.

Les sociétés civiles et commerciales (industrielles, financières, de transport, d'assurance, etc.), y compris les instituts publics d'assurance et autres exerçant une activité de caractère commercial, domiciliées dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes et légalement constituées dans ces territoires conformément aux lois du pays, seront reconnues comme ayant une existence légale sur le territoire de l'autre, et pourront y exercer leur activité suivant les modalités et sous réserve des limitations prévues par les lois en vigueur. Elles pourront en outre établir des succursales et faire valoir tous leurs droits, y compris celui d'ester en justice soit pour intenter une action, soit pour se défendre.

Dans tous les cas, lesdites sociétés et lesdits instituts jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, à tous égards, du traitement de la nation la plus favorisée.

Lesdites sociétés et instituts ne devront pas être soumis, pour l'exercice de leur activité, dans le territoire de l'autre Partie, à des impôts, droits ou taxes d'autre nature ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les sociétés ou instituts du pays.

Article 9.

Les produits naturels et fabriqués de l'un des deux pays, qu'ils soient transportés par des navires des deux Parties contractantes ou par des navires de toute autre nationalité, seront traités, à l'importation dans l'autre pays, sur le même pied que ceux de la nation la plus favorisée, tant en ce qui concerne la mesure des droits de douane, autres droits ou taxes, quelle qu'en soit la dénomination, qu'en ce qui concerne les formalités douanières.

A l'exportation à destination de l'Italie, il ne sera pas perçu au Panama, et à l'exportation du Panama, il ne sera pas perçu en Italie de droits de sortie, taxes ou autres droits, autres ou plus élevés, que ceux qui sont perçus à l'exportation des mêmes produits à destination du pays le plus favorisé à cet égard.

Article 7.

Traders and manufacturers and other producers of either of the two countries shall be entitled, either personally or through commercial travellers, to purchase goods and solicit orders in the territory of the other without being liable to any dues or taxes on that account. They may have with them samples or patterns, but not goods, and shall be provided with an identity-card conforming to the model attached to the present Treaty, and issued in either country by the competent authorities to be subsequently named by the respective Governments.

Articles imported as samples for the above-mentioned purposes shall, in both countries, be admitted temporarily duty-free, in accordance with the Customs regulations and formalities laid down to ensure re-exportation or, alternatively, the payment of the proper duty in the event of their not being re-exported within the statutory period.

The marks, stamps, or seals affixed to the said samples by the Customs authorities of either of the High Contracting Parties for purposes of identification shall be recognised as sufficient by the authorities of the other Party. Nevertheless, if, on arrival, the samples should not bear the above-mentioned identification-marks, or if such marks should appear inadequate to the administrative authorities concerned, the latter shall be entitled to affix a supplementary mark, should that be considered necessary, without damaging the samples or levying any charge.

The privilege of temporary duty-free admission may not be extended to articles which, by reason of their number and value, cannot be regarded as samples, or which, by reason of their nature, could not be identified at the time of re-exportation. The decision whether samples are of such a kind that they can be admitted duty-free shall rest entirely with the competent authorities of the country into which they are imported.

Article 8.

Civil and commercial (industrial, financial, transport, insurance, etc.) companies, including public insurance institutions and others conducting any business of a commercial character, domiciled in the territory of either High Contracting Party and validly constituted therein in accordance with its laws, shall be recognised as having legal existence in the territory of the other, and may conduct their business therein under the conditions and within the limits laid down by the laws in force. They may also establish branches and exercise all their rights, including that of access to the courts either as plaintiffs or as defendants.

In any case, the said companies and institutions shall enjoy most-favoured-nation treatment in all respects in the territory of the other Contracting Party.

Such companies and institutions shall not be required, in respect of the conduct of their business in the territory of the other Party, to pay imposts, duties, or taxes, other or higher than those to which the public or private companies of the country are or may hereafter be liable.

Article 9.

Articles, the produce or manufacture of either of the two countries, whether conveyed in ships of one of the two Contracting Parties or in ships of any other nationality, shall be treated, on entry into the other country, on the same footing as those of the most favoured nation, both as regards the assessment of Customs duties and any other charges or duties of whatever description, and as regards Customs formalities.

Panama shall not levy on goods exported to Italy, and Italy shall not levy on goods exported to Panama, any export duties or any other charges or duties other or higher than those which are levied on the same products when exported to the country most favoured in this respect.

Les marchandises de toute nature, en transit à travers le territoire des deux Hautes Parties contractantes, seront réciproquement exemptées de tout droit de transit, soit que ces marchandises transitent directement, soit que, au cours du transit, elles doivent être transbordées ou déchargées, entreposées et rechargées. Elles ne pourront, en aucun cas, être, pour quelque motif que ce soit, soumises à un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises en transit provenant d'un tiers pays quelconque.

Article 10.

Les dispositions du premier et du second alinéa de l'article précédent ne sont pas applicables :

- a) Aux faveurs que chacune des Hautes Parties contractantes aurait accordées ou pourrait accorder exceptionnellement à des pays limitrophes, en vue de faciliter le trafic de frontière ;
- b) Aux obligations imposées à l'une ou à l'autre Partie par suite des engagements d'une union douanière conclue ou à conclure dans l'avenir ;
- c) Aux privilèges préférentiels que les deux Hautes Parties contractantes auraient accordés ou pourraient accorder à leurs colonies, protectorats et possessions respectives.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne faire obstacle en aucune manière au commerce réciproque des deux pays par des prohibitions ou des restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, à condition qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays qui se trouvent dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- 1^o Dans des circonstances exceptionnelles en ce qui concerne les approvisionnements de guerre ;
- 2^o Pour des raisons de sûreté publique ;
- 3^o En matière de monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourront être établis par la suite ;
- 4^o En vue de l'application aux marchandises étrangères de prohibitions ou de restrictions établies par des dispositions internes pour la production intérieure des marchandises similaires ou de la vente ou du transport à l'intérieur des marchandises similaires de production nationale ;
- 5^o En matière de police sanitaire et en vue de protéger les animaux et les plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à cet égard.

En vue d'assurer le plus tôt possible l'application intégrale du principe établi au premier alinéa du présent article, les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne maintenir aucune prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation, à moins que cela ne soit absolument nécessaire, en raison de circonstances exceptionnelles et pour le temps pendant lequel ces circonstances subsistent.

Article 12.

Pour établir l'origine des produits importés, chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger la production d'un certificat d'origine attestant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale et qu'il doit être considéré comme tel en raison de la transformation qu'il a subie dans le pays dont il provient.

Goods of all kinds in transit through the territories of the two High Contracting Parties shall be reciprocally exempted from any transit duty, whether they are conveyed in transit direct or whether, during transit, they are to be transshipped, or unloaded, warehoused, and reloaded. They may not in any case or for any reason be treated in a less favourable manner than goods in transit coming from any third country.

Article 10.

The provisions of paragraphs 1 and 2 of the preceding Article shall not apply :

(a) To exceptional privileges which either of the High Contracting Parties may have granted or may hereafter grant to contiguous countries with a view to facilitating frontier traffic ;

(b) To obligations imposed on either Party by the clauses of a Customs union which has already been, or may hereafter be, contracted ;

(c) To preferential treatment which the two High Contracting Parties may have granted or may hereafter grant to their respective colonies, protectorates, and possessions.

Article 11.

The High Contracting Parties undertake not to impede trade between the two countries in any way by imposing import, export, or transit prohibitions or restrictions.

Exceptions to this rule, so far as they are applicable to every country or to countries in identical circumstances, may be made only in the following cases :

(1) In exceptional circumstances, in the case of war supplies ;

(2) For reasons of public safety ;

(3) In the case of State monopolies which are already in force or may be established in future ;

(4) In order to apply to goods of foreign origin prohibitions and restrictions imposed by the national legislation on the home production of similar goods or on the sale or transport, within the country, of similar goods produced therein ;

(5) For reasons of sanitary supervision or the protection of useful animals and plants against diseases and noxious insects and parasites, and in particular in the interests of public health and in conformity with the principles internationally accepted in that connection.

In order to secure with the least possible delay the full application of the principle laid down in the first paragraph of this Article, the High Contracting Parties undertake not to maintain any import or export prohibition or restriction unless its maintenance is absolutely necessary owing to exceptional circumstances, and then only for so long as such circumstances continue to exist.

Article 12.

In order to establish the origin of imported products, each of the High Contracting Parties may require the production of a certificate of origin attesting that the imported article is of national production or manufacture, or that it is to be regarded as such in view of the finishing process it has undergone in the country from which it comes.

Les certificats d'origine seront délivrés, pour l'Italie, par les Offices provinciaux de l'économie et pour le Panama par les Chambres de commerce et d'industrie, ainsi que par le bureau de douane d'expédition, à l'intérieur ou à la frontière de chacun des deux pays et par tout autre organe ou institution que le pays destinataire aura agréé.

Ces certificats seront, sous réserve de réciprocité, exemptés du visa de l'autorité consulaire ou diplomatique.

Dans tous les cas les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

Article 13.

Aucun droit intérieur perçu pour le compte de l'Etat, d'autorités locales ou de corporations, qui frappe ou qui pourrait frapper à l'avenir la production, la fabrication, la vente ou la consommation d'un produit quelconque sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes ne sera, à aucun titre, plus élevé ou plus lourd pour les produits originaux ou en provenance du territoire de l'autre Partie qu'il ne l'est pour les produits indigènes similaires.

Article 14.

Les navires de l'une des deux Hautes Parties contractantes, dans les ports de l'autre, seront traités, à l'entrée, durant leur séjour et à la sortie, comme des navires nationaux et, en tout cas, ne seront pas traités moins favorablement que les navires de quelque autre pays, tant en ce qui concerne les droits et taxes, quelle qu'en soit la nature et la dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, des corporations, des fonctionnaires publics et des instituts de toute nature, qu'en ce qui concerne le mouillage, le chargement et le déchargement dans les ports; rades, baies, golfes, bassins et quais, et, d'une façon générale, toutes les formalités et prescriptions auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Le traitement visé à l'alinéa précédent ne s'étend pas :

1° Au cabotage qui continuera à être réglé par les lois qui sont et seront en vigueur dans chacun des deux pays, sauf accord ultérieur sur la base de la réciprocité de traitement. En tout cas, les navires d'Italie et de Panama pourront passer d'un port de l'une des deux Parties contractantes dans un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison provenant de l'étranger, soit pour former ou compléter leur cargaison destinée à l'étranger, sans payer dans aucun port des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont payés dans des cas similaires par les navires nationaux ;

2° Aux encouragements qui sont accordés ou qui pourraient être accordés à la marine marchande nationale ;

3° Aux concessions spéciales accordées aux sociétés de sport nautique et aux bâtiments de plaisance ;

4° A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, ni à l'exercice du service des ports, des rades ou des plages. Le service maritime comprend l'exercice du remorquage, l'assistance et le sauvetage maritime.

Article 15.

Seront complètement exonérés du paiement des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacune des deux Hautes Parties contractantes :

1° Les navires qui, entrés sur lest d'une provenance quelconque, repartiront sur lest ;

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, établiront qu'ils ont déjà payé ces droits dans un autre port du

Certificates of origin shall be issued for Italy by the Provincial Trade Bureaux, and for Panama by the Chambers of Commerce and Industry or by the forwarding Customs office, in the interior or at the frontier of either country, or by any other body or association approved by the country of destination.

Such certificates shall, on a basis of reciprocity, be exempt from the visa of the consular or diplomatic authorities.

In any case, certificates of origin shall not be required in respect of postal packets.

Article 13.

Internal taxes levied on behalf of the State, local authorities, or corporations, which are, or may hereafter be, imposed on the production, manufacture, sale, or consumption of any article in the territory of one of the High Contracting Parties, shall not under any pretext be levied on products originating in or coming from the territory of the other Contracting Party at higher rates or in a more burdensome manner than on the like products of the former country.

Article 14.

The vessels of each of the High Contracting Parties in the ports of the other shall be treated, on their arrival, during their stay, and on their departure, on the same footing as national vessels, and, in any case, not less favourably than the vessels of any other country, both as regards duties and taxes, of whatever nature or description, levied on behalf of the State, municipalities, corporations, public officials, or establishments of any kind, and as regards the berthing, lading, and unloading of these vessels in harbours, roadsteads, bays, inlets, basins, and docks, and, in general, all formalities and regulations to which vessels, their crews, and their cargoes may be subject.

The treatment mentioned in the preceding paragraph shall not extend :

(1) To the coasting trade, which shall continue to be governed by the laws that are, or may hereafter be, in force in each of the two countries, except as may be provided in subsequent agreements based on reciprocal treatment. In all cases, however, Italian and Panamanian ships may proceed from a port of one of the Contracting Parties to a port or ports of the same country, either to discharge all or part of their cargoes brought from abroad, or to take up or complete their foreign-bound cargoes, without paying, in any port, dues other or higher than those paid in similar cases by national vessels ;

(2) To bounties which are or may hereafter be granted to the national merchant marine ;

(3) To special concessions granted to yacht-clubs and to pleasure-craft ;

(4) To fisheries in the territorial waters of the High Contracting Parties, or to the services in connection with ports, roadsteads, and beaches. These services include maritime towage, rescue-work, and salvage.

Article 15.

The following shall be wholly exempt from the payment of tonnage- and clearance-dues in the ports of each of the two High Contracting Parties :

(1) Vessels entering from any place whatsoever in ballast and leaving in ballast ;

(2) Vessels which pass from one port in either of the two States to another port or ports in the same State, and prove that they have already paid such dues in another

même Etat, dans le délai accordé par les lois nationales du pays en question pour les navires battant son pavillon ;

3^o Les navires qui, entrés avec une cargaison dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir effectué aucune opération de commerce.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce le déchargement et le rechargement des marchandises nécessités par la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire par suite de l'impossibilité où se trouve le premier de reprendre la mer, l'approvisionnement de l'équipage et la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des Douanes en a donné l'autorisation.

Il reste entendu que les stipulations du présent article ne concernent pas les droits sanitaires, dont la perception sera réglée d'après la législation du pays intéressé.

Article 16.

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat auquel les navires appartiennent.

Les certificats de jauge délivrés par l'une des Hautes Parties contractantes seront également valables sur le territoire de l'autre Partie pour établir la capacité des navires, sans qu'il y ait lieu de procéder à la revision du tonnage.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre pays sans une déclaration d'abandon de pavillon délivrée par les autorités de l'Etat auquel les navires en question appartiennent.

Article 17.

En cas d'échouement, de naufrage ou autres sinistres d'un navire d'une des Hautes Parties contractantes sur les côtes ou les rivages de l'autre Partie, le navire et son chargement jouiront de toutes les facilités, immunités et faveurs que les lois et les règlements du pays en question accordent, dans des circonstances analogues, aux navires nationaux et à ceux de la nation la plus favorisée.

Il sera porté secours et assistance au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant en ce qui concerne leurs personnes qu'en ce qui concerne le navire et sa cargaison, de la même façon qu'à des nationaux.

Les marchandises sauvées ne seront pas assujetties au paiement de droits de douane quelconques, à moins qu'elles ne soient destinées à la consommation intérieure.

Article 18.

Les citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes seront libres de faire usage, sur le territoire de l'autre, aux mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que celles qui sont imposées aux nationaux, des routes et autres lieux de passage, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, ports et lieux de débarquement, signaux et feux indicateurs des eaux navigables, du pilotage, des grues et des poids publics, des magasins et installations pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison des navires et des autres objets, pour autant que ces installations et ces institutions sont destinées à l'usage public, qu'elles soient administrées par l'Etat ou par des particuliers.

Sous réserve des règlements particuliers concernant les phares et les fanaux et le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, à moins qu'il n'ait été fait réellement usage des installations et des institutions susvisées.

Article 19.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit d'établir, sur le territoire de l'autre, des bureaux consulaires et pourra leur affecter des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls

port in the same State, within the time-limit prescribed in the national laws of the respective countries for vessels flying the national flag ;

(3) Vessels entering a port under load, either voluntarily or through stress of weather or accident, and leaving it without having carried out any commercial transaction.

In the case of a vessel putting into port through stress of weather or accident, the unloading and reloading of goods for purposes of repairs to the vessel, their transshipment to another vessel should the first vessel not be seaworthy, revictualling, and the sale of damaged goods with the permission of the Customs administration, shall not be regarded as commercial transactions.

It is understood that the provisions of this Article do not affect sanitary dues which shall be levied in accordance with the respective laws.

Article 16.

The nationality of vessels shall be established according to the laws of the State to which each vessel belongs.

Tonnage-certificates delivered by one of the High Contracting Parties shall also be accepted in the territory of the other as establishing the capacity of the vessels, no revision of tonnage being required.

Except in the case of sale by judicial order, the vessels of one of the High Contracting Parties may not be nationalised in the territory of the other without a declaration, issued by the authorities of the State to which they belong, cancelling their right to fly its national flag.

Article 17.

Should any vessel of either High Contracting Party run aground, be wrecked, or suffer other damage on the coasts or shores of the other Party, the vessel and its cargo shall be entitled to the same facilities, immunities, and privileges as are granted by the laws and regulations of the country in question, in similar circumstances, to national vessels or to vessels of the most favoured nation.

Help and assistance shall be given, in the same way as to nationals, to the master, crew, and passengers, both in respect of their persons and in respect of the vessel and its cargo.

Salvaged goods shall not be liable to any Customs duties unless intended for consumption within the country.

Article 18.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be free, in the territory of the other, under the same conditions and on payment of the same charges as nationals, to use the main roads and other thoroughfares, canals, locks, ferries, bridges and swing-bridges, harbours and landing-stages, signals and lights indicating navigable waters, pilotage, cranes and public weighbridges, warehouses and establishments for the salvage and storage of cargoes, vessels and other objects, so far as such establishments and institutions are intended for the use of the public, whether they are administered by the State or by private persons.

Except as provided in the special regulations regarding lighthouses and beacons and regarding pilotage, no charge shall be levied unless the aforesaid establishments and institutions have actually been used.

Article 19.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled to establish consular offices in the territory of the other Party, and to appoint there consuls-general, consuls vice-consuls, and consular

et des agents consulaires, conformément à sa propre législation. Au reste, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de désigner les localités où elle ne désire pas que soient établis des bureaux consulaires étrangers.

Les titulaires des bureaux consulaires seront réciproquement admis et reconnus, sur présentation de leurs lettres de nomination, conformément aux règles et aux formalités établies dans les pays respectifs.

Si l'exequatur est nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions, cet exequatur leur sera délivré, en vertu de leur lettre de nomination, sans frais et dans le plus bref délai possible ; sur présentation dudit exequatur, l'autorité compétente du lieu prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent exercer leurs fonctions et jouir des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges attachés à leurs fonctions.

Article 20.

Les fonctionnaires consulaires italiens dans la République de Panama et les fonctionnaires consulaires de la République de Panama en Italie exerceront les pouvoirs et les fonctions de leur charge et jouiront, tant pour leur personne que pour l'exercice de leur charge, de tous les honneurs, privilèges, immunités et exemptions qui sont généralement admis par le droit international et dont jouissent et jouiront à l'avenir les fonctionnaires consulaires du même rang de la nation la plus favorisée.

Il est toutefois convenu qu'aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra réclamer, en vertu du traitement de la nation la plus favorisée, pour ses propres fonctionnaires consulaires, des droits, facultés, exemptions, immunités, honneurs et privilèges plus étendus que ceux qu'elle accorde aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie.

Article 21.

Les Hautes Parties contractantes se réservent d'engager dans le plus bref délai possible des négociations en vue de la conclusion d'une convention consulaire destinée à régler plus complètement la matière.

Article 22.

Les entreprises et les ouvriers émigrés de l'un quelconque des deux pays dans l'autre y jouiront de tous les avantages, facilités et privilèges qui sont ou seront accordés aux entreprises et aux émigrés d'un tiers pays quelconque.

Article 23.

Au cas où il surgirait un différend concernant l'interprétation et l'application du présent traité et où l'une des Hautes Parties contractantes demanderait qu'il fût soumis à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même en ce qui concerne la question préalable de savoir si le différend, de par sa nature, doit être déféré au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour tout différend de la façon suivante : chacune des Parties nommera un arbitre pris parmi ses ressortissants et les deux Parties choisiront pour tiers-arbitre un ressortissant d'un tiers pays ami. Si les Parties contractantes ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers-arbitre, elles demanderont, de concert, au Président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye de le désigner.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de s'entendre, à l'avance et pour une période de temps déterminée, sur la personne à désigner comme tiers-arbitre.

Les décisions des arbitres auront force obligatoire.

agents, in accordance with its own laws. Nevertheless, each High Contracting Party reserves the right to designate the places in which it does not desire the establishment of foreign consular offices.

Consular officials shall be reciprocally admitted and recognised on presentation of their credentials, in accordance with the rules and formalities laid down in the country concerned.

Should the *exequatur* be necessary for the free discharge of their functions, it shall be issued to them free of charge, as soon as possible, in virtue of their respective letters of appointment. On presentation of such *exequatur*, the competent authorities of the place in question shall immediately take the necessary measures to enable them to discharge their duties and to give them the benefit of the exemptions, prerogatives, immunities, honours, and privileges attaching thereto.

Article 20.

Italian consular officials in the Republic of Panama, and consular officials of the Republic of Panama in Italy, shall exercise the powers and functions of their office and shall enjoy, both as regards their persons and as regards the discharge of their duties, the same honours, privileges, immunities, and exemptions as are generally admitted by international law, and as are or may hereafter be enjoyed by consular officials of the same grade belonging to the most favoured nation.

It is, however, agreed that neither High Contracting Party may, on the basis of most-favoured-nation treatment, claim for his own consular officials more extensive rights, powers, exemptions, immunities, honours, and privileges than those granted by himself to the consular officials of the other Contracting Party.

Article 21.

The High Contracting Parties reserve the right to enter, as soon as possible, into negotiations for the conclusion of a Consular Convention for the fuller regulation of this matter.

Article 22.

Undertakings and labourers who have emigrated from either country to the other shall there enjoy all the benefits, facilities, and privileges that are or may hereafter be granted to the undertakings and emigrants of any third country.

Article 23.

Should any dispute arise with regard to the interpretation or application of the present Treaty, and should either of the High Contracting Parties request that the dispute be submitted to a court of arbitration for decision, the other Party shall consent to this course, even as regards the prior question whether the dispute is such that it should be laid before the court of arbitration.

The court of arbitration shall, for every dispute, be constituted by each Party's appointing one of his nationals as arbitrator, and the two Parties choosing as third arbitrator a national of a friendly third State. If the Contracting Parties do not agree on the choice of the third arbitrator, they shall jointly request the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague to make the appointment.

The High Contracting Parties reserve the right to select jointly in advance, for a specified period, the person who is to act as third arbitrator.

The decisions of the arbitrators shall be binding.

Article 24.

En ce qui concerne la procédure, au cas où l'arbitrage aurait lieu conformément à l'article précédent, les Hautes Parties contractantes conviennent des dispositions suivantes :

Le lieu où siégera le tribunal arbitral sera désigné à la suite d'un accord entre les deux gouvernements.

Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Hautes Parties contractantes se mettront d'accord, soit dans chaque cas, soit une fois pour toutes, au sujet de la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'entente, la procédure sera fixée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Hautes Parties contractantes n'y fait objection : en ce cas, on pourra se départir des dispositions du premier alinéa de cet article.

Pour la citation et l'audition des témoins et des experts, les auto ités de chacune des Hautes Parties contractantes, sur requête du tribunal arbitral adressée au gouvernement intéressé, prêteront leur assistance de la même manière que pour les requêtes des tribunaux civils du pays.

Les Hautes Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas.

A défaut d'entente, on appliquera l'article 57 de la Convention de La Haye du 29 juillet 1899.

Article 25.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Rome, dès que les formalités prévues par les lois de chacun des deux pays auront été accomplies.

Le présent traité entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification et ne pourra être dénoncé qu'à l'expiration de cinq ans. Passé ce délai, il pourra être dénoncé en tout temps, mais restera en vigueur pendant une période de six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leur cachet,

Fait à Rome, en double expédition, en langues espagnole et italienne, le seize octobre mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) Dino GRANDI.

(L. S.) J. D. AROSEMENA.

Article 24.

As regards procedure, in the event of arbitration taking place in accordance with the terms of the preceding Article, the High Contracting Parties agree as follows :

The place in which the court of arbitration shall sit shall be chosen by agreement between the two Governments.

The umpire shall preside over the court, whose decisions shall be taken by a majority vote.

The High Contracting Parties shall agree upon the procedure to be followed by the court of arbitration either in each individual case or for all cases. Failing such an agreement, the court shall fix its own procedure. The proceedings may be conducted in writing, if neither Contracting Party raises any objection. In that case, the provisions of the first sub-paragraph of this Article may be departed from.

As regards the summoning or hearing of witnesses and experts, the authorities of each of the High Contracting Parties shall, at the request of the court of arbitration, which is to be addressed to the Government concerned, lend their assistance in the same way as in the case of requests from the civil courts of the country.

The High Contracting Parties shall agree as to the apportionment of expenses, either in respect of each individual case submitted to arbitration, or by means of a provision applicable to all cases.

Failing such agreement, Article 57 of the Hague Convention of July 29, 1899, shall apply.

Article 25.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Rome as soon as the formalities prescribed by the respective laws have been complied with on both sides.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications, and cannot be denounced until the expiration of five years from that date. After that period, it may be denounced at any time, but shall remain in force for six months from the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Rome in duplicate, in Spanish and Italian, this sixteenth day of October, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(*L. S.*) Dino GRANDI.

(*L. S.*) J. D. AROSEMENA.

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

(Voir page 372 de ce volume.)

NAME OF STATE.

.....

(Issuing Office).

IDENTITY-CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Valid for twelve months from the day of issue.

Valid for No. of identity-card.....

It is hereby certified that the bearer of this card, M.
 born at living at
 No. Street is the owner of
 at trading under the name of
 (or) is a commercial traveller employed by the firm (s) of
 at
 which possess (es) ¹

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm (s) referred to. It is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorised to carry on its (their) business and trade in and that it pays (they pay) the taxes, as provided by law, for that purpose.

..... the 19...

Signature (s) of Head (s) of Firm (s).

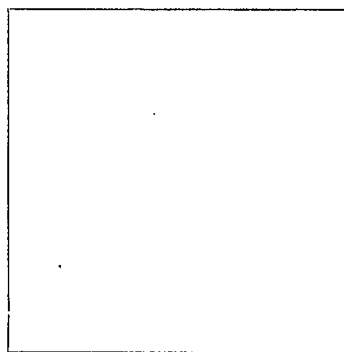
.....

Description of Bearer :

Age
 Height
 Hair
 Special Marks.....

Signature of Bearer :

.....

¹ State nature of factory or business.

N. B. — The first entry only should be completed for heads of commercial or manufacturing businesses.

PROTOCOLE

Au moment de signer le traité de commerce et de navigation en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés du Royaume d'Italie et de la République de Panama sont convenus que le présent traité ne sera pas applicable à la zone du canal de Panama et que les accords déjà conclus ou qui pourraient l'être par la suite entre Panama et les Etats-Unis en vue de la construction, de l'entretien, du fonctionnement, de l'assainissement et de la protection du canal de Panama, ne seront pas invoqués par l'Italie en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

Le présent protocole formera partie intégrante du traité en question et entrera en vigueur en même temps que lui.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leur cachet.

Fait à Rome, le seize octobre mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) Dino GRANDI.

(s) J. D. AROSEMENA.

PROTOCOL.

On proceeding to sign the Treaty of Commerce and Navigation of to-day's date, the undersigned Plenipotentiaries of the Kingdom of Italy and of the Republic of Panama have agreed that the present Treaty shall not apply to the Panama Canal Zone, and that Agreements which have already been concluded or may hereafter be concluded between Panama and the United States for the construction, upkeep, operation, sanitary improvement, and protection of the Panama Canal, shall not be invoked by Italy in virtue of the most-favoured-nation clause.

The present Protocol shall form an integral part of the above-mentioned Treaty, and shall enter into force simultaneously with it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Rome this sixteenth day of October, one thousand nine hundred and twenty-nine

(L. S.) Dino GRANDI.

(L. S.) J. D. AROSEMENA.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PANAMA

Convention pour la répression de la contrebande des
boissons alcooliques, signée à Washington, le
6 juin 1924; et

Convention amendant la convention pour la répression
de la contrebande des boissons alcooliques, signée
à Washington, le 6 juin 1924, et réglementant le
transport de ces boissons à travers le territoire de
la zone du canal entre deux points de la Républi-
que de Panama, signée à Panama, le 14 mars 1932.

UNITED STATES OF AMERICA AND PANAMA

Convention for the Prevention of Smuggling of Intoxi-
cating Liquors, signed at Washington, June 6, 1924;
and

Convention modifying the Convention for the Preven-
tion of Smuggling of Intoxicating Liquors, signed
at Washington, June 6, 1924, and regulating the
Transportation of Alcoholic Liquors through the
Territory of the Canal Zone from one Point in the
Republic of Panama to another Point in that
Republic, signed at Panama, March 14, 1932.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3200. — CONVENIO¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y PANAMÁ PARA EVITAR EL CONTRABANDO DE LICORES. FIRMADA EN WASHINGTON, EL 6 DE JUNIO DE 1924.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Panama. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 août 1933.²

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA y EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ, desearios de evitar cualesquiera dificultades que puedan surgir entre ellos en relación con las leyes vigentes de los Estados Unidos en materia de bebidas alcohólicas, han decidido celebrar una convención con tal objeto y han nombrado como Plenipotenciarios :

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

A Charles EVANS HUGHES, Secretario de Estado de los Estados Unidos de América, y

EL PRESIDENTE DE PANAMÁ :

A Ricardo J. ALFARO, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de la República de Panamá en Washington ;

Quienes, habiéndose comunicado sus Plenos Poderes, los que han sido hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes declaran que es su firme intención mantener el principio de que tres millas marítimas que se extiendan de la línea de la costa hacia afuera y medidas desde la línea de la baja mar, constituyen el límite propio de las aguas territoriales.

Artículo II.

1) El Presidente de Panamá conviene en que Panamá no hará objeción a que las naves de propiedad particular que naveguen bajo la bandera de Panamá sean visitadas fuera de los límites de las aguas territoriales por las autoridades de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, a fin de que puedan ser indagadas las personas que hallen a bordo y se examinen los papeles del buque con el objeto de verificar si la nave o los que se encuentran a bordo tratan de importar o han

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 19 janvier 1925.

² Le Secrétariat publie dans ce recueil la Convention du 6 juin 1924, présentée à l'enregistrement le 11 août 1933, en même temps que la Convention du 14 mars 1932, présentée le 12 juin 1933, ayant enregistré les deux conventions sous le même numéro.

No. 3200. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND PANAMA FOR THE PREVENTION OF SMUGGLING OF INTOXICATING LIQUORS. SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 6, 1924.

*English and Spanish official texts communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Panama. The registration of this Convention took place August 11, 1933.*²

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA, being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages, have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries:

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA:

Mr. Charles EVANS HUGHES, Secretary of State of the United States of America, and

THE PRESIDENT OF PANAMA:

M. Ricardo J. ALFARO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Panama in Washington,

Who, having communicated their full powers in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

The High Contracting Parties declare that it is their firm intention to uphold the principle that three marine miles extending from the coast line outwards and measured from low water mark constitute the proper limits of territorial waters.

Article II.

1. The President of Panama agrees that Panama will raise no objection to the boarding of private vessels under the Panama flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions, in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavoring to import or have imported alcoholic beverages into

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, January 19, 1925.

² The Secretariat publishes, in this Series, the Convention of June 6, 1924 presented for registration on August 11, 1933, at the same time as the Convention of March 14, 1932, presented for registration on June 12, 1933, the two Conventions being registered under the same number.

importado bebidas alcohólicas a los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, en contravención de las leyes allí vigentes. Cuando tales indagatorias y examen den motivo razonable para sospechas, se podrá proceder al registro de la nave.

2) Si hubiere motivos fundados para creer que la nave ha cometido o está cometiendo o intentado cometer un delito contra las leyes de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, que prohíben la importación de bebidas alcohólicas, la nave puede ser apresada y llevada a un puerto de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones para su juzgamiento de acuerdo con tales leyes.

3) Los derechos conferidos en este artículo no serán ejercidos a mayor distancia de la costa de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones de la que pueda atravesar en una hora la nave que se sospecha trata de cometer el delito, y no serán ejercidos en aguas adyacentes a las aguas territoriales de la Zona del Canal. No obstante, en casos en que se tiene la intención de llevar licor a los Estados Unidos, sus territorios o posesiones por una nave distinta de la que ha sido visitada y registrada, la velocidad de la nave visitada será la que determine la distancia de la costa dentro de la cual puede ejercerse el derecho conferido en este artículo.

Artículo III.

No estarán sujetos a pena ni comiso, según las leyes de los Estados Unidos, ni los licores alcohólicos ni las naves ni las personas por razón del transporte de tales licores, cuando ellos sean declarados como aprovisionamiento de la nave o como carga destinada a un puerto fuera de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, a bordo de naves panameñas que viajen de o para puertos de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, o que pasen por sus aguas territoriales, y tal transporte será como el que establece la ley con respecto al tránsito de licores por el Canal de Panamá, a condición de que tales licores sean mantenidos constantemente bajo sello mientras la nave que los lleva dentro de dichas aguas territoriales y a condición de que tales licores no sean descargados en ningún tiempo ni lugar dentro de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones.

Artículo IV.

Las reclamaciones de indemnización por naves panameñas a causa de haber sufrido pérdida o perjuicio por el ejercicio impropio o arbitrario de los derechos conferidos por el Artículo II de este Tratado, o a causa de no haberseles concedido el beneficio del Artículo III, serán sometidas a la consideración conjunta de dos personas, una de las cuales será nombrada por cada una de las Altas Partes Contratantes.

Las recomendaciones contenidas en una decisión conjunta serán hechas efectivas. Si no hubiere acuerdo para tal decisión conjunta, la reclamación será sometida a la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya que se describe en la Convención¹ para el Arreglo Pacífico de Disputas Internacionales celebrada en La Haya el 18 de Octubre de 1907. El Tribunal Arbitral será constituido de conformidad con el Artículo 87 (Capítulo IV) y con el Artículo 58 (Capítulo III) de dicha Convención. El procedimiento será determinado por las disposiciones del Capítulo IV de dicha Convención y del Capítulo II de la misma, (teniéndose especialmente en cuenta los Artículos 70 y 74, pero exceptuándose los Artículos 53 y 54 que el Tribunal considere aplicables y concordes con las estipulaciones de este Convenio. Las sumas que falle el Tribunal en virtud de una reclamación serán pagadas dentro de los diez y ocho meses siguientes a la fecha del fallo definitivo sin interés y sin ninguna deducción, salvo la que se especifica más adelante. Cada Gobierno cubrirá sus propios gastos. Los gastos del Tribunal serán sufragados mediante una deducción proporcional del monto de las sumas falladas, a la rata del cinco por ciento sobre dichas sumas o a una rata menor que puedan acordar los dos Gobiernos. Si hubiere alguna deficiencia, será cubierta por partes iguales por los dos Gobiernos.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such enquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be initiated.

2. If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with such laws.

3. The rights conferred by this article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavoring to commit the offense, and shall not be exercised in waters adjacent to territorial waters of the Canal Zone. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

Article III.

No penalty or forfeiture under the laws or of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board Panaman vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article IV.

Any claim by a Panaman vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Treaty or on the ground that it has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention¹ for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907. The Arbitral Tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceeding shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this agreement. All sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claims shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent, on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Artículo V.

Este Tratado queda sujeto a ratificación y estará en vigor por el período de un año a contar de la fecha del canje de ratificaciones.

Tres meses antes de la expiración de dicho período de un año cualquiera de las Altas Partes Contratantes puede dar aviso de su deseo de proponer modificaciones a los términos del Tratado.

Si no hubiere acuerdo respecto a tales modificaciones antes de expirar el término de un año arriba mencionado, el Tratado caducará.

Si ninguna de las dos partes manifestare a la otra el deseo de proponer modificaciones, el Tratado continuará en vigencia por un año más y así sucesivamente, pero con sujeción siempre respecto de cada período de un año al derecho de ambas partes de proponer modificaciones al Tratado tres meses antes de su expiración y con sujeción igualmente a la estipulación de que a falta de acuerdo sobre tales modificaciones antes de terminar el período de un año, el Tratado caducará.

Artículo VI.

En el evento de que cualquiera de las Altas Partes Contratantes estuviere impedida por decisión judicial o por acción legislativa para dar cumplimiento pleno a las estipulaciones del presente Tratado, el Tratado caducará *ipso facto*, y al ocurrir tal caducidad o cuando quiera que este Tratado cese en su vigencia, cada Alta Parte Contratante disfrutará de todos los derechos que habría tenido si el Tratado no hubiere sido celebrado.

Esta Convención será debidamente ratificada por el Presidente de los Estados Unidos de América mediante consentimiento y recomendación del Senado, y por el Presidente de Panamá de conformidad con los requisitos de la Constitución Panameña, y las ratificaciones serán canjeadas en Washington a la mayor brevedad posible.

En fe de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado esta Convención por duplicado y han adherido a ella sus respectivos sellos.

Hecho en la ciudad de Washington, a los seis días del mes de Junio del año de Nuestro Señor mil novecientos veinticuatro.

Charles EVANS HUGHES.

R. J. ALFARO.

Article V.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Treaty, and to the provision that if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty the said Treaty shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

The present Convention shall be duly ratified by the President of the United States of America, by and with the advise and consent of the Senate thereof and by the President of Panama in accordance with the requirements of the Panaman Constitution ; and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate and have thereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington, this sixth day of June in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-four.

Charles EVANS HUGHES.

R. J. ALFARO.

Secretaria de Relaciones Exteriores,
Panama, Julio 12, de 1933.

Es copia auténtica :

El Subsecretario de Relaciones Exteriores,
R. de Roux.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3200. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PANAMA, POUR LA RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE DES BOISSONS ALCOOLIQUES. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 6 JUIN 1924.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, désireux d'éviter toutes les difficultés qui pourraient surgir entre eux en raison des lois en vigueur aux Etats-Unis concernant les boissons alcooliques, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Charles EVANS HUGHES, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique; et

LE PRÉSIDENT DE PANAMA :

M. Ricardo J. ALFARO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Panama à Washington ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes déclarent leur ferme intention de maintenir le principe suivant lequel trois milles marins s'étendant de la ligne côtière vers le large et mesurés à partir de la laisse de basse mer constituent la limite propre des eaux territoriales.

Article II.

1. Le Président de Panama convient que Panama ne s'opposera pas à ce que les autorités des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, arraisonnent, hors des eaux territoriales de ces pays, les navires privés battant pavillon panamien, pour interroger les personnes qui se trouvent à bord et examiner les papiers du navire en vue de s'assurer que le navire ou les personnes qui se trouvent à bord n'essaient pas d'importer ou n'ont pas importé des boissons alcooliques aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions, par infraction aux lois qui y sont en vigueur. Si cet interrogatoire et cet examen fournissent des motifs raisonnables de suspicion, il pourra être procédé à une visite du navire.

2. S'il y a raisonnablement lieu de croire que le navire a commis, commet ou tente de commettre une infraction aux lois des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, interdisant l'importation de boissons alcooliques, le navire pourra être saisi et conduit dans un port des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, pour que le cas soit jugé conformément auxdites lois.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. Les droits conférés par le présent article ne pourront être exercés à une distance de la côte des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, supérieure à celle que peut franchir en une heure le navire soupçonné de la tentative délictueuse, et ne pourront être exercés dans les eaux adjacentes aux eaux territoriales de la zone du canal. Toutefois, si les spiritueux sont destinés à être importés aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions, par un navire autre que le navire arraisonné et visité, la distance, par rapport à la côte, à laquelle peut être exercé le droit conféré par le présent article sera calculée d'après la vitesse de cet autre navire, et non d'après celle du navire arraisonné.

Article III.

Aucune sanction ne pourra être prise, en vertu des lois des Etats-Unis, à l'égard des navires ou des personnes, et aucune confiscation de spiritueux ne pourra avoir lieu, aux termes des mêmes lois, lorsque ces spiritueux figurent sur la liste des provisions de bord ou des marchandises destinées à un port autre qu'un port des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions et se trouvent à bord de navires panamien à destination ou en provenance de ports des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, ou traversant leurs eaux territoriales ; ce transport sera régi par les prescriptions actuelles de la loi sur le transit des spiritueux par le canal de Panama, étant entendu que lesdits spiritueux devront rester constamment sous scellés tant que le navire qui les transporte se trouvera dans lesdites eaux territoriales et qu'aucune quantité de ces spiritueux ne devra, à aucun moment et en aucun lieu, être déchargée aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions.

Article IV.

Lorsqu'une demande d'indemnité sera présentée en faveur d'un navire panamien, motivée par une perte ou un dommage résultant de l'exercice indû ou abusif des droits conférés par l'article II de la présente convention ou par le fait que ledit navire s'est vu refuser le bénéfice des dispositions de l'article III, cette demande sera examinée conjointement par deux personnes, chacune des Hautes Parties contractantes en désignant une.

Il sera donné suite aux recommandations contenues dans le rapport conjoint de ces deux personnes. Si l'accord ne peut se faire sur un rapport conjoint, la demande sera soumise à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, créée par la Convention pour le règlement pacifique des différends internationaux, conclue à La Haye le 18 octobre 1907. Le Tribunal d'arbitrage sera constitué conformément à l'article 87 (chapitre IV) et à l'article 59 (chapitre III) de ladite Convention. La procédure sera régie par les dispositions du chapitre IV de ladite Convention et du chapitre III (en tenant particulièrement compte des articles 70 et 74, mais à l'exclusion des articles 53 et 54) dans la mesure où le Tribunal estimera les dispositions en question applicables et compatibles avec les stipulations de la présente convention. Les sommes allouées par le Tribunal à la suite d'une demande de ce genre devront être payées dans les dix-huit mois qui suivront la date de la sentence définitive, sans intérêt ni déduction, sauf la déduction spécifiée ci-après. Chaque gouvernement supportera ses propres dépenses. Les dépenses du Tribunal seront couvertes au moyen d'une déduction proportionnelle, opérée sur le montant des sommes allouées, à raison de 5 % desdites sommes, ou à un taux inférieur, convenu entre les deux gouvernements. Le déficit, s'il y a lieu, sera couvert à parts égales par les deux gouvernements.

Article V.

La présente convention devra être ratifiée et restera en vigueur pendant une période d'un an à partir de la date de l'échange des ratifications.

Trois mois avant l'expiration de cette période d'un an, chacune des Hautes Parties contractantes pourra notifier à l'autre son désir de proposer des modifications aux termes de la convention.

Si les deux Parties ne peuvent se mettre d'accord sur les modifications proposées avant l'expiration de la période d'un an visée ci-dessus, la convention cessera d'avoir effet à la fin de ladite période.

Si aucune des deux Parties ne notifie à l'autre son désir de proposer des modifications, la convention restera en vigueur pendant une nouvelle année, et ainsi de suite automatiquement, toujours sous réserve qu'au cours de chaque période d'un an, chacune des Parties aura le droit de proposer des modifications au traité, trois mois avant son expiration, comme il est prévu ci-dessus et que, si les deux Parties ne se mettent pas d'accord sur ces modifications avant l'expiration de la période d'un an, la convention cessera d'avoir effet à la fin de ladite période.

Article VI.

Au cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes se trouverait empêchée, soit par une décision judiciaire, soit par une mesure législative, de donner plein effet aux dispositions de la présente convention, ladite convention prendra automatiquement fin. Dans ce cas, ou à l'expiration de la présente convention à une date quelconque, chacune des Hautes Parties contractantes jouira de tous les droits qu'elle aurait possédés si la convention n'avait pas été conclue.

La présente convention sera dûment ratifiée par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat, et par le Président de Panama, dans les conditions prévues par la Constitution panamienne, et les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé la présente convention en double expédition et y ont apposé leurs cachets.

Fait dans la ville de Washington, le six juin mil neuf cent vingt-quatre.

Charles EVANS HUGHES.

R. J. ALFARO.

CONVENTION

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3200. — CONVENIO¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y LA REPUBLICA DE PANAMÁ QUE MODIFICA EL CONVENIO PARA LA PREVENCION DEL CONTRABANDO DE LICORES EMBRIAGANTES, FIRMADO EN WASHINGTON EL 6 DE JUNIO DE 1924, Y REGLAMENTA EL TRANSPORTE DE TALES LICORES POR LA ZONA DEL CANAL DESDE UN PUNTO A OTRO DEL TERRITORIO DE LA REPUBLICA DE PANAMÁ. FIRMADO EN PANAMÁ, EL 14 DE MARZO DE 1932.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Panama. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 juin 1933. Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 27 mai 1933.

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ y EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, de conformidad con las estipulaciones del Artículo 5º del Convenio entre la República de Panamá y los Estados Unidos de América para la prevención del contrabando de licores embriagantes, firmado en Washington, el 6 de junio de 1924, y deseando modificar el dicho Convenio añadiéndole un artículo que reglamente el tránsito por el territorio de la Zona del Canal, estipulado en el Artículo VI del Tratado² firmado en Washington el 18 de Noviembre de 1903, en lo que respecta al embarque de licores alcohólicos desde un punto de la República de Panamá a otro punto de la República de Panamá, han acordado celebrar un Convenio con tal propósito y han nombrado como sus Plenipotenciarios :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ :

A Su Excelencia Enrique GEENZIER, Secretario de Relaciones Exteriores de la República de Panamá, y

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Al señor Roy T. DAVIS, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los Estados Unidos de América ante la República de Panamá ;

Quienes, habiéndose comunicado los plenos poderes y hallándolos en buena y debida forma han convenido en lo siguiente :

Artículo I.

No se aplicará pena o decomiso conforme a las leyes de los Estados Unidos de América ni a los licores alcohólicos ni a los vehículos ni a las personas, por razón del transporte de tales licores cuando

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Panama, le 25 mars 1933.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 599.

No. 3200. — CONVENTION¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF PANAMA AND THE UNITED STATES OF AMERICA MODIFYING THE CONVENTION FOR THE PREVENTION OF THE SMUGGLING OF INTOXICATING LIQUORS SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 6, 1924, AND REGULATING THE TRANSPORTATION OF ALCOHOLIC LIQUORS THROUGH THE TERRITORY OF THE CANAL ZONE FROM ONE POINT IN THE REPUBLIC OF PANAMA TO ANOTHER POINT IN THAT REPUBLIC. SIGNED AT PANAMA, MARCH 14, 1932.

*English and Spanish official texts communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Panama. The registration of this Convention took place June 12, 1933.
This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, May 27, 1933.*

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA desiring, in accordance with the provisions of Article V of the Convention between the United States of America and the Republic of Panama for the Prevention of Smuggling of Intoxicating Liquors, signed at Washington, June 6, 1924, to modify the said Convention by adding to it an article which shall regulate transit through the territory of the Canal Zone, referred to in Article VI of the Treaty² signed at Washington, on November 18, 1903, with respect to the shipment of alcoholic liquors from one point in the Republic of Panama to another point in the Republic of Panama, have decided to conclude a convention for that purpose and have appointed as their plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Roy T. DAVIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America to the Republic of Panama ; and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

His Excellency Enrique GEENZIER, Secretary for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

No penalty of forfeiture under the laws of the United States of America shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vehicles or persons by reason of the carriage of such liquors

¹ The exchange of ratifications took place at Panama, March 25, 1933.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 96, page 553.

se hallen en tránsito, bajo sello y certificado de autoridad panameña, de los puertos terminales del Canal a las ciudades de Panamá y Colón y de las ciudades de Panamá y Colón a los puertos terminales del Canal, cuando dichos licores sean para la exportación y entre las ciudades de Panamá y Colón y cualquiera otro punto de la República y entre dos puntos cualesquiera del territorio de la República, cuando en cualquiera de esos casos el medio directo o natural de comunicación sea a través del territorio de la Zona del Canal, y siempre que tales licores permanezcan bajo dichos sello y certificados mientras pasan por el territorio de la Zona del Canal.

Artículo II.

El Artículo I de la presente Convención está destinado a constituir parte integrante de la Convención de 6 de junio de 1924, y como tal estará sujeto a las estipulaciones de sea Convención en lo relativo a su modificación y a su terminación.

Si la esencia del Artículo I de la presente Convención fuere incorporada en cualquier tratado que en lo futuro pueda pactarse entre la República de Panamá y los Estados Unidos de América, la presente Convención caducará automáticamente cuando tal Tratado entre en vigor.

Artículo III.

La presente Convención será ratificada por las Altas Partes contratantes de acuerdo con lo estipulado en las Constituciones de la República de Panamá y de los Estados Unidos de América y las ratificaciones serán canjeadas en Panamá tan pronto como sea posible. Esta Convención entrará en vigor en la fecha del canje de ratificaciones.

En testimonio de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado la presente Convención en duplicado en las lenguas castellana e inglesa, en dos ejemplares auténticos, a los cuales han adherido sus sellos respectivos.

Hecho en la ciudad de Panamá, hoy catorce de Marzo del año de mil novecientos treinta y dos.

Enrique GEENZIER.

when they are in transit under seal and under certificate by Panamanian authority from the terminal ports of the Canal to the cities of Panama or Colon or from the cities of Panama or Colon to the terminal ports of the Canal when said liquors are intended for exportation, or between the cities of Panama or Colon and any other points of the Republic or between any two points of the territory of the Republic when in any of these cases the direct or natural means of communication is through Canal Zone territory and provided that such liquors remain under the said seals and certificates while they are passing through Canal Zone territory.

Article II.

Article I of the present convention shall be deemed to constitute an integral part of the convention of June 6, 1924, and as such shall be subject to the provisions of that convention regarding modification and termination.

If the substance of Article I of the present convention be incorporated in any treaty which may hereafter be concluded between the United States of America and the Republic of Panama, the present convention shall automatically lapse when such treaty shall come into force.

Article III.

The present convention shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with the requirements of the constitutions of the United States of America and the Republic of Panama, respectively, and the ratifications shall be exchanged at Panama as soon as possible. The convention shall enter into force on the date of the exchange of ratifications.

In witness thereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate, in the English and Spanish languages, both of which shall be authentic, and have hereunto affixed their seals.

Done in the City of Panama this fourteenth day of March, in the year of our Lord one thousand nine hundred and thirty-two.

Roy T. DAVIS.

Es fiel copia :

Panamá, Mayo 17 de 1933.

El Secretario de Relaciones Exteriores,

J. D. Arosemena.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3200. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA AMENDANT LA CONVENTION POUR LA RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE DES BOISSONS ALCOOLIQUES, SIGNÉE A WASHINGTON, LE 6 JUIN 1924, ET RÉGLEMENTANT LE TRANSPORT DE CES BOISSONS A TRAVERS LE TERRITOIRE DE LA ZONE DU CANAL ENTRE DEUX POINTS DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA. SIGNÉE A PANAMA, LE 14 MARS 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Convention entre la République de Panama et les États-Unis d'Amérique pour la répression de la contrebande des boissons alcooliques, signée à Washington, le 6 juin 1924, et désireux de modifier ladite convention en y ajoutant un article réglementant le transit à travers le territoire de la zone du canal, visé à l'article VI du Traité signé à Washington, le 18 novembre 1903, en ce qui concerne le transport par bateau de boissons alcooliques d'un point de la République de Panama à un autre point de ladite république, ont convenu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

S. E. M. Enrique GEENZIER, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Panama, ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Roy T. DAVIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique auprès de la République de Panama ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Aucune sanction ne sera prise, en vertu des lois des États-Unis d'Amérique, à l'égard des véhicules et des personnes, et aucune confiscation de boissons alcooliques ne pourra avoir lieu en raison du transport de ces boissons, lorsqu'elles se trouvent en transit, sous scellés et certificat d'une autorité panamienne, entre les ports terminus du canal et les villes de Panama et de Colon et entre les villes de Panama et de Colon et les ports terminus du canal, si ces boissons sont destinées à l'exportation, et entre les villes de Panama et de Colon et tout autre point de la République, ou entre deux points quelconques du territoire de la République, si, dans l'un quelconque de ces cas, la voie directe et naturelle de communication passe par le territoire de la zone du canal, et toujours à condition que ces boissons restent sous lesdits scellés et certificats pendant tout leur passage par le territoire de la zone du canal.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

L'article premier de la présente convention est destiné à faire partie intégrante de la convention du 6 juin 1924 et, à ce titre, il sera assujetti aux dispositions de cette convention en ce qui concerne sa modification et son expiration.

Si la matière de l'article premier de la présente convention est insérée dans un traité quelconque qui pourrait être conclu par la suite entre la République de Panama et les Etats-Unis d'Amérique, la présente convention se trouvera automatiquement abrogée lorsque ce traité entrera en vigueur.

Article III.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes, conformément aux dispositions des constitutions de la République de Panama et des Etats-Unis d'Amérique, et les ratifications seront échangées à Panama aussitôt que possible. La présente convention entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé la présente convention, en double expédition rédigée en langues espagnole et anglaise, en deux exemplaires originaux, auxquels ils ont apposé leurs cachets.

Fait en la ville de Panama, le quatorze mars mil neuf cent trente-deux.

Enrique GEENZIER.

Roy T. DAVIS.

ANNEXE XXXIV

ANNEX XXXIV

ANNEXE XXXIV

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ADHÉSIONS, PROLONGATIONS, DÉNONCIATIONS, ETC.

N^o 222. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DE L'OPIUM. SIGNÉE A LA HAYE, LE 23 JANVIER 1912.

SIGNATURES ET RATIFICATION

Les signatures et ratification ci-après par la Turquie ont été communiquées par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 26 septembre 1933.

Etats	Signatures de la convention	Signatures du Protocole des Puissances non représentées à la Con- férence de l'opium	Ratifications de la convention	Signatures du Protocole relatif à la mise en vigueur de la convention (Dates de l'entrée en vigueur)
Turquie .	15 septem- bre 1933	—	15 septem- bre 1933	15 septem- bre 1933

¹ Vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes ; vol. XI, page 414 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. LIX, page 346 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CVII, page 461 ; et vol. CXVII, page 48, de ce recueil.

ANNEX XXXIV.

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ACCES-SIONS, PROLONGATIONS, DENUNCIATIONS, ETC.

No. 222. — INTERNATIONAL OPIUM CON-VENTION¹. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 23, 1912.

SIGNATURES AND RATIFICATION.

The following signatures and ratification by Turkey were communicated by the Netherlands Minister at Berne, September 26, 1933.

States	Signatures of the Convention	Signatures of the Protocol of the Powers not represented at the Conference	Ratifications of the Convention	Signatures of the Protocol respecting the putting into force of the Convention (dates of entry into force)
Turkey .	September 15, 1933	—	September 15, 1933	September 15, 1933

¹ Vol. VIII, page 187, 236 and following ; Vol. XI, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CVII, page 461 ; and Vol. CXVII, page 48, of this Series.

Nº 269. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA SUPPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 30, 1921.

Entrée en vigueur de la convention pour le Danemark.

D'après la déclaration faite par le Gouvernement danois en ratifiant cette convention, celle-ci ne devait prendre effet, en ce qui concerne le Danemark, qu'à l'entrée en vigueur du Code pénal danois du 15 avril 1930. Par une communication en date du 10 juillet 1933, le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations a informé le Secrétaire général de la Société des Nations que ledit code est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1933 et que la convention a, en conséquence, pris effet, pour le Danemark, à partir de la même date.

Entry into force of the Convention as regards Denmark.

According to the Declaration made by the Danish Government when ratifying the Convention, the latter was to take effect, in respect of Denmark, only upon the coming into force of the Danish Penal Code of April 15, 1930. By a communication dated July 10, 1933, the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations informed the Secretary-General that the said Code entered into force on January 1st, 1933, and that the Convention has consequently become effective, for Denmark, as from that date.

RATIFICATION

Dépôt :

BRÉSIL... .. 18 août 1933.

RATIFICATION.

Deposit :

BRAZIL August 18, 1933.

¹ Vol. IX, page 415 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXVII, page 418 ; vol. XXXV, page 300 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99 ; vol. L, page 160 ; vol. LIV, page 388 ; vol. LXIII, page 378 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 367 ; vol. C, page 156 ; vol. CVII, page 462 ; vol. CXI, page 403 ; vol. CXVII, page 49 ; vol. CXXII, page 322, et vol. CXXXIV, page 399, de ce recueil.

¹ Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXVII, page 419 ; Vol. XXXV, page 301 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIV, page 388 ; Vol. LXIII, page 378 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 367 ; Vol. C, page 156 ; Vol. CVII, page 462 ; Vol. CXI, page 403 ; Vol. CXVII, page 49 ; Vol. CXXII, page 322 ; and Vol. CXXXIV, page 399, of this Series.

N^o 297. — CONVENTION¹ PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A PARIS, LE 13 OCTOBRE 1919.

No. 297. — CONVENTION¹ RELATING TO THE REGULATION OF AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 13, 1919.

PROTOCOLE² RELATIF A DES AMENDEMENTS AUX ARTICLES 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42 ET AUX CLAUSES FINALES DE LA CONVENTION CITEDessus. SIGNÉ A PARIS, LE 15 JUIN 1929.

PROTOCOL² CONCERNING AMENDMENTS TO ARTICLES 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42 AND TO THE FINAL PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED AT PARIS, JUNE 15, 1929.

Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne, le 29 juillet 1933, et le secrétaire général de la Commission internationale de navigation aérienne.

Communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, July 29, 1933, and by the Secretary-General of the International Commission for Air Navigation.

¹ Vol. XI, page 173; vol. XXIV, page 174; vol. LIX, page 346; vol. LXIII, page 389; vol. LXXVIII, page 438; et vol. CXVII, page 54, de ce recueil.

¹ Vol. XI, page 173; Vol. XXIV, page 174; Vol. LIX, page 346; Vol. LXIII, page 389; Vol. LXXVIII, page 438; and Vol. CXVII, page 54, of this Series.

² Entré en vigueur le 17 mai 1933.

² Came into force May 17, 1933.

Dépôt des ratifications :

DANEMARK	17 octobre 1929.
FRANCE	8 novembre 1929.
SARRE	14 novembre 1929.
PORTUGAL	24 janvier 1930.
BELGIQUE	8 mars 1930.
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE	9 avril 1930.
SUÈDE	21 juillet 1930.
AUSTRALIE	19 septembre 1930.
CANADA	19 septembre 1930.
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	19 septembre 1930.
NOUVELLE-ZÉLANDE	19 septembre 1930.
UNION SUD-AFRICAINE	19 septembre 1930.
INDE	16 octobre 1930.
SIAM	7 novembre 1930.
ITALIE	25 novembre 1930.
ROUMANIE	19 décembre 1930.
GRÈCE	17 avril 1931.
YOUGOSLAVIE	6 juillet 1931.
BULGARIE	21 juillet 1931.
PAYS-BAS	18 septembre 1931.
POLOGNE	24 septembre 1931.
TCHÉCOSLOVAQUIE	8 octobre 1931.
JAPON	25 mars 1932.
CHILI	31 janvier 1933.
URUGUAY	17 mai 1933.

Adhésions :

FINLANDE	} effectives à partir du 17 mai 1933.
NORVÈGE	

Deposit of ratifications :

DENMARK	October 17, 1929.
FRANCE	November 8, 1929.
SAAR	November 14, 1929.
PORTUGAL	January 24, 1930.
BELGIUM	March 8, 1930.
IRISH FREE STATE	April 9, 1930.
SWEDEN	July 21, 1930.
AUSTRALIA	September 19, 1930.
CANADA	September 19, 1930.
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	September 19, 1930.
NEW ZEALAND	September 19, 1930.
UNION OF SOUTH AFRICA	September 19, 1930.
INDIA	October 16, 1930.
SIAM	November 7, 1930.
ITALY	November 25, 1930.
ROUMANIA	December 19, 1930.
GREECE	April 17, 1931.
YOUGOSLAVIA	July 6, 1931.
BULGARIA	July 21, 1931.
THE NETHERLANDS	September 18, 1931.
POLAND	September 24, 1931.
CZECHOSLOVAKIA	October 8, 1931.
JAPAN	March 25, 1932.
CHILE	January 31, 1933.
URUGUAY	May 17, 1933.

Accessions :

FINLAND	} effective as from May 17, 1933.
NORWAY	

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

La Commission internationale de navigation aérienne a, au cours de sa seizième session réunie à Paris sous la présidence de M. Pierre-Etienne Flandrin, assisté de M. Albert Roper, secrétaire général, approuvé dans sa séance du 15 juin 1929, conformément aux dispositions de l'article 34 de la Convention portant réglementation de la navigation aérienne, des modifications aux articles 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42 et aux clauses finales de ladite convention qui seront rédigés comme suit, en français, en anglais et en italien :

[The International Commission for Air navigation, in the course of its sixteenth session, which was held in Paris, the President being M. Pierre-Etienne Flandrin, assisted by M. Albert Roper, Secretary-General, and at its meeting of June 15th, 1929, proceeded in accordance with the provisions of Article 34 of the Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation, to approve the amendments to Articles 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42 and to the final provisions of the said Convention, which Articles and provisions will accordingly read as follows in French, English and Italian :]

TEXTE ITALIEN. ITALIAN TEXT

Article 3.

Chaque Etat contractant a le droit d'interdire, pour raison d'ordre militaire ou dans l'intérêt de la sécurité publique, aux aéronefs ressortissant aux autres Etats contractants, sous les peines prévues par sa législation et sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre ses aéronefs privés et ceux des autres Etats contractants, le survol de certaines zones de son territoire.

Chaque Etat contractant peut autoriser, à titre exceptionnel et dans l'intérêt de la sécurité publique, le survol desdites zones par ses aéronefs nationaux.

L'emplacement et l'étendue des zones interdites seront préalablement rendus publics et seront notifiés ainsi que les autorisations exceptionnelles délivrées en vertu du paragraphe précédent, à tous les autres Etats contractants ainsi qu'à la Commission internationale de navigation aérienne.

Article 3.

Each contracting State is entitled for military reasons or in the interest of public safety to prohibit the aircraft of the other contracting States, under the penalties provided by its legislation and subject to no distinction being made in this respect between its private aircraft and those of the other contracting States from flying over certain areas of its territory.

Each contracting State may as an exceptional measure and in the interest of public safety, authorise flight over the said areas by its national aircraft.

The position and extent of the prohibited areas shall be previously published and shall be notified as well as the exceptional authorisations issued under the last preceding paragraph, to all the other contracting States as well as to the International Commission for Air Navigation.

Articolo 3

Ogni Stato contraente ha il diritto di vietare, per ragioni d'ordine militare o nell'interesse della sicurezza pubblica, il volo al di sopra di determinate zone del suo territorio agli aeromobili degli altri Stati contraenti sotto minaccia delle pene sancite dalle proprie leggi e con la riserva che non sarà fatta alcuna distinzione, a questo riguardo, tra i suoi aeromobili privati e quelli degli altri Stati contraenti.

Ogni Stato contraente può autorizzare, a titolo eccezionale, e nell'interesse della sicurezza pubblica, il sorvolo di dette zone agli aeromobili nazionali.

La posizione e l'estensione delle zone vietate saranno preventivamente rese pubbliche e saranno notificate, non altrimenti che le autorizzazioni eccezionali concesse in virtù del precedente paragrafo, a tutti gli altri Stati contraenti e alla Commissione Internazionale di Navigazione Aerea.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Chaque Etat contractant se réserve en outre le droit, en temps de paix, dans des circonstances exceptionnelles, de restreindre ou d'interdire provisoirement, et avec effet immédiat, le survol de son territoire ou d'une partie de son territoire à condition que cette restriction ou interdiction soit applicable, sans distinction de nationalité, aux aéronefs de tous les autres Etats.

Une telle décision sera rendue publique, notifiée à tous les Etats contractants et communiquée à la Commission internationale de navigation aérienne.

Article 5.

(A insérer comme dernier article du chapitre premier.)

Chaque Etat contractant a le droit de conclure des conventions particulières avec des Etats non contractants.

Les stipulations de ces conventions particulières ne devront pas porter atteinte aux droits des Parties contractantes à la présente convention.

Ces conventions particulières, dans toute la mesure compatible avec leur objet, ne devront pas être en contradiction avec les principes généraux de la présente convention.

Elles seront communiquées à la Commission internationale de navigation aérienne qui les notifiera aux autres Etats contractants.

Article 7.

L'immatriculation des aéronefs visés dans l'article précédent sera faite conformément

Each contracting State reserves also the right in exceptional circumstances in time of peace and with immediate effect temporarily to restrict or prohibit flight over its territory or over part of its territory on condition that such restriction or prohibition shall be applicable without distinction of nationality to the aircraft of all the other States.

Such decision shall be published, notified to all the contracting States and communicated to the International Commission for Air Navigation.

Article 5.

(To be inserted as the last article of Chapter I.)

Each contracting State is entitled to conclude special conventions with non-contracting States.

The stipulations of such special conventions shall not infringe the rights of the contracting Parties to the present Convention.

Such special conventions in so far as may be consistent with their objects shall not be contradictory to the general principles of the present Convention.

They shall be communicated to the International Commission for Air Navigation which will notify them to the other contracting States.

Article 7.

The registration of aircraft referred to in the last preceding Article shall be made in

Ogni Stato contraente si riserva inoltre il diritto, in tempo di pace, in circostanze eccezionali, di limitare o vietare provvisoriamente, e con effetto immediato, il sorvolo del suo territorio o di una parte del suo territorio, a condizione che tale limitazione o divieto sia applicabile, senza distinzione di nazionalità, agli aeromobili di tutti gli altri Stati.

Tale decisione sarà resa pubblica, notificata a tutti gli Stati contraenti e comunicata alla Commissione Internazionale di Navigazione Aerea.

Articolo 5.

(Da inserire nel Capitolo 1º, come ultimo articolo.)

Ogni Stato contraente ha il diritto di concludere convenzioni particolari con gli Stati contraenti.

Le stipulazioni di queste convenzioni particolari non dovranno derogare ai diritti delle parti contraenti della Convenzione attuale.

Queste convenzioni particolari, nella misura compatibile col loro scopo, non dovranno essere in contraddizione con i principi generali della presente Convenzione.

Esse saranno comunicate alla Commissione Internazionale di Navigazione Aerea, la quale le notificherà agli altri Stati contraenti.

Articolo 7.

L'immatricolazione degli aeromobili prevista nel precedente articolo sarà fatta in

aux lois et aux dispositions spéciales de chaque Etat contractant.

accordance with the laws, and special provisions of each contracting State.

conformità delle leggi e delle disposizioni speciali di ogni Stato contraente.

Article 15.

Tout aéronef ressortissant à un Etat contractant a le droit de traverser l'atmosphère d'un autre Etat sans atterrir. Dans ce cas, il est tenu de suivre l'itinéraire fixé par l'Etat survolé. Toutefois, pour des raisons de police générale, il sera obligé d'atterrir s'il en reçoit l'ordre au moyen des signaux prévus à l'annexe D.

Aucun aéronef d'un Etat contractant, susceptible d'être dirigé sans pilote, ne peut, sans autorisation spéciale, survoler sans pilote le territoire d'un autre Etat contractant.

Tout aéronef qui se rend d'un Etat dans un autre Etat doit, si le règlement de ce dernier l'exige, atterrir sur un des aérodromes fixés par lui. Notification de ces aérodromes sera donnée par les Etats contractants à la Commission internationale de navigation aérienne, qui transmettra cette notification à tous les Etats contractants.

Chaque Etat contractant pourra subordonner à son autorisation préalable l'établissement de voies internationales de navigation aérienne et la création et l'exploitation de lignes internationales régulières de navigation aérienne, avec ou sans escale, sur son territoire.

Article 34.

Il sera institué, sous le nom de Commission internationale

Article 15.

Every aircraft of a contracting State has the right to cross the air space of another State without landing. In this case it shall follow the route fixed by the State over which the flight takes place. However, for reasons of general security it will be obliged to land if ordered to do so by means of the signals provided in Annex D.

No aircraft of a contracting State capable of being flown without a pilot shall, except by special authorisation, fly without a pilot over the territory of another contracting State.

Every aircraft which passes from one State into another shall, if the regulations of the latter State require it, land in one of the aerodromes fixed by the latter. Notification of these aerodromes shall be given by the contracting States to the International Commission for Air Navigation and by it transmitted to all the contracting States.

Every contracting State may make conditional on its prior authorisation the establishment of international airways and the creation and operation of regular international air navigation lines, with or without landing, on its territory.

Article 34.

There shall be instituted, under the name of the Inter-

Articolo 15.

Ogni aeromobile di uno Stato contraente ha diritto di attraversare l'atmosfera d'un altro Stato contraente senza atterrare, ma deve, in tal caso, seguire la rotta stabilita dallo Stato attraversato. Tuttavia, per ragioni di sicurezza generale sarà tenuto ad atterrare, se ne riceve l'ordine per mezzo dei segnali previsti nell'allegato D.

Niun aeromobile di uno Stato contraente, suscettibile di essere diretto senza pilota, può, senza autorizzazione speciale, sorvolare senza pilota il territorio di un altro Stato contraente.

Ogni aeromobile che passa da uno Stato in un altro deve se i regolamenti di quest'ultimo lo esigono, atterrare in uno degli aeroporti stabiliti dal medesimo. Sarà data notificazione di detti aeroporti, dagli Stati contraenti alla Commissione Internazionale di Navigazione Aerea, che la trasmetterà a tutti gli altri Stati contraenti.

Ogni Stato contraente potrà subordinare alla sua preventiva autorizzazione lo stabilimento di vie internazionali di navigazione aerea e la creazione e l'esercizio di linee internazionali regolari di navigazione aerea, con o senza scalo, sul suo territorio.

Articolo 34.

Sarà istituita, col nome di « Commissione Internazionale

de navigation aérienne, une Commission internationale permanente placée sous l'autorité de la Société des Nations.

Chaque Etat contractant ne pourra avoir plus de deux représentants à la Commission.

Chaque Etat représenté à la Commission (la Grande-Bretagne avec ses Dominions et l'Inde comptant à cette fin pour un Etat) aura chacun une voix.

La Commission internationale de navigation aérienne déterminera les règles de sa propre procédure et le lieu de son siège permanent, mais elle sera libre de se réunir en tels endroits qu'elle jugera convenable.

Cette Commission aura les attributions suivantes :

a) Recevoir les propositions de tout Etat contractant, ou lui en adresser, à l'effet de modifier ou d'amender les dispositions de la présente convention ; notifier les changements adoptés ;

b) Exercer les fonctions qui lui sont dévolues par le présent article et par les articles 9, 13, 14, 15, 16, 27, 28, 36 et 37 de la présente convention ;

c) Apporter tous amendements aux dispositions des Annexes A à G ;

d) Centraliser et communiquer aux Etats contractants les informations de toute nature concernant la navigation aérienne internationale ;

e) Centraliser et communiquer aux Etats contractants tous les renseignements d'ordre radiotélégraphique, météorologique et médical, intéressant la navigation aérienne ;

national Commission for Air Navigation, a permanent Commission placed under the direction of the League of Nations.

Each contracting State may have not more than two representatives on the Commission.

Each State represented on the Commission (Great Britain, the British Dominions and India counting for the purpose as one State) shall have one vote.

The International Commission for Air Navigation shall determine the rules of its own procedure and the place of its permanent seat, but it shall be free to meet in such places as it may deem convenient.

The duties of this Commission shall be :

(a) To receive proposals from or to make proposals to any of the contracting States for the modification or amendment of the provisions of the present Convention, and to notify changes adopted ;

(b) To carry out the duties imposed upon it by the present Article and by Articles 9, 13, 14, 15, 16, 27, 28, 36 and 37 of the present Convention ;

(c) To amend the provisions of the Annexes A—G ;

(d) To collect and communicate to the contracting States information of every kind concerning international air navigation ;

(e) To collect and communicate to the contracting States all information relating to wireless telegraphy, meteorology and medical science which may be of interest to air navigation ;

di Navigazione Aerea », sotto l'autorità della Società delle Nazioni, una Commissione internazionale permanente.

Ogni Stato contraente non potrà avere più di due rappresentanti nella Commissione.

Ogni Stato rappresentato alla Commissione (la Gran Bretagna coi suoi Domini e l'India contando a questo fine per un solo Stato) avrà un voto.

La Commissione Internazionale di Navigazione Aerea stabilirà la propria procedura e la propria sede permanente ; ma sarà libera di riunirsi dovunque lo riterrà opportuno.

A questa Commissione competerà :

a) Ricevere da ciascuno degli Stati contraenti o far loro le proposte di modificazioni o di emendamenti alle disposizioni della presente Convenzione, e notificare le variazioni adottate ;

b) Esercitare le funzioni che le sono attribuite dal presente articolo e dagli articoli 9, 13, 14, 15, 16, 27, 28, 36 e 37 della presente Convenzione ;

c) Emendare le disposizioni degli allegati A—G ;

d) Raccogliere e comunicare agli Stati contraenti le informazioni di ogni genere concernenti la navigazione aerea internazionale ;

e) Raccogliere e comunicare agli Stati contraenti tutte le notizie relative alla radiotelegrafia, meteorologia e scienze mediche, interessanti la navigazione aerea ;

f) Assurer la publication de cartes pour la navigation aérienne, conformément aux dispositions de l'annexe F ;

g) Donner des avis sur les questions que les Etats pourront soumettre à son examen.

Toute modification dans les dispositions de l'une quelconque des annexes pourra être apportée par la Commission internationale de navigation aérienne, lorsque ladite modification aura été approuvée par les trois quarts du total des voix des Etats représentés à la session et les deux tiers du total possible des voix qui pourraient être exprimées si tous les Etats étaient représentés. Cette modification aura plein effet dès qu'elle aura été notifiée, par la Commission internationale de navigation aérienne, à tous les Etats contractants.

Toute modification proposée aux articles de la présente convention sera discutée par la Commission internationale de navigation aérienne, qu'elle émane de l'un des Etats contractants ou de la commission elle-même. Aucune modification de cette nature ne pourra être proposée à l'acceptation des Etats contractants, si elle n'a été approuvée par les deux tiers au moins du total possible des voix.

Les modifications apportées aux articles de la convention (exception faite des annexes) doivent, avant de porter effet, être expressément adoptées par les Etats contractants.

Les dépenses de la Commission internationale de navigation aérienne seront supportées par les Etats contractants dans la proportion fixée par ladite commission.

(f) To ensure the publication of maps for air navigation in accordance with the provisions of Annex F ;

(g) To give its opinion on questions which the States may submit for examination.

Any modifications of the provisions of any one of the Annexes may be made by the International Commission for Air Navigation when such modification shall have been approved by three fourths of the total votes of the States represented at the Session and two thirds of the total possible votes which could be cast if all the States were represented. Such modification shall become effective from the time when it shall have been notified by the International Commission for Air Navigation to all the contracting States.

Any proposed modification of the Articles of the present Convention shall be examined in the International Commission for Air Navigation, whether it originates with one of the contracting States or with the Commission itself. No such modification shall be proposed for adoption by the contracting States, unless it shall have been approved by at least two-thirds of the total possible votes.

All such modifications of the Articles of the Convention (but not of the provisions of the Annexes) must be formally adopted by the contracting States before they become effective.

The expenses of the International Commission for Air Navigation shall be borne by the contracting States in the proportion fixed by the said Commission.

j) Assicurare la pubblicazione delle carte per la navigazione aerea, a norma delle disposizioni dell'allegato F ;

g) Dar parere sulle questioni che gli Stati sottoporranno al suo esame.

Ogni modificazione nelle disposizioni di uno degli allegati potrà essere apportata dalla Commissione Internazionale di Navigazione Aerea quando la detta modificazione sia stata approvata coi tre quarti del totale dei voti degli Stati rappresentati alla sessione, e coi due terzi del totale possibile dei voti che potrebbero essere dati, se tutti gli Stati fossero rappresentati. Questa modificazione avrà pieno effetto dal giorno in cui sarà stata notificata dalla Commissione a tutti gli Stati contraenti.

Le modificazioni proposte agli articoli della Convenzione saranno esaminate dalla Commissione Internazionale di Navigazione Aerea, sia che provengano da uno degli Stati contraenti, sia dalla Commissione medesima. Tali proposte non potranno essere presentate per l'accettazione agli Stati contraenti, se non saranno approvate coi due terzi almeno del totale assoluto dei voti.

Le modificazioni agli articoli della Convenzione, — non quelle degli allegati, — dovranno essere adottate ufficialmente dagli Stati contraenti, prima di divenire esecutive.

Le spese della Commissione Internazionale di Navigazione aerea saranno sostenute dagli Stati contraenti nella proporzione fissata dalla detta Commissione.

Les frais occasionnés par l'envoi de délégations techniques seront supportés par leurs Etats respectifs.

The expenses occasioned by the sending of technical delegations will be borne by their respective States.

Le spese derivanti dall'invio di delegazioni tecniche saranno sostenute dagli Stati rispettivi.

Article 37.

(Premier alinéa.)

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs Etats relativement à l'interprétation de la présente convention, le litige sera réglé par la Cour permanente de Justice internationale. Toutefois si l'un des Etats intéressés n'a pas accepté les protocoles concernant la Cour, le litige sera, sur sa demande, réglé par voie d'arbitrage.

Article 37.

(First paragraph.)

In the case of a disagreement between two or more States relating to the interpretation of the present Convention, the question in dispute shall be determined by the Permanent Court of International Justice. Provided that, if one of the States concerned has not accepted the Protocols relating to the Court, the question in dispute shall, on the demand of such State, be settled by arbitration.

Articolo 37.

(Primo alinea.)

In caso di dissenso fra due e più Stati, relativamente alla interpretazione della presente Convenzione, la controversia sarà definita dalla Corte Permanente di Giustizia Internazionale. Tuttavia, se uno degli Stati interessati non ha accettato i Protocolli concernenti la Corte, la controversia sarà, a sua domanda, regolata per via di arbitrato.

Article 41.

Tout Etat sera admis à adhérer à la présente convention.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au gouvernement de la République française et par celui-ci à tous les Etats signataires ou adhérents.

Article 41.

Any State shall be permitted to adhere to the present Convention.

This adhesion shall be notified through the diplomatic channel to the Government of the French Republic, and by it to all the signatory or adhering States.

Articolo 41.

Ogni Stato sarà ammesso ad aderire alla presente Convenzione.

Questa adesione sarà notificata in via diplomatica al Governo della Repubblica francese e da questo a tutti gli Stati firmatari o aderenti.

Article 42.

(Supprimé.)

(CLAUSES FINALES.)

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

La présente convention a été rédigée en français, en anglais et en italien.

En cas de divergences, le texte français fera foi.

Article 42.

(Deleted.)

(FINAL CLAUSES.)

In faith whereof the herein-afternamed Plenipotentiaries whose powers have been found in good and due form have signed the present Convention.

The present Convention has been drawn up in French, English and Italian.

In case of divergencies the French text shall prevail.

Articolo 42.

(Soppresso.)

(CLAUSOLE FINALI.)

In fede di che i Plenipotentziari, i poteri dei quali sono stati riconosciuti in buona e debita forma, hanno firmato la presente Convenzione.

La presente Convenzione è stata redatta in francese, in inglese e in italiano.

In caso di divergenza fa fede il testo francese.

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter, au nom des Etats qu'ils représentent, les modifications ci-dessus, qui sont proposées à l'acceptation définitive des Etats contractants.

Le présent protocole restera ouvert à la signature des Etats actuellement Parties contractantes à la convention ; il sera ratifié et les ratifications seront déposées aussitôt que possible au siège permanent de la commission.

Il entrera en vigueur dès que les Etats actuellement Parties contractantes à la convention auront effectué le dépôt de leurs ratifications.

Les Etats qui deviendront Parties contractantes à la convention pourront adhérer au présent protocole.

Une copie certifiée conforme du présent protocole sera transmise par le secrétaire général à tous les Etats contractants ainsi qu'aux autres Etats signataires de la convention portant réglementation de la navigation aérienne.

Fait à Paris, le quinze juin mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives de la commission.

Pierre-Etienne FLANDIN,
*Président de la Seizième Session
de la C. I. N. A.*

Albert ROPER,
*Secrétaire général
de la C. I. N. A.*

Pour l'Australie :

Sefton BRANCKER.

Pour la Belgique :

R. VAN CROMBRUGGE.

Pour la Bulgarie :

B. MORFOFF.

Pour le Canada :

Sefton BRANCKER.

Pour le Chili :

M. AMUNATEGUI.

Pour le Danemark :

HOSKIAER

Pour la France :

P. Et. FLANDIN.

F. CAMERMAN.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

The undersigned, duly authorised, declare on behalf of the States which they represent their acceptance of the above amendments which are proposed for final acceptance by the contracting States.

The present Protocol shall remain open for signature by the States at present contracting Parties to the Convention ; it shall be ratified, and ratifications shall be deposited as soon as possible at the permanent seat of the Commission.

It shall come into force as soon as the States at present contracting Parties to the Convention shall have deposited their ratifications.

States which may hereafter become contracting Parties to the Convention shall be entitled to accede to the present Protocol.

A certified copy of the present Protocol shall be forwarded by the Secretary-General to all the contracting States as well as to the other States signatories of the Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation.

Done in Paris on June the fifteenth, one thousand nine hundred and twenty-nine in one single copy which shall be deposited in the archives of the Commission.

(Signed) Pierre-Etienne FLANDIN,
*President of the Sixteenth Session of the
International Commission for Air Navigation.*

Albert ROPER,
*Secretary-General of the International
Commission for Air Navigation.*

[*For Australia :*]

[*For Belgium :*]

[*For Bulgaria :*]

[*For Canada :*]

[*For Chile :*]

[*For Denmark :*]

[*For France :*]

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

<i>Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :</i>		<i>[For Great Britain and Northern Ireland :]</i>
	Sefton BRANCKER.	
<i>Pour la Grèce :</i>	N. BOTASSIS.	<i>[For Greece :]</i>
<i>Pour l'Inde :</i>		<i>[For India :]</i>
	Sefton BRANCKER.	
<i>Pour l'Etat libre d'Irlande :</i>		<i>[For the Irish Free State.]</i>
	Vaughan B. DEMPSEY.	
<i>Pour l'Italie :</i>		<i>[For Italy :]</i>
	R. P. PICCIO.	
	A. GIANNINI.	
<i>Pour le Japon :</i>		<i>[For Japan :]</i>
	H. KAWAI.	
	KABA.	
<i>Pour la Nouvelle-Zélande :</i>		<i>[For New-Zealand :]</i>
	Sefton BRANCKER.	
<i>Pour les Pays-Bas :</i>		<i>[For The Netherlands :]</i>
	J. LOUDON.	
<i>Pour la Perse :</i>		<i>[For Persia :]</i>
	Hussein ALA.	
<i>Pour la Pologne :</i>		<i>[For Poland :]</i>
	Witold CZAPSKI.	
<i>Pour le Portugal :</i>		<i>[For Portugal :]</i>
	Prof. Dr. LOBO D'AVILA LIMA.	
<i>Pour la Roumanie :</i>		<i>[For Roumania :]</i>
	C. DIAMANDY.	
<i>Pour le Territoire de la Sarre :</i>		<i>[For the Saar Territory :]</i>
	J. CHANZY.	
<i>Pour le Siam :</i>		<i>[For Siam :]</i>
	Phya VIJITAVONGS.	
<i>Pour la Suède :</i>		<i>[For Sweden :]</i>
	W. WINTHER.	
<i>Pour la Tchécoslovaquie :</i>		<i>[For Czechoslovakia :]</i>
	Ing. Vaclav ROUBIK.	
<i>Pour l'Union Sud-Africaine :</i>		<i>[For the Union of South-Africa :]</i>
	Eric H. LOUW.	
<i>Pour l'Uruguay :</i>		<i>[For Uruguay :]</i>
	A. GUANI.	
<i>Pour la Yougoslavie :</i>		<i>[For Yugoslavia :]</i>
	I. GARACHANINE.	

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas :

A. M. Snouck Hurgronje.

Copie certifiée conforme :

Le Secrétaire général de la C. I. N. A.,

Albert Roper.

PROTOCOLE ¹ RELATIF A DES AMENDEMENTS AUX ARTICLES 34 ET 40 DE LA CONVENTION PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE DU 13 OCTOBRE 1919. SIGNÉ A PARIS, LE 11 DÉCEMBRE 1929.

Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne, le 29 juillet 1933, et le secrétaire général de la Commission internationale de navigation aérienne.

La Commission internationale de navigation aérienne, composée des représentants des Etats

PROTOCOL ¹ CONCERNING AMENDMENTS TO ARTICLES 34 AND 40 OF THE CONVENTION RELATING TO THE REGULATION OF AERIAL NAVIGATION OF OCTOBER 13, 1919. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 11, 1929.

Communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, July 29, 1933, and by the Secretary-General of the International Commission for Air Navigation.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

The International Commission for Air Navigation, composed of representatives of the

¹ Entré en vigueur le 17 mai 1933.

Dépôt des ratifications :

FRANCE	25 février 1930.
SARRE	13 mars 1930.
ETAT LIBRE D'IRLANDE	9 avril 1930.
DANEMARK	28 avril 1930.
SUÈDE	21 juillet 1930.
AUSTRALIE	19 septembre 1930.
CANADA	19 septembre 1930.
GRANDE-BRETAGNE ET	
IRLANDE DU NORD	19 septembre 1930.
NOUVELLE-ZÉLANDE	19 septembre 1930.
UNION SUD-AFRICAINE	19 septembre 1930.
INDE	16 octobre 1930.
SIAM	7 novembre 1930.
BELGIQUE	17 novembre 1930.
PORTUGAL	11 décembre 1930.
GRÈCE	17 avril 1931.
ROUMANIE	24 juin 1931.
YUGOSLAIVE	6 juillet 1931.
BULGARIE	21 juillet 1931.
POLOGNE	24 septembre 1931.
ITALIE	5 novembre 1931.
TCHÉCOSLOVAQUIE	13 novembre 1931.
JAPON	25 mars 1932.
PAYS-BAS	18 avril 1932.
CHILI	31 janvier 1933.
URUGUAY	17 mai 1933.

Adhésions :

FINLANDE	} effectives à partir du
NORVÈGE	
	17 mai 1933.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Came into force May 17, 1933.

Deposit of ratifications :

FRANCE	February 25, 1930.
SAAR	March 13, 1930.
IRISH FREE STATE	April 9, 1930.
DENMARK	April 28, 1930.
SWEDEN	July 21, 1930.
AUSTRALIA	September 19, 1930.
CANADA	September 19, 1930.
GREAT BRITAIN AND	
NORTHERN IRELAND	September 19, 1930.
NEW ZEALAND	September 19, 1930.
UNION OF SOUTH AFRICA	September 19, 1930.
INDIA	October 16, 1930.
SIAM	November 7, 1930.
BELGIUM	November 17, 1930.
PORTUGAL	December 11, 1930.
GREECE	April 17, 1931.
ROUMANIA	June 24, 1931.
YUGOSLAVIA	July 6, 1931.
BULGARIA	July 21, 1931.
POLAND	September 24, 1931.
ITALY	November 5, 1931.
CZECHOSLOVAKIA	November 13, 1931.
JAPAN	March 25, 1932.
THE NETHERLANDS	April 18, 1932.
CHILE	January 31, 1933.
URUGUAY	May 17, 1933.

Accessions :

FINLAND	} effective as from
NORWAY	
	May 17, 1933.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

actuellement Parties à la convention, savoir : l'Australie, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, le Chili, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale, la Grèce, l'Inde, l'Etat libre d'Irlande, l'Italie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Panama, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Territoire de la Sarre, le Siam, la Suède, la Tchécoslovaquie, l'Union Sud-Africaine, l'Uruguay, la Yougoslavie, a, au cours de sa dix-septième session réunie à Paris sous la présidence de M. Alejandro Alvarez, délégué du Chili, assisté de M. Albert Roper, secrétaire général, approuvé, sans sa séance du 11 décembre 1929, conformément aux dispositions de l'article 34 de la convention portant réglementation de la navigation aérienne, des modifications aux articles 34 et 40 de ladite convention.

I. Le cinquième alinéa de l'article 34, correspondant au troisième alinéa de l'article 34 tel qu'il figure au Protocole du 15 juin 1929 relatif à des amendements aux articles 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42, et aux clauses finales de la convention, sera rédigé comme suit, en français, en anglais et en italien :

Chaque Etat représenté à la Commission aura une voix.

Each State represented on the Commission shall have one vote.

Ogni Stato rappresentato alla Commissione avrà un voto.

II. Le premier alinéa de l'article 40 sera supprimé.

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter, au nom des Etats qu'ils représentent, les modifications ci-dessus, qui sont proposées à l'acceptation définitive des Etats contractants.

Le présent protocole restera ouvert à la signature des Etats actuellement Parties contractantes à la convention ; il sera ratifié et les ratifications seront déposées aussitôt que possible au siège permanent de la commission.

Il entrera en vigueur dès que les ratifications auront été déposées au nom de tous les Etats actuellement Parties contractantes à la convention.

Les Etats qui deviendront Parties contractantes à la convention pourront adhérer au présent protocole.

Une copie certifiée conforme du présent protocole sera transmise par le secrétaire-général à tous les Etats contractants, ainsi qu'aux autres Etats signataires de la convention portant réglementation de la navigation aérienne.

States at present Parties to the Convention, namely : Australia, Belgium, Bulgaria, Canada, Chile, Denmark, France, Great Britain and Northern Ireland, Greece, India, Irish Free State, Italy, Japan, New Zealand, Panama, the Netherlands, Persia, Poland, Portugal, Roumania, Saar Territory, Siam, Sweden, Czechoslovakia, Union of South Africa, Uruguay, Yugoslavia, in the course of its seventeenth session which was held in Paris, the President being M. Alejandro Alvarez, Delegate of Chile, assisted by M. Albert Roper, Secretary-General, and at its meeting of December 11th, 1929, proceeded in accordance with the provisions of Article 34 of the Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation, to approve amendments to Articles 34 and 40 of the said Convention.

I. The fifth paragraph of Article 34, which corresponds to the third paragraph of Article 34 as the latter appears in the Protocol of June 15th, 1929, containing amendments to Articles 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42 and to the final provisions of the Convention, shall read as follows in French, English and Italian :

II. The first paragraph of Article 40 shall be suppressed.

The undersigned, duly authorised, declare on behalf of the States which they represent their acceptance of the above amendments which are proposed for final acceptance by the contracting States.

The present Protocol shall remain open for signature by the States at present Contracting Parties to the Convention ; it shall be ratified, and ratifications shall be deposited as soon as possible at the permanent seat of the Commission.

It shall come into force as soon as the States at present Contracting Parties to the Convention shall have deposited their ratifications.

States which may hereafter become contracting Parties to the Convention shall be entitled to accede to the present Protocol.

A certified copy of the present Protocol shall be forwarded by the Secretary-General to all the Contracting States as well as to the other States signatories of the Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation.

Fait à Paris, le onze décembre mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de la commission.

Done in Paris on December the eleventh, one thousand nine hundred and twenty-nine, in one single copy which shall be deposited in the archives of the Commission.

Alejandro ALVAREZ,
*Président de la dix-septième session
de la C.I.N.A.*

Alejandro ALVAREZ,
*President of the Seventeenth Session of the
International Commission for Air Navigation.*

Albert ROPER,
*Secrétaire général
de la C.I.N.A.*

Albert ROPER,
*Secretary-General of the International Commission
for Air Navigation.*

<i>Pour l'Australie :</i>	T. TRUMBLE.	[<i>For Australia :</i>]
<i>Pour la Belgique :</i>	R. VAN CROMBRUGGE.	[<i>For Belgium :</i>]
<i>Pour la Bulgarie :</i>	B. MORFOFF.	[<i>For Bulgaria :</i>]
<i>Pour le Canada :</i>	Philippe ROY.	[<i>For Canada :</i>]
<i>Pour le Chili :</i>	A. ALVAREZ.	[<i>For Chile :</i>]
<i>Pour le Danemark :</i>	Knud GREGERSEN.	[<i>For Denmark :</i>]
<i>Pour la France :</i>	E. CHAUMIÉ.	[<i>For France :</i>]
<i>Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale :</i>	Sefton BRANCKER.	[<i>For Great Britain and Northern Ireland :</i>]
<i>Pour la Grèce :</i>	N. BOTASSIS.	[<i>For Greece :</i>]
<i>Pour l'Inde :</i>	Atul C. CHATTERJEE.	[<i>For India :</i>]
<i>Pour l'Etat libre d'Irlande :</i>	Comte G. O'KELLY DE GALLAH.	[<i>For the Irish Free State :</i>]
<i>Pour l'Italie :</i>	R. P. PICCIO. A. GIANNINI.	[<i>For Italy :</i>]
<i>Pour le Japon :</i>	H. KAWAI KABA.	[<i>For Japan :</i>]
<i>Pour la Nouvelle-Zélande :</i>	T. M. WILKES.	[<i>For New Zealand :</i>]

<i>Pour le Panama :</i>	R. A. AMADOR.	[<i>For Panama :</i>]
<i>Pour les Pays-Bas :</i>	J. LOUDON.	[<i>For The Netherlands :</i>]
<i>Pour la Perse :</i>	Hussein ALA.	[<i>For Persia :</i>]
<i>Pour la Pologne :</i>	Ing. W. CZAPSKI.	[<i>For Poland :</i>]
<i>Pour le Portugal :</i>	Prof. Dr. LOBO D'AVILA LIMA.	[<i>For Portugal :</i>]
<i>Pour la Roumanie :</i>	C. CESIANU.	[<i>For Roumania :</i>]
<i>Pour le Territoire de la Sarre :</i>	J. CHANZY.	[<i>For the Saar Territory :</i>]
<i>Pour le Siam :</i>	Phya VIJITAVONGS.	[<i>For Siam :</i>]
<i>Pour la Suède :</i>	C. CARLBERG.	[<i>For Sweden :</i>]
<i>Pour la Tchécoslovaquie :</i>	Ing. V. ROUBIK.	[<i>For Czechoslovakia :</i>]
<i>Pour l'Union Sud-Africaine :</i>	C. T. TE WATER.	[<i>For the Union of South-Africa :</i>]
<i>Pour l'Uruguay :</i>	A. GUANI.	[<i>For Uruguay :</i>]
<i>Pour la Yougoslavie :</i>	I. GARACHANINE.	[<i>For Yugoslavia :</i>]

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général du
Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas :*
A. M. Snouck Hurgronje.

Copie certifiée conforme :

Le Secrétaire général de la C. I. N. A. :
Albert Reper.

No. 1173. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC RELATIVE TO LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS, SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 11, 1924.

Nº 1173. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE, SIGNÉE A LONDRES, LE 11 NOVEMBRE 1924.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO SOUTHERN RHODESIA OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. PRAGUE, APRIL 18, AND MAY 8, 1933.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA RHODÉSIE DU SUD DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. PRAGUE, LES 18 AVRIL ET 8 MAI 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 19 juillet 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 19, 1933.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

Nº 32.
(120/2/33.)

PRAGUE, 18th, April, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to notify to Your Excellency in accordance with Article 14 (2) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on 11th November, 1924, the extension of that convention to Southern Rhodesia.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom judicial and extra-judicial acts and "commissions rogatoires" should be transmitted is

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia,

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 32.
(120/2/33.)

PRAGUE, le 18 avril 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 14 (2) de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 11 novembre 1924, que les effets de cette convention sont étendus à la Rhodésie du Sud.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être adressés les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires est :

« The Registrar of the High Court,
Salisbury
(Southern Rhodesia) ».

¹ Vol. XLVIII, page 425 ; vol. LIX, page 386 ; vol. LXXXIII, page 408 ; vol. CIV, page 503 ; vol. CVII, page 482 ; vol. CXI, page 407 ; et vol. CXVII, page 65, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XLVIII, page 425 ; Vol. LIX, page 386 ; Vol. LXXXIII, page 408 ; Vol. CIV, page 503 ; Vol. CVII, page 482 ; Vol. CXI, page 407 ; and Vol. CXVII, page 65, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 14 (2) of the convention, I beg to state that the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 18th May next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Joseph ADDISON.

His Excellency
Dr. Eduard Benès,
Minister for Foreign Affairs,
Prague.

II.

N° 48. 935/33/II-5.

PRAHA, le 8 mai 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de la lettre N° 32, en date du 18 avril a.c. concernant l'extension à la Rhodésie du Sud de la Convention entre le Royaume-Uni et la Tchécoslovaquie sur l'assistance judiciaire en matière de droit civil, signée à Londres le 11 novembre 1924. Je viens de communiquer le contenu de la susdite lettre au Ministère de la Justice.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre :
Dr WELLNER.

A Son Excellence
Monsieur Joseph Addison,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
à Praha.

et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 14 (2) de la convention, j'ai l'honneur de déclarer que l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de celle-ci, c'est-à-dire le 18 mai prochain.

4. Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

Joseph ADDISON.

Son Excellence
M. Eduard Benes,
Ministre des Affaires étrangères,
Prague.

II.

No. 48. 935/33/II-5.

PRAGUE, May 8th, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter No. 32 of April 18th, 1933, concerning the extension to Southern Rhodesia of the Convention concluded between the United Kingdom and Czechoslovakia regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at London on November 11th, 1924. I have just communicated the contents of the said letter to the Ministry of Justice.

I have the honour to be, etc.,

Dr. WELLNER.
For the Minister.

To His Excellency,
Joseph Addison, Esq.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
at Prague.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1237. — NOTENWECHSEL ¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER DÄNISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINZELNE VERZOLLUNGSERLEICHTERUNGEN FÜR DIE EINFUHR NACH DEUTSCHLAND VON DÄNISCHEN LANDWIRTSCHAFTS-ERZEUGNISSEN. BERLIN, DEN 20. MÄRZ 1926.

NOTENWECHSEL ² BETREFFEND DIE KÜNDIGUNG VON GEWISSEN VERFÜGUNGEN DES OBEN ERWÄHNTEN ABKOMMENS. BERLIN, DEN 11. APRIL UND KOPENHAGEN, DEN 26. UND 30. MAI 1933.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 25 juillet 1933.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, July 25, 1933.

I.

KÖNIGLICH DÄNISCHE GESANDTSCHAFT.

Journ.-Nr. 76.F.I.X.

L.Nr. 1759.

BERLIN, den 11. April 1933.

HERR MINISTERIALDIREKTOR,

Im Anschluss an unsere Besprechungen beehre ich mich festzustellen, dass die Königlich Dänische Regierung und die Reichsregierung sich über folgendes geeinigt haben :

Die im vorletzten Absatz des Notenwechsels zwischen der Königlich Dänischen Gesandtschaft und dem Auswärtigen Amt über Zollerleichterungen für dänische Erzeugnisse vom 20. März 1926 vorgesehene Kündigungsfrist von drei Monaten wird, soweit es sich um die Vereinbarungen unter Nr. « aus 135 » nebst Anmerkung des deutschen Zolltarifs handelt, auf einen Monat verkürzt.

Diese Vereinbarung unterliegt deutscherseits der Ratifikation ; sie tritt am 10. Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Königlich Dänische Gesandtschaft in Berlin erfolgt.

Es besteht Einverständnis darüber, dass diese Vereinbarung schon vom 11. April ab vorläufig angewendet werden soll.

Ich benutze den Anlass, um Ihnen, Herr Ministerialdirektor, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(gezeichnet) BOLT-JØRGENSEN.

Seiner Hochwohlgeboren

Herrn Ministerialdirektor Ritter,
Auswärtiges Amt,
Berlin.

Pour copie conforme :

Copenhagen, le 18 juillet 1933.

H. A. Bernhoft,

*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ Vol. LI, page 317, de ce recueil.

² En vigueur à partir du 11 avril 1933.

¹ Vol. LI, page 317, of this Series.

² In force as from April 11, 1933.

II.

AUSWÄRTIGES AMT.

BERLIN, den 11. April 1933.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER !

Im Anschluss an unsere Besprechungen beehre ich mich festzustellen, dass die Reichsregierung und die Königlich Dänische Regierung sich über folgendes geeinigt haben :

Die im vorletzten Absatz des Notenwechsels zwischen dem Auswärtigen Amt und der Königlich Dänischen Gesandtschaft über Zollerleichterungen für dänische Erzeugnisse vom 20. März 1926 vorgesehene Kündigungsfrist von drei Monaten wird, soweit es sich um die Vereinbarungen unter Nr. « aus 135 » nebst Anmerkung des deutschen Zolltarifs handelt, auf einen Monat verkürzt.

Diese Vereinbarung unterliegt deutscherseits der Ratifikation ; sie tritt am 10. Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Königlich Dänische Gesandtschaft in Berlin erfolgt.

Es besteht Einverständnis darüber, dass diese Vereinbarung schon vom 11. April 1933 ab vorläufig angewendet werden soll.

Gern benutze ich diesen Anlass, um Ihnen, Herr Geschäftsträger, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(gezeichnet) RITTER.

An den Königlich Dänischen
Geschäftsträger

Herrn Legationsrat Bolt-Jørgensen,
Berlin.

Pour copie conforme :

Copenhagen, le 18 juillet 1933.

H. A. Bernhoft,

*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

III.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

KOPENHAGEN.

J.Nr. 160. III.

VERBALNOTE.

Die Deutsche Gesandtschaft beehrt sich dem Königlichen Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten mitzuteilen, dass die Reichsregierung die nachstehende, in dem Notenwechsel zwischen dem Auswärtigen Amt und der Königlich Dänischen Gesandtschaft über Zollerleichterungen für dänische Erzeugnisse vom 20. März 1926 zugestandene Zollbindung gemäss den Vereinbarungen des Notenwechsels zwischen dem Auswärtigen Amt und der Königlich Dänischen Gesandtschaft vom 11. April 1933 zum 19. Juli 1933 kündigt.

Nr. des deutschen Zolltarifs	Warenbezeichnung
aus Nr. 135	Dänischer Steppenkäse, dänischer Tafelkäse, dänischer Tilsiterkäse und dänischer sogenannter Backsteinkäse nicht in Einzelpackungen von 2 ½ kg Rohgewicht und darunter. <i>Anmerkung</i> : Falls Deutschland einem dritten Lande für irgendeine andere besondere Sorte von Hartkäse einen niedrigeren Zoll zugestehen sollte als für die genannten dänischen Käsesorten, so wird auf diese der gleiche Zollsatz angewendet werden.

KOPENHAGEN, den 26. Mai 1933.

Pour copie conforme :

Copenhagen, le 18 juillet 1933.

H. A. Bernhoft,

*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

IV.

UDENRIGSMINISTERIET.

Ø.P.I. J.No.64.Dan.80.a.

VERBALNOTE.

Das Ministerium des Äussern beehrt sich hierdurch, den Empfang der Verbalnote der Deutschen Gesandtschaft vom 26.d.M., J.Nr.160.III., zu bestätigen, in welcher mitgeteilt wird, dass die Deutsche Reichsregierung die in dem Notenwechsel zwischen der Königlich Dänischen Gesandtschaft in Berlin und dem Auswärtigen Amt über Zollerleichterungen für dänische Erzeugnisse vom 20. März 1926 zugestandene Zollbindung gemäss den Vereinbarungen des Notenwechsels zwischen der Königlich Dänischen Gesandtschaft in Berlin und dem Auswärtigen Amt vom 11. April 1933 zum 19. Juli 1933 kündigt.

Die Kündigung betrifft die nachstehende :

Nr. des deutschen Zolltarifs	Warenbezeichnung
aus Nr. 135	Dänischer Steppenkäse, dänischer Tafelkäse, dänischer Tilsiterkäse und dänischer sogenannter Backsteinkäse, nicht in Einzelpackungen von 2 ½ kg Rohgewicht und darunter. <i>Anmerkung</i> : Falls Deutschland einem dritten Lande für irgendeine andere besondere Sorte von Hartkäse einen niedrigeren Zoll zugestehen sollte als für die genannten dänischen Käsesorten, so wird auf diese der gleiche Zollsatz angewendet werden.

KOPENHAGEN, den 30. Mai 1933.

An die Deutsche Gesandtschaft.

Pour copie conforme :

Copenhagen, le 18 juillet 1933.

H. A. Bernhoft,

*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

N^o 1237. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET DANOIS, COMPORTANT UN ACCORD AU SUJET DE CERTAINES FACILITÉS DOUANIÈRES POUR L'IMPORTATION DE PRODUITS AGRICOLES DANOIS EN ALLEMAGNE. BERLIN, LE 20 MARS 1926.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA DÉNONCIATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. BERLIN, LE 11 AVRIL ET COPENHAGUE, LES 26 ET 30 MAI 1933.

I.

LÉGATION
DU ROYAUME DE DANEMARK.

Journ.-Nr. 76.F.I.X.
L.Nr. 1759.

BERLIN, le 11 avril 1933.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Comme suite à nos pourparlers, je prends acte que le Gouvernement danois et le Gouvernement allemand sont convenus des points suivants :

Le délai de dénonciation de trois mois, prévu à l'avant-dernier alinéa de l'échange de notes intervenu le 20 mars 1926 entre la légation du Royaume de Danemark et le Ministère des Affaires étrangères au sujet de certaines facilités douanières pour l'importation de produits danois, est réduit à un mois en ce qui concerne la position N^o « ex. 135 » et la note du tarif douanier allemand.

Le présent accord est sujet à ratification de la part de l'Allemagne ; il entrera en vigueur dix jours après la remise de l'instrument de

¹ TRANSLATION.

No. 1237. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT WITH REGARD TO CERTAIN CUSTOMS FACILITIES FOR THE IMPORTATION OF DANISH AGRICULTURAL PRODUCTS INTO GERMANY. BERLIN, MARCH 20, 1926.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE DENUNCIATION OF CERTAIN PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. BERLIN, APRIL 11, AND COPENHAGEN, MAY 26 AND 30, 1933.

I.

ROYAL DANISH
LEGATION.

Journ.-Nr. 76.F.I.X.
L.Nr. 1759.

BERLIN, April 11th, 1933.

SIR,

With reference to our negotiations, I have the honour to note that the Royal Danish Government and the Government of the Reich have agreed upon the following :

The notice of three months required for denunciation prescribed in the penultimate paragraph of the Notes exchanged between the Royal Danish Legation and the German Foreign Office regarding Customs Facilities for Danish Products, dated March 20, 1926, shall be reduced to one month as regards the agreements under No. ex. 135 (and Note) of the German Customs tariff.

This agreement is subject to ratification on the part of Germany. It shall come into force on the tenth day after the day of the transmis-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ratification allemand à la légation du Royaume de Danemark à Berlin.

Il est entendu que le présent accord sera provisoirement appliqué dès le 11 avril.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) BOLT-JØRGENSEN.

A Monsieur Ritter,
Directeur au Ministère
des Affaires étrangères, Berlin.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 11 avril 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Comme suite à nos pourparlers, je prends acte que le Gouvernement allemand et le Gouvernement du Royaume de Danemark sont convenus des points suivants :

Le délai de dénonciation de trois mois, prévu à l'avant-dernier alinéa de l'échange de notes intervenu le 20 mars 1926 entre la légation du Royaume de Danemark et le Ministère des affaires étrangères au sujet de certaines facilités douanières pour l'importation de produits danois, est réduit à un mois en ce qui concerne la position N° « ex. 135 » et la note du tarif douanier allemand.

Le présent accord est sujet à ratification de la part de l'Allemagne ; il entrera en vigueur dix jours après la remise de l'instrument de ratification allemand à la légation du Royaume de Danemark à Berlin.

Il est entendu que le présent accord sera provisoirement appliqué dès le 11 avril 1933.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) RITTER.

A Monsieur Bolt-Jørgensen,
Conseiller de légation,
Chargé d'Affaires du Royaume de Danemark,
Berlin.

sion of the German instrument of ratification to the Royal Danish Government at Berlin.

It is understood that this agreement shall be provisionally applied as from April 11th.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BOLT-JØRGENSEN.

To Ministerial Director Ritter,
Foreign Office,
Berlin.

II.

FOREIGN OFFICE.

BERLIN, April 11th, 1933.

SIR,

With reference to our negotiations, I have the honour to note that the Government of the Reich and the Royal Danish Government have agreed upon the following :

The notice of three months required for denunciation prescribed in the penultimate paragraph of the Notes exchanged between the German Foreign Office and the Royal Danish Legation regarding Customs Facilities for Danish Products, dated March 20, 1926, shall be reduced to one month as regards the agreements under No. ex. 135 (and Note) of the German Customs Tariff.

This agreement is subject to ratification on the part of Germany. It shall come into force on the tenth day after the day of the transmission of the German instrument of ratification to the Royal Danish Government at Berlin.

It is understood that this engagement shall be provisionally applied as from April 11th.

I have the honour to be, etc.

(Signed) RITTER.

To
Counsellor of Legation Bolt-Jørgensen,
Royal Danish Chargé d'Affaires,
Berlin.

III.

LÉGATION D'ALLEMAGNE
COPENHAGUE.
J. Nr. 160 III.

NOTE VERBALE

La Légation d'Allemagne a l'honneur de faire savoir au ministère des Affaires étrangères du Royaume de Danemark que le Gouvernement allemand dénonce, à compter du 19 juillet 1933 et en vertu des dispositions de l'échange de notes du 11 avril 1933 entre le Ministère des Affaires étrangères et la légation du Royaume de Danemark, la consolidation de droits ci-après, accordée par l'échange de notes intervenu le 20 mars 1926 entre le ministère des Affaires étrangères et la légation du Royaume de Danemark au sujet de certaines facilités douanières pour l'importation de produits danois :

N° du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises
ex N° 135	Fromages danois dénommés Steppeost, Taffelost, Tilsiterost et Backsteinost, non contenus dans des emballages de détail d'un poids brut de 2 ½ kg. ou moins. <i>Note :</i> Au cas où l'Allemagne accorderait à un Etat tiers pour toute autre sorte de fromage à pâte dure, un droit inférieur au droit acquitté par les susdites sortes de fromage danois, le même droit serait appliqué à ces derniers.

COPENHAGUE, le 26 mai 1933.

III.

GERMAN LEGATION,
COPENHAGEN.
J. No. 160 III.

NOTE VERBALE.

The German Legation has the honour to inform the Royal Ministry for Foreign Affairs that the Government of the Reich denounces from July 19, 1933, the following consolidation of Customs duties accorded in the Exchange of Notes between the German Foreign Office and the Royal Danish Legation with regard to Customs Facilities for Danish Products, dated March 20, 1926, in virtue of the engagements contained in the Exchange of Notes of April 11, 1933, between the German Foreign Office and the Royal Danish Legation.

No. in German Customs Tariff	Description of Goods
ex No. 135	Danish cheeses known as Steppeost, Taffelost, Tilsiterost and Backsteinost, not put up in single packages, of 2 ½ kg. gross weight or less. <i>Note :</i> Should Germany grant to a third country in respect of any other kind of hard cheese a lower rate of duty than that payable in respect of the above-mentioned kinds of Danish cheese, the same rate shall apply to the latter.

COPENHAGEN, May 26, 1933.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Ø.P.I. J.N° 64.Dan.80.a.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception de la note verbale de la légation d'Allemagne en date du 26 courant, réf. J.Nr.160 III, par laquelle le Gouvernement allemand dénonce, à partir du 19 juillet 1933 et en vertu des dispositions de l'échange de notes intervenu le 11 avril 1933 entre la Légation du Royaume de Danemark et le Ministère des Affaires étrangères, les consolidations douanières ci-après, accordées par l'échange de notes intervenu le 20 mars 1926 entre la Légation du Royaume de Danemark et le Ministère des Affaires étrangères au sujet de certaines facilités douanières pour l'importation des produits agricoles danois.

N° du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises
ex N° 135	Fromages danois dénommés Steppeost, Taffelost, Tilsiterost et Backsteinost, non contenus dans des emballages de détail d'un poids brut de 2 ½ kg. ou moins. <i>Note</i> : Au cas où l'Allemagne accorderait à un Etat tiers pour toute autre sorte de fromage à pâte dure, un droit inférieur au droit acquitté par les susdites sortes de fromage danois, le même droit serait appliqué à ces derniers.

COPENHAGUE, le 30 mai 1933.

A la Légation d'Allemagne.

IV.

FOREIGN MINISTRY.

Ø.P.I. J.No. 64.Dan.80.a.

NOTE VERBALE.

The Ministry for Foreign Affairs has the honour to acknowledge receipt of the Note Verbale J. No. 160III, from the German Legation dated 26th instant, informing it that the Government of the German Reich denounces from July 19th, 1933, the consolidation of Customs duties accorded in the Exchange of Notes between the Royal Danish Legation in Berlin and the German Foreign Office with regard to Customs Facilities for Danish Products, dated March 20, 1926, in virtue of the engagements contained in the Exchange of Notes of April 11th, 1933, between the Royal Danish Legation in Berlin and the German Foreign Office.

The denunciation relates to the following :

No. in German Customs Tariff	Description of Goods
ex No. 135	Danish cheese known as Steppeost, Taffelost, Tilsiterost and Backsteinost not put up in single packages, of 2 ½ kg. gross weight or less. <i>Note</i> : Should Germany grant to a third country in respect of any other kind of hard cheese a lower rate of duty than that payable in respect of the above-mentioned kinds of Danish cheese, the same rate shall apply to the latter.

COPENHAGEN, May 30, 1933.

To the German Legation.

N^o 1414. — CONVENTION¹ RELATIVE A L'ESCLAVAGE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION¹. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25, 1926.

ADHÉSION

TURQUIE 24 juillet 1933.

ACCESSION.

TURKEY July 24, 1933.

N^o 1512. — AGREEMENT² BETWEEN GREAT BRITAIN AND MASCAT RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR, FROM FEBRUARY 11, 1927, THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 19, 1891. SIGNED AT MASCAT, FEBRUARY 11, 1927.

N^o 1512. — ACCORD² ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE PROROGÉANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1927, LE TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 19 MARS 1891. SIGNÉ A MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1927.

AGREEMENT RESPECTING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 11, 1934, OF THE ABOVE TREATY OF MARCH 19, 1891. MASCAT, FEBRUARY 11, 1933.

ACCORD RELATIF A LA PROLONGATION JUSQU'AU 11 FÉVRIER 1934 DU TRAITÉ DU 19 MARS 1891 SUSMENTIONNÉ. MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 19 juillet 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. July 19, 1933.

¹ Vol. LX, page 253 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; vol. XCVI, page 192 ; vol. C, page 221 ; vol. CIV, page 511 ; vol. CVII, page 491 ; et vol. CXXX, page 444, de ce recueil.

² Vol. V, page 59 ; vol. VIII, page 261 ; vol. X, page 459 ; vol. XVII, page 163 ; vol. XXV, page 387 ; vol. XXXV, page 233 ; vol. LVII, page 13 ; vol. LXIV, page 397 ; vol. LXXXIII, page 440 ; vol. XCVI, page 194 ; vol. C, page 224 ; vol. CVII, page 499 ; et vol. CXXX, page 444, de ce recueil.

¹ Vol. LX, page 253 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; Vol. XCVI, page 192 ; Vol. C, page 221 ; Vol. CIV, page 511 ; Vol. CVII, page 491 ; and Vol. CXXX, page 444, of this Series.

² Vol. V, page 59 ; Vol. VIII, page 261 ; Vol. X, page 459 ; Vol. XVII, page 163 ; Vol. XXV, page 387 ; Vol. XXXV, page 233 ; Vol. LVII, page 13 ; Vol. LXIV, page 397 ; Vol. LXXXIII, page 440 ; Vol. XCVI, page 194 ; Vol. C, page 224 ; Vol. CVII, page 499 ; and Vol. CXXX, page 444, of this Series.

سعيد بن تيمور سلطان مقل وعلم بيدى رانا قبطان ارجى- الكين
 وكيل مفوض في هذا الحضر من طرف الدولة الفخمة البريطانية قد أمضينا
 هذا التبرير وثمانية نجات راختنا طاجو آقنا -
 صرنا في مقل يوم ١١ فبراير ١٩٣٣ ملحق ١٥ شوال ١٣٥١



R.-G. ALBAN, *Captain,*
Political Agent,
 Muscat.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTE.

We, the undersigned, have agreed to what follows :

That the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Great Britain and Muscat, signed on the eighth day of Shaban 1308-H corresponding to the 19th March 1891, will be prolonged by this writing, notwithstanding all, or any, correspondence between His late Highness Saiyid Faisal bin Turki and the Glorious British Government in the matter of the revision of that Treaty. And it will remain in force for a period of one year from this eleventh day of February 1933, corresponding to the 15th Shawal 1351-H unless a suitable Treaty, by agreement between His Highness the Sultan of Muscat and Oman and the Glorious British Government be substituted for that ancient Treaty aforesaid. It is also understood that it shall be open to the Dominion of Canada and the Irish Free State to withdraw from the aforesaid

NOTE

Les soussignés sont convenus des dispositions suivantes :

Le Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et Mascate, signé le huitième jour de Shaban 1308 de l'Hégire, correspondant au 19 mars 1891, sera prorogé par la présente note, nonobstant tout ou partie de la correspondance échangée entre feu Sa Hautesse Saiyid Faisal bin Turki et le Gouvernement britannique, en matière de revision dudit traité. Il restera en vigueur pendant une période d'une année à partir du 11 février 1933, correspondant au quinzième jour de Shawal 1351 de l'Hégire, jusqu'à ce qu'un traité approprié, conclu d'un commun accord entre Sa Hautesse le Sultan de Mascate et d'Oman et le Glorieux Gouvernement britannique, vienne remplacer l'ancien traité précité. Il est entendu, en outre que le Dominion du Canada, ainsi que l'Etat libre d'Irlande, auront la faculté

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Treaty at any time on notice being given to that effect by His Majesty's Representative at Muscat.

It is also understood that the Commonwealth of Australia and the Union of South Africa (in respect of Natal, the Transvaal and the Orange Free State) have withdrawn from participation in the aforesaid Treaty as per notices given by His Majesty's Representative at Muscat in his letters Nos. 6 and C/188 date 3rd December 1923 and 27th October 1932 respectively.

In confirmation thereof, we that is, I, Said bin Taimur, Sultan of Muscat and Oman, with my own hand, and I, Captain R. G. Alban, duly authorised agent for that purpose on behalf of the Glorious British Government, have signed this writing and thirteen copies and have affixed our seals thereto.

Done at Muscat this eleventh day of February 1933, corresponding to 15th Shawal 1351-H.

Said BIN TAIMUR. R. G. ALBAN, *Captain,*
Political Agent, Muscat.

de cesser d'être Partie audit traité en tous temps, moyennant préavis donné à cet effet par le représentant de Sa Majesté à Mascate.

Il est également entendu que le Commonwealth d'Australie ainsi que l'Union Sud-Africaine (pour le Natal, le Transvaal et l'Etat libre d'Orange) ont cessé d'être Parties au susdit traité, conformément aux préavis donnés par le représentant de Sa Majesté à Mascate dans ses lettres N° 6 et C/188 datées respectivement du 3 décembre 1923 et du 27 octobre 1932.

En foi de quoi les soussignés, à savoir Said bin Taimur, Sultan de Mascate et d'Oman, et le capitaine R. G. Alban, dûment autorisé à cet effet au nom du Glorieux Gouvernement britannique, ont signé la présente note, établie en treize copies, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Mascate, le 11 février 1932, correspondant au 15 Shawal 1351 de l'Hégire.

Said BIN TAIMUR. R. G. ALBAN, *capitaine,*
Agent, politique Mascate.

N° 1743. — CONVENTION ¹ D'UNION DE PARIS DU 20 MARS 1883, POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. RÉVISÉE A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSION

PALESTINE (à l'exclusion de la Transjordanie), effective à partir du 12 septembre 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 21 août 1933.

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 366 ; vol. XCII, page 403 ; vol. C, page 246 ; vol. CIV, page 512 ; vol. CVII, page 506 ; vol. CXVII, page 185 ; vol. CXXX, page 448 ; et vol. CXXXIV, page 405, de ce recueil.

No. 1743. — UNION CONVENTION ¹ OF PARIS, MARCH 20, 1883, FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY. REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSION.

PALESTINE (excluding Transjordan) effective as from September 12, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, August 21, 1933.

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; Vol. LXXXVIII, page 366 ; Vol. XCII, page 403 ; Vol. C, page 246 ; Vol. CIV, page 512 ; Vol. CVII, page 506 ; Vol. CXVII, page 185 ; Vol. CXXX, page 448 ; and Vol. CXXXIV, page 405, of this Series.

APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS
A L'ENSEMBLE DES POSSESSIONS FRANÇAISES
D'OUTRE-MER A PARTIR DU 20 OCTOBRE 1930.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 29 septembre 1933.*

APPLICATION OF THE ABOVE CONVENTION TO
THE WHOLE OF THE FRENCH OVERSEAS
POSSESSIONS, AS FROM OCTOBER 20, 1930.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
September 29, 1933.*

N^o 1744. — ARRANGEMENT¹ DE MADRID
DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT LA
RÉPRESSION DES FAUSSES INDICA-
TIONS DE PROVENANCE SUR LES
MARCHANDISES. RÉVISÉ A WASHING-
TON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE,
LE 6 NOVEMBRE 1925.

No. 1744. — AGREEMENT¹ OF MADRID
OF APRIL 14, 1891, FOR THE PREVEN-
TION OF FALSE INDICATIONS OF
ORIGIN ON GOODS. REVISED AT
WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT
THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ADHÉSION

PALESTINE (à l'exclu-
sion de la Transjor-
danie), effective à
partir du 12 septembre 1933.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse, et le
secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa
Majesté en Grande-Bretagne, le 21 août 1933.*

ACCESSION.

PALESTINE (excluding
Transjordan) effec-
tive as from September 12, 1933.

*Communicated by the Swiss Federal Council, and
by His Majesty's Secretary of State for Foreign
Affairs in Great Britain, August 21, 1933.*

APPLICATION DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS
A L'ENSEMBLE DES POSSESSIONS FRANÇAISES
D'OUTRE-MER A PARTIR DU 20 OCTOBRE 1930.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 29 septembre 1933.*

APPLICATION OF THE ABOVE AGREEMENT TO
THE WHOLE OF THE FRENCH OVERSEAS
POSSESSIONS, AS FROM OCTOBER 20, 1930.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
September 29, 1933.*

¹ Vol. LXXIV, page 319 ; vol. LXXXVIII, page 367 ; vol. XCII, page 403 ; vol. C, page 247 ; vol. CIV, page 513 ; vol. CVII, page 507 ; vol. CXXX, page 449 ; et vol. CXXXIV, page 406, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 319 ; Vol. LXXXVIII, page 367 ; Vol. XCII, page 403 ; Vol. C, page 247 ; Vol. CIV, page 513 ; Vol. CVII, page 507 ; Vol. CXXX, page 449 ; and Vol. CXXXIV, page 406, of this Series.

N^o 1745. — ARRANGEMENT ¹ DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE. RÉVISÉ À BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, À WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET À LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

No. 1745. — AGREEMENT ¹ CONCLUDED AT MADRID, APRIL 14, 1891, CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF COMMERCIAL AND INDUSTRIAL TRADE MARKS. REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

APPLICATION DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS À L'ENSEMBLE DES POSSESSIONS FRANÇAISES D'OUTRE-MER, À PARTIR DU 20 OCTOBRE 1930.

APPLICATION OF THE ABOVE AGREEMENT TO THE WHOLE OF THE FRENCH OVERSEAS POSSESSIONS, AS FROM OCTOBER 20, 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 29 septembre 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 29, 1933.

N^o 1746. — ARRANGEMENT ² DE LA HAYE DU 6 NOVEMBRE 1925, CONCERNANT LE DÉPÔT INTERNATIONAL DES DESIGNS OU MODÈLES INDUSTRIELS.

No. 1746. — AGREEMENT ² CONCLUDED AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925, CONCERNING THE INTERNATIONAL REGISTRATION OF INDUSTRIAL DESIGNS OR MODELS.

APPLICATION DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS À L'ENSEMBLE DES POSSESSIONS FRANÇAISES D'OUTRE-MER, À PARTIR DU 20 OCTOBRE 1930.

APPLICATION OF THE ABOVE AGREEMENT TO THE WHOLE OF THE FRENCH OVERSEAS POSSESSIONS, AS FROM OCTOBER 20, 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 29 septembre 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 29, 1933.

¹ Vol. LXXIV, page 327 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 367 ; vol. XCII, page 404 ; vol. C, page 247 ; vol. CVII, page 508 ; vol. CXVII, page 186 ; vol. CXXX, page 449 ; et vol. CXXXIV, page 406, de ce recueil.

² Vol. LXXIV, page 341 ; vol. LXXXVIII, page 368 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXXXIV, page 407, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 327 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; Vol. LXXXVIII, page 367 ; Vol. XCII, page 404 ; Vol. C, page 247 ; Vol. CVII, page 508 ; Vol. CXVII, page 187 ; Vol. CXXX, page 449 ; and Vol. CXXXIV, page 406, of this Series.

² Vol. LXXIV, page 341 ; Vol. LXXXVIII, page 368 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXXXIV, page 407, of this Series.

N^o 1757. — ARRANGEMENT ¹ ENTRE LE DANEMARK ET L'ISLANDE RELATIF A L'ALLÈGEMENT DES IMPOTS D'ÉTAT SUR LE REVENU ET LA FORTUNE EN CAS DE DOUBLE IMPOSITION. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 11 AOÛT 1927.

PROROGATION

En vertu d'un échange de notes ² entre les Gouvernements danois et islandais en date à Reikjavik du 15 juin 1932, l'arrangement susmentionné a été prorogé pour une période de cinq ans, à partir du 1^{er} avril 1931, en même temps que l'Arrangement entre le Danemark et l'Islande du 11 juillet 1931 relatif à l'allègement des impôts municipaux sur le revenu en cas de double imposition.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 4 octobre 1933.

N^o 1757. — ARRANGEMENT ¹ BETWEEN DENMARK AND ICELAND CONCERNING RELIEF FROM GOVERNMENT TAXES ON INCOME AND CAPITAL IN CASES OF DOUBLE TAXATION. SIGNED AT COPENHAGEN, AUGUST 11, 1927.

PROLONGATION.

In virtue of an Exchange of Notes ² between the Danish and Icelandic Governments dated Reikjavik, June 15, 1932, the above-mentioned Arrangement was renewed for a period of five years, as from April 1st, 1931, at the same time as the Arrangement between Denmark and Iceland of July 11, 1931, concerning Relief from Municipal Taxes on Income in case of Double Taxation.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, October 4, 1933.

N^o 2138. — PROTOCOLE ³ CONCERNANT LA PROHIBITION D'EMPLOI A LA GUERRE DE GAZ ASPHYXIANTS, TOXIQUES OU SIMILAIRES ET DE MOYENS BACTÉRIOLOGIQUES. SIGNÉ A GENÈVE, LE 17 JUIN 1925.

RATIFICATION

LITHUANIE 15 juin 1933.

N^o 2138. — PROTOCOL ³ FOR THE PROHIBITION OF THE USE IN WAR OF ASPHYXIATING, POISONOUS OR OTHER GASES, AND OF BACTERIOLOGICAL METHODS OF WARFARE. SIGNED AT GENEVA, JUNE 17, 1925.

RATIFICATION.

LITHUANIA June 15, 1933.

¹ Vol. LXXV, page 345, de ce recueil.

² Cet échange de notes sera publié ultérieurement en même temps que l'arrangement du 11 juillet 1931, sous le N^o 3273.

³ Vol. XCIV, page 65 ; vol. C, page 262 ; vol. CIV, page 528 ; Vol. CVII, page 537 ; vol. CXI, page 416 ; vol. CXVII, page 304 ; et vol. CXXVI, page 451, de ce recueil.

¹ Vol. LXXV, page 345, of this Series.

² This Exchange of Notes will be published later at the same time as the Arrangement of July 11, 1931, under No. 3273.

³ Vol. XCIV, page 65 ; Vol. C, page 262 ; Vol. CIV, page 528 ; Vol. CVII, page 537 ; Vol. CXI, page 416 ; Vol. CXVII, page 304 ; and Vol. CXXVI, page 451, of this Series.

N^o 2238. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR L'ABOLITION DES PROHIBITIONS ET RESTRICTIONS A L'IMPORTATION ET A L'EXPORTATION, ET PROTOCOLE, SIGNÉS A GENÈVE LE 8 NOVEMBRE 1927, ET ACCORD COMPLÉMENTAIRE A CETTE CONVENTION, ET PROTOCOLE, SIGNÉS A GENÈVE, LE 11 JUILLET 1928.

No. 2238. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE ABOLITION OF IMPORT AND EXPORT PROHIBITIONS AND RESTRICTIONS, AND PROTOCOL, SIGNED AT GENEVA, NOVEMBER 8, 1927, AND SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THAT CONVENTION, AND PROTOCOL, SIGNED AT GENEVA, JULY 11, 1928.

DÉCLARATION DES PAYS-BAS EN VUE DE SE DÉLIER APRÈS LE 30 JUIN 1934, DES OBLIGATIONS CONTRACTÉES PAR LA CONVENTION ET L'ACCORD SUSMENTIONNÉS.

DECLARATION BY THE NETHERLANDS IN ORDER TO BE RELIEVED, AFTER JUNE 30, 1934, OF THE OBLIGATIONS ENTERED INTO BY THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION AND AGREEMENT.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 13 septembre 1933.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, September 13, 1933.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SECTION DES
AFFAIRES DE LA SOCIÉTÉ
DES NATIONS.

N^o 29.294.

LA HAYE, le 11 septembre 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les Pays-Bas se considèrent comme déliés, après le 30 juin 1934, des obligations souscrites par eux aux termes du Protocole de Paris du 20 décembre 1929, concernant la mise en vigueur de la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation du 8 novembre

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

LEAGUE OF NATIONS
SECTION.

No. 29.294.

THE HAGUE, September 11, 1933.

SIR,

I have the honour to inform you that the Netherlands consider themselves as relieved after June 30, 1934, of the obligations accepted by them, in accordance with the terms of Article 6 of the Protocol of Paris dated December 20, 1929, concerning the entry into force of the International Convention and Protocol for the Abolition of Import and Export

¹ Vol. XCVII, page 391 ; vol. C, page 264 ; vol. CVII, page 538 ; vol. CXVII, page 304 ; et vol. CXXXIV, page 411, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XCVII, page 391 ; Vol. C, page 264 ; Vol. CVII, page 538 ; Vol. CXVII, page 304 ; and Vol. CXXXIV, page 411, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

1927, ainsi que de l'Accord complémentaire à cette convention du 11 juillet 1928.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Secrétaire général, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

DE GRAEFF.

Monsieur le Secrétaire général
de la Société des Nations,
Genève.

Prohibitions and Restrictions, signed at Geneva, November 8, 1927, and of the Supplementary Agreement to that Convention and Protocol, of July 11, 1928.

I have, etc.

DE GRAEFF.

The Secretary-General
of the League of Nations,
Geneva.

N° 2368. — CONVENTION ¹ POSTALE UNIVERSELLE, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET PROTOCOLE FINAL, ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA POSTE AUX LETTRES PAR VOIE AÉRIENNE, AVEC PROTOCOLE FINAL. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2368. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION ¹, WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND FINAL PROTOCOL AND PROVISIONS RELATING TO THE CONVEYANCE OF LETTER POST BY AIR, WITH FINAL PROTOCOL. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATION

ETAT LIBRE D'IRLANDE ... 2 août 1933.

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 27 septembre 1933.

RATIFICATION.

IRISH FREE STATE ... August 2, 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, September 27, 1933.

¹ Vol. CII, page 245; vol. CVII, page 552; vol. CXVII, page 310; vol. CXXII, page 359; vol. CXXX, page 458; et vol. CXXXIV, page 418, de ce recueil.

¹ Vol. CII, page 245; Vol. CVII, page 552; Vol. CXVII, page 310; Vol. CXXII, page 359; Vol. CXXX, page 458; and Vol. CXXXIV, page 418, of this Series.

N^o 2369. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE, AVEC PROTOCOLE FINAL ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

La signature et la ratification de cet arrangement par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni doivent être considérées comme comprenant :

GIBRALTAR.

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 septembre 1933.

RATIFICATION

ETAT LIBRE D'IRLANDE ... 2 août 1933.

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 27 septembre 1933.

No. 2369. — AGREEMENT¹ CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES, WITH FINAL PROTOCOL AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

The signature and ratification of this Agreement by His Majesty's Government in the United Kingdom should be regarded as including :

GIBRALTAR.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, September 14, 1933.

RATIFICATION.

IRISH FREE STATE ... August 2, 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, September 27, 1933.

N^o 2603. — ACCORD² SUR LES BATEAUX-FEU GARDES SE TROUVANT HORS DE LEUR POSTE NORMAL. SIGNÉ A LISBONNE, LE 23 OCTOBRE 1930.

RATIFICATIONS

POLOGNE 2 octobre 1933.
VILLE LIBRE DE DANTZIG
(par l'intermédiaire de
la Pologne) 2 octobre 1933.

No. 2603. — AGREEMENT² CONCERNING MANNED LIGHTSHIPS NOT ON THEIR STATIONS. SIGNED AT LISBON, OCTOBER 23, 1930.

RATIFICATIONS.

POLAND October 2, 1933.
FREE CITY OF DANZIG
(through the inter-
mediary of Poland) October 2, 1933.

¹ Vol. CIII, page 5 ; vol. CVII, page 554 ; vol. CXVII, page 311 ; vol. CXXII, page 360 ; vol. CXXX, page 458 ; et vol. CXXXIV, page 419, de ce recueil.

² Vol. CXII, page 21 ; vol. CXVII, page 331 ; et vol. CXXX, page 464, de ce recueil.

¹ Vol. CIII, page 5 ; Vol. CVII, page 554 ; Vol. CXVII, page 311 ; Vol. CXXII, page 360 ; Vol. CXXX, page 458 ; and Vol. CXXXIV, page 419, of this Series.

² Vol. CXII, page 21 ; Vol. CXVII, page 331 ; and Vol. CXXX, page 464, of this Series.

No 2623. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

No. 2623. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20, 1929.

RATIFICATION

Dépôt :

ALLEMAGNE ... 3 octobre 1933.

RATIFICATION.

Deposit :

GERMANY ... October 3, 1933.

No. 2652. — CONVENTION² BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM AND HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, CONCERNING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, AUGUST 28, 1930.

No 2652. — CONVENTION² ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME-UNI ET SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 28 AOUT 1930.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO SOUTHERN RHODESIA OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. STOCKHOLM, APRIL 10 AND 19, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 19 juillet 1933.

ECHANGE DE NOTES RELATIFS A L'APPLICATION A LA RHODÉSIE DU SUD DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. STOCKHOLM, LES 10 ET 19 AVRIL 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 19, 1933.

³ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 43.
(147/2/33)

STOCKHOLM, *April 10, 1933.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 (*a*) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at

¹ Vol. CXII, page 371 ; vol. CXXII, page 366 ; vol. CXXX, page 464 ; et vol. CXXXIV, page 427, de ce recueil.

² Vol. CXIV, page 9 ; et vol. CXXVI, page 458, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

No 43.
(147/2/33)

STOCKHOLM, *le 10 avril 1933.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 14 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale,

¹ Vol. CXII, page 371 ; Vol. CXXII, page 366 ; Vol. CXXX, page 464 ; and Vol. CXXXIV, page 427, of this Series.

² Vol. CXIV, page 9 ; and Vol. CXXVI, page 458, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

London on August 28th, 1930, the extension of that convention to Southern Rhodesia.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is :

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia,

and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 14 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 10th May next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's most obedient, humble Servant,

Archibald CLARK KERR.

His Excellency,
Monsieur Rickard Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, *le 19 avril 1933.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 10 de ce mois, concernant l'extension au Southern Rhodesia de l'applicabilité de la Convention relative à la procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 28 août 1930.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre,
Le Directeur de la Division Juridique,
MALMAR.

Monsieur Archibald Kerr Clark Kerr,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.
Stockholm.

signée à Londres le 28 août 1930, que les effets de cette convention sont étendus à la Rhodésie du Sud.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être adressées les demandes de signification et les commissions rogatoires est :

« The Registrar of the High Court,
Salisbury,
(Southern Rhodesia) »,

et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 14 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de celle-ci, c'est-à-dire le 10 mai prochain.

4. Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

Archibald CLARK KERR.

Son Excellence
Monsieur Rickard Sandler,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *April 19, 1933.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of the 10th instant relating to the extension to Southern Rhodesia of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters signed at London on August 28, 1930.

I have the honour, etc.

MALMAR,
Director of the Legal Division,
For the Minister.

To
Archibald Kerr Clark Kerr Esq.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
etc., etc., etc.
Stockholm.

N° 2689. — TRAITÉ ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE PANAMA. SIGNÉ A PANAMA, LE 21 NOVEMBRE 1927.

Communiqué par le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Panama, le 6 octobre 1933.

No. 2689. — TREATY ¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE GERMAN REICH AND PANAMA. SIGNED AT PANAMA, NOVEMBER 21, 1927.

Communicated by the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Panama, October 6, 1933.

N° 2733. — CONVENTION ² POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET DES MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

RATIFICATION

EGYPTE 25 juillet 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 27 juillet 1933.

No. 2733. — CONVENTION ² FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT GENEVA, JULY 27, 1929.

RATIFICATION.

EGYPT July 25, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 27, 1933.

N° 2734. — CONVENTION ³ RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

RATIFICATION

EGYPTE 25 juillet 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 27 juillet 1933.

No. 2734. — CONVENTION ³ RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR. SIGNED AT GENEVA, JULY 27, 1929.

RATIFICATION.

EGYPT July 25, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 27, 1933.

¹ Vol. CXV, page 239, de ce recueil.

² Vol. CXVIII, page 303 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; et vol. CXXXIV, page 431, de ce recueil.

³ Vol. CXVIII, page 343 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; et vol. CXXXIV, page 432, de ce recueil.

¹ Vol. CXV, page 239, of this Series.

² Vol. CXVIII, page 303 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; and Vol. CXXXIV, page 431, of this Series.

³ Vol. CXVIII, page 343 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; and Vol. CXXXIV, page 432, of this Series.

N° 2816. — CONVENTION¹ DE BERNE
POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES
LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, DU
9 SEPTEMBRE 1886, RÉVISÉE À BERLIN
LE 13 NOVEMBRE 1908, ET À ROME,
LE 2 JUIN 1928.

No. 2816. — CONVENTION¹ OF BERNE
FOR THE PROTECTION OF LITERARY
AND ARTISTIC WORKS, SIGNED ON
SEPTEMBER 9, 1886, REVISED AT BER-
LIN, NOVEMBER 13, 1908, AND AT
ROME, JUNE 2, 1928.

ADHÉSIONS

DANEMARK, effective à partir du 16 septem-
bre 1933.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 24 août 1933.*

ALLEMAGNE, effective à partir du 21 octobre
1933.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 29 septembre 1933.*

ACCESSIONS.

DENMARK, effective as from September 16,
1933.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
August 24, 1933.*

GERMANY, effective as from October 21,
1933.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
September 29, 1933.*

N° 2849. — ACCORD² RELATIF AUX SI-
GNAUX MARITIMES. SIGNÉ À LIS-
BONNE, LE 23 OCTOBRE 1930.

No. 2849. — AGREEMENT² CONCERNING
MARITIME SIGNALS. SIGNED AT
LISBON, OCTOBER 23, 1930.

RATIFICATIONS

POLOGNE 2 octobre 1933.
VILLE LIBRE DE DANTZIG
(par l'intermédiaire de
la Pologne) 2 octobre 1933.

RATIFICATIONS.

POLAND October 2, 1933.
FREE CITY OF DANTZIG
(through the inter-
mediary of Poland) October 2, 1933.

¹ Vol. CXXIII, page 233 ; vol. CXXX, page 469 ; et vol. CXXXIV, page 432, de ce recueil.

² Vol. CXXV, page 95, de ce recueil.

¹ Vol. CXXIII, page 233 ; Vol. CXXX, page 469 ; and Vol. CXXXIV page 432, of this Series.

² Vol. CXXV, page 95, of this Series.

N° 2875. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ITALIEN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ D'AÉRONEFS ET DES CERTIFICATS CONSTATANT LA BONNE QUALITÉ DES MOTEURS. ROME, LES 2 ET 3 OCTOBRE 1931.

No. 2875. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE ITALIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF CERTIFICATES OF AIRWORTHINESS AND OF CERTIFICATES ATTESTING THE GOOD QUALITY OF ENGINES. ROME, OCTOBER 2 AND 3, 1931.

DÉNONCIATION

Dénonciation par les PAYS-BAS, effective à partir du 15 juillet 1933.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne, le 14 juillet 1933.

DENUNCIATION.

Denunciation by THE NETHERLANDS, effective as from July 15, 1933.

Communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, July 14, 1933.

N° 2886. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET FINLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. RIO-DE-JANEIRO, LE 26 NOVEMBRE 1931.

Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne, le 15 août 1933.

No. 2886. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BRAZILIAN AND FINNISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. RIO DE JANEIRO, NOVEMBRE 26, 1931.

Communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Berne, August 15, 1933.

N° 2934. — ÉCHANGE DE NOTES ³ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET DANOIS COMPORTANT UN ACCORD PROVISOIRE SUR LE RÉGIME DOUANIER APPLICABLE AUX MARCHANDISES. RIO-DE-JANEIRO, LE 30 NOVEMBRE 1931.

Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne, le 6 juillet 1933.

No. 2934. — EXCHANGE OF NOTES ³ BETWEEN THE BRAZILIAN AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT REGARDING THE CUSTOMS REGIME TO BE APPLIED TO GOODS. RIO DE JANEIRO, NOVEMBER 30, 1931.

Communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Berne, July 6, 1933.

¹ Vol. CXXVI, page 109, de ce recueil.

² Vol. CXXVI, page 239, de ce recueil.

³ Vol. CXXVIII, page 29, de ce recueil.

¹ Vol. CXXVI, page 109, of this Series.

² Vol. CXXVI, page 239, of this Series.

³ Vol. CXXVIII, page 29, of this Series.

Nº 2942. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN ET LE GOUVERNEMENT DANOIS, AU NOM DE L'ISLANDE, COMPORTANT UN ACCORD PROVISOIRE SUR LE RÉGIME DOUANIER APPLICABLE AUX MARCHANDISES. RIO-DE-JANEIRO, LE 30 NOVEMBRE 1931.

Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne, le 6 juillet 1933.

No. 2942. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BRAZILIAN GOVERNMENT AND THE DANISH GOVERNMENT, ON BEHALF OF ICELAND, CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT REGARDING THE CUSTOMS REGIME TO BE APPLIED TO GOODS. RIO DE JANEIRO, NOVEMBER 30, 1931.

Communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Berne, July 6, 1933.

No. 2975. — CONVENTION² BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM, AND THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JULY 9, 1931.

Nº 2975. — CONVENTION² ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME-UNI ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES LE 9 JUILLET 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION OF THE ABOVE CONVENTION TO CERTAIN BRITISH COLONIES, PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES. LISBON, MARCH 30 AND APRIL 25, 1933.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 19 juillet 1933.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS A CERTAINES COLONIES ET A CERTAINS PROTECTORATS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT BRITANNIQUES. LISBONNE, LES 30 MARS ET 25 AVRIL 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 19, 1933.

BRITISH EMBASSY.

No.60(107/2).

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on July 9th, 1931, the extension of the operation of that convention to the Colonies, Protectorates and Mandated territories in the attached list.

The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted. The language in which communications and translations are to be made is English, except in the case of Trans-Jordan where the language to be used is Arabic.

¹ Vol. CXXVIII, page 369, de ce recueil.

² Vol. CXXIX, page 417 ; et Vol. CXXXIV, page 438, de ce recueil.

¹ Vol. CXXVIII, page 369, of this Series.

² Vol. CXXIX, page 417 ; and Vol. CXXXIV, page 438, of this Series.

In accordance with Article 14 of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of the note, that is to say, on the 30th April next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I have the honour to be with the highest consideration, Monsieur le Ministre, Your Excellency's most obedient, humble Servant.

Claud RUSSELL.

His Excellency

Dr. Cesar de Sousa Mendes,
Minister for Foreign Affairs.

LIST OF BRITISH NON-SELF-GOVERNING COLONIES AND PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES ADMINISTERED UNDER THE AUTHORITY OF HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO WHICH IT IS DESIRED TO APPLY THE STIPULATIONS OF THE CONVENTION WITH PORTUGAL REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS, SIGNED ON THE 9TH OF JULY, 1931.

Colony	Local Authority
Bahamas	The Chief Justice, Nassau, Bahamas.
Barbados	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Bermuda	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
British Guiana	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
British Honduras	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
Ceylon	The Chief Secretary, The Secretariat, Colombo, Ceylon.
Cyprus	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.
Falkland Islands and Dependencies	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.
Fiji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambia (Colony and Protectorate)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Gold Coast :	
(a) Colony	{ The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.
(b) Togoland under British Mandate	
(c) Ashanti	
(d) Northern Territories	
Hong Kong	The Registrar of the Supreme Court of Hong Kong.
Jamaica :	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.
Cayman Islands	Judges of the Grand Court of the Cayman Islands.
Turks and Caicos Islands	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.
Kenya (Colony and Protectorate)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.
Leeward Islands) :	
(Antigua, Dominica, Montserrat, St. Christopher and Nevis, Virgin Islands)	{ The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.
Malay States :	
(a) Federated Malay States (Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor)	{ The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Federated Malay States.
(b) Unfederated Malay States :	
Johore	General Adviser.
Kelantan	British Adviser.
Trengganu	British Adviser.
Brunei	British Resident.
Kedah	{ Legal Adviser, Kedah.
Perlis	
Malta	The Minister of Justice, Valletta, Malta.
Mauritius	The Master and Registrar of the Supreme Court. Mauritius,

Colony	Local Authority
Nigeria :	
(a) Colony	The Chief Justice, Lagos, Nigeria.
(b) Protectorate	
(c) Cameroons under British Mandate	
North Borneo, State of	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.
Northern Rhodesia	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.
Nyasaland Protectorate	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.
Palestine (excluding Transjordan)	The Superintendent of Law Courts, Jerusalem, Palestine.
St. Helena and Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.
Sarawak	The Legal Adviser, Kuching, Sarawak.
Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.
Sierra Leone (Colony and Protectorate)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.
Somaliland Protectorate	The Secretary to the Government, Berbera, Somaliland.
South Africa High Commission Territories :	
Basutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.
Bechuanaland Protectorate	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.
Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.
Straits Settlements	The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.
Tanganyika Territory	The Registrar of the High Court, Dar es Salaam.
Trans-Jordan	Minister of Justice, Amman, Trans-Jordan.
Trinidad and Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.
Uganda Protectorate	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.
Western Pacific Islands of :	
British Solomon Islands Protectorate	The Registrar, High Commissioners Court, Suva, Fiji.
Gilbert and Ellice Islands Colony	
Tonga	The Secretary, Western Pacific High Commission, Suva, Fiji.
Windward Islands :	
Grenada	The Registrar, Supreme Court, Grenada.
St. Lucia	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.
St. Vincent	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.
Zanzibar Protectorate	The Chief Justice, Zanzibar.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

MINISTÉRIO
DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.
DIRECÇÃO GERAL
DOS NEGÓCIOS POLITICOS.
Processo Nº 7/2.
Nº 39.

Lisboa, 25 de Abril de 1933.

SENHOR EMBAIXADOR,

Tenho a honra de acusar a recepção da Nota
Nº 60 (107/2), de 30 de Março último, pela

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
GENERAL DIRECTORATE
OF POLITICAL AFFAIRS.
Proceedings No. 7/2.
No. 39.

Lisbon, April 25, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt
of Note No. 60 (107/2) of March 30th last, in

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

qual V. Exa. se dignou comunicar-me a extensão ás Colónias, Protectorados e Territórios sob Mandato mencionados em lista anexa da aplicação da Convenção sôbre Processo Civil e Comercial, assinada em Londres em 9 de Julho de 1931, nos termos do respectivo artigo 14.

Aproveito a oportunidade para informar V. Exa. que dessa comunicação foi tomada a devida nota e para reiterar a V. Exa. os protestos da minha mais alta consideração.

(Signature) Illegible.

Sua Excelencia
Sir Claud Russell, K.C.M.G.,
etc., etc., etc.

which Your Excellency informed me, in accordance with Article 14 of the Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London on July 9th, 1931, of the extension of the operation of that Convention to the colonies, protectorates and mandated territories in the attached list.

I take this opportunity of informing Your Excellency that due note has been taken of your communication.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Illegible.

His Excellency
Sir Claud Russell, K.C.M.G.,
etc., etc.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.
Nº 60 (107/2).

LISBONNE, le 30 mars 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, conformément à l'article 14 de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, que les effets de cette convention sont étendus aux colonies, protectorats et territoires sous mandat numérés dans la liste ci-jointe.

Ladite liste indique dans chaque cas l'autorité à laquelle devront être adressées les demandes en vue de la signification des actes ou de la réception des dépositions. La langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais, sauf dans le cas de la Transjordanie où la langue à employer est l'arabe.

Conformément à l'article 14 de la Convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de celle-ci, c'est-à-dire le 30 avril prochain.

Je vous prie de bien vouloir accuser réception de la présente communication et je saisis, etc...

Claude RUSSEL.

Son Excellence
Monsieur Cesar de Souza Mendes,
Ministre des Affaires étrangères.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LISTE DES COLONIES NON AUTONOMES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES ET DES TERRITOIRES SOUS MANDAT ADMINISTRÉS SOUS L'AUTORITÉ DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, AUXQUELS ON DÉSIRE APPLIQUER LES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE CONCLUE AVEC LE PORTUGAL LE 9 JUILLET 1931.

Colonie	Autorité locale
Bahama	The Chief Justice, Nassau, Bahamas.
Barbade	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Bermudes	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton Bermuda.
Guyane britannique	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
Honduras britannique	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
Ceylan	The Chief Secretary, The Secretariat, Colombo, Ceylon.
Chypre	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.
Iles Falkland et dépendances	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.
Fidji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambie (colonie et protectorat)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Côte de l'Or :	
a) Colonie	} The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.
b) Togo sous mandat britannique	
c) Ashanti	
d) Territoires du nord	
Hong-Kong	The Police Magistrate, Kumasi, Ashanti, Gold Coast.
Jamaïque :	The Chief Commissioner of the Northern Territories, Tamsui, Gold Coast.
Iles Caïmans	The Registrar of the Supreme Court of Hong Kong.
Iles Turques (Turks) et Caïques	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.
Kenya (Colonie et protectorat)	Judges of the Grand Court of the Cayman Islands.
Iles sous le Vent :	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.
(Antigua, Dominica, Montserrat, St. Christophe et Nevis, îles Vierges)	} The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.
Etats malais :	
a) Etats malais fédérés (Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor)	} The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Federated Malay States.
b) Etats malais non fédérés :	
Johore	General Adviser.
Kelantan	British Adviser.
Trengganu	British Adviser.
Brunei	British Resident.
Kedah	} Legal Adviser, Kedah.
Perlis	
Malte	The Minister of Justice, Valletta, Malta.
Ile Maurice	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.
Nigeria :	
a) Colonie	} The Chief Justice, Lagos, Nigeria.
b) Protectorat	
c) Cameroun sous mandat britannique	
Etat du Nord Bornéo	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.
Rhodésie du Nord	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.
Protectorat du Nyassaland	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.
Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie)	The Superintendent of Law Courts, Jerusalem, Palestine.
Sainte-Hélène et Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.

Colonie	Autorité locale
Sarawak	The Legal Adviser, Kuching, Sarawak.
Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.
Sierra Leone (Colonie et protectorat)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.
Protectorat du Somaliland	The Secretary to the Government, Barbera, Somaliland.
Territoires du Haut Commissariat de l'Afrique du Sud :	
Basoutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.
Protectorat du Betchouanaland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.
Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.
Etablissements du Détroit	The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.
Territoire du Tanganyika	The Registrar of the High Court, Dar-es-Salaam.
Transjordanie	Minister of Justice, Amman, Trans-Jordan.
Trinité et Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.
Protectorat de l'Ouganda	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.
Iles du Pacifique occidental :	
Iles Salomon sous protectorat britannique. Colonie des Iles Gilbert et Ellice	} The Registrar, High Commissioners Court, Suva, Fiji.
Tonga	
Iles du Vent :	
Grenade	The Secretary, Western Pacific High Commission, Suva, Fiji.
Ste-Lucie	The Registrar, Supreme Court, Grenada.
St-Vincent	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.
Protectorat du Zanzibar	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.
	The Chief Justice, Zanzibar.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES AFFAIRES POLITIQUES.

Dossier N° 7/2.

N° 39.

LISBONNE, le 25 avril 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N° 60 (107/2) du 30 mars dernier, par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer que, conformément à l'article 14 de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, les effets de cette convention sont étendus aux colonies, protectorats et territoires sous mandat énumérés dans une liste jointe à votre note.

Je saisis cette occasion pour vous faire savoir qu'il a été pris bonne note de cette communication et pour vous prier d'agréer, etc.

(Signé) Illisible.

Son Excellence
Sir Claud Russel, K.C.M.G.,
etc., etc., etc.

N^o 2986. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET NEERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AU PROTOCOLE D'INSTRUCTIONS POUR LA DÉMARCATIION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE BRÉSIL ET LA GUYANE NÉERLANDAISE. RIO-DE-JANEIRO, LE 22 SEPTEMBRE 1931.

No. 2986. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BRAZILIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE PROTOCOL OF INSTRUCTIONS FOR THE DELIMITATION OF THE FRONTIER BETWEEN BRAZIL AND DUTCH GUIANA. RIO DE JANEIRO, SEPTEMBER 22, 1931.

TEXTE NÉERLANDAIS DU PROTOCOLE D'INSTRUCTIONS SUSMENTIONNÉ.

DUTCH TEXT OF THE ABOVE-MENTIONED PROTOCOL OF INSTRUCTIONS.

Communiqué par le chargé d'Affaires des Etats-Unis du Brésil à Berne, le 27 septembre 1933.

Communicated by the Chargé d'Affaires of the United States of Brazil at Berne, September 27, 1933.

GEMENGDE NEDERLANDSCH-BRAZILIAANSCH E COMMISSIE VOOR DE GRENSAFBAKENING.
ONTWERP-INSTRUCTIE.

§ 1. — Elk der beide Regeeringen zal eene Commissie benoemen, bestaande uit een Hoofd, een plaatsvervangend Hoofd en zooveel toegevoegde topografen en verder personeel als zij noodig achten.

§ 2. — Elke Regeering zal aan de andere mededeeling doen van de benoeming van hare Commissie en voorts van elke latere wijziging.

§ 3. — Als de nota's betreffende de benoeming der Commissies zijn uitgewisseld, dan is daardoor de Gemengde Commissie voor de Grensafbakening ingesteld en treden de beide Hoofden rechtstreeks met elkaar in verbinding over de uitvoering van het werk.

§ 4. — Elke Commissie zal uitgerust zijn met de instrumenten die noodig zijn voor de topographische opneming en de astronomische waarnemingen, met toestellen voor het opnemen van radio-tijdseinen en alle overige instrumenten die zij noodig zal hebben voor de uitvoering van haar taak.

§ 5. — Elke Commissie zal in haar eigen vervoer en voeding voorzien, zoowel wat betreft de reis naar de grens, als wat betreft het verblijf in die streek. Doch indien een lid der Nederlandsche (Braziliaansche) Commissie met eenige menschen zich bij de Braziliaansche (Nederlandsche) Commissie aansluit om controlemetingen te verrichten of aan het werk deel te nemen, dan zal de Braziliaansche (Nederlandsche) Commissie voorzien in hun voeding en vervoer.

§ 6. — Het afbakeningswerk zal bestaan uit het volgende :

a) De geheele lijn der waterscheiding bedoeld in het Verdrag van 5 Mei 1906 verkennen, om zich te overtuigen van haar continuïteit.

b) Op onderlinge afstanden van 30 tot 40 Kilometer zal een dwarsdoorsnede worden uitgevoerd, die den bergketen snijdt. Deze doorsnede zal zich, aan weerszijde van de grens, uitstrekken tenminste tot de een of andere kreek waarvan is vastgesteld dat zij behoort tot het stroomstelsel van een rivier aan dezelfde zijde van de grens.

c) Op de dwarsdoorsneden vermeld onder b) en voorts met tusschenruimten van ongeveer 10 Kilometer, zal een punt der grenslijn nauwkeurig worden bepaald.

¹ Vol. CXXX, page 113, de ce recueil.

¹ Vol. CXXX, page 113, of this Series.

§ 7. — De Gemengde Commissie zal als waterscheiding aannemen de werkelijke topographische lijn van scheiding der wateren, dat is de lijn die verkregen wordt (de aarde als ondoordringbaar beschouwd) door alle punten te verbinden, waar het water zich op het terrein verdeelt om af te vloeien naar elk der beide stroomstelsels.

Daar waar deze lijn weinig duidelijk is, zal de Commissie een gemiddelde lijn nemen, waarbij zooveel mogelijk kleine kronkelingen worden vermeden, en men er op zal letten dat de aangenomen lijn geen kreeken mag snijden (uitgezonderd zeer kleine beekjes die in den drogen tijd geen water geven) en dat de grens gemakkelijk op het terrein moet kunnen worden uitgezet en niet tot eenige moeilijkheid in de toekomst aanleiding mag kunnen geven.

§ 8. — Het smalle boschpad dat de waterscheiding volgt (§ 6a) en de dwarsdoorsneden, zullen worden opgemeten met kompas en lijn of tachymeter. (Hiermede is niet bedoeld een zeer nauwkeurige opmeting). Daarbij zal men ook barometrisch het profiel van grenslijn en dwarsdoorsneden opnemen.

De punten der grens bedoeld in § 6c) zullen verbonden worden aan een triangulatiernet over de toppen der nabijgelegen bergen, dat zich over de geheele grens uitstrekt. Dit net zal voor zooveel mogelijk verbonden worden aan de triangulatiennetten der beide landen en der aangrenzende landen. Indien echter op eenig deel der grens, het terrein zich niet leent tot een dergelijke werkwijze, of wanneer deze werkwijze aldaar zeer moeilijk of zeer kostbaar wordt, dan kan men bedoelde punten vastleggen aan astronomisch bepaalde punten. De hier bedoelde triangulatie zal niet zijn een nauwkeurige geodetische triangulatie met oprichten van geodetische signalen enz. wijl dit zou leiden tot groote onkosten en een langdurig verblijf, maar eene triangulatie uit theodolietstations. De hoeken zullen gemeten worden uit gemakkelijk toegankelijke punten, van waaruit men de ontoegankelijke pieken zal aanpeilen en op snijding vastleggen.

§ 9. — De Gemengde Commissie zal grensteekens plaatsen op de punten der grens der dwarslijnen bedoeld in § 6b) en voor zooveel wenschelijk en uitvoerbaar ook op de andere door haar bepaalde punten der grens. Op elk grensteeken zal op onuitwisschbare wijze worden vermeld het nummer van het grensteeken en de namen Suriname en Brasil aan de zijde van het betrokken land. De beide Regeeringen komen overeen, dat de punten waar deze grensteekens zijn geplaatst geworden, erkend zullen worden als punten der grens en dat in de tusschenruimten tusschen deze punten de grens zal worden gevormd door de lijnen die de Gemengde Commissie zal hebben aangenomen krachtens de haar bij § 7 toegekende bevoegdheid en daar waar zij niet een bepaalde lijn heeft aangenomen door de werkelijke topographische lijn van scheiding der wateren.

§ 10. — Bij het oprichten van elk grensteeken, zal men eene omstandige « Akte » opmaken, die den aard der constructie beschrijft en zijn geographische plaats vermeldt. Bovendien zal voor elk grensteeken een kaart worden vervaardigd met nauwkeurige beschrijving der omgeving, zoodat men het punt gemakkelijk zal kunnen terugvinden, zelfs als het grensteeken verdwenen zoude zijn. Behalve de Akten van plaatsen en vaststellen der grensteekens, zal men aan het eind der werkzaamheden een Algemeene Akte opmaken, die de geheele afgebakende grens beschrijft.

§ 11. — Behalve de in § 10 vermelde bescheiden, zullen de volgende bescheiden worden ingeleverd :

- a) En algemeen verslag van het afbakeningswerk.
- b) En algemeene kaart van de grens en haar omgeving waarop eveneens zijn aangeduid de punten buiten deze streek die gediend hebben voor de triangulatie.
- c) Detailkaarten en profielen met beschrijvingen.

§ 12. — Op alle kaarten zal het opschrift, de legenda, de namen enz. worden vermeld in de Nederlandsche en in de Portugeesche taal en de Akten en beschrijvingen zullen worden opgesteld in beide talen. Voor elk der beide Regeeringen zal een exemplaar worden gemaakt van alle kaarten, van de Akten en van de beschrijvingen in de Nederlandsche taal, en een exemplaar in de Portugeesche taal. Alle deze exemplaren zullen nagezien en onderteekend worden door de beide Hoofden der Commissies, of hun gemachtigden. Indien blijkt dat het te bezwaarlijk of te kostbaar is om deze bescheiden op het terrein te maken, zal men kunnen volstaan met het maken van voorloopige kaarten en beschrijvingen. Evenwel zullen deze voorloopige bescheiden alle gegevens moeten bevatten, en zoodanig gemaakt moeten zijn, dat twijfel uitgesloten is, en dat zij zoo noodig

als definitieve bescheiden kunnen dienen. Ook zullen de kaarten en andere bescheiden die betrekking hebben op een zeker deel van het terrein nagezien en ondertekend moeten zijn vóór men zich voorgoed van het terrein verwijdt. In het algemeen zal men, wanneer een deel van het werk gereed is, de bescheiden die op dit deel van het werk betrekking hebben, aanbieden aan de beide Regeeringen.

§ 13. — De werkmethoden, de volgorde der werkzaamheden en het aandeel dat de leden der beide Commissies met hun personeel erin zullen nemen, zullen in onderling overleg door de Hoofden der beide Commissies worden vastgesteld. Behoudens voor zoover de beide Hoofden eene andere regeling hebben getroffen, zal de algemeene volgorde der werkzaamheden als volgt zijn :

a) Verkenning van het grensgebied met de toegangs- en gemeenschapswegen die het gunstigst zijn voor het werk ; een verkenning van de mogelijkheid van triangulatie ; verkenning van de lijn der waterscheiding en van de dwarsdoorsneden ; een voorloopige kaart teekenen.

b) Het pad dat de waterscheiding volgt, en de dwarsdoorsneden opnemen, triangulatie en astronomische waarnemingen (§ 8).

c) De grens vaststellen, de grensteekens plaatsen, de kaarten en beschrijvingen definitief vaststellen.

§ 14. — De Commissies zullen zoo noodig de werkzaamheden kunnen opschorten en opnieuw beginnen, volgens overeenkomst tusschen de beide Hoofden. De werkzaamheden zullen echter op zoodanige wijze worden geleid, dat het deel der grens begrepen tusschen Litani-Mapaoni en Wanama (Wanamoe)-Aramatau gereed zal zijn in ten hoogste drie jaar, de rustperiodes inbegrepen.

§ 15. — De twee Commissies zullen zich in het grensgebied bevinden, gereed om de werkzaamheden te beginnen, niet later dan op 1 October 1932. Indien een van beide Commissies niet op dien datum in het grensgebied aanwezig is, en dit niet voortvloeit uit force majeure, duidelijk aangetoond, dan zal de andere Commissie alleen het afbakeningswerk uitvoeren, in overeenstemming met deze Instructies, en de uitkomsten van haar waarnemingen zullen bindend zijn voor beide landen.

§ 16. — De Braziliaansche Commissie zal een begin maken met de verkenning bedoeld in § 13 a) in het gebied gelegen tusschen de lijn Wanama-Aramatau en het punt 2° 15' N. Br. en 56° 03' W. L. Volgens de Nederlandsche kaart, en zich daarheen begeven langs de Westelijke Paroe en Marapi en zoo noodig langs de Wanama of andere rivieren. Indien de Hoofden der beide Commissies het voordeelig achten om met deze verkenning de werkzaamheden van § 13 b) of zelfs de beslissende werkzaamheden van § 13 c) te verbinden, zullen zij gezamenlijk de noodige voorzieningen treffen.

De Nederlandsche Commissie zal hetzelfde verrichten in het gebied tusschen de bronnen van Litani-Marowini-Mapaoni en het pad van de Paloemeu naar de Oostelijke Paroe, waartoe zij de Marowijne en zijn takken zal opvaren. Er is overeengekomen dat zij, gezien de aard van het terrein, de werkzaamheden van § 13 b) met de verkenning mag verbinden. Alsdan zal het Hoofd der Braziliaansche Commissie het recht hebben controlemetingen te verrichten, maar als deze controle nieuwe transporten noodig zoude maken, zal het aan hem zijn daarin te voorzien.

§ 17. — Elk der beide Regeeringen zal zoo vroegtijdig mogelijk de andere Regeering mededeelen op welken datum haar Commissie naar het binnenland zal vertrekken en welke route deze zich voorstelt te zullen nemen. De beide Hoofden zullen door radio of door andere gemeenschapsmiddelen de eerste samenkomst in het grensgebied regelen. Het blijft afgesproken dat, indien het niet gelukt in gemeenschap te komen, eene ontmoeting plaats zal vinden tusschen 1 en 10 October 1932 aan de Westelijke Paroe (Paru do Cuminá) ten Westen van de rots Pico Ricardo Franco (Kantani). Indien op 10 October 1932 nog niemand der Nederlandsche Commissie aldaar is aangekomen, zal de Braziliaansche Commissie haar gaan zoeken aan de boven-Paloemeu, zich daarheen begevende over het pad dat ten Zuiden langs den berg Alimimuni voert. Door de zorgen van de Nederlandsche Commissie zal vanaf 10 October 1932 bij de inscheppingsplaats aan de Paloemeu een vaartuig aanwezig zijn, met aanwijzingen omtrent de plaats waar men de Commissie zal kunnen vinden, alsmede een kleine voorraad levensmiddelen.

§ 18. — Ingeval een der Commissies zeer vóór is met haar deel van het werk, mag ze langzamer gaan werken of personeel verminderen, opdat de andere den achterstand in werk kan inhalen.

§ 19. — Gedurende de werkzaamheden der grensafbakening zullen de Commissies en haar personeel en materieel vrijen toegang hebben op de wateren landwegen van het andere land, en zullen aan geen douanerechten noch aan eenige andere belasting onderworpen zijn.

RIO DE JANEIRO, 27 April 1931.

(get.) C. H. DE GOEJE.

(s.) Braz Diaz DE AGUIAR,

Cap. M. e. G. Chefe da Comissão.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Département des Affaires étrangères :

A. M. Snouck Hurgronje.

No. 3004. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE KINGDOM OF ITALY REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 17, 1930.

Nº 3004. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE ROYAUME D'ITALIE, CONCERNANT L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 17 DÉCEMBRE 1930.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO SOUTHERN RHODESIA OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. ROME, APRIL 18 AND MAY 5, 1933.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A LA RHODÉSIE DU SUD DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. ROME, LES 18 AVRIL ET 5 MAI 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 19 juillet 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 19, 1933.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. : 129.
(146/4/33).

ROME, 18th April, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 17, 1930, the extension of that convention to Southern Rhodesia.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom judicial and extra-judicial documents and "Letters of Request" should be transmitted is The Registrar of the High Court, Salisbury, Southern Rhodesia, and the language to be used in communications and translations is English.

¹ Vol. CXXXI, page 78, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXI, page 78, of this Series.

3. In accordance with Article 16 (*b*) of the convention, I beg to state that the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 18th May next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to convey to Your Excellency the expression of my highest consideration.

R. GRAHAM.

His Excellency Benito Mussolini,
etc., etc., etc.
Ministry of Foreign Affairs.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.

T. 29/38.
213155/51.

ROMA, 5 Mag, 1933 XI.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Con Nota N° 129 (146/4/33) del 18 aprile scorso, l'Eccellenza Vostra si è compiaciuta di comunicarmi che la Convenzione italo-britannica per l'assistenza giudiziaria in materia civile e commerciale, firmata a Londra il 17 dicembre 1930, è stata estesa alla Rhodesia del Sud e che tale estensione avrà effetto dal 18 maggio corrente.

L'Eccellenza Vostra ha indicato inoltre che l'Autorità britannica incaricata di ricevere i documenti giudiziari è il Registrar of the High Court, Salisbury, Southern Rhodesia, e che la lingua da usarsi nelle comunicazioni e nelle relative traduzioni è la inglese.

Nel prendere atto di tale cortese comunicazione, colgo l'occasione per rinnovarle, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Sottosegretario di Stato,
(*Signature illegible.*)

A Sua Eccellenza Sir Ronald Graham,
Ambasciatore di S. M. Britannica,
Roma.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

T. 29/38.
213155/51

ROME, May 5 *th*, 1933. XI.

YOUR EXCELLENCY,

In a note No. 129 (146/4/33) of the 18th April last, Your Excellency was good enough to inform me that the Italo-Britannic convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 17th, 1930, has been extended to Southern Rhodesia with effect as from May 18th next.

Your Excellency also stated that the British authority empowered to receive judicial documents is The Registrar of the High Court, Salisbury, Southern Rhodesia, and that the language to be used in communications and translations is English.

I have noted this communication and avail myself of this opportunity to convey to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(*Signature illegible.*)
Under-Secretary of State.

His Excellency Sir Ronald Graham,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Rome.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 129.
(146/4/33).

ROME, le 18 avril 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 16 (a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 17 décembre 1930, que les effets de cette convention sont étendus à la Rhodésie du Sud.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires, est « The Registrar of the High Court, Salisbury Southern Rhodesia » ; la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 16 (b) de la Convention, l'extension qui fait l'objet de la présente note entrera en vigueur un mois après la date de celle-ci, c'est-à-dire le 18 mai prochain.

4. Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

R. GRAHAM.

A son Excellence Benito Mussolini,
etc., etc., etc.
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

T. 29/38.
213155/51.

ROME, le 5 mai 1933, An XI.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Votre Excellence a bien voulu me faire savoir par sa note N^o 129 (146/4/33) en date du 18 avril écoulé, que la Convention italo-britannique de coopération judiciaire en matière civile et commerciale, signée à Londres le 17 décembre 1930, est étendue à la Rhodésie du Sud et que cette extension aurait effet à partir du 18 mai courant.

Votre Excellence indique, en outre, que l'autorité britannique chargée de recevoir les actes judiciaires est « The Registrar of the High Court, Salisbury, Southern Rhodesia », et que la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

Je prends acte de cette communication et je saisis cette occasion, etc.

*Le Sous-Secrétaire d'Etat.
(Signature illisible.)*

A son Excellence Sir Ronald Graham,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Rome.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 3023. — CONVENTION ¹ D'UNION POSTALE DES AMÉRIQUES ET DE L'ESPAGNE. SIGNÉE A MADRID, LE 10 NOVEMBRE 1931.

No. 3023. — POSTAL UNION CONVENTION¹ OF THE AMERICAS AND SPAIN. SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 10, 1931.

RATIFICATION

VENEZUELA 7 juillet 1933.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne le 25 juillet 1933.

RATIFICATION.

VENEZUELA July 7, 1933.

Communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, July 25, 1933.

N^o 3024. — UNION POSTALE DES AMÉRIQUES ET DE L'ESPAGNE. ARRANGEMENT ² RELATIF AUX MANDATS DE POSTE. SIGNÉ A MADRID, LE 10 NOVEMBRE 1931.

No. 3024. — POSTAL UNION OF THE AMERICAS AND SPAIN. AGREEMENT² REGARDING MONEY ORDERS. SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 10, 1931.

RATIFICATION

VENEZUELA 7 juillet 1933.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne, le 25 juillet 1933.

RATIFICATION.

VENEZUELA July 7, 1933.

Communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, July 25, 1933.

N^o 3025. — UNION POSTALE DES AMÉRIQUES ET DE L'ESPAGNE. ARRANGEMENT ³ CONCERNANT LES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A MADRID, LE 10 NOVEMBRE 1931.

No. 3025. — POSTAL UNION OF THE AMERICAS AND SPAIN. PARCEL POST AGREEMENT³. SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 10, 1931.

RATIFICATION

VENEZUELA 7 juillet 1933.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne le 25 juillet 1933.

RATIFICATION.

VENEZUELA July 7, 1933.

Communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, July 25, 1933.

¹ Vol. CXXXI, page 327, de ce recueil.

² Vol. CXXXI, page 389, de ce recueil.

³ Vol. CXXXI, page 447, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXI, page 327, of this Series.

² Vol. CXXXI, page 389, of this Series.

³ Vol. CXXXI, page 447, of this Series.

No. 3041. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ESTONIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 22, 1931.

Nº 3041. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'ESTONIE, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 22 DÉCEMBRE 1931.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE ESTONIAN GOVERNMENT RESPECTING THE ACCESSION OF NEW ZEALAND TO THE ANGLO-ESTONIAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF DECEMBER 22, 1931. TALLINN, FEBRUARY 14 AND 17, 1933.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT ESTONIEN, CONCERNANT L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE A LA CONVENTION ANGLO-ESTONIENNE DU 22 DÉCEMBRE 1931, CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE. TALLINN, LES 14 ET 17 FÉVRIER 1933.

Note from the Estonian Government regarding an amendment to the note of February 14, 1933, mentioned above. Tallinn, April 27, 1933.

Note du Gouvernement estonien portant amendement à la note du 14 février 1933 mentionnée ci-dessus. Tallinn, le 27 avril 1933.

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 septembre 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, September 20, 1933.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
52-W.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
52-W.

TALLINN, *April 27, 1933.*

TALLINN, *le 27 avril 1933.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

With a note No. 18 of the 20th April, 1933, you were so good as to draw attention to an error in the Foreign Minister's Note 996-W of the 17th February last acknowledging your Note No. 7 of the 14th February regarding the extension of the Anglo-Estonian Civil Procedure Convention to New-Zealand.

Par une note N° 18, en date du 20 avril 1933, vous avez bien voulu attirer l'attention sur une erreur contenue dans la note 996-W du Ministre des Affaires étrangères, en date du 17 février dernier, accusant réception de votre note N° 7 du 14 février relative à l'extension à la Nouvelle-Zélande de la Convention anglo-estonienne concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale.

In reply to this Note, I have the honour to inform you that due cognizance has been taken of the fact that the extension in question has

En réponse à cette note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'il a été dûment pris acte du fait que l'extension en question

¹ Vol. CXXXII, page 231; et vol. CXXXIV, page 449, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CXXXII, page 231; and Vol. CXXXIV, page 449, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

been notified under Article 16 (*a*) of this convention as indicated in your Note referred to above instead of Article 15 (*a*), as given erroneously in the Foreign Minister's Note of the 17th February last.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Chargé d'affaires, the assurance of my high consideration.

For the Minister and by authorization

H. LARETEI.

Director of the Political Department.

Monsieur A. J. Hill,
H. B. M. Chargé d'affaires *a. i.*
Tallinn.

a été notifiée en vertu de l'article 16 (*a*) de ladite convention comme il est indiqué dans votre note susmentionnée et non pas de l'article 15 (*a*) indiqué par erreur dans la note du Ministre des Affaires étrangères, en date du 17 février dernier.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, etc.

Pour le Ministre et par autorisation :

H. LARETEI.

Directeur du Département politique.

Monsieur A. J. Hill, Chargé d'Affaires
de Sa Majesté britannique,
par intérim,
Tallinn.

N^o 3118. — PROTOCOLE¹ AUTRICHIEN.
SIGNÉ A GENÈVE, LE 15 JUILLET 1932.

RATIFICATION

BELGIQUE 23 septembre 1933.

N^o 3118. — AUSTRIAN PROTOCOL¹.
SIGNED AT GENEVA, JULY 15, 1932.

RATIFICATION.

BELGIUM September 23, 1933.

N^o 24 *a*). — CONVENTION² INTERNATIONALE SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DU PHOSPHORE BLANC (JAUNE) DANS L'INDUSTRIE DES ALLUMETTES. SIGNÉE A BERNE, LE 26 SEPTEMBRE 1906.

ADHÉSION.

PERSE 5 juin 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse le 21 juillet 1933.

N^o 24 (*a*). — INTERNATIONAL CONVENTION² PROHIBITING THE USE OF WHITE (YELLOW) PHOSPHORUS IN THE MANUFACTURE OF MATCHES. SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 26, 1906.

ACCESSION.

PERSIA June 5, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 21, 1933.

¹ Vol. CXXXV, page 285, de ce recueil.

² Vol. XI, page 446 ; vol. XV, page 330 ; vol. XIX, page 294 ; vol. XXXIX, page 226 ; vol. XLV, page 211 ; vol. LIX, page 429 ; vol. XCII, page 419 ; vol. CXVII, page 335 ; et vol. CXXXIV, page 453, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXV, page 285, of this Series.

² Vol. XI, page 446 ; Vol. XV, page 331 ; Vol. XIX, page 295 ; Vol. XXXIX, page 226 ; Vol. XLV, page 211 ; Vol. LIX, page 429 ; Vol. XCII, page 419 ; Vol. CXVII, page 335 ; and Vol. CXXXIV, page 453, of this Series.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

